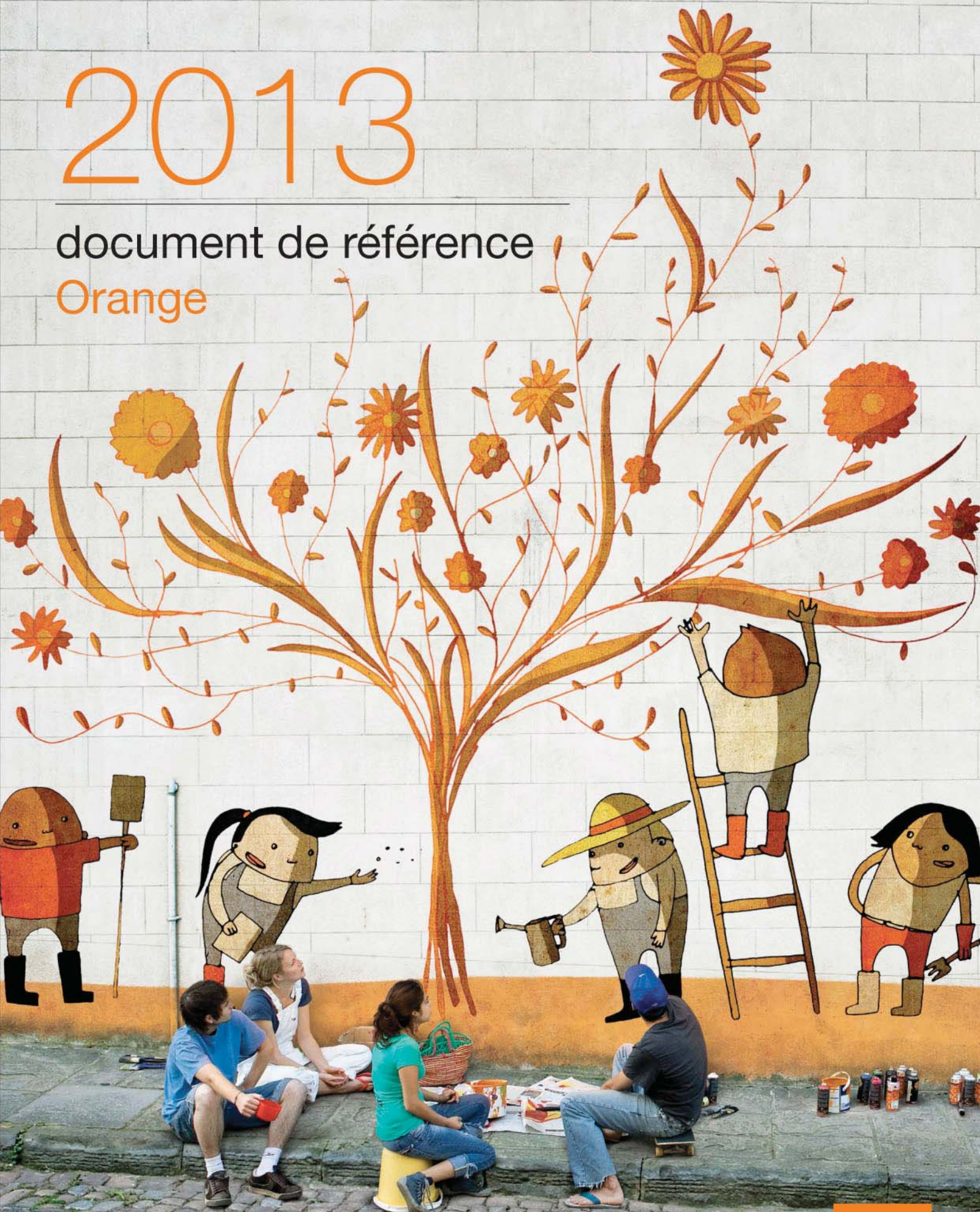


# 2013

document de référence

Orange







Société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros  
Siège social : 78-84, rue Olivier de Serres, Paris (XV<sup>e</sup> arrondissement)  
RCS Paris 380 129 866

# Document de référence 2013

## RAPPORT FINANCIER ANNUEL

**Le présent document de référence contient  
l'ensemble des éléments composant le Rapport financier annuel**

### AMF

Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2014 conformément à l'article 212-13 du Règlement général (AMF). Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence  
sont disponibles au siège d'Orange.  
Ce document est également disponible sur le site internet d'Orange : [www.orange.com](http://www.orange.com),  
sur celui de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)  
et sur le site officiel dédié à l'information réglementée : [www.info-financiere.fr](http://www.info-financiere.fr)

# Sommaire

<b>1</b>	<b>présentation du Groupe</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>actionnariat et Assemblée Générale</b>	<b>381</b>
	1.1 présentation générale	6		6.1 capital social	382
	1.2 informations financières sélectionnées	8		6.2 principaux actionnaires	383
	1.3 organigramme	9		6.3 projets de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014	385
<b>2</b>	<b>environnement de l'activité, stratégie et facteurs de risque</b>	<b>11</b>		6.4 rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014	388
	2.1 le marché des technologies de l'information et de la communication	12		6.5 rapport des Commissaires aux comptes sur les résolutions et les conventions réglementées	397
	2.2 la réglementation	15			
	2.3 la stratégie du groupe Orange	34			
	2.4 facteurs de risque	36			
<b>3</b>	<b>présentation des activités</b>	<b>45</b>	<b>7</b>	<b>informations complémentaires</b>	<b>401</b>
	3.1 présentation générale de l'activité	46		7.1 personne responsable	402
	3.2 réseau et immobilier	90		7.2 contrôleurs légaux	402
	3.3 recherche et innovation, brevets, licences	96		7.3 informations statutaires	403
				7.4 éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	406
<b>4</b>	<b>rapport financier</b>	<b>99</b>		7.5 opérations avec des apparentés	406
	4.1 documents consolidés	100		7.6 contrats importants	406
	4.2 rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	204	<b>8</b>	<b>annexes</b>	<b>407</b>
	4.3 examen de la situation financière et du résultat du Groupe	205		glossaire des termes techniques	408
	4.4 événements récents	263		glossaire financier	414
	4.5 perspectives d'avenir	264		tables de concordance	416
	4.6 politique de distribution des dividendes	264			
	4.7 comptes annuels d'Orange SA	265			
	4.8 rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	304			
	4.9 examen de la situation financière et du résultat d'Orange SA	306			
<b>5</b>	<b>gouvernance et RSE</b>	<b>313</b>			
	5.1 composition des organes d'administration et de direction	314			
	5.2 gouvernement d'entreprise	326			
	5.3 rémunération et avantages versés aux mandataires sociaux et cadres dirigeants	335			
	5.4 gestion des risques	341			
	5.5 rapport des Commissaires aux comptes	348			
	5.6 responsabilité sociale, sociétale et environnementale	349			



## Le présent document de référence vaut :

- Rapport financier annuel établi en application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ;
- Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale établi en application des articles L. 225100 et suivants du Code de commerce ;
- Rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Des tables de concordance entre les éléments obligatoires de ces rapports et le présent document de référence figurent aux pages 416 et suivantes.

## Informations incorporées par référence

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document :

- les comptes consolidés et le Rapport d'audit correspondant figurant aux pages 332 à 444 du document de référence D.13-0227, ainsi que le Rapport de gestion du Groupe figurant aux pages 162 à 241 du même document ;
- les comptes consolidés et le Rapport d'audit correspondant figurant aux pages 372 à 500 du document de référence D.12-0238, ainsi que le Rapport de gestion du Groupe figurant aux pages 194 à 277 du même document ;
- les comptes annuels et le Rapport d'audit correspondant figurant aux pages 448 à 489 du document de référence D.13-0227, ainsi que le Rapport de gestion de la société France Télécom figurant aux pages 242 à 248 du même document ;
- les comptes annuels et le Rapport d'audit correspondant figurant aux pages 504 à 553 du document de référence D.12-0238, ainsi que le Rapport de gestion de la société France Télécom figurant aux pages 278 à 284 du même document.

Les références à des sites internet contenues dans le présent document sont données à titre indicatif ; les informations contenues sur ces sites internet ne sont pas incorporées par référence dans le présent document.

## Définition

Dans le cadre du présent document de référence, sauf indication contraire, les termes la Société et Orange SA se réfèrent à la société anonyme Orange et les termes Orange, le Groupe et le groupe Orange à l'ensemble formé par la société Orange et ses filiales consolidées.

## Documents accessibles au public

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires dans les conditions légales peuvent être consultés au siège d'Orange, 78 rue Olivier de Serres à Paris (15e), en France.

En outre, les statuts d'Orange sont disponibles sur le site internet [www.orange.com](http://www.orange.com) à la rubrique *Documentation Gouvernance*.

Les comptes consolidés d'Orange pour les trois derniers exercices sont également disponibles sur ce site internet à la rubrique Finance/Information réglementée et sur le site [www.info-financiere.fr](http://www.info-financiere.fr).

## Indications prospectives

Le présent document contient des indications prospectives, notamment aux sections 2.1 *Le marché des technologies de l'information et de la communication*, 2.3 *La stratégie du Groupe*, 3.1 *Présentation générale de l'activité*, 4.3 *Examen de la situation financière et du résultat du Groupe* (en particulier à la section 4.3.1 *Vue d'ensemble*) et 4.5 *Perspectives d'avenir*. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que *devrait, pourrait, serait*, ou introduites par des formes conjuguées ou non des expressions *s'attendre à, estimer, croire, anticiper, proposer, poursuivre, prévoir, bénéficier, réaliser, faire face, développer, dépasser, préserver, optimiser, maîtriser, viser, maintenir, continuer, investir ou destiner*, ou encore par des mots tels que *stratégie, objectif, perspectives, tendances, but, évolution, intention, ambition, risque, potentiel, mise en œuvre, déploiement, engagement ou progression*.

Bien qu'Orange estime que ses objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables, ces indications prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, y compris des risques que nous pouvons actuellement ignorer ou considérer comme non significatifs, et il ne peut être garanti que les événements attendus auront lieu ou que les objectifs énoncés seront effectivement atteints.

Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives comprennent notamment :

- une concurrence aiguë dans l'industrie des télécommunications ;
- la capacité d'Orange à exploiter des opportunités de croissance sur de nouveaux marchés ;
- la détérioration des conditions économiques et commerciales générales sur les marchés où Orange est implanté ou l'absence d'amélioration de ces conditions ;
- la conjoncture économique prévalant à l'échelle mondiale et sur les marchés d'Orange ;
- l'efficacité du projet industriel conquêtes 2015, y compris, mais sans s'y limiter, le succès des plans d'action portant sur les ressources humaines et les technologies de l'information, le développement du réseau, la satisfaction des clients et l'expansion internationale, ainsi que l'efficacité d'autres initiatives stratégiques, opérationnelles et financières ;
- la capacité d'Orange à s'adapter à la transformation continue de l'industrie des télécommunications, en particulier aux évolutions technologiques et aux nouvelles attentes des clients ;

- les évolutions et contraintes fiscales et réglementaires et l'issue des procédures judiciaires liées à la réglementation et à la concurrence ;
- le succès des investissements nationaux et internationaux d'Orange, co-entreprises et relations stratégiques ;
- les risques liés aux systèmes des technologies d'information et de communication en général ;
- les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt ;
- la capacité d'Orange à accéder aux marchés de capitaux et les conditions prévalant sur les marchés de capitaux en général ;
- des changements d'hypothèses supportant les valeurs comptables de certains actifs et entraînant leur dépréciation.

Orange ne s'engage nullement à mettre à jour les informations prospectives, sous réserve de la réglementation applicable, notamment les articles 223-1 et suivants du Règlement général de l'AMF.

Les risques les plus importants sont exposés à la section 2.4 *Facteurs de risque*.

## 1

## présentation du Groupe



<b>1.1</b>	<b>PRESENTATION GENERALE</b>	<b>6</b>
<b>1.2</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES</b>	<b>8</b>
1.2.1	Compte de résultat consolidé	8
1.2.2	Etat consolidé de la situation financière	8
1.2.3	Tableau des flux de trésorerie consolidés	8
<b>1.3</b>	<b>ORGANIGRAMME</b>	<b>9</b>

## 1.1 PRESENTATION GENERALE

Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunications dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 41 milliards d'euros et 165 000 salariés au 31 décembre 2013. Présent dans une trentaine de pays, le Groupe servait plus de 236 millions de clients au 31 décembre 2013. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunications aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business Services.

La Société est cotée depuis 1997 sur le Nyse Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole Oran).

### Historique

Orange, anciennement France Télécom, est l'opérateur historique de télécommunications en France. Le Groupe est issu du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphone, puis de la Direction générale des Télécommunications qui a pris en 1990 le statut d'exploitant autonome de droit public et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991, le nom de France Télécom. Le 31 décembre 1996, France Télécom a été transformée en société anonyme dont l'Etat était le seul actionnaire. En octobre 1997, l'action France Télécom a été introduite à la Bourse de Paris et à celle de New York pour permettre la cession par l'Etat de 25 % de ses actions au public et au personnel du Groupe. La part de l'Etat dans le capital est par la suite descendue par étapes à 53 %. La loi du 31 décembre 2003 ayant autorisé le transfert de la Société au secteur privé, l'Etat a cédé entre 2004 et 2008 26 % supplémentaires du capital. Au 31 décembre 2013, l'Etat détenait, directement ou de concert avec Bpifrance, 26,94 % du capital social.

A partir des années 1990, le domaine d'activité de France Télécom et son environnement réglementaire et concurrentiel ont connu des changements majeurs. Dans un contexte de déréglementation et de concurrence accrue, le Groupe a, durant la période 1999-2002, poursuivi une stratégie de développement de nouveaux services et accéléré son développement international en réalisant de nombreux investissements stratégiques, en particulier l'acquisition de l'opérateur de téléphonie mobile Orange et de sa marque créée en 1994, et la prise de participation dans le capital de l'opérateur historique polonais, Telekomunikacja Polska (renommé Orange Polska en 2013). Pour l'essentiel, ces investissements stratégiques n'ont

pu être financés par émission d'actions, ce qui a entraîné une augmentation importante de la dette du Groupe.

Fin 2002, France Télécom a lancé un vaste plan de refinancement de sa dette et de renforcement des fonds propres, ainsi qu'un programme d'amélioration opérationnelle dont la réussite a permis au Groupe de développer une stratégie d'opérateur global intégré en anticipant les changements de l'industrie des télécommunications.

En 2005, France Télécom a acquis 80 % du capital de l'opérateur mobile espagnol Amena dont les activités ont ensuite été regroupées avec les activités fixe et internet du Groupe en Espagne dans une entité unique opérant sous la marque Orange. En 2008 et 2009, le Groupe a acquis la quasi-totalité du capital restant d'Orange Espagne.

Parallèlement, le Groupe a rationalisé son portefeuille d'actifs en cédant des filiales ou participations non stratégiques.

En 2006, *Orange* est devenue la marque unique du Groupe pour l'internet, la télévision et le mobile dans la majorité des pays où le Groupe est présent, et *Orange Business Services* la marque des services offerts aux entreprises dans le monde.

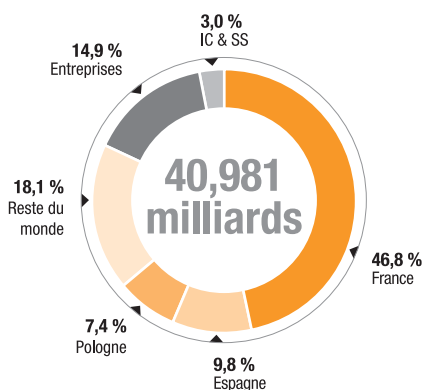
Depuis 2007, le Groupe poursuit une politique d'acquisition sélective orientée principalement vers les marchés émergents (en particulier en Afrique et au Moyen-Orient) et visant à saisir les opportunités de consolidation dans les marchés où il était déjà présent. Cette stratégie s'est notamment concrétisée en 2010 par l'augmentation de 36 % à 94 % de la participation d'Orange dans l'opérateur égyptien ECMS (Mobinil). Elle s'est traduite aussi par la mise en commun avec Deutsche Telekom le 1<sup>er</sup> avril 2010 des activités au Royaume-Uni sous la marque EE, ainsi que par la cession en 2012 d'Orange Suisse.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013, la Société a adopté la dénomination sociale *Orange*.

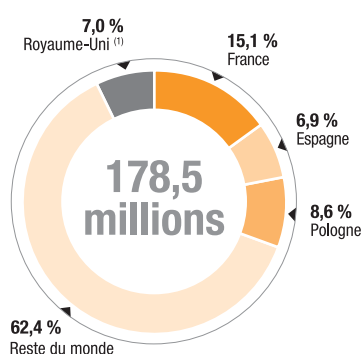
En juillet 2010, le Groupe a lancé un nouveau plan stratégique, *conquêtes 2015*, orienté tout à la fois vers son personnel, ses clients et ses actionnaires, comme plus largement, vers la société dans laquelle l'entreprise évolue : pour plus d'informations sur la stratégie d'Orange, voir la section 2.3 *La stratégie du groupe Orange*.

### Activités en 2013

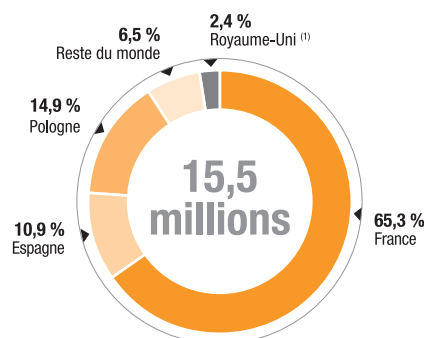
#### > CHIFFRES D'AFFAIRES (EN €)



#### > CLIENTS MOBILES



#### > CLIENTS INTERNET HAUT-DEBIT



(1) Les bases clients d'EE au Royaume-Uni sont consolidées à 50 % dans les bases clients d'Orange

Le groupe Orange comptait 236,3 millions de clients dans le monde fin 2013, en progression de 2,4 % par rapport à 2012 (soit 5,6 millions de clients supplémentaires), dont 178,5 millions de clients mobiles (hors MVNO) en progression de 3,5 %, et 15,5 millions de clients haut débit, en progression de 3,8 %.

Cette augmentation reflète toujours la bonne dynamique de développement des services mobiles en Afrique et au Moyen-Orient qui totalisent 88 millions de clients au 31 décembre 2013, en hausse de + 7,9 % (6,4 millions de clients supplémentaires). En Afrique, l'application Orange Money comptait 8,9 millions de clients, contre 5,6 en 2013 (+ 59 %).

En France, les forfaits mobiles qui représentent plus des trois-quarts de la base-clients mobile au 31 décembre 2013 (20,9 millions de clients) progressent de + 5,9 %, grâce au succès des offres segmentées Sosh, Open, et Origami.

Dans les autres zones géographiques, les forfaits mobiles (34,5 millions de clients au 31 décembre 2013) sont également en forte progression (+ 6,1 % sur un an), notamment en Espagne, au Royaume-Uni, en Pologne et en Roumanie, et représentaient 54 % de la base-clients mobile au 31 décembre 2013.

L'année 2013 a vu l'essor du très haut débit mobile 4G : en France où l'objectif du million de clients a été atteint avec une couverture de 50 % de la population, en Espagne où la 4G compte 530 000 clients et couvre 30 % de la population, en Pologne, et au Royaume-Uni où Everything Everywhere comptait début janvier 2014 plus de 2 millions de clients.

Le haut débit fixe totalise 15,5 millions de clients au 31 décembre 2013, en hausse de + 3,8 % sur un an, soit 559 000 clients supplémentaires dont 297 000 en Espagne, 215 000 en France, et 29 000 en Slovaquie. Les accès haut débit fixes incluent au 31 décembre 2013, 382 000 accès en fibre optique dont 319 000 en France (+ 81 %), 59 000 en Slovaquie, et près de 3 000 en Moldavie.

Le Groupe a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires consolidé de 40,98 milliards d'euros, en baisse de 5,8 %. Les baisses de prix liées aux mesures de régulation restent importantes. Hors mesures de régulation, la baisse de chiffre d'affaires est en effet limitée globalement à 2,6 % avec un recul en France de - 4,8 % du fait de la baisse du revenu mobile moyen par client (ARPU), ainsi que sur le secteur des entreprises (- 5,3 %) lié à un environnement économique toujours difficile, tandis qu'il est en progression en Espagne (+ 4,4 %), et dans la zone Afrique-Moyen-Orient (+ 4,7 %).

Le Groupe s'est adapté en 2013 en diminuant ses coûts de 929 millions d'euros (essentiellement en France) et a pu ainsi compenser près de 40 % du recul de son chiffre d'affaires.

En parallèle, Orange a préservé sa capacité de développement en poursuivant ses investissements, en particulier dans le très haut débit mobile et fixe (4G, fibre optique et Vdsl) qui ont doublé par rapport à 2012. Les investissements se sont élevés à 5,631 milliards d'euros en 2013, soit un taux d'investissement de 13,7 % du chiffre d'affaires.

## Implantation du Groupe en 2013



## 1.2 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les informations financières sélectionnées présentées ci-après, relatives aux exercices clos les 31 décembre 2013, 2012, 2011, 2010 et 2009, sont extraites des comptes consolidés qui ont été audités par Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés.

Les informations financières sélectionnées portant sur les exercices clos les 31 décembre 2013, 2012 et 2011 doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés et le Rapport de gestion du Groupe sur ces exercices.

### 1.2.1 Compte de résultat consolidé

Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action et au dividende)

	2013		2012		2011		2010		2009	
Chiffre d'affaires	40 981	100,0 %	43 515	100,0 %	45 277	100,0 %	45 503	100,0 %	44 845	100,0 %
Résultat d'exploitation	5 288	12,9 %	4 063	9,3 %	7 948	17,6 %	7 562	16,6 %	7 650	17,1 %
Résultat financier	(1 750)	(4,3) %	(1 728)	(4,0) %	(2 033)	(4,5) %	(2 000)	(4,4) %	(2 206)	(4,9) %
Résultat net des activités poursuivies	2 133	5,2 %	1 104	2,5 %	3 828	8,5 %	3 807	8,4 %	3 202	7,1 %
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	1 070	2,4 %	200	0,4 %
Résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère)	1 873	4,6 %	820	1,9 %	3 895	8,6 %	4 880	10,7 %	3 018	6,7 %
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère										
■ de base <sup>(1)</sup>	0,71		0,31		1,47		1,44		1,06	
■ dilué <sup>(1)</sup>	0,71		0,31		1,46		1,43		1,06	
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère										
■ de base <sup>(1)</sup>	0,71		0,31		1,47		1,84		1,14	
■ dilué <sup>(1)</sup>	0,71		0,31		1,46		1,82		1,14	
Dividende par action au titre de l'exercice	0,80 <sup>(2)</sup>		0,78		1,40		1,40		1,40	

(1) Résultats par action calculés sur une base comparable.

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

### 1.2.2 Etat consolidé de la situation financière

Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros)

	2013	2012	2011	2010	2009
Immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	36 732	37 591	38 683	40 335	37 750
Immobilisations corporelles	23 157	23 662	23 634	24 756	23 547
Total de l'actif	85 833	89 980	96 083	94 276	90 910
Endettement financier net	30 726	30 545	30 890	31 840	32 534
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	24 349	24 306	27 573	29 101	26 864

(1) Comprend les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles.

### 1.2.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

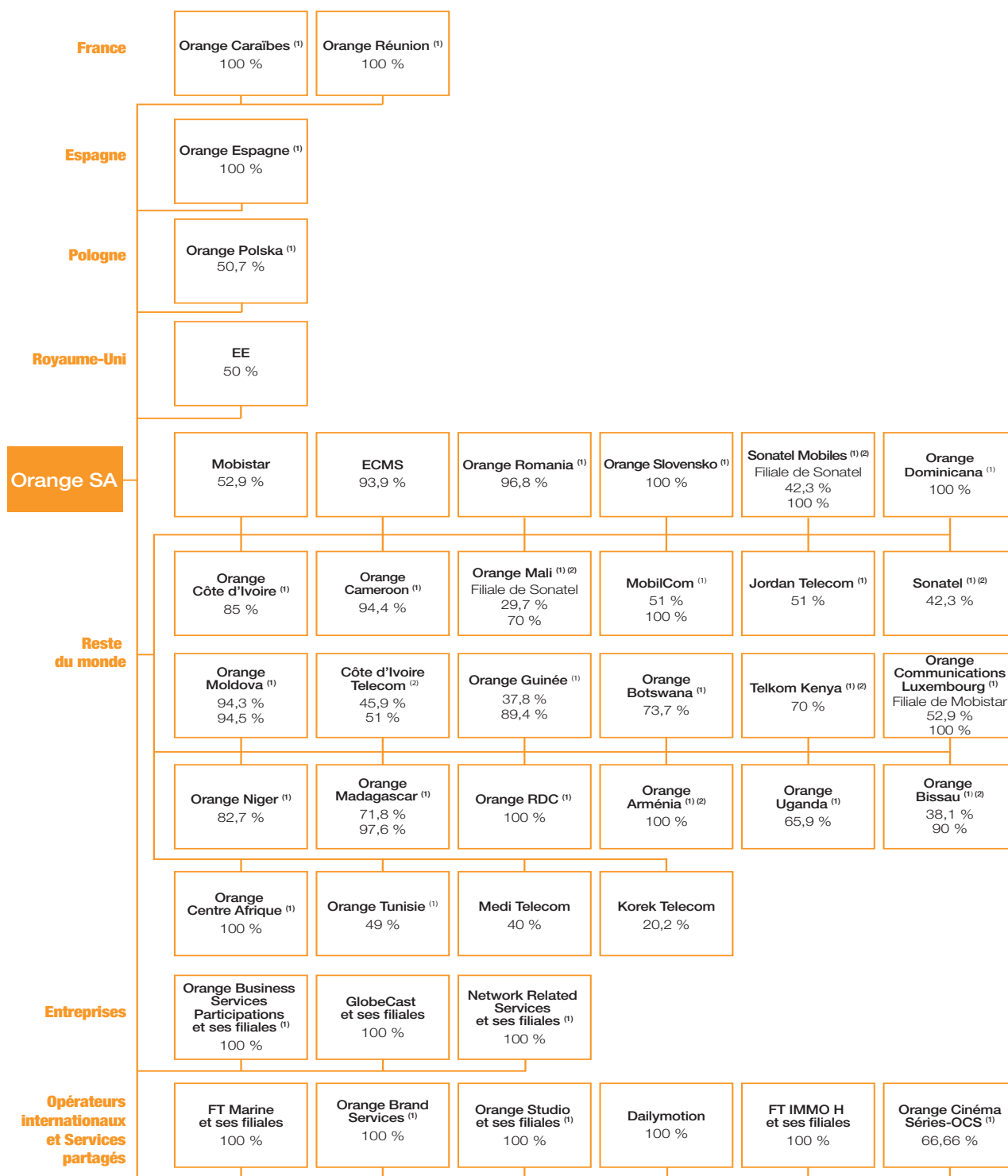
Montants établis en normes IFRS

(en millions d'euros)

	2013	2012	2011	2010	2009
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 259	10 016	12 879	12 588	14 003
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(6 044)	(4 710)	(6 308)	(5 951)	(5 397)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6 117)	(6 763)	(6 711)	(6 102)	(5 454)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(3 537)	(5 072)	(2 860)	(6 117)	(9 554)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	5 934	8 321	8 061	4 428	3 805

## 1.3 ORGANIGRAMME

Le schéma ci-dessous présente les principales filiales et participations opérationnelles d'Orange SA au 31 décembre 2013 (la liste complète est disponible sur le site orange.com). Les pourcentages de détention indiqués pour chaque entité sont le pourcentage d'intérêt ainsi que le pourcentage de contrôle lorsqu'ils sont différents <sup>(3)</sup> :



(1) Société opérant sous la marque Orange.

(2) Orange a le contrôle du Comité stratégique qui formule les recommandations au Conseil d'administration.

(3) Pour plus d'informations concernant les filiales, voir la note 17 *Liste des principales sociétés consolidées des comptes consolidés* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1.1).



# 2

## environnement de l'activité, stratégie et facteurs de risque



<b>2.1</b>	<b>LE MARCHE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>12</b>
	Evolution du marché par zones géographiques	13
	Les principales tendances et évolutions	14
	Perspectives	14
<b>2.2</b>	<b>LA REGLEMENTATION</b>	<b>15</b>
2.2.1	Union européenne	15
2.2.2	France	20
2.2.3	Espagne	27
2.2.4	Pologne	29
2.2.5	Entreprise	32
2.2.6	Autres pays du périmètre du groupe Orange, au sein de l'Union européenne	33
2.2.7	Autres pays du périmètre du groupe Orange, en dehors de l'Union européenne	33
<b>2.3</b>	<b>LA STRATEGIE DU GROUPE ORANGE</b>	<b>34</b>
	L'environnement	34
	Le projet stratégique conquêtes 2015	34
	Les priorités d'Orange pour 2014	35
<b>2.4</b>	<b>FACTEURS DE RISQUE</b>	<b>36</b>
2.4.1	Risques opérationnels	37
2.4.2	Risques juridiques	40
2.4.3	Risques financiers	41

Ce chapitre contient des indications prospectives concernant Orange, notamment à la section 2.3 *La stratégie du groupe Orange*. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations

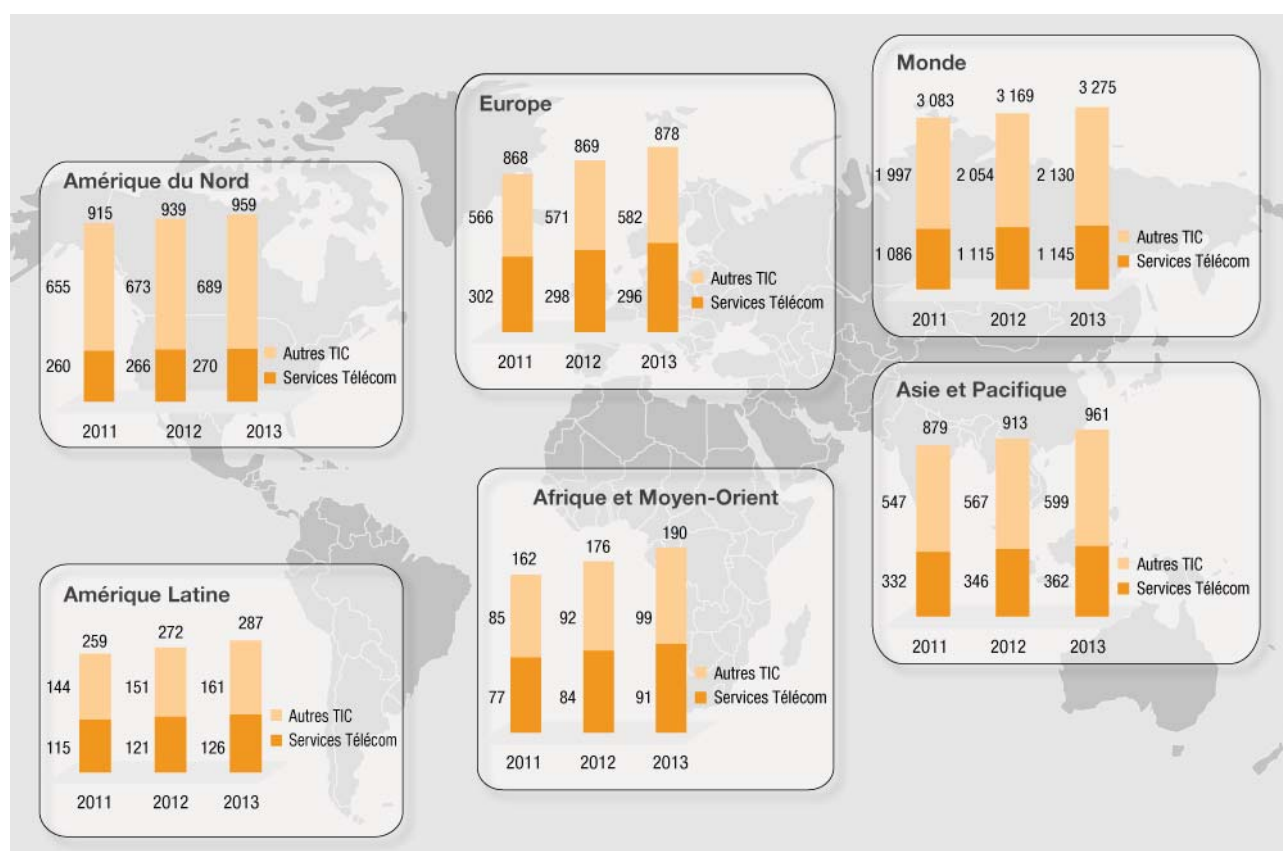
effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir également les informations sous le titre *Indications prospectives* au début de ce document.

## 2.1 LE MARCHÉ DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

On constate une légère reprise en 2013 du marché mondial des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui pour la première fois a cru plus rapidement que le produit intérieur brut mondial (Figure 2). Pourtant, la croissance du secteur des TIC reste modeste (+ 3,3 %), en dépit du développement de grands acteurs (Apple, Samsung, Google, ou Facebook). La relation qui reste positive entre l'expansion des marchés des TIC et la croissance économique n'est plus aussi marquée qu'auparavant. De plus, la résilience attribuée traditionnellement au secteur numérique par rapport aux autres secteurs de l'économie apparaît de moins en moins évidente.

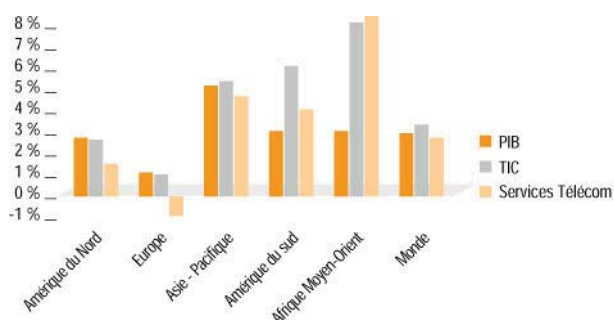
Au sein des TIC (qui regroupent principalement les secteurs de l'informatique, de l'audiovisuel, des multimédias, de l'internet et des télécommunications), le marché mondial des services télécoms a pour sa part connu en 2013 la même progression qu'en 2012 (+ 2,7 %) inférieure à celle du PIB mondial. La persistance de la crise a particulièrement impacté les services de télécommunication dans les pays matures.

► FIGURE 1 : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES REVENUS GLOBAUX DU MARCHÉ DES TIC (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : Idate

FIGURE 2 : TAUX DE CROISSANCE 2013 / 2012 PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES



Source : Idate - FMI

## Evolution du marché par zones géographiques

### Europe

Le marché des services télécoms européen, dont le poids dans le secteur des TIC se stabilise depuis quelques années autour de 33 % (Figure 1), a connu une légère décroissance. Dans la plupart des pays européens, on observe indépendamment de l'impact de la crise économique une pression à la baisse sur les prix et les marges des opérateurs liée à la conjonction de différents facteurs :

- l'arrivée à maturité des services d'accès ralentit la progression en volume. Le taux de pénétration du téléphone mobile qui atteint 139 % en Europe est ainsi le plus élevé au monde (Figure 3) ;
- malgré un marché intérieur de 510 millions de personnes, le marché européen est par ailleurs particulièrement morcelé dans le domaine des télécoms entre 28 marchés distincts qui comportent plus de 150 opérateurs fixes et mobiles, contre une poignée sur des marchés de taille comparable en Chine et aux Etats-Unis. Le coût de l'absence d'un marché unique des TIC s'élèverait au niveau européen à 110 milliards d'euros par an selon les estimations de la Commission européenne (source : CE, octobre 2013) ;
- la vague des offres mobiles sans terminaux et à très bas prix qui s'est développée en Europe en 2013 a profondément transformé le marché des télécoms, avec notamment l'affaiblissement du modèle antérieur de subvention des terminaux et le développement de nouvelles solutions de financement des terminaux. Les forfaits illimités progressivement introduits par les opérateurs, le succès des applications sous IP (Voix sur IP, messagerie instantanée), ont généré de la croissance en volume mais se sont traduites par des baisses plus ou moins fortes en valeur.

Le marché des télécoms européen qui connaît donc une croissance faible des revenus doit faire face en parallèle à de

nouveaux investissements dans le mobile comme dans le fixe, sous les effets d'une forte croissance du trafic et de l'apparition de nouvelles technologies qu'il faut accompagner avec une infrastructure adaptée (construction de réseaux de nouvelle génération – NGN). Ainsi, la vitesse moyenne de transfert des données en Europe est encore inférieure de moitié à celle des Etats-Unis (source : Cisco VNI Forecast, 2013). L'affaiblissement des revenus et des marges des opérateurs européens les oblige donc de plus en plus à opérer une transformation de leurs modèles (fusions, coinvestissements, partages d'infrastructures en particulier).

### Etats-Unis

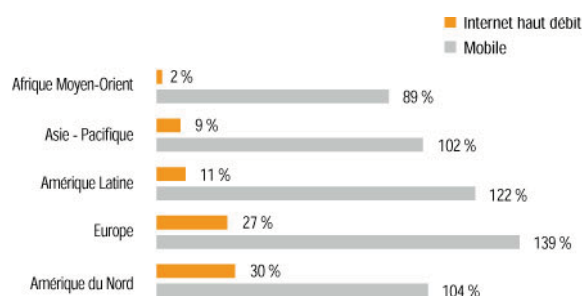
Les services télécoms aux Etats-Unis sont encore relativement dynamiques. Mais en dépit d'un niveau de maturité avancé et de niveaux de consommation élevés, leurs poids dans le marché des TIC est un peu plus faible (28 % en 2013) que dans les autres régions du globe (Figure 1).

La pression sur les prix est moins forte qu'en Europe et les opérateurs nord-américains réussissent à maintenir leurs marges en développant le haut débit. La composante télévision au sein des offres *multiplay* génère en particulier des niveaux de revenus élevés. En conséquence, le taux d'investissement y est plus élevé qu'en Europe, ce qui se traduit notamment par une avance dans le déploiement de la 4G LTE, alors que les Etats-Unis étaient au contraire en retard sur le continent européen pour la 3G.

### Reste du monde

Les marchés émergents (Asie Pacifique, Afrique, Moyen Orient) ont connu un ralentissement de leur croissance économique qui reste toutefois à des niveaux supérieurs à ceux des marchés matures, en particulier européens. Les marchés des TIC, particulièrement celui des services télécoms, connaissent des taux de croissance supérieurs à ceux du PIB bien qu'en deçà des progressions à deux chiffres enregistrées au milieu des années 2000 (Figure 2). La part des services télécoms dans l'ensemble des TIC reste élevée sur ces marchés (Figure 1).

FIGURE 3 : TAUX DE PÉNÉTRATION DU MOBILE ET DE L'INTERNET FIXE HAUT DÉBIT PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES EN 2013 (EN % DE LA POPULATION)



Source : Idate

## Les principales tendances et évolutions

### La téléphonie fixe

L'évolution du fixe vers le tout IP et les phénomènes de substitution par le mobile ou par les applications de messagerie instantanée entraînent un déclin de la téléphonie fixe traditionnelle commutée (RTC) dans les pays développés. De même, les revenus de la téléphonie fixe n'ont cessé de décroître régulièrement depuis plusieurs années avec la baisse en volume et en valeur des abonnements.

Depuis quelques années, le mouvement a commencé à toucher également de manière sensible des marchés comme la Chine et l'Inde qui ont perdu près de 100 millions de lignes de téléphonie fixe entre 2005 et 2012, soit un recul d'environ 25 % (source : Idate, juillet 2013). Cependant, dans la plupart des autres marchés émergents, le parc se maintient voire continue de progresser comme dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

### Le haut débit mobile

La baisse des prix a facilité la généralisation de la téléphonie mobile. D'après les estimations de l'UIT, on comptait à fin 2013, environ 6,8 milliards d'abonnements au réseau mobile, soit autant d'abonnements que d'habitants sur la planète (source : UIT, 2013).

Portée par l'explosion du trafic de données sur *smartphones*, tablettes et autres objets connectés, liée elle-même aux exigences des applications OTT avec une forte composante vidéo, la communication haut débit mobile devient un axe fort de développement. Ainsi, le haut débit mobile a pris le relais de la téléphonie. A fin 2013, on estimait à près de 2 milliards le nombre d'abonnements au haut débit mobile, ce qui correspond à un taux de pénétration de l'ordre de 30 % à l'échelle mondiale selon l'UIT.

### Le haut débit fixe

Le nombre de ménages ayant accès à internet est en hausse dans toutes les régions du monde, mais d'importantes disparités subsistent entre marchés matures et marchés en développement, en liaison avec les différences de taux d'équipement informatique. Selon l'UIT, à fin 2012, près de 80 % des ménages dans le monde possédaient un téléviseur, tandis que 41 % étaient équipés d'un ordinateur et que 37 % avaient accès à internet. Fin 2013, près de 40 % de la population mondiale était connectée à internet (soit environ 2,7 milliards d'individus) et 31 % de la population des marchés en développement (source : UIT, 2013). D'après les estimations de l'Idate, le taux de pénétration du haut débit fixe

atteignait fin 2013 près de 11 % à l'échelle mondiale, autour de 30 % dans les marchés développés et environ 7 % dans les marchés en développement (Figure 3).

En ce qui concerne le très haut débit fixe, son développement est disparate selon les régions. Le déploiement de la fibre optique et les vitesses moyennes de connexion à haut débit augmentent moins vite en Europe que dans le reste du monde, notamment en Asie. En 2013, l'Asie et l'Amérique du Nord représentaient 82 % du marché et devraient au cours des prochaines années conserver cette avance. Ainsi, 58 % des foyers sont connectés en Corée du Sud au moyen de la fibre optique et 43 % au Japon, contre seulement 5 % en Europe (source : Commission européenne, octobre 2013).

### Bouleversement de la chaîne de la valeur

Les géants de l'internet, venus de l'informatique, de l'industrie des terminaux ou des contenus, et fournisseurs de services sur les réseaux télécoms (opérateurs *Other The Top* ou OTT), bouleversent l'environnement et les chaînes de valeur traditionnelles dans lequel évoluaient les opérateurs de télécoms. La valeur est ainsi répartie au sein d'un écosystème élargi et de plus en plus ouvert dans lequel les rôles sont partagés entre les opérateurs de télécoms, les fournisseurs de contenu, les fabricants de terminaux, et les fournisseurs de services OTT. Les fournisseurs de services OTT contribuent notamment à modifier les offres de référence et à tirer très souvent le marché vers le gratuit ou le *low cost*. Par ailleurs, les géants de l'internet proposent désormais des services de base traditionnellement offerts par les opérateurs de télécoms comme la voix et la messagerie.

### Perspectives

Selon l'Idate, le marché mondial des services de télécommunications devrait connaître une croissance annuelle moyenne de 2,9 % sur la période 2013-2025. Les secteurs de la vidéo, des réseaux sociaux, et des transferts de données, encore relativement neufs, devraient être les moteurs de la croissance des services internet dans les prochaines années. En particulier, les téléchargements et échanges de vidéos, qui mobilisent des capacités en croissance exponentielle, devrait représenter 69 % du trafic global internet Grand Public en 2017 (source : Cisco, VNI 2012). La convergence rapide des différents services fixes et mobiles, de même que des infrastructures de communication qui les supportent et qui étaient jusqu'à présent distinctes, devrait s'amplifier. Enfin, la redistribution de la chaîne de la valeur au sein du secteur des TIC devrait se poursuivre. Le poids des services OTT qui représentait 2,5 % des revenus des services de communication au niveau européen en 2012, devrait continuer de croître et se situer à 6 % à l'horizon 2020 (source : Idate, décembre 2012).

## 2.2 LA REGLEMENTATION

### 2.2.1 Union européenne

L'environnement réglementaire du secteur des télécommunications au sein des Etats membres de l'Union européenne dans lesquels opère le groupe Orange répond à une exigence d'harmonisation résultant de l'obligation pour les autorités réglementaires nationales de mettre en œuvre, au niveau national, le cadre réglementaire défini au niveau de l'Union européenne, même si cet environnement réglementaire est empreint de certaines disparités.

Ce cadre réglementaire commun est présenté ci-après, avec ses déclinaisons par grand pays du périmètre du groupe Orange.

Pour la présentation des risques liés à la réglementation du secteur des télécommunications, voir la section 2.4.2 *Risques juridiques*.

#### 2.2.1.1 Cadre législatif et réglementaire

Le cadre juridique général de l'Union européenne relatif aux communications électroniques comprend cinq directives principales issues du *Paquet Télécom* de 2002 :

- Directive *Cadre* 2002/21/CE du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques ;
- Directive *Autorisations* 2002/20/CE du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques ;
- Directive *Accès* 2002/19/CE du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion ;
- Directive *Service Universel* 2002/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques ;
- Directive *Vie privée et communications électroniques* 2002/58 / CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

La Commission européenne a identifié les marchés pertinents de produits et de services susceptibles d'être soumis à une

réglementation *ex ante* dans une recommandation révisée périodiquement. La dernière en date (recommandation 2007/879/CE du 19 décembre 2007) comporte 7 marchés pertinents <sup>(1)</sup>. Des travaux de révision de cette recommandation sont en cours. La Commission a publié le 24 janvier 2014 un projet de recommandation modifiée, dans lequel elle propose de supprimer de la liste des marchés pertinents le marché de détail de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée pour la clientèle résidentielle et non résidentielle (M1) ainsi que le marché du départ d'appel sur le réseau téléphonique public en position déterminée (M2). La Commission propose en outre d'adapter la définition des marchés de gros de l'accès haut débit (M4 et M5) et les segments terminaux de lignes louées (M6).

Les marchés de gros de la terminaison fixe (M3) et mobile (M7) resteraient inchangés. L'adoption de cette recommandation devrait intervenir au 2<sup>nd</sup> semestre 2014.

L'ensemble de ces cinq directives a fait l'objet d'une révision en 2009 <sup>(2)</sup>, entièrement transposée par les Etats membres de l'Union européenne, et a été complété par l'instauration d'un organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) <sup>(3)</sup>.

A ce cadre réglementaire s'ajoutent différents textes.

#### Roaming

Le règlement n° 531/2012 adopté le 13 juin 2012 par le Parlement européen et le Conseil concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union (dit *Roaming III*) :

- octroie sur le marché de gros, un droit d'accès régulé aux prestations de roaming européen pour les MVNO et les revendeurs ;
- prolonge les plafonds tarifaires décroissants en les étendant au marché de détail *data* ;
- introduit, dès le 1<sup>er</sup> juillet 2014, sur le marché de détail deux solutions structurelles permettant de dissocier la prestation domestique de la prestation de roaming internationale ;
- étend, pour les clients des opérateurs européens, les mesures de transparence tarifaire et de prévention des "factures surprises" (*bill shocks*) aux communications hors de l'Union européenne.

(1) M1 accès au réseau téléphonique public en position déterminée par la clientèle résidentielle et non résidentielle.

M2 départ d'appel sur le réseau téléphonique public en position déterminée.

M3 terminaison d'appel sur divers réseaux téléphoniques publics individuels en position déterminée.

M4 fourniture en gros d'accès (physique) à l'infrastructure du réseau (y compris l'accès partagé ou totalement dégroupé) en position déterminée.

M5 marché de la fourniture en gros d'accès à haut débit.

M6 fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées, quelle que soit la technologie utilisée pour fournir la capacité louée ou réservée.

M7 terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels.

(2) Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les Directives Cadre, Accès et Autorisation et Directive 2009/136/CE du 25 novembre 2009 modifiant les Directives Service Universel et Vie privée et communications électroniques.

(3) Règlement (CE) n° 1211/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 instituant l'ORECE.

Plafonds tarifaires (€HT)		Règlement Roaming III					
		1 <sup>er</sup> juillet 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2013	1 <sup>er</sup> juillet 2014	1 <sup>er</sup> juillet 2017	1 <sup>er</sup> juillet 2022
Voix	Appels émis détail	0,35 €	0,29 €	0,24 €	0,19 €	Retrait <sup>(1)</sup>	
	Appels reçus détail	0,11 €	0,08 €	0,07 €	0,05 €	Retrait <sup>(1)</sup>	
	Tarifs de gros voix	0,18 €	0,14 €	0,10 €	0,05 €	Retrait <sup>(1)</sup>	
SMS	SMS émis détail	0,11 €	0,09 €	0,08 €	0,06 €	Retrait <sup>(1)</sup>	
	SMS reçus détail	0,00 €					Retrait <sup>(1)</sup>
	SMS gros	0,04 €	0,03 €	0,02 €	Retrait <sup>(1)</sup>		
Data	Data détail		0,70 €	0,45 €	0,20 €	Retrait <sup>(1)</sup>	
	Data gros	0,50 €	0,25 €	0,15 €	0,05 €	Retrait <sup>(1)</sup>	

Voix : prix par minute hors taxe / SMS : prix par SMS hors taxe / data : prix par MB hors taxe

(1) Suppression du plafond tarifaire soumise à la revue de la CE en 2016  
Source : Orange, d'après les données du règlement européen n° 531/2012

## Terminaisons d'appel

Le 7 mai 2009, la Commission européenne a adopté une recommandation sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appel (TA) vocal fixe et mobile dans l'Union européenne (2009/396/CE).

La Commission recommande aux autorités réglementaires nationales d'appliquer les principes suivants :

- symétrie dans chaque Etat membre entre les tarifs de TA vocal fixe des différents opérateurs et entre les tarifs des TA mobiles, avec la possibilité d'introduire une asymétrie

transitoire de ces TA fixes ou mobiles limitée à quatre ans au bénéfice d'un nouvel entrant ;

- orientation du prix des TA vers le coût évitable de ce service pour un opérateur efficace (soit de l'ordre d'un centime d'euro / min pour la TA vocal mobile et d'un ordre de grandeur moindre pour la TA vocal fixe).

Sur le périmètre d'activité du groupe Orange, cette recommandation a été appliquée avec le calendrier suivant par chacun des pays :

Pays	Entrée en application du modèle d'orientation du prix des TA vers le coût évitable de ce service pour un opérateur efficace	
	Mobile	Fixe
France	01/01/2013	01/01/2013
Belgique	01/01/2013	Non décidé
UK	01/04/2013	01/01/14
Pologne	01/07/2013	Non décidé – proposition 2014
Espagne	01/07/2013	Dépend de l'analyse de marché en cours
Slovaquie	01/08/2013	Modèle différent adopté
Roumanie	Non décidé – proposition 2014	Non décidé – proposition 2014

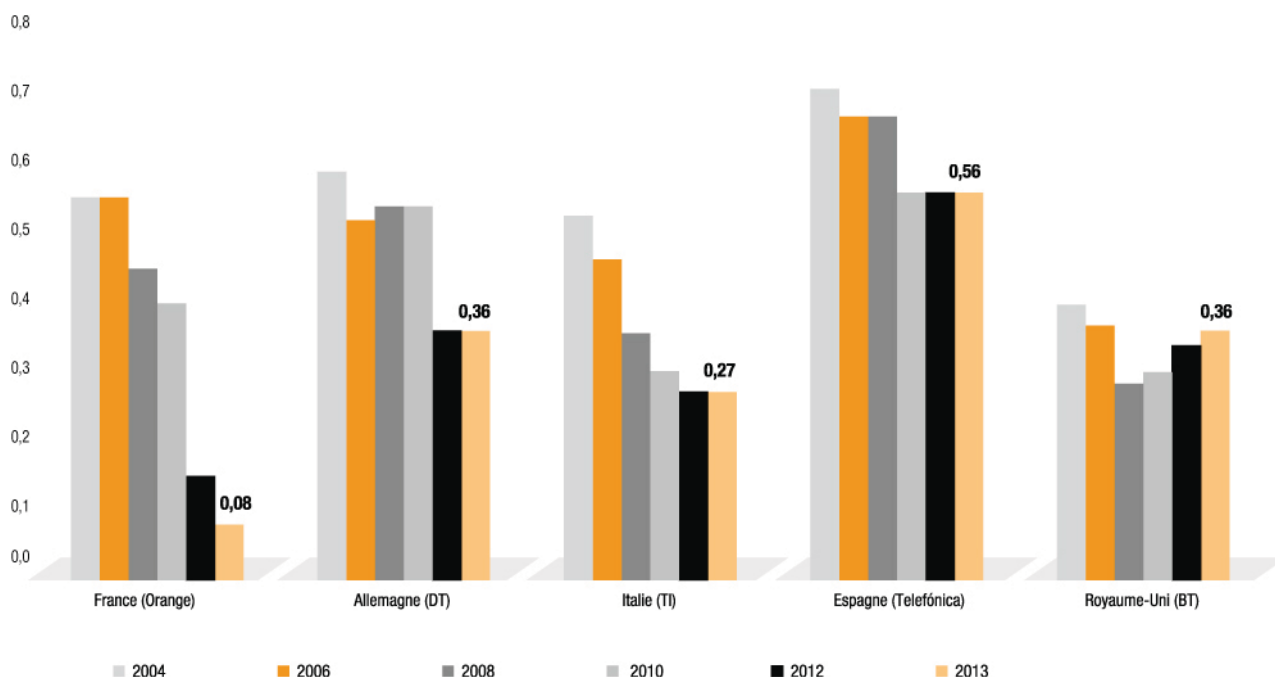
## ➤ EVOLUTION DES TERMINAISONS D'APPEL VOCAL MOBILE (EN CENTIMES D'EUROS PAR MINUTE)

	2012				2013				2014			
	1T 2012	2T 2012	3T 2012	4T 2012	1T 2013	2T 2013	3T 2013	4T 2013	1T 2014	2T 2014	3T 2014	4T 2014
Orange France	1,5		1,0		0,8							
Orange UK / EE	3,51	2,42	1,766		0,988				0,79			
Orange Espagne	4,00	3,42	3,16		2,76	1,09						
Orange Pologne	3,62	2,91	1,97		1,02	0,92						
Mobistar	2,62		1,08									
Orange Roumanie	4,05		3,07		0,96							
Orange Slovaquie	5,51	3,18	1,23									

Source : Cullen International - Déc 2013. Tarifs du mois de décembre de l'année

Les taux de change utilisés sont les taux de change moyens du dernier mois de la période considérée

➤ EVOLUTION DES TERMINAISONS D'APPEL VOCAL FIXE (EN CENTIMES D'EUROS PAR MINUTE) <sup>(1)</sup>



Source : Cullen International - Déc 2013. Tarifs du mois de décembre de l'année au niveau local

Les taux de change utilisés sont les taux de change moyens du dernier mois de la période considérée

## Protection des données personnelles

Une directive générale (1995/46/EC) encadre le traitement des données personnelles au sein de l'Union européenne. Elle a été suivie par une directive spécifique au secteur des communications électroniques (2002/58/EC).

Le 25 janvier 2012, la Commission européenne a dévoilé un vaste projet de mise à jour du cadre existant avec une proposition de règlement qui devrait se substituer à la directive de 1995 et coexister avec la directive sectorielle. Les nouvelles règles proposées visent à renforcer l'harmonisation entre les Etats membres et à renforcer la sécurité juridique. Le processus législatif est toujours en cours.

### 2.2.1.2 Faits marquants en 2013 et début 2014

Janv. 2013	<b>Déploiement des réseaux de communication à haut débit</b> Lignes directrices révisées pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit
Mars 2013	Projet de règlement sur les mesures propres à réduire les coûts de déploiement des infrastructures haut débit des communications électroniques
Fév. 2013	<b>Projet de recommandation de la Commission européenne sur les obligations de service universel</b> <b>Lancement du projet <i>Continent connecté</i> par la Commission européenne</b>
Sept. 2013	Projet de règlement <i>Continent connecté</i> Recommandation sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérents Communication précisant le contexte de la création du marché unique des télécommunications et justifiant l'urgence de sa mise en place
Déc. 2013	<b>Connecting Europe Facility</b> Vote par le Parlement et le Conseil européens de 33,2 milliards d'euros pour le développement des infrastructures en Europe sur la période 2014-2020 ( <i>Connecting Europe Facility</i> ). 1,14 milliard d'euros seront dédiés au secteur télécom

(1) Méthodologie pour le benchmark des terminaisons d'appel fixe :

Prix moyen à la minute (en centimes d'euros) :

au niveau local, c'est-à-dire au point d'interconnexion le plus bas (l'équivalent de l'Icaa en France) ;

uniquement sur les minutes heures pleines (car les plages horaires heures creuses ne sont pas homogènes d'un opérateur l'autre).

## Déploiement des réseaux de communication à haut débit

### ***Lignes directrices pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit***

Afin de s'adapter à l'évolution technologique et aux objectifs de l'Agenda Numérique, la Commission européenne a adopté de nouvelles lignes directrices relatives aux aides d'état dans le secteur du haut débit, publiées au JOUE le 15 janvier 2013.

Les principales évolutions apportées par le texte sont les suivantes :

- **neutralité technologique** : les nouvelles lignes directrices tiennent compte du fait que les réseaux à très haut débit peuvent s'appuyer sur différentes technologies ;
- **réseaux ultra-rapides** : les nouvelles lignes directrices autorisent le financement public de réseaux de nouvelle génération (NGA) capables de fournir des débits supérieurs à 100 Mbit/s en zone urbaine sous réserve du respect de conditions strictes ;
- **engagements des opérateurs privés** : une collectivité chargée de l'octroi d'une aide doit procéder à une consultation publique pour s'assurer qu'aucun investisseur privé ne prévoit de déployer de réseau dans un avenir proche. Celle-ci peut exiger de l'investisseur privé qu'il prenne des engagements afin de garantir que des progrès significatifs en matière de déploiement soient accomplis dans un avenir proche. A défaut de respect de ces engagements, la collectivité pourrait mettre à exécution ses plans d'intervention publique ;
- **notion de palier** : toute aide doit permettre le franchissement d'un palier en termes de disponibilité de service, de capacité et de débit. Une infrastructure financée par des fonds publics doit apporter une amélioration substantielle par rapport à ce que les réseaux existants offrent ;
- **rôle des Autorités réglementaires nationales (ARN)** : les lignes directrices considèrent que les ARN sont les mieux placées pour seconder les autorités publiques lorsqu'elles mettent en place une aide et qu'elles devraient donc être consultées pour définir les zones visées, fixer les tarifs et les modalités d'accès de gros ;
- **transparence** : nouvelles dispositions relatives à la transparence des informations portant sur l'aide octroyée.

### ***Projet de règlement sur les mesures propres à réduire les coûts de déploiement des infrastructures haut débit des communications électroniques***

La Commission européenne a proposé un projet de règlement le 26 mars 2013 visant à réduire les coûts de déploiement des infrastructures haut débit au sein de l'Union européenne. Selon cette proposition, les opérateurs de communications électroniques devraient avoir le droit d'accéder aux infrastructures physiques d'autres industries de réseau (par

exemple électricité, eau, eaux usées, transports, etc.) pour déployer des réseaux à large bande.

A ce stade, les préoccupations des parlementaires et du Conseil européens portent sur la subsidiarité, la proportionnalité et le choix de l'instrument juridique. Le Comité ITRE du Parlement européen a déposé ses amendements le 28 novembre 2013 avec notamment la proposition que ce texte fasse l'objet d'une directive européenne afin de laisser aux pays une souplesse de mise en œuvre.

## Service universel

En novembre 2011, la Commission européenne a publié une communication qui présente les principaux résultats de la troisième révision du champ du service universel. Elle conclut qu'il n'y a pas lieu d'étendre les obligations de service universel au service mobile et à la connexion internet haut débit.

Dans son projet de recommandation publié le 18 février 2013, la Commission formule des réserves sur l'inclusion du haut débit dans les obligations de service universel. Dans son rapport adopté le 24 octobre 2013, le Parlement européen demande à la Commission de reconsidérer sa position sur l'inclusion de l'internet haut débit dans le champ du service universel. Le projet de recommandation n'a pas encore été adopté.

## Lancement du projet Continent Connecté par la Commission européenne (*Digital Single Market*)

La Commission européenne a adopté le 11 septembre 2013 plusieurs propositions réglementaires ayant pour objectif l'achèvement du marché unique des télécommunications comprenant : (i) un projet de règlement *Continent connecté*, (ii) une recommandation sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes et (iii) une communication précisant le contexte de la création du marché unique des télécommunications justifiant l'urgence de sa mise en place.

### ***Le projet de règlement Continent connecté***

Le projet de règlement sur le marché unique adopté par la Commission européenne, actuellement soumis au législateur européen, porte principalement sur les points suivants :

- **simplification de la réglementation** de l'Union européenne applicable aux opérateurs de télécommunications avec notamment la création d'une autorisation unique permettant aux opérateurs d'exercer leurs activités dans l'ensemble des vingt-huit Etats membres ;
- **fin des redevances d'itinérance et des majorations applicables aux appels intra-européens** : suppression des frais d'itinérance applicables aux appels entrants lors de déplacements dans l'Union européenne et alignement du prix des services sur les tarifs nationaux ;
- **neutralité de l'internet** : fixation de règles visant à préserver l'internet ouvert. En particulier, la gestion du trafic sur l'internet doit être non discriminatoire, proportionnée et transparente tout en autorisant les opérateurs à différencier leurs offres (en fonction du débit par exemple) permettant

ainsi à la concurrence de s'exercer sur le niveau de qualité de service offert, sans entraîner de dégradation de la qualité de service de l'accès à internet ;

- **protection des consommateurs** : nouveaux droits et harmonisation de l'ensemble des droits pour les consommateurs au sein de l'Union européenne (informations délivrées aux clients, encadrement des contrats clients, droits étendus en cas de changement de fournisseur ou de contrat, droit de renoncer à son contrat si les vitesses d'accès annoncées ne sont pas respectées, etc.) ;
- **spectre radioélectrique et 4G** : coordination accrue en termes de calendrier, de durée et d'autres conditions concernant l'assignation des radiofréquences ;
- **simplification des produits d'accès de gros** : conditions et caractéristiques des produits d'accès de gros aux réseaux fixes normalisées.

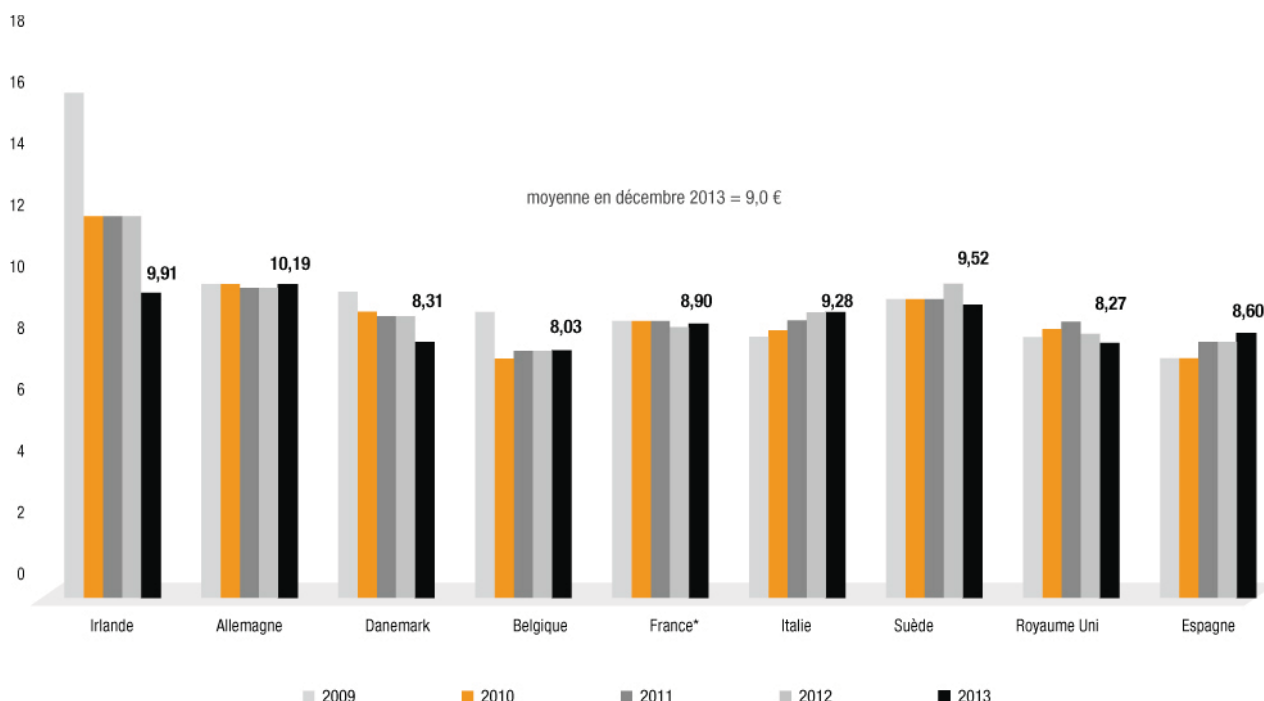
**Recommandation "sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit"**

La recommandation adoptée le 12 septembre 2013 par la Commission européenne vise :

- à renforcer les règles de non-discrimination par la mise en œuvre de l'équivalence d'accès pour les nouveaux réseaux, la publication d'indicateurs de performance et la mise en œuvre de tests de reproductibilité technique ;
- à instaurer une stabilité en monnaie constante des tarifs du cuivre autour du niveau moyen actuel du prix d'accès au sein de l'Union européenne (fourchette de 8 € à 10 € en euros courants et avant taxes) ; et
- à permettre une plus grande flexibilité pour la détermination des prix de gros du très haut débit dans la mesure où les autorités réglementaires nationales ont la possibilité de ne pas imposer une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts lorsque des règles de non-discrimination renforcées sont en place et que la concurrence entre plateformes (cuivre, câble, mobile) est effective.

Le Parlement européen s'est prononcé en faveur de la proposition de règlement le 3 avril 2014. Un accord final sur le règlement est espéré par la Commission européenne d'ici fin 2014.

➤ **DEGROUPEMENT TOTAL - ELEMENTS DE BENCHMARK EUROPEEN (TARIF MENSUEL RECURRENT HORS FRAIS DE MISE EN SERVICE)**



Source : Cullen International - Déc 2013. Tarifs du mois de décembre de l'année

Les taux de change utilisés sont les taux de change moyens du dernier mois de la période considérée

\* Pour la France, tarif porté à 9,02 € au 1<sup>er</sup> février 2014

### **Communication précisant le contexte de la création du marché unique des télécommunications et justifiant l'urgence de sa mise en place**

Cette communication donne les orientations politiques de la Commission européenne pour les sujets structurants qui n'ont pas été abordés dans le projet de règlement ni dans la recommandation. Elle met l'accent sur les défis pour l'Union européenne et, notamment, la modernisation du cadre réglementaire, les investissements ainsi que l'équité réglementaire à définir entre les opérateurs et les acteurs *over the top* (OTTs).

### **Connecting Europe Facility**

Pour aider à la mise en œuvre de l'agenda numérique, la Commission européenne envisageait d'allouer jusqu'à 9,2 milliards d'euros entre 2014 et 2020 afin de financer les réseaux à large bande et des services paneuropéens numériques comme, par exemple, la fourniture transfrontalière de services d'administration en ligne et l'e-santé, dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (*Connecting Europe Facilities*). En décembre 2013, le Parlement et le Conseil européens ont finalement alloué 1,14 milliard d'euros au secteur des télécommunications.

### **Fréquences 4G**

L'ambition de la Commission européenne en matière de développement des infrastructures à très haut débit, telle qu'elle apparaît dans son projet *Continent connecté*, est loin d'être atteinte. Partant du constat d'un retard de déploiement des infrastructures 4G au sein de l'Union européenne à la suite de l'attribution tardive et non coordonnée des fréquences, la Commission entend renforcer son rôle de coordination et d'harmonisation s'agissant du calendrier et du processus d'attribution des fréquences 4G.

Premier dividende numérique : le 6 mai 2010 la Commission européenne a adopté une décision permettant la réutilisation des fréquences de la bande 800 MHz de la télévision terrestre analogique pour des services de communication mobile.

Parallèlement, la Commission a autorisé la réutilisation des fréquences GSM pour le LTE. Ainsi par sa décision 2009/766/CE du 16 octobre 2009 sur l'harmonisation des bandes de fréquences des bandes 900 MHz et 1 800 MHz, modifiée le 18 avril 2011, la Commission européenne a demandé aux Etats membres d'assurer la neutralité technologique de ces bandes afin notamment de permettre leur réutilisation pour des services 4G. Cette évolution a été complétée par la décision de la Commission en date du 5 novembre 2012, qui impose aux Etats membres d'introduire une neutralité technologique dans les fréquences de la bande de 2,1 GHz (1920-1980 MHz / 2110-2170 MHz), afin de permettre l'introduction de la 4G (LTE) dans cette bande de fréquence avant le 24 mai 2016.

Encore à plus long terme, un débat s'est ouvert sur la possibilité de disposer d'un deuxième dividende numérique dans la bande 700 MHz pour le mobile. La Conférence mondiale des radiocommunications a décidé en 2012 du principe d'ouvrir la bande 700 MHz dans la région 1 de l'UIT (Europe et Afrique) pour le mobile. La prochaine conférence fin

2015 en précisera les conditions techniques et devrait procéder à l'attribution effective.

Pour préparer cette échéance, la Commissaire européenne en charge de l'Agenda numérique a mis en place en janvier 2013 un groupe consultatif de haut niveau, chargé de préparer un rapport avant juillet 2014 sur la façon dont la bande UHF (*Ultra-Hautes Fréquences*) doit être utilisée de la manière la plus efficace en vue des besoins futurs.

## **2.2.2 France**

### **2.2.2.1 Cadre législatif et réglementaire**

#### **Cadre légal**

Le secteur des communications électroniques est principalement régi par le Code des postes et des communications électroniques (CPCE) ainsi que par les lois relatives au commerce électronique, à la société de l'information, à la protection des consommateurs et à la protection des données personnelles.

L'Etat français a transposé en droit national le *Paquet Télécom* modifié au niveau européen en 2009 par l'ordonnance du 24 août 2011 ainsi que par le décret du 12 mars 2012 pour le volet réglementaire.

Les services de communication audiovisuelle édités ou distribués par le groupe Orange relèvent de la régulation spécifique s'appliquant à ce secteur et sont encadrés par la loi du 30 septembre 1986.

Pour la présentation des risques liés à la réglementation du secteur des télécommunications, voir la section 2.4.2 *Risques juridiques*.

### **Autorités de régulation**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 26 juillet 1996 en charge de la régulation du secteur des communications électroniques ainsi que du secteur postal au niveau national. Dans le secteur des communications électroniques, l'Arcep a pour principales missions de fixer la régulation (obligations générales ou spécifiques) s'imposant aux opérateurs présents sur les marchés concernés. Elle dispose d'un pouvoir de sanction à l'encontre des opérateurs ne respectant pas les obligations réglementaires et d'une compétence pour régler les différends entre opérateurs portant sur les conditions techniques et tarifaires de d'accès et de l'interconnexion au réseau. L'Arcep procède également à l'attribution des ressources en fréquences et en numérotation. Enfin, elle détermine les montants des contributions au financement des obligations de service universel et assure la surveillance des mécanismes de ce financement.

Le 5 juillet 2013, le Conseil constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution les dispositions législatives du CPCC qui organisent le pouvoir de sanction de l'Autorité (article L. 36-11). Le Conseil constitutionnel a jugé que n'était pas assurée la séparation, au sein de l'Arcep, entre, d'une part, les fonctions de poursuite et d'instruction des éventuels

manquements et, d'autre part, les fonctions de jugement des mêmes manquements. Une loi habilitant le gouvernement à rétablir l'Arcep dans ses pouvoirs de sanction conforme à la Constitution par la voie d'une ordonnance a été adoptée le 19 décembre 2013. L'ordonnance a été publiée au Journal officiel de la République française le 14 mars 2014.

**L'Autorité de la concurrence**, issue de la transformation du Conseil de la concurrence en mars 2009, est une autorité administrative indépendante chargée de veiller au libre jeu de la concurrence sur les marchés et de garantir le respect de l'ordre public économique. Sa compétence s'étend à l'ensemble des secteurs d'activité, y compris le secteur des communications électroniques. Elle dispose de pouvoirs de répression des pratiques anticoncurrentielles et de compétences consultatives. Elle est également spécialisée dans le contrôle des opérations de concentration.

**L'Agence Nationale des Fréquences (ANFr)** est l'organisme chargé d'assurer la planification, la gestion et le contrôle de

l'utilisation des fréquences radioélectriques et de coordonner l'implantation de certaines stations radioélectriques. Le spectre des fréquences est réparti entre onze affectataires : administrations, Arcep et Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). L'Arcep et le CSA sont chargés à leur tour d'assigner à des utilisateurs les fréquences dont elles sont affectataires.

**Le CSA** est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 17 janvier 1989 qui a pour mission de garantir l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle par tout procédé de communication électronique en matière de radio et de télévision dans les conditions définies par la loi du 30 septembre 1986. En juillet 2013, le CSA a été partiellement réformé et une Commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle compétente en matière de spectre radioélectrique devrait être créée. Il est prévu que, courant 2014, un projet de loi traite de l'extension des pouvoirs du CSA s'agissant de l'internet et des TV connectées.

## 2.2.2.2 Réglementation de la téléphonie mobile

### Gestion des fréquences

#### Principales attributions des fréquences dans les bandes affectées aux services mobiles (800 MHz, 900 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz)

800 MHz	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autorisations délivrées à Bouygues Telecom, Orange France et SFR en janvier 2012, pour 10 MHz chacun dans la bande 790-862 MHz (dividende numérique)</li> <li>Free Mobile a obtenu un droit d'accès en itinérance sur le réseau de SFR</li> </ul>
900 MHz	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les opérateurs 2G et 3G sont autorisés à réutiliser la bande des 900 MHz en 3G depuis février 2008</li> <li>2 x 5 MHz ont été rétrocédés à Free Mobile par Orange France et par SFR en zone très dense le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et par Bouygues Telecom sur le reste du territoire en juillet 2011</li> </ul>
2,1 GHz	<ul style="list-style-type: none"> <li>Free Mobile a obtenu en janvier 2010 la 4<sup>e</sup> licence 3G avec un canal à 2,1 GHz</li> <li>SFR et Orange France ont obtenu chacun deux autres canaux en mai 2010</li> </ul>
2,6 GHz	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autorisations délivrées en octobre 2011 à Orange France et Free Mobile pour 20 MHz chacun et à Bouygues Telecom et SFR pour 15 MHz chacun</li> </ul>

#### Obligations de déploiement 3G des opérateurs en métropole

	Orange	SFR	Bouygues Telecom	Free Mobile
Obligations de couverture 3G de la population	91 % fin 2010 et 98 % fin 2011	88 % fin 2010 98 % fin 2011 et 99,3 % fin 2013	75 % à fin 2010	90 % à fin 2017

A la fin décembre 2013, la couverture 3G d'Orange était de 98,7 % de la population et de 89,5 % du territoire.

#### Obligations de déploiement 4G des opérateurs en métropole

(en % de la population)	11/10/2015	17/01/2017	11/10/2019	17/01/2022	11/10/2023	17/01/2024	17/01/2027
Dans la zone de déploiement prioritaire (18 % de la population et 63 % du territoire)		40 % (800 MHz)		90 % (800 MHz)			
Dans chaque département					90 % (800 MHz)	95 % (800 MHz)	
Sur l'ensemble du territoire métropolitain	25 % (2,6 GHz)		60 % (2,6 GHz)	75 % (2,6 GHz)	98 % (800 MHz)	99,6 % (800 MHz)	

Source : Arcep

La bande 800 MHz a été attribuée à Bouygues Telecom, Orange France et SFR.

La bande 2,6 GHz a été attribuée à Bouygues Telecom, Free Mobile, Orange France et SFR.

## Faits marquants en 2013 et début 2014

Janv. 2013	<b>MVNO</b> Avis de l'Autorité de la concurrence n° 13-A-02 relatif à la situation des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) sur le marché de la téléphonie mobile en France
	<b>Mutualisation des réseaux mobiles</b>
Mars 2013	Avis de l'Autorité de la concurrence n° 13-A-08 sur les conditions de mutualisation et d'itinérance des réseaux mobiles
Janv. 2014	Conclusion d'un accord entre SFR et Bouygues Telecom pour le déploiement d'un réseau mobile mutualisé
	<b>4G - Refarming 1 800 MHz</b>
Mars 2013	Décision de l'Arcep n° 2013-0363 autorisant Bouygues Telecom à mettre en œuvre la 4G dans la bande 1 800 MHz, à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2013
Juillet 2013	Deuxième dividende numérique : le ministère de l'Economie, l'Arcep et la DGMIC ont procédé à des consultations pour préparer le calendrier de libération des fréquences 700 MHz et de leur mise en vente
Mars 2013	Décision n° 2013-0520 de l'Arcep portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts imposées aux opérateurs mobiles
	<b>Régulation des terminaisons d'appel mobile</b>
Mai 2013	Nouveau cycle d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal fixe et mobile et SMS pour la période 2014-2016

**MVNO****Avis de l'Autorité de la concurrence n° 13-A-02 du 21 janvier 2013 relatif à la situation des MVNO sur le marché de la téléphonie mobile en France**

Saisie par l'association Alternative Mobile des conditions dans lesquelles les MVNO peuvent continuer à animer le marché de la téléphonie mobile dans un contexte de profonde mutation, l'Autorité de la concurrence a rappelé que les MVNO avaient contribué à animer le marché et à diversifier l'offre. Elle a considéré que dans le contexte de mutation du marché les MVNO pouvaient rencontrer certaines difficultés pour répliquer les nouvelles offres lancées par les opérateurs de réseau et émis ainsi des réserves sur certaines des conditions techniques et tarifaires qui pouvaient leur être proposées sur les marchés de gros.

**Mutualisation des réseaux mobiles****Avis de l'Autorité de la concurrence n° 13-A-08 du 11 mars 2013 sur les conditions de mutualisation et d'itinérance des réseaux mobiles**

Saisie par le gouvernement français des conditions dans lesquelles la mutualisation entre opérateurs peut être envisagée sans porter préjudice à la concurrence et sur l'itinérance dont bénéficie Free, l'Autorité de la concurrence a rappelé que l'itinérance 3G était nécessaire même si elle devait rester limitée dans le temps et qu'elle l'avait expressément appelée de ses vœux. Concernant la mutualisation des réseaux mobiles, elle a tout d'abord rappelé la primauté du principe de concurrence par les infrastructures et a analysé la faisabilité et le périmètre de chaque type de mutualisation.

**Accord entre SFR et Bouygues Telecom pour le déploiement d'un réseau mobile mutualisé**

En juillet 2013, SFR et Bouygues Telecom ont fait état de négociations pour le déploiement d'un réseau mobile mutualisé, qui ont abouti à la signature d'un accord le 31 janvier 2014. Cet accord concernerait 57 % de la population en métropole (soit l'ensemble du territoire hors les 32 agglomérations de plus de 200 000 habitants et les zones

blanches) et reposerait sur deux principes : 1° la création d'une société commune qui gérerait le patrimoine des sites mis en commun et 2° la prestation de service de *Ran sharing* (partage d'accès radio) que se donneraient mutuellement les deux opérateurs en technologies 2G, 3G, et 4G. L'Arcep, en relation avec l'Autorité de la concurrence, a annoncé vouloir étudier l'accord de façon approfondie et vérifier si certaines conditions sont remplies (autonomie stratégique et commerciale des opérateurs, absence d'effet d'éviction de concurrents du marché et amélioration des services apportés aux utilisateurs).

**Déploiements 4G et réallocation des fréquences (Refarming) 1 800 MHz**

L'Arcep a publié le 12 mars 2013 ses orientations pour l'introduction de la neutralité technologique dans la bande 1 800 MHz.

Le 14 mars 2013, l'Arcep a autorisé Bouygues Telecom à réutiliser à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013 la bande 1 800 MHz pour d'autres technologies que le GSM, sous réserve qu'elle restitue des fréquences. Les redevances attachées au droit d'utiliser ces fréquences 1 800 MHz lorsqu'elles ne sont plus soumises à une restriction technologique particulière ont été modifiées par le décret n° 2013-238 du 22 mars 2013.

Orange a déposé le 3 juin 2013 une requête auprès du Conseil d'Etat contestant la légalité de cette décision au motif que la date d'autorisation de la mise en œuvre du *refarming* ne permet pas de respecter les règles de concurrence.

Le Président de la République a pris la décision en mai 2013 d'affecter l'intégralité de la bande de fréquence 700 MHz aux communications électroniques. Le calendrier du transfert d'affectation de ces fréquences devra être précisé.

En juillet 2013, le ministère de l'économie, l'Arcep et la Dgmic ont procédé à des consultations pour préparer le calendrier de libération des fréquences et de leur mise en vente. A cette date, ils n'ont pas encore été arrêtés.

## Régulation des terminaisons d'appel mobile

### TA VOCAL

	1 <sup>er</sup> cycle d'Analyse de marché			2 <sup>e</sup> cycle d'Analyse de marché			3 <sup>e</sup> cycle d'Analyse de marché					
				1 <sup>er</sup> price cap	2 <sup>e</sup> price cap (décision déc. 2008) <sup>(1)</sup>		(décisions mars 2011 et juillet 2012)					
(Centi € / min)	2005	2006	2007	Janv. 2008-juin 2009	Juill. 2009-juin 2010	Juill. 2010-déc. 2010	Janv. 2011-juin 2011	Juill. 2011-déc. 2011	Janv. 2012-juin 2012	Juill. 2012-déc. 2012	Janv. 2013-juin 2013	Juill. 2013-déc. 2013
Orange France	12,50	9,50	7,50	6,50	4,50	3,00	3,00	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80
SFR	12,50	9,50	7,50	6,50	4,50	3,00	3,00	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80
Bouygues Télécom	14,79	11,24	9,24	8,50	6,00	3,40	3,40	2,00	1,50	1,00	0,80	0,80
Free Mobile, full MVNO <sup>(2)</sup>									2,40	1,6 <sup>(3)</sup>	1,1 <sup>(3)</sup>	0,80
Asymétrie	18 %	18 %	23 %	31 %	33 %	13 %	13 %	0 %	0 %	60 %	38 %	0 %

(1) Pour Bouygues Télécom, décision 2010-0211 du 18 février 2010 fixant le tarif pour le S2 2010 à 3,40 centimes d'euros

(2) Pour Free Mobile et les full MVNO Lycamobile et Oméa Telecom, décision du 27/07/2012 portant effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2012 –prix maximum pour le 1S 2012

(3) Hors BNP

Source : Orange à partir des données Arcep

### TA SMS

Le 22 juillet 2010, l'Arcep a adopté la décision n° 2010-0898 relative à l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles français fixant le tarif maximum de la terminaison SMS facturé entre les opérateurs mobiles :

(Centimes / euros / SMS)	2009	Février 2010	Octobre 2010	Juillet 2011	Juillet 2012
Orange France	3,00	2,00	2,00	1,50	1,00
SFR	3,00	2,00	2,00	1,50	1,00
Bouygues	3,50	2,17	2,17	1,50	1,00

Le prix des terminaisons d'appel SMS facturé à Free Mobile ainsi qu'aux full MVNO fait l'objet d'accords commerciaux.

## Analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel mobile

Le 28 mai 2013, l'Arcep a lancé une consultation publique initiant un nouveau cycle d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal, fixe et mobile, et SMS en métropole et outre-mer pour la période 2014-2016. L'Autorité

a jugé pertinent de mener conjointement, pour le prochain cycle (2014-2016), l'analyse des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, de la terminaison d'appel vocal mobile et de la terminaison SMS.

### 2.2.2.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'internet haut débit et très haut débit

Depuis juillet 2008, à l'exception des offres de détail de téléphonie fixe relevant du service universel, toutes les obligations réglementaires d'Orange sur les marchés de détail de la téléphonie fixe (accès et communication) Grand Public et professionnel ont été levées. Ainsi, la régulation *ex ante* des services fixes à laquelle est soumise Orange concerne les offres de détail relevant du service universel et les offres de gros permettant d'assurer une concurrence effective sur les marchés de détail (départ d'appel, terminaison d'appel, vente en gros de l'abonnement, dégroupage, bitstream).

#### Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable de Orange sur l'activité fixe

La décision n° 06-1007 de l'Arcep du 7 décembre 2006 décrit les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable des activités de gros et de détail imposées à

Orange. Lorsque les activités de détail utilisent des ressources de réseau qui correspondent à des prestations de gros soumises à une obligation de séparation comptable, ces ressources sont valorisées dans les comptes séparés aux tarifs de gros et non aux coûts. Les obligations ainsi définies ont été mises en œuvre pour la première fois en 2007 au titre de l'année 2006. L'exercice a été jugé conforme par l'Arcep et a été renouvelé depuis chaque année.

#### Réglementation des réseaux en fibre optique

Rappel des principes du cadre réglementaire des offres très haut débit :

- pas de régulation *ex-ante* sur les prix de détail ;
- régulation asymétrique des infrastructures de génie civil permettant aux opérateurs alternatifs de déployer leurs

réseaux horizontaux dans les infrastructures d'Orange : accès non discriminatoire, à un tarif reflétant les coûts ;

- principe de mutualisation de la partie terminale des réseaux entre opérateurs ;
- pas d'obligation d'accès asymétrique (dégrouper ou bitstream) à la fibre en zone très dense, confirmée par les décisions de l'Arcep d'analyse des marchés 4 et 5 en date du 14 juin 2011 ;
- régulation symétrique pour l'accès à la partie terminale des réseaux, y compris en dehors des zones très denses : mêmes obligations d'offrir l'accès passif à la partie terminale des réseaux FTTH dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, applicables à tous les opérateurs équipant des immeubles en fibre optique sur tout le territoire français. Cet accès se fait à partir d'un point de mutualisation raisonnablement situé (décision de l'Arcep n° 2009-1106 du 17 janvier 2010). Les tarifs doivent respecter les principes d'efficacité, de pertinence, d'objectivité et de non-discrimination.

### La "mission très haut débit"

Le gouvernement a créé en novembre 2012 une *Mission Très Haut Débit* chargée de travailler à un schéma de déploiement du très haut débit à horizon de 10 ans.

Cette mission a contribué à élaborer une feuille de route dont les grandes lignes ont été annoncées en février 2013.

L'objectif est celui d'une éligibilité de 100 % de la population française au très haut débit en 2022, avec un objectif intermédiaire de couverture de la moitié de la population et des entreprises en 2017. Le FTTH est considéré comme l'outil majeur pour le très haut débit même si l'apport des autres technologies est pris en compte (montée en débit comme

solution transitoire, satellite, LTE). Lors de la conférence annuelle du Plan France Très Haut débit qui s'est tenue le 6 février 2014, les orientations du plan ont été réaffirmées.

Une enveloppe de 20 milliards d'investissements privés et publics est estimée nécessaire pour atteindre l'objectif 2022. Elle se décline en trois composantes :

- un tiers correspond aux investissements des opérateurs privés qui prévoient d'apporter sur leurs fonds propres la fibre à l'abonné (le FTTH) à 57 % des foyers français d'ici 2022 ;
- les 43 % de foyers français restants correspondent aux deux tiers des coûts auxquels les collectivités seront appelées à participer sous la forme de réseaux d'initiative publique. La moitié de ces foyers a été jugé suffisamment rentable pour être réalisé en coinvestissement entre les collectivités et les opérateurs privés ;
- le dernier tiers concernera les zones les plus rurales et sera cofinancé à part égale entre l'Etat et les collectivités.

Une structure de pilotage du déploiement des réseaux très haut débit a été mise en place avec notamment pour rôle d'encourager et d'encadrer les déploiements des opérateurs et de soutenir l'harmonisation des initiatives des collectivités territoriales. Une nouvelle loi est prévue pour créer l'établissement public ayant vocation à prendre la suite de la Mission très haut débit en 2014.

La fermeture à terme de la boucle locale cuivre constitue un élément important du dispositif. A cet égard, le gouvernement a chargé Paul Champsaur d'une mission visant à préciser les conditions et le calendrier de l'extinction du cuivre. Il devrait rendre ses conclusions avant la fin 2014.

## Faits marquants intervenus en 2013 et début 2014

Mars 2013	<b>Neutralité du net</b> Décision de l'Arcep n° 2013-0004 du 29 janvier 2013 et mise en place d'un dispositif de mesure et de suivi de la qualité des services fixes d'accès à l'internet
Avril 2013	<b>VDSL2</b> Le comité d'experts cuivre indépendant rend un avis favorable sur l'introduction de la technologie VDSL2 sur le réseau de boucle locale de cuivre d'Orange
Mai 2013	<b>Régulation de la terminaison d'appel fixe</b> Nouveau cycle d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal, fixe et mobile, et SMS pour la période 2014-2016
Juin 2013	<b>Portabilité des numéros fixes</b> Décision de l'Arcep n° 2013-0830 précisant les modalités d'application de la conservation des numéros fixes
Oct. 2013	<b>Service universel</b> Attribution du service universel téléphonique à Orange pour une durée de trois ans
Nov. 2013	<b>Analyse des marchés du haut débit et très haut débit fixe</b> Consultation publique par l'Arcep sur les projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe pour la période 2014-2017
Déc. 2013	Réforme de l'IFER
Janv. 2014	<b>Achèvement du cadre réglementaire pour le déploiement des réseaux en fibre optique</b> Recommandation de l'Arcep afin de faciliter la mutualisation des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) pour les petits immeubles des zones très denses Modification de la liste des communes de la zone très dense
Fév. 2014	<b>Analyse des marchés pertinents de la téléphonie fixe</b> Consultation publique par l'Arcep initiant le 4 <sup>e</sup> cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe (2014-2017)

**Neutralité de l'internet**

En 2012, l'Arcep a adopté une démarche de surveillance des modalités de l'interconnexion et de l'acheminement du trafic de données, avec pour objectif d'éclairer les internautes sur la qualité du service d'accès à l'internet en France.

L'Arcep s'appuie en particulier sur deux dispositifs pour suivre à la fois :

- l'évolution des architectures d'interconnexion et d'acheminement du trafic de données entre les Fournisseurs d'accès à internet et les acteurs de l'internet à travers une collecte de données semestrielle (décision de l'Arcep n° 2012 - 0366 du 29 mars 2012) ;
- la qualité du service fixe d'accès à l'internet grâce à un observatoire semestriel ; l'objectif de cet observatoire est d'apporter un éclairage à l'Arcep ainsi qu'aux internautes sur les conséquences pour les utilisateurs des pratiques de chaque opérateur (décision de l'Arcep n° 2013-0004 du 29 janvier 2013).

**L'autorisation d'introduction de la technologie VDSL2**

Le comité d'experts cuivre a rendu par consensus, le 26 avril 2013, un avis favorable sur l'introduction du VDSL2 sur la boucle locale de cuivre de Orange à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Le VDSL2 est une technologie applicable aux lignes de cuivre et qui permet d'augmenter de façon significative le débit par rapport à l'ADSL, pour les lignes dont la longueur n'excède pas 1 km. Les logements et locaux professionnels qui pourraient ainsi bénéficier d'un service haut débit plus performant représentent environ 16 % des lignes (soit 5 millions de lignes) et sont principalement concentrés dans les zones qui ne feront pas l'objet de déploiements FTTH à court terme.

**Régulation de la terminaison d'appel vocal fixe  
Baisse des terminaisons d'appel fixe**

En juillet 2011, l'Arcep a publié sa nouvelle décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe (3<sup>e</sup> cycle d'analyse) pour la période 2011 - 2014 aux termes de laquelle Orange doit pratiquer des tarifs de terminaison d'appel reflétant les coûts incrémentaux de long terme d'un *opérateur générique efficace* ayant déployé un réseau de nouvelle génération (NGN). Dans le cadre de cette nouvelle analyse, l'asymétrie de terminaison d'appel dont bénéficiaient les concurrents de Orange a été supprimée.

Plafonds (en centimes d'euros / min)	TA de Orange	TA des opérateurs alternatifs	Niveau d'asymétrie
Année 2007	0,5486	1,088	98 %
T1-T2-T3 2008	0,4935	1,088	
évolution	(10,0) %	0,0 %	120 %
1 <sup>er</sup> oct. 2008	0,45	0,9	
évolution	(8,8) %	(17,3) %	100 %
1 <sup>er</sup> oct. 2009	0,425	0,7	
évolution	(5,6) %	(22,2) %	65 %
1 <sup>er</sup> oct. 2010	0,4	0,5	
évolution	(5,9) %	(28,6) %	25 %
1 <sup>er</sup> oct 2011	0,3	0,3	
évolution	(25) %	(40) %	0 %
1 <sup>er</sup> juillet 2012	0,15	0,15 %	
évolution	(50) %	(50) %	0 %
1 <sup>er</sup> janvier 2013	0,08	0,08	
évolution	(46,6) %	(46,6) %	0 %

Source : Orange d'après les données de l'Arcep

**Analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel**

Le 28 mai 2013, l'Arcep a lancé une consultation publique initiant un nouveau cycle d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel vocal fixe et mobile et SMS en métropole et outre-mer pour la période 2014-2016. L'Autorité a jugé pertinent de mener conjointement, pour le prochain cycle (2014-2016), l'analyse des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, de la terminaison d'appel vocal mobile et de la terminaison SMS.

**Service universel des communications électroniques**

A l'issue de l'appel d'offres *service universel téléphonie* pour la période 2013-2016, Orange a été désignée, par un arrêté du 31 octobre 2013, opérateur chargé de fournir les prestations *raccordement* et *service téléphonique* de la composante du service universel prévue à l'article L. 35-1, 1<sup>o</sup>, du CPCE.

Orange a par ailleurs été désignée, par un arrêté du 14 février 2012, opérateur chargé de la composante publiphonie du service universel des communications électroniques.

**Analyse des marchés du haut et très haut débit fixe**

Après la publication en juillet 2013 d'une consultation *Bilan et perspectives* portant sur les marchés 4, 5 et 6 ainsi que sur les décisions de régulation symétriques de la fibre, l'Arcep a publié le 27 novembre 2013 ses projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe.

Il s'agit du marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (marché 4), du marché de gros des offres d'accès à haut et très haut débit activées livrées au niveau infranational (marché 5) et des marchés de gros des services de capacité (marché 6).

**Réforme de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER)**

La loi de finances pour 2010 a supprimé la taxe professionnelle et mis en place, en contrepartie, de nouvelles ressources fiscales au profit des collectivités territoriales :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Il s'y ajoute un impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) frappant les entreprises de réseaux (énergie, transport ferroviaire, télécommunications).

Cette imposition forfaitaire est perçue au profit des collectivités territoriales et s'applique à certaines catégories de biens. Elle se décompose ainsi :

- une taxe sur les paires de cuivre correspondant à environ 20 % du montant total ;
- deux taxes sur des équipements de commutation correspondant à environ 80 % du montant total.

Une réforme de l'IFER intervient dans le cadre de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013. Celle-ci vise à transférer en quatre ans les composantes sur les équipements de commutation qui pèsent exclusivement sur Orange vers la composante paire de cuivre, qui est répercutée sur l'ensemble des opérateurs à travers les offres de gros (principalement le dégroupage).

**Régulation des offres de gros des services fixes****Evolutions tarifaires des offres de gros soumises à l'orientation vers les coûts (dégroupage, vente en gros de l'abonnement analogique et numérique et départ d'appel)**

En 2013, Orange a publié de nouveaux tarifs, avec notamment une hausse pour le dégroupage et la vente en gros de l'abonnement, et une baisse pour l'accès bitstream.

**Achèvement du cadre réglementaire pour le déploiement des réseaux en fibre optique**

L'Arcep a adopté le 21 janvier 2014 une recommandation relative aux modalités de l'accès aux lignes FTTH pour les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel en zone très dense, en dehors des poches de basse densité. Cette recommandation qui complète la recommandation du 14 juin 2011 prévoit l'installation de points de mutualisation monofibre de 100 lignes pour les immeubles de moins de 12 logements, en dehors des poches de basse densité. Afin d'assurer une couverture complète du territoire, l'Arcep préconise la mise en place d'un mécanisme de consultation préalable entre les acteurs, y compris les collectivités territoriales concernées.

L'Arcep a, en outre, publié le 27 janvier 2014 une décision révisant la liste des communes de la zone très dense qui passe de 148 à 106 communes. Cette décision, qui a fait l'objet d'une consultation publique du 21 octobre au 18 novembre 2013, a été homologuée par la ministre chargée des communications électroniques et publiée au Journal officiel de la République française le 26 janvier 2014.

**Nouvelle Analyse des Marchés de la téléphonie fixe : 4<sup>e</sup> cycle d'analyse portant sur la période 2014-2017 :**

L'Arcep a lancé en février 2014 une consultation publique initiant le 4<sup>e</sup> cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe (2014-2017) portant sur les marchés pertinents de l'accès au service téléphonique (marché 1) et du départ d'appel en position déterminée (marché 2). Dans cette consultation, l'Arcep soumet à l'avis de l'ensemble des acteurs :

- un processus de migration des offres de sélection du transporteur au profit d'une offre de VGAST ;
- la levée de la régulation asymétrique imposée à Orange sur le marché du départ d'appel pour les communications à destination des numéros SVA et le recours au seul cadre symétrique établi par la décision n° 2007-0213 ;
- le retrait définitif de la modalité d'interconnexion forfaitaire pour l'accès à l'internet bas débit.

Pour 2014, Orange a publié une nouvelle hausse des tarifs du dégroupage total, en adéquation avec la recommandation sur la méthodologie de calcul des coûts et sur la non-discrimination adoptée par la Commission européenne le 12 septembre 2013, ainsi qu'une hausse de ses tarifs de bitstream.

		Tarifs 2013	Tarifs 2014
Dégroupage	Total	8,90 €	9,02 €
	Partiel	1,64 €	1,64 €
VGA	Abonnement VGA analogique	12,21 €	12,19 €
	Abonnement VGA numérique	18,61 €	18,35 €
Bitstream	Accès DSL	4,09 €	4,39 €
	Accès DSL nu	12,21 €	12,41 €

## 2.2.3 Espagne

### 2.2.3.1 Régime législatif et réglementaire

#### Cadre légal

Le *Paquet Télécom* de 2002 a été transposé en Espagne par la loi générale des télécommunications n° 32/2003 du 3 novembre 2003 ainsi que par le décret royal n° 2296/2004 du 10 décembre 2004 sur les marchés des communications électroniques, l'accès au réseau et la numérotation et le décret royal n° 424/2005 du 15 avril 2005 sur la fourniture des services de communications électroniques, les obligations de service universel et les droits des utilisateurs.

Le *Paquet Télécom* de 2009 a été transposé en droit national par le décret royal 726/2011 relatif à la fourniture du service universel en mai 2011 et par le décret royal 13/2012 du 31 mars 2012.

Le secteur des télécommunications relève également de la loi n° 15/2007 du 3 juillet 2007 relative à l'application des règles de concurrence.

La loi n° 34/2002 du 11 juillet 2002 relative à la société de l'information et au commerce électronique précise les obligations et limites de responsabilité applicables aux prestataires de services de la société de l'information.

Le cadre réglementaire applicable à la protection des données en Espagne est fondé sur la loi n° 15/1999 du 13 décembre 1999 relative à la protection des données personnelles et sur l'ordonnance n° 999/1999 relative aux mesures de sécurité. Dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle, la loi n° 23/2006 du 7 juillet 2006 modifie la loi n° 1/1996 du 12 avril 1996 et transpose la directive européenne 2001/29/CE relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits associés dans la société de l'information.

#### Autorités de régulation

Suite à une réforme du gouvernement initiée en 2012, le secteur des télécommunications a relevé de différentes institutions au cours de l'année 2013 :

- Jusqu'à l'entrée en fonction des nouvelles autorités en octobre 2013, le secteur des télécommunications a relevé du Secrétariat d'Etat aux télécommunications et à la société de l'information (*Secretaría de Estado de Telecomunicaciones y para la Sociedad de la Información* – Setsi), de la Commission du marché des télécommunications (*Comisión del Mercado de las Telecomunicaciones* – CMT) et de la Commission nationale de la concurrence (*Comisión nacional de la Competencia* – CNC) chargée de l'application du droit de la concurrence en coordination avec les autorités sectorielles ;
- Depuis octobre 2013, une nouvelle entité trans-sectorielle, la *Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia*, créée par la loi n° 3/2013 du 4 juin 2013 portant création de la Commission nationale des marchés et de la concurrence, réunit les autorités de régulation de différents secteurs économiques dont les télécommunications ainsi que l'autorité chargée de la concurrence.

Ainsi, le secteur des télécommunications relève désormais à la fois du Ministère de l'industrie (Setsi) et de cette nouvelle autorité trans-sectorielle :

- le Secrétariat d'Etat aux Télécommunications et à la Société de l'Information est désormais en charge de la gestion des autorisations, de l'attribution des fréquences, de la numérotation, de l'approbation du coût du service universel, de la qualité de service, ainsi que du règlement des différends entre les consommateurs et les opérateurs ne détenant pas de position dominante ;
- La Commission Nationale des Marchés et de la Concurrence (*Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia* – CNMC), est en charge des analyses de marché et du règlement des différends dès lors qu'un opérateur en position dominante est impliqué.

### 2.2.3.2 Réglementation de la téléphonie mobile

#### Tarifs de terminaison d'appel mobile

Suite à une consultation concernant le marché de gros de la terminaison d'appel mobile (marché 7), la CMT a adopté le 10 mai 2012 une décision comportant une baisse progressive des plafonds de terminaison d'appel mobile, aboutissant à une symétrie tarifaire en juillet 2013. Les plafonds proposés sont les suivants :

(en centimes d'euros / min)	16/04/12-15/10/12	16/10/2012-29/02/13	01/03/2013-30/06/13	A partir de juillet 2013
Movistar, Vodafone, Orange	3,42	3,16	2,76	1,09
Yoigo	4,07	3,36	2,86	1,09

#### Faits marquants en 2013 et début 2014

Juillet 2013	Extension des licences d'Orange jusqu'en 2030 (800 MHz et 1 800 MHz)
Août 2013	Accord Telefonica Yoigo

### Fréquences

En mai 2011, les autorités espagnoles ont alloué un bloc de 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz à Orange Espagne. La licence, accordée selon le principe de neutralité technologique, est valable jusqu'en décembre 2030.

En juillet 2011, les autorités espagnoles ont mis aux enchères les fréquences 800 MHz, 900 MHz et 2,6 GHz. Les licences

dans la bande de fréquences 800 MHz, attribuées en 2011, ne seront disponibles qu'à partir de 2015. Il en est de même pour le bloc de fréquence attribué à Telefonica dans la bande des 900 MHz.

En juillet 2013, la licence d'Orange Espagne a été étendue, dans la bande des 900 MHz de 2025 à 2030 et dans celle des 1 800 MHz de 2023 à 2030.

A l'issue des différentes attributions, les opérateurs détiennent les fréquences suivantes en Espagne :

	800 MHz	900 MHz	1 800 MHz	2,1 GHz		2,6 GHz	
				FDD	TDD	FDD	TDD
Orange	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz	10 MHz
Vodafone	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz	20 MHz
Telefonica	2*10 MHz	2*10 MHz	2*20 MHz	2*15 MHz	5 MHz	2*20 MHz	
Yoigo			2*15 MHz	2*15 MHz	5 MHz		

### Accord entre Telefonica et Yoigo

En juillet 2013, Telefonica et Yoigo ont conclu un accord permettant à Telefonica d'utiliser les fréquences 4G de Yoigo, tandis que ce dernier offrira des services convergents fixes et mobile en utilisant le réseau haut débit de Telefonica.

## 2.2.3.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'internet haut débit et très haut débit

### Service universel

La loi sur une économie durable approuvée en février 2011 prévoit que l'accès fonctionnel à internet inclut une connexion haut débit de 1 Mo. La nouvelle méthodologie applicable au calcul du coût du service universel, approuvée en décembre 2012, inclut la connexion haut débit. Telefónica a été de nouveau désigné comme prestataire du service universel à compter de janvier 2012.

De 2006 à 2010, le coût net du service universel, ainsi que la contribution d'Orange ont été fixés comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2007	2008	2009	2010
Coût net du service universel	75,34	71,09	74,85	46,78	43,57
Contribution d'Orange	8,03	7,46	7,61	4,7	4,75

## Faits marquants en 2013 et début 2014

<b>Marché de gros du haut débit (marchés 4 et 5/2007)</b>	
Février 2013	Mise en consultation des projets de décision sur les offres de dégroupage et de bitstream
<b>Accord Orange et Vodafone sur le FTTH</b>	
Mars 2013	Signature d'un accord entre Orange et Vodafone pour le déploiement de la fibre
<b>Procédure de phase II de la Commission européenne sur les offres de gros du haut débit fixe</b>	
Juin 2013	Opposition de la Commission européenne sur le projet de décision de la CMT (tarifs non strictement orientés vers les coûts)
<b>Nouvelle offre de tarif du dégroupage de la boucle locale</b>	
Septembre 2013	Décision de la CMT en faveur de l'augmentation du tarif de dégroupage total à 8,80 euros et de la baisse du dégroupage partiel à 1,30 euro
<b>Demande de la Commission européenne d'une nouvelle offre de gros d'accès Bitstream</b>	
Octobre 2013	La Commission européenne demande à la CNMC de modifier son offre de gros pour l'accès au haut débit (Neba) ou de retirer le projet, en tenant compte de l'orientation vers des coûts.

### Marchés de gros du haut débit (marchés 4 et 5/2007)

La décision de la CMT sur les marchés de gros du haut débit a été adoptée en janvier 2009 et couvre les offres inférieures à un débit de 30 Mbit/s. Un nouveau cycle d'analyse de ce marché a débuté en 2013 et une décision est prévue en 2014.

A la suite de sa consultation lancée en février 2013 sur les tarifs du dégroupage et du bitstream, et après avoir pris en compte les commentaires formulés par la Commission européenne et le Berc, la CMT a augmenté, en septembre 2013, le tarif du dégroupage total qui passe de 8,32 euros à 8,60 euros par mois et baissé le tarif du dégroupage partiel de 2,06 euros à 1,30 euro par mois.

S'agissant des tarifs du bitstream la CMT a adopté en juillet 2012 les tarifs provisoires des nouvelles offres bitstream (Neba), en incluant une offre de bitstream pour la fibre, destinées à remplacer les offres actuelles (GigADSL et ADSL-IP). Les tarifs de ces offres prennent en compte une prime de risque majorée pour les offres de gros du très haut débit.

En février 2013, la CMT a proposé de nouveaux tarifs de bitstream qui n'ont pas reçu l'aval de la Commission européenne qui a ouvert, en juin 2013, une procédure de Phase II et a exprimé des doutes sérieux quant à ces nouvelles offres, dont les prix sont supérieurs de 50 % par rapport aux coûts. Fin octobre 2013, à l'issue de cette procédure, la Commission européenne a officiellement demandé à la CNMC de retirer ou de modifier sa proposition en respectant l'orientation vers les coûts.

Le 30 janvier 2014, la CNMC a finalement adopté les tarifs définitifs suivants :

offres Bitstream	Tarifs mensuels provisoires de 2012	Tarifs définitifs 2014
Neba FTTH	23,22 €	19,93 €
Neba DSL	6,50 €	6,48 €
Supplément DSL nu	9,11 €	8,60 €
Offre de collecte (par Mbps)	32,62 €	14,56 €
GigADSL et IP-ADSL (offre régionale) à 10 Mbps	12,50 €	10,20 €
IP-ADSL (offre nationale) à 10 Mbps	16,67 €	13,60 €

### Accord entre Orange et Vodafone pour le déploiement de la fibre en Espagne

Orange et Vodafone ont conclu en mars 2013 un accord pour le déploiement de la fibre dans plus de 50 villes à l'horizon 2017, soit une couverture de l'ordre de 40 % de la population, pour un montant d'investissement total estimé à 1 milliard d'euros.

Selon cet accord, qui est également ouvert à tout opérateur qui souhaite coinvestir, le partage de l'infrastructure verticale se fait sur la base des coûts encourus. Orange et Vodafone ont saisi en règlement de différend le régulateur pour obtenir une modification des conditions d'accès à la partie terminale du fibrage d'immeuble de Telefonica. L'accord conclu avec Telefonica a conduit la CMT à imposer des mesures provisoires en juillet 2013. La baisse des tarifs obtenue de la CMT n'étant pas suffisante, Orange et Vodafone ont fait appel de la décision conservatoire de la CMT pour obtenir des conditions d'accès "raisonnables" et non discriminatoires,

notamment au regard de l'accord conclu entre Telefónica et Yoigo. La décision finale du régulateur est attendue.

### Révision du cadre de l'analyse des offres de détail de Telefónica :

En mars 2013, la CMT a notifié à la Commission européenne son projet de révision des règles applicables à l'analyse ex ante des offres de détail de Telefónica pour les clients Grand public du réseau téléphonique et du haut débit inférieur à 30 Mbit/s, introduisant des tests de ciseaux tarifaires, réalisés tous les semestres de façon agrégée par gamme.

### Portabilité du numéro fixe dans la journée

La CNMC a confirmé que la portabilité du numéro fixe en un jour ouvré sera effectivement disponible le 11 novembre 2013. Cette mesure initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2013, a été reportée pour permettre à certains acteurs de réaliser les modifications techniques nécessaires.

## 2.2.4 Pologne

### 2.2.4.1 Régime législatif et réglementaire

#### Cadre légal

Les activités de Orange Polska sont encadrées par la loi du 16 juillet 2004 relative aux télécommunications transposant en droit national le *Paquet Télécom* de 2002 relatif aux communications électroniques et par la loi du 16 février 2007 relative à la concurrence et à la protection des consommateurs. La loi de décembre 2012, transposant les

directives communautaires de 2009, est entrée en vigueur le 21 janvier 2013.

La loi du 7 mai 2010 sur le développement des réseaux et services de télécommunication prévoit l'accès aux infrastructures de télécommunication et autres infrastructures techniques financées par des fonds publics.

S'agissant du commerce électronique, la loi du 18 juillet 2002 régissant la fourniture des services électroniques transpose en droit national la directive 2000/31/CE sur le commerce

électronique et définit les obligations des fournisseurs de services électroniques.

Le cadre applicable en matière de protection des données personnelles est défini par la loi du 29 août 1997 relative à la protection des données personnelles, modifiée en 2002. La loi de 2004 relative aux télécommunications précise également certaines règles applicables en matière de protection et de conservation des données.

Pour la présentation des risques liés à la réglementation du secteur des télécommunications, voir la section 2.4.2 *Risques juridiques*.

### Autorités de régulation

Le Ministère de l'administration et de la numérisation, créé en novembre 2011, est chargé des télécommunications.

Le Bureau des communications électroniques (UKE) est chargé, en particulier, de la réglementation des télécommunications et de la gestion des fréquences ainsi que de certaines fonctions concernant les services de radiodiffusion.

Le Bureau de la concurrence et de la protection des consommateurs (Uokik) est chargée de l'application du droit de la concurrence, du contrôle des concentrations et de la protection des consommateurs.

### Protocole d'accord entre Orange Polska et l'UKE

Le protocole d'accord signé le 22 octobre 2009 entre l'UKE et Orange Polska relatif à la mise en place d'un marché stable des télécommunications comprenait notamment les points suivants : la mise en œuvre par Orange Polska du principe de non-discrimination à l'égard des opérateurs alternatifs, la réalisation d'importants investissements dans l'accès au haut débit (1,2 million de lignes), l'introduction d'indicateurs de performance et l'adaptation des offres de référence en fonction des offres commerciales.

En janvier 2012, l'UKE et Orange Polska ont prolongé l'accord d'investissement jusqu'à fin mars 2013 prévoyant que 220 000 lignes disposant d'un accès haut débit (débit d'au moins 30 Mbit/s) seraient mises en œuvre.

Cet accord a pris fin en mars 2013, conformément aux dispositions du protocole.

## 2.2.4.2 Réglementation de la téléphonie mobile

### Faits marquants en 2013 et début 2014

Mars 2013	Ouverture d'une enquête par l'Uokik suite à une plainte de P4 pour de prétendues pratiques d'abus de position dominante collective sur le marché de détail des services de téléphonie mobile à l'encontre de Orange Polska, T-Mobile et Polkomtel
Fév. 2013	<b>Attribution des fréquences 1 800 MHz</b> Attribution de 5 licences nationales de 2x5 MHz valables jusqu'au 31 décembre 2027 et neutres technologiquement
Juillet 2013	<b>Allocation des fréquences 700 MHz</b> Lancement d'une consultation par l'UKE sur l'opportunité d'allouer aux communications électroniques les fréquences dans la bande 700 MHz
Déc. 2013	<b>Allocation des fréquences des bandes 800 MHz et 2,6 GHz</b> Lancement du processus d'enchères par l'UKE pour l'attribution des fréquences 4G

### Tarifs de terminaison d'appel mobile

L'UKE a publié le 14 décembre 2012 sept décisions stipulant que Orange Polska, T-Mobile, Polkomtel, P4, CenterNet, Mobyland et Aero2 détiennent chacun une position dominante sur le marché de la terminaison d'appel mobile à destination des numéros mobiles ouverts à l'interconnexion sur leur réseau (troisième cycle d'analyse de marché). L'UKE a également fixé des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile symétriques pour tous les opérateurs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 ainsi que des tarifs de terminaison basés sur les purs coûts incrémentaux de long terme à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Date	1 <sup>er</sup> janvier 2013- 30 juin 2013	1 <sup>er</sup> juillet 2013 (pour CILT)
Zlotys / min	0,0826	0,0429
Centimes d'euro / min	1,94	1,01

### Fréquences

En 2011, l'UKE a adopté trois décisions qui introduisent la neutralité technologique dans les bandes de fréquence 900, 1 800 et 2 100 MHz.

La licence 1 800 MHz de Orange Polska, qui expirait en août 2012, a été renouvelée pour une période de 15 ans en juillet 2012.

Dans la bande de fréquences 1 800 MHz, 5 nouveaux blocs de 5 MHz duplex ont été attribués le 13 février 2013 pour une durée de 15 ans, à P4 et T-Mobile.

En outre, 1 bloc de 5 MHz duplex dans la bande 800 MHz a été attribué le 5 août 2013 à Sferia par le Ministère de l'administration et de la numérisation.

L'UKE a publié en juillet 2013 une consultation sur l'opportunité d'allouer les fréquences dans la bande 700 MHz aux communications électroniques mais aucune décision n'a encore été annoncée.

Enfin, des licences dans les bandes 800 MHz (fin de la télévision analogique en juillet 2013) et 2,6 GHz devraient être attribuées en 2014, le processus d'enchère ayant été lancé fin décembre 2013 par l'UKE (à la suite d'une erreur administrative, le processus a été relancé dans les mêmes conditions le 17 février 2014, puis les conditions ont été

modifiées le 4 avril 2014, donnant lieu à une nouvelle consultation). Ce processus porte sur l'attribution de 5 blocs de 5 MHz duplex dans la bande 800 MHz et de 14 blocs de 5 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz et cela pour une durée de 15 ans.

### 2.2.4.3 Réglementation de la téléphonie fixe et de l'internet haut débit et très haut débit

#### Tarifs de terminaison d'appel fixe

Depuis la décision de l'UKE du 22 septembre 2009 suite à son deuxième cycle d'analyse de marché, les tarifs de terminaison d'appel doivent être orientés vers les coûts, sans plus de précision.

L'UKE se réserve cependant un droit de contrôle par la méthode des benchmarks ou de *retail minus* et a donné une orientation générale de symétrie à atteindre en 2014.

L'UKE a ainsi proposé une évolution des niveaux d'asymétrie suivante :

Niveau d'asymétrie	Jan. 2009	Juil. 2009	Jan. 2010	Juil. 2010	Jan. 2011	Juil. 2011	Jan. 2012	Juil. 2012	Jan. 2013	Juil. 2013	Jan. 2014
Simple transit	92 %	82 %	73 %	64 %	55 %	46 %	37 %	27 %	18 %	9 %	0 %
Double transit	9 %	8 %	7 %	6 %	5 %	4 %	3 %	3 %	2 %	1 %	0 %

Ces niveaux d'asymétrie sont utilisés comme référence lors de règlements de différents.

#### Service universel

En 2006, l'UKE a chargé Orange Polska des obligations de service universel jusqu'au 9 mai 2011. Depuis lors, l'UKE n'a pas engagé de procédure en vue de la désignation d'un nouveau prestataire de service universel. Dans le cadre de la nouvelle loi sur les télécommunications entrée en vigueur en janvier 2013, les obligations dans le cadre du service universel pourraient être déclinées au niveau régional et non plus national. Suite à une consultation lancée par l'UKE en mars

2014, une nouvelle procédure est en cours, sans que l'UKE n'ait donné sa position à ce jour.

Pour toute la période durant laquelle Orange Polska était chargé des obligations de service universel (de novembre 2006 à mai 2011), Orange Polska a estimé avoir supporté un coût de 1,1 milliard de zlotys tandis que la compensation accordée par l'UKE s'est élevée à 137 millions de zlotys. Orange Polska a donc fait appel des décisions de l'UKE afin d'obtenir leur réexamen.

#### Faits marquants en 2013 et début 2014

Sept. 2013	<b>Analyse du marché de gros du haut débit (marché 5)</b> Retrait par l'UKE de son projet de décision dans lequel Orange Polska était désigné comme opérateur disposant d'un pouvoir significatif de marché sur le territoire national, excepté pour onze communes, à la demande de la Commission européenne
Sept. 2013	<b>Accès aux infrastructures passives</b> Position de l'UKE sur l'ouverture obligatoire à des tiers des infrastructures passives des opérateurs alternatifs
Déc. 2013	<b>Offre d'accès de gros</b> Position de l'UKE sur l'accès aux locaux d'habitation pour le développement des services à haut débit
Déc. 2013	<b>Offre d'accès de gros</b> Projet d'offre de référence sur les offres d'accès de gros de dégroupage et de bitstream
Janv. 2014	<b>Pologne Numérique</b> Adoption par gouvernement d'un plan d'action relatif à l'extension de la couverture nationale en services très haut débit

#### Analyse du marché de gros de l'accès au haut débit (marché 5/2007)

En avril 2011, l'UKE a adopté sa décision pour le marché de gros de l'accès haut débit (2<sup>e</sup> cycle), désignant Orange Polska comme opérateur disposant d'un pouvoir significatif sur le marché national, à l'exception de onze communes (dont Varsovie).

En février 2012, l'UKE a émis un nouveau projet de décision relatif à ce marché dans lequel il exclut de la régulation *ex ante* quatre communes au lieu de onze (Varsovie, Wrocław, Lublin and Toruń), et supprimé l'obligation tarifaire d'orientation vers les coûts des tarifs d'accès au FTTH. En novembre 2012, l'UKE a notifié à la Commission européenne un projet de décision complémentaire à cette décision destinée à lever les obligations réglementaires sur ces communes. En décembre 2012, la Commission a émis des doutes sérieux sur

la compatibilité des propositions de l'UKE avec le droit de l'Union européenne, invitant le régulateur à utiliser des données de marché actuelles. Suite à l'opposition exprimée par la Commission européenne, l'UKE a retiré son projet en septembre 2013 et doit émettre un nouveau projet en 2014.

### Accès aux infrastructures passives

L'UKE a publié en septembre 2013 sa position basée sur l'art. 139 de la loi sur les télécommunications du 16 juillet 2004 concernant l'obligation pour un opérateur d'accorder l'accès à ses infrastructures passives. Cet article permet l'accès aux infrastructures des entreprises de télécommunications, y compris à celles des autorités locales agissant en tant qu'opérateur ainsi qu'à celles des syndicats de copropriété, qualifiés de fournisseurs de services de télécommunications. L'UKE est en charge du règlement des différends relatifs aux conditions d'accès à ces infrastructures.

A la suite de la promulgation en 2010 de la loi sur le développement des réseaux et services de télécommunications précisant que les propriétaires d'immeubles ne peuvent pas, en principe, refuser l'installation

de réseaux haut débit dans leur propriété, l'UKE a confirmé en décembre 2013 que les syndicats de copropriété doivent assurer un accès ouvert aux infrastructures passives dans les locaux d'habitation pour le développement des services de communications électroniques à haut débit.

### Offre de référence des marchés de gros (dégrouper et bitstream)

En décembre 2013, l'UKE a entamé des consultations en vue de modifier l'offre de référence de 2011 sur le dégroupage (marché 4) et le bitstream (marché 5). Selon le projet mis en consultation, le prix du dégroupage serait maintenu à 22 zlotys.

### Pologne numérique (Digital Poland)

Le plan d'action du gouvernement pour mettre en œuvre les objectifs de la stratégie numérique en Pologne a été adopté en janvier 2014 ; ce plan d'une enveloppe de 2 665 millions d'euros vise à assurer que d'ici 2020, tous les ménages auront accès à un service de communication d'au moins 30 Mbps. Près de la moitié des fonds est allouée à des projets de construction de réseaux large bande.

L'Etat polonais contribuera à hauteur de 409,4 millions d'euros.

## 2.2.5 Entreprise

C'est en France que la réglementation a le plus d'impact sur l'activité d'Orange Business Services. L'Arcep, particulièrement attentive à la répliquabilité des offres de détail

aux entreprises, vérifie que les offres de gros proposées par Orange sont adaptées sur le plan technique et économique.

## Faits marquants en France en 2013 et début 2014

Mai 2013	<b>Analyse des marchés 4, 5 et 6</b> Décision de l'Arcep n° 2013-0653 de prolongation pendant un an de la décision n° 2010-0402 du 8 avril 2010 portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre
Nov. 2013	Consultation publique lancée par l'Arcep sur les projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe pour la période 2014-2017

### Synchronisation des cycles d'analyse des marchés 4, 5 et 6

La décision de l'Arcep n° 2010-0402 du 8 avril 2010 portant sur la définition des marchés pertinents des services de capacité (marché 6) et sur la désignation d'Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur ces marchés est valable pour une durée de trois ans.

Compte tenu des évolutions technologiques, l'Arcep a estimé nécessaire de synchroniser, en 2014, les analyses des marchés 4, 5 et 6, afin de conduire une analyse globale de l'ensemble des marchés de gros permettant aux opérateurs alternatifs de construire et de proposer des accès data en situation fixe, notamment pour les clients finals non résidentiels. C'est pourquoi elle a pris la décision de prolonger, jusqu'en juillet 2014, cette décision, ses analyses des marchés 4 et 6 devant être révisées avant juin 2014.

### Analyse de marché du haut et très haut débit fixe

Après la publication en juillet 2013 d'une consultation *Bilan et perspectives* portant sur les marchés 4, 5 et 6 ainsi que sur les décisions de régulation symétriques de la fibre, l'Arcep a publié le 27 novembre 2013 ses projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés du haut et du très haut débit fixe et, en particulier, des marchés de gros des services de capacité (marché 6).

## 2.2.6 Autres pays du périmètre du groupe Orange, au sein de l'Union européenne

### 2.2.6.1 Belgique

#### Terminaisons d'appels mobiles

Le niveau de la terminaison d'appel mobile de Mobistar est actuellement de 1,18 centime d'euro / min. De nouveaux tarifs de terminaison devraient être discutés en 2014.

#### Marchés de gros haut débit

Deux décisions de la conférence des régulateurs du secteur des communications électroniques (CRC) du 1<sup>er</sup> juillet 2011 et du 11 décembre 2013 fixent le cadre réglementaire de l'accès aux réseaux des câblo-opérateurs. Les conditions tarifaires ainsi définies sont basées sur le modèle du *retail minus* et les décisions prévoient que les offres de gros doivent être disponibles dans les six mois qui suivent l'engagement financier des opérateurs intéressés.

### 2.2.6.2 Roumanie

#### Terminaisons d'appels mobiles

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2014, le niveau des terminaisons d'appel vocal mobile d'Orange Romania ainsi que des autres opérateurs mobiles est régulé. Le régulateur (Ancom) a mis en

place un nouveau mode de calcul entraînant une baisse du niveau des terminaisons d'appel vocal mobile, passant ainsi de 3,07 centimes d'euro / min à 0,96 centime d'euro / min à partir d'avril 2014.

#### Marchés de gros haut débit

Le régulateur a adopté en 2010 une décision imposant des obligations à l'opérateur historique, Romtelecom, concernant l'accès à sa boucle locale cuivre sans toutefois réglementer l'accès au génie civil.

En raison de l'existence d'une forte concurrence exercée par les câblo-opérateurs, le régulateur a décidé de ne pas réguler le marché 5. Une révision de ces deux marchés de gros est prévue en 2014.

## 2.2.7 Autres pays du périmètre du groupe Orange, en dehors de l'Union européenne

Les activités du groupe Orange sur le marché Grand Public en dehors de l'Union européenne étant principalement celles d'opérateurs mobile, le principal enjeu réglementaire national est celui de la terminaison d'appel mobile. Le tableau ci-dessous présente le niveau des terminaisons d'appel mobile national dans chacun des pays concernés

#### ► TERMINAISON D'APPEL MOBILE DANS LA ZONE AMEA (CENTIMES D'EURO / MIN)

Terminaison d'appel mobile, en ct / min	2011	2012	2013	2014
Kenya	1,86	1,54	1,09	0,90
Jordan Zain	2,06	1,82	1,58	1,34
Jordan Orange	2,08	1,83	1,58	1,34
Jordan Umniah	2,47	2,09	1,72	1,34
Orange Tunisie	4,59	2,61	1,56	0,95
Tunisiana	3,64	2,32	1,38	0,95
Tunisie Telecom	3,64	2,32	1,38	0,95
Maroc IAM	7,39	3,48	1,24	1,00
Maroc Meditel	8,86	4,01	1,24	1,00
Maroc Inwi	10,93	4,92	1,24	1,00
Egypt Mobinil	0,90	0,90	1,22	1,22
Egypt Vodafone	1,06	1,06	1,22	1,22
Egypt Etisalat	1,16	1,16	1,22	1,22
Mali	4,50	3,35	2,56	2,56
Côte d'Ivoire	5,34	4,88	4,57	4,12
Sénégal	3,57	3,57	3,57	3,05
Madagascar	4,08	4,08	4,08	4,08
Cameroun	5,49	5,38	5,15	3,35
Niger	5,34	5,34	5,34	5,34
Burkina Faso	3,81	3,81	3,81	3,81
Iraq Asiacell	3,64	3,64	3,64	3,64
Iraq Zain	4,37	4,37	4,37	4,37
RDC	-	2,39	2,39	2,39
Botswana	3,78	3,35	2,91	2,46
Ouganda	3,81	3,58	3,14	2,84
Maurice	1,44	1,44	1,44	1,44
Vanuatu	2,20	6,60	6,60	6,60
Guinée Areeba (MTN) – Cellcom -Orange- Sotelgui		2,07	2,07	2,07
Guinée Intercell		1,55	1,55	1,55

Source : Orange, d'après les données des régulateurs nationaux

## Roaming

Les ministres en charge des télécommunications de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) qui regroupe certains pays où Orange est présent ont adopté le 8 novembre 2012 une décision commune visant à réglementer le roaming dans leur pays respectif. Ces mesures comprennent :

- l'introduction de mesures de transparence visant à améliorer l'information des clients concernant les tarifs et la consommation en itinérance (roaming) à compter du 30 juin 2013 ;
- l'introduction d'une obligation de fournir, d'ici mai 2014, les appels en roaming passés depuis la région SADC vers son pays d'origine au prix d'un appel international dans le pays visité (*Roam like a Local*).

## 2.3 LA STRATEGIE DU GROUPE ORANGE

Lancé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, le projet stratégique d'Orange *conquêtes 2015*, issu d'un travail de coconstruction avec les pays et les fonctions corporate fixe le cap et les ambitions du Groupe sur chacun de ses quatre axes prioritaires : les femmes et les hommes, les clients, les réseaux et le développement international.

En 2013, le Groupe a poursuivi dans le cadre de ce projet son développement en France et à l'international, malgré un contexte économique, réglementaire, concurrentiel, et technologique complexe.

### L'environnement

Un contexte économique défavorable, la maturité des marchés en Europe, une concurrence multiforme, et le maintien d'une régulation forte, créent une pression régulière sur l'activité de la plupart des opérateurs de télécommunication. Le Groupe s'adapte pour faire face à ces challenges, mais également tirer parti de ces transformations et des nouvelles opportunités de croissance qu'elles génèrent.

Cinq grandes tendances structurent particulièrement l'environnement de marché dans lequel Orange déploie son activité :

- **le contexte économique** est aujourd'hui encore défavorable, notamment en Europe. Avec la crise économique, la résilience reconnue traditionnellement au marché des télécommunications, est de moins en moins évidente. Cependant, la situation est meilleure dans la zone AMEA où le Groupe est très présent. Au total, le taux de croissance moyen de l'économie dans les pays où le Groupe est présent a été de 4 % en 2013 ;
- **la réglementation du marché** évolue en lien avec les transformations que connaît le secteur des TIC, et revêt deux formes :
  - la réglementation traditionnelle qui porte sur les prix (prix de gros et des terminaisons d'appel), le roaming, et le renouvellement des licences,
  - une nouvelle forme de réglementation dont l'impact est plus difficile à appréhender et qui porte sur l'accès nouvelle génération, le droit de la consommation, le modèle économique internet, l'économie numérique, les régimes de réglementation sur les marchés émergents, la confidentialité de l'information, et le marché unique

européen (cette dernière étant une des questions réglementaires majeures pour les acteurs du marché) ;

- **les évolutions technologiques** sont de plus en plus rapides et nombreuses, avec l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux modèles économiques. Des opportunités de création de valeur naissent autour de nouveaux services comme les services de paiement sans contact sur mobile (*Near field communication* – NFC), les services intégrés *Rich Communication Suite* (RCS), ou le stockage et la distribution de contenus *via* le *Cloud*. Ce dernier redonne toute sa valeur à la connectivité et au réseau (fibre et 4G) en permettant d'accéder rapidement et en toute sécurité à des données confidentielles de santé ou financière par exemple ;
- **les usages** dans le domaine de la communication, surtout Grand Public, évoluent et engendrent des volumes de trafic exponentiels. Les évolutions concernent la demande de mobilité croissante, la sensibilité des consommateurs aux données personnelles, et l'explosion du trafic de données notamment vidéo HD et 3D en ligne ;
- **la concurrence** s'intensifie vis-à-vis des concurrents traditionnels d'Orange (opérateurs de télécommunications, câblo-opérateurs) et porte essentiellement sur les prix, y compris désormais sur la 4G en France. Mais elle apparaît aussi avec de nouveaux acteurs OTT (*over the top*) dont les services viennent remplacer les services traditionnels tels que la voix, ou les SMS. Toutefois, les marchés sur lesquels se retrouvent opérateurs, sociétés de services en ingénierie informatique (SSI), et acteurs de l'internet, ouvrent également de nouvelles opportunités de partenariats et des perspectives de croissance.

## Le projet stratégique conquêtes 2015

### Les axes stratégiques

Le projet stratégique *conquêtes 2015* s'appuie sur quatre axes : les femmes et les hommes du Groupe, ses réseaux, ses clients, et sa dimension internationale.

Pour chacun de ces axes, le Groupe s'est fixé des objectifs ambitieux :

- **les femmes et les hommes :**

- faciliter le bien-être des collaborateurs dans leur environnement de travail,
- bien former les managers et leur reconnaître des marges de manœuvre décisionnelles,
- développer une politique de recrutement active et responsable,
- accompagner les collaborateurs dans leurs parcours professionnels et leurs expertises ;
- **les réseaux :**
  - augmenter la bande passante et la couverture pour répondre à la demande,
  - améliorer la qualité de service,
  - ajuster les prix pour optimiser la monétisation de la connectivité,
  - préparer l'intégration de nouveaux services ;
- **les clients :**
  - simplifier le portefeuille de produits et services et mettre à profit la connaissance du client,
  - innover pour améliorer la relation avec les clients, leur expérience, et ainsi les fidéliser,
  - offrir des services toujours plus innovants,
  - favoriser les partenariats avec des fournisseurs de contenu ;
- **le développement international :**
  - servir et accompagner 300 millions de clients d'ici 2015,
  - doubler le chiffre d'affaires réalisé dans les pays émergents d'ici 2015,
  - faire de la couverture du réseau et de l'innovation des avantages concurrentiels,
  - être le numéro 1 ou 2 dans chaque pays.

## Les programmes opérationnels

Le plan stratégique vise à accélérer l'exécution et la mise en œuvre du projet stratégique *conquêtes 2015* et s'appuie sur des programmes opérationnels adaptés, lancés en 2011. En 2013, le Groupe a poursuivi l'exécution de ces programmes :

- parce qu'il n'y a pas de performance économique sans performance sociale, les femmes et les hommes d'Orange sont toujours au cœur de l'entreprise. Pour assurer et accompagner leur développement, le Groupe s'est engagé dès 2010 dans un nouveau contrat social en France et dans le projet Orange People Charter en 2011. Fin 2013, 23 pays ainsi que toutes les entités Orange Business Services ont déployé Orange People Charter. Plus de 92 % des salariés interrogés exprimaient fin 2013 un avis positif sur la qualité de vie au travail selon le baromètre social d'Orange ;
- l'innovation est au cœur de la stratégie d'Orange et devient de plus en plus déterminante pour assurer la capacité du Groupe à trouver des relais de croissance, à se différencier vis-à-vis de la concurrence, et à développer la révolution

numérique. La chaîne de l'innovation a été réorganisée et placée sous une animation managériale unique afin de faciliter son fonctionnement. Le programme *Nova+* est dorénavant intégré dans le fonctionnement opérationnel afin de favoriser une implication plus étroite des pays et des régions où Orange est présent. Le Groupe a également mis en place des partenariats dans le cadre de l'innovation ouverte (*open innovation*) avec de grands acteurs du marché numérique, des start-up, ou des universités, et a lancé en 2013, un accélérateur de start-up *Orange Fab* (pour plus d'informations, voir la section 3.3. *Recherche et innovation*) ;

- pour mieux maîtriser les coûts et poursuivre les efforts sur sa structure de coûts, le Groupe continue de s'appuyer sur le programme *Chrysalid* qui consiste à identifier et à répliquer, partout où cela est possible, les bonnes pratiques opérationnelles et les modèles d'affaires innovants pour générer des économies structurelles et durables. Fin 2013, le programme *Chrysalid* a délivré pour l'ensemble des entités du Groupe conformément aux objectifs fixés plus de 1,8 milliard d'économies cumulées. Le portefeuille d'initiatives d'efficacité opérationnelle actuellement identifiées par les pays pour les années 2014-2015 devrait permettre de dépasser l'objectif de 3 milliards d'économie sur la période 2011-2015 ;
- à l'ère d'internet et pour se différencier de ses concurrents, Orange privilégie la digitalisation de la relation avec les clients comme vecteur pour rendre le service plus attractif, plus flexible, plus efficace, et plus rapide, et transformer l'expérience client.

## Les priorités d'Orange pour 2014

La stabilisation de l'EBITDA en 2014 est un préalable indispensable pour gagner la confiance des marchés, pour redonner des marges de manœuvres stratégiques et continuer à investir dans les domaines d'avenir : les réseaux, l'excellence client, les nouveaux territoires de croissance, et la conquête du leadership dans l'innovation.

Orange, dans le cadre de son projet stratégique, poursuit ses engagements et son ambition de devenir le premier opérateur télécom de l'ère internet. Le Groupe se concentrera en 2014 sur quatre priorités :

- **la poursuite d'objectifs commerciaux ambitieux** en proposant aux clients les meilleures offres et un service d'excellence, en améliorant leur satisfaction, et en développant des actions commerciales offensives dans toutes les zones géographiques (France, Europe, Améa...) ;
- **la poursuite des efforts d'optimisation de la structure de coûts** avec un objectif de réduction des coûts indirects en 2014 d'environ 250 millions d'euros similaire à celle de 2013 ;
- **la poursuite de l'adaptation du modèle économique** du Groupe avec :
  - l'accélération des programmes de mutualisation des réseaux entre plusieurs pays, tels que *Sirius* en Europe et

ANO en Afrique et Moyen-Orient, pour en tirer une plus grande efficacité opérationnelle et financière,

- l'extension de la digitalisation de la relation avec les clients pour répondre à deux enjeux : mieux répondre aux attentes des clients en leur simplifiant la vie au quotidien, et améliorer leur satisfaction,

- la mise en place d'une politique d'anticipation de la gestion des 30 000 départs à la retraite attendus dans le Groupe d'ici 2020, soit un tiers des effectifs actuels,
- la poursuite de l'adaptation des modes de fonctionnement et d'organisation d'Orange, dans le respect du contrat social noué avec les salariés ;

Pour recréer de la valeur en 2014, trois leviers principaux ont été identifiés :

#### ■ l'accélération du développement du très haut débit fixe et mobile :

- l'expérience aux Etats-Unis, en Corée, et au Japon, a montré que la pénétration de la 4G a été rapide, et on peut s'attendre au même phénomène en Europe où l'enjeu principal est de maintenir un premium des prix de la 4G au sein du mix 3G / 4G. En Europe, Orange a déjà déployé le réseau 4G dans huit pays : France, Espagne, Pologne, Royaume-Uni, Roumanie, Moldavie, Luxembourg, et Belgique. Dans la zone Afrique et Moyen-Orient, le réseau 3G est déployé dans 17 pays,
- sur la fibre, Orange a pour objectif d'accélérer en France le nombre de raccordements tout en préservant la valeur des autres modes de raccordements à internet, afin d'atteindre un million de clients français en 2015 ;

#### ■ le développement des offres de convergence : afin de profiter des fortes perspectives de pénétration des offres de convergence en Europe d'ici 2016, Orange va adapter les offres qui ont déjà remporté un grand succès en France et en Pologne dans chaque pays de la zone Europe, notamment en Espagne, Belgique, Roumanie et Slovaquie ;

#### ■ la poursuite de l'effort d'innovation : l'accent sera mis en matière d'innovation sur l'enrichissement des offres dans quatre domaines :

- le développement du Cloud sur le marché entreprise et sur le marché des particuliers qui compte déjà 2,4 millions d'utilisateurs,

- l'offre de divertissement autour de trois pôles principaux pour répondre à l'attente des clients : la musique, la vidéo et les jeux. La prise de participation de Orange dans le capital de *G-cluster*, l'un des leaders mondiaux de l'agrégation et de la diffusion des jeux en streaming confirme cette volonté. Le *Cloud Gaming* représente une opportunité majeure pour Orange de valoriser ses réseaux très haut débit, fibre, et 4G, en offrant à ses clients une expérience de jeux vidéo innovante sur tous les écrans, TV, PC, tablettes et *smartphones*,
- le mobile comme moyen de paiement. Orange possède une forte expérience dans ce domaine avec neuf millions de clients en Afrique pour son service *Orange money*, et pourra s'appuyer sur cette expérience pour développer une offre adaptée en Europe. Le succès du NFC avec près de 9,2 millions d'appareils va permettre aux banques, aux entreprises et aux collectivités de dématérialiser sur une carte SIM des services de paiement, de titre de transport, ou de cartes de fidélité jusqu'à présent proposés sur une carte ou un billet,
- le secteur de la santé et du bien-être avec notamment le développement d'offre d'objets connectés (*smarthome*).

Par ailleurs, pour développer cette capacité à innover, *Orange Fab* lancé par Orange Silicon Valley en 2013 sera étendu en 2014 en Pologne, en Israël, et en Asie du Sud-Est.

## 2.4 FACTEURS DE RISQUE

Outre les informations contenues dans le présent document de référence, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les risques exposés ci-dessous avant de prendre leur décision d'investissement. Ces risques sont, à la date du présent document de référence, ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats d'Orange et/ou de ses filiales. En outre, d'autres risques et incertitudes, qui ne sont pas encore identifiés ou sont considérés, à la date du présent document de référence, comme non significatifs par Orange, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Les risques présentés dans ce chapitre concernent :

- les risques liés à l'activité d'Orange (voir la section 2.4.1) ;

- les risques de nature juridique (voir la section 2.4.2) ;
- les risques financiers (voir la section 2.4.3).

Au sein de chaque section, les facteurs de risque sont présentés selon un ordre d'importance décroissante déterminé par la Société à la date du présent document de référence. L'appréciation par Orange de cet ordre d'importance peut être modifiée à tout moment, notamment en raison de la survenance de faits nouveaux externes ou propres à elle.

Plusieurs autres chapitres du présent document traitent également de risques de manière substantielle :

- en ce qui concerne les risques liés à la stratégie générale d'Orange, voir la section 2.3 *La stratégie du groupe Orange* ;

- en ce qui concerne les risques liés à la réglementation et à la pression réglementaire, voir la section 2.2 *La Réglementation* et la note 15 *Litiges* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1) ;
- en ce qui concerne les risques liés aux litiges dans lesquels le Groupe est impliqué, voir la note 15 *Litiges* de l'annexe aux comptes consolidés ainsi que la section 4.4 *Événements récents* ;
- en ce qui concerne les risques liés à la vulnérabilité de l'infrastructure technique et les risques environnementaux, voir la section 5.6.2 *Informations environnementales* ;
- en ce qui concerne les risques financiers, voir :
  - les notes 6, 7 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés pour les dépréciations d'actif,
  - la note 10.10 de l'annexe aux comptes consolidés pour les instruments dérivés,
  - la note 11 *Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers* de l'annexe aux comptes consolidés pour la gestion du risque de taux, du risque devise, du risque de liquidité, des covenants, du risque de crédit et du risque de contrepartie, et du risque du marché des actions,
  - le cadre de gestion des risques de taux, change et liquidité est fixé par le Comité trésorerie financement. Voir la section 5.2.3.3 *Comité exécutif et comités de gouvernance du Groupe* ;
- en ce qui concerne le plan d'assurances, voir la section 5.4.2.1 *Assurances* ;
- plus généralement, le cadre de maîtrise des risques au sein du groupe Orange fait dans son ensemble l'objet du Rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne. Voir la section 5.4 *Gestion des risques*.

## 2.4.1 Risques opérationnels

### Risques liés au secteur, à l'environnement économique et à la stratégie

- 1. Une grande partie du chiffre d'affaires d'Orange est réalisée en France et dans des pays et des activités matures où la concurrence qui règne dans le secteur des télécommunications pourrait entraîner une baisse de la rentabilité de ses activités ou de ses parts de marché.**

Les principaux marchés sur lesquels opèrent Orange deviennent matures et manifestent dans certains cas des signes de saturation. Dans ces conditions, Orange doit faire face à une concurrence extrêmement vive qui s'exerce principalement sur les prix, notamment sur le marché mobile en France où la concurrence s'est encore intensifiée à la suite de l'arrivée de Free Mobile en janvier 2012. Les baisses généralisées des tarifs du marché depuis l'année 2012 ont un

impact sur les résultats d'Orange et, si elles devaient se poursuivre, auraient un impact sur les résultats d'Orange.

Compte tenu de la concurrence sur les prix, Orange se trouve aussi confrontée au risque de ne pas parvenir à préserver ses parts de marché ou à monétiser efficacement les nouveaux services fournis à ses clients, notamment la 4G ou le FTTH, et à rentabiliser ainsi les investissements coûteux réalisés ou à réaliser. Par ailleurs, dans les pays européens où le Groupe est présent en tant qu'opérateur essentiellement mobile, Orange pourrait se trouver dans l'impossibilité de faire face à la concurrence liée au développement croissant des offres convergentes.

Face à ses concurrents, et à la consolidation potentielle du secteur, notamment en France, la capacité d'Orange à préserver ses marges reposera également en partie sur la transformation de sa structure de coûts avec une réduction de ses coûts fixes.

Si Orange ne parvenait pas à mener à bien ses programmes de transformation et de réduction de coûts ambitieux et complexes, ou si elle ne parvenait pas à maîtriser les réseaux, les technologies, et les processus nécessaires pour répondre aux attentes de ses clients, elle pourrait perdre des parts de marché et / ou voir se réduire ses marges, et sa situation financière et ses résultats pourraient en être négativement affectés.

Pour plus d'informations sur la concurrence, voir le chapitre 3 *Présentation des activités*.

- 2. La situation économique très dégradée en France et en Europe pourrait affecter de manière significative l'activité d'Orange et ses résultats.**

Les risques de stagnation ou d'aggravation de la situation macroéconomique restent élevés, notamment en France. Dans ce contexte, les politiques économique et fiscale des Etats visant notamment à réduire leurs dettes et à rétablir l'équilibre des comptes publics pourraient se traduire directement par une diminution de la consommation des ménages et de l'activité des entreprises, et pourraient ainsi affecter de manière significative le chiffre d'affaires et les résultats d'Orange.

Pour plus d'informations concernant l'impact de la situation économique sur le groupe Orange, voir également les risques financiers à la section 4.3 ci-après.

- 3. Dans le cadre de sa stratégie, Orange cherche des relais de croissance dans de nouveaux pays ou de nouvelles activités. Ces recherches pourraient s'avérer difficiles ou infructueuses, ou être coûteuses. De plus, les investissements déjà réalisés pourraient ne pas donner les résultats escomptés, voire s'avérer source d'obligations inattendues, et le Groupe pourrait être confronté à un accroissement du risque pays. Dans tous les cas, les résultats du Groupe et ses perspectives pourraient en être affectés.**

La croissance du Groupe repose en particulier sur sa présence dans des zones géographiques en forte croissance. Orange a ainsi réalisé des investissements dans des

entreprises de télécommunications situées au Moyen-Orient et en Afrique, et pourrait réaliser de nouveaux investissements dans ces zones. L'instabilité politique ou l'évolution de la situation économique, juridique ou sociale dans ces zones géographiques pourrait remettre en cause les perspectives de rentabilité retenues à l'occasion de ces investissements, voire s'avérer source d'obligations inattendues, et les résultats du Groupe pourraient en être négativement affectés.

En outre, ces zones géographiques peuvent présenter des difficultés ou des risques spécifiques relatifs aux contrôles internes ou au non-respect des lois et réglementations applicables, telle que la réglementation anti-corruption (réglementation qui peut aussi présenter des risques dans les autres zones où la Société poursuit ses activités, notamment en raison de l'accroissement de son étendue et de son caractère contraignant).

Enfin, la croissance du Groupe repose également sur une stratégie de développement de nouvelles activités pour faire face à la transformation profonde et rapide du secteur des communications électroniques. Cette stratégie s'appuie sur des activités nouvelles telles que notamment l'agrégation de contenus, le paiement mobile, les services sans contact (NFC), le *Machine to Machine*, ou le *Cloud computing*, sous la marque unique Orange. La poursuite de ces objectifs requiert des ressources, notamment pour ce qui concerne l'intégration des services et le développement des contenus, sans garantie que l'usage de ces services et de ces contenus se développe, ou puisse être monétisé à sa juste valeur et permette de rentabiliser les coûts correspondants, ou que les parts de marché puissent être conservées. Par ailleurs, le développement de ces nouveaux services pourrait être entravé en raison des développements réglementaires ou en raison de la situation économique.

Si le développement attendu du chiffre d'affaires de ces nouvelles activités n'était pas réalisé ou si Orange ne parvenait pas à développer ces nouvelles activités de manière rentable, sa situation financière et ses résultats pourraient en être négativement affectés.

**4. Le développement rapide des usages du haut débit (fixe ou mobile) donne aux fournisseurs de services, de contenus ou de terminaux l'occasion d'établir un lien direct avec les clients des opérateurs de télécommunications, privant ces derniers - dont Orange - d'une partie de leurs revenus et de leurs marges. Si ce phénomène se poursuivait ou s'intensifiait, il affecterait gravement la situation financière et les perspectives des opérateurs.**

Le développement de l'usage des réseaux pour les services à valeur ajoutée a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs puissants tels que les fournisseurs de contenus et de services notamment de Voix sur IP ou de messageries instantanées, les agrégateurs, les moteurs de recherche et les fournisseurs de terminaux. La compétition avec ces acteurs pour le contrôle de la relation client s'intensifie et pourrait marginaliser la position des opérateurs. En effet, cette relation directe avec les clients est source de valeur pour les opérateurs et sa perte (partielle ou totale) au profit des nouveaux entrants pourrait affecter les revenus, les marges, la situation financière et les

perspectives des opérateurs de télécommunications tels qu'Orange.

En réponse, Orange a adopté une stratégie visant à :

- procéder à des investissements importants afin d'adapter la capacité de ses réseaux de transport et de collecte, et ainsi de se différencier par la qualité de service offerte dans le très haut débit ; et
- fournir des services de communication plus innovants et attractifs tels que la voix haut débit ou une suite de communication intégrée.

Il n'existe toutefois aucune garantie que cette stratégie, et notamment les investissements réalisés dans le domaine de l'innovation, soient suffisants face à la pression des nouveaux entrants. Si la rentabilité de ces investissements ne pouvait être assurée, la situation financière et les perspectives d'Orange pourraient alors en être affectées.

## Risques concernant les ressources humaines

**5. Orange a connu en 2009 une crise sociale importante en France. Le Groupe met en œuvre depuis 2010 un programme ambitieux de ressources humaines dans le cadre du projet stratégique du Groupe Conquêtes 2015 visant à répondre à cette crise. Mais le contexte économique tendu pourrait rendre plus difficile la bonne réalisation de ce programme, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur l'image, le fonctionnement et les résultats du Groupe.**

En 2008 et 2009, le Groupe a traversé une crise importante en lien avec les risques psychosociaux et le mal-être au travail dont les effets se sont poursuivis sur 2010. Cette crise, qui a fait l'objet d'une très importante couverture dans les médias français et internationaux en raison d'une série de suicides de salariés, a eu un impact significatif sur l'image du Groupe. En réponse à cette crise, le Groupe s'est engagé dès 2010 en France dans un nouveau *Contrat social* visant à définir les pratiques professionnelles et la culture de management de l'entreprise et à apporter des solutions durables aux facteurs de risques identifiés (mise en œuvre de mesures concrètes issues de réflexions collectives, assises de la refondation, accords signés avec les syndicats représentatifs) et dans le projet *Orange People Charter*, lancé partout dans le Groupe en 2011. Ce projet s'est concrétisé notamment par la signature en mars 2011 de l'accord Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, la mise en place des programmes de Temps Partiel Senior signés en 2009 et 2012, la signature d'un accord sur le contrat génération en 2013 et la clarification des principes de promotion au service de l'enrichissement des parcours professionnels et de la fluidité de l'emploi, ainsi que la mise en place d'un baromètre social dont l'objet est de permettre un suivi de l'évolution de la qualité sociale.

Bien que le Groupe considère que le coût pour la mise en place d'un tel projet devrait être plus que compensé par les effets bénéfiques qu'en tireront l'entreprise et ses salariés, ce projet pourrait cependant entrer en conflit avec certains

programmes de réduction des coûts. En outre, dans l'éventualité où ce projet ne déboucherait pas sur les résultats attendus, il pourrait en résulter une poursuite de cette crise susceptible d'impacter durablement l'image de marque du Groupe, son fonctionnement et ses résultats.

## Autres risques opérationnels

### 6. Les défaillances ou la saturation des réseaux de télécommunications ou des infrastructures techniques ou du système d'information pourraient réduire le trafic, diminuer le chiffre d'affaires et nuire à la réputation des opérateurs ou du secteur dans son ensemble.

Des dommages ou des interruptions du service fourni aux clients se sont déjà produits et peuvent se renouveler à la suite de pannes (matérielles ou logicielles), d'erreurs humaines ou de sabotages de matériels ou de logiciels critiques, de cyber-attaques, de la défaillance ou d'un refus d'un fournisseur critique, ou de l'insuffisance de capacité du réseau concerné pour faire face au développement des usages. Compte tenu de la rationalisation du réseau s'appuyant sur la mise en œuvre de technologies tout IP, de l'augmentation de la taille des plateformes de services et du regroupement des équipements sur un nombre réduit de bâtiments, de telles interruptions des services pourraient à l'avenir concerner un nombre plus élevé de clients et concerner plusieurs pays à la fois. Bien qu'impossible à quantifier, l'impact de tels événements survenant à l'échelle d'un ou plusieurs pays risquerait non seulement de mécontenter les clients et de réduire le trafic et le chiffre d'affaires d'Orange, mais aussi de provoquer une intervention des pouvoirs publics du ou des pays concernés.

De plus, dans la période actuelle, le risque de défaillance du système d'information à usage interne d'Orange est accru du fait de l'accélération de la mise en place de nouveaux services ou de nouvelles applications relatives notamment à la facturation et à la gestion des relations avec les clients. En particulier, des incidents (allant jusqu'à la perte de maîtrise de données personnelles) pourraient intervenir lors de la mise en place de nouvelles applications ou de nouveaux logiciels.

### 7. Les infrastructures techniques des opérateurs de télécommunications sont vulnérables aux dommages ou aux interruptions provoquées par des catastrophes naturelles, incendies, guerres, actes terroristes, dégradations intentionnelles, actes de malveillance ou autres événements similaires.

Une catastrophe naturelle ou d'autres incidents imprévus touchant les installations d'Orange ou tout autre dommage ou défaillance de ses réseaux peuvent conduire à des destructions importantes entraînant des coûts de réparation élevés. Dans la plupart des cas, Orange n'est pas assurée pour les dommages à ses lignes aériennes et doit autofinancer la réparation de ces dommages. De plus, les dégâts causés par ces catastrophes de grande ampleur peuvent avoir des conséquences à plus long terme susceptibles d'entraîner des coûts significatifs restant à la charge d'Orange et qui seraient nuisibles pour son image. En outre, la législation tant internationale et communautaire que nationale reconnaît aujourd'hui l'existence de changements climatiques. Les phénomènes météorologiques liés à ces

changements climatiques pourraient aggraver les sinistres et augmenter ces dommages.

### 8. L'étendue des activités d'Orange et l'interconnexion des réseaux exposent en permanence le Groupe au risque d'être victime de nombreuses fraudes, qui pourraient impacter son chiffre d'affaires et sa marge et nuire à son image.

Comme tout opérateur de télécommunications, Orange court le risque d'être victime de fraudes visant, de la part du fraudeur, soit à bénéficier des services de l'opérateur sans payer (éventuellement avec revente ultérieure), soit à commettre des opérations frauduleuses au détriment de clients de l'opérateur ou de l'opérateur lui-même au moyen des services de communication offerts par celui-ci. Avec la complexification des technologies et des réseaux, de nouveaux types de fraudes plus difficiles à détecter ou à combattre pourraient également se développer. Dans tous les cas, le chiffre d'affaires, la marge, la qualité des services, et la réputation d'Orange pourraient être affectés.

### 9. L'exposition aux champs électromagnétiques des équipements de télécommunication suscite des préoccupations quant aux éventuels effets nocifs sur la santé. La perception de ce risque pourrait s'aggraver, ou un effet nocif pourrait un jour être établi scientifiquement, ce qui aurait des conséquences négatives significatives sur l'activité et les résultats des opérateurs tels qu'Orange.

Des préoccupations sont exprimées dans de nombreux pays au sujet d'éventuels risques pour la santé humaine dus à l'exposition aux champs électromagnétiques provenant des équipements de télécommunication (terminaux mobiles, antennes relais, Wifi...).

Le Centre International de Recherche sur le Cancer (Circ), agence spécialisée de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a classé en mai 2011, les champs électromagnétiques des radiofréquences dans le groupe 2B de sa nomenclature, c'est-à-dire comme "peut-être cancérogènes pour l'homme".

En l'absence de certitude scientifique, les pouvoirs publics ont adopté des réglementations contraignantes sur les conditions d'implantation des antennes relais ou de mise sur le marché d'équipements émettant des champs électromagnétiques et les autorités sanitaires ont édicté différentes précautions d'usage destinées à réduire l'exposition aux champs électromagnétiques des téléphones mobiles. Dans certains cas, des juridictions ont ordonné aux opérateurs de téléphonie le démontage d'antennes relais et l'indemnisation des riverains. Il ne peut être exclu que des décisions similaires interviennent à nouveau ou que les réglementations soient durcies.

Ces évolutions réglementaires et jurisprudentielles pourraient avoir comme conséquence la réduction des zones de couverture, la dégradation de la qualité de service et l'insatisfaction des clients ainsi que le ralentissement du déploiement des antennes relais et l'augmentation des coûts de déploiement du réseau, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur l'image de la marque Orange et sur le résultat et la situation financière du Groupe.

La perception d'un risque par le public ou par les employés pourrait également entraîner une diminution du nombre de clients et une baisse de la consommation par client, ainsi qu'une augmentation des recours contentieux ou d'autres conséquences incluant notamment des actions d'opposition à la construction ou à l'existence même des antennes relais.

Par ailleurs, Orange ne peut pas préjuger des conclusions de futures publications de recherche scientifique ou de futures évaluations des organisations internationales et comités scientifiques mandatés pour examiner ces questions. Ces publications ou évaluations, et les interprétations diverses qui pourraient en être faites, pourraient entraîner une diminution de l'utilisation des services de télécommunications mobiles, des difficultés et un coût supplémentaire de déploiement des antennes relais et des réseaux sans fil ainsi qu'un accroissement des litiges, en particulier si un effet nocif devait un jour être établi scientifiquement.

Pour plus d'informations, voir la section 5.6.2 *Informations environnementales*.

## 2.4.2 Risques juridiques

**10. Orange opère dans des marchés fortement réglementés où elle bénéficie d'une marge de manœuvre réduite pour gérer ses activités. Les activités et le résultat d'Orange pourraient être affectés de manière significative par des changements législatifs, réglementaires ou de politique gouvernementale.**

Dans la plupart des pays où elle opère, Orange doit se conformer à un ensemble d'obligations réglementaires relatives à la fourniture de ses produits et services, liées notamment à l'obtention et au renouvellement de licences, ainsi qu'au contrôle des autorités qui veillent au maintien d'une concurrence effective sur les marchés des communications électroniques. En outre, Orange est soumise dans certains pays à des contraintes réglementaires du fait de sa position historiquement dominante sur le marché des télécommunications fixes, notamment en France et en Pologne.

Orange estime respecter, d'une manière générale et dans tous les pays où elle poursuit ses activités, l'ensemble de la réglementation spécifique en vigueur, ainsi que les conditions d'exercice de ses licences d'opérateur, mais elle ne peut préjuger sur ce point de l'appréciation des autorités de contrôle et des autorités judiciaires qui sont régulièrement saisies.

Si Orange était condamnée par les autorités compétentes d'un pays dans lequel elle opère au paiement d'une indemnité ou d'une amende sur le fondement d'un manquement à la réglementation en vigueur, sa situation financière et ses résultats pourraient en être négativement affectés.

Les activités et le résultat d'exploitation d'Orange pourraient être affectés de manière significative par des changements législatifs, réglementaires ou de politique gouvernementale, et notamment par des décisions prises par les autorités réglementaires ou les autorités de la concurrence en ce qui concerne :

- la modification ou le renouvellement à des conditions défavorables, voire le retrait, de licences d'utilisation de fréquences hertziennes indispensables à son activité d'opérateur mobile ;
- les conditions d'accès aux réseaux ;
- la tarification des services ;
- l'instauration de nouvelles taxes ou l'alourdissement de taxes existantes sur les entreprises de télécommunications ;
- la législation sur le consumérisme ;
- la réglementation sur la sécurité des données ;
- la neutralité du net (voir la section 2.2 *La réglementation*) ;
- la politique en matière de concentrations ;
- la réglementation applicable aux opérateurs des secteurs concurrents comme le câble ;
- l'Agenda Numérique de la Commission européenne et le projet *Continent Connecté* ;

De telles décisions pourraient affecter le chiffre d'affaires et les résultats du Groupe de manière significative.

Pour plus d'informations sur la réglementation, voir la section 2.2 *La Réglementation*.

**11. Orange est continuellement impliquée dans des procédures judiciaires et des litiges avec des autorités de régulation, des concurrents ou d'autres parties. L'issue de ces procédures est généralement incertaine et pourrait avoir un impact significatif sur ses résultats ou sa situation financière.**

La position d'Orange, en tant que principal opérateur et fournisseur de réseaux et de services de télécommunications en France et en Pologne, notamment, ou en tant que l'un des premiers opérateurs de télécommunications dans le monde, retient l'attention des concurrents et des autorités responsables de la concurrence. Orange est ainsi impliquée dans des litiges ou procédures d'enquêtes de la Commission européenne relatifs à des aides d'Etat dont elle aurait bénéficié en France et portant sur des montants très significatifs. Orange s'est vue en particulier imposer par la Commission européenne le remboursement en 2009 à la France d'un montant d'environ 1 milliard d'euros au titre des aides d'Etat qu'elle aurait reçues grâce au régime dérogatoire de taxe professionnelle dont elle bénéficiait jusqu'en 2003. Par ailleurs, Orange (notamment en France et en Pologne) est fréquemment mise en cause dans des procédures avec ses concurrents et les autorités réglementaires en raison de sa position prééminente sur certains marchés où elle opère, les réclamations formulées à l'encontre d'Orange pouvant être très significatives. Enfin, le Groupe peut être engagé dans de lourds litiges commerciaux dont les enjeux s'élèvent à plusieurs dizaines de millions d'euros, voire, exceptionnellement, à plusieurs centaines de millions d'euros, tel l'arbitrage ayant opposé sa filiale Orange Polska à la société danoise DPTG qui a fait l'objet d'un règlement amiable en 2012 pour un montant de 550 millions d'euros à la charge d'Orange Polska.

Le résultat des procédures contentieuses est par nature imprévisible.

Dans le cadre des procédures devant les autorités de la concurrence européennes, le montant maximum des amendes prévues par la loi s'élève à 10 % du chiffre d'affaires consolidé de la société fautive (ou du groupe auquel elle appartient, selon le cas).

Les principales procédures dans lesquelles Orange est impliquée sont décrites dans la note 15 *Litiges* ainsi qu'à la section 4.4 *Événements récents*. L'évolution ou l'issue de certaines de ces procédures en cours ou de l'ensemble d'entre elles pourrait avoir un impact négatif significatif sur les résultats ou la situation financière d'Orange.

**12. Comme tous les fournisseurs de services de communications électroniques, Orange est exposée au risque de perte, de divulgation, de communication à des tiers ou de modification inappropriée des données de ses clients. En outre, ses activités de Fournisseur d'accès à internet et d'hébergeur sont susceptibles d'engager sa responsabilité.**

Les activités d'Orange l'exposent à un risque de perte, de divulgation, de communication à des tiers ou de modification inappropriée des données de ses clients ou du grand public en général, qui sont stockées sur ses infrastructures ou transmises par ses réseaux. S'il se matérialisait, ce risque pourrait avoir un impact considérable en termes de réputation et un impact élevé en termes de responsabilité, y compris pénale, pour le Groupe. La mise en cause de la responsabilité est en outre facilitée dans de nombreux pays par des législations qui renforcent les obligations des opérateurs. En outre, dans certains pays, Orange peut être soumise à des obligations de communication de données personnelles à des tiers dans un cadre légal qui n'offre pas les mêmes garanties de protection que celles existantes en France, ce qui pourrait nuire à la réputation d'Orange, voire générer des contentieux.

Par ailleurs, le groupe Orange bénéficie, dans la plupart des pays où il exerce ses activités de Fournisseur d'accès à internet et d'hébergeur, du régime de responsabilité limitée propre aux intermédiaires techniques de l'internet, s'agissant notamment des contenus protégés par des droits d'auteur ou des droits voisins. Certaines organisations professionnelles représentant différentes catégories d'ayants droit militent pour un renforcement des obligations pesant sur les fournisseurs d'accès internet, notamment en termes de blocage de sites litigieux, et pour une remise en cause du régime de responsabilité limitée des hébergeurs. Si les obligations et le régime de responsabilité dont bénéficie Orange devaient être modifiés, cela pourrait avoir pour effet d'augmenter les cas de mise en cause de sa responsabilité et de l'obliger à investir dans les dispositifs techniques nécessaires.

**13. La rentabilité de certains investissements et la stratégie d'Orange dans certains pays pourraient être affectées par des désaccords avec ses partenaires dans des sociétés dont elle n'a pas le contrôle.**

Orange exerce certaines de ses activités à travers des sociétés dont elle n'a pas le contrôle exclusif. Les documents constitutifs ou les accords qui régissent certaines de ces

activités prévoient que certaines décisions importantes telles que l'approbation des plans d'activités ou le calendrier et le montant des distributions de dividendes nécessitent l'approbation des différents partenaires. Dans le cas où Orange et ses partenaires seraient en désaccord sur ces décisions, la rentabilité escomptée de ces investissements, leur contribution aux résultats d'Orange et la stratégie poursuivie par Orange dans les pays où se situent ces sociétés pourraient en être négativement affectées.

**14. La sphère publique détient près de 27 % du capital d'Orange, ce qui pourrait, en pratique, lui permettre de déterminer l'issue du vote des actionnaires aux Assemblées Générales.**

Au 31 décembre 2013, la sphère publique française détient près de 27 % du capital d'Orange à travers l'Etat qui détient directement 13,4 % des actions et 13,5 % des droits de vote, et Bpifrance Participations (ex FSI) qui détient 13,5 % des actions et 13,6 % des droits de vote. Elle dispose de trois représentants au Conseil d'administration sur un total de 15 membres. L'Etat et Bpifrance Participations ont conclu le 24 décembre 2012 un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert. Compte tenu de l'absence d'autres blocs d'actionnaires significatifs, la sphère publique pourrait, en pratique, déterminer l'issue du vote des actionnaires dans les questions requérant une majorité simple dans leurs Assemblées et disposer d'un droit de veto dans les questions requérant une majorité des deux tiers. Toutefois, l'Etat ne bénéficie ni d'action de préférence (*golden share*) ni d'aucun autre avantage particulier, hormis le droit de disposer de représentants au Conseil d'administration au prorata de sa participation dans le capital (voir la section 6.2 *Principaux actionnaires*).

## 2.4.3 Risques financiers

### Risque de liquidité

**15. Les résultats et les perspectives d'Orange pourraient être affectés si les conditions d'accès aux marchés de capitaux devenaient difficiles.**

Orange se finance essentiellement au travers des marchés de capitaux (et notamment du marché obligataire), et ces marchés sont fortement influencés par l'évolution de la situation macroéconomique. Par exemple, l'accroissement de l'endettement des Etats peut entraîner une résurgence de la crise de confiance sur la dette publique ce qui pourrait, en cas de contamination au marché obligataire corporate, limiter l'accès d'Orange au financement et / ou augmenter significativement les marges appliquées à ses emprunts.

Par ailleurs, des inquiétudes persistent sur les conséquences des nouvelles réglementations Bâle III et Solvabilité II qui visent à renforcer les fonds propres des banques et des compagnies d'assurance respectivement. Les banques diminuent leur encours de prêts ce qui contraint les entreprises à accroître la part de leur financement obtenu sur les marchés obligataires qui constituent la principale source de financement d'Orange. Un environnement de contrôle prudentiel du secteur financier plus strict pourrait réduire l'accès des sociétés au financement

ou refinancement obligataire ou bancaire nécessaire à leur activité à des prix et dans des conditions considérés comme raisonnables, et ce même s'agissant d'emprunteurs ou d'émetteurs de premier plan, tels qu'Orange. Ainsi toute impossibilité d'accéder aux marchés et / ou d'obtenir du crédit à des conditions raisonnables pourrait avoir un effet défavorable significatif sur Orange. En particulier, le Groupe pourrait être dans l'obligation d'allouer une partie importante de ses liquidités disponibles au service ou au remboursement de la dette, au détriment de l'investissement ou de la rémunération des actionnaires. Dans tous les cas, les résultats, les flux de trésorerie et, plus généralement, la situation financière, ainsi que la marge de manœuvre d'Orange pourraient être affectés de manière défavorable.

Voir la note 11.3 *Gestion du risque de liquidité* de l'annexe aux comptes consolidés qui précise notamment les différentes sources de financement dont dispose Orange, les échéances de sa dette et l'évolution de sa notation, ainsi que la note 11.4 *Gestion des covenants* qui contient des informations sur les engagements limités du groupe Orange en matière de ratios financiers et en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative.

## Risque de taux

### 16. Les activités d'Orange pourraient être affectées par l'évolution des taux d'intérêt.

Dans le cadre normal de son activité, Orange se finance essentiellement sur les marchés de capitaux (et notamment le marché obligataire) et fait peu appel au crédit bancaire.

L'essentiel de sa dette étant à taux fixe, Orange est peu exposée à la hausse des taux d'intérêt sur la partie variable de sa dette. En revanche, le Groupe est exposé au risque de hausse des taux pour ses refinancements.

Pour limiter les risques encourus du fait de l'évolution des taux d'intérêt, Orange a parfois recours à des instruments financiers (produits dérivés), mais la Société ne peut pas garantir que les opérations réalisées avec de tels instruments financiers limiteront effectivement ou totalement ce risque, ou que les instruments financiers adéquats seront disponibles et à des prix raisonnables. Par ailleurs les coûts de couverture liés à une évolution du taux d'intérêt pourraient de manière générale augmenter en fonction de la liquidité des marchés et de la situation des banques.

Dans l'éventualité où Orange n'aurait pas eu recours à des instruments financiers, ou si sa stratégie d'utilisation de tels instruments financiers n'était pas efficace, ses flux de trésorerie et ses résultats pourraient s'en trouver affectés.

La gestion du risque de taux et l'analyse de sensibilité de la situation du Groupe à l'évolution des taux sont présentées dans la note 11.1 *Gestion du risque de taux* de l'annexe aux comptes consolidés.

## Risque sur la notation

### 17. Une revue à la baisse, une mise sous surveillance ou une révision de la perspective de la notation de la dette du Groupe par les agences de notation pourrait augmenter le coût de la dette et limiter dans certains

**cas l'accès de la Société au capital dont elle a besoin (et donc avoir un effet défavorable et significatif sur ses résultats et sa condition financière).**

La notation financière d'Orange est en partie basée sur des facteurs qu'elle ne maîtrise pas, à savoir les conditions affectant l'industrie des communications électroniques en général ou les conditions affectant certains pays ou certaines régions dans lesquelles elle poursuit ses activités, et elle peut être modifiée à tout moment par les agences de notation.

La notation financière du Groupe et ses perspectives ont été abaissées en 2012, 2013 et 2014. Cette notation pourrait à nouveau être revue à tout moment, à la lumière des conditions économiques en évolution, ou du fait d'une dégradation des résultats ou de la performance de la Société, ou simplement du fait de la perception par les agences de notation de ces différents facteurs.

## Risque de crédit et / ou de contrepartie sur opérations financières

### 18. L'insolvabilité ou une détérioration de la situation financière d'une banque ou autre institution avec laquelle Orange a conclu un contrat pourrait avoir un impact négatif significatif sur la Société.

Dans le cadre de son activité, Orange a recours aux produits dérivés pour gérer les risques liés aux taux de change et aux taux d'intérêt et, à ce titre, elle a comme contreparties des institutions financières. Bien que des remises en garanties (cash collateral) soient mises en place avec l'ensemble des contreparties bancaires avec lesquelles sont contractés des produits dérivés, un risque résiduel de crédit peut subsister en cas de non-respect par une ou plusieurs de ces contreparties de leurs engagements. Malgré les importantes émissions réalisées en janvier 2014 (voir la note 16 *Evènements postérieurs à la clôture* de l'annexe aux comptes consolidés), la diversification de ses financements et l'attention portée à l'étalement des échéances de dette, Orange pourrait à l'avenir avoir des difficultés pour se refinancer (notamment son crédit syndiqué de 6 milliards d'euros non tiré dont l'échéance principale est 2018), si plusieurs institutions financières avec lesquelles la Société a contracté rencontraient des problèmes de liquidité ou n'arrivaient plus à faire face à leurs obligations.

Les placements sont également susceptibles d'exposer Orange au risque de contrepartie, puisque la Société est exposée au risque de faillite des établissements financiers auprès desquels elle a fait des placements. Voir la note 11.5 *Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie* de l'annexe aux comptes consolidés.

Le système bancaire international fait que les institutions financières sont interdépendantes. Par conséquent, la faillite d'une seule institution (voire des rumeurs concernant la situation financière de l'une d'entre elles) pourrait entraîner un risque accru chez les autres institutions, ce qui augmenterait le risque de contrepartie auquel Orange est exposée.

S'agissant du risque de crédit et de contrepartie vis-à-vis des clients, voir la note 11.5 et la note 3.3 *Créances clients* de l'annexe aux comptes consolidés.

## Risque de change

### 19. Les résultats et la trésorerie d'Orange sont exposés aux variations des taux de change.

De manière générale, les marchés de devises ont connu en 2013 une hausse de la volatilité ce qui pourrait augmenter les risques liés à une évolution défavorable des taux de change.

Les principales devises pour lesquelles Orange est exposée à un risque de change significatif sont le zloty polonais, la livre égyptienne et la livre sterling. Des variations d'une période à l'autre, du taux de change moyen d'une devise particulière pourraient affecter de manière importante le chiffre d'affaires ainsi que les charges dans cette devise, ce qui affecterait de manière significative les résultats d'Orange. En plus des devises principales, Orange poursuit ses activités dans d'autres zones monétaires notamment dans certains pays émergents (pays africains). Une dépréciation des devises de ces pays affecterait de manière négative le chiffre d'affaires et le résultat consolidés du Groupe. Sur la base des données de 2013, l'impact théorique d'une appréciation de 10 % de l'euro face à l'ensemble des devises dans lesquelles opèrent les filiales du Groupe aurait été une baisse de 830 millions d'euros (- 2 %) du chiffre d'affaires consolidé et de 218 millions d'euros (- 1,8 %) de l'EBITDA présenté.

Enfin, dans le cadre de sa stratégie de développement axée sur les pays émergents, la part de l'activité du Groupe exposée au risque de change pourrait augmenter dans le futur.

Dans le cadre de la consolidation des états financiers du Groupe, les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en euros au taux de change de la fin de l'exercice. Cette conversion, qui n'affecte pas le résultat net (sauf en cas de cession de ces filiales) mais les autres éléments du résultat global, pourrait entraîner un effet négatif sur les postes du bilan consolidé, actifs et passifs, et capitaux propres, pour des montants qui pourraient être significatifs. Voir la note 11.2 *Gestion du risque de change* et la note 13 *Capitaux propres* de l'annexe aux comptes consolidés.

Orange gère le risque de change des transactions commerciales (liées à l'exploitation) et des transactions financières (liées à l'endettement financier) dans des conditions qui sont exposées à la note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Orange a notamment recours à des instruments financiers (produits dérivés) pour limiter son exposition au risque de change mais la Société ne peut pas garantir que les instruments financiers adéquats seront disponibles et à des prix raisonnables.

Dans la mesure où Orange n'aurait pas contracté d'instruments financiers pour couvrir une partie de ce risque, les flux de trésorerie et les résultats d'Orange pourraient s'en trouver affectés.

Voir les notes 10.10 *Instruments dérivés* et 10.11 *Couvertures de flux de trésorerie* de l'annexe aux comptes consolidés.

## Risque de dépréciation des actifs

### 20. Orange a enregistré des écarts d'acquisition importants à la suite des acquisitions réalisées depuis 1999. Des dépréciations de ces écarts d'acquisition ou d'autres actifs ont été et pourraient à nouveau être constatées en application des normes comptables dans les comptes d'Orange, y compris les comptes sociaux d'Orange SA, ce qui pourrait réduire la capacité de cette dernière à verser des dividendes. Par ailleurs, les résultats d'Orange et sa situation financière pourraient être affectés par la baisse des marchés d'actions en cas de cession de filiales.

Orange a enregistré des écarts d'acquisition significatifs liés aux nombreuses acquisitions effectuées depuis 1999, dont notamment l'acquisition d'Orange Plc., d'Equant, et d'Amena, ainsi que la prise de participation dans le capital de TPS A. Au 31 décembre 2013, la valeur brute des écarts d'acquisition est de 30,6 milliards d'euros, non compris les écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence.

Les valeurs d'utilité des activités qui constituent l'essentiel des valeurs recouvrables et supportent les valeurs comptables des actifs long terme, dont les écarts d'acquisition (et les titres de participation dans les comptes sociaux), sont sensibles aux méthodes d'évaluation et aux hypothèses utilisées dans les modèles. Elles sont également sensibles à toute évolution de l'environnement différente des anticipations retenues. Orange constate une dépréciation de ces actifs en cas de survenance d'événements ou de circonstances comprenant des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

Au cours des cinq dernières années, Orange a notamment déprécié de manière significative ses investissements en Pologne, en Egypte et en Belgique. Au 31 décembre 2013, le montant cumulé des pertes de valeur des écarts d'acquisition sur les activités poursuivies est de 5,4 milliards d'euros, non compris les dépréciations des écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence.

De nouveaux événements ou circonstances défavorables pourraient conduire Orange à revoir la valeur actuelle de ses actifs et à enregistrer de nouvelles dépréciations significatives qui pourraient avoir un effet défavorable sur ses résultats.

De plus, en cas de cession ou d'introduction sur le marché, la valeur de certaines filiales peut être affectée par l'évolution des marchés boursiers et de dettes.

Pour plus d'informations sur les écarts d'acquisitions et les valeurs recouvrables (notamment hypothèses clés et sensibilité), voir les notes 6 *Pertes de valeur et écarts d'acquisition*, 7 *Immobilisations* et 9 *Titres mis en équivalence* de l'annexe aux comptes consolidés et la section 4.3.2.2 *De l'EBITDA présenté au résultat d'exploitation du Groupe*.

## Risque sur actions

### **21. Des futures cessions par la sphère publique d'actions Orange pourraient affecter le cours de l'action Orange.**

Au 31 décembre 2013, la sphère publique française détient près de 27 % du capital d'Orange à travers l'Etat qui détient directement 13,4 % des actions, et Bpifrance Participations

(ex FSI) qui est propriétaire de 13,5 % des actions (voir la section 6.2 *Principaux actionnaires*). Si la sphère publique décidait de réduire sa participation dans le capital d'Orange, une telle cession, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait affecter d'une manière négative le cours de l'action.

# 3

## présentation des activités



<b>3.1</b>	<b>PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE</b>	<b>46</b>
3.1.1	France	46
3.1.2	Espagne	53
3.1.3	Pologne	57
3.1.4	Autres pays d'Europe	61
3.1.5	Pays d'Afrique et Proche-Orient	72
3.1.6	Participations non contrôlées	81
3.1.7	Services de Communication Entreprise	84
3.1.8	Opérateurs internationaux et services partagés	87
<b>3.2</b>	<b>RESEAU ET IMMOBILIER</b>	<b>90</b>
3.2.1	Réseau	90
3.2.2	Immobilier	95
<b>3.3</b>	<b>RECHERCHE ET INNOVATION, BREVETS, LICENCES</b>	<b>96</b>
3.3.1	Recherche et innovation	96
3.3.2	Brevets et licences	97

Ce chapitre contient des indications prospectives concernant Orange, notamment à la section 3.1 *Présentation générale de l'activité*. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations

effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque*. Voir également les informations sous le titre *Indications prospectives* au début de ce document.

## 3.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE

Les activités du Groupe sont présentées dans le document de référence selon les secteurs opérationnels suivants : France, Espagne, Pologne, Reste de l'Europe, Afrique et Proche-Orient, Services de Communication Entreprise, Opérateurs internationaux et services partagés. Sauf indication contraire, les parts de marchés indiquées dans ce chapitre correspondent à des parts de marché en volume.

### 3.1.1 France

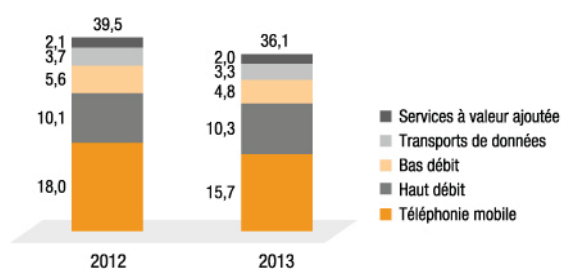
#### 3.1.1.1 Le marché des services télécom

##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	65,5	65,3	64,9
Ménages (en millions)	ND	28,5	28,2
Croissance du PIB (%)	+ 0,2 %	+ 0,0 %	+ 2,0 %
PIB par personne (en dollars PPA)	35 680	35 295	34 860
Evolution de la consommation par ménage (%)	+ 0,4 %	- 0,3 %	+ 0,5 %

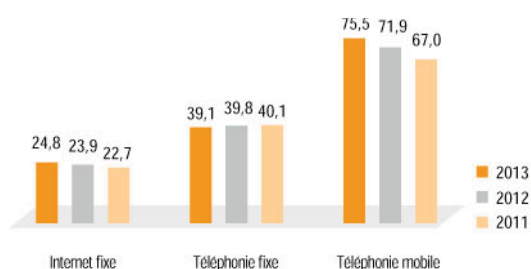
Sources : FMI octobre 2013 - INSEE

##### ► REVENUS DES SERVICES TELECOM SUR LE MARCHE FINAL (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : Arcep (cumul sur 12 mois glissant au 3<sup>e</sup> trimestre pour 2013)

##### ► NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



Source : Arcep (3<sup>e</sup> trimestre 2013)

L'économie française a connu en 2013 une croissance légèrement positive, tandis que la consommation des ménages a rebondi, progressant de 0,4 % après une baisse l'année précédente.

Le revenu des opérateurs de télécommunication qui s'élevait à 9,3 milliards d'euros (sur 12 mois glissants au troisième trimestre 2013), était en baisse de 8,2 % par rapport au troisième trimestre 2012 (source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013). En effet, tandis que les revenus du fixe poursuivent leur baisse liée à la diminution constante du nombre de lignes, la baisse amorcée en 2011 des revenus des services mobiles se poursuit, le marché de détail se caractérisant par une baisse tendancielle des prix.

#### Le marché de la téléphonie fixe

Le nombre d'abonnements à un service téléphonique fixe (39,1 millions au 30 septembre 2013) s'est réduit à un rythme annuel de - 1,7 % depuis le début de l'année 2013. Les abonnements téléphoniques haut débit (23,1 millions) progressent de 4 points en un an et représentent près des deux-tiers des abonnements fixes, tandis que le reflux du nombre d'abonnements téléphoniques bas débit se poursuit sur un rythme d'environ deux millions par an. Les lignes fixes en Voix sur IP, en progression continue (+ 5 points en un an), sont devenues majoritaires (55 %). Le dégroupage total (10,6 millions de lignes à fin septembre 2013) bénéficie de cette expansion et s'accroît de près de 900 000 lignes en un an (source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

Le nombre d'accès à internet à haut et à très haut débit (ADSL, câble, fibre) est de 24,6 millions au 30 septembre 2013, en croissance de + 4,2 %. Sur ce total, le haut débit représente 22,8 millions d'abonnements, et le très haut débit 1,8 million, en croissance de + 24,0 % (source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

Le revenu des services fixes est orienté à la baisse. En effet, l'érosion rapide et continue du revenu du bas débit (- 12,5 % par rapport au troisième trimestre 2012) n'est plus compensée par la croissance du revenu des services fixes haut et très haut débit malgré une croissance continue de celui-ci (source : Arcep 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

L'année 2013 marque comme déjà l'année 2012, la confirmation des offres dites de convergence dans le paysage français, avec le regroupement de la téléphonie fixe, mobile, de l'accès à internet, et d'un service de télévision. Par ailleurs, la généralisation de l'utilisation d'internet s'accompagne d'une croissance des usages favorisée par le développement des réseaux sociaux, de la télévision, et de téléchargements de musique et de vidéos.

### Le marché de la téléphonie mobile

Le nombre de cartes SIM atteignait 75,5 millions au troisième trimestre 2013, soit un taux de pénétration de la population de 115,2 %. L'accroissement annuel provient des forfaits d'abonnements pour 4,1 millions et de la forte progression du nombre de cartes pour objets communicants (M2M) en hausse de 2,1 millions en un an (source : Arcep 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

Le revenu des services mobiles étaient en recul de 13,8 %, comparable à celle du deuxième trimestre 2013 (- 13,2 %) avec notamment la création de nouveaux forfaits bon marché et la migration ininterrompue des clients vers des forfaits sans achat de terminal (source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

Le volume des communications téléphoniques mobiles atteint 33,4 milliards de minutes au troisième trimestre 2013, soit 3,9 milliards de minutes supplémentaires par rapport au troisième trimestre 2012. Ceci représente une augmentation, en moyenne, de 17 minutes consommées de plus par client et par mois par rapport au troisième trimestre 2012 (2h50 de communications mensuelles moyennes au troisième trimestre 2013). Le trafic au départ des mobiles n'a cessé de croître depuis le début de l'année 2012, il progresse de 13,3 % en un an au troisième trimestre 2013 (source : Arcep 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

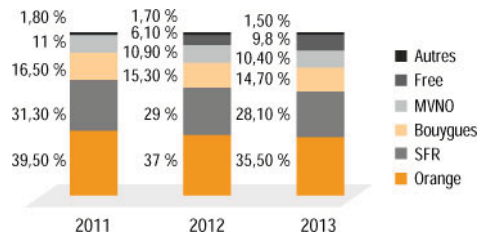
Le trafic de téléphonie mobile continue de progresser (+ 13,3 % au troisième trimestre 2013), et en particulier la croissance du volume de données mobiles se poursuit à un rythme annuel rapide (environ + 60 %). Le nombre d'abonnés à un service mobile à haut et à très haut débit continue également de s'accroître rapidement.

Le nombre de SMS échangés continue d'augmenter (+ 2,2 % en un an au troisième trimestre 2013) mais à un rythme bien moins élevé qu'en 2012 (+ 30 % en 2012).

## 3.1.1.2 L'environnement concurrentiel

### Téléphonie fixe et internet

#### ► PART DE MARCHÉ INTERNET HAUT DÉBIT



Source : estimation Orange (données à fin septembre pour 2012)

Orange est le leader du marché haut débit français, devant ses concurrents Free, SFR, Bouygues Télécom, et Numericable. A fin septembre 2013, la part de marché de Orange atteignait 40,8 %, en légère baisse sur un an (- 0,8 point). Orange est également leader sur le segment des offres convergentes avec près de 4,8 millions de clients pour son offre *Open* à fin 2013. Bouygues Télécom, et dans une moindre mesure Numericable, proposent également à leurs clients ce type d'offre. SFR et Free pratiquent quant à eux un système de remise tarifaire accordée au client qui souscrit un forfait mobile et une offre fixe haut débit.

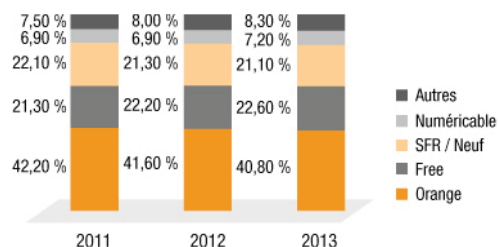
L'année 2013 a vu l'apparition de nouvelles offres internet d'entrée de gamme, telles que la *Livebox Zen* d'Orange, l'offre dual play (sans TV) de Bouygues, où les box d'anciennes générations commercialisées par Free sous le nom de *Box crystal*.

### Très haut débit

En matière de très haut débit, Orange est leader du déploiement des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) avec près de 2,6 millions de logements raccordables à fin 2013, et une part de marché de 58 % à fin septembre 2013 (source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013).

### Téléphonie mobile

#### ► PART DE MARCHÉ DES MOBILES



Source : estimation Orange (données à fin septembre pour 2013)

Orange reste le leader du marché mobile national, devant ses concurrents SFR, Bouygues Télécom, Free Mobile, et l'ensemble des MVNO. A fin septembre 2013, la part de marché d'Orange atteignait selon ses estimations 35,5 %, en baisse de 1,5 point sur un an.

L'événement majeur de l'année 2013 pour l'ensemble des opérateurs est l'arrivée du très haut débit mobile 4G. L'ensemble des opérateurs proposent désormais la 4G dans leurs offres. Bouygues télécom ayant reçu l'autorisation de redéployer ses fréquences 1 800 MHz disposait à fin décembre 2013 du plus grand nombre d'antennes 4G (source : ANFR).

Par ailleurs, l'année 2013 a vu la segmentation du marché des abonnements s'accroître entre le bas du marché occupé par des offres *SIM only* (sans terminal et sans engagement), et le haut du marché caractérisé par la subvention du terminal mobile et l'offre de services dédiés. Sur le marché des offres subventionnées, les opérateurs ont enrichi leurs services tout

en adaptant leur politique tarifaire, pour faire face au développement des offres *SIM only*.

Le marché des offres prépayées est en revanche en assez net retrait, avec une baisse de près de 13,9 % sur les neuf premiers mois de l'année 2013 (source : Observatoire du marché de l'Arcep, janvier 2014). Le marché des cartes prépayées dites communautaires reste cependant toujours très dynamique. Dans ce contexte, les opérateurs ont enrichi leur offre et proposé des recharges illimitées ainsi que des cartes prépayées sans limite de durée de validité.

Enfin, sur le marché du *wholesale*, la mise en place d'accords de *Full MVNO* entre les opérateurs de réseau et les opérateurs virtuels s'est poursuivie en 2013.

### 3.1.1.3 Les activités d'Orange en France

#### Les activités de téléphonie fixe et internet

##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b> (en milliards d'euros)	<b>11,1</b>	<b>11,6</b>	<b>12,2</b>
Services Grand Public	6,9	7,4	7,8
Services de vente en gros	3,7	3,6	3,7
Autres services	0,5	0,6	0,6
<b>Nombre de lignes téléphoniques</b> (en millions)	<b>30,3</b>	<b>30,2</b>	<b>30,0</b>
dont lignes Grand Public	17,1	17,6	18,5
dont lignes vendues en gros	13,2	12,6	11,4
<b>Nombre de clients internet</b> (en millions)	<b>10,2</b>	<b>10,0</b>	<b>9,8</b>
dont bas débit	0,1	0,1	0,2
dont haut débit	10,1	9,9	9,6
Abonnés aux services <i>Voix sur IP</i>	8,7	8,4	8,0
Abonnés aux offres TV par ADSL ou satellite	5,6	5,1	4,4
<b>ARPU</b> (en euros par mois)			
Internet haut débit	33,8	34,7	35,1

Source : Orange

#### Services de téléphonie fixe classiques

Suite au développement rapide du dégroupage total, de la vente en gros de l'abonnement ainsi que de la vente en gros d'accès ADSL nu aux fournisseurs d'accès internet tiers, l'activité de service de téléphonie classique est en déclin. Cependant, la tendance baissière de cette dernière se stabilise aussi bien au niveau du chiffre d'affaires que des accès RTC (respectivement -12,8 % et -11,1 % par rapport à fin décembre 2012) grâce à la politique marketing mise en place depuis 2012 visant à simplifier les offres tout en offrant des services plus complets.

#### Services en ligne, d'accès à internet et multimédia

A fin décembre 2013, le parc de clients internet haut débit d'Orange s'élevait à 10,1 millions, soit une progression annuelle de 2,2 %. Le parc de *Livebox* louées était de 8,8 millions à la fin décembre 2013 (+ 5 % par rapport à décembre 2012). Le développement d'offres convergentes s'est poursuivi avec succès en 2013 cumulant plus de

4,8 millions de clients *OPEN* (fixes et mobiles) à fin d'année 2013 (+ 57 % par rapport à décembre 2012).

La téléphonie sur IP compte 8,7 millions de clients à fin décembre 2013 et poursuit sa progression (+ 4,2 % de croissance annuelle), au même rythme que l'année 2012 en dépit d'un contexte concurrentiel toujours fort.

Les services de la télévision par ADSL et satellites progressent (+ 10,9 %) avec 5,6 millions de clients à fin décembre 2013. Orange propose depuis 2012 de nouveaux services pour piloter la télévision à partir des tablettes ou des *smartphones*, en renforçant la possibilité de stockage des films, des photos, et de la musique grâce au Cloud.

La base clients haut débit a augmenté de + 2,2 %, avec une part de conquête haut et très haut débit autour de 25 % sur l'année, tirée par les performances commerciales des offres *Open* et par la commercialisation de la *Livebox Play*. L'ARPU haut débit s'est dégradé en revanche de 2,7 %, affecté par la pénétration croissante des offres *quadruple play Open* bénéficiant d'une partie de la remise tarifaire.

Orange a simplifié en 2013 sa gamme d'offres qui sont désormais sans engagement. L'offre *Livebox Zen* permet d'accéder à l'internet de base à un prix limité. Par ailleurs, la nouvelle offre *Livebox Play* correspond à des usages internet plus intenses (très haut débit avec la fibre, accès à plus de contenus, garantie de service sous 24h).

### Portails et activités de régie publicitaire

Le principal portail du Groupe, Orange.fr, est disponible en multi-écrans web, mobile et tablette.

Orange.fr reste le sixième acteur du web, derrière Google, Facebook, Youtube, Microsoft et Wikipédia avec 19,8 millions de visiteurs uniques, soit une couverture de 42,6 % des internautes connectés au moins une fois par mois (source : Nielsen / NetRatings, panel France, décembre 2013). Sur le mobile, Orange.fr se place en cinquième position en termes d'audience avec 10,4 millions de visiteurs uniques derrière notamment Google, Youtube Facebook, Yahoo (source : panel Médiamétrie / NetRatings - décembre 2013).

Fort de ces audiences et sa force commerciale e-pub, Orange a engendré 62 millions d'euros de revenus d'audience en

2013, en principal sur orange.fr en principal mais aussi sur l'ensemble partenaires.

### Activités liées aux contenus

Voir le paragraphe *Contenus* de la section 3.1.8.2 *Services partagés*.

### Services aux opérateurs

Les services aux opérateurs comportent les services d'interconnexion des opérateurs concurrents, ainsi que les services de dégroupage et de marché de gros, régulés par l'Arcep. La croissance de l'activité sur le marché de gros compense partiellement la baisse des revenus des services d'interconnexion.

Depuis 2006, le bitstream nu est venu compléter le dégroupage total en dehors des zones dégroupées pour permettre aux opérateurs alternatifs d'étendre leurs offres haut débit sans abonnement à l'ensemble du territoire. Ces accès n'ont depuis cessé de croître.

## Les activités de téléphonie mobile

### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b> (en milliards d'euros)	<b>8,9</b>	<b>9,9</b>	<b>10,3</b>
<b>Nombre total de clients</b> (en millions)	<b>27,0</b>	<b>27,2</b>	<b>27,1</b>
dont forfaits	20,9	19,7	19,5
dont offres prépayées	6,2	7,5	7,6
<b>Nombre de clients MVNO</b>	<b>1,6</b>	<b>2,3</b>	<b>3,4</b>
<b>ARPU total</b> (en euros par mois)	<b>295</b>	<b>333</b>	<b>366</b>
ARPU abonnements	374	428	465
ARPU prépayés	75	98	126
<b>AUPU total</b> (en minutes par mois)	<b>224</b>	<b>206</b>	<b>193</b>
Taux de résiliation (%)	28,0 %	28,7 %	27,5 %

Source : Orange

Le nombre total de clients mobiles à fin 2013 s'élevait à 27 millions, en retrait de 0,6 %, du fait de la décroissance importante des offres prépayées alors que le nombre d'abonnements restait en croissance. Orange a accru sa base d'abonnés à 20,9 millions à fin décembre 2013 (+ 5,9 % par rapport à 2012), grâce à la segmentation et la refonte de ses offres et leur amélioration en termes de prix et de services.

Orange est présent sur l'ensemble des segments du marché. Orange propose ainsi une gamme à des tarifs très bas (de 4,90 euros à 24,90 euros / mois incluant des appels illimités à partir de 9,90 euros et un accès au très haut débit mobile) disponible uniquement sur internet sans engagement et sans terminal sous la marque *Sosh*. A fin décembre 2013, le nombre de clients *Sosh* atteignait 1,9 million.

Le nombre d'abonnés Orange 4G s'élevait à plus d'un million au 31 décembre 2013. Orange a lancé la 4G pour les clients

Grand Public en avril 2013 avec de nouveaux forfaits Origami et Open 4G / H+. A cette occasion, Orange a simplifié sa gamme Origami en passant de 8 à 6 forfaits centrés sur 3 offres :

- l'offre *Zen* s'adresse aux clients qui n'ont besoin que de peu de connectivité internet ;
- la nouvelle offre *Origami Play* est adaptée à des usages internet mobile intenses tout en offrant une large gamme de services de divertissements ;
- les offres *Origami Jet* répondent aux besoins des clients souhaitant les meilleurs *smartphones* et services en France et à l'international.

En parallèle, des services et des contenus ont été inclus dans l'ensemble des offres 4G (multi-SIM, Cloud, musique avec Deezer Premium et la TV d'Orange).

Orange poursuit sa stratégie centrée autour de la famille au travers de son offre phare *Open* avec le développement des forfaits multi-lignes, tout en proposant l'accès mobile à internet avec des débits et des volumes variables selon les besoins des clients.

Ces différentes refontes ont permis d'accroître le volume des offres du cœur de gamme *Open* et *Origami* et ont également contribué à améliorer le mix client premium en 2013, avec une croissance de la proportion des contrats d'abonnements (77,2 % des clients à fin décembre 2013 contre 72,5 % à fin 2012).

Parallèlement, la base des clients de MVNO hébergés sur le réseau d'Orange a fortement baissé (- 31,8 % sur un an comme en 2012) en raison du succès des offres à bas prix et de l'intensification de la concurrence sur le bas de marché.

Le revenu annuel moyen par client (ARPU) était en retrait de 11,5 % à fin 2013 par rapport à décembre 2012. Cette diminution s'explique à la fois par les ajustements tarifaires effectués sur l'ensemble des gammes mobiles, par la pénétration des offres à bas prix, et par l'impact négatif des baisses des tarifs d'interconnexion voix entre les opérateurs mobiles français (- 50 % en moyenne). Hors impacts des baisses réglementaires sur les revenus inter-opérateurs, l'ARPU était en baisse de 8 %.

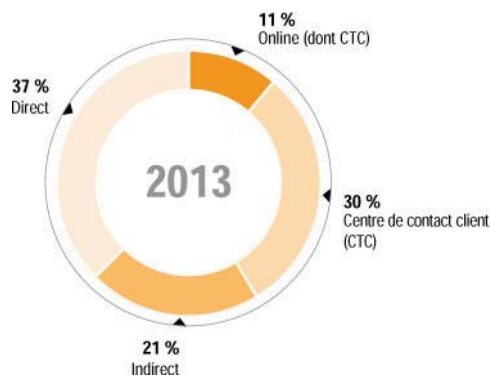
Par ailleurs, les cartes SIM *Machine to Machine* (M2M) ne cessent de se développer avec une croissance de + 35 % de sur un an et un parc de cartes atteignant 1,8 million à fin décembre 2013. Le M2M constitue un des vecteurs de croissance de Orange.

Orange continue de développer, pour le marché professionnel, des offres autour de la *data* mobile, favorisant le double équipement *smartphone* / tablette ou PC, avec les options *Duo* et les forfaits *Performance Duo*. Le Groupe poursuit le développement des offres convergentes avec la gamme *Open Pro*, disponible sur la fibre.

Orange renforce enfin son rôle de partenaire sur le marché professionnel via les applications du *Cloud Pro*, et de nouveaux services à la demande (tels que l'assistance informatique et téléphonique avec prise en main à distance et intervention possible sur site).

## La distribution

### ► REPARTITION DES CANAUX DE DISTRIBUTION (EN % DES ACTES COMMERCIAUX)



Source : Orange

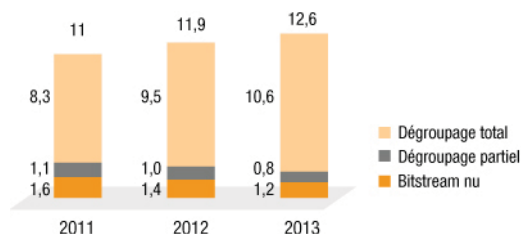
Les canaux de distribution et de relations clients d'Orange sont les suivants :

- un réseau de distribution physique réparti sur toute la France. Il est composé à fin 2013 de 579 boutiques dont Orange est propriétaire, dont 19 très grandes boutiques ; de 523 partenaires exclusifs (dont 463 franchisés Orange) ; et de 4 000 points de vente dans le réseau multi-opérateurs ;
- des canaux automatisés, avec principalement la boutique en ligne Orange, disponible sur le portail internet Orange.fr. Cette boutique en ligne permet aux clients de découvrir les équipements, les offres internet, multimédia haut débit et mobile d'Orange, de les commander et de se les faire livrer à domicile. Ce canal de distribution a vocation à se développer progressivement, notamment avec la commercialisation des offres *Sosh* non distribuées dans les réseaux physiques ;
- des centres clients que les clients peuvent contacter par téléphone :
  - via le numéro 700 pour les centres clients mobile,
  - via le numéro commercial 1014 pour les services clients fixe,
  - via le numéro commercial 3970 pour les services clients des offres de convergence *Open*,
  - via le numéro 1013 réservé aux appels relevant du service universel,
  - via le numéro 3900 assurant le service après-vente et l'assistance à distance pour les produits fixes, internet, fibre, et mobiles.

## Le réseau

### Réseau fixe

#### DEGROUPEMENT DES LIGNES FIXES EN FRANCE (EN MILLIONS)



Source : Arcep, 3<sup>e</sup> trimestre 2013

(en % de la population)	2013	2012	2011
< 512 Kbit/s	0,7 %	0,8 %	1,0 %
≥ 512 Kbit/s ≤ 2 Mbit/s	10,3 %	10,5 %	10,6 %
> 2 Mbit/s	89,0 %	88,7 %	88,3 %
Nombre de lignes en cuivre (en milliers)	30 700	30 853	30 723
Nombre des ménages connectables en FTTH (en milliers)	2 573,0	1 669,0	926,0
Nombre de NRA (en milliers)	15,9	15,5	15,1
Nombre de sous-répartiteurs (en milliers)	94,3	94,0	93,7
Nombre de NRA VDSL (en milliers)	5,3	-	-

Source : Orange

En 2013, Orange a :

- poursuivi son programme pluriannuel de déploiement du FTTH à un rythme soutenu pour proposer à ses clients le très haut débit aussi bien en zones très denses qu'en zones moins denses. Les premiers enseignements de l'expérimentation 100 % Fibre de Palaiseau ont permis de vérifier à l'échelle d'une ville entière la transformation des usages entraînée par la fibre ;
- continué la modernisation du réseau cuivre en complément du déploiement de La fibre avec la commercialisation du VDSL2 pour apporter des débits supérieurs à l'ADSL sur les lignes courtes et le lancement de l'expérimentation Villages

*Numériques* pour améliorer les débits de l'internet fixe en zones rurales et de montagne grâce à la technologie LTE / 4G ;

- assuré la croissance nécessaire du réseau Voix sur IP et les évolutions de l'offre d'interconnexion en IP ;
- généralisé le Wifi partagé sur les Livebox ;
- mis en service en Normandie d'un data center de nouvelle génération économe en énergie et permettant de répondre aux besoins croissants d'hébergement de données et de développement du *Cloud Computing*.

**Réseau mobile****COUVERTURE**

(en % de la population)	2013	2012	2011
GSM Voix / Edge	99,9 %	99,9 %	99,8 %
3G (UMTS) / HSDPA	98,7 %	98,7 %	98,0 %
4G	50,0 %	-	-
Nombre de sites radio 2G (en milliers)	20,7	20,3	19,8
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	18,1	17,5	16,2
Nombre de sites radio 4G (en milliers)	3,9	-	-

Source : Orange

L'année 2013 a été marquée par :

- le déploiement de l'UMTS 900 dans les zones denses pour améliorer la réception à l'intérieur des logements ;
- la poursuite du déploiement du H+ (42 Mbit/s) qui couvre désormais 75 % de la population française ;
- le lancement de la 4G pour les clients Grand Public (le lancement pour les clients Entreprise a été fait en 2012) avec l'extension de la couverture en 4G, en une seule année, à 50 % de la population française ;
- l'augmentation des capacités du cœur de réseau pour accompagner la croissance du trafic de données et le support de la 4G.

**Réseau d'agrégation, de transmission et de transport**

L'architecture du réseau en place au niveau de la collecte et du backbone IP a permis d'assurer la forte croissance du trafic internet en réalisant des extensions capacitaires.

**Perspectives 2014**

Pour 2014, Orange en France se fixe quatre priorités afin de stabiliser son Ebitda :

- atteindre les objectifs commerciaux fixés grâce à un marketing et des actions commerciales offensives, avec un service client d'excellence ;
- continuer à s'adapter par la plus forte digitalisation de la relation clients et la gestion des 30 000 départs à la retraite prévus en France d'ici 2020 (soit 1/3 de ses effectifs) ;

- poursuivre les efforts sur la structure des coûts directs et indirects ;
- poursuivre l'adaptation des modes de fonctionnement et de l'organisation dans le respect du contrat social.

Pour atteindre ces objectifs, Orange s'appuiera sur trois principaux leviers :

- le très haut débit fixe et mobile :
  - en anticipant une pénétration rapide de la 4G avec comme enjeu le mix 3G / 4G et le maintien d'un premium de prix sur la 4G,
  - en accélérant le nombre de raccordements de la fibre en 2014 afin d'atteindre un million de clients en France en 2015 tout en préservant la valeur du réseau cuivre ;
- la convergence qui permet d'augmenter considérablement la fidélité des clients en tirant parti dans ce domaine du positionnement d'opérateur historique ;
- l'innovation dans les services pour en faire de puissants outils de fidélisation et des relais de croissance du chiffre d'affaire, avec :
  - le *Cloud* sur les marchés entreprises et particuliers,
  - le divertissement dans la musique, la vidéo et les jeux vidéo,
  - le paiement mobile et les services financiers,
  - le marché du bien-être (*wellness*, *smarthome*, santé) avec le développement des objets connectés.

## 3.1.2 Espagne

### 3.1.2.1 Le marché des services télécom

#### Principaux indicateurs macroéconomiques

L'année 2013 a une nouvelle fois été marquée par la crise économique, avec toutefois de timides signes de redressement. On attend une baisse du PIB de 1,3 % pour

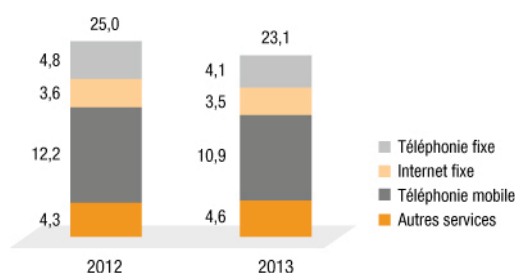
2013 (contre 1,6 % en 2012), un taux de chômage à 26,7 %, atteignant ainsi un nouveau niveau historique, et une baisse de la consommation des ménages de l'ordre de 2,1 %.

	2013	2012	2011
Population (en millions)	46,1	46,2	46,1
Ménages (en millions)	ND	17,4	17,3
Croissance PIB (%)	- 1,3 %	- 1,6 %	0,5 %
PIB par habitant (en dollars PPA)	30 128	30 058	30 060
Variation consommation des ménages (%)	- 2,1 %	- 2,8 %	- 1,2 %

Source : Eurostat, FMI octobre 2013

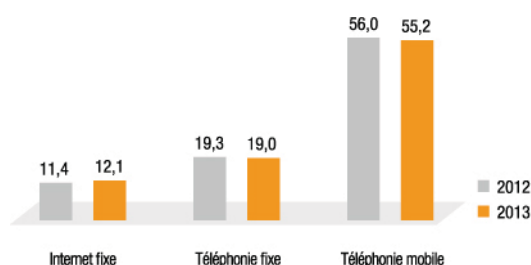
La baisse des revenus de l'industrie des télécommunications est estimée à 7,6 %. Le marché est caractérisé par une sévère réduction des prix sur tous les segments, provoquée par une diffusion importante des offres convergentes, des offres SIM only pour mobile et la généralisation des offres voix illimitée.

#### ➤ REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : CNMC (estimations au 4<sup>e</sup> trimestre pour 2013)

#### ➤ NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



Source : CNMC (estimations au 4<sup>e</sup> trimestre pour 2013)

#### Téléphonie fixe et internet

Le nombre de ligne de téléphonie fixe a diminué de 1,5 % en 2013. Les revenus de la téléphonie fixe ont ainsi chuté de 13,4 %, du fait à la fois de la cannibalisation par les mobiles, et de l'évolution des clients vers des offres moins chères groupant la voix et l'internet.

Le nombre de clients internet a atteint 12,1 millions, en hausse de 5,7 %. Les revenus d'internet ont toutefois diminué de 2,3 % du fait de la diminution de 7,5 % du revenu par client (ARPU),

En 2013, le marché espagnol a rapidement adopté les tarifs convergents proposés par les principaux acteurs, et tous les opérateurs se font désormais concurrence à travers leurs offres convergentes qui constituent désormais la norme du marché, soit sous forme d'offres groupées fixes et mobiles, soit sous forme groupée de téléphone et d'internet.

L'ADSL est toujours la technologie la plus répandue pour ce qui concerne le haut débit fixe, qui a connu un décollage très fort en 2013. Orange, Vodafone et Jazztel ont lancé en 2013 leurs projets de fibre FTTH et ont ainsi rejoint les câblo-opérateurs et Telefónica dans le domaine du très haut débit.

#### Téléphonie mobile

Le marché espagnol du mobile a considérablement changé en 2013. Deux éléments ont conduit à cette évolution : la confirmation du développement des offres convergentes, et le remplacement des offres traditionnelles de subvention du terminal par des offres de cartes SIM sans terminal avec des options de facilités de paiements pour l'achat d'un terminal.

Outre les offres convergentes et sans terminal, un certain dynamisme a prévalu en 2013 concernant les offres d'abondance incluant la voix illimitée qui est devenue la norme, l'accélération de l'utilisation des services données pour mobile liée à l'adoption de la 4G, et le développement des offres à bas coûts des MVNO.

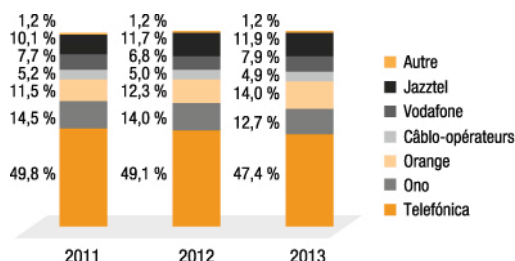
Le nombre de client a baissé en 2013 de 1,4 % à 55,2 millions. Le nombre d'abonné a augmenté de 3,7 %, à 39,3 millions, et représentait 71,2 % du total de la base client tandis que le nombre de clients de cartes prépayées chutait à 15,9 millions, en baisse de 11,7 %.

Les revenus totaux ont diminué de 11 %, principalement du fait de la chute de la voix ou des SMS. L'ARPU total a diminué de 9,9 %, du fait du très net déclin des prix de la voix sous l'effet de la concurrence et de la diminution des SMS, qui n'ont pu être compensés par la croissance du trafic de données lié à l'augmentation du taux de pénétration des smartphones et de l'usage de leurs applications.

## 3.1.2.2 L'environnement concurrentiel

## Téléphonie fixe et internet

## ➤ PART DU MARCHÉ HAUT DÉBIT

Source : CNMC (estimations au 4<sup>e</sup> trimestre pour 2013)

Le marché de l'internet est dominé par cinq principaux acteurs qui représentent plus de 90 % du marché, avec des parts de marché respectives de 47,4 % pour Telefónica, 12,7 % pour Ono, 14 % pour Orange, 11,9 % pour Jazztel et 7,9 % pour Vodafone.

En 2013, la part de marché d'Orange a progressé de 1,7 point, suivi par Vodafone avec 1,1 point, puis Jazztel à 0,2 point, au détriment de Telefónica et ONO, dont les parts de marché ont respectivement perdu 1,7 point et 1,3 point.

## 3.1.2.3 Les activités d'Orange España

## Les activités de téléphonie fixe et internet

## ➤ PRINCIPAUX INDICATEURS

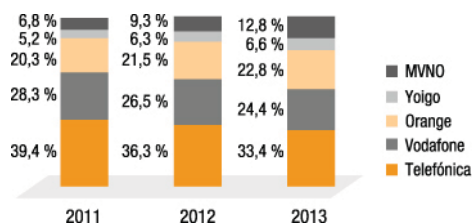
	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b> (en millions d'euros)	<b>851</b>	<b>765</b>	<b>707</b>
<b>Nombre de clients internet</b> (en millions)	<b>1,73</b>	<b>1,43</b>	<b>1,31</b>
dont bas débit	0,04	0,04	0,05
dont haut débit	1,69	1,40	1,27
<b>ARPU</b> (en euros par mois)	<b>31,8</b>	<b>33,0</b>	<b>32,4</b>
Internet haut débit	31,8	33,0	32,4

Source : Orange

En 2013, la stratégie d'Orange en Espagne en matière de services a été basée sur les nouvelles offres convergentes *Canguro* pour lesquelles les clients paient un forfait pour leur service fixe et mobile, augmentant ainsi leur fidélité. Le nombre de clients disposant de services convergents à la fin 2013 a atteint 1,1 million, soit 66 % de la clientèle fixe du haut débit.

## Téléphonie mobile

## ➤ PART DU MARCHÉ MOBILE

Source : CNMC (estimations au 4<sup>e</sup> trimestre pour 2013).

Le marché est dominé par trois principaux opérateurs qui représentent près de 80 % du marché : Telefónica (33,4 %), Vodafone (24,4 %), et Orange (22,8 %). La part de marché de Yoigo (Telia Sonera) s'élève à 6,6 % tandis que celle des MVNO s'établit à 12,8 %.

Les parts des MVNO (surtout ceux proposant des offres convergentes), d'Orange et de Yoigo ont augmenté respectivement de 3,5, de 1,3 et de 0,3 point en 2013, aux dépens de Vodafone et Telefónica dont les parts sont tombées de 2,1 et de 2,9 points.

Le succès de cette offre a permis à Orange de prendre la première place en termes de croissance nette de clients internet, augmentant sa base de client haut débit de 21,2 %, et devenant le second opérateur en Espagne. Les revenus du fixe ont augmenté à 851 millions d'euros, soit une hausse de 11,3 % par rapport à 2012.

## Les activités du téléphone mobile

### ► PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS MOBILE

	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b> (en millions d'euros)	<b>3 201</b>	<b>3 262</b>	<b>3 286</b>
<b>Nombre total de client</b> (en millions)	<b>12,4</b>	<b>11,8</b>	<b>11,7</b>
dont forfait	8,9	8,1	7,6
dont prépayé	3,4	3,7	4,0
<b>Nombre de clients MVNO</b>	<b>2,09</b>	<b>1,79</b>	<b>1,48</b>
<b>ARPU total</b> (en euros par mois)	<b>18,2</b>	<b>21,0</b>	<b>22,1</b>
ARPU forfait	23,4	28,2	30,7
ARPU prépayé	5,9	6,5	6,8
ARPU voix	12,0	15,5	17,3
ARPU données	6,3	5,5	4,8
<b>AUPU total</b> (en minutes par mois)	<b>169,8</b>	<b>168,6</b>	<b>174,1</b>
Taux de résiliation (%)	- 30,2 %	- 29,8 %	- 31,7 %

Source : Orange

La stratégie d'Orange dans les mobiles se concentre sur la satisfaction et la fidélisation de la clientèle à travers des offres de qualité, incluant des offres *low cost*, afin de répondre aux attentes de tous les segments de clientèle. Orange a lancé sa nouvelle offre convergente *Canguro* en avril, et a complètement remanié son portefeuille d'offres en juin, y incluant des offres de données disponibles en 4G.

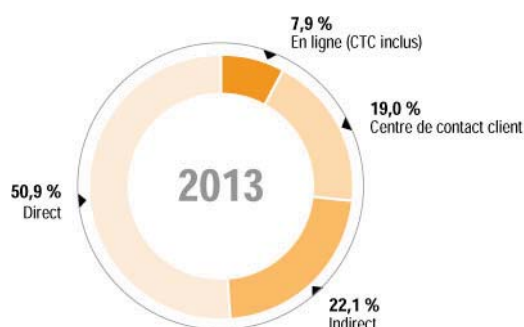
Les offres d'Orange España couvrent tous les segments de marché : les services convergents avec *Canguro* 35 et 45, le haut et milieu de gamme avec *Delfin* 16 et 25, et *Ballena* 23 et 35 pour les gros consommateurs de données. Le bas de gamme est couvert par *Ardilla* 4 et 7 ainsi que par les offres prépayées. Enfin, une gamme très bon marché disponible uniquement sur internet sous les marques *Amena* et *Simyo*.

De nouvelles actions commerciales ont permis à Orange de maintenir sa dynamique positive en 2013, le situant en première position en termes de parts d'acquisitions de nouveaux clients, et lui permettant d'accroître le nombre d'abonnements de 10,4 % à 8,9 millions. En revanche, le nombre de clients a diminué de 8,2 % en raison de l'intense pression qu'exercent les MVNO.

Les revenus totaux se sont réduits de 1,9 %, du fait de la chute de 13,3 % de l'ARPU liée à la chute des prix et à la réduction en juillet 2013 des tarifs de terminaison mobile. Le déclin des revenus d'exploitation a été quasiment compensé par une hausse significative des ventes de terminaux liée au succès des nouvelles offres à paiement étalé.

## La distribution

### ► REPARTITION DES CANAUX DE DISTRIBUTION (EN % DES ACQUISITIONS CLIENTS)



Source : Orange

Le réseau de distribution de détail d'Orange comporte 2 992 points de vente constitués :

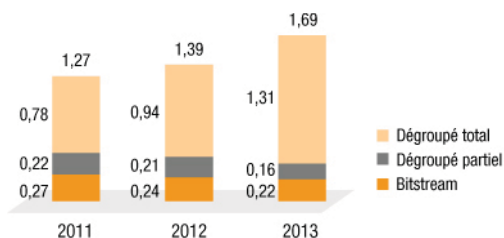
- de boutiques détenues en propre ;
- de points de vente franchisés ;
- de boutiques spécialisées sous la marque Orange ;
- de boutiques spécialisées non exclusives ;
- d'un réseau de détaillants.

Orange España distribue également ses services par le biais de canaux de vente à distance et de son propre portail de vente en ligne.

## Le réseau

### Réseau fixe

#### ► DEGROUPEMENT (EN MILLIONS)



Source : Orange

#### ► HAUT DEBIT FIXE

	2013	2012	2011
Nombre de lignes (accessibles) en cuivre (en millions)	17,34	17,34	13,20
Nombre des ménages connectables en FTTH (en millions)	0,09	0,09	0,06
Nombre de nœuds de raccordement abonné (en milliers)	1 011	1011	615

Source : Orange

Orange España continue d'investir dans son réseau de lignes fixes afin d'améliorer le service à la clientèle et soutenir une croissance rentable dans le secteur du haut débit fixe. Dans ce cadre, Orange a signé en mars 2013 un accord de déploiement du réseau FTTH avec Vodafone. L'objectif fixé est d'atteindre les 6 millions de ménages raccordés dans plus de 50 villes d'ici 2017.

En septembre 2013, Orange a lancé son nouveau service TV multi-support par internet fournissant l'accès à plus de 25 chaînes HD payantes et un service de vidéo à la demande.

### Réseau mobile

#### ► COUVERTURE

	2013	2012	2011
GSM Voix / Edge	99,4 %	99,3 %	99,2 %
3G (UMTS) / HSDPA	97,6 %	92,3 %	90,6 %
Nombre de sites radio 2G (en milliers)	15,4	14,8	14,7
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	12,2	11,2	11,0

Source : Orange

Orange España a terminé en 2013 son programme de rénovation de son réseau d'accès. Plus de 13 500 nœuds de réseau mobile ont été remplacés par de nouveaux équipements multifréquences, adaptables aux services 2G et 3G. Ce programme a rendu possible l'augmentation des capacités réseaux et de couverture en multipliant les nœuds de distribution localisés aux mêmes endroits.

En ce qui concerne le plan de rénovation du réseau arrière (Backhaul), 8 900 nœuds ont été connectés en 2013, employant des technologies de très haut débit qui offrent une complète connectivité IP et une capacité de transmission conforme à la demande des clients.

Ces deux programmes ont permis à Orange de lancer dès juillet 2013 son offre commerciale 4G dans six villes, puis de l'étendre à neuf villes supplémentaires. En 2014, cette offre

couvrira toutes les capitales de province, ce qui représente un investissement total d'1,1 milliard d'euros, ce montant comprenant les investissements spécifiques des réseaux de transmission de la 4G.

## Perspectives 2014

Selon le FMI, le PIB espagnol pourrait connaître une hausse de 0,6 %, et le taux de chômage passer de 26,7 à 26,4 %. Dans ce scénario, Orange devrait continuer à améliorer sa rentabilité en augmentant ses performances commerciales tout en réduisant ses coûts.

Du point de vue stratégique, Orange España poursuivra son plan *Conquête 2015* afin de maintenir sa trajectoire de croissance, avec les priorités suivantes :

- **renforcer sa position de premier opérateur alternatif en Espagne** en renforçant ses offres de convergence, incluant le déploiement de la fibre optique, en utilisant la 4G comme un facteur de différenciation pour fournir une expérience-client unique, et en saisissant des opportunités de croissance sur de nouveaux marchés, telles que le low-cost avec Amena.com et Simyo, ou dans des branches d'activités voisines ;

- **accroître la satisfaction du client** en améliorant la coordination entre les différents canaux de distribution, en exploitant la segmentation du marché ; et en améliorant les programmes de fidélisation ;
- **passer à un niveau supérieur d'efficacité** en rationalisant et simplifiant les processus opérationnels, en poursuivant l'intégration des plateformes informatiques dans une architecture convergente, et en exploitant les opportunités de partage de réseau et de rationalisation des achats.

### 3.1.3 Pologne

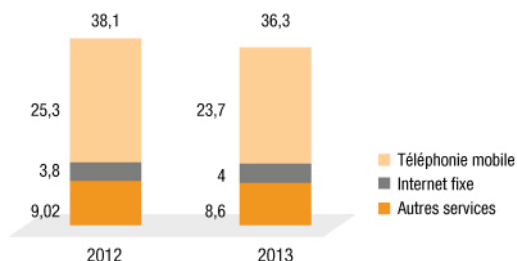
#### 3.1.3.1 Le marché des services télécom

##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	38,5	38,5	38,5
Ménages (en millions)	ND	13,7	13,6
Croissance PIB (%)	+ 1,3 %	+ 1,9 %	+ 4,5 %
PIB par tête (en dollars PPA)	21 118	20 562	19 843
Variation consommation des ménages (%)	+ 0,8 %	+ 1,1 %	+ 2,7 %

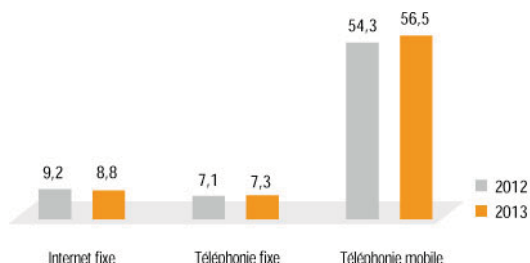
Source : Eurostat, FMI, octobre 2013

##### ► REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIARDS DE ZLOTYS)



Source : estimations Orange Polska

##### ► NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



Source : estimations Orange Polska

L'économie polonaise est rentrée de nouveau en 2013 dans une phase de croissance qui devrait se poursuivre. Par ailleurs, le fléchissement de la demande a fait chuter le taux d'inflation à 0,7 % en 2013 tandis que le taux de chômage atteignait 13,4 %.

La valeur du marché des services de télécommunications polonaise a baissé de 4,7 % en 2013 (selon les estimations d'Orange Polska). Ce déclin s'explique principalement par une réduction des coûts de terminaison d'appel mobile, par la mise en place d'une régulation des prix du SMS, et par la baisse des tarifs d'itinérance (roaming). Le marché a également été négativement affecté par le lancement d'offres avec SMS, MMS, et des appels voix mobiles illimités à destination de tous les réseaux. Enfin, la tendance sur le segment de la téléphonie fixe est restée baissière.

#### Le marché de la téléphonie fixe

Le taux de pénétration des lignes fixes a continué à décroître en 2013, atteignant 46,5 % des ménages en fin d'année, contre 48,6 en fin 2012 (source : estimations Orange Polska).

En 2013, le nombre des lignes fixes à haut débit en Pologne avait augmenté de 1,8 % (source : Orange Polska), ce qui est un ralentissement notable par rapport à l'année précédente. Cependant, le marché du haut débit a augmenté en valeur d'environ 5,1 % en 2013 contre 6,3 % en 2012.

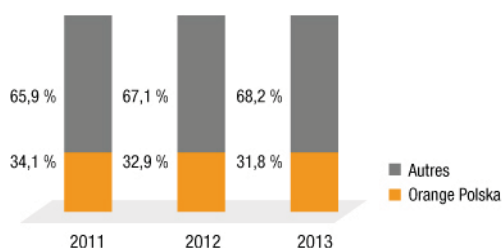
#### Le marché de la téléphonie mobile

Le marché de la téléphonie mobile est dans une phase de stabilité. Le nombre d'utilisateurs mobiles a augmenté en 2013 de 4,1 % et a atteint les 56,54 millions en fin décembre 2013. Ainsi, le taux de pénétration mobile dans la population était de 147 % en 2013 (contre 141 % en 2012).

### 3.1.3.2 L'environnement concurrentiel

#### Téléphonie fixe et internet

##### ► REPARTITION DES LIGNES HAUT DEBIT



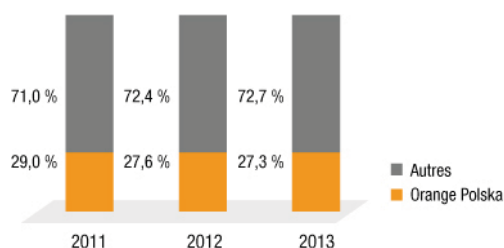
Source : estimations Orange Polska

Sur le marché du haut débit, Orange Polska est toujours soumise à une forte pression concurrentielle de la part des opérateurs de télévision par câble dont la part de marché totale est en progression constante. Elle était estimée à 32 % (en volume) fin décembre 2012, et à 30 % en valeur (source : estimations Orange Polska). Les offres commerciales de ces derniers sont soutenues par leurs investissements dans les infrastructures pour déployer la norme DOCSIS 3.0, et développer l'accès par fibre. Le renforcement progressif de la position des opérateurs de câble sur le marché est dû au succès de leurs offres groupées qui peuvent être proposées grâce à leur forte position sur le marché de la télévision. Par ailleurs, ces opérateurs sont en mesure d'accroître les débits proposés, ce qui élève le débit moyen disponible sur le marché ainsi que les attentes des consommateurs à cet égard. Les opérateurs de télévision par câble étendent également leurs offres au segment de clientèle des artisans / commerçants et des PME.

Les opérateurs alternatifs, notamment Netia, continuent de recourir à l'achat en gros d'accès bitstream et de dégroupage. Toutefois, le volume total des lignes basées sur un accès bitstream a reculé de 17 000 en 2013 et l'on comptait 172 000 lignes dégroupées fin 2013 contre 185 000 un an plus tôt.

#### Téléphonie mobile

##### ► PART DE MARCHÉ MOBILE (EN VALEUR)



Source : estimations Orange Polska

La Pologne possède quatre principaux opérateurs de téléphonie mobile : Orange Polska, T-Mobile (entièrement détenu par Deutsche Telekom), Polkomtel (opérant sous la marque PLUS, en combinaison avec Polsat Cyfrowy, diffuseur TV et plateforme de télévision satellitaire, détenus par l'homme d'affaire polonais Zygmunt Solorz-Zak), et P4 (détenu par Tollerton Investments Ltd et Novator Telecom Poland SARL, opérant sous la marque PLAY).

La part de marché des trois principaux opérateurs a globalement baissé en 2013 de 83 % à 80 % au profit de PLAY. La part de marché estimée d'Orange Polska a baissé, quoique plus faiblement, de 0,3 point pour s'établir à 27,3.

Toutefois, en raison de différences de méthodologie croissantes entre les opérateurs dans le décompte des cartes SIM, il est de plus en plus difficile de comparer les données présentées par ces différents opérateurs.

### 3.1.3.3 Activités d'Orange Polska

Jusqu'à la fin 2012, le Groupe publiait les résultats des segments opérationnels fixe et mobile, en faisant apparaître les flux entre ces deux segments. L'augmentation de la convergence des offres, la dépendance du réseau mobile à l'égard du réseau fixe, la fusion de Telekomunikacja Polska SA (composante principale du segment fixe avant 2013) et de Polska Telefonia Komórkowa-Centertel Sp. z o.o (composante principale du segment mobile), et l'unification de l'organisation, ont conduit à modifier cette méthode. En conséquence, à partir de 2013, les chiffres d'Orange Polska concernant le chiffre d'affaires et l'ARPU des services mobile et fixe sont calculés à partir du chiffre d'affaires du Groupe en excluant les flux intersegment. Pour faciliter les comparaisons, les données retraitées selon cette nouvelle méthode sont présentées pour 2011 et 2012.

## Les activités de téléphonie fixe et internet

### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012 <sup>(1)</sup>	2011 <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires</b> (en millions de zlotys)	<b>6 664</b>	<b>7 153</b>	<b>7 556</b>
<b>Nombre lignes téléphoniques Grand Public</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>
dont téléphonie classique	4,3	4,7	5,6
dont VoIP	0,5	0,3	0,1
<b>Lignes téléphoniques vendues en gros</b> (en millions)	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>
<b>Nombre de clients internet</b> (en millions)	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>
<b>Abonnés aux offres TV ADSL ou satellite</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>
<b>Clients Open Orange</b> (en millions)	<b>0,3</b>	-	-
<b>ARPU</b> (en zlotys par mois)			
Lignes téléphoniques fixes (RTC / RNIS)	44	46	47,5
Internet haut débit <sup>(2)</sup>	60,3	56,2	55,9

Source : Orange Polska

(1) Données retraitées

(2) N'inclut pas les accès BSA et CDMA vendus par Orange Polska

### Solutions convergentes et offres groupées

Le principal moyen utilisé par Orange Polska pour lutter contre ses concurrents dans le mobile et le fixe est d'augmenter la loyauté de ses clients en offrant un pack de services attractifs. Ceci concerne l'offre de convergence *Orange Open*, comprenant un éventail complet de services fixes et mobiles et qui propose une réduction progressive aux clients qui achètent des services fixes (incluant la VoIP, le haut débit et la TV), des services de voix mobile et de haut débit mobile. Le nombre de clients d'Orange Open était de 286 000 à la fin 2013, soit une hausse de 253 000 clients en un an. De plus, on observe que près de 58 % des clients d'Orange Open ont acheté des services supplémentaires, fixes ou mobiles, entrant dans la formule.

#### Voix fixe

Orange Polska continue de ralentir l'érosion de sa base de clientèle de lignes fixes en augmentant la fidélité de ses clients principalement par le biais de ventes d'offres personnalisées et d'offres groupées (VoIP avec haut débit et TV). Ainsi, la perte nette de clients de voix fixe (utilisant soit le téléphone RTC traditionnel, soit la VoIP) a diminué chaque trimestre, et s'est

limitée à 345 000 en 2013 contre 590 000 l'année précédente. La vente au détail des lignes RTC a diminué de 478 000, soit 10,2 % (baisse inférieure à celle de 15,8 % en 2012), partiellement compensé par une augmentation de 130 000 des utilisateurs de VoIP, qui atteignaient 466 000 fin 2013.

#### Accès haut débit

En dépit d'une forte concurrence en provenance principalement des câblo-opérateurs et la pression concurrentielle des offres de haut débit mobile, Orange Polska a augmenté son nombre de ligne de détail haut débit en 2013 (comprenant les lignes de CDMA et de BSA). Dans le même temps, l'ARPU des lignes de détail haut débit a lui aussi augmenté de 56,2 à 60,3 zlotys. Cette progression est principalement attribuable à la promotion des offres groupées. Par ailleurs, Orange a continué d'améliorer son offre avec des débits plus rapides fondés sur la fibre optique FTTH qui a été déployée à Varsovie pour évaluer la demande de ce type de service dans les villes importantes.

## Les activités de téléphonie mobile

### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b> (en millions of zlotys)	<b>6 259</b>	<b>6 988</b>	<b>7 200</b>
<b>Nombre de clients</b> (sauf MVNO - en millions)	15,4	15	14,7
dont forfaits	7,2	6,9	7,0
dont prépayés	8,1	8,0	7,7
dont haut débit (3G)	8,6	8,2	8,0
dont haut débit uniquement (clé 3G)	1,2	1,0	0,7
<b>Nombre de clients MVNO</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>ARPU</b> (zlotys par mois)	<b>34,5</b>	<b>39,2</b>	<b>40,9</b>
ARPU Abonnements	59,9	65,8	67,1
ARPU Prépayés	13,9	16,8	17,6
ARPU Voix	23,3	28,7	30,6
ARPU Data	11,2	10,5	10,2
<b>AUPU</b> (en minutes par mois)	<b>172,3</b>	<b>162,9</b>	<b>161,7</b>
Taux de résiliation (%)	39 %	41 %	40 %
dont forfaits	14 %	14,1 %	14,7 %
dont prépayés	59,9 %	65,7 %	63,5 %

Source : Orange Polska

Orange Polska comptait au total 15,3 millions de clients mobiles à la fin de 2013, soit une hausse de 2,9 % (contre une hausse de 1,6 % en 2012). Le nombre des abonnements a augmenté de 4,5 %, et le ratio des abonnements sur le total des clients a augmenté de 0,7 point et s'établissait à 47,1 % à la fin 2013. La baisse de l'ARPU est principalement le résultat de la réduction réglementaire des coûts de terminaisons mobiles et SMS, à laquelle s'ajoute la guerre des prix qui a démarré en 2012 avec des offres d'appels voix illimités bon marché.

Le lancement de l'offre low-cost *nju.mobile* a été le développement le plus important sur le marché Grand Public en 2013. *nju.mobile* est conçu pour répondre à la demande croissante de solutions bon marché et faire face à la guerre des prix sur le marché mobile. Ce lancement fin avril 2013 a été un succès avec 353 000 clients en moins de huit mois.

### Services de données mobiles

En 2013, Orange Polska a poursuivi les ventes de services dans le haut débit mobile dans le cadre de ses offres *Orange Free* (avec modem) et *Orange Free Set* (avec netbook, tablettes, ou ordinateurs portables), cette dernière s'arrogeant 50 % des ventes.

Après son lancement réussi en 2012, le plan tarifaire baptisé *Smart Plan* qui offre un gros volume de données compris dans l'abonnement en plus de minutes de communication et de SMS, est devenu particulièrement attractif pour les nouveaux clients comme pour fidéliser les clients existants. Les clients des *Smarts Plans Hello* et *Mix* sont protégés contre une hausse inattendue de la facturation. En effet, le transfert de données est facturé de manière croissante jusqu'à 1 Gbit (3 zlotys pour 1 Mbit, 10 zlotys pour 300, et 20 zlotys pour 1 Gbit), puis la quantité de donnée dépassant le Gbit est gratuite, mais sa vitesse est limitée à 16 kbit/s.

## Le réseau

### Réseau fixe

#### ► DEGROUPEMENT

(en millions)	2013	2012	2011
<b>Nombre total de lignes fixes</b>	<b>5,510</b>	<b>6,160</b>	<b>7,039</b>
Dégroupeage total	172	185	186
Bitstream	330	347	366

Source : Orange Polska

Fin décembre 2013, Orange Polska fournissait des services basés sur la technologie VDSL dans plus de 3 160 sites de son réseau. Dans le même temps, la migration du réseau de collecte de l'ATM vers l'IP s'est poursuivie. A la fin 2013, près de 66 % des clients de Neotrada étaient connectés via le réseau de collecte IP.

## La distribution

Afin d'offrir à ses clients particuliers et professionnels un excellent service de ventes et d'après-vente, Orange Polska opère à travers différents canaux de distribution adaptés à ses différentes catégories de clients et organisés en B2B, B2C, SOHO, et ventes prépayées.

Les ventes B2B (clients professionnels et entreprises) sont réalisées à travers différentes catégories de conseillers et de vendeurs. Ce réseau de distribution fournit des services de vente et d'assistance aux clients professionnels pour les produits mobiles, les abonnements internet mobiles et fixes, la téléphonie fixe, les services à valeur ajoutée ainsi que les solutions de télécommunication sur mesure.

Le réseau des ventes B2C et SOHO est constitué de canaux de distribution passifs et actifs. La distribution passive auprès des particuliers et des artisans / commerçants s'effectue dans les boutiques à l'enseigne Orange qui représentent environ 920 points de ventes détenus en propre et sous concession. Le réseau de distribution actif est composé de conseillers de vente qui opèrent à partir de centres de vente directe répartis dans toute la Pologne. Les ventes à distance fonctionnent via deux canaux différents, les centres d'appels et le web. Tous ces canaux de distribution offrent un large éventail de services mobiles, d'abonnements internet mobiles et fixes, de forfaits de télévision, de services à valeur ajoutée, et de voix fixe.

Les ventes prépayées qui concernent des services mobiles classiques, passent par un réseau complet de points de vente à l'enseigne Orange et via des distributeurs (magasins de proximité, kiosques, stations-service). Les kits de base prépayés d'Orange sont ainsi largement diffusés dans quelque 32 500 points de vente, mais peuvent être rechargés dans plus de 98 000.

Composante essentielle du développement des infrastructures de transport, la capacité du réseau backbone IP a été augmentée en 2013 pour atteindre des débits de l'ordre de 502 Gbit/s et sécurisé par des mécanismes de protection. Au vu de l'augmentation du trafic, le réseau backbone a été dimensionné pour autoriser des connexions IP à 100 Gbit/s dont certaines ont déjà été commercialisées à Varsovie et à Poznan.

## Réseau mobile

### COUVERTURE

	2013	2012	2011
Couverture 3G (en % de la population)	90,2 %	69,0 %	62,4 %
Couverture 4G (en % de la population)	16,0 %	-	-

Source : Orange Polska

En 2013, dans le cadre du processus de codéveloppement du réseau mobile avec T-Mobile, un total de 305 antennes (sur 363) a été déployé. Ainsi, le réseau 3G partagé (UMTS / HSPA) couvrait environ 90 % de la population polonaise à la fin 2013. Le développement du réseau 4G (LTE) dans la bande des 1 800 MHz a démarré au second semestre 2013, et sa couverture atteignait déjà 16 % de la population polonaise à la fin de l'année.

En septembre 2013, l'accord de partage des réseaux d'accès radio a été étendu pour inclure la technologie 4G. Selon cet accord, les partenaires co-investiront dans le développement du réseau LTE, et Orange acquiert le droit d'utiliser les fréquences de la bande 1 800 MHz de T-Mobile, en particulier la bande passante des 10 MHz attribuée à T-Mobile en juin 2013 par le régulateur sur une durée de 14 ans et demi.

### Perspectives 2014

Orange Polska anticipe pour 2014, à la date de ce document, une diminution de son chiffre d'affaires plus faible qu'en 2013. Compte tenu du fait que le premier semestre sera impacté par les réductions des coûts de terminaison mobile intervenues en

2013, le déclin de chiffre d'affaires devrait se ralentir au second semestre 2014.

Orange Polska poursuivra également la réduction de ses coûts, afin de protéger sa marge d'EBTIDA (hors impacts liés aux risques et aux litiges exceptionnels).

Dans le même temps, Orange Polska prévoit de limiter ses investissements en dessous de 1,8 milliard de zlotys en 2014, hors coûts liés au renouvellement des fréquences 3G existantes ou à l'acquisition de fréquences 4G qui seraient nécessaires à son développement.

La génération de flux de trésorerie devrait être au moins comparable en 2014 par rapport à 2013. Cette anticipation exclut quelques éléments exceptionnels tels que :

- le renouvellement des bandes de fréquence actuelle ;
- l'acquisition éventuelle de nouvelles fréquences ;
- le paiement éventuel de l'amende jusqu'à 128 millions d'euros infligée par l'Union européenne, ou d'autres litiges éventuels.

## 3.1.4 Autres pays d'Europe

### 3.1.4.1 Belgique

#### Le marché des services télécom

##### PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions) <sup>(1)</sup>	11,1	11,1	11,0
Ménages (en millions) <sup>(2)</sup>	ND	4,6	4,7
Croissance du PIB (%) <sup>(1)</sup>	+ 0,1 %	- 0,3 %	+ 1,8 %
PIB par personne (en dollars PPA) <sup>(1)</sup>	37 843	37 459	37 236
Evolution de la consommation par ménage (%) <sup>(2)</sup>	+ 0,7 %	- 0,3 %	+ 0,2 %

Sources :

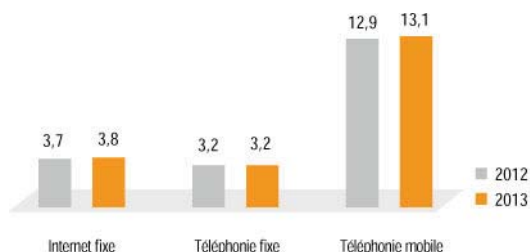
(1) FMI, octobre 2013  
(2) Eurostat

### ➤ REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : estimation Mobistar

### ➤ NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS) <sup>(1)</sup>



Source : estimation Mobistar

(1) Les chiffres publiés comprennent désormais les cartes *Machine to Machine*

## Téléphonie mobile

	2013	2012	2011
<b>Revenus</b> (en millions d'euros)	<b>3 372</b>	<b>3 648</b>	<b>3 622</b>
dont abonnements	2 692	2 848	2 783
dont prépayés	680	801	839
<b>Nombre de clients</b> (en millions) <sup>(1)</sup>	<b>13,1</b>	<b>12,9</b>	<b>13,0</b>
dont abonnements	8,6	7,4	7,0
dont prépayés	4,5	5,5	6,0
<b>ARPU total</b> (en euros par mois)	<b>22,4</b>	<b>24,5</b>	<b>24,7</b>

Source : Mobistar

(1) Les chiffres publiés intègrent désormais les cartes *Machine to Machine*

2013 a été une année hors du commun pour le marché de la téléphonie mobile avec une accélération sans précédent de la rotation des clients entre les différents opérateurs, due à l'intensification de la concurrence. La guerre des tarifs a fait suite à la mise en œuvre de la loi des télécommunications *Open* introduite en octobre 2012, autorisant les clients à changer sans frais d'opérateur après six mois. Les hostilités ont été déclenchées par Telenet (full MVNO de Mobistar), obligeant l'ensemble des opérateurs mobiles à réagir.

Une évolution très positive a été enregistrée en 2013 avec l'augmentation très significative du marché des données, la Belgique rattrapant ainsi son retard en termes de pénétration des *smartphones*, grâce à une politique ciblée de subventions des terminaux pratiquée par l'ensemble des opérateurs.

L'économie belge a connu en 2013 une très légère croissance avec la plupart des indicateurs économiques en amélioration, excepté le taux de chômage et le nombre de faillites qui n'ont cessé de croître.

Le marché des télécommunications s'est quant à lui globalement réduit de 5 % tout comme le marché mobile lui aussi rétréci de 5 % par rapport à l'année précédente.

## Téléphonie fixe

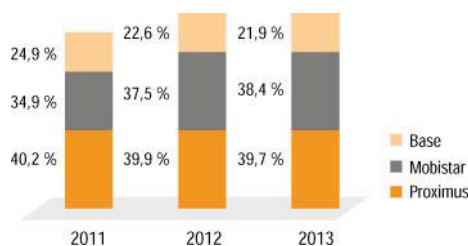
Sur le marché de la téléphonie fixe et de l'internet, les offres de convergence constituent à présent la norme en Belgique. Le marché est principalement détenu par l'opérateur historique Belgacom et par les câblo-opérateurs Telenet (Flandres et Bruxelles), VOO (Wallonie et Bruxelles) et Numericable (Bruxelles).

Ce duopole laisse peu de place aux nouveaux entrants : Mobistar a annoncé en mai 2013 qu'il suspendait la commercialisation de ses offres fixes non rentables et Base fait une timide entrée sur le marché en partenariat commercial avec Belgacom.

Les opérateurs du fixe ont en 2013 attaqué très agressivement les tarifs du mobile, jouant sur la rentabilité des services du fixe, voix, internet et télévision.

## L'environnement concurrentiel

### ➤ PARTS DE MARCHE MOBILES <sup>(1)</sup>



Source : estimation Mobistar

(1) Y compris les MVNO et les cartes *Machine to Machine*

Le marché mobile est réparti de manière plus égale que celui du fixe entre trois acteurs principaux : Proximus (marque de téléphonie mobile de Belgacom), Mobistar et Base.

## Les activités de Mobistar

### INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
<b>Nombre d'abonnés</b> (en millions)			
Lignes fixes	0,20	0,23	0,23
dont lignes internet	0,05	0,07	0,08
Clients mobiles	3,17	3,4	3,5
<b>ARPU mobile total</b> (en euros par mois)	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>30</b>

Source : Mobistar

Orange opère en Belgique via Mobistar, société cotée à la Bourse de Bruxelles. Le groupe Orange détient 52,9 % du capital.

Mobistar a terminé l'année 2013 avec 5,1 millions de cartes *SIM* connectées à son réseau, en augmentation de 4,9 % par rapport à 2012. Ceci correspond en fait à une baisse de la base de clients mobiles, largement compensée par une hausse du nombre de cartes M2M (*Machine to Machine*) et du nombre de clients MVNO. Mobistar a ainsi augmenté sa part de marché en Belgique, passant de 37,5 % à 38,4 %, talonnant ainsi l'opérateur historique Proximus et devançant le troisième opérateur Base.

Le nombre de clients actifs mobiles est passé de 3,4 millions à 3,2 millions en un an, enregistrant une baisse de 7,6 %. La plus grande partie de cette perte de clients est due d'une part au nombre de clients prépayés qui a baissé de 13,3 % en un an comme l'ensemble du segment en Belgique, et d'autre part, contrairement à la tendance observée en 2012, au segment postpayé qui a lui aussi enregistré en 2013 une baisse significative de 5 %.

La perte de clients s'explique par la nouvelle loi des télécommunications *Open* qui a largement favorisé le *churn* et par une concurrence accrue des acteurs convergents sur le marché Grand Public, spécialement de la part du câble-opérateur Telenet (full MVNO de Mobistar) qui est devenu de fait le quatrième opérateur mobile en Belgique.

La part des abonnements dans le nombre total de clients atteignait 70,1 % (hors MVNO) fin 2013, contre 68,1 % à la fin de l'année 2012.

Le nombre de clients MVNO est passé de 890 000 en décembre 2012 à 1,21 million en décembre 2013, ce qui représente une hausse de 36 %.

Le nombre de cartes *Machine to Machine* a également considérablement augmenté passant de 518 000 en 2012 à

696 000 en 2013, soit une hausse moyenne de 34,3 %, très forte notamment en fin d'année.

Le revenu moyen par abonné (ARPU) a fortement chuté en 2013 suite au réajustement des forfaits qui a suivi la mise en œuvre de la loi *Open*. Mobistar a progressivement intégré et regroupé dans ses forfaits les minutes pour la voix, les SMS et les données, facturés antérieurement hors forfait, ce qui a entraîné une baisse de revenus. L'ARPU a aussi été impacté par les effets de la régulation qui a vu se poursuivre la réduction des tarifs de terminaison mobile et de roaming.

Le nombre croissant de clients abonnés détenteurs d'un forfait *data* mobile et l'utilisation accrue de l'internet mobile via les *smartphones*, tablettes et PC se traduisent par une augmentation de la part des données mobiles dans le chiffre d'affaires de la téléphonie qui est passé de 41,4 % en 2012 à 46,4 % fin 2013.

## Les offres de Mobistar

La proposition de valeur pour les clients de Mobistar demeure inchangée et s'articule autour de principes clés à savoir la garantie d'un portefeuille clair, sans promotion ni discrimination entre anciens et nouveaux clients, et à présent sans engagement. Mobistar veut construire une relation durable avec ses clients et leur offre des prix compétitifs.

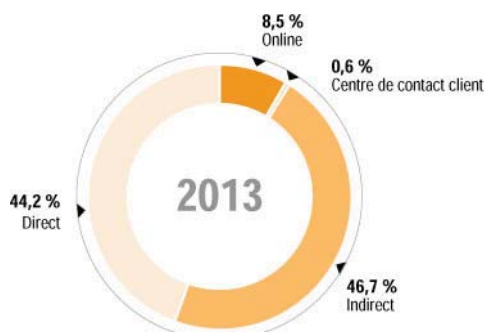
Les offres segmentées d'abonnement de la gamme *Animal* (*Ecureuil*, *Kangourou*, *Dauphin* et *Panthère*) qui répondent bien aux besoins des clients, ont été réactualisées en avril 2013, puis de nouveau revues en novembre pour inclure des forfaits données plus étoffés et des offres de stockage dans le *Cloud* de 500 Mbits et 16 Gbits pour les offres *Dauphin* et *Panthère*.

Mobistar a innové en offrant à ceux de ses clients dont le forfait mensuel est d'au moins 25 € des appels illimités vers tous les autres clients de Mobistar.

Sur le segment Entreprises, Mobistar fournit des solutions *Mobistar Matrix Solutions* convergentes fixes et mobiles, bien adaptées aux besoins des clients.

## La distribution

### ► REPARTITION DES CANAUX DE DISTRIBUTION (EN % DES ACQUISITIONS CLIENTS GRAND PUBLIC)



Source : estimation Mobistar

## Le réseau

### ► COUVERTURE

(en % de la population)

	2013	2012	2011
3G (UMTS) / HSDPA	99 %	97 %	97 %
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	2,9	2,4	2,1

Source : Mobistar

En 2013, Mobistar a investi près de 265 millions d'euros dans son réseau (dont 120 millions d'euros liés à l'acquisition de spectre 800 MHz), principalement dans l'expansion de son réseau d'accès et de transmission afin d'améliorer la qualité de service, le débit et la couverture pour l'ensemble de ses clients.

La couverture *indoor* en 3G a progressé en un an, passant de 70 % à 87 %. La vitesse maximum de chargement de pages internet, d'images et de vidéos atteint à présent 42 Mbit/s et la vitesse a été doublée dans près de 400 villes.

L'acquisition de spectre dans la bande des 800 MHz en novembre 2013 a permis d'offrir la 4G en tests dans 30 villes dès le mois de décembre et de poursuivre le déploiement de la 4G en Belgique.

## Perspectives

2014 offre plus de visibilité à Mobistar sur le moyen terme, en particulier avec le déploiement de son réseau 4G et la perspective de retour dans le marché de la convergence *via* la régulation du câble qui est intervenue à la mi-décembre 2013.

En 2013, Mobistar a complètement revu sa stratégie de distribution, en visant une meilleure répartition entre la vente sur internet, *via* les canaux directs et *via* les canaux indirects. Mobistar réalisait fin 2013 44,2 % de ses acquisitions *via* la distribution directe et les ventes en ligne ont progressé, passant de 7,9 % des ventes sur le segment Grand Public en 2012 à 8,5 % en 2013.

Mobistar a par ailleurs initialisé une optimisation du nombre de ses magasins, et de ses contrats d'agents. Enfin, Mobistar a ouvert en octobre 2013 un nouveau point de vente à Liège au concept totalement innovant, plus grand et plus adapté au parcours client, et a également réduit la part de son canal de distribution en porte-à-porte.

Mobistar comptait en fin d'année 2013 161 magasins, dont 45 détenus en propre (contre un total de 163 et 46 en propre, fin 2012).

2014 sera donc une année de transition qui verra la poursuite des projets de transformation déjà engagés en 2013 et qui porteront pleinement leurs fruits en 2015.

Mobistar poursuivra en 2014 trois principaux objectifs :

- l'accès de tous les clients de Mobistar au programme "*Discover high-speed data*", comportant des offres innovantes qui pourront être mises en œuvre grâce à un réseau de haute qualité. Mobistar poursuivra ses efforts en termes d'innovation en offrant des services de pointe tels que le Mobile Cloud, la facturation *via* l'opérateur ;
- le bénéfice pour tous les clients d'offres simples et transparentes avec des tarifs faciles à comprendre. Mobistar continuera à effectuer de façon proactive des *check-up* personnels pour offrir à ses clients les tarifs les plus adaptés ;
- le maintien de la position de Mobistar en tant qu'opérateur de référence pour les familles, sur le segment des mobiles et celui des offres convergentes.

### 3.1.4.2 Luxembourg

#### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en milliers)	537,0	524,9	511,8
Croissance du PIB (%)	+ 1,9 %	- 0,2 %	+ 1,9 %

Source : Eurostat – estimations pour 2013

Le marché de la téléphonie mobile au Luxembourg est soumis à une forte concurrence. Orange Communication Luxembourg y occupe la 3<sup>e</sup> place en termes de parts de marché, derrière le leader Post Luxembourg, filiale de l'opérateur historique, et Tango, filiale de l'opérateur belge Belgacom. Sur le marché du fixe et de l'internet, Post Luxembourg détient également la plus forte part de marché.

Orange Communications Luxembourg conforte sa place de leader dans l'innovation en étant le premier opérateur à inclure de l'itinérance dans ses forfaits d'abonnements. Orange propose également ses offres mobile 4G depuis octobre 2013. Enfin, un partenariat avec Eltrona (câblo-opérateur leader du marché) a permis le lancement des offres *quadruple play* mi-novembre 2013.

Le succès remporté par les offres de forfaits Grand Public a permis de stabiliser le chiffre d'affaires de la téléphonie (hors ventes de terminaux), qui s'établit à 65,3 millions d'euros à fin 2013, malgré un impact négatif de la réglementation en matière de roaming. Le chiffre d'affaires total est également stable à 75,6 millions d'euros fin 2013.

A la fin de l'exercice 2013, la filiale de Mobistar totalisait 141 331 clients actifs (dont 31 800 cartes *Machine to Machine* et 7 339 clients Fixe et internet), en hausse de 9,5 % par rapport à 2012. Le revenu mensuel moyen par client mobile (ARPU) a diminué de - 3,1 % en un an, passant de 51,9 euros fin décembre 2012 à 50,2 euros fin 2013 en raison de l'impact de la réglementation en matière de roaming.

### 3.1.4.3 Roumanie

#### Le marché des services télécom

##### PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

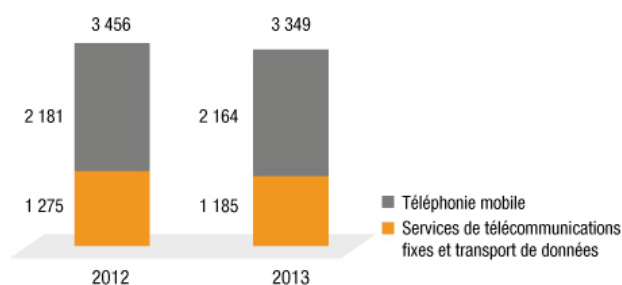
	2013	2012	2011
Population (en millions) <sup>(1)</sup>	21,3	21,3	21,4
Ménages (en millions) <sup>(2)</sup>	ND	7,4	7,4
Croissance du PIB (%) <sup>(1)</sup>	+ 2 %	+ 0,7 %	+ 2,2 %
PIB par personne (en dollars PPA) <sup>(1)</sup>	13 179	12 722	12 390
Evolution de la consommation par ménage (%) <sup>(2)</sup>	+ 0,9 %	+ 1 %	+ 1,2 %

Sources :

(1) FMI, octobre 2013

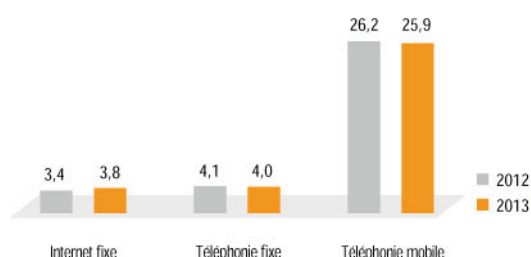
(2) Eurostat

##### REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIONS D'EUROS)



Source : estimations Orange Romania

##### NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



Source : estimations Orange Romania

En 2013, l'économie roumaine a connu une bonne performance si on la compare au reste des pays de l'Union européenne, avec une croissance du PIB sur un an de l'ordre de 2 %, selon les estimations actuelles du FMI. Les principaux moteurs de cette croissance sont l'agriculture, comme en 2011, et le solde net des exportations, notamment dans le secteur de l'industrie automobile.

Le marché des télécommunications a continué à se contracter en 2013, tant en volume qu'en valeur, mais à un rythme moindre qu'en 2012. La perte de valeur dans le secteur des télécommunications est de 1 %, avec une poursuite de la baisse dans le chiffre d'affaires des services fixe et mobile, liée pour ces derniers à la baisse des terminaisons d'appels, tandis que les services de données à haut débit étaient le seul segment en croissance.

Après une sévère réduction en 2011, essentiellement due à la suppression des cartes prépayées inactives dans la base clients de l'ensemble des opérateurs, le nombre de clients sur le marché mobile s'est stabilisé en 2013 à environ 26 millions, au même niveau qu'en 2012.

## L'environnement concurrentiel

### ► PART DE MARCHÉ MOBILE



Source : estimations Orange Romania

Orange Romania a consolidé à nouveau en 2013 sa position de leader sur le marché, avec une part de marché de 39,9 %, en progression de 0,9 point. L'écart avec son principal concurrent, Vodafone Romania, qui a quant à lui accru sa part de marché de 1,5 point, s'est stabilisé autour de deux millions de clients (source : Orange). En 3<sup>e</sup> position, Cosmote a perdu un point de part de marché par rapport à 2012.

## Les activités d'Orange Romania

### ► INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
<b>Nombre d'abonnés</b> (en millions)			
Clients mobiles	10,4	10,3	10,3
dont haut débit mobile	4,0	3,5	3,4
<b>ARPU</b> (en euros par mois)	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,8</b>

Source : Orange Romania

Orange Romania a poursuivi l'expansion de sa base d'abonnés mobiles sous contrat, qui atteint 4,3 millions en 2013, sur une base clients totale stable à 10,3 millions, soit une proportion de 42 % contre 40 % en 2012.

Cette hausse est essentiellement due au succès confirmé des offres *Animals* sur le marché résidentiel, et à la pénétration toujours croissante des *smartphones* au sein de la base clients, mais peut aussi être attribuée en partie aux services *Orange Care*, qui apporte un soutien complet aux clients ayant acquis un *smartphone* pour la première fois, le tout stimulant le chiffre d'affaires des données.

Orange Romania a enrichi la segmentation de ses abonnements sous contrat avec un nouvel *Animal* (le Tigre) afin de répondre à la demande croissante de données par mobile, et a lancé de nouvelles options sur le marché prépayé, sous l'égide des figurines (*Millidge* et *Doig*) désormais très populaires grâce à la publicité.

2013 a également vu le lancement d'une offre convergente innovante sur le marché roumain, *Orange TV*, qui devrait contribuer à soutenir la fidélité de la base clients et enrichir les contenus des services 4G. Le bouquet d'*Orange TV* offre le plus grand nombre de canaux haute définition du marché, et est structuré autour de trois offres : *Local HD*, *World HD* et *Universe HD*.

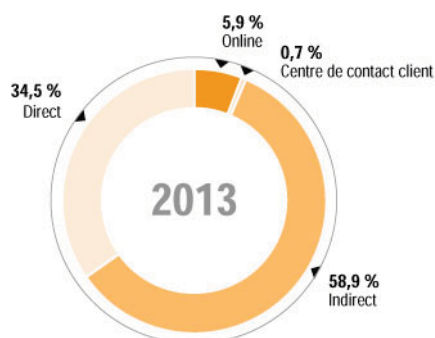
Les clients d'Orange Romania bénéficient d'une expérience multi-écrans, le signal étant acheminé par la technologie DTH en partenariat avec la société de satellites SES Astra, aussi bien que par internet. Avec l'application *Orange TV Go*, les canaux inclus dans leur offre ainsi qu'une sélection de films et

de clips vidéo, sont accessibles par le client d'Orange où qu'il se trouve dans le monde, sur sa tablette ou son *smartphone*.

Le programme de transfert international de fonds, lancé en partenariat avec *Money Gram* dans les boutiques Orange depuis la fin de 2012, s'est étendu en 2013 avec un nombre total de transactions en forte croissance tout au long de l'année.

## La distribution

### ► REPARTITION DES CANAUX DE DISTRIBUTION (EN % DES ACQUISITIONS CLIENTS)



Source : Orange Romania

Orange Romania a poursuivi en 2013 le déploiement de boutiques sous franchise, tout en optimisant sa présence et la performance de ses propres points de vente par des transferts d'emplacements et une modernisation de son image.

## Le réseau

### ► COUVERTURE (EN % DE LA POPULATION)

	2013	2012	2011
3G (UMTS) / HSDPA	99,8 %	99,8 %	87,8 %
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	4,1	3,7	2,6

Source : Orange Romania

Dans le courant de l'été 2013, Orange Romania a signé un accord de partage de réseau avec Vodafone Romania pour une durée de 16 ans, coïncidant avec la durée de validité des licences de spectre octroyées en 2012.

Au cours de ses cinq premières années d'exécution, cet accord devrait apporter des bénéfices considérables aux deux parties en termes de coûts d'exploitation, et contribuer à la protection de l'environnement, tout en permettant aux partenaires d'accélérer leurs investissements dans les dernières technologies telles que la 4G, ainsi que dans la couverture des zones rurales. Le périmètre du projet porte sur l'ensemble du pays et sur toutes les technologies, mais exclut le spectre de fréquences.

La création d'une entreprise commune légère, détenue à parité par les deux partenaires, et qui agira comme une "boîte noire" (évitant l'échange direct d'informations entre les parties) pour les besoins de cet accord, ne fera pas obstacle à la pleine autonomie de la responsabilité de chacun en matière de positionnement commercial et de stratégie. La différenciation des réseaux et la totale indépendance des deux opérateurs restent donc de mise, d'un point de vue concurrentiel.

En octobre 2013, Orange Romania est devenu le premier opérateur offrant une couverture totale de la capitale Bucarest, pour les services 4G.

## Perspectives 2014

Pour 2014, les principaux objectifs d'Orange Romania sont les suivants :

- maintenir sa position de leader sur le marché mobile en Roumanie tant en volume qu'en valeur, en s'appuyant sur la force de sa marque ;
- continuer à offrir à ses clients la meilleure expérience disponible, centrée sur le numérique et la personnalisation, les applications sous la marque Orange, et le concept de l'opérateur pour la famille ;
- mettre la priorité sur l'exécution du programme TV lancé en 2013, en assurant l'optimisation des contenus ;
- maintenir sa position de leader en termes d'innovations, en introduisant de nouveaux services sur le marché ;
- continuer à développer les services mobiles de 4<sup>e</sup> génération ;
- mettre en œuvre son accord de partage de réseau avec Vodafone, qui constitue le pilier principal de son effort de transformation opérationnelle.

### 3.1.4.4 Slovaquie

#### Le marché des services télécom

##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

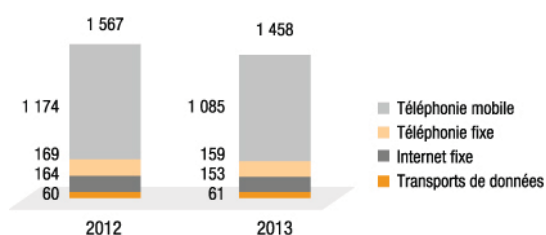
	2013	2012	2011
Population (en millions) <sup>(1)</sup>	5,4	5,4	5,4
Ménages (en millions) <sup>(2)</sup>	ND	1,81	1,79
Croissance du PIB (%) <sup>(1)</sup>	0,8 %	2,0 %	3,2 %
PIB par personne (en \$ PPA) <sup>(1)</sup>	24 664	24 142	23 308
Evolution de la consommation par ménage (%) <sup>(2)</sup>	- 0,1 %	- 0,2 %	- 0,5 %

Sources :

(1) FMI, octobre 2013

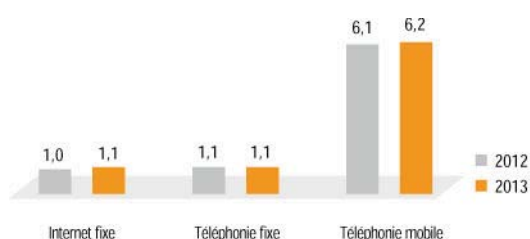
(2) Eurostat

### ➤ REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIONS D'EUROS)



Source : Orange Slovensko

### ➤ NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



Source : Orange Slovensko

Le marché des services de télécommunications a poursuivi en 2013 la contraction constatée les années précédentes (- 7,0 % en 2013, contre - 3,8 % en 2012), dans un contexte économique marqué par une croissance modérée du PIB de + 0,8 %.

Comme les années précédentes, le marché de la téléphonie fixe (incluant la Voix sur IP) a poursuivi son déclin en 2013 (- 1,5 % en nombre de clients), bien que la Voix sur IP ait permis de limiter cette baisse. Le marché des services internet fixes a crû en 2013 de + 2,9 % en volume et baissé de - 7,0 % en valeur, pour atteindre 1,1 million de clients fin 2013.

## Téléphonie mobile

Sur le marché des télécommunications mobiles, les clients sous contrat continuent de représenter plus de 70 % du total de clients et 83 % du chiffre d'affaires (source : Orange Slovensko). Le taux de pénétration mobile dépasse les 100 % (source : Orange Slovensko).

## L'environnement concurrentiel

### ➤ PART DE MARCHE INTERNET HAUT DEBIT



Source : Orange Slovensko

### ➤ PART DE MARCHE MOBILE



Source : Orange Slovensko

Orange Slovensko est en concurrence sur le marché mobile avec deux autres opérateurs, Telefonica O2, et Slovak Telekom détenu à 51 % par Deutsche Telekom. L'entrée d'O2 en Slovaquie en 2007 a stimulé la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile. En 2013, O2 a poursuivi la croissance de sa part de marché en proposant des offres agressives du point de vue tarifaire. Cette stratégie contribue à accélérer la baisse du revenu moyen par client (ARPU). Orange Slovensko a maintenu néanmoins sa première place sur le marché de la téléphonie mobile, avec une part de marché en volume de 44,8 %.

## Les activités d'Orange Slovensko

### ➤ INDICATEURS OPERATIONNELS

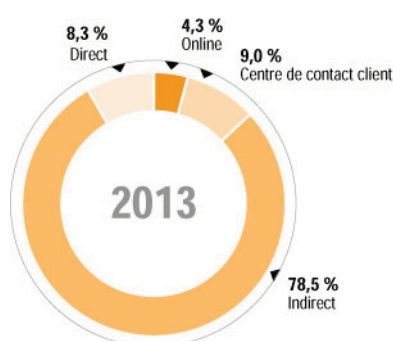
	2013	2012	2011
<b>Nombre d'abonnés</b> (en millions)			
Lignes internet FTTH	0,1	0,08	0,05
Clients mobiles	2,8	2,9	2,9
dont haut débit mobile	1,8	1,9	2,1
<b>ARPU total</b> (en euros par mois)	<b>16,1</b>	<b>17,4</b>	<b>19,1</b>

Source : Orange Slovensko

En juin 2013, Orange Slovensko a lancé un nouveau portefeuille d'offres *Ideal* qui se présentent comme une évolution des offres *WoW*, renforçant la segmentation clients suivant le concept *Animals*. Ces offres s'articulent autour de quatre segments de base, avec une simplification du portefeuille précédent et proposent des options illimitées pour chacun de ces segments, en fonction de leurs besoins spécifiques. En outre, à partir de la fin de 2013, Orange Slovensko a introduit la première offre réellement convergente sur le marché slovaque, *Orange Family*, faisant bénéficier les clients d'un tarif avantageux s'ils combinent plusieurs services (voix, données et fixe).

## La distribution

### ► REPARTITION DES CANAUX DE DISTRIBUTION (EN % DES ACTES COMMERCIAUX)



Source : Orange Slovensko

## Le réseau

### ► COUVERTURE

(en % de la population)

	2013	2012	2011
3G (UMTS) / HSDPA	79,2 %	72,3 %	71,1 %
Nombre de sites radio 3G (en milliers)	1,56	1,41	1,34

Source : Orange Slovensko

Les investissements consentis par Orange Slovensko en 2013 continuent de se concentrer sur l'amélioration de la qualité de la couverture 3G en zones urbaines (densification, couverture à l'intérieur des immeubles, passage en HSDPA+) ainsi que dans les zones rurales (UMTS dans la bande des 900 MHz, grâce à la modernisation des équipements en multimode). En parallèle, l'accent est mis sur la réduction des coûts opérationnels, ainsi que sur la modernisation du réseau de transmission (*Backhaul refresh*) pour faire face à la croissance du trafic et continuer à améliorer la bande passante et sa fiabilité (projet FTTC – fibre jusqu'au sous-répartiteur).

Orange Slovensko commercialise ses produits et services en Slovaquie à travers divers réseaux de distribution :

- 148 magasins de détail, qui ne commercialisent que les produits Orange sous contrat de franchise, auxquels s'ajoute un kiosque Orange ouvert en octobre 2013 ;
- les équipes de vente rattachées aux boutiques Orange (en charge de l'information et des ventes aux VIP et clients entreprises), et spécialistes des ventes en porte-à-porte pour les produits et services FTTH ;
- les distributeurs spécialisés et magasins de détail vendant les cartes prépayées ;
- des espaces spécialisés dans les magasins d'électronique *Nay* ;
- une équipe de vente spécialisée, sous la responsabilité directe d'Orange Slovensko, dédiée à l'acquisition et à la fidélisation des clients entreprises ;
- une plateforme de service clients, sous le management direct d'Orange Slovensko ;
- un site de vente en ligne ([www.orange.sk/eshop/](http://www.orange.sk/eshop/)), où les clients peuvent acheter les produits et services Orange, ainsi que des accessoires.

## Perspective 2014

Les investissements prévus par Orange Slovensko pour 2014 continueront de se concentrer sur l'amélioration de la qualité de la couverture 3G en zones urbaines et rurales, ainsi que sur l'accroissement de la capacité du réseau. Le lancement du LTE suite à l'attribution des nouvelles licences par l'appel d'offres de décembre 2013 figure également au cœur des priorités d'Orange. La transformation du réseau se poursuivra sur la lancée des projets déjà engagés, et une part importante des investissements visera à maintenir la part de marché en valeur d'Orange, avec une priorité mise sur la maintenance et l'évolution des actifs existants.

## 3.1.4.5 Moldavie

## Le marché des services télécom

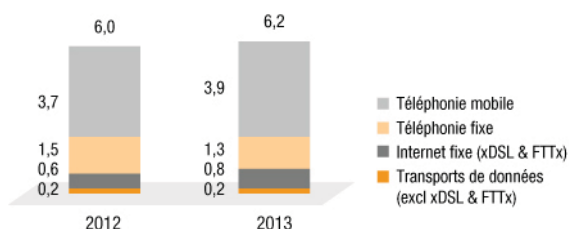
### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	3,6	3,6	3,6
Croissance du PIB (%)	+ 4 %	- 0,8 %	+ 6,8 %
PIB par personne (en \$ PPA)	3 562	3 378	3 347

Source : FMI, octobre 2013

Après une faible croissance en 2012, l'année 2013 a connu une reprise de la croissance du PIB réel de 4 %. La consommation des ménages a été le principal moteur de la croissance, facilitée par les transferts financiers et la hausse des salaires. En dépit d'une augmentation notable, les investissements sont encore insuffisants pour constituer le moteur de la croissance économique.

#### ➤ REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIARDS DE LEI) <sup>(1)</sup>



Source : ANRCETI

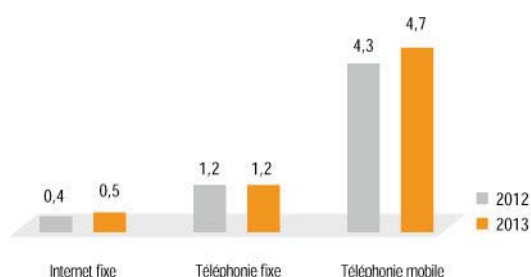
(1) 1 lei = 0,0555 euro.

Dans le contexte d'un environnement difficile et d'une lente reprise économique, le marché moldave des télécommunications reste sous la pression des mesures réglementaires (lancement de la portabilité du numéro mobile le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et de celle du numéro fixe le 1<sup>er</sup> août 2013, réduction de la terminaison des appels), ce qui conduit à une lente reprise du marché en 2013. Le chiffre d'affaires du secteur des Télécoms en Moldavie est resté stable par rapport à 2012, soit 6,1 milliards de lei en 2013. La plus forte progression du secteur vient de l'internet fixe (+ 16 %) mais aussi d'une croissance modérée dans le segment mobile (+ 3 %).

L'activité de téléphonie fixe a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 16,9 %. De plus, la baisse des services de voix fixe n'a pas été compensée par une croissance du haut débit fixe. L'accès en fibre optique a présenté une tendance plus dynamique, dominant le marché depuis plusieurs années.

Le marché mobile a été fortement touché au second semestre 2013 par la guerre des prix consécutive à la portabilité du numéro mobile, qui s'est accompagnée du lancement d'offres agressives (forfait illimité).

#### ➤ NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)



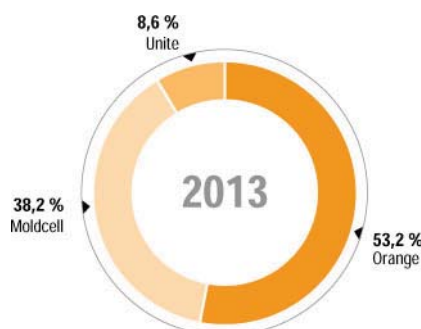
Source : ANRCETI

Le marché de la téléphonie mobile est à présent mature et a atteint un taux de pénétration de 121 % à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2013.

Le nombre total de clients s'est accru de 9 % (+ 0,52 million d'abonnés) pour atteindre 6,4 millions d'abonnés à fin 2013. La principale augmentation vient de l'activité de téléphonie mobile, où les trois opérateurs enregistrent une augmentation nette de 470 000 abonnés en 2013. Le marché de l'internet fixe a quant à lui progressé de 53 000 utilisateurs (+ 13 % en un an).

### L'environnement concurrentiel

#### ➤ PART DE MARCHE MOBILE



Source : ANRCETI

Malgré une concurrence féroce, Orange Moldavie garde sa position de leader sur le marché mobile avec 53,2 % de part de marché. Moldcell (Groupe TeliaSonera) est le principal concurrent avec une part de marché de 38,23 %, tandis que Unite (la marque mobile de l'opérateur historique Moldtelecom) se positionne comme un opérateur à bas prix proposant des offres d'abondance, dont la part de marché demeure inférieure à 10 %.

Après l'apparition de la portabilité, Moldcell et Unite ont commencé à proposer des offres très agressives en termes de prix, privilégiant l'acquisition de nouveaux clients au détriment de la valeur, en abaissant les prix des appels sur leurs propres réseaux comme hors réseau. De ce fait, Orange est devenu receveur net d'appels vis-à-vis des autres opérateurs.

Le revenu moyen par utilisateur (ARPU), au cours des neuf premiers mois de 2013, a diminué de - 10,5 % pour atteindre 69,6 lei. Les principales raisons sont la baisse des prix, le lancement des offres illimitées proposées par les trois opérateurs, ainsi que les impacts négatifs de la réglementation.

## Les activités d'Orange Moldova

### INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
Nombre d'abonnés mobiles (en millions)	2,1	2,0	1,8
ARPU mobile (lei par mois) <sup>(1)</sup>	102,8	111,9	118,2

Source : Orange Moldova

(1) 1 lei = 0,0555 euro

En dépit de la portabilité et du lancement des offres illimitées, le chiffre d'affaires d'Orange Moldavie a augmenté de 3,4 % (+ 92 millions de lei) en 2013, atteignant 2,8 milliards de lei. Les ventes d'équipements (téléphones et accessoires) représentent le principal moteur de la croissance du chiffre d'affaires (+ 75 millions de lei par rapport à 2012), principalement en raison de l'introduction d'un paiement différé. Le chiffre d'affaires des appels entrants a crû de 24 millions de lei par rapport à 2012, grâce à la combinaison d'une augmentation du trafic entrant des concurrents (principalement Moldcell) et d'un effet de change positif.

Les initiatives stratégiques pour Orange Moldavie :

- conforter sa position de n° 1 sur le mobile (voix & données) ;
- développer les revenus du haut débit mobile, grâce à une forte pénétration, au lancement d'offres plus accessibles et au développement des offres *smartphones* 3G et 4G (celle-ci couvre déjà une dizaine de villes du pays) ;
- développer de nouvelles activités de croissance comme le M2M et de nouveaux services (MID, MFS, etc.) ;
- assurer l'activité et la transformation au travers de la migration vers un outil de facturation convergent, l'optimisation énergétique des sites et le partage des installations mobiles ;
- développer l'accès Wifi pour les clients d'Orange Moldavie avec une couverture nationale dans les transports publics, tous les points de ventes Orange, les universités et les lieux publics.

### Perspectives

Orange Moldavie souhaite maintenir et renforcer sa position de leader sur le marché des Télécoms moldaves, ce qui lui permettra de conserver une bonne marge opérationnelle. Le principal objectif de la Société pour 2014 est de maintenir sa part de marché en valeur en augmentant la fidélité de ses clients (être reconnu comme l'opérateur de choix) et diversifier les services de voix et data (pour les nouveaux clients ainsi que pour les clients existants). La recherche d'une solide performance commerciale, afin de devenir l'opérateur numérique de référence sur le marché sera soutenue par :

- la refonte des offres d'abonnements mobiles ;
- la transformation en opérateur intégré fournissant l'accès aux services à haut débit fixe et l'étude de l'ensemble des opportunités de croissance dans l'internet à haut débit ;
- l'offre de la meilleure expérience client pour l'internet mobile (3G+ / LTE / Wifi).

### 3.1.4.6 Arménie

#### Le marché des services télécom et l'environnement concurrentiel

Le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications en Arménie représente 3,6 % du PIB. Dans ce total, le marché mobile en constitue 2,8 %, tandis que la part du fixe (partagé entre Beeline, Ucom et Rostelecom principalement) est de 0,8 %. A la fin du troisième trimestre de 2013, le taux de pénétration mobile était de 95 % de la population.

A la fin du troisième trimestre 2013, les parts de marché estimées en valeur étaient les suivantes : Vivacell-MTS 64,1 %, Beeline 19,3 %, Orange Arménie 16,6 % (sources : régulateur et Orange). La part de marché d'Orange Arménie a crû de 1,3 point sur un an, essentiellement grâce à son succès sur le marché des abonnés sous contrat. En outre, Orange Arménie est resté le leader du marché internet à haut débit mobile, avec une part de marché de 58 %.

#### Les activités d'Orange Arménie

Orange Arménie s'est vu attribuer une licence pour l'exploitation des services de communications mobiles dans les bandes 900, 1 800 et 2 100 MHz le 19 novembre 2008, pour une période de 15 ans. Le lancement commercial des services a eu lieu en novembre 2009.

Fin 2013, Orange Arménie comptait environ 624 000 clients actifs en téléphonie mobile, principalement en formules prépayées (375 000), et 98 000 clients actifs en internet mobile. Le succès des offres hybrides Grand Public et entreprises ne s'est pas démenti, et elles comptent désormais 142 000 clients fin 2013, auxquels s'ajoutent 8 300 cartes M2M (*Machine to Machine*).

En 2013, Orange Arménie s'est concentré sur la croissance de son chiffre d'affaires et l'amélioration de son bénéfice opérationnel (EBITDA). Ses efforts se sont également portés sur le renforcement de la fidélisation de ses clients. Parmi les principaux événements de l'année il convient de mentionner la refonte du portefeuille d'offres voix, la relance des offres pour les amis et les familles, ainsi qu'une offre prépayée pour l'internet mobile. Orange Arménie a également été la première à lancer sur le marché arménien des offres dédiées pour tablettes, l'application *My Orange* pour les clients utilisateurs de *smartphones* sous Android et iOS, ainsi que d'autres offres spécifiques liées à l'amélioration du service après-vente.

Le chiffre d'affaires annuel, en croissance de 14 % par rapport à 2012, s'établit à 23 milliards de drams arménien, et la société a dégagé un excédent brut d'exploitation (EBITDA) de 696 millions de Drams pour l'exercice.

## La distribution

Orange Arménie dispose d'un réseau de distribution très étendu, constitué de 77 boutiques sous sa marque (dont 69 exploitées en franchise) et 850 points de ventes indirects. Plus de 6 000 points de vente sont disponibles pour les recharges prépayées (incluant les boutiques Orange, les points de ventes de cartes à gratter, banques, distributeurs automatiques de billets, points de recharge électronique).

## Le réseau

En 2013, 37 nouveaux sites radio ont été mis en service (dont six dédiés à la couverture de "zones blanches", des villages couverts par aucun opérateur, suite à une décision du régulateur arménien), tandis que la capacité des réseaux existants était augmentée, afin de s'adapter à la croissance soutenue du trafic de voix et de données.

## Perspectives 2014

En 2014, Orange Arménie continuera de se concentrer à la fois sur l'amélioration du revenu moyen par abonné de sa base client existante, et sur l'acquisition de nouveaux clients créateurs de valeur, tant en téléphonie mobile que sur le segment internet. La qualité des services offerts, la proximité avec le client, et l'innovation, continueront de constituer le socle essentiel pour atteindre ces objectifs, dans la perspective du lancement, le 1<sup>er</sup> avril 2014, de la portabilité du numéro mobile en Arménie.

### 3.1.4.7 République Dominicaine

Conformément à l'accord signé avec Altice en novembre 2013, Orange lui a cédé Orange Dominicana le 9 avril 2014 pour un montant de 1,42 milliard de dollars (soit environ 1,05 milliard d'euros).

## 3.1.5 Pays d'Afrique et Proche-Orient

### 3.1.5.1 Egypte

#### Le marché des services télécom

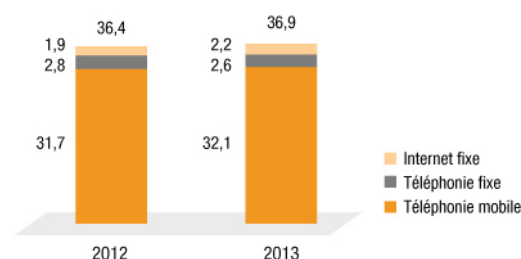
##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	84,15	82,5	80,4
Croissance du PIB (%)	+ 1,8 %	+ 2,2 %	+ 1,8 %
PIB par personne (en dollars PPA)	6 553	6 474	6 388

Source : FMI octobre 2013

Le taux de croissance du Produit intérieur brut de l'Egypte à fin 2013 est estimé à 1,8 %, en hausse de 0,4 point par rapport à 2012. Les événements qui ont conduit à un changement de régime politique ont accentué les faiblesses structurelles de l'économie telle que le chômage endémique, les écarts de revenus, et les troubles sociaux.

##### ► REVENUS DES SERVICES TELECOM (EN MILLIARDS DE LIVRES EGYPTIENNES) <sup>(1)</sup>



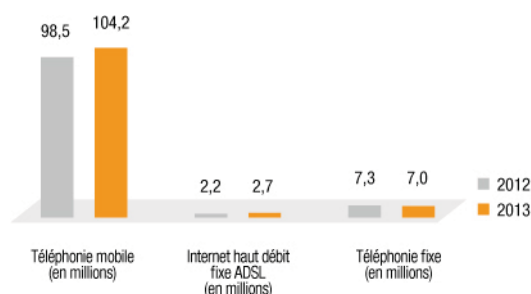
Source: Arab Advisor Group - Egypt Telecom Market Indicators & Projections - juillet 2013  
(1) 1 livre égyptienne = 0,1044 euro

##### ► NOMBRE DE CLIENTS

(en millions)	2013	2012	2011
Téléphonie mobile (en millions)	98,6	97,4	86,6
Taux de pénétration (en % de la population)	114,8 %	116,4 %	106,4 %
Internet haut débit (ADSL) (en millions)	2,8	2,3	1,9
Taux de pénétration (en % de la population)	3,2 %	2,8 %	2,3 %
Téléphonie fixe (en millions)	7,0	7,3	8,0
Taux de pénétration (en % de la population)	8,1 %	8,7 %	9,8 %

Source : Arab Advisors Group, Egypt Telecom Market Indicators & Projections, juillet 2013

## Téléphonie Mobile



Source : Arab Advisor Group - Egypt Telecom Market Indicators & Projections - juillet 2013

Le marché égyptien de la téléphonie mobile est constitué essentiellement de clients en formule prépayée. Les opérateurs étendent de plus en plus leurs offres vers les segments de clientèle situés dans le bas du marché, en abaissant les frais de connexion, et en proposant des téléphones mobiles et des recharges à faible prix. Cette extension en direction d'une nouvelle clientèle constituée des classes moyennes, mais aussi des populations rurales, se traduit par une baisse du revenu moyen par abonné (ARPU). Les événements politiques ont fortement affecté le marché des télécommunications en 2013. Le secteur touristique continue notamment à connaître une forte diminution de ses activités, entraînant une baisse substantielle du chiffre d'affaires de l'itinérance (roaming).

Alors que le taux de pénétration de la téléphonie fixe continue de baisser et que le développement de l'internet haut débit reste toujours très limité, le taux de pénétration du mobile continue d'augmenter, ouvrant ainsi des possibilités de croissance des services de données et d'internet sur le réseau mobile. Le taux de pénétration du mobile atteignait 126 % de la population à fin 2013 avec 104 millions de cartes SIM en circulation (Source : GSMA, février 2013).

## Les activités de Mobinil

### INDICATEURS OPERATIONNELS

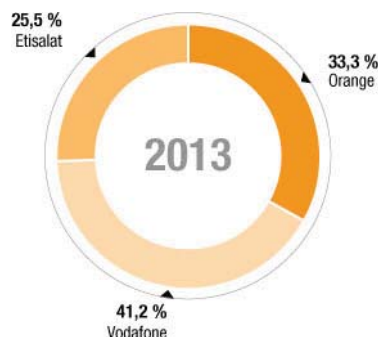
	2013	2012	2011
<b>Nombre d'abonnés mobiles</b> (en millions)	<b>34,8</b>	<b>33,8</b>	<b>32,9</b>
dont forfaits	4,5	2,7	0,9
dont offres prépayées	30	31	32
<b>ARPU total</b> (en euros par mois)	<b>2,5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

Source : Mobinil

La base de clients mobiles de Mobinil atteignait 34,8 millions à fin 2013, en augmentation de 2,4 % par rapport à 2012, et est constituée à 87 % de clients en formule prépayée. Une évolution notable du mix prépayé / abonnements est intervenue en 2013 suite au lancement d'offre de forfaits bloqués.

## L'environnement concurrentiel

### PART DE MARCHE MOBILE



Source : GSMA, février 2014

Le marché égyptien est caractérisé par un environnement de plus en plus concurrentiel. La concurrence qui s'exerce d'abord entre les opérateurs mobiles s'étend aussi de plus en plus au marché de l'internet, du B2B. En parallèle, le jeu des alliances et des intégrations modifie le paysage du marché des télécommunications et conduit les différents acteurs à s'orienter vers une stratégie de convergence.

Sur le marché mobile, ECMS a été le 1<sup>er</sup> opérateur à lancer ses services en Egypte en 1998 sous la marque Mobinil. Vodafone Egypt est le 2<sup>e</sup> opérateur apparu sur le marché en 1998 également, sous le nom de *ClickGSM*, et s'est positionné sur le segment des clients à forte valeur ajoutée grâce à son réseau 3G lancé en 2006. Etisalat, filiale d'Etisalat U.A.E., est entré sur le marché en 2007 et s'est fortement positionné sur une stratégie de prix bas.

Malgré un contexte particulièrement concurrentiel, Mobinil a enregistré une croissance du nombre de ses abonnés et est parvenu en 2013 à conserver sa seconde place sur le marché avec 33 % de part de marché (source : GSMA). Vodafone reste le leader du marché avec 41 % et Etisalat, le dernier entrant, est en 3<sup>e</sup> position avec 26 %.

Le chiffre d'affaires annuel a atteint 10,6 milliards de livres égyptiennes en 2013, en hausse de 2,3 % par rapport à 2012. Le revenu moyen par abonné a continué de décroître en 2013 (- 17 %) pour atteindre 2,5 euros du fait principalement de l'intensification de la concurrence entre les opérateurs, et de l'acquisition de nouveaux clients à plus faible pouvoir d'achat.

## La distribution

Mobinil vend ses produits et services en Egypte à travers différents circuits de distribution :

- 47 magasins Mobinil ;
- 55 boutiques franchisées ;
- 53 kiosques Mobinil ;
- 42 kiosques externalisés ;
- des distributeurs et des détaillants spécialisés.

## Réseau et licences

ECMS détient une licence GSM et une licence UMTS-3G obtenue en 2007 pour une période de 15 ans. Un plan de couverture détaillé sur cinq ans accompagne l'attribution de la licence 3G, et le régulateur égyptien (NTRA) a garanti à Mobinil l'attribution d'autres bandes de fréquence, la possibilité

d'appliquer une tarification spéciale pour les communications à l'intérieur du réseau de Mobinil (*mode on net*), et la réservation d'un nouveau code de réseau. En 2013, des fréquences supplémentaires ont été acquises.

## Perspectives 2014

La situation sociale et politique continue d'être tendue en Egypte, avec le risque de retarder le rétablissement économique. ECMS poursuivra cependant la mise en œuvre des plans d'actions commencés en 2012 avec une stratégie orientée vers la création de valeur et l'efficacité opérationnelle. Le management d'ECMS continuera d'axer ses efforts sur la maîtrise des coûts et l'amélioration de la rentabilité grâce notamment à un large programme de transformation. Une licence globale devrait être délivrée en 2014 aux opérateurs mobiles actuels. Telecom Egypt obtiendra une licence mobile et deviendra en même temps le 4<sup>e</sup> opérateur mobile sur le marché.

### 3.1.5.2 Sénégal

#### Le marché des services télécom

##### ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	13,5	13,1	12,8
Croissance du PIB (%)	+ 4,0 %	+ 3,5 %	+ 2,6 %
PIB par personne (en dollars PPA)	2 059	2 005	1 954

Source : FMI, octobre 2013

Avec une population de 13,5 millions d'habitants, le Sénégal représente la troisième économie de la sous-région ouest-africaine.

##### ► NOMBRE DE CLIENTS (EN MILLIONS)

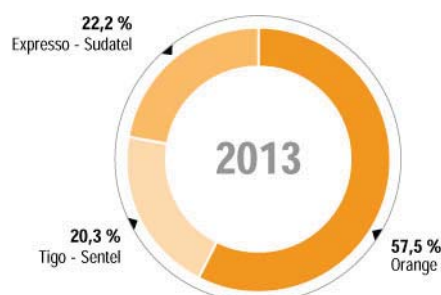


Source : GSMA, février 2014

Le marché mobile a atteint 13,1 millions de cartes SIM en 2013 contre 11,5 en 2012, soit une croissance de 14 %. Sur cette période, le taux de pénétration du mobile est passé de 82 % à 91 %, porté par le multi-équipement en cartes SIM ainsi que par l'extension de la couverture des opérateurs.

## L'environnement concurrentiel

##### ► PARTS DE MARCHE DES MOBILES



Source : GSMA, février 2014

Trois opérateurs sont présents sur le marché mobile : Orange, Sentel, filiale du groupe Millicom International, et Sudatel. La concurrence a continué de s'intensifier en 2013 avec la multiplication des offres d'abondance. Un ralentissement de la croissance du parc (+ 3 % contre + 17 % en 2012) a été noté en 2013. Cette situation est principalement due aux nouvelles contraintes réglementaires portant sur l'identification des abonnés actuels. Le renforcement de l'effet club et le

durcissement des conditions de recrutement induit par les nouvelles contraintes d'identification ont entraîné un fort ralentissement du parc sur le 2<sup>e</sup> semestre 2013. On note par ailleurs un très fort développement des usages de données mobile (plus de 1 million d'utilisateurs chez Orange) favorisé par l'amélioration de la qualité de service, l'extension de la couverture 3G, l'enrichissement des offres, et la diffusion des *smartphones* et clés internet.

## Les activités d'Orange Sénégal

### INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
<b>Nombre de clients</b> (milliers)	<b>7 761</b>	<b>7 496</b>	<b>6 459</b>
Lignes Fixes	291	282	283
Lignes internet	105	96	93
Clients Mobiles	7 365	7 118	6 083
<b>ARPU mobile</b> (en euros par mois)	<b>5,5</b>	<b>6</b>	<b>6,7</b>

Source : Orange Sénégal

En 2013, le parc mobile d'Orange Sénégal s'élevait à 7,4 millions de clients actifs, en croissance de + 3,5 % (contre + 17 % en 2012), quasi exclusivement constitué de formules prépayées (99 %). La tendance baissière de l'ARPU se confirme en 2013 (- 8,3 % contre - 10 % en 2012), avec la multiplication des offres d'abondance et le recrutement de nouveaux clients à plus faible consommation.

Le nombre d'abonnés internet haut débit fixe (ADSL) s'établissait à 105 213 clients en 2013, en augmentation de 9,6 %, grâce aux offres *Illiminet* et *Pack ADSL Kheweul*, ainsi qu'à la stratégie de recrutement ciblé qui a permis de réduire les résiliations massives à la fin des campagnes de promotion. Le parc fixe est en hausse par rapport à 2012 de + 3,3 % (+ 9 165 abonnés). Les offres commerciales phares (*Illiminet*, *Kheweul*) ainsi que les formules dual play (Voix + ADSL), tout comme la poursuite de la bonne pénétration du CDMA (*Yakhana*) dans les zones rurales, permettent de maintenir cette croissance malgré la forte concurrence de l'activité mobile.

L'offre mobile d'Orange Sénégal consiste principalement en formules prépayées ayant fait l'objet d'une refonte courant 2013 autour de trois offres : *Diamono Classique*, *Diamono S'Cool*, *Diamono Door Waar*. Orange est également partenaire de Kirène pour une offre de type MVNO dénommée *Kirène avec Orange*. L'offre de payment mobile *Orange Money* se développe avec plus de 1,5 million de clients. Un partenariat a été noué avec TOTAL en décembre 2013 pour régler *via* Orange Money les transactions dans les stations-service TOTAL.

Le développement de l'offre d'internet mobile d'Orange se poursuit autour des *Pass Internet Everywhere* lancée

en novembre 2010 avec un parc de près de 315 000 clés internet à fin 2013, et plus d'un million d'utilisateurs.

## La distribution

Le réseau de distribution est constitué de :

- 7 agences ;
- 37 boutiques détenues en propre (accueils Sonatel) dont 11 à Dakar et 26 en régions ;
- 128 boutiques Orange ;
- 51 grossistes ;
- 500 demi-grossistes ;
- un réseau de plus de 800 points Orange et points privilèges qui complète le maillage des boutiques Orange.

## Perspectives 2014

Les priorités d'Orange Sénégal en 2014 porteront sur :

- le maintien du leadership sur le mobile malgré l'arrivée annoncée d'un 4<sup>e</sup> opérateur global sur le marché ;
- la poursuite du développement de la data mobile pour en faire un futur relais de croissance ;
- le maintien de la part de marché de plus de 80 % sur le wholesale international malgré la commercialisation de nouvelles capacités par les concurrents ;
- la poursuite du développement d'Orange Money ;
- le développement du marché professionnel et des PME.

## 3.1.5.3 Côte d'Ivoire

## Le marché des services télécom

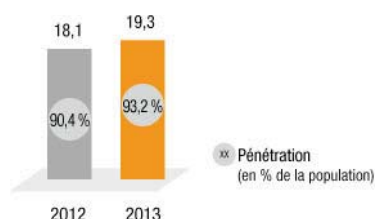
## ► PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2013	2012	2011
Population (en millions)	24,1	23,4	22,7
Croissance du PIB (%)	+ 8,0 %	+ 9,8 %	- 4,7 %
PIB par personne (en dollars PPA)	1 814	1 707	1 574

Source : FMI, octobre 2013

Après la crise post-électorale de 2011, l'année 2012 a vu la stabilisation de la situation politique du pays et l'année 2013 a été marquée par le développement des travaux d'infrastructures (autoroutes, ponts, énergie, eau, réhabilitation des universités,...). Ainsi après la récession de 2011, la croissance économique s'est établie respectivement à 9,8 % et 8,0 % en 2012 et 2013. Le FMI table sur une croissance soutenue de 8,0 % en 2014. Les effets de cette bonne performance économique devront se traduire en 2014 par l'amélioration du niveau de vie de la population (revalorisation des salaires des fonctionnaires, assurance maladie universelle...). Ces perspectives sont toutefois à nuancer par les aspects sécuritaires, avec l'intensification de l'insécurité sur les grands axes routiers qui fait planer des menaces directes sur la consommation.

## ► NOMBRE DE CLIENTS MOBILES (EN MILLIONS)

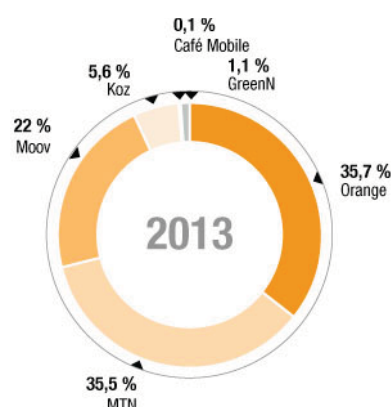


Source : GSMA, février 2014

Le marché mobile est passé entre 2012 et 2013 de 18,1 millions à 19,3 millions de cartes SIM, soit une croissance de 6,8 %. Dans le même temps, le taux de pénétration des mobiles est passé de 90 % à 93 % de la population. Cette augmentation est toujours portée par le développement du multi-SIM, des offres d'abondance, la baisse des tarifs de communication et du coût des terminaux.

## L'environnement concurrentiel

## ► PARTS DE MARCHÉ DES MOBILES



Source : GSMA, février 2014

Le marché est caractérisé par un haut niveau de concurrence lié à la présence de six opérateurs, dont trois ont résolument adopté une stratégie de prix bas à travers une politique de bonus agressive. Le dernier entrant Niamoutié Telecom (marque Café Mobile) est resté peu actif sur le marché en 2013.

La part de marché d'Orange a légèrement progressé à 35.7 % en 2013 (source : GSMA). Orange conserve ainsi sa première place devant MTN, soutenue par une bonne dynamique d'innovation.

Le marché se caractérise par des promotions tarifaires très attractives pour les communications passées en intra-réseau (formules de Pass) qui ont eu pour effet une augmentation de l'usage. Les promotions ont également favorisé le multi-équipement en cartes SIM.

## Les activités de Côte d'Ivoire Télécom et Orange Côte d'Ivoire

### INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
<b>Nombre de clients</b> (milliers)	<b>7 341</b>	<b>6 543</b>	<b>6 210</b>
Lignes Fixes	287	290	290
Lignes internet	40	36	36
Clients Mobiles	7 014	6 217	5 884
<b>ARPU mobile</b> (en euros par mois)	<b>6,25</b>	<b>5,9</b>	<b>4,75</b>

Source : Orange

Le nombre de lignes fixes de Côte d'Ivoire Télécom a baissé et se situe à 287 000 à fin 2013, fortement concurrencé par le développement du mobile, qui augmente du fait notamment du multi-équipement. Une très forte progression est également enregistrée au niveau du marché du haut débit mobile, avec l'arrivée de la 3G et un parc de près de 170 000 clés internet Orange à fin 2013. Corrélativement, le revenu moyen par client (ARPU) a augmenté par rapport à 2011 et 2012. 2011 a été une année exceptionnellement basse en raison des événements post-électorales et 2012 a marqué un début de relance de l'activité. Cependant, 2013 s'inscrit dans une tendance baissière par rapport à 2010, du fait notamment de l'accroissement des clients situés en zone rurale à plus faibles revenus.

Par ailleurs, Côte d'Ivoire Télécom comptait à fin 2013 plus de 40 000 clients internet haut débit ADSL.

### La distribution

Depuis la fusion opérationnelle (en 2010) des activités d'Orange Côte d'Ivoire et de Côte d'Ivoire Télécom, Orange possède le plus important réseau de distribution physique de Côte d'Ivoire du secteur des télécommunications, avec

115 boutiques, dont 33 détenues en propre et 82 franchises à fin 2013. Orange distribue également ses services à travers un réseau de 14 partenaires exclusifs. Enfin, plus de 80 000 détaillants proposent les produits Orange.

Orange Côte d'Ivoire a poursuivi en 2013 ses actions de professionnalisation et de formation de ses partenaires. Des actions ont également été menées auprès de l'ensemble du réseau de distribution pour soutenir la croissance des services *Orange Money*.

### Perspectives 2014

Les priorités d'Orange Côte d'Ivoire en 2014 viseront à :

- poursuivre la différenciation de ses offres par la qualité avec un effort particulier sur le B2B et le haut débit pour atténuer les effets de la guerre des prix ;
- capter l'essentiel de la croissance sur la data mobile (MMA), le mobile money, le B2B, et le segment de marché des étudiants et jeunes actifs ;
- sécuriser les revenus prepaid et fidéliser nos clients.

## 3.1.5.4 Jordanie

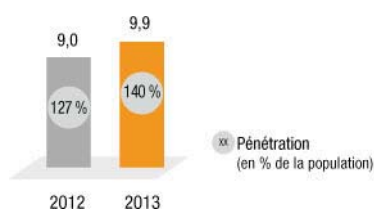
### Le marché des services télécom

#### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
Population (en millions)	6,5	6,4	6,3
Croissance du PIB (%)	+ 3,3 %	+ 2,8 %	+ 2,6 %
PIB par personne (en dollars PPA)	6 116	5 977	5 846

Source : FMI, octobre 2013

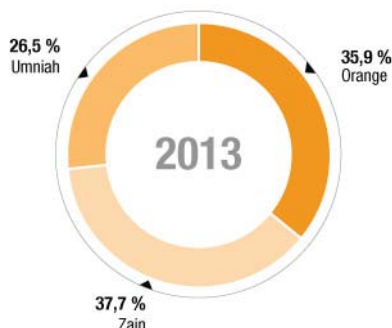
#### NOMBRE DE CLIENTS MOBILE (EN MILLIONS)



Source : GSMA, février 2014

Le marché mobile est passé de 9,0 à 9,9 millions de cartes SIM entre 2012 et 2013, soit une croissance de 10 %. Le taux de pénétration du mobile est proche de 140 %. Cette progression résulte d'un marché stimulé par la concurrence, où les offres d'abondance sur les données ont pris le relais en 2013 des offres voix prépayées.

### ➤ L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL



Source : GSMA, février 2014

La Jordanie compte trois principaux opérateurs mobiles. Orange occupe la deuxième position sur le marché mobile avec une part de marché de 35.9 % (source : GSMA). L'année 2013 a été marquée par une intensification de la concurrence sur la gamme de services 3G, et une abondance d'offres de consommation de masse.

### Les activités d'Orange Jordan

	2013	2012	2011
<b>Nombre de clients</b> (milliers)	<b>3 881</b>	<b>3 820</b>	<b>3 342</b>
Lignes Fixes	433	453	474
Lignes internet	192	182	174
Clients Mobiles	3 256	3 185	2 694
<b>ARPU mobile</b> (en euros par mois)	<b>4,1</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>

Source : Orange Jordan

Orange détenait 3,9 millions de clients à la fin 2013, en croissance de 1,6 % par rapport à 2012. Cette croissance a été portée par des offres ciblées, telles que celle destinée à la clientèle jeune (*Prepaid Yalla Shabab*), tandis que l'ARPU diminuait du fait de la chute des prix sur le marché.

Le nombre de clients internet fixes d'Orange a continué de croître de 5,5 % en 2013. Orange a continué de déployer une gamme complète de services internet s'appuyant sur les services ADSL, vDSL (introduit en fin 2013), et sur la technologie FTTH.

### Perspectives 2014

Le marché devrait rester très concurrentiel en 2014. Dans ce contexte, Orange s'efforcera de proposer des offres compétitives et de défendre ses parts de marché.

#### 3.1.5.5 Mali

Malgré les événements politiques qui ont marqué le Mali ces derniers mois, le marché mobile a continué de se développer rapidement avec un taux de pénétration qui est passé de 24 % fin 2008 à 122 % fin 2013 (source : GSMA). Orange, 2<sup>e</sup> entrant sur le marché mobile est devenu leader sur ce segment, avec une part de marché de 62,9 % (source : estimation Orange Mali). Le principal concurrent d'Orange est Sotelma, l'opérateur historique, détenu par Maroc Télécom, lui-même détenu aujourd'hui par Etisalat qui a fait l'acquisition des parts de Vivendi (53 %). Une 3<sup>e</sup> licence globale a été attribuée en janvier 2013 au consortium Planor-Monaco Telecom International, qui opérera via la société d'exploitation de droit malien Alpha Télécommunication Mali SA (Atel-SA).

Le réseau mobile d'Orange Mali couvrait fin 2013 environ 85 % de la population et 43 % du territoire, et Orange Mali compte un parc mobile de 10,8 millions de clients actifs constitué de prépayé. Les principaux usages mobiles sont la voix et les SMS, mais les usages de données mobiles et de haut débit mobile se sont beaucoup développés depuis le lancement de la 3G en mai 2010. Orange Mali a lancé en juin 2010 le service *Orange Money* qui permet aux utilisateurs d'effectuer des transactions financières à partir de leur mobile. Le service comptait plus de 1,3 million de clients à fin 2013.

Le parc internet haut débit comptait plus de 66 400 abonnés fin 2013, en croissance de plus de 100 % grâce au succès des clés internet 3G+.

En 2014, les deux principaux enjeux pour Orange Mali seront de sécuriser ses revenus en fidélisant ses clients et de développer ses relais de croissance, notamment les revenus data et Orange Money.

#### 3.1.5.6 Cameroun

Le marché mobile se caractérise par un taux de pénétration 64,5 % en 2013 (source : GSMA), avec une forte disparité du taux entre les zones urbaines et rurales. Le marché se caractérise également par un taux important de multi-équipement en cartes SIM (60 %). Les principaux usages mobiles concernent la voix et les SMS, avec cependant un développement significatif des usages de données.

Orange se classe au 2<sup>e</sup> rang sur le marché mobile avec 41 % de part de marché derrière MTN (source : GSMA). Le parc mobile d'Orange à fin 2013 s'élevait à 6,0 millions clients actifs

(+ 4 % par rapport à 2012) dont 98 % en mode prépayé. L'année 2013 a été marquée par une concurrence accrue qui s'est traduite par la multiplication d'offres d'abondance et une baisse de prix significative. Orange Cameroun affiche une couverture réseau qui atteint 72 % de la population grâce à une augmentation de sites de 12 % (121) en 2013. Lancée en 2008, l'activité internet est en fort développement avec l'évolution en technologie 16<sup>e</sup> qui offre à plus de 80 000 clients rapidité et nomadisme.

A fin 2013, le réseau de distribution d'Orange au Cameroun était constitué de 10 agences, de 175 *Orange shops*, de 8 000 points de vente agréés, et d'une centaine de distributeurs et partenaires.

Le paysage concurrentiel en 2014 sera fortement modifié avec le démarrage des opérations du 3<sup>e</sup> Opérateur dès le 3<sup>e</sup> trimestre 2014.

### 3.1.5.7 Guinée Conakry

Orange Guinée, 4<sup>e</sup> entrant sur un marché mobile fortement concurrentiel avec la présence de cinq opérateurs, est devenu l'opérateur leader avec une part de marché de plus de 47 % en 2013 devant Areeba (groupe MTN), Cellcom, et Intercel (source : estimation Orange). Les usages mobiles concernent principalement la voix. Cependant un développement important de la data mobile a été constaté en 2013 grâce aux investissements importants réalisés dans le câble sous-marin ACE et dans le réseau 3G, et au succès des offres commerciales.

Le parc mobile d'Orange, quasi exclusivement en mode prépayé, qui s'élevait à 3,24 millions de clients actifs fin 2013 est en forte progression (+ 75,1 % par rapport à 2012). Le réseau d'Orange Guinée est le plus étendu de tous les opérateurs avec un taux de couverture de plus de 80 % du territoire (source : estimation Orange Guinée).

Orange possède un réseau de distribution directe composé de deux agences, de six accueils à Conakry et de trois agences dans le reste du pays (Labé, Kankan et Nzérékoré). En outre, Orange dispose d'un réseau de distribution indirecte.

### 3.1.5.8 Botswana

Le marché mobile est toujours en développement malgré un taux de pénétration qui atteint 160,9 % de la population (source : GSMA). Orange est l'un des trois opérateurs détenteurs d'une licence multiservices avec Mascom (filiale de MTN) et BTC l'opérateur historique.

Orange a confirmé en 2013 sa position de numéro deux sur le marché mobile avec 880 000 clients actifs en fin d'année (source : Orange Botswana), et une part de marché de 32 % (source : Botswana Telecommunication Authority). Les usages mobiles voix et SMS représentent 73 % des revenus et les nouveaux services de données (data et contenus) sont en forte croissance (+ 60 % par rapport à 2012).

L'année 2013 a également été marquée par le lancement de services Orange Money innovants tels que *Prepaid Electricity*, *DSTV* et l'association de la carte de débit VISA au compte Orange Money. Par ailleurs, Orange a poursuivi le développement d'offres convergentes voix et haut débit qui

s'appuient notamment sur les produits du Groupe tels que la Livebox, la *FlyBox* ou *Internet Everywhere* (clés USB GPRS / Edge / 3G).

Le réseau mobile d'Orange couvre la grande majorité de la population du Botswana. Afin de soutenir la croissance de la data, Orange Botswana a étendu de façon significative sa couverture 3G en 2013 avec 79 nouveaux sites qui offrent des débits de 21 à 42 Mbit/s.

Orange possède un réseau de distribution composé de 19 boutiques implantées à travers le pays, auquel s'ajoute un réseau de distribution indirecte composé de chaînes de grande distribution et de grossistes.

Les priorités d'Orange Botswana pour 2014 sont les suivantes :

- la poursuite de la croissance du nombre de client ;
- le développement des usages *data* ainsi que des contenus ;
- le développement de nouveaux services tels que M-Health, M-Agriculture ;
- la croissance de la part de marché sur le segment Entreprise ;
- la poursuite de l'amélioration de la satisfaction des clients.

### 3.1.5.9 Kenya

Avec une population d'environ 45 millions d'habitants, le Kenya compte 32,3 millions de clients mobiles, soit un taux de pénétration de 71,9 % (source : GSMA).

Seul opérateur fixe, Telkom Kenya qu'Orange détient à 70 %, fait face à trois concurrents : Safaricom, Airtel (opérateur du groupe indien Bharti), et Yu (opérateur du groupe indien Essar), ainsi qu'à plusieurs concurrents sur le marché des communications de données entreprises (Safaricom, Access Kenya, KDN, Wananchi).

Telkom Kenya a poursuivi son retour à la croissance en 2013 (base de clients mobiles en progression de 18 %) en développant les usages mobiles data, ainsi que les services aux grandes entreprises et aux PME. La Société a également renforcé son offre mobile voix avec la refonte des tarifs de son offre phare *Tujuane*. Grâce à ses investissements pour améliorer et étendre son réseau mobile et rénover son réseau fixe (passage du cuivre à la fibre optique), Telkom Kenya a été classé pour la seconde année consécutive meilleur opérateur mobile par le régulateur. L'entreprise poursuit son plan de transformation et les efforts de rationalisation de sa structure de coûts afin d'améliorer ses niveaux de marge.

### 3.1.5.10 Niger

Dernier entrant sur le marché mobile, Orange se positionne avec une part de marché de 27 %, en seconde position derrière Airtel et devant Moov et Sahelcom (source : GSMA). Son parc mobile s'élevait à 1,44 million de clients actifs (source : Orange). Seul opérateur sur le marché à proposer la 3G, lancée en 2011, Orange Niger est le leader de l'internet mobile haut débit. Orange Niger se classe également en 2<sup>e</sup> position derrière Airtel du point de vue de la couverture de son réseau mobile, avec 75 % de la population couverte en

2013, et une couverture réseau de plus de 437 sites 2G et de 67 sites 3G (source : Orange Niger).

Orange Niger commercialise ses produits grâce à un réseau de distribution directe composé de six agences, auxquelles s'ajoutent 89 distributeurs, et 17 600 points de vente répartis dans tout le pays.

Pour 2014, Orange Niger poursuit son ambition de maintenir sa place de leader dans le domaine de la fourniture de services internet et de conforter sa position sur le mobile, en renforçant son réseau dans les principales villes du pays et en continuant d'améliorer sa qualité de service.

### 3.1.5.11 République démocratique du Congo

La république Démocratique du Congo, avec une population de 77 millions d'habitants, se place au 4<sup>e</sup> rang en Afrique pour sa population (source : FMI octobre 2013). Cependant, son taux de pénétration mobile est seulement de 43 % (source : GSMA), taux très inférieur à celui de la plupart des pays voisins.

En octobre 2011, Orange a acquis 100 % de l'opérateur mobile Congo Chine Télécoms en rachetant 51 % du capital détenu par l'équipementier chinois de télécommunication ZTE, et les 49 % restants auprès de l'Etat congolais. La société est forte d'une licence nationale 2G et 3G et présente un excellent potentiel de croissance compte tenu du faible taux de pénétration mobile. Le 5 décembre 2012, la marque commerciale Orange a été lancée et la Société a été renommée Orange RDC. A fin décembre 2013, Orange RDC comptait 1,8 million de clients (source : Orange Congo).

### 3.1.5.12 Madagascar

Le pays a traversé en 2013 une 5<sup>e</sup> année consécutive de crise politicoéconomique, qui a eu pour conséquence une augmentation du taux de pauvreté, et une contraction de l'usage des télécommunications.

Le taux de pénétration des mobiles en pourcentage de la population est estimé à 28 % à fin 2013 (source : GSMA février 2014). Le parc de clients mobiles d'Orange a sensiblement décliné en 2013 mais Orange a renforcé ses positions sur les segments à valeur puisque le revenu moyen par utilisateur (ARPU) s'est accru de 31 %, notamment grâce au développement de l'internet mobile à haut débit. Orange dispose en effet de la couverture 3G la plus étendue parmi les opérateurs et desservait en décembre 2013 les 100 plus grandes villes de Madagascar.

Orange est le seul opérateur à commercialiser un *smartphone* pour un prix d'environ 53 euros, ce qui, combiné avec les capacités d'un réseau de transmission haut débit long de 6 000 km et au raccordement aux câbles internationaux Safe et Sat3 *via* les câbles sous-marins LION1 et LION2, favorise le développement de l'internet mobile.

En outre, Orange a déployé à destination des populations vivant en zone rurale, 2 500 points d'appel (appelés Tananaphone), alimentés en énergie solaire.

Enfin, *Orange Money* a poursuivi sa croissance en 2013 avec près de 1,1 million de clients connectés à ce service au 31 décembre 2013 (source : Orange).

Pour assurer la distribution de ses services, Orange dispose d'un réseau de 140 boutiques auquel s'ajoutent 97 kiosques (boutiques de proximité), 32 distributeurs, et 22 000 détaillants, et 1500 points de dépôt-retrait pour le service *Orange Money*.

Les priorités 2014 concernent le développement des services de télécommunication à destination du marché des entreprises et des professionnels, le développement des services *Orange Money*, le renforcement du réseau de distribution indirecte, l'extension de la couverture mobile dans les zones rurales, et le développement du réseau de transmission haut débit.

### 3.1.5.13 Ouganda

Le marché mobile de l'Ouganda connaît une croissance forte, avec un taux de pénétration qui est passé de 25 % fin 2008 à 51 % à fin 2013 (source : GSMA). L'année 2013 a vu la consolidation du marché avec l'acquisition du troisième opérateur (Warid) par le deuxième (Airtel). Les usages mobiles concernent principalement la voix, les SMS, les données, et le haut débit mobiles. Avec une part de 12 %, Orange Ouganda occupe la 3<sup>e</sup> position sur un marché fortement concurrentiel du fait de la présence de cinq opérateurs mobiles (MTN, Airtel / Warid Telecom, Uganda Telecom Mobile et Smile Telecom) et de dix Fournisseurs d'accès à internet (source : Orange Uganda).

Le parc mobile d'Orange s'élevait à 618 000 clients actifs fin 2013 (source : Orange Uganda), quasi exclusivement en mode prépayé. Orange a lancé ses services internet mobiles au cours du dernier trimestre 2009 et comptait 220 000 clients actifs à fin 2013.

Orange dispose d'un réseau de distribution directe comportant dix-neuf boutiques exclusives réparties sur tout le territoire, ainsi que d'un réseau de distribution indirecte (boutiques de revendeurs et vendeurs ambulants).

En 2013, Orange a lancé de nouveaux produits et offres tels que *Orange Money*, Bulk SMS *via* web portal, et a été le premier opérateur à lancer un réseau 4G mobile.

En 2014, Orange ambitionne de consolider sa position de leader sur le segment internet malgré la guerre des prix dans laquelle plusieurs opérateurs du marché se sont lancés, en s'appuyant sur un haut niveau de qualité de service, et en proposant des débits plus élevés sur son réseau. Afin de faire face à la stratégie de baisse des prix de ses concurrents, Orange enrichira sa proposition de valeur *via* des offres telles que *Bonus Program*, *Blackberry Prepaid* et *No credit beep*.

### 3.1.5.14 République Centrafricaine

Orange est le dernier entrant sur le marché mobile de Centre Afrique qui comporte quatre opérateurs. Fin 2013, Orange occupait la 2<sup>e</sup> position avec une part de marché d'environ 30 %, derrière le leader Telecel (source : Orange Centrafrique). Les deux autres opérateurs mobiles sont Moov et Azur (anciennement Nationlink). Le parc mobile d'Orange est quasi exclusivement constitué de clients prépayé, en raison du faible taux de bancarisation du pays et de la faiblesse des revenus. Le développement du marché des télécommunications reste fortement handicapé par la faiblesse du pouvoir d'achat (renforcé par une forte inflation, notamment sur les denrées alimentaires).

et le manque d'infrastructures, ainsi que par les troubles qu'a connu le pays en 2013. Le taux de pénétration des mobiles reste peu élevé (37 % en 2013) expliqué notamment par une densité géographique très faible limitant les possibilités de couverture réseau. Orange Centrafrique poursuit néanmoins ses investissements dans le réseau mobile pour renforcer sa couverture et sa qualité de service, et dispose du 2<sup>e</sup> réseau le

plus étendu du pays avec 83 sites (61 sites en 2G et 22 sites en 2G / 3G), permettant d'apporter ses services mobiles dans 51 localités. Orange Centrafrique possède fin 2013 un réseau de distribution de 7 agences (4 à Bangui, Berbérati, Bouar, et Bambari), une boutique franchisée à Beloko, auxquelles s'ajoutent 43 distributeurs, et 4 500 revendeurs dans l'ensemble du pays.

### 3.1.6 Participations non contrôlées

#### 3.1.6.1 Royaume-Uni

##### Le marché des services télécom

L'économie britannique s'est rétablie en 2013 avec une croissance du PIB de 1,7 % après un recul en 2012 (source : Office for National Statistics). Le nombre d'abonnés mobiles s'est accru de 834 000 pour atteindre 83 millions (source :

Ofcom, 2<sup>e</sup> trimestre 2013). L'évolution du marché mobile s'est améliorée au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2013 (source : Enders Analysis UK). Les licences 4G ont été attribuées en février 2013 aux quatre opérateurs mobiles existants, ainsi qu'à BT, après la vente aux enchères des fréquences par le régulateur (Ofcom). En fin d'année 2013, O2 et Vodafone ont lancé leur offre 4G, suivant Everything Everywhere (EE), qui l'a lancée en octobre 2012.

##### L'environnement concurrentiel

##### Téléphonie fixe et internet

###### ► PART DE MARCHÉ HAUT DÉBIT FIXE

	2013	2012	2011
BT Retail (Plusnet inclus)	31 %	30,1 %	29,6 %
Virgin Media	19,3 %	20,4 %	21,0 %
TalkTalk Group (TTG)	18,1 %	18,6 %	19,7 %
BSkyB (Be inclus)	22,3 %	22,1 %	29,6 %
EE	3,2 %	3,4 %	3,4 %
Autre	6 %	5,4 %	5,7 %

Source : Enders Analysis

BT Retail et BskyB sont restés les deux seuls opérateurs principaux de haut débit internet à accroître leur part de marché en 2013. En mars 2013, BskyB a fait l'acquisition de Be, la branche internet haut débit d'O2, pour 180 millions de livres sterling. BT a lancé son offre de télévision en août 2013, BT Sport, et a massivement investi dans du contenu à hauteur de plus de 1,6 milliard de livres pour des droits sportifs. La division de BT, *Openreach*, a poursuivi son déploiement de services de fibre optique au Royaume-Uni, avec une

couverture desservant 18 millions de lieux parmi lesquelles près de 2,4 millions de foyers et de sociétés ont adopté le service en début d'année 2014. Tous les opérateurs les plus importants du haut débit proposent leur service fibre. BT Retail possède la proportion de fibre la plus importante sur le réseau *Openreach*, ce qui représente plus de 1,9 million de clients fibre en début 2014 (soit 27 % de la base client haut débit de BT Retail).

##### Services mobile

###### ► PART DE MARCHÉ MOBILE (EN VALEUR)

	2013	2012	2011
EE	33,1 %	33,2 %	33,2 %
O2	27,2 %	27,3 %	29,0 %
Vodafone	26,1 %	26,7 %	26,7 %
H3G	10,7 %	9,9 %	8,2 %
Virgin	3 %	3 %	2,9 %

Source : Enders Analysis

Outre EE, il existe actuellement trois autres opérateurs réseau sur le marché de télécommunication mobile présents sur le marché britannique : O2 UK (filiale de Telefonica), Vodafone UK (filiale de Vodafone Plc) et Three (détenu par Hutchison

Whampoa). EE et Three ont combiné leurs réseaux 3G dans une coentreprise, et O2 UK et Vodafone UK sont également engagés dans un processus de partage de réseaux. EE qui est devenu le premier opérateur mobile en termes de part de

marché est parvenu à conserver en 2013 cette position, alors que Vodafone perdait 0,6 point au profit d'H3G (+ 0,8 point).

Les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) présents sur le marché britannique sont : Virgin Mobile (détenu par Virgin Media) et Vectone, qui utilisent tous les deux le réseau d'EE. On compte également Tesco Mobile, une coentreprise dans laquelle Telefonica O2 UK détient 50 % des parts, et qui utilise le réseau de Telefonica O2 UK.

## Les activités de EE

### Activités de téléphonie fixe et internet

#### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
Nombre de clients (en millions)	0,7	0,7	0,7

Source : EE

### Activités de téléphonie mobile

#### PRINCIPAUX INDICATEURS

	2013	2012	2011
<b>Nombre de clients</b> (en millions)	<b>25,5</b>	<b>26,8</b>	<b>27,6</b>
dont abonnement	14,4	13,6	12,8
dont prépayé	10,4	12,6	14,0
<b>ARPU</b> (en livre sterling par mois)	<b>19,2</b>	<b>18,6</b>	<b>19,1</b>

Source : EE

Pour des informations complémentaires sur la performance financière d'EE et sur ses résultats, voir la section 4.3.3.7 *Informations relatives aux activités d'EE*.

### Les offres de EE

EE propose deux niveaux de tarif d'abonnements 4G, *Single* et *Double Speed*, avec une différence de 3 livres entre les deux. Le niveau *Double Speed* offre le double de vitesse et de volume de données du *Single* et inclut également l'itinérance. Les prix varient de 17 à 75 livres par mois, et incluent des services à valeur ajoutée tels que *Deezer* ou le *Clone Phone* (back-up des données du mobile sur le Cloud).

Les services commercialisés sous la marque Orange se concentrent sur les offres d'abondance de minutes de communication et de textes à partir de 22 livres par mois, et incluant des avantages tels que *Orange Wednesdays*.

Les services commercialisés sous la marque T-Mobile se concentrent sur les données, avec une offre illimitée à partir de 17 livres sterling par mois.

### La distribution

EE dispose de près de 600 points de vente, en ayant fermé 59 au cours de 2013.

Parmi les canaux de distribution indirects, on trouve deux importantes chaînes de magasins : *The Carphone Warehouse* (CPW) et *Phone4u* (P4U). Ce canal comprend également des grandes surfaces qui permettent à EE d'offrir ses produits et services à un public significativement plus large et d'atteindre les clients qui préfèrent pouvoir choisir et comparer les offres des différents opérateurs sur un même point de vente.

### Le réseau

#### Réseau fixe

EE utilise le réseau haut débit et fibre de BT (Openreach) grâce à un accord de vente en gros.

#### Réseau mobile

Au Royaume-Uni, EE exploite des réseaux mobile 4G, 3G et GSM, et est le plus gros détenteur de fréquences pour mobile depuis les ventes aux enchères réalisées en début 2013. La licence GSM a une durée de validité illimitée avec un préavis d'un an en cas de révocation. La licence 3G expire en décembre 2021 et la licence 4G en février 2033. Le réseau 3G est partagé avec *Three UK*, par l'intermédiaire d'une coentreprise : Mobile Broadband Networks Ltd (MBNL).

EE a été le premier opérateur à lancer ses services 4G en octobre 2012, bien avant Vodafone et O2 qui ont suivi un an plus tard en septembre 2013. EE atteignait 2 millions de clients 4G à la fin de 2013.

## Perspectives 2014

En 2014, les priorités d'EE porteront sur les domaines suivants :

- préserver sa position sur le réseau : en investissant dans la couverture, la qualité, et la fiabilité ; garder son avance sur la 4G en matière de couverture et de vitesse ; et poursuivre les efforts d'optimisation des processus ;
- fournir un service de qualité, en augmentant les effectifs commerciaux sur le terrain, en améliorant l'expérience client et en ouvrant de nouvelles boutiques ;
- garder la première place en part de marché mobile ; atteindre 25 % de taux de marge d'EBITDA retraité et accroître l'EBITDA moins CAPEX.

### 3.1.6.2 Ile Maurice

Mauritius Telecom – Orange est aujourd'hui à l'Île Maurice l'opérateur leader des services de télécommunications fixe (devant DCL) et mobiles (devant Emtel et MTML) (source : GSMA). Il offre une gamme complète de services voix et de données fixes, mobiles et internet et propose également des services convergents (voix, IP, et TV) à travers son service My T.

En 2013, le nombre de clients a progressé sur l'ensemble des segments internet (+ 10 %), mobiles (+ 4 %), et fixe (+ 2 %). Il était d'environ 160 000 pour les services à large bande, de 770 000 pour les mobiles, et de 360 000 pour les lignes fixes (source : Mauritius Telecom). Cette croissance a permis à Mauritius Telecom - Orange de renforcer sa position de leader du marché. Après avoir été le premier opérateur en 2012 à lancer la 4G et le service de paiement par mobiles *Orange Money*, Orange reste en 2013 le seul opérateur de télécommunications à proposer ce dernier service. Mauritius Telecom – Orange a réalisé avec succès en 2013 un changement de son plan de numérotation mobile qui est passé de 7 à 8 chiffres, et a lancé son offre de fibre optique (FTTH) avec un débit de 10 à 30 Mbit/s. Le Groupe a joué également un rôle actif dans le secteur de l'éducation avec la fourniture de tablettes à contenu éducatif.

La Société offre une connectivité mondiale via les câbles sous-marins à fibres optiques SAT3 / WASC / SAFE, LION et LION2, Eassy, et GIE. Le Groupe est également présent à l'étranger via ses investissements dans Orange Madagascar, et sa participation dans TVL, l'opérateur historique de Vanuatu, qui a été portée de 50 % à 90 % en 2013.

### 3.1.6.3 Maroc

Le marché des télécommunications marocain a été marqué en 2013 par une baisse des prix des services mobiles (- 24 % par rapport à 2012 sur le tarif moyen de la voix sortante - source : ANRT), ce qui a entraîné une forte croissance de 17 % en volume de l'usage moyen par abonné (source : ANRT, décembre 2013). Les principaux usages du mobile demeurent la voix et les SMS, mais les données et les services à valeur ajoutée sont en forte croissance.

Avec une part de marché de 29 % à fin 2013 (Source : ANRT), Médi Telecom, filiale du groupe Orange, compte un parc de 12,4 millions d'abonnés mobile à fin 2013 (source : ANRT) et

couvre 99 % de la population. Maroc Télécom est leader du marché avec 18,2 millions d'abonnés (43 % de part de marché), le 3<sup>e</sup> acteur étant Inwi avec 11,9 millions de clients mobile. Le parc mobile est essentiellement constitué de prépayé (95 % des clients), et le marché se caractérise par un taux élevé de multi-équipement en cartes SIM.

Médi Telecom est fortement présent sur le marché de l'internet mobile avec un parc de 2 millions d'abonnés fin 2013 et une part de marché de 41 % (source : ANRT). La 3G est le mode d'accès à internet dominant au Maroc (il représente 85 % du parc internet global selon l'ANRT).

Pour la distribution de ses produits et services, Médi Telecom est présente sur l'ensemble du territoire à travers plus de 57 000 points de vente.

Les priorités 2014 de Médi Telecom sont :

- l'augmentation de la capillarité du réseau de distribution et le développement de la distribution numérique ;
- la poursuite du développement de l'activité data mobile ;
- la relance de l'activité fixe B2B via un accroissement de la couverture et une intensité commerciale renforcée ;
- le renouvellement d'une large part du réseau d'accès radio.

### 3.1.6.4 Tunisie

Orange Tunisie a consolidé en 2013 sa position sur le marché Tunisien avec 2,1 millions d'abonnés (contre 1,9 million en décembre 2012). La part de marché mobile d'Orange Tunisie a également progressé pour s'établir à 15 %, contre 53 % pour Tunisiana, et 32 % pour Tunisie Telecom (source : GSMA).

Grâce au déploiement de 1280 sites à fin décembre 2013, Orange Tunisie offre une couverture de la population de plus de 95 % en services 2G et de 86 % en services 3G.

Sur le plan technique, l'année 2013, a été marquée par un plan massif de déploiement de la fibre optique pour raccorder 80 sites radio en zone dense et de nouvelles boucles métropolitaines dans plusieurs grandes villes.

Orange Tunisie se positionne comme l'opérateur le moins cher du marché avec son offre *Allo lekol*, et une variété d'options voix, SMS et data. Les offres *Nejma* et les *packs Start* s'adressent en complément au segment premium du marché.

Orange Tunisie commercialise également la *Livebox* et la VoIP pour les clients résidentiels et entreprises et a élargi sa gamme de services à valeur ajoutée tels que le *SOS Crédit*.

Les priorités d'Orange Tunisie en 2014 porteront sur la poursuite du déploiement de son réseau mobile et sur l'amélioration de la qualité de son réseau voix et data, dans le but de garder sa position de leader du marché 3G. L'entreprise envisage de renforcer ses offres pour atteindre les clients à forte valeur, ainsi que ses formules de fidélisation de ses clients. Enfin, Orange Tunisie vise l'élargissement de ses réseaux de distribution directs et indirects afin d'accompagner cette stratégie commerciale.

### 3.1.6.5 Irak

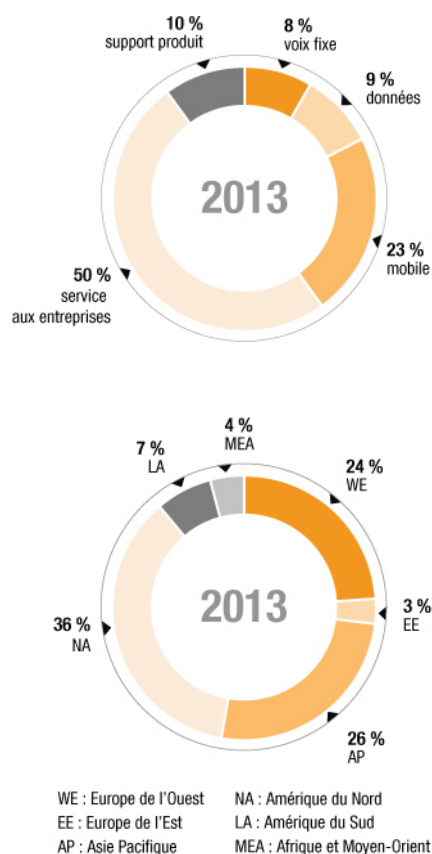
L'Irak compte une population de 34,8 millions d'habitants (source : FMI octobre 2013). Cependant avec un taux de pénétration mobile de 97 % (source : GSMA), l'Irak se situe à un niveau inférieur aux autres pays voisins. En 2011, le groupe Orange a pris une participation minoritaire de 20 % dans l'opérateur mobile Irakien Korek Telecom, qui détient une licence mobile nationale pour la 2G. En 2013, la Société a continué son développement sur l'ensemble du territoire national en étendant sa couverture réseau et commerciale et a atteint en décembre 2013 la barre des 5,3 millions d'abonnés.

## 3.1.7 Services de Communication Entreprise

### 3.1.7.1 Le marché

Le groupe Orange opère sous la marque Orange Business Services (OBS), tant en France qu'à l'international, sur les marchés des communications et des services informatiques aux Entreprises. Ce marché fait partie du marché des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), qui regroupe les technologies utilisées dans le traitement et la transmission des informations et représente environ 1 100 à 1 200 milliards d'euros au niveau mondial en 2013, dont environ 40 % pour les télécommunications :

► FIGURE 1 : REPARTITION DU MARCHÉ MONDIAL DES TIC, EN VALEUR (EN MILLIARDS D'EUROS, 2013)



Source : Gartner, Yankee Group Research

Orange Business Services accompagne les entreprises grands comptes, collectivités locales et PME en France et les multinationales dans le monde entier dans la mise en œuvre de leurs projets de communication. Pour ce faire, OBS propose un portefeuille complet d'offres réparties en majorité sur les marchés du fixe (voix et données) et des services IT et d'intégration.

Fortement impactés par la situation macroéconomique dégradée, les marchés entreprises ont connu en 2013 une légère décroissance (- 0,7 %) au niveau mondial :

- le marché mondial de la connectivité (voix et données, fixe et mobile) a décliné de 0,2 %. Le déclin de la voix fixe et des données classiques s'accroissent à - 10,5 % et - 16 % respectivement, et n'est que partiellement compensé par la demande croissante des réseaux haut et très haut débits, et de la mobilité (+ 6,4 % essentiellement grâce aux données, la mobilité Voix étant stagnante) ;
- le marché mondial des services IT et d'intégration est en décroissance de 1 %, malgré la légère croissance des services professionnels notamment le consulting et l'*outsourcing* (environ 1 % de croissance chacun), principalement en raison d'un effet de change sur la région Asie Pacifique. L'Europe de l'Ouest ne croît que de 0,1 %.

En France, l'érosion du marché des données fixes (réseaux et internet) et surtout la poursuite du déclin du marché de la voix fixe n'ont été que partiellement compensés par la faible croissance du marché des services IT et d'intégration :

- le marché français de la connectivité a décliné de 4,8 %. La voix fixe voit sa décroissance se poursuivre, la croissance de la VoIP ne compensant pas le déclin, en valeur et en volume, de la téléphonie classique. Le marché des données a accentué la baisse initiée l'année dernière : la diminution tendancielle, en valeur, du marché des liaisons louées et des réseaux d'entreprises historiques, ainsi que la baisse des réseaux matures IP VPN ne sont pas compensées par la croissance des marchés des hauts et très hauts débits ;
- le marché français des services IT et d'intégration a été peu dynamique, avec une légère croissance (+ 0,6 %) attendue pour 2013. La reprise étant plutôt attendue vers 2014-2015.

### 3.1.7.2 L'environnement concurrentiel

Les opérateurs de télécommunications recherchent de nouveaux relais de croissance en faisant évoluer leurs modèles économiques vers les services IP pour compenser la baisse de leur chiffre d'affaires des communications traditionnelles. Cette tendance se renforce compte tenu du contexte économique incertain et de l'accroissement du niveau d'exigence des clients qui souhaitent des solutions intégrées, flexibles, avec des tarifications adaptées aux nouveaux usages :

- en conséquence, les frontières entre opérateurs de télécommunications et intégrateurs s'estompent, du fait de la "commoditisation" du réseau et de la convergence vers l'IP : les opérateurs proposent des solutions de communication avancées toujours plus intégrées avec le système d'information de l'entreprise et entrent en concurrence directe avec les intégrateurs IP ou les acteurs issus du monde de l'internet ; réciproquement, ces derniers

enrichissent leurs solutions informatiques avec une composante réseau, accompagnant l'essor des nouveaux usages de type *Cloud Computing* ;

- face aux développements des usages autour de la mobilité en entreprise (avec notamment le BYOD, *Bring Your Own Device*), les acteurs – tant opérateurs qu'intégrateurs - font évoluer leurs offres, afin de proposer des réponses adaptées en matière d'administration, sécurité, applications, services à valeurs ajoutées ;
- l'expansion géographique est également un axe de développement, avec à la fois un développement dans les économies émergentes (plan prosperity de BT sur l'Asie et l'Amérique latine, implication importante de Telefonica notamment au Brésil) ou, de la part de NTT Communications et NTT Data, l'extension dans d'autres régions des pays développés (développement en Europe avec l'acquisition de SSII en Espagne, Europe du Nord et Europe de l'Est, ouverture de points de présence) et en Amérique du Nord (focus spécifique sur le Cloud et les data centers, en soutien du plan de développement de l'offre Cloud global du groupe NTT).

Pour accélérer leurs transitions vers de nouveaux modèles économiques, les acteurs peuvent procéder à de nombreuses opérations de croissance externe (les rachats par NTT de sociétés d'intégration et de fournisseurs de services de *data centers* se sont poursuivis jusqu'à fin 2013).

Les principaux concurrents d'Orange sur le marché des entreprises sont :

- des opérateurs de télécommunication :
  - SFR Business Team, l'entité de SFR en charge de l'activité entreprises, et qui propose une gamme de solutions fixes, mobiles et internet,
- des opérateurs alternatifs de boucle locale, tels que Colt et le groupe Numericable-Comptel, qui peuvent cibler tant des entreprises en France que des multinationales,
- des opérateurs de services globaux de télécoms tels que BT Global Services, Verizon Business, AT&T Business Services, ou T-Systems, qui offrent aux entreprises multinationales clientes des services distribués dans le monde entier. En complément de leur cœur d'offre de services internationaux, ils sont capables d'acheminer en France les communications voix locales et nationales en utilisant les prestations d'interconnexion avec le réseau d'Orange,

#### INDICATEURS OPERATIONNELS

	2013	2012	2011
<b>France + International</b> (nombre d'accès en milliers)			
Nombre des accès IP-VPN	330	326	317
<b>France</b> (nombre d'accès en milliers)			
lignes téléphoniques Entreprises (PSTN)	3 355	3 681	4 032
accès permanents aux réseaux de données	353	349	344
dont accès IP-VPN	286	281	277
XoIP	72	67	59
Business Everywhere	765	804	802

Source : Orange

- des opérateurs internationaux issus de pays émergents, tels Tata Communications, Reliance, ou China Telecom, qui mettent en place des solutions hybrides basées sur leurs propres réseaux et complétées par des solutions d'opérateurs tiers qu'ils pilotent,
- des opérateurs historiques dans certains pays ;
- des intégrateurs de réseaux et fournisseurs de services managés, avec lesquels Orange travaille dans un mode de "coopétition" (mélange de coopération et de compétition), notamment pour les sociétés développant une approche multifournisseurs comme NextiraOne, Spie Communication ou Dimension Data (groupe NTT) ;
- des acteurs tels que IBM Global Services, HP Enterprise Services, Atos Origin, Cap Gemini, spécialisés dans l'accompagnement des entreprises dans leurs projets de transformation IT ; les principales catégories de prestations de services sur lesquelles ces sociétés se positionnent incluent l'intégration de réseaux, la gestion des infrastructures, l'*outsourcing*, la *Tierce Maintenance Applicative* (TMA), le consulting et l'ingénierie ;
- des acteurs issus du monde de l'internet ou spécialisés sur des marchés de niches, qui proposent des services de VoIP, messagerie ou des solutions en mode *Cloud Computing* : Skype, Amazon Web Services, Google ou Salesforce.com qui ont un rayonnement mondial ou encore OVH en France ;
- des grands fournisseurs de logiciels proposant leurs applications en ligne sous forme de services, comme Microsoft, Oracle, SAP.

### 3.1.7.3 Les activités d'Orange Business Services

Orange Business Services continue à investir dans ses activités traditionnelles de fournisseur de solutions de communications, que ce soit en accompagnant ses clients réseau et voix à l'international ou en développant des nouvelles offres autour des communications unifiées et de la mobilité. Au-delà de ce cœur de métier, Orange Business Services se positionne sur le segment de l'infrastructure IT notamment les services Cloud, ainsi que sur les applications temps réel. Enfin, Orange Business Services fournit l'ensemble de ces services en apportant un soin tout particulier à la sécurisation - de façon native - des données de ses clients et des systèmes d'information et en proposant la meilleure expérience client possible.

### ► PRINCIPAUX INDICATEURS OPERATIONNELS LIES A L'ACTIVITE DE SERVICES DE COMMUNICATION AUX ENTREPRISES

Nom	Définitions	Lignes de produits
<b>Accès IPVPN (France + International)</b>	Nombre des accès IPVPN (réseau privé virtuel sur la base du protocole internet) commercialisés par Orange Business Services tant en France qu'à l'international. Ces accès permettent aux entreprises de mutualiser leurs applications et d'introduire de nouveaux usages (Voix sur IP / Téléphonie sur IP).	IPVPN France, IPVPN International
<b>Lignes téléphoniques Entreprise (PSTN)</b>	Accès au Réseau Téléphonique Commuté (RTC), à partir de lignes analogiques ou de lignes Numeris.	Lignes analogiques, accès de base, accès primaires
<b>Accès permanents aux réseaux de données</b>	Cet indicateur regroupe essentiellement l'IPVPN et une partie de l'offre XoIP en France : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les accès à internet haut débit associés à un ensemble de services prêts l'emploi (<i>Business Internet Office et Business Internet</i>) principalement pour les PME ;</li> <li>■ les accès internet haut débit et de Voix sur IP (avec ou sans Centrex permettant au client de s'affranchir des contraintes de gestion et de maintenance d'un standard téléphonique) pour les entreprises évoluant sur des sites indépendants ;</li> <li>■ les accès au Réseau privé virtuel des entreprises en Internet Protocol en France.</li> </ul>	Business Internet, Business Internet Office, Business Internet Voix, Business Internet Centrex, IPVPN France, Ethernet
<b>Offres XoIP</b>	Cet indicateur regroupe : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les accès à internet haut débit offrant un service de Voix sur IP (VoIP), avec ou sans Centrex, pour les entreprises évoluant sur des sites indépendants ;</li> <li>■ les solutions managées de téléphonie sur IP qui s'appuient sur un accès IPVPN existant. Ces solutions permettent la mise en réseau de postes de travail, le transport de la voix et la connectivité entre le monde IP et le monde RTC.</li> </ul>	Business Internet Voix, Business Internet Centrex, Business Talk IP, Business Talk IP Centrex

## Les offres

Orange Business Services propose une large gamme de produits et services sur le marché français (depuis le marché des professionnels jusqu'à celui des grands comptes), ainsi que pour les multinationales implantées à l'international.

Les solutions portées par Orange Business Services, qu'elles soient packagées ou sur mesure, en mode intégré, managé ou *Cloud*, visent à accompagner l'entreprise dans sa transformation numérique. Elles s'organisent autour de cinq grands enjeux pour les entreprises :

- connecter les hommes, les sites et les machines au moyen d'un réseau performant, robuste et sécurisé ;
- favoriser la collaboration entre les salariés de l'entreprise au travers de services de communications unifiés et de collaboration ;
- contribuer à dynamiser l'activité et les processus de l'entreprise grâce à des solutions innovantes et pérennes ;
- fluidifier les échanges avec les clients de l'entreprise pour leur assurer un parcours client exemplaire ;
- s'appuyer sur un opérateur capable d'accompagner l'entreprise dans ses projets et ses objectifs de développement.

Pour répondre à ces besoins, Orange Business Services a organisé son portefeuille d'offres autour de trois grandes familles de produits et services :

- les offres de téléphonie, de transformation IP, d'accès internet, de conférence audio et de relations clients ;

- les offres réseaux, assorties de niveaux de garanties de service (connectivité des accès mobiles et fixes, transport des données) ;

- les offres de Services IT et d'intégration, regroupant :

- les services de communications unifiés et de collaboration (interopérabilité entre les solutions de téléphonie, de messagerie et de visioconférence, offres convergentes fixe-mobile, en triple play ou *quadruple play*),
- les solutions IT / Cloud (virtualisation, intégration de systèmes, applications API, briques de développement M2M, Big data),
- les solutions de sécurité en mode managé ou Cloud (infrastructures et environnement de travail de confiance, cyberdéfense, management et gouvernance),
- les conseils et services clients (analyse des besoins, et accompagnement du déploiement à la mise en place, formation des utilisateurs) dans différents domaines : passage en "tout-IP", virtualisation, adoption du *Machine to Machine*, supervision et gestion de la qualité de service.

Ces offres sont par ailleurs adressées par des solutions métiers transverses (santé, finance, transport, géolocalisation et gestion de flotte, applications dématérialisées, etc.) ;

- enfin, les offres liées au nouvel espace de travail, les applications connectées, et la gestion de la client relation s'appuient sur l'infrastructure sécurisée des réseaux et des services "*Cloud-ready*" d'Orange.

## Distribution, opérations et partenariats

Le marché composé des Pro, TPE, PME / PMI et d'entreprises de plus de 50 salariés (hors grands clients), est adressé par un réseau d'agences commerciales réparties sur le territoire national qui, *via* des vendeurs dédiés à un portefeuille de clients et / ou des téléconseillers, les renseigne sur les offres, la situation de leurs commandes, la qualité de service et la résolution de leurs incidents.

Sur le marché des grandes entreprises, Orange Business Services prospecte, conseille et accompagne ses clients en mettant à leur disposition un ensemble de solutions et de compétences pour les aider dans leur développement tant en France qu'à l'international. Ces clients sont couverts par des directions mettent à leur disposition des équipes commerciales dédiées, en avant-vente, vente et service, et promeuvent les démarches partenariales. Enfin, le site internet d'Orange permet aux entreprises de gérer leurs contrats et de passer directement des commandes en temps réel.

En complément des canaux de vente directe, Orange Business Services utilise des canaux de vente indirecte d'opérateurs de télécommunications de dimension domestique ou régionale qui souhaitent répondre aux besoins internationaux de leurs clients domestiques, hors de leur territoire. Orange Business Services renforce ce type de partenariats sur les marchés les plus développés, de préférence avec l'opérateur leader ou son concurrent direct, comme au Japon avec NTT Communications.

La Direction Services Clients & Opérations (CS&O) est l'entité en charge de la production et de la maintenance des solutions partout dans le monde. CS&O s'appuie sur une présence régionale qui accompagne les clients dans le pilotage de leurs projets de déploiements réseaux et IT et dans la gestion quotidienne de leurs services jusqu'aux interventions sur sites. Dans certains pays, CS&O s'appuie en outre sur des partenaires locaux pour les déploiements locaux et la fourniture d'équipements. Pour le suivi et le support des clients en mode 24/24, CS&O s'appuie sur des structures fonctionnant avec des processus et des outils standardisés : trois *Unités de Service Client* (USC) pour les clients Français, et cinq *Major Service Centers* (MSC) situés en Inde, Egypte, Brésil, Ile Maurice et en France, pour l'international. Ce dispositif, associé à la redondance des réseaux, permet d'assurer la continuité des services pour les clients, notamment dans le cadre d'événements exceptionnels (catastrophes naturelles, événements politiques, coupures de câbles sous-marins).

Orange Business Services travaille en collaboration étroite avec les acteurs technologiques majeurs, de manière bilatérale comme avec Cisco, Microsoft, Alcatel-Lucent, EMC, Avaya, Juniper, Polycom, Netapp, VMWare, Genesys ou avec des industriels du mobile comme Samsung, Apple, Blackberry. Orange Business Services développe aussi des partenariats avec des acteurs du service comme Akamai ou GFI pour développer une approche commerciale commune permettant d'offrir des solutions innovantes à ses clients.

## Perspectives 2014

En 2014, Orange Business Services continuera sa transformation en se focalisant sur le développement des ventes à l'international, la simplification des processus, l'optimisation de la performance et l'enrichissement de l'expérience client digitale.

### 3.1.8 Opérateurs internationaux et services partagés

#### 3.1.8.1 Opérateurs internationaux

##### Le marché

Le marché voix international total est estimé à 513 milliards de minutes en 2013 avec une croissance tirée par le développement économique de régions à forte densité géographique (Asie du Sud Est, Chine et Inde principalement), le développement de la téléphonie mobile (particulièrement en Afrique) et le développement de la Voix sur IP.

Sur ce marché, la part de trafic international qui transite par un opérateur tiers, ou trafic *wholesale*, concerne la vente en gros de trafic voix et données ainsi que la fourniture de moyens de transmission. En 2013, le trafic *wholesale* représente environ 65 % du marché voix international total et est estimé à 334 milliards de minutes (source : Telegeography 2013).

Le marché des opérateurs mobiles est constitué de 1 140 opérateurs dans 236 pays (source : GSM Association) dont 222 réseaux 4G / LTE ouverts commercialement (source : GSA octobre 2013).

##### L'environnement concurrentiel

Les opérateurs grossistes se déclinent en trois catégories, grossistes globaux (*global wholesalers*) opérateurs de détail multinationaux (*retail*) et acteurs régionaux ou spécialisés :

- les *global wholesalers* possèdent la masse critique pour obtenir les prix les plus compétitifs et en faire bénéficier leurs clients ; TATA, BICS et iBasis en sont les acteurs principaux ;
- les opérateurs multinationaux de détail ont pour objectif d'optimiser le trafic de leurs clients finaux et générer des revenus et des profits complémentaires de ceux de leur *trafic retail*. Orange, Vodafone, Telefonica, Deutsche Telekom, Telia Sonera et Verizon font partie des acteurs principaux ;
- enfin, la 3<sup>e</sup> catégorie d'acteurs se spécialise sur un périmètre régional ou sur des produits voix ou données, en proposant généralement des prix très compétitifs pour un service très bien maîtrisé. Parmi les acteurs principaux figurent Interoute, Primus, Citic et Calltrade.

La clientèle du marché *wholesale* se compose de spécialistes du marché de la voix (*call-shop*, cartes prépayées), d'opérateurs domestiques de détail (y compris les MVNO), et de fournisseurs d'accès internet. Les opérateurs internationaux peuvent aussi se vendre entre eux du *trafic wholesale*.

## L'activité Opérateurs Internationaux

L'activité Opérateurs internationaux d'Orange repose sur une importante infrastructure de réseaux longues distances et propose un large portefeuille de solutions à l'international.

Sa double présence sur les marchés de détail et de gros permet à Orange de développer des solutions "en gros" particulièrement adaptées aux besoins des opérateurs de détail. Orange compte plus de mille clients, dont des opérateurs fixes ou mobiles, et des fournisseurs d'accès internet et de contenus.

Le groupe Orange se distingue par une forte implication dans la conception, la construction, et l'exploitation de câbles sous-marins. Propriétaire à titre unique ou partiel de plusieurs systèmes de câbles sous-marins, le Groupe se classe ainsi parmi les plus gros propriétaires de liaisons sous-marines au monde. Cela lui a notamment permis de répondre à l'augmentation du trafic transatlantique.

L'activité de gros (*wholesale*) du Groupe s'appuie sur :

- un réseau mondial sans couture et un réseau au protocole IPX supportant la voix et la data avec des points de présence partout dans le monde ;
- un réseau mondial de routes IP dédiées avec des utilisateurs finaux dans plus de 220 pays, des connexions à plus de 200 fournisseurs d'accès à travers le monde, et une connectivité dans plus de 100 pays dans le monde en un seul saut de réseau IP (*Autonomous System*) ;
- une disponibilité du réseau à 99,99 % et une supervision de réseau centralisée 24 heures/24 et 7 jours/7.

En 2013, l'activité Opérateurs internationaux a affiché une croissance du trafic voix de 6,2 % en volume, ainsi qu'un développement soutenu du trafic *data*.

### Les offres

#### Services Voix

Le réseau voix d'Orange compte des routes à commutation ou tout-IP vers plus de 400 opérateurs, une couverture dépassant plus de 1 000 destinations, et un support technique disponible 24h/24 et 7j/7.

#### Services aux opérateurs mobiles

Orange accompagne plus de 170 opérateurs mobiles à travers le monde en leur fournissant des services d'interconnexions, de roaming, de signalisation SS7 avec services à valeur ajoutée et de transport GRX / IPX. Orange est également fournisseur de solutions Roaming Hub et SMS Hub et a ouvert en 2013 une nouvelle route vers le Myanmar (Birmanie).

Mi-2013 la Division opérateurs internationaux d'Orange a lancé un nouveau service de signalisation LTE intégré à son réseau IPX, basé sur le protocole *Diameter* permettant aux opérateurs mobiles d'offrir une couverture 4G à leurs clients en situation d'itinérance (roaming).

Acteur clé dans l'élaboration des normes GSMA et défenseur de l'*Open Connectivity*, Orange s'appuie sur un programme ambitieux d'extension de sa connectivité LTE en direct et *via* des accords de peering.

Orange peut également accompagner ses clients dans la mise en œuvre de leurs services mobiles en leur fournissant des prestations de types Professional services.

#### Services internet et transmission

Les solutions modulables d'Orange répondent aux besoins spécifiques des fournisseurs d'accès internet comme des fournisseurs de contenu. Reposant sur une infrastructure de réseau mondiale, l'offre inclut une large gamme d'options de connexion en Europe, en Amérique et en Asie. Les mises en service en 2012 du câble sous-marin LION 2 (à travers l'Océan Indien), et du câble ACE, sont venues renforcer cette offre.

#### Service de convergence

Orange est fournisseur de solutions IPX au travers de son offre *Multiservice IP eXchange*. Ce service propose aux opérateurs un accès à la carte aux services voix et de données mobile à travers une prise unique, et offre également une optimisation de la qualité de service et des coûts réseaux.

#### Services anti-fraude

Le lancement en 2012 de l'offre *@First Anti Fraud Interconnect Roaming et Security of Transactions*, qui est un système anti-fraude global, permet de protéger le trafic et d'augmenter la qualité de service et les revenus d'interconnexion.

#### Orange Marine

Orange Marine est un acteur majeur de la pose et de la maintenance de liaisons sous-marines en fibre optique avec une flotte de cinq navires câbliers. Orange Marine est ainsi en mesure d'assurer l'ensemble des prestations de poses, d'atterrissements, et de maintenances des câbles.

### 3.1.8.2 Services partagés

Orange a développé de nouvelles activités de croissance, connexes à son cœur de métier, dans les domaines de la diffusion de contenus, de l'audience, de la publicité, et de la santé.

#### Contenus

Conformément à sa nouvelle stratégie, axée sur le développement des partenariats, Orange se concentre principalement sur son rôle d'agrégateur de contenus avec ses partenaires pour proposer des services toujours plus attractifs.

Le Groupe développe pour ses clients de nouveaux services mettant l'accent sur le multi-écrans, l'interactivité, et les programmes à la demande. En 2013, Orange a lancé son nouveau décodeur TV *Livebox Play*, avec une interface plus fluide et plus rapide en ajoutant des fonctionnalités comme le *Full HD*, la navigation sur internet ou l'accès aux applications comme Deezer et Dailymotion. Il a renforcé son bouquet OCS avec un partenariat avec HBO en créant une nouvelle chaîne séries (*OCS City génération HBO*) et avec le lancement de sa chaîne délinéarisée *OCS Go*.

Cette stratégie est également déployée dans d'autres pays que la France où la marque est présente (Pologne, Espagne, Royaume-Uni, Roumanie, Belgique, Slovaquie, Ile Maurice, Sénégal, Cote d'Ivoire). L'année 2013 a vu le lancement de nouveaux services TV nativement multi-écrans et intégrant de

nombreuses chaînes HD en Roumanie et en Espagne. Dans le domaine des contenus musicaux, Orange s'appuie sur son partenariat avec Deezer signé en 2010. L'année 2013 a été marquée par une croissance très forte du nombre d'abonnés et le service est maintenant présent dans six pays (France, Angleterre, Pologne et Roumanie, Ile Maurice et Sénégal). Dans le domaine des jeux, Orange déploie une stratégie de distribution sur tous les écrans (PC, mobile, tablettes, TV) en s'appuyant sur des partenariats avec les principaux éditeurs de jeux du marché (EA, Ubisoft, Activision). En 2013, Orange a poursuivi son développement en zone AMEA dans cinq pays et en lançant un portail de jeux PC avec *Star Africa*. Dans le domaine des mobiles, Orange a innové avec le lancement en France de l'offre *All You Can Play* (abonnement mensuel sans limite aux jeux sous Android). Le jeu *PES 2014* a été lancé sur le *Cloud Gaming* le même jour que sa sortie sur console. Enfin, les services de contenus ont largement servi à valoriser les offres 4G commercialisées en France depuis avril 2013. Les services *Orange Ligue1*, *Deezer Premium+* ou *Orange Cloud* sont inclus dans l'ensemble des forfaits Origami 4G.

### Viaccess Orca

Viaccess Orca, filiale d'Orange, est reconnue pour ses solutions innovantes qui permettent aux distributeurs de contenu numérique (télévision à péage, vidéo à la demande) de monétiser le contenu premium et l'expérience utilisateur en environnement multi-réseaux et multi-écrans. Le portefeuille de solutions comprend la protection de contenu, les plateformes de service, et les solutions de découverte et de recommandation de contenus.

### Audience et Publicité

Orange est un acteur européen majeur de la chaîne de valeur des médias du fait :

- de ses audiences fortes (en moyenne 164,6 millions de visiteurs uniques par mois dans le monde, en comptant Virtualna Polska et Dailymotion) sur le web, les mobiles et les tablettes ;
- de rapprochements avec les acteurs majeurs du web (Dailymotion, Deezer) ;
- et également de sa position d'opérateur de télécommunications qui lui confère la connaissance du client et la maîtrise des réseaux.

Par ailleurs, Orange anime un réseau publicitaire international touchant chaque mois 694,5 millions de visiteurs uniques dans le monde (source : Comscore 2012).

Orange développe deux types d'approche :

- une monétisation directe auprès des agences et annonceurs sur le périmètre des audiences web et mobile (audience en propre ou audience des éditeurs du réseau *Orange Advertising*) ;

- une monétisation indirecte par la commercialisation de services et de solutions technologiques à des acteurs des médias dont le processus de numérisation est en cours (télévision, *outdoor*, cinéma).

### Santé

Le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de personnes en perte d'autonomie et du nombre de patients atteints de maladies chroniques conjugués à une décroissance du nombre de médecin et une désertification médicale dans les zones rurales rendent nécessaire l'usage des technologies de l'information et de la communication. Elles accroissent l'efficacité des professionnels de santé, réduisent les coûts, améliorent la gestion de la maladie, tout en renforçant la relation entre le patient et son médecin. Les services numériques permettent également un accès et une transmission sécurisés des informations. Orange a été dans ce domaine le premier opérateur de télécommunication en France à être agréé en tant qu'hébergeur de données de santé à caractère personnel.

Orange Healthcare, la Division santé du Groupe, utilise son expertise pour développer différentes offres :

- des services à destination des professionnels de santé (hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux et paramédicaux), au sein des offres *connected hospital*, *flexible computing* santé, et imagerie médicale partagée, qui permettent la mutualisation des données de santé entre établissements, et assurent une meilleure coordination, une meilleure collaboration, et une meilleure fluidité des informations entre la médecine de ville et l'hôpital ;
- des services de gestion de la santé à distance, destinés à améliorer les conditions de santé en dehors de l'environnement traditionnel du soin, comme par exemple au domicile, et permettre aux patients de rester en contact avec les professionnels de santé comme le télé suivi du diabète, ou la télé observation dans le cadre de traitement pour des patients atteints de problèmes respiratoires pendant la nuit au travers de notre nouvelle solution *Connected Health Center* ;
- des offres facilitant la prévention au quotidien, au moyen d'outils d'information accessibles en permanence. Ces offres sont issues de l'intégration de services développés avec de grands acteurs industriels du secteur de la santé, et s'appuient sur l'expertise des Orange Labs. Ces offres sont proposées principalement dans les pays émergents. Il s'agit de centre d'appel et de solutions de remontées épidémiologiques.

D'autre part, Orange s'investit officiellement dans la filière silver économie aux côtés du gouvernement et des principaux industriels pour accompagner par des moyens digitaux les enjeux du vieillissement de la population en France.

## 3.2 RESEAU ET IMMOBILIER

### 3.2.1 Réseau

#### 3.2.1.1 Vue d'ensemble

Fin 2013, le groupe Orange exploitait des réseaux dans plus de 30 pays pour desservir ses clients Grand Public ainsi que dans près de 200 pays ou territoires pour ses clients entreprise.

Orange a pour ambition de réaliser la convergence de ses réseaux fixes et mobiles à travers une architecture unifiée permettant de répondre à trois objectifs fondamentaux :

- la souplesse et la réactivité afin d'assembler et de livrer rapidement de nouveaux services répondant à la demande du marché ;
- la capacité à soutenir la forte croissance et la diversification des services proposés : services de voix, d'accès à l'internet, d'image animée, de données ;
- la simplicité pour les clients dans l'utilisation de ces services.

L'architecture du réseau est décomposée en :

- réseaux d'accès (fixes ou mobiles) ;
- réseaux de collecte ;
- réseaux cœurs domestiques et internationaux.

#### 3.2.1.2 Les réseaux d'accès fixe

##### Accès analogique et accès haut débit ADSL

L'accès analogique constitué d'une paire de fils de cuivre est utilisé pour des usages téléphoniques par des dizaines de millions de clients du Groupe en France, en Pologne et dans différents pays d'Afrique.

L'accès haut débit fixe sur ADSL utilisé pour les usages internet était disponible fin 2013 en France et en Pologne avec un taux de couverture proche de 100 % sur la boucle locale historique. Il était également offert dans différents pays de la zone AMEA (Bahrein, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée Equatoriale, Ile Maurice, Jordanie, Kenya, Sénégal, Tunisie, Vanuatu).

En Espagne et en Belgique (sur le marché entreprises), Orange offre l'accès haut débit fixe en utilisant la boucle locale des opérateurs historiques de ces pays, soit en dégroupage, soit via des offres de type bitstream.

##### Accès à très haut débit FTTx

L'accès sur fibre optique FTTx permet d'étendre l'offre de service haut débit disponible par ADSL vers des très hauts débits descendants et remontants (de 100 Mbit/s et au-delà), avec une performance accrue notamment dans le délai de réponse.

En France, Orange déploie depuis plusieurs années une architecture de type FTTH, point à multipoint, utilisant la

technologie GPON qui permet de mutualiser sur une même fibre plusieurs accès à très haut débit, sans affecter les capacités de montée en débit de chaque accès.

Le déploiement FTTH a démarré en 2007 dans quelques grandes villes françaises (Paris et les Hauts-de-Seine ainsi qu'à Lille, Lyon, Marseille, Poitiers, Toulouse). Il s'est étendu ensuite aux grandes villes. Orange a signé en 2011 et 2012 des accords de mutualisation avec les opérateurs concurrents pour accélérer le déploiement de la fibre optique. Au 1<sup>er</sup> octobre 2013, la fibre d'Orange est présente dans 350 villes qui représentent près d'un tiers des logements français. 2,3 millions de foyers peuvent souscrire à la fibre qui compte aujourd'hui plus de 250 000 clients.

En Espagne, Orange a annoncé en juin 2012 son plan FTTH avec un objectif de 1,5 million de foyers raccordés pour un investissement de 300 millions d'euros sur les quatre prochaines années. Les premiers foyers ont été raccordés fin 2012 et 40 000 foyers sont déjà couverts à Madrid à fin juin 2013. Un réseau fibre FTTH a aussi été déployé en Slovaquie, avec plus de 60 000 foyers connectés à fin 2013, et un réseau pilote FTTx déployé en Pologne.

##### Accès fixes radio

Dans différents pays, des services fixes sont offerts sur des accès radio UMTS, Wimax (Roumanie, Afrique), et CDMA (Pologne, Sénégal).

#### 3.2.1.3 Les réseaux d'accès mobile haut débit

Les réseaux d'accès GSM et UMTS supportent des services de communication de voix et de données qui atteignent plusieurs Mbit/s et permettent d'émettre et recevoir facilement des contenus volumineux (audio, photo, vidéo). La capacité des réseaux UMTS a été étendue dans tous les pays européens du Groupe à travers le déploiement de la technologie 3G+ (HSDPA et HSUPA). Le déploiement des réseaux 3G / 3G+ s'est poursuivi dans la zone AMEA pour atteindre 17 pays ouverts à fin juillet 2013.

L'année 2013 a été marquée par le lancement commercial de la 4G avec la technologie LTE en France et en Espagne, l'extension de la couverture dans les pays déjà lancés, le démarrage du déploiement technique de la 4G en Pologne et sa poursuite en Belgique. A fin 2013, la 4G est disponible pour les clients d'Orange dans neuf pays (Espagne, France, Ile Maurice, Luxembourg, Moldavie, Ouganda, République Dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni).

#### 3.2.1.4 Les réseaux de collecte

Les réseaux de collecte assurent la concentration des trafics fixes et mobiles vers le cœur de réseau. Historiquement constitués de technologies SDH / PDH pour le mobile et ATM pour la collecte fixe, ces réseaux évoluent vers des réseaux tout-IP.

L'année 2013 a vu la poursuite du déploiement des technologies tout-IP, telles que le Gigabit Ethernet, les faisceaux hertziens hybrides paquet-circuit ou les liaisons

louées Ethernet. Ces technologies permettent d'optimiser les coûts. Elles préparent également le remplacement futur de la technologie ATM par les technologies de niveau 2 Ethernet et de niveau 3 IP / MPLS, permettant l'accroissement des volumes de données transportées pour le fixe comme pour le mobile.

### 3.2.1.5 Les réseaux de transmission

#### Réseaux domestiques

Cette infrastructure est principalement constituée de fibres optiques, mais également de faisceaux hertziens, en particulier pour les réseaux alternatifs ou purement mobiles.

Les liaisons optiques offrent des débits allant jusqu'à 100 Gbit/s par longueur d'onde, et la technologie de multiplexage en longueur d'ondes à forte densité (DWDM) permet de disposer jusqu'à 80 longueurs d'onde par fibre, nombre qui augmentera encore dans le futur. Orange figure parmi les leaders mondiaux concernant le déploiement de fonctions optiques avancées permettant d'accroître la flexibilité de ses réseaux de transport. Par exemple, une liaison optique à 400 Gbit/s par longueur d'onde a été mise en service en première mondiale par Orange entre Paris et Lyon.

En outre, Orange offre des connexions directes en fibres optiques aux entreprises clientes pour bénéficier de services à très haut débit.

#### Le réseau longue distance étendue France (Weldon)

Le réseau WELDON (Wide Long distance Domestic Optical Network) dont le déploiement a commencé en avril 2012, a pour vocation de renouveler dans sa totalité le réseau longue distance existant, tout en étendant le périmètre de celui-ci à la desserte de Francfort et Londres, aux stations de câbles sous-marins, et à d'autres relations limitrophes de la France selon les besoins à venir.

Bénéficiant des dernières évolutions de la technologie du WDM, ce réseau offre une connectivité et un transport à un débit minimum de 100 Gbit/s par longueur d'onde.

#### Le réseau de transmission international

Ce réseau international s'appuie sur le Réseau express européen qui relie 27 points de présence dans 16 des plus grandes villes européennes, dont cinq en France, sur le réseau dorsal nord-américain interconnecté avec les deux parcours du câble transatlantique TAT-14 pour assurer le transport de son trafic internet et sur le réseau dorsal asiatique à Singapour

#### Les satellites

Orange utilise les communications par satellite pour assurer le raccordement au réseau général des départements d'outre-mer, des liaisons IP ou voix vers les autres opérateurs, et des services VSAT (*Very Small Aperture Terminal*) pour les clients entreprises terrestres ou maritimes d'Orange Business Services. Pour assurer ces services, Orange utilise de la capacité spatiale louée à des opérateurs satellitaires (Eutelsat, Intelsat, SES, Arabsat, Spacecom)..

#### Les câbles sous-marins

Afin de répondre à l'accroissement du trafic international de télécommunications, Orange investit dans des systèmes de câbles sous-marins selon plusieurs modalités :

- participation à un consortium pour construire un câble dont Orange deviendra copropriétaire ;
- achat de droits d'usage ou location de capacités de transmission sur d'autres câbles.

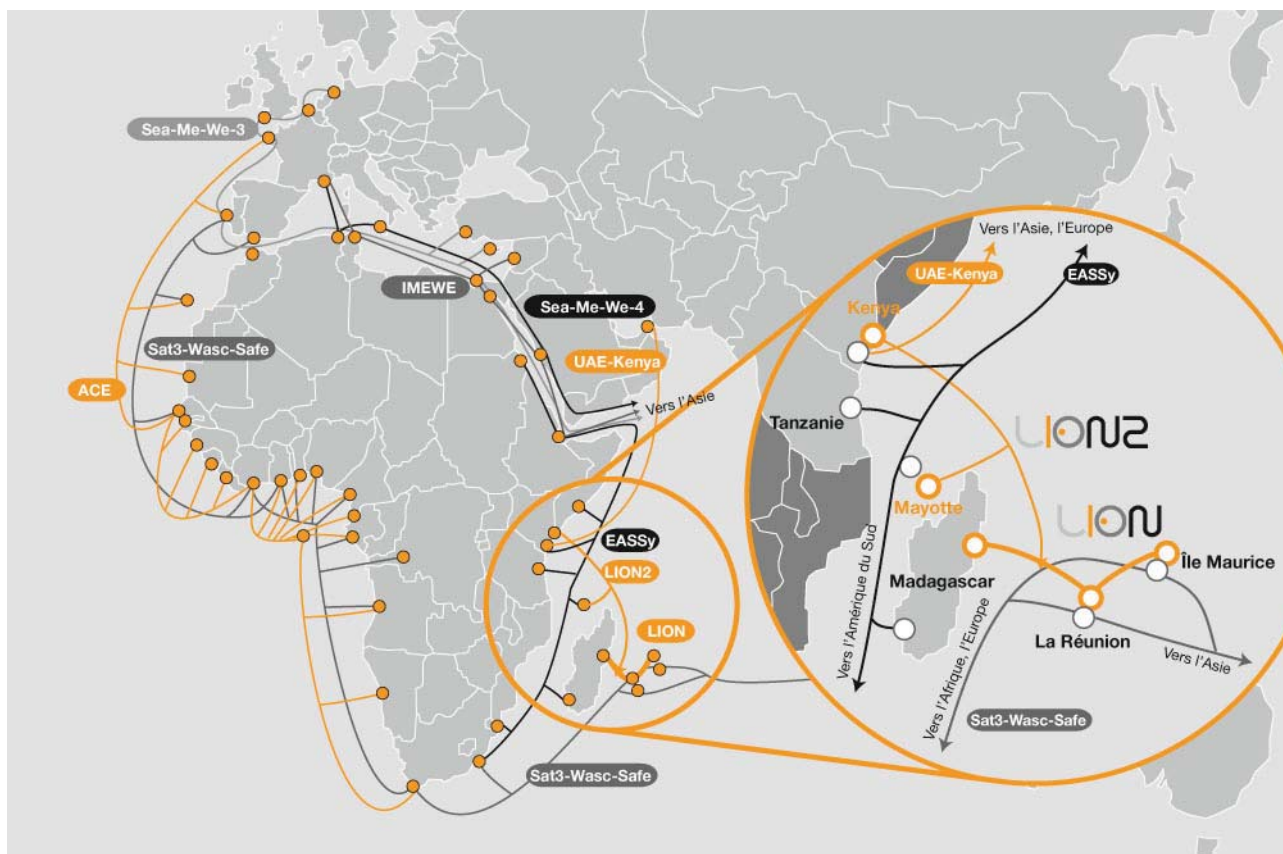
Comme dans le cas des réseaux terrestres, la montée en débit sur les câbles sous-marins est en cours et la mise en service de systèmes à 40 Gbit/s a déjà été réalisée sur plusieurs câbles du Groupe.

Nom du câble	Départ - Arrivée	Nombre de stations d'atterrissage	Nombre de pays	Kilomètres	Mise en service	Dernier upgrade
TAT-14	Etats-Unis - Europe	7	6	15 400	Juil. 2001	2013
SAT 3-WASC-SAFE	Portugal - Malaisie	17	15	27 850	Avr. 2002	2010
SEA-ME-WE 3	Allemagne - Japon / Australie	39	33	39 000	Août 2009	2009
SEA-ME-WE 4	France - Singapour	15	14	19 000	Déc. 2005	2012
Americas 2	Etats-Unis - Brésil	11	9	8 300	Juil. 2000	2013
ECFS	Tortola - Trinidad & Tobago	14	10	1 600	Juil. 2005	2013
LION	L'Ile Maurice - Madagascar	3	3	1 050	Nov. 2009	2013
LION2	Extension LION vers Mayotte et Kenya	2	2	2 700	Avr. 2012	2013
CBUS	Etats-Unis - Royaume-Uni	3	2	3 200	Sept. 2009	2013
IMEWE	Inde - France	10	8	12 000	Déc. 2010	2012
ACE (phase 1)	France - Gabon / Sao Tomé	19	17	11 500	Déc. 2012	
ACE (phase 2)	Extension ACE vers Afrique du Sud	4	4	5 500	Sept. 2015	
EASSy	Afrique du Sud - Soudan	9	9	10 500	Juil. 2010	2012

### Afrique de l'Ouest

Dans le cadre d'un consortium, Orange a mis en service, en décembre 2012, la première phase du câble ACE (*Africa Coast to Europe*). Long d'environ 17 000 kilomètres, sa capacité potentielle s'élèvera à 5,12 Tbit/s grâce à l'utilisation

de la technologie de transmission à 40 Gbit/s. Depuis la France, ACE s'étend à ce jour jusqu'au Gabon et à Sao Tomé-et-Principe.



### Océan Indien

Orange est copropriétaire des câbles LION (Lower Indian Ocean Network), qui relie Madagascar au réseau haut débit mondial via La Réunion et l'île Maurice, et LION2, qui prolonge LION jusqu'au Kenya en desservant Mayotte. Pour

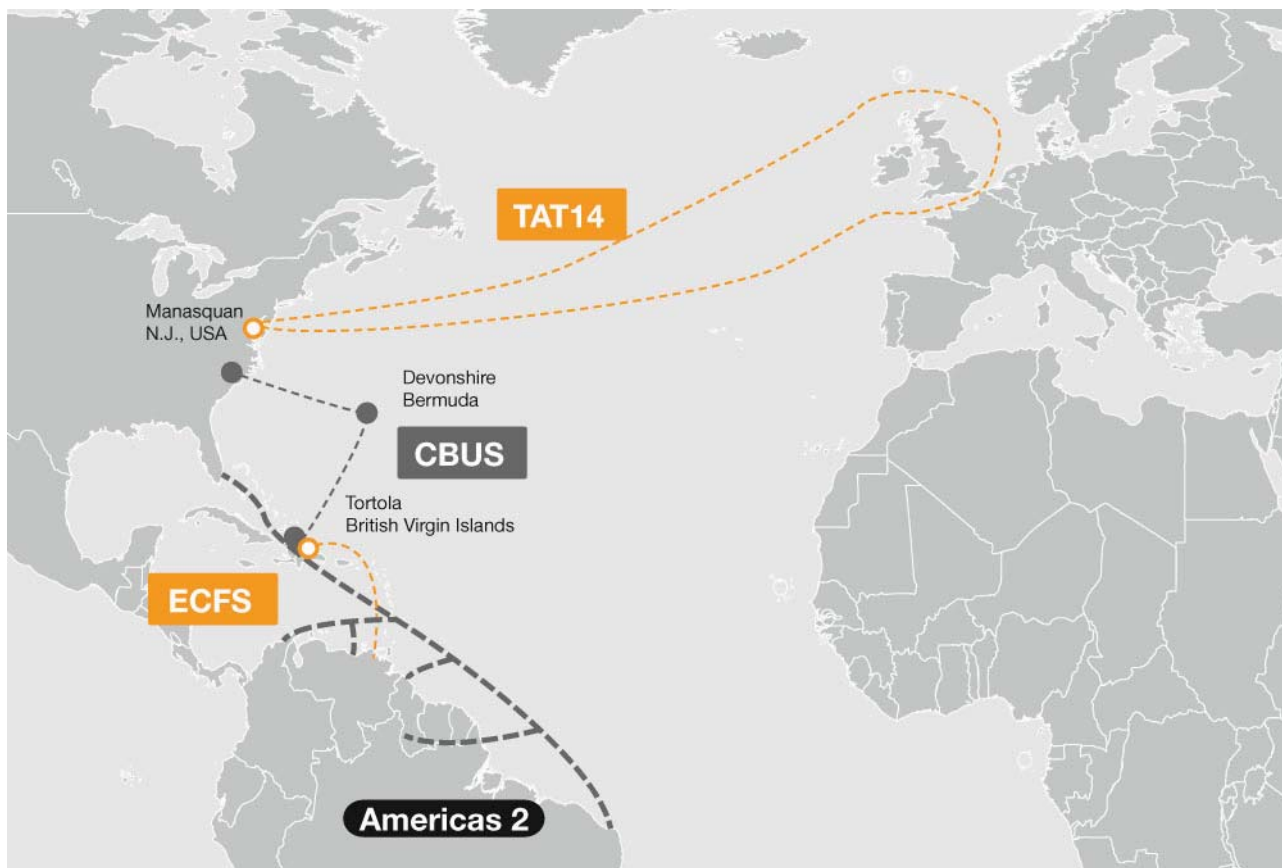
accompagner la croissance continue du trafic, le Groupe a investi une augmentation des capacités de LION ET LION2, mises en œuvre fin 2013.

### Océan Atlantique

Orange est également actif dans la zone Caraïbes, où il dispose de capacités sur 3 câbles majeurs : Americas-II, ECFS et CBUS. Afin d'accompagner l'essor du haut débit dans les départements d'outre-mer, le Groupe a participé pour les câbles Americas II et CBUS à des augmentations de capacité qui ont été mises en service en 2013.

Enfin, pour acheminer le trafic internet entre l'Europe et les Etats-Unis, le Groupe investit régulièrement pour augmenter

ses capacités sur le câble transatlantique TAT-14, et pour acquérir des droits d'usage croissants sur d'autres câbles transatlantiques. De plus la mise en service de capacités additionnelles sur le TAT14, grâce au passage à 40 Gbit/s, commencée en 2012 s'est poursuivie en 2013 portant la capacité totale du Groupe sur l'axe Europe – Amérique du Nord à près de 600 Gbit/s.



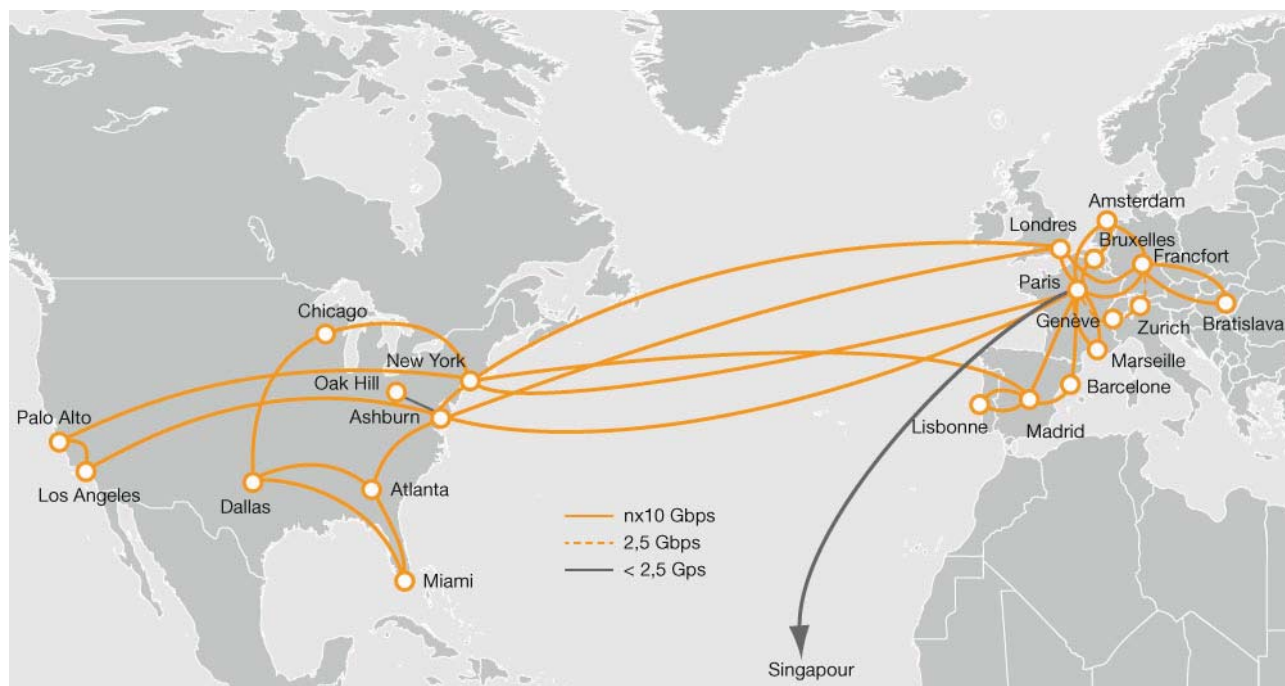
### 3.2.1.6 Les réseaux de transport IP

#### Le réseau IP international

Le réseau IP international d'Orange baptisé *Open Transit Internet* (OTI) a pour objectif de fournir la connexité internet mondiale aux divers réseaux IP domestiques des filiales du Groupe ainsi qu'à des clients opérateurs, fournisseurs d'accès internet (ISP) et fournisseurs de contenus. Il est construit sur la

base des toutes dernières technologies de transmission et de commutation IP.

Fin 2013, l'OTI reliait 22 villes entre elles (12 en Europe, 2 en Asie, 8 en Amérique du Nord), par des liens à haut débit de 155 Mbits/s à 100 Gbits/s, et écoulait plusieurs centaines de Gbits/s de trafic à l'heure de pointe. Fin 2013, le trafic écoulé atteint 1,9 Tbit.



### 3.2.1.7 Réseaux supports de service et couche de commande de réseau

#### Le réseau voix international

##### Réseau voix

Orange dispose de trois nœuds de commutation internationaux (CTI 4G) pour gérer en France le trafic départ et arrivée en mode circuit (TDM) des marchés fixe et mobile Grand Public, entreprises et opérateurs, et permettre le transport en central du trafic international des filiales Orange. Ces commutateurs ont évolué en nœuds hybrides NGN afin de pouvoir traiter le trafic Voix sur IP (VoIP). Courant 2013, l'architecture du réseau voix international a connu une évolution majeure avec l'installation de cinq équipements de contrôle des appels (softswitchs) dédiés au traitement de la Voix sur IP (VoIP), avec l'objectif de dépasser 55 % du trafic voix international d'Orange en VoIP à l'horizon 2015.

En dehors de la France, Orange dispose aux Etats-Unis de deux *softswitchs* et à Hong Kong d'une passerelle média (*Media gateway*) pour le traitement en mode TDM ou VoIP des clients et opérateurs des zones Amérique et Asie.

#### Réseau de signalisation

La signalisation sémaphore code 7 (SS7) du réseau international est assurée par deux *Points de Transfert Sémaphore* (PTS) supportant la signalisation associée aux trafics voix, roaming et SMS des opérateurs mobiles clients d'Orange et de la plupart de ses filiales mobiles. Un nombre croissant de liens desservant les plus gros clients roaming et SMS est supporté par la signalisation sur IP SIGTRAN.

Enfin, plusieurs plateformes centralisées ont été déployées sur les points de transfert internationaux pour fournir des services à valeur ajoutée aux opérateurs mobiles.

### 3.2.1.8 Les réseaux dédiés aux services aux entreprises

#### Les réseaux X.25

L'offre X.25 n'est plus commercialisée depuis la mi-2010 et la fermeture technique du service est intervenue en juin 2012.

Cependant, le réseau X.25 raccorde encore en France Métropolitaine et dans les DOM, plusieurs milliers d'accès à l'offre monétique auxquels sont liés des prestations de type "Réseau Intelligent". La reprise de cette fonction "Réseau Intelligent" dans un réseau IP n'étant pas attendue avant 2015, le réseau X25 sera conservé jusqu'à cette date.

## Les réseaux Frame Relay / ATM

En France, le réseau Frame Relay / ATM constitue à la fois un réseau d'accès aux services dédiés aux entreprises (notamment via les offres de collecte TDSL) et un réseau *backbone* de transport pour les services de niveau 3 (X.25 et IP). Il est déployé sur environ 150 points de présence en France métropolitaine, dans les cinq départements d'outre-mer ainsi que dans deux territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française).

L'activité du réseau FR / ATM est en décroissance, la montée en débit des entreprises étant désormais satisfaite par les services IP / MPLS disponibles sur le "Réseau d'Accès des Entreprises à l'IP" (RAEI).

Hors de France, le réseau AGN (*ATM Global Network*) couvre un millier de points de présence dans près de 200 pays. Il permet d'offrir des services de type X.25, Frame Relay ou ATM. Comme en France, il est aujourd'hui surtout utilisé comme réseau d'accès au réseau de services IP en raison de sa grande capillarité mondiale. Il remplit également une fonction de réseau de transport pour le réseau IP mais diminue à mesure que le réseau IP lui-même se développe.

## Le Réseau d'Accès des Entreprises à l'IP (internet et IP VPN) en France (RAEI)

Le RAEI a pour mission principale de raccorder les sites des entreprises en France pour assurer à la fois leurs échanges internes de données (sur réseau privé virtuel ou VPN) et leur connexité internet. Il permet également de transporter la Voix sur IP des entreprises.

Il est composé d'une infrastructure cœur d'une soixantaine de routeurs de transit appelés "P\_Pass" interconnectés par des liens à 10 Gbits/s. Ce réseau *backbone* P\_Pass assure également l'interconnexion avec le RBCI pour le trafic internet et le trafic de collecte des entreprises en provenance des NAS et des BAS.

Par ailleurs, une couronne d'environ 500 routeurs PE (*Provider Edge*) raccorde les accès des entreprises sur des technologies de type xdsl, Ethernet pour des débits de 75 kbits/s à 1 Gbits/s en offre standard. Ces routeurs sont localisés dans les principales villes et zones d'activités.

Ce réseau est interconnecté au réseau IP international (*IP Global Network*) par l'intermédiaire de trois passerelles (situées à Paris et à Londres) pour la connexité des clients entreprises internationaux.

Avec la reprise du réseau RTGE, le nombre de point de présence IP a été augmenté de 80 nouveaux sites en 2013.

## Le Réseau MPLS / IP VPN à l'international (IP Global Network IGN et réseau d'accès AGN)

Comme le réseau IP en France (RAEI), ce réseau est destiné à la fourniture de services de réseau privé virtuel (VPN), internet et Voix sur IP. Le réseau comprend 934 points de présence (incluant les réseaux MPLS partenaires) répartis sur 190 pays.

Le réseau est constitué de plusieurs dizaines de routeurs cœur de réseau (routeurs P et assimilés) et de plusieurs centaines

de routeurs d'accès (routeurs PE) constituant des plateformes multiservices (Ethernet, DSL, FR / ATM).. Les services sont offerts soit directement sur les routeurs d'accès, soit via le réseau d'accès Frame Relay / ATM (AGN), soit via des réseaux partenaires au travers d'accords NNI (Network to Network Interface).

Un programme (IGN+) d'extension de capillarité et de couverture géographique du réseau IGN a été lancé afin de pouvoir offrir à terme des services "IP natifs" partout et ainsi s'affranchir de la couche d'agrégation que constitue le réseau AGN.

## Le réseau voix entreprises international (NEO)

NEO est un réseau de fourniture de services voix pour les entreprises internationales. Reposant sur le réseau IP MPLS international (IGN), ce réseau voix Entreprise et comporte 54 points de présence dans 38 pays, et s'interconnecte à une cinquantaine d'opérateurs dans le monde. Il permet de collecter et de terminer des appels avec ces opérateurs, pour des clients connectés au réseau d'Orange Business Services en IP (H323 ou SIP) ou en TDM.

## 3.2.2 Immobilier

Au 31 décembre 2013, les actifs immobiliers d'Orange sont inscrits à son bilan pour une valeur nette comptable de 2,9 milliards d'euros contre 3,1 milliards d'euros en 2012.

Ces immeubles sont utilisés pour abriter des installations de télécommunications, des centres de recherche, des centres de service client, et des locaux à usage commercial ou de bureaux.

En France, la Direction de l'immobilier Groupe gère l'ensemble du parc immobilier. Elle poursuit une politique d'optimisation de l'occupation des surfaces en s'adaptant constamment à l'évolution des besoins exprimés par les différentes entités et les différents métiers du Groupe. Elle contribue également au déploiement des nouvelles boutiques du réseau de distribution, notamment pour les très grandes boutiques. Elle répond enfin aux besoins liés à l'évolution du réseau de télécommunications en mettant à disposition les sites nécessaires au déploiement des nouvelles technologies.

Par ailleurs, elle contribue à l'amélioration de l'environnement de travail pour les salariés, conformément aux objectifs correspondants du projet Conquête 2015, ainsi qu'aux objectifs de développement durable du Groupe par l'amélioration de la qualité environnementale du parc d'immeubles gérés.

A la fin 2013, les surfaces occupées sur 25 560 sites (dont 231 ont une surface supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>) représentaient **5,8 millions de m<sup>2</sup>**, dont **2,3 millions** en location et 3,5 millions en pleine propriété.

Ces surfaces se composent de centres techniques majoritairement détenus en propriété (2,6 millions de m<sup>2</sup> dont 2,1 millions en propriété), de bureaux majoritairement en location (2,3 millions de m<sup>2</sup> dont 1,4 million en location), et de boutiques.

En Pologne, la surface des propriétés construites d'Orange Pologne à fin 2013 représente 2 millions de m<sup>2</sup>. La surface des terrains bâtis et nus représente 13 millions de m<sup>2</sup>.

En Espagne, à fin 2013, les surfaces occupées représentaient un peu moins de 148 000 m<sup>2</sup> ; il s'agit de surfaces majoritairement louées.

## 3.3 RECHERCHE ET INNOVATION, BREVETS, LICENCES

### 3.3.1 Recherche et innovation

Le secteur des technologies de l'information et de la communication a connu au cours de ces dernières années un bouleversement de sa chaîne de valeur avec la multiplication des acteurs. De nouveaux modèles économiques développés par des grands acteurs du Web apparaissent tandis que les fabricants d'électronique Grand Public progressent vers les services à valeur ajoutée. Pour tirer parti de ce contexte, l'innovation constitue un levier majeur de croissance pour le groupe Orange. En 2013, le Groupe a poursuivi son effort en matière de recherche et d'innovation en y consacrant 1,9 % de son chiffre d'affaires, soit 780 millions d'euros. Ces dépenses étaient de 812 millions d'euros en 2012 et de 819 millions d'euros en 2011. Ces montants comprennent les coûts de personnel, les dépenses d'exploitation et d'investissement relatives à la recherche et à l'innovation dans les nouveaux produits et services.

#### Réseau de recherche et d'innovation

Afin de réaliser ses ambitions en matière de recherche et d'innovation, Orange a constitué un réseau d'expertise présent sur quatre continents.

Les Orange Labs, qui portent les activités de recherche, de conception et de déploiement techniques, sont situés dans neuf pays à travers le monde : France, Royaume-Uni, Chine, Japon, Pologne, Roumanie, Tunisie, Inde et Egypte. Chaque Orange Labs est immergé dans un environnement spécifique qui lui permet de saisir et d'anticiper les ruptures technologiques et l'évolution des usages partout dans le monde, de favoriser les partenariats et d'accélérer ainsi la capacité d'innovation du Groupe.

Le réseau Orange Labs est complété par un Technocentre présent en France, au Royaume-Uni, en Pologne, en Jordanie et en Côte d'Ivoire. Celui-ci a pour mission de concevoir et de mettre sur le marché de nouveaux produits et services au plus près des besoins des clients dans tous les pays où le Groupe est présent. Elles ont également en charge d'assurer la cohérence des interfaces utilisateurs des différentes offres du Groupe (stratégie *design*).

#### Création de la Division innovation, marketing et technologies

L'innovation dans les réseaux et les services et l'expérience client sont au cœur du plan stratégique *Conquêtes 2015*. Ils sont des leviers déterminants de différenciation et de création de valeur. La mise en place de nouveaux modes de fonctionnement interne avec le projet *Nova+* a constitué une étape importante d'amélioration de l'efficacité de l'innovation du Groupe. Afin de répondre plus rapidement et plus efficacement aux attentes de ses clients, l'ensemble des équipes d'Orange qui portent les compétences en matière

d'innovation, d'expérience client, et de systèmes d'information du Groupe ont été rassemblées le 1<sup>er</sup> mai 2013 sous un management unique au sein de la Division innovation, marketing et technologies.

#### Innovation ouverte (Open innovation)

Orange a l'ambition d'être un acteur de référence de l'innovation ouverte, mode d'innovation fondée sur le partage et la collaboration. Les principaux piliers de cette démarche sont :

- le soutien aux *start-up* et aux PME. Orange a développé un véritable réseau d'accélérateurs de *start-up* baptisés Orange Fab, créé dans la Silicon Valley en mars 2013, puis en France et en Asie du Sud-est en novembre 2013. Les *start-up* sélectionnées sont accompagnées par Orange et bénéficient également d'un financement et d'un soutien logistique. Le partenariat avec NUMA, le grand lieu de l'innovation et du numérique à Paris inauguré en 2013 et dont Orange est membre fondateur, s'inscrit également dans cette démarche. Enfin, Orange participe à trois cantines numériques qui regroupent des acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat (chercheurs, ingénieurs, développeurs, ergonomes, et designers) venant d'horizons très variés (*start-up*, grandes entreprises, PME, universités) ;
- le programme Orange Partner, par lequel le Groupe ouvre ses plateformes de services aux développeurs pour apporter plus de services innovants à ses clients. En 2013, Orange a développé de nouvelles interfaces de programmation (API) sur ses services cœur : communications enrichies, *Cloud*, très haut débit, objets connectés, NFC et paiement, divertissement multi-écrans, *open data* ;
- l'implication forte dans les écosystèmes de la recherche et de l'innovation. Orange est un acteur majeur des programmes de recherche développés en partenariat, tant au niveau français (projets FUI, ANR, Programme Investissements d'Avenir) qu'au niveau européen (7<sup>e</sup> Programme cadre de la Commission européenne, EUREKA-CELTIC, Horizon 2020). Dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir, le Groupe est présent dans deux Instituts de recherche technologique (IRT) et préside l'IRT B-com qui travaille sur les réseaux fixes et mobiles à ultra haut débit et les contenus du futur. Il contribue également à l'institut SystemX dont les travaux portent sur l'ingénierie numérique des systèmes. Orange participe également en France à dix pôles de compétitivité constitués pour favoriser des synergies locales autour de projets innovants, et préside notamment le pôle Images et Réseaux dans lequel il est chef de file du plan réalité augmentée. Orange contribue enfin à plusieurs plans pour

une nouvelle France industrielle présentés par le Gouvernement français en septembre 2013 en vue d'accélérer la recherche et l'innovation ;

- et une politique de partenariats stratégiques avec les universités et les instituts académiques en France (tels que l'Institut Mines-Télécom, le CNRS, l'INRIA, l'Université de Rennes 1 ou Supélec) et à l'étranger (avec, par exemple, le LIRIMA de Yaoundé au Cameroun). Le Groupe finance par ailleurs quatre chaires de recherche. Enfin le groupe Orange mène une politique active de partenariats stratégiques avec des industriels de premier plan au niveau international, ce qui lui permet d'enrichir rapidement son portefeuille de produits et services et de s'ouvrir à de nouveaux écosystèmes.

## Capital-investissement

Acteur important du financement de l'innovation dans le domaine des technologies de l'information, le groupe Orange détient des participations dans trois types de fonds :

- des véhicules d'investissement détenus à 100 % par le Groupe, dits *mono-corporate venture*, parmi lesquels figurent :
  - les holdings françaises Orange Capital (OC) et Orange Capital Management (OCM), et le fonds de capital-risque chinois Orange Venture Capital Investment (OVCI),
  - et la holding Orange Technologies Investissements (OTI), historiquement destinée à valoriser la propriété intellectuelle d'Orange, en échange de prises de participations dans des start-up technologiques ;
- des véhicules d'investissement dits *multi-corporate venture*, généralement détenus de façon conjointe avec d'autres partenaires-investisseurs de profil plutôt industriel, auxquels se joignent parfois des investisseurs de profil purement financier, et parmi lesquels on peut citer :
  - les trois fonds Orange Publicis Ventures (Growth, Global et Early-stage), créés dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe Publicis, et gérés par la société de gestion Iris Capital Management, dans laquelle le Groupe a acquis une participation de 24,5 %,
  - le fonds Ecomobilité Ventures, créé en partenariat avec la SNCF et Total,
  - le fonds Technocom 2, cofinancé en partenariat avec Alcatel-Lucent, le Groupe SEB, Soitec et le Fonds National d'Amorçage, et géré par la société de gestion Innovacom Gestion,
  - et le fonds Robolution Capital, cofinancé notamment par Bpifrance, le Fonds Européen d'Investissement, EDF et Thalès, et géré par la société de gestion Orkos Capital ;
- et des fonds de capital-investissement de forme plus classique, ouverts à un plus grand nombre de partenaires-investisseurs au profil beaucoup plus diversifié (financiers, industriels, particuliers), et gérés par des sociétés de gestion indépendantes, d'origine géographique également très diversifiée (Europe, Etats-Unis, Canada).

## Perspectives

Pour préparer le futur, Orange mène par ailleurs des actions de recherche dans plusieurs domaines :

- les services d'agrégation de contenus. Les travaux de recherche portent sur les services et technologies pour enrichir, valoriser et distribuer des contenus multimédia (reconnaissance vocale et incrustation de textes dans des flux audiovisuels, navigation par chapitre et mots clés dans les *podcasts* radio, traitement de contenus médias dans le *Cloud*) ;
- les services de confiance et de données. Orange porte notamment le projet de recherche collaboratif Lyrics qui vise à proposer des services mobiles sans contact garantissant la sécurité des transactions et la confidentialité des données personnelles des utilisateurs. A l'occasion du salon Cartes 2013, Lyrics a dévoilé la première solution européenne de passeport mobile de transport ;
- l'expérience client. 4EVER est un projet de recherche collaboratif porté par Orange qui prépare la télévision du futur autour de la technologie ultra-haute définition et de la norme HEVC. Ce projet a déjà assuré une diffusion vidéo en direct au format HEVC en première mondiale lors du tournoi de tennis de Roland Garros en 2013. Il a reçu le prix international aux trophées "Loading the future 2013" du pôle de compétitivité Images et Réseaux ;
- l'efficacité énergétique des infrastructures de réseaux. Orange mène des travaux de recherche, seul ou dans le cadre de projets européens, pour réduire significativement la consommation d'énergie des réseaux et infrastructures de l'internet (4G, Wifi, *Cloud*) et des terminaux (*smartphones*, Livebox) ;
- et les réseaux du futur. Dans le cadre d'Horizon 2020, Orange a signé en décembre 2013 le partenariat public-privé européen sur les infrastructures 5G. Fondé par Orange, ALU, Nokia Solutions and Networks, Ericsson et l'opérateur satellite SES, cette association a pour objectif de définir l'ensemble des solutions, infrastructures, technologies et normes à mettre en place pour préparer les futures infrastructures de communication 5G.

## 3.3.2 Brevets et licences

### Valorisation des brevets

Le groupe Orange détient à la fin de l'année 2013 un portefeuille de 7 482 brevets en France et à l'étranger (titres délivrés ou déposés) dans le but de protéger ses innovations. Afin d'en valoriser les résultats, certains de ces brevets sont licenciés au travers de programmes tels que celui sur les technologies Turbocodes qui s'appliquent notamment aux réseaux mobiles 3G, ou au travers de *patent pools* pour les brevets correspondant à des standards (MP3, MPEG Audio, DAB, DVB, W-CDMA, G729, IEEE802.11x, ISDB-T au Japon). La valorisation concerne aussi des logiciels, comme les outils d'ingénierie de réseau mobile.

En 2013, 276 nouveaux brevets ont été déposés. Ces brevets sont issus principalement du réseau Orange Labs en France.

## Orange Horizons

En janvier 2013, Orange a annoncé le lancement d'une nouvelle filiale, baptisée Orange Horizons, dont l'objectif est de chercher de nouvelles opportunités commerciales dans les pays où le Groupe n'est pas encore présent en tant qu'opérateur Grand Public, et ce sans qu'il soit nécessaire de réaliser des investissements importants. Ces projets s'appuieront sur la réputation mondiale de la marque Orange ainsi que sur les atouts préexistants du Groupe. Un an après son lancement, les premières réalisations d'Orange Horizons concernent i) le lancement de boutiques en ligne spécialisées dans la vente d'équipements de télécommunication et d'objets connectés, déployées dans 19 pays, ii) l'ouverture en Afrique du Sud et au Portugal des *corners* chez des partenaires, permettant entre autres l'assistance de clients Orange à l'étranger, iii) la mise en place de sites de contenus géolocalisés, au nombre de 13 début 2014, et depuis février 2014 iv) une solution en ligne permettant le rechargement à distance de crédit mobile chez plus de 350 opérateurs dans plus de 100 pays. Parmi les projets à venir se trouvent le lancement possible d'une activité d'opérateur de réseau mobile virtuel (MVNO) dans certains pays et le développement d'offres flexibles destinées aux voyageurs.

## Marque Orange

La plupart des licenciés opérant sous la marque Orange sont des filiales du groupe Orange qui ont conclu un contrat de licence de marque avec *Orange Brand Services Limited*, entité détenue indirectement par Orange SA et propriétaire de la marque Orange (voir section 7.5 *Opérations avec des apparentés*).

Il existe toutefois un nombre limité de licenciés qui ne sont pas des filiales du Groupe :

- aux termes d'un accord du 14 septembre 1998, la société *Partner Communications Company Limited* exploite depuis 1999 un réseau de télécommunication sous la marque Orange en Israël. Cet accord de licence de marque, antérieur à l'acquisition du groupe Orange par France Télécom SA, n'a pas de date d'expiration. Le groupe Orange ne détient pas de participation directe ou indirecte dans *Partner Communications Company Limited* ;
- le 29 février 2012, Orange a finalisé la cession d'Orange Suisse (groupe composé principalement de la filiale mobile suisse d'Orange), à Matterhorn Mobile SA. A la même date, *Orange Brand Services Limited* a conclu des nouveaux contrats de licence de marque avec Orange Suisse prévoyant la poursuite de l'utilisation de la marque Orange en Suisse et au Liechtenstein ;
- le 3 janvier 2013, Orange a cédé sa participation de 35 % dans Orange Austria à une filiale d'Hutchison Whampoa. Orange Austria continue à utiliser la marque Orange conformément au contrat de licence signé le 3 octobre 2007.

En outre, aux termes de l'accord signé le 26 novembre 2013 par Orange en vue de la cession à la société Altice d'Orange Dominicana, sa filiale en République Dominicaine, Orange Dominicana continuera à utiliser la marque Orange et signera à cet effet, lors de la finalisation de la cession, un nouveau contrat de licence de marque avec *Orange Brand Services Limited*.

Voir note 2 *Résultat de cession et principales variations de périmètre* de l'annexe aux comptes consolidés.

## 4 rapport financier



4.1	DOCUMENTS CONSOLIDES	100
4.2	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	204
4.3	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE	205
4.4	EVENEMENTS RECENTS	263
4.5	PERSPECTIVES D'AVENIR	264
4.6	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	264
4.7	COMPTES ANNUELS D'ORANGE SA	265
4.8	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	304
4.9	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT D'ORANGE SA	306

## 4.1 DOCUMENTS CONSOLIDES

## 4.1.1 Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

## ➤ COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)	Note	2013	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b>	3.1	<b>40 981</b>	<b>43 515</b>	<b>45 277</b>
Achats externes	4.1	(17 965)	(19 100)	(19 638)
Autres produits opérationnels	3.2	687	900	658
Autres charges opérationnelles	4.2	(508)	(721)	(691)
Charges de personnel	5.1	(9 019)	(10 363)	(8 815)
Impôts et taxes d'exploitation	8.1	(1 717)	(1 857)	(1 772)
Résultat de cession	2	119	158	246
Coût des restructurations et assimilés	4.3	(343)	(37)	(136)
Dotations aux amortissements	7.1	(6 052)	(6 329)	(6 735)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	13.5	-	-	642
Perte de valeur des écarts d'acquisition	6.1	(512)	(1 732)	(611)
Perte de valeur des immobilisations	7.2	(124)	(109)	(380)
Résultat des entités mises en équivalence	9.1	(259)	(262)	(97)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>5 288</b>	<b>4 063</b>	<b>7 948</b>
Coût de l'endettement financier brut	10.1	(1 746)	(1 769)	(2 066)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	10.1	59	101	125
Gain (perte) de change	10.1	(18)	(28)	(21)
Autres produits et charges financiers	10.1	(45)	(32)	(71)
<b>Résultat financier</b>		<b>(1 750)</b>	<b>(1 728)</b>	<b>(2 033)</b>
Impôt sur les sociétés	12.1	(1 405)	(1 231)	(2 087)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>2 133</b>	<b>1 104</b>	<b>3 828</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		1 873	820	3 895
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		260	284	(67)
<b>Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère</b>				
■ résultat net de base		0,71	0,31	1,47
■ résultat net dilué		0,71	0,31	1,46

## ➤ ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	2013	2012	2011
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>2 133</b>	<b>1 104</b>	<b>3 828</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	2 & 5.2	23	(83)	(46)
Impôt sur les éléments non recyclables	12.2	(4)	29	(3)
Eléments non recyclables du résultat global des entités mises en équivalence	9.1	(31)	(41)	(2)
<b>Eléments non recyclables en résultat (a)</b>		<b>(12)</b>	<b>(95)</b>	<b>(51)</b>
Actifs disponibles à la vente	10.7	8	7	(10)
Couverture de flux de trésorerie	10.11	(298)	(394)	(3)
Couverture d'investissement net	10.13	41	99	(14)
Ecart de conversion	13.5	(453)	264	(1 053)
Impôt sur les éléments recyclables	12.2	87	95	9
Eléments recyclables du résultat global des entités mises en équivalence	9.1	(11)	22	(9)
<b>Eléments recyclables en résultat (b)</b>		<b>(626)</b>	<b>93</b>	<b>(1 080)</b>
<b>Autres éléments du résultat global (a) + (b)</b>		<b>(638)</b>	<b>(2)</b>	<b>(1 131)</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>1 495</b>	<b>1 102</b>	<b>2 697</b>
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		1 255	748	2 868
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		240	354	(171)

➤ ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>ACTIF</b>				
Ecarts d'acquisition	6.2	24 988	25 773	27 340
Autres immobilisations incorporelles	7.3	11 744	11 818	11 343
Immobilisations corporelles	7.4	23 157	23 662	23 634
Titres mis en équivalence	9.1	6 525	7 431	7 944
Actifs disponibles à la vente	10.7	103	139	89
Prêts et créances non courants	10.2	1 837	1 003	994
Actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	10.9	95	159	114
Dérivés de couverture actifs non courants	10.10	36	204	428
Autres actifs non courants	3.5	15	70	94
Impôts différés actifs	12.3	3 251	3 594	3 551
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>71 751</b>	<b>73 853</b>	<b>75 531</b>
Stocks	4.4	637	586	631
Créances clients	3.3	4 360	4 635	4 905
Prêts et autres créances courants	10.2	38	81	1 165
Actifs financiers courants à la juste valeur par résultat, hors quasi-disponibilités	10.9	213	141	948
Dérivés de couverture actifs courants	10.10	101	3	66
Autres actifs courants	3.5	769	670	1 066
Impôts et taxes d'exploitation	8.2	924	1 193	1 218
Impôt sur les sociétés	12.3	110	109	124
Charges constatées d'avance	4.6	377	388	368
Quasi-disponibilités	10.2	4 330	7 116	6 733
Disponibilités	10.2	1 586	1 205	1 311
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>13 445</b>	<b>16 127</b>	<b>18 535</b>
<b>Actifs destinés à être cédés <sup>(1)</sup></b>	2	<b>637</b>	-	<b>2 017</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>85 833</b>	<b>89 980</b>	<b>96 083</b>

<b>PASSIF</b>				
Capital social		10 596	10 596	10 596
Prime d'émission et réserve légale		16 790	16 790	16 790
Réserves		(3 037)	(3 080)	187
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>24 349</b>	<b>24 306</b>	<b>27 573</b>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 985	2 078	2 019
<b>Total capitaux propres</b>	13	<b>26 334</b>	<b>26 384</b>	<b>29 592</b>
Dettes fournisseurs non courantes	4.5	349	337	380
Passifs financiers non courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	10.2	30 295	31 883	33 933
Passifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	10.6	369	482	259
Dérivés de couverture passifs non courants	10.10	1 133	542	277
Avantages du personnel non courants	5.2	2 924	2 989	1 711
Provision pour démantèlement non courante	7.5	687	686	630
Provision pour restructuration non courante	4.3	155	98	125
Autres passifs non courants	4.7	477	560	700
Impôts différés passifs	12.3	954	1 102	1 264
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>37 343</b>	<b>38 679</b>	<b>39 279</b>
Dettes fournisseurs courantes	4.5	7 540	7 697	8 151
Passifs financiers courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	10.2	7 100	7 331	5 440
Passifs financiers courants à la juste valeur par résultat	10.6	165	111	2 019
Dérivés de couverture passifs courants	10.10	3	5	3
Avantages du personnel courants	5.2	2 009	1 948	1 870
Provision pour démantèlement courante	7.5	23	23	19
Provision pour restructuration courante	4.3	157	55	277
Autres passifs courants	4.7	1 288	1 280	2 012
Impôts et taxes d'exploitation	8.2	1 200	1 475	1 434
Impôt sur les sociétés	12.3	592	2 794	2 625
Produits constatés d'avance	3.4	1 974	2 198	2 322
<b>Total des passifs courants</b>		<b>22 051</b>	<b>24 917</b>	<b>26 172</b>
<b>Passifs liés aux actifs destinés à être cédés <sup>(1)</sup></b>	2	<b>105</b>	-	<b>1 040</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>85 833</b>	<b>89 980</b>	<b>96 083</b>

(1) Orange Dominicana en 2013 et Orange Suisse en 2011.

## ► TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

		Attribuables aux propriétaires de la société mère					Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle					Total capitaux propres
(en millions d'euros)	Note	Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total		
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>		<b>2 648 858 606</b>	<b>10 595</b>	<b>16 777</b>	<b>(161)</b>	<b>1 890</b>	<b>29 101</b>	<b>2 172</b>	<b>276</b>	<b>2 448</b>	<b>31 549</b>	
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	<b>3 895</b>	<b>(1 027)</b>	<b>2 868</b>	<b>(67)</b>	<b>(104)</b>	<b>(171)</b>	<b>2 697</b>	
Augmentation de capital	13.1	26 777	1	-	-	-	1	-	-	-	1	
Rémunération en actions	5.3	-	-	-	19	-	19	2	-	2	21	
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	(223)	-	(223)	-	-	-	(223)	
	13.4											
Distribution de dividendes	13.6	-	-	-	(3 703)	-	(3 703)	(687)	-	(687)	(4 390)	
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	2	-	-	-	(10)	-	(10)	(26)	-	(26)	(36)	
Autres mouvements		-	-	13	(493)	-	(480)	453	-	453	(27)	
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>		<b>2 648 885 383</b>	<b>10 596</b>	<b>16 790</b>	<b>(676)</b>	<b>863</b>	<b>27 573</b>	<b>1 847</b>	<b>172</b>	<b>2 019</b>	<b>29 592</b>	
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	<b>820</b>	<b>(72)</b>	<b>748</b>	<b>284</b>	<b>70</b>	<b>354</b>	<b>1 102</b>	
Rémunération en actions	5.3	-	-	-	(11)	-	(11)	4	-	4	(7)	
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	(49)	-	(49)	-	-	-	(49)	
	13.4											
Distribution de dividendes	13.6	-	-	-	(3 632)	-	(3 632)	(579)	-	(579)	(4 211)	
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	2	-	-	-	(281)	-	(281)	284	-	284	3	
Autres mouvements	13.6	-	-	-	(42)	-	(42)	(4)	-	(4)	(46)	
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>		<b>2 648 885 383</b>	<b>10 596</b>	<b>16 790</b>	<b>(3 871)</b>	<b>791</b>	<b>24 306</b>	<b>1 836</b>	<b>242</b>	<b>2 078</b>	<b>26 384</b>	
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	<b>1 873</b>	<b>(618)</b>	<b>1 255</b>	<b>260</b>	<b>(20)</b>	<b>240</b>	<b>1 495</b>	
Rémunération en actions	5.3	-	-	-	2	-	2	4	-	4	6	
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	(25)	-	(25)	-	-	-	(25)	
	13.4											
Distribution de dividendes	13.6	-	-	-	(1 314)	-	(1 314)	(359)	-	(359)	(1 673)	
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	2	-	-	-	2	-	2	4	-	4	6	
Autres mouvements		-	-	-	123	-	123	18	-	18	141	
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>		<b>2 648 885 383</b>	<b>10 596</b>	<b>16 790</b>	<b>(3 210)</b>	<b>173</b>	<b>24 349</b>	<b>1 763</b>	<b>222</b>	<b>1 985</b>	<b>26 334</b>	

► DETAIL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES LIEES AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global
	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE <sup>(1)</sup>	Total	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Total	
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>42</b>	<b>440</b>	<b>1 689</b>	<b>(254)</b>	<b>(53)</b>	<b>26</b>	<b>1 890</b>	<b>(1)</b>	<b>305</b>	<b>(36)</b>	<b>8</b>	<b>276</b>	<b>2 166</b>
Variation	(10)	(18)	(937)	(57)	6	(11)	(1 027)	1	(116)	11	-	(104)	(1 131)
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>32</b>	<b>422</b>	<b>752</b>	<b>(311)</b>	<b>(47)</b>	<b>15</b>	<b>863</b>	<b>-</b>	<b>189</b>	<b>(25)</b>	<b>8</b>	<b>172</b>	<b>1 035</b>
Variation	7	(292)	189	(82)	125	(19)	(72)	(3)	75	(1)	(1)	70	(2)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>39</b>	<b>130</b>	<b>941</b>	<b>(393)</b>	<b>78</b>	<b>(4)</b>	<b>791</b>	<b>(3)</b>	<b>264</b>	<b>(26)</b>	<b>7</b>	<b>242</b>	<b>1 033</b>
Variation	8	(257)	(429)	19	83	(42)	(618)	(0)	(24)	4	(0)	(20)	(638)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>47</b>	<b>(127)</b>	<b>512</b>	<b>(374)</b>	<b>161</b>	<b>(46)</b>	<b>173</b>	<b>(3)</b>	<b>240</b>	<b>(22)</b>	<b>7</b>	<b>222</b>	<b>395</b>

(1) MEE : Entités mises en équivalence.

## ► TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	2013	2012	2011
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 133	1 104	3 828
<i>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>				
Impôts et taxes d'exploitation	8	1 717	1 857	1 772
Résultat de cession	2	(119)	(158)	(246)
Dotations aux amortissements	7.3-7.4	6 052	6 329	6 735
Dotations (reprises) des provisions <sup>(1)</sup>	3-4-5-7	82	743	(348)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	13.5	-	-	(642)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	6.2	512	1 732	611
Perte de valeur des immobilisations	7.2	124	109	380
Résultat des entités mises en équivalence	9.1	259	262	97
Ecart de change nets et instruments dérivés opérationnels		5	52	44
Résultat financier	10.1	1 750	1 728	2 033
Impôt sur les sociétés	12.1	1 405	1 231	2 087
Rémunération en actions	5.1	8	(5)	21
<i>Variations du besoin en fonds de roulement</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(81)	53	45
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		118	331	596
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		51	(244)	(41)
Règlement litige DPTG <sup>(2)</sup>		-	(550)	-
Variation des autres éléments d'actif et de passif <sup>(3)</sup>		(198)	(210)	(336)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(1 706)	(1 833)	(1 658)
Dividendes encaissés		320	493	523
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net		(1 886)	(1 863)	(1 601)
Impôt sur les sociétés décaissé	12.3	(1 141)	(1 145)	(1 021)
Litige fiscal relatif à l'exercice 2005	12	(2 146)	-	-
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>7 259</b>	<b>10 016</b>	<b>12 879</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
<i>Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(4)</sup>	7.3-7.4	(6 117)	(6 763)	(6 711)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		22	(229)	39
Produits de cession des actifs corporels et incorporels	7	98	148	74
<i>Investissements dans les sociétés en intégration globale nets de la trésorerie acquise</i>				
	2	(69)	(49)	(217)
<i>Investissements dans les sociétés mises en équivalence nets de la trésorerie acquise</i>				
	2	(2)	(45)	(392)
<i>Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur</i>				
	2	(18)	(24)	-
<i>Produits de cession des titres Orange Suisse nets de la trésorerie cédée</i>				
	2	-	1 386	-
<i>Autres produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée</i>				
	2	76	24	452
<i>Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers</i>				
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(39)	591	(67)
Remboursement du prêt accordé à EE	10.8	-	222	511
Autres		5	29	3
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement</b>		<b>(6 044)</b>	<b>(4 710)</b>	<b>(6 308)</b>

► TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	2013	2012	2011
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>				
Emissions d'emprunts non courants	10.4-10.5	3 209	2 769	4 331
Remboursements d'emprunts non courants	10.4-10.5	(4 001)	(3 139)	(1 717)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	10	(151)	1 001	(570)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette (dont cash collateral)	10	(751)	(178)	2
Effet change des dérivés net		(135)	271	(238)
Rachat d'actions propres	13.2	(24)	(94)	(275)
Acquisition de parts d'intérêts dans l'Egypte sans prise de contrôle	2	-	(1 489)	-
Autres variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		(11)	-	(8)
Variations de capital - propriétaires de la société mère	13.1	-	-	1
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		-	2	-
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	(359)	(583)	(683)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	13.4	(1 314)	(3 632)	(3 703)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>(3 537)</b>	<b>(5 072)</b>	<b>(2 860)</b>
<b>Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités</b>		<b>(2 322)</b>	<b>234</b>	<b>3 711</b>
<b>Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires</b>		<b>(65)</b>	<b>26</b>	<b>(78)</b>
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>		<b>8 321</b>	<b>8 061</b>	<b>4 428</b>
<i>Dont disponibilités des activités poursuivies</i>		<i>1 205</i>	<i>1 311</i>	<i>1 227</i>
<i>Dont quasi-disponibilités des activités poursuivies</i>		<i>7 116</i>	<i>6 733</i>	<i>3 201</i>
<i>Dont activités cédées ou en cours de cession</i>		<i>-</i>	<i>17</i>	<i>-</i>
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>		<b>5 934</b>	<b>8 321</b>	<b>8 061</b>
<i>Dont disponibilités des activités poursuivies</i>		<i>1 586</i>	<i>1 205</i>	<i>1 311</i>
<i>Dont quasi-disponibilités des activités poursuivies</i>		<i>4 330</i>	<i>7 116</i>	<i>6 733</i>
<i>Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités cédées ou en cours de cession</i>	2	<i>18</i>	<i>-</i>	<i>17</i>

(1) Comprend principalement les provisions pour créances clients (note 3.3), les provisions pour stocks (note 4.4), les provisions pour restructuration (note 4.3), les provisions pour litiges (note 4.7), les provisions pour avantages du personnel (note 5) et les provisions pour démantèlement (note 7.5).

(2) Versement à DPTG par Orange Polska SA de 550 millions d'euros en janvier 2012.

(3) Hors créances et dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(4) Les investissements corporels et incorporels financés par location-financement pour un montant de 95 millions d'euros (47 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 180 millions d'euros au 31 décembre 2011) sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

## Informations sectorielles

## ➤ COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 018</b>	<b>4 052</b>	<b>3 079</b>	<b>7 792</b>
■ externe	19 192	4 015	3 042	7 400
■ inter-secteurs	826	37	37	392
Achats externes	(7 487)	(2 619)	(1 534)	(4 101)
Autres produits opérationnels	994	122	76	134
Autres charges opérationnelles	(668)	(151)	(102)	(294)
Charges de personnel	(4 868)	(218)	(464)	(747)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 009)	(148)	(77)	(321)
Résultat de cession	-	-	4	68
Coût des restructurations et assimilés	(220)	-	(45)	(20)
<b>EBITDA</b>	<b>6 760</b>	<b>1 038</b>	<b>937</b>	<b>2 511</b>
Dotations aux amortissements	(2 534)	(578)	(734)	(1 371)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(497)
Perte de valeur des immobilisations	(24)	-	(2)	(96)
Résultat des entités mises en équivalence	(1)	-	-	(196)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 201</b>	<b>460</b>	<b>201</b>	<b>351</b>
Résultat financier				
Impôt sur les sociétés				
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>				
<b>Investissements corporels et incorporels</b>				
■ hors licences de télécommunication	2 833	562	457	1 163
■ licences de télécommunication	28	22	63	373
■ financés par location-financement	-	4	-	6
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS <sup>(3)</sup></b>	<b>2 861</b>	<b>588</b>	<b>520</b>	<b>1 542</b>

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 4 556 millions d'euros, en Espagne pour 30 millions d'euros, en Pologne pour 14 millions d'euros et dans les autres pays pour 1 913 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 239 millions d'euros et dans les autres pays pour 104 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 572 millions d'euros et dans les autres pays pour 130 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 337 millions d'euros et dans les autres pays pour 21 millions d'euros.

(3) Dont 1 942 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 4 270 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(4) Ex-Everything Everywhere.

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations	Total Orange	EE (100 %) <sup>(4)</sup>
<b>6 513</b>	<b>1 702</b>	<b>(2 175)</b>	<b>40 981</b>	<b>7 632</b>
6 118	1 214	-	40 981	7 632
395	488	(2 175)	-	-
(3 787)	(3 230)	4 793	(17 965)	(5 126)
140	2 769	(3 548)	687	39
(171)	(52)	930	(508)	(262)
(1 577)	(1 145)	-	(9 019)	(540)
(92)	(70)	-	(1 717)	(134)
3	44	-	119	33
(25)	(33)	-	(343)	(96)
<b>1 004</b>	<b>(15)</b>	<b>-</b>	<b>12 235</b>	<b>1 546</b>
(352)	(483)	-	(6 052)	(1 539)
-	(15)	-	(512)	-
-	(2)	-	(124)	-
(10)	(52)	-	(259)	(8)
<b>642</b>	<b>(567)</b>	<b>-</b>	<b>5 288</b>	<b>(1)</b>
			(1 750)	(117)
			(1 405)	29
			<b>2 133</b>	<b>(89)</b>
311	305	-	5 631	686
-	-	-	486	731
32	53	-	95	-
<b>343</b>	<b>358</b>	<b>-</b>	<b>6 212</b>	<b>1 417</b>

## ► COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2012

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>21 431</b>	<b>4 027</b>	<b>3 381</b>	<b>8 281</b>
■ externe	20 545	3 983	3 345	7 924
■ inter-secteurs	886	44	36	357
Achats externes	(8 178)	(2 654)	(1 662)	(4 337)
Autres produits opérationnels	1 039	73	115	140
Autres charges opérationnelles	(603)	(165)	(124)	(238)
Charges de personnel	(5 850)	(195)	(486)	(764)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 060)	(135)	(74)	(281)
Résultat de cession	(1)	-	4	95
Coût des restructurations et assimilés	(15)	-	2	(3)
<b>EBITDA</b>	<b>6 763</b>	<b>951</b>	<b>1 156</b>	<b>2 893</b>
Dotations aux amortissements	(2 431)	(774)	(769)	(1 515)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	(889)	(839)
Perte de valeur des immobilisations	(26)	(8)	(4)	(62)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	1	(145)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 306</b>	<b>169</b>	<b>(505)</b>	<b>332</b>
Résultat financier				
Impôt sur les sociétés				
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>				
<b>Investissements corporels et incorporels</b>				
■ hors licences de télécommunication	2 712	473	558	1 308
■ licences de télécommunication	902	1	-	42
■ financés par location-financement	-	8	-	3
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS <sup>(3)</sup></b>	<b>3 614</b>	<b>482</b>	<b>558</b>	<b>1 353</b>

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 4 901 millions d'euros, en Espagne pour 32 millions d'euros, en Pologne pour 15 millions d'euros et dans les autres pays pour 2 053 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 242 millions d'euros et dans les autres pays pour 119 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 471 millions d'euros et dans les autres pays pour 152 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 421 millions d'euros et dans les autres pays pour 21 millions d'euros.

(3) Dont 2 472 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 4 338 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations	Total Orange	EE (100 %)
<b>7 001</b>	<b>1 623</b>	<b>(2 229)</b>	<b>43 515</b>	<b>8 207</b>
6 578	1 140	-	43 515	8 207
423	483	(2 229)	-	-
(4 044)	(3 203)	4 978	(19 100)	(5 690)
161	3 098	(3 726)	900	47
(172)	(396)	977	(721)	(361)
(1 674)	(1 394)	-	(10 363)	(570)
(120)	(187)	-	(1 857)	(156)
(1)	61	-	158	(1)
(17)	(4)	-	(37)	(138)
<b>1 134</b>	<b>(402)</b>	<b>-</b>	<b>12 495</b>	<b>1 338</b>
(363)	(477)	-	(6 329)	(1 545)
(4)	-	-	(1 732)	-
(7)	(2)	-	(109)	-
3	(121)	-	(262)	-
<b>763</b>	<b>(1 002)</b>	<b>-</b>	<b>4 063</b>	<b>(207)</b>
			(1 728)	(99)
			(1 231)	72
			<b>1 104</b>	<b>(235)</b>
352	415	-	5 818	751
-	-	-	945	-
9	27	-	47	(4)
<b>361</b>	<b>442</b>	<b>-</b>	<b>6 810</b>	<b>747</b>

## ➤ COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>22 534</b>	<b>3 993</b>	<b>3 625</b>	<b>8 795</b>
■ externe	21 551	3 946	3 585	8 434
■ inter-secteurs	983	47	40	361
Achats externes	(8 564)	(2 742)	(1 703)	(4 558)
Autres produits opérationnels	1 142	68	100	140
Autres charges opérationnelles	(611)	(157)	(256)	(258)
Charges de personnel	(4 817)	(181)	(495)	(817)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 081)	(141)	(83)	(290)
Résultat de cession	-	1	201	(8)
Coûts des restructurations et assimilés	(34)	(2)	(42)	(11)
<b>EBITDA</b>	<b>8 569</b>	<b>839</b>	<b>1 347</b>	<b>2 993</b>
Dotations aux amortissements	(2 327)	(1 005)	(902)	(1 570)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(611)
Perte de valeur des immobilisations	(1)	(2)	(2)	(212)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	(5)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>6 241</b>	<b>(168)</b>	<b>443</b>	<b>595</b>
Résultat financier				
Impôt sur les sociétés				
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>				
<b>Investissements corporels et incorporels</b>				
■ hors licences de télécommunication	2 619	405	627	1 409
■ licences de télécommunication	293	580	-	68
■ financés par location-financement	-	5	-	-
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS <sup>(3)</sup></b>	<b>2 912</b>	<b>990</b>	<b>627</b>	<b>1 477</b>

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 5 141 millions d'euros, en Espagne pour 34 millions d'euros, en Pologne pour 15 millions d'euros et dans les autres pays pour 1 911 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 232 millions d'euros et dans les autres pays pour 111 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 1 450 millions d'euros, dans les autres pays pour 160 millions d'euros.

Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 532 millions d'euros et dans les autres pays pour 10 millions d'euros.

(3) Dont 2 432 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 4 459 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations	Total Orange	EE (100 %)
<b>7 101</b>	<b>1 610</b>	<b>(2 381)</b>	<b>45 277</b>	<b>7 817</b>
6 660	1 101	-	45 277	7 817
441	509	(2 381)	-	-
(4 120)	(3 183)	5 232	(19 638)	(5 444)
139	2 877	(3 808)	658	20
(176)	(190)	957	(691)	(299)
(1 544)	(961)	-	(8 815)	(552)
(109)	(68)	-	(1 772)	(104)
-	52	-	246	(1)
(15)	(32)	-	(136)	(88)
<b>1 276</b>	<b>105</b>	<b>-</b>	<b>15 129</b>	<b>1 349</b>
(337)	(594)	-	(6 735)	(1 428)
-	642	-	642	-
-	-	-	(611)	-
(1)	(162)	-	(380)	-
2	(94)	-	(97)	-
<b>940</b>	<b>(103)</b>	<b>-</b>	<b>7 948</b>	<b>(78)</b>
			(2 033)	(52)
			(2 087)	10
			<b>3 828</b>	<b>(120)</b>
343	367	-	5 770	633
-	-	-	941	-
-	175	-	180	-
<b>343</b>	<b>542</b>	<b>-</b>	<b>6 891</b>	<b>633</b>

## ➤ ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2013

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
Ecart d'acquisition	15 382	4 723	789	3 583
Autres immobilisations incorporelles	3 694	1 301	743	1 945
Immobilisations corporelles	11 398	1 733	3 080	4 551
Titres mis en équivalence	2	2	-	561
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	4	-	-	-
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>30 480</b>	<b>7 759</b>	<b>4 612</b>	<b>10 640</b>
Stocks	311	62	48	143
Créances clients	1 617	590	296	1 042
Charges constatées d'avance	64	38	21	59
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	674	39	20	364
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>2 666</b>	<b>729</b>	<b>385</b>	<b>1 608</b>
<b>Actifs destinés à être cédés <sup>(4)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>637</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>33 146</b>	<b>8 488</b>	<b>4 997</b>	<b>12 885</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Dettes fournisseurs non courantes	111	2	222	14
Avantages du personnel non courants	1 953	-	72	76
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	880	158	75	131
<b>Total du passif non courant</b>	<b>2 944</b>	<b>160</b>	<b>369</b>	<b>221</b>
Dettes fournisseurs courantes	3 217	1 068	469	1 647
Avantages du personnel courants	1 150	45	47	125
Produits constatés d'avance	1 226	80	109	302
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	786	76	266	621
<b>Total du passif courant</b>	<b>6 379</b>	<b>1 269</b>	<b>891</b>	<b>2 695</b>
<b>Passifs liés aux actifs destinés à être cédés <sup>(4)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>105</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>9 323</b>	<b>1 429</b>	<b>1 260</b>	<b>3 021</b>

(1) Certaines créances des clients du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement pour un montant de l'ordre de 228 millions d'euros.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 518 millions d'euros et aux autres pays pour 248 millions d'euros. Les immobilisations incorporelles comportent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(3) Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres (voir note 18.1).

(4) Concerne la cession d'Orange Dominicana (voir note 2).

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations et non alloués <sup>(3)</sup>	Total Orange	EE (100 %)
428	83	-	24 988	6 828
318	3 743	-	11 744	5 640
447	1 948	-	23 157	2 774
114	5 846	-	6 525	5
		1 203	1 203	58
9	-	4 121	4 134	210
<b>1 316</b>	<b>11 620</b>	<b>5 324</b>	<b>71 751</b>	<b>15 515</b>
26	47	-	637	102
657	863	(705)	4 360	916
107	103	(15)	377	453
		6 230	6 230	507
138	209	397	1 841	27
<b>928</b>	<b>1 222</b>	<b>5 907</b>	<b>13 445</b>	<b>2 005</b>
-	-	-	<b>637</b>	-
<b>2 244</b>	<b>12 842</b>	<b>11 231</b>	<b>85 833</b>	<b>17 520</b>
		<b>26 334</b>	<b>26 334</b>	<b>11 674</b>
-	-	-	349	22
225	598	-	2 924	145
		31 578	31 578	2 615
19	49	1 180	2 492	352
<b>244</b>	<b>647</b>	<b>32 758</b>	<b>37 343</b>	<b>3 134</b>
629	1 216	(706)	7 540	2 025
323	319	-	2 009	66
172	100	(15)	1 974	275
		7 268	7 268	55
189	487	835	3 260	291
<b>1 313</b>	<b>2 122</b>	<b>7 382</b>	<b>22 051</b>	<b>2 712</b>
-	-	-	<b>105</b>	-
<b>1 557</b>	<b>2 769</b>	<b>66 474</b>	<b>85 833</b>	<b>17 520</b>

## ➤ ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
Ecarts d'acquisition	15 347	4 723	802	4 405
Autres immobilisations incorporelles	3 740	1 292	720	2 001
Immobilisations corporelles	11 023	1 683	3 417	5 041
Titres mis en équivalence	4	2	5	794
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	4	-	-	55
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>30 118</b>	<b>7 700</b>	<b>4 944</b>	<b>12 296</b>
Stocks	242	75	48	148
Créances clients	1 924	428	345	1 151
Charges constatées d'avance	73	37	17	61
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	994	26	27	387
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 233</b>	<b>566</b>	<b>437</b>	<b>1 747</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>33 351</b>	<b>8 266</b>	<b>5 381</b>	<b>14 043</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Dettes fournisseurs non courantes	134	5	185	13
Avantages du personnel non courants	2 017	6	93	76
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	823	171	67	124
<b>Total du passif non courant</b>	<b>2 974</b>	<b>182</b>	<b>345</b>	<b>213</b>
Dettes fournisseurs courantes	3 175	987	545	1 904
Avantages du personnel courants	1 114	28	50	133
Produits constatés d'avance	1 372	92	133	321
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	986	69	273	605
<b>Total du passif courant</b>	<b>6 647</b>	<b>1 176</b>	<b>1 001</b>	<b>2 963</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>9 621</b>	<b>1 358</b>	<b>1 346</b>	<b>3 176</b>

(1) Certaines créances des clients du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement pour un montant de l'ordre de 232 millions d'euros.

Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 530 millions d'euros et aux autres pays pour 277 millions d'euros.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 558 millions d'euros et aux autres pays pour 65 millions d'euros. Les immobilisations incorporelles comportent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(3) Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres (voir note 18.1).

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations et non alloués <sup>(3)</sup>	Total Orange	EE (100 %)
425	71	-	25 773	6 975
327	3 738	-	11 818	5 626
480	2 018	-	23 662	2 911
123	6 503	-	7 431	20
		661	661	30
9	1	4 439	4 508	340
<b>1 364</b>	<b>12 331</b>	<b>5 100</b>	<b>73 853</b>	<b>15 902</b>
30	43	-	586	156
743	575	(531)	4 635	956
119	102	(21)	388	464
		8 467	8 467	1 037
140	283	194	2 051	17
<b>1 032</b>	<b>1 003</b>	<b>8 109</b>	<b>16 127</b>	<b>2 630</b>
<b>2 396</b>	<b>13 334</b>	<b>13 209</b>	<b>89 980</b>	<b>18 532</b>
		<b>26 384</b>	<b>26 384</b>	<b>12 657</b>
-	-	-	337	-
228	569	-	2 989	75
		32 681	32 681	2 598
8	143	1 336	2 672	500
<b>236</b>	<b>712</b>	<b>34 017</b>	<b>38 679</b>	<b>3 173</b>
628	990	(532)	7 697	2 020
329	294	-	1 948	53
201	100	(21)	2 198	291
		7 447	7 447	41
216	686	2 792	5 627	297
<b>1 374</b>	<b>2 070</b>	<b>9 686</b>	<b>24 917</b>	<b>2 702</b>
<b>1 610</b>	<b>2 782</b>	<b>70 087</b>	<b>89 980</b>	<b>18 532</b>

## ➤ ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions d'euros)	France	Espagne	Pologne	Reste du Monde
Ecarts d'acquisition	15 348	4 723	1 552	5 218
Autres immobilisations incorporelles	2 826	1 495	642	2 340
Immobilisations corporelles	10 724	1 786	3 342	5 181
Titres mis en équivalence	6	1	4	988
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	3	2	(1)	5
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>28 907</b>	<b>8 007</b>	<b>5 539</b>	<b>13 732</b>
Stocks	247	90	48	158
Créances clients	2 459	468	340	1 089
Charges constatées d'avance	63	31	17	72
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	1 012	30	51	402
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 781</b>	<b>619</b>	<b>456</b>	<b>1 721</b>
<b>Actifs destinés à être cédés <sup>(4)</sup></b>				<b>2 017</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>32 688</b>	<b>8 626</b>	<b>5 995</b>	<b>17 470</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Dettes fournisseurs non courantes	153	7	185	34
Avantages du personnel non courants	1 043	2	65	66
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	848	186	72	121
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>2 044</b>	<b>195</b>	<b>322</b>	<b>221</b>
Dettes fournisseurs courantes	3 397	1 284	718	1 892
Avantages du personnel courants	1 017	27	54	159
Produits constatés d'avance	1 478	103	133	360
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net				
Autres	1 351	60	751	608
<b>Total des passifs courants</b>	<b>7 243</b>	<b>1 474</b>	<b>1 656</b>	<b>3 019</b>
<b>Passifs liés aux actifs destinés à être cédés <sup>(4)</sup></b>				<b>1 040</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>9 287</b>	<b>1 669</b>	<b>1 978</b>	<b>4 280</b>

(1) Certaines créances des clients du secteur Entreprises sont présentées au niveau du secteur France en charge de leur recouvrement pour un montant de l'ordre de 192 millions d'euros.

Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 512 millions d'euros et aux autres pays pour 288 millions d'euros.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 647 millions d'euros et aux autres pays pour 3 194 millions d'euros.

(3) Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres (voir note 18.1).

(4) Concerne la cession d'Orange Suisse (voir note 2).

Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations et non alloués <sup>(3)</sup>	Total Orange	EE (100 %)
429	70	-	27 340	6 815
338	3 702	-	11 343	6 460
462	2 139	-	23 634	2 656
26	6 919	-	7 944	2
		861	861	
10	74	4 316	4 409	289
<b>1 265</b>	<b>12 904</b>	<b>5 177</b>	<b>75 531</b>	<b>16 222</b>
37	51	-	631	152
750	818	(1 019)	4 905	1 051
96	105	(16)	368	450
		9 430	9 430	338
116	261	1 329	3 201	33
<b>999</b>	<b>1 235</b>	<b>9 724</b>	<b>18 535</b>	<b>2 024</b>
			<b>2 017</b>	<b>-</b>
<b>2 264</b>	<b>14 139</b>	<b>14 901</b>	<b>96 083</b>	<b>18 246</b>
		<b>29 592</b>	<b>29 592</b>	<b>13 468</b>
1	-	-	380	-
160	375	-	1 711	50
		34 232	34 232	1 052
10	218	1 501	2 956	576
<b>171</b>	<b>593</b>	<b>35 733</b>	<b>39 279</b>	<b>1 678</b>
695	1 187	(1 022)	8 151	2 004
325	288	-	1 870	32
188	76	(16)	2 322	300
		7 126	7 126	470
187	379	3 367	6 703	294
<b>1 395</b>	<b>1 930</b>	<b>9 455</b>	<b>26 172</b>	<b>3 100</b>
			<b>1 040</b>	<b>-</b>
<b>1 566</b>	<b>2 523</b>	<b>74 780</b>	<b>96 083</b>	<b>18 246</b>

## Annexes des comptes consolidés

## — sommaire détaillé des notes —

<b>NOTE 1</b>	Description de l'activité et base de préparation des états financiers consolidés	119	<b>NOTE 11</b>	Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers	159
<b>NOTE 2</b>	Résultat de cession et principales variations de périmètre	122	<b>NOTE 12</b>	Impôt sur les sociétés	168
<b>NOTE 3</b>	Ventes	126	<b>NOTE 13</b>	Capitaux propres	171
<b>NOTE 4</b>	Achats et autres charges	129	<b>NOTE 14</b>	Engagements contractuels non comptabilisés	174
<b>NOTE 5</b>	Avantages du personnel	131	<b>NOTE 15</b>	Litiges	179
<b>NOTE 6</b>	Pertes de valeur et écarts d'acquisition	137	<b>NOTE 16</b>	Evénements postérieurs à la clôture	185
<b>NOTE 7</b>	Immobilisations	141	<b>NOTE 17</b>	Liste des principales sociétés consolidées	185
<b>NOTE 8</b>	Impôts et taxes d'exploitation	146	<b>NOTE 18</b>	Principes comptables	187
<b>NOTE 9</b>	Titres mis en équivalence	147	<b>NOTE 19</b>	Rémunération des dirigeants	201
<b>NOTE 10</b>	Actifs, passifs et résultat financiers	149	<b>NOTE 20</b>	Honoraires versés aux Commissaires aux comptes	202

## NOTE 1

## Description de l'activité et base de préparation des états financiers consolidés

## 1.1 Description de l'activité

Orange (précédemment France Télécom-Orange et ci-après dénommé "le Groupe") offre à ses clients particuliers, entreprises et autres opérateurs de télécommunications, une gamme étendue de services couvrant les communications fixes et mobiles, la transmission de données, l'internet et le multimédia, ainsi que d'autres services à valeur ajoutée.

Les activités d'opérateur de télécommunications sont soumises à licences et à régulations sectorielles.

## 1.2 Base de préparation des états financiers consolidés 2013

Les états financiers consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration lors de sa séance du 5 mars 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 27 mai 2014.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2013 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponibles sur internet : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)) et présentés avec, en comparatif, les exercices 2012 et 2011 établis selon le même référentiel.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les principes retenus pour l'établissement des informations financières 2013 résultent de l'application :

- des nouvelles normes suivantes en 2013 :

Norme	Conséquences pour le Groupe
IAS 28 (révisée en 2011) Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises	La révision de la norme est sans conséquence sur les comptes.
IFRS 10 Etats financiers consolidés	L'application rétrospective de la norme sur le périmètre de consolidation est sans effet sur les périodes comparatives publiées.
IFRS 11 Partenariats	Les conséquences de l'application rétrospective de la norme ne concernent que les deux entités Buyln et Networks! Sp. z.o.o. qui répondent à la définition d'une <i>joint operation</i> selon IFRS 11 (vs. entité sous contrôle conjoint selon IAS 31). L'application d'IFRS 11 a un effet non significatif sur les périodes comparatives publiées.
IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	Les informations requises par cette norme avaient été majoritairement fournies à fin 2012.
IFRS 13 Evaluation de la juste valeur	Cette norme, d'application prospective, n'a pas d'effet sur le périmètre d'application de la juste valeur. Les précisions apportées par la norme n'ont pas eu d'incidence sur les évaluations à la juste valeur. En particulier, la prise en compte du risque de crédit dans l'évaluation des instruments dérivés n'a donné lieu à aucun ajustement significatif de valeur.

- des options de comptabilisation et d'évaluation ouvertes par les normes IFRS :

Norme	Option retenue
IAS 2 Stocks	Evaluation des stocks selon le coût unitaire moyen pondéré
IAS 16 Immobilisations corporelles	Evaluation au coût historique amorti
IAS 38 Immobilisations incorporelles	Evaluation au coût historique amorti

- des exemptions au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de leur première application (1<sup>er</sup> janvier 2004 pour le Groupe) :

Norme	Option IFRS 1 retenue
IFRS 2 Paiements fondés sur des actions	Application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie (y compris ceux émis avant le 7 novembre 2002)
IFRS 3 Regroupements d'entreprises	Non-application de la norme IFRS 3 aux regroupements d'entreprises antérieurement à la date de transition Acquisition d'intérêts complémentaires d'une entité contrôlée en écart d'acquisition pour la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise, sans réévaluation des actifs et passifs acquis
IAS 16 et IAS 38 Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles	Reconstitution du coût historique à l'exception de certains actifs immobiliers détenus par Orange Polska, et de certaines immobilisations corporelles d'Orange SA réévaluées à la juste valeur dans le cadre du changement de statut et de l'ouverture du marché des télécommunications en 1996
IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères	Transfert en réserves des écarts de conversion des comptes des filiales étrangères au 1 <sup>er</sup> janvier 2004
IAS 39 Instruments financiers	Reclassement en actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ou en actifs disponibles à la vente de certains instruments financiers reconnus antérieurement au 1 <sup>er</sup> janvier 2004 Application prospective à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004 de l'option d'évaluation à la juste valeur de certains actifs et passifs financiers lors de leur comptabilisation initiale

- des positions comptables retenues par le Groupe en vertu des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 :

Objet	Note
Présentation des états financiers consolidés	18.1
Apport d'une activité à une co-entreprise	18.2
Impôts et taxes d'exploitation	18.8
Impôt sur les sociétés	18.12
Participations ne donnant pas le contrôle	18.13
■ Engagement d'achat de participations ne donnant pas le contrôle	
■ Transactions entre actionnaires d'entité contrôlée	

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

### 1.3 Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2013 et non appliqués par anticipation

Parmi ces textes, les textes qui pourraient avoir un impact sur les comptes consolidés futurs sont :

Norme / Interprétation (date d'application pour le Groupe)	Conséquences pour le Groupe
IFRS 9 Instruments financiers (non précisée)	La norme IFRS 9 "Instruments financiers" est destinée à remplacer la norme IAS 39 "Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation". Deux des trois volets de cette future norme ont été publiés : classement et évaluation des instruments financiers et compatibilité de couverture. Les effets de l'application d'IFRS 9 ne peuvent pas être analysés indépendamment de la dernière partie non encore publiée et relative à la dépréciation des actifs financiers.
IFRIC 21 Levies (1 <sup>er</sup> janvier 2014)	Cette interprétation définit le fait générateur qui crée un passif au titre d'une taxe due (comme l'activité qui rend la taxe exigible), tel qu'il est prévu par les dispositions légales ou réglementaires. L'interprétation renvoie aux autres normes afin de déterminer si la comptabilisation d'un passif au titre d'une taxe due crée un actif ou une charge. A ce stade de l'analyse du Groupe, la mise en œuvre de cette interprétation ne devrait avoir qu'un effet limité sur les capitaux propres et les résultats tant annuels que semestriels, de nombreuses taxes, assises sur l'activité de la période ou sur les actifs de production, concourant aux coûts des services rendus. En raison d'une diversité d'analyses sur l'application d'IFRIC 21, le Groupe a saisi le Comité d'interprétations des IFRS (IFRS IC).

## 1.4 Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction d'Orange procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2013 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la Direction exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations et le jugement sont explicitées dans la note 18 et les notes suivantes :

Estimation	Nature de l'estimation
Note 2 Résultat de cession et principales variations de périmètre	Identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises et sélection des principales méthodes et hypothèses de valorisation Allocation de l'écart d'acquisition aux unités génératrices de trésorerie (UGT) Réestimation à la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étapes ou d'une perte de contrôle avec maintien d'un intérêt résiduel
Note 3 Ventes	Identification des éléments séparables d'une offre packagée et allocation en fonction de la valeur relative de chaque élément Durée d'étalement linéaire des revenus issus de la facturation des frais d'accès au service en fonction de la nature du produit et d'une durée contractuelle historique Présentation du chiffre d'affaires sur une base nette versus brute (analyse de l'intervention du Groupe en qualité de principal ou agent)
Note 4 Achats et autres charges	Provision pour litiges : hypothèses sous-jacentes à l'appréciation de la position juridique et à la valorisation des risques
Note 5 Avantages du personnel	Taux d'actualisation, taux d'inflation, taux de progression des salaires, table de mortalité Taux d'adhésion aux dispositifs liés à l'emploi des seniors (notamment Temps Partiel Senior (TPS))
Note 6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition	Niveau de regroupement des UGT pour le test de perte de valeur Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs recouvrables : valeur d'utilité (taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus), valeur de marché (multiples de revenus et d'EBITDA de comparables, flux de trésorerie) Appréciation du contexte économique et financier des pays dans lequel le Groupe opère
Note 7 Immobilisations	Détermination de la durée d'utilité des actifs en fonction de l'appréciation de l'évolution des environnements technologiques, réglementaires ou économiques Provision pour démantèlement, remise en état de sites : horizon du démantèlement, taux d'actualisation, coût attendu Qualification en opérations conjointes des mutualisations de réseaux, sites ou équipements entre opérateurs Contrats avec les TowerCos : choix de l'unité de compte retenue (tour ou espace occupé) et analyse des accords pour déterminer s'ils contiennent un contrat de location
Note 11 Juste valeur des actifs et passifs financiers	Modèles, sélection des paramètres, hiérarchie de juste valeur, évaluation des risques de non-exécution, unité de compte des sociétés mises en équivalence
Note 12 Impôt sur les sociétés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires Appréciation des mérites techniques des interprétations retenues de la législation fiscale

Parmi les éléments ci-dessus, les sources les plus significatives d'aléas sur le résultat net du Groupe sont liées à (présentées sans ordre d'importance compte tenu de l'incertitude inhérente à ces informations) :

- l'appréciation (et quantification) des risques de sortie de ressources liés aux litiges (notes 4 et 15) et des mérites techniques des interprétations de la législation fiscale (notes 8 et 12) ;
- la détermination des valeurs recouvrables dans les tests de pertes de valeur pour lesquels des facteurs et analyses de sensibilité sont fournis pour les écarts d'acquisition (notes 6.3 et 6.4), pour les immobilisations corporelles et incorporelles dont la marque à durée de vie indéfinie Orange (notes 7.2 et 7.3) et pour les titres mis en équivalence (note 9.1).

Par ailleurs, la note 5.2 fournit une sensibilité au taux d'actualisation des avantages du personnel tandis que la note 11 fournit plusieurs sensibilités relatives aux risques de marché financier : sensibilité à l'évolution des taux des charges financières, de l'endettement financier et des réserves de couverture de flux de trésorerie (note 11.1), exposition aux variations de change de l'endettement financier net, de l'état de la situation financière et du compte de résultat (note 11.2), sensibilité des dépôts de garantie-espèces à l'évolution des taux de marché et des cours de change (note 11.5).

## NOTE 2

## Résultat de cession et principales variations de périmètre

## 2.1 Résultat de cession

Le résultat de cession s'élève à 119 millions d'euros en 2013, contre 158 millions d'euros en 2012, et 246 millions d'euros en 2011. En 2013, il est principalement lié à l'impact de la cession du sous-groupe Orange Austria (73 millions d'euros) et d'actifs immobilisés (36 millions d'euros). En 2012, il était principalement lié à l'impact de la cession d'Orange Suisse pour un montant de 92 millions d'euros, ainsi qu'au résultat de cession d'actifs immobilisés pour 53 millions d'euros. En 2011, il était principalement lié à l'impact de la cession de TP Emitel pour un montant de 197 millions d'euros, ainsi qu'au résultat de cession d'actifs immobilisés pour 40 millions d'euros.

## 2.2 Principales variations de périmètre

## Variations de périmètre de l'exercice 2013

## Cession de participation du sous-groupe Orange Austria

Le 3 janvier 2013, conformément aux accords signés le 2 février 2012 et suite à l'approbation des autorités compétentes de régulation et de la concurrence, Mid Europa Partners a finalisé la cession de 100 % d'Orange Austria à Hutchison 3G Holdings, filiale de Hutchison Whampoa. Orange et Mid Europa Partners détenaient respectivement 35 % et 65 % d'Orange Austria.

Orange a vendu sa participation dans Orange Austria pour un montant de 73 millions d'euros, net de frais de cession et après ajustement de prix. Ce montant correspond au résultat de cession comptabilisé dans le compte de résultat.

L'encaissement net au 31 décembre 2013 s'élève à 66 millions d'euros, les sommes restant à percevoir étant placées sur un compte séquestre.

La cession a mis fin aux engagements entre Orange et son partenaire Mid Europa Partners. Par ailleurs, le Groupe a consenti à l'acheteur, Hutchison 3G Holdings, des garanties usuelles dans ce type de transaction.

## Prise de contrôle de Dailymotion

Le 10 janvier 2013, Orange a acquis 51 % du capital de Dailymotion en application d'un contrat d'achat à terme conclu en juillet 2012, pour un montant de 61 millions d'euros.

Suite à l'acquisition en avril 2011 de 49 % du capital de Dailymotion pour un montant de 66 millions d'euros, le Groupe détient désormais 100 % de Dailymotion.

Un écart d'acquisition de 69 millions d'euros a été comptabilisé, après allocation du prix d'acquisition aux actifs acquis (principalement plateforme technique) et passifs assumés.

## Cession de participation dans Sonaecom

Suite aux accords signés le 15 février 2013 avec Sonae, Orange a cédé la totalité de sa participation dans Sonaecom (20 %) pour un montant total de 105 millions d'euros (après déduction du dividende sur le résultat 2012 versé en 2013 de 9 millions d'euros).

La valeur comptable des titres Sonaecom correspondant à la valeur de cession, l'effet de cette vente sur le résultat de cession est nul.

Le prix de cession sera payé par Sonae le 15 août 2014.

## Transaction en cours à fin décembre 2013

## Cession d'Orange Dominicana

Le 26 novembre 2013, Orange et Altice ont signé un accord portant sur la cession de 100 % d'Orange Dominicana, la filiale d'Orange en République Dominicaine. Les parties se sont accordées sur une valeur d'entreprise de 1,4 milliard de dollars, soit 1,1 milliard d'euros.

La transaction n'a pas encore reçu les approbations définitives des autorités compétentes en matière de concurrence et de réglementation.

Sur la base de la valeur d'entreprise définie entre les parties, le prix de cession des titres d'Orange Dominicana tiendra compte d'ajustements usuels, notamment en fonction du montant de la trésorerie nette et de la situation de besoin en fonds de roulement d'Orange Dominicana au moment de la réalisation de la transaction.

Le gain de cession attendu, net d'impôt, n'est pas significatif. Le Groupe devra acquitter auprès de l'administration fiscale dominicaine un impôt sur les plus-values de cession en cours de discussion avec les autorités compétentes.

Au 31 décembre 2013, les actifs et passifs d'Orange Dominicana, sont comptabilisés dans l'état de la situation nette financière sur deux lignes dédiées à l'actif et au passif, intitulées respectivement "actifs destinés à être cédés" et "passifs liés aux actifs destinés à être cédés".

Les données chiffrées afférentes à Orange Dominicana sont présentées ci-après :

### Etat de la situation financière

(en millions d'euros)

31 décembre 2013

Ecarts d'acquisition	261
Autres immobilisations incorporelles	36
Immobilisations corporelles	232
Autres actifs non courants	32
Prêts courants et disponibilités	18
Autres actifs courants	58
<b>Total actifs destinés à être cédés</b>	<b>637</b>
Autres passifs non courants	3
Dettes fournisseurs courantes	50
Autres passifs courants	52
<b>Total passifs liés aux actifs destinés à être cédés</b>	<b>105</b>

### Compte de résultat

(en millions d'euros)

2013

Chiffre d'affaires	437
Résultat d'exploitation	94
Résultat financier	1
Impôt sur les sociétés	(25)
<b>Résultat net généré par Orange Dominicana</b>	<b>70</b>

### Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)

2013

Flux de trésorerie généré par l'activité	142
Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(111)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	(35)
<b>Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités</b>	<b>(4)</b>

## Variations de périmètre de l'exercice 2012

### Egypte

#### Description de la transaction

Le 11 avril 2012, Orange et Orascom Telecom Media and Technology Holding S.A.E (OTMT) ont signé des accords amendant leurs accords de 2010 qui couvrent la cession partielle des titres ECMS détenus directement et indirectement par OTMT, l'évolution du partenariat entre Orange et OTMT ainsi que les modalités de désengagement à terme d'OTMT du capital d'ECMS.

A l'issue d'une Offre Publique d'Achat (OPA) qui s'est déroulée du 24 avril au 23 mai 2012 à un prix de 202,5 livres égyptiennes par action, MT Telecom SCRL, filiale à 100 % d'Orange a acquis 93,92 % d'ECMS, le solde des actions se répartissant entre OTMT (qui conserve une participation de 5 % comme convenu dans les accords) et le flottant qui n'a pas apporté ses actions à l'OPA (qui conserve 1,08 %). Le Groupe a en outre cédé 28,75 % des droits de vote de MT Telecom à OTMT qui continue par ailleurs à être représentée au Conseil d'administration d'ECMS.

Le Groupe a consenti à OTMT une promesse d'achat sur les 5 millions d'actions (représentant 5 % du capital) qu'OTMT continue de détenir dans ECMS. Cette option peut être exercée par tiers, annuellement, de 2015 à 2017, pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février. Le prix d'exercice par action ECMS évoluera avec le temps de 33,69 euros en 2015 jusqu'à 37,14 euros en 2017. L'exercice de l'option dans sa totalité entraînera la cession automatique des 28,75 millions de droits de vote détenus par OTMT dans MT Telecom à un prix par droit de vote variant de 1,68 euro en 2015 à 1,86 euro en 2017. OTMT dispose également d'une option de vente de ses droits de vote dans MT Telecom en cas de résiliation du pacte d'actionnaires dans les conditions prévues au pacte, ainsi que d'un droit de sortie de l'ensemble de ses intérêts dans ECMS et MT Telecom en cas de transfert de titres par Orange à un tiers.

Orange dispose par ailleurs d'une option d'achat portant sur la totalité des intérêts d'OTMT dans ECMS, exerçable de 2013 à 2017 pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février, dont les modalités de fixation de prix sont identiques à celles de la promesse d'achat consentie par le Groupe à OTMT (de 30,56 euros par action en 2013 jusqu'à 37,14 euros en 2017). Les accords 2012 donnent également à Orange une option

d'achat des titres ECMS détenus par OTMT en cas de changement de contrôle d'OTMT, à un prix fondé sur la valeur de marché d'ECMS. OTMT a en outre consenti à Orange un droit de premier refus sur toute cession par OTMT de sa participation dans ECMS.

Conformément aux accords 2012, le contrat de services entre OTMT et ECMS a été transféré en contrepartie du versement à OTMT par Orange d'une indemnité de 110 millions d'euros, au cours du dernier trimestre 2012.

### Conséquences comptables sur l'exercice 2012

Les principes comptables relatifs aux transactions avec des actionnaires minoritaires sont décrits dans la note 18.13 des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Les accords de 2012 correspondent à une transaction avec des actionnaires minoritaires, à comptabiliser comme une transaction de capitaux propres.

Le montant de la dette financière, comptabilisée au titre des accords 2010 en raison de l'option de vente en faveur d'OTMT et du déclenchement d'une OPA sur les actions ECMS du flottant (1 937 millions d'euros au 31 décembre 2011), a été révisé à la date d'entrée en vigueur des accords 2012. Le principe comptable du Groupe est de comptabiliser en contrepartie du résultat financier toute variation de valeur de la dette financière au titre des engagements de rachat consentis aux actionnaires minoritaires d'entités contrôlées. En conséquence, la révision des paramètres financiers du prix de rachat des actions ECMS auprès d'OTMT et du flottant a impliqué une diminution de la dette financière, d'où la constatation d'un produit financier sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012 de 272 millions d'euros à la date d'entrée en vigueur des accords 2012.

Le Groupe a décaissé (hors effets de couverture de change) un montant de 1 489 millions d'euros au titre du rachat des actions ECMS auprès d'OTMT et du flottant, classé en flux de financement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

La dette nette du Groupe résultant des engagements relatifs aux actions ECMS aura diminué de 228 millions d'euros sur l'exercice 2012 se décomposant en 272 millions d'euros au titre de la révision des accords 2010 et (44) millions d'euros au titre de la révision périodique de l'engagement (effet prix et change).

Compte tenu de l'option de vente dont bénéficie OTMT pour ses intérêts résiduels dans ECMS et MT Telecom, une dette financière résiduelle de 220 millions d'euros est reconnue au 31 décembre 2012 vis-à-vis des actionnaires minoritaires d'ECMS. Le Groupe a également versé au cours du dernier trimestre 2012 l'indemnité de 110 millions d'euros ainsi que les droits d'enregistrement afférents de 6 millions d'euros, versements comptabilisés en contrepartie du résultat d'exploitation.

### Cession d'Orange Suisse

Conformément à l'accord signé le 23 décembre 2011, et suite à l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires, Orange a finalisé, le 29 février 2012, la cession de 100 % d'Orange Communication SA (Orange Suisse) à Matterhorn Mobile SA.

La cession s'est traduite dans l'état de la situation financière par la sortie des actifs et passifs d'Orange Suisse, présentés au 31 décembre 2011 respectivement au niveau des "actifs destinés à être cédés" et des "passifs liés aux actifs destinés à être cédés"

Sur la base d'une valeur d'entreprise de 2 milliards de francs suisses, soit 1,6 milliard d'euros, le montant encaissé par Orange s'élève à 1 482 millions d'euros, après prise en compte des éléments liés à la transaction (dont principalement le coût d'acquisition des fréquences mobiles, attribuées en février 2012), et à 1 386 millions d'euros après décaissement lié au dénouement des opérations de couverture de change.

Le résultat de cession d'Orange Suisse s'est élevé à 92 millions d'euros au 31 décembre 2012 (après révision des coûts de transaction et prise en compte de l'ajustement contractuel de dette nette et de besoin en fonds de roulement) :

(en millions d'euros)		2012
Juste valeur d'Orange Suisse		1 638
Fréquences mobiles		(115)
Autres éléments liés à la transaction		(41)
<b>Valeur nette de cession d'Orange Suisse, hors dette</b>	<b>(a)</b>	<b>1 482</b>
<b>Dette nette d'Orange Suisse auprès du groupe Orange <sup>(1)</sup></b>	<b>(b)</b>	<b>(413)</b>
<b>Valeur nette comptable d'Orange Suisse</b>	<b>(c)</b>	<b>1 020</b>
<b>Reclassement des éléments du résultat global en résultat <sup>(2)</sup></b>	<b>(d)</b>	<b>43</b>
<b>Résultat de cession</b>	<b>(a) + (b) - (c) + (d)</b>	<b>92</b>

(1) Cette dette a été remboursée au groupe Orange à la date de cession.

(2) Dont 167 millions d'euros au titre du recyclage des réserves de conversion, (96) millions d'euros au titre du décaissement généré par les opérations de couverture de change, (39) millions d'euros au titre du recyclage des pertes actuarielles et 11 millions d'euros au titre du recyclage de l'impôt différé sur ces éléments du résultat global.

Dans le cadre de cette cession, l'engagement contractuel lié à une éventuelle mise en jeu des garanties usuelles est plafonné à 200 millions de francs suisses. Ces garanties couraient jusqu'au 30 juin 2013, sauf en matière fiscale et pour les garanties relatives à la propriété des actions, qui expirent en 2017, à l'issue des délais légaux de prescription (voir note 14.2).

Par ailleurs, Orange est susceptible de bénéficier jusqu'au 28 février 2017 d'un complément de prix en cas d'implication d'Orange Suisse dans une opération de consolidation du marché des télécommunications suisse ou de partage de réseau d'accès mobile à large échelle avec ses concurrents.

### Orange Cinéma Séries-OCS

Conformément au partenariat signé en novembre 2011, le Groupe Canal+ a pris en avril 2012 une participation de 33,3 % au sein d'Orange Cinéma Séries-OCS. Ce partenariat s'accompagne d'accords commerciaux par lesquels les deux groupes s'engagent à distribuer les chaînes d'Orange Cinéma Séries-OCS.

En application de la décision rendue par l'Autorité de la concurrence française le 23 juillet 2012, le Groupe Canal+ a désigné deux administrateurs indépendants en remplacement de ses administrateurs historiques, et a néanmoins conservé sa participation dans la Société. Les injonctions prononcées par l'Autorité de la concurrence ne remettent pas en cause les contrats de distribution.

### Telkom Kenya

Orange a racheté en août 2012 la participation de 11 % dans Telkom Kenya détenue par Alcazar Capital Limited.

Par ailleurs, le Groupe a conclu en décembre 2012 un accord avec le gouvernement kenyan dont les principaux termes sont :

- la capitalisation des prêts d'actionnaires du gouvernement kenyan et d'Orange, respectivement à hauteur de 7,1 milliards de shillings kenyans (63 millions d'euros) et 147 millions d'euros ;
- l'abandon par Orange du solde de son prêt d'actionnaires, soit 299 millions d'euros ;
- la dilution du gouvernement kenyan, ramenant sa participation dans Telkom Kenya de 49 % à 30 % et portant ainsi celle d'Orange à 70 % au 31 décembre 2012.

Enfin, l'accord prévoyait la possibilité pour le gouvernement kenyan de porter son intérêt capitalistique à 40 % s'il contribuait en numéraire à hauteur de 2,4 milliards de shillings kenyans (environ 22 millions d'euros) au cours du premier semestre 2013. Cette contribution numéraire n'ayant pas été réalisée, Orange a conservé sa participation de 70 % dans Telkom Kenya.

L'ensemble de ces transactions s'est traduit sur l'exercice 2012 par le reclassement de (241) millions d'euros des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle aux capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

## Variations de périmètre de l'exercice 2011

### Dailymotion

En avril 2011, le Groupe a acquis 49 % du capital de Dailymotion, ce qui lui confère une influence notable, pour un montant, frais de transaction et prêt d'actionnaire inclus, de 66 millions d'euros. Dailymotion est un site internet de vidéo en ligne.

### TP Emitel

Le 22 juin 2011, Orange Polska a cédé à un fonds d'investissement privé sa filiale TP Emitel, dédiée à la construction, la location et la maintenance des infrastructures de radio et télédiffusion, pour un montant net des coûts de transaction, et hors prise en compte de la trésorerie cédée (22 millions d'euros), de 432 millions d'euros.

Le résultat de cession de TP Emitel s'est élevé à 197 millions d'euros. Compte tenu du pourcentage d'intérêt d'Orange dans le groupe Orange Polska (soit 50,21 %), l'impact sur le résultat net attribuable aux propriétaires du Groupe s'est élevé à 46 millions d'euros.

### Korek Telecom

Le 27 juillet 2011, Orange et Agility ont acquis une participation de 44 % dans l'opérateur mobile irakien Korek Telecom à travers une société commune détenue à hauteur de 54 % par Agility et de 46 % par Orange. Le Groupe détient ainsi une participation indirecte de 20 % dans Korek Telecom.

Le décaissement lié à cette prise de participation s'est élevé à 305 millions d'euros, correspondant au coût d'acquisition des titres, frais de transaction inclus, pour 177 millions d'euros et à l'octroi d'un prêt d'actionnaire pour 128 millions d'euros.

Compte tenu de l'influence notable exercée par Orange sur Korek Telecom, la participation a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les engagements contractuels non comptabilisés du Groupe portant sur les titres de Korek Telecom sont décrits en note 14.2.

### Compagnie Européenne de Téléphonie

Le 29 juillet 2011, Orange a pris le contrôle de la Compagnie Européenne de Téléphonie et porté sa participation à 100 %. Le décaissement net lié à ce rachat s'est élevé à 61 millions d'euros.

Un écart d'acquisition de 42 millions d'euros a été comptabilisé, après allocation du prix d'acquisition aux actifs acquis (principalement constitués de droits au bail) et passifs assumés.

**Orange RDC (ex-Congo Chine Telecom)**

Le 20 octobre 2011, Orange a acquis 100 % de Congo Chine Telecom, opérateur mobile en République Démocratique du Congo. Après prise en considération des différents éléments liés à l'ajustement de prix pour un total de (23) millions d'euros, le coût de la transaction s'est élevé à 129 millions d'euros.

Le montant définitif de l'écart d'acquisition s'élève à 86 millions d'euros, après prise en compte des ajustements du bilan d'ouverture et identification des actifs acquis et passifs assumés.

(en millions d'euros)	Juste valeur
Autres immobilisations incorporelles (licences)	53
Immobilisations corporelles	77
Autres actifs non courants	1
<b>Total actifs non courants</b>	<b>131</b>
<b>Total actifs courants</b>	<b>8</b>
Passifs financiers non courants au coût amorti hors dettes fournisseurs	39
<b>Total passifs non courants</b>	<b>39</b>
<b>Total passifs courants</b>	<b>57</b>
<b>Actifs nets acquis</b>	<b>43</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>86</b>
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>129</b>

**NOTE 3****Ventes****3.1 Chiffre d'affaires**

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>France</b>	<b>20 018</b>	<b>21 431</b>	<b>22 534</b>
Services mobiles	8 348	9 305	9 828
Ventes d'équipements mobiles	538	559	522
Services fixes	10 613	11 004	11 544
Autres revenus	519	563	640
<b>Espagne</b>	<b>4 052</b>	<b>4 027</b>	<b>3 993</b>
Services mobiles	2 843	3 092	3 166
Ventes d'équipements mobiles	354	167	119
Services fixes	842	749	684
Autres revenus	13	19	24
<b>Pologne</b>	<b>3 079</b>	<b>3 381</b>	<b>3 625</b>
Services mobiles	1 456	1 605	1 682
Ventes d'équipements mobiles	35	34	36
Services fixes	1 443	1 576	1 742
Autres revenus	145	166	165
<b>Reste du Monde</b>	<b>7 792</b>	<b>8 281</b>	<b>8 795</b>
Services mobiles	6 120	6 577	7 118
Ventes d'équipements mobiles	374	355	337
Services fixes	1 015	1 042	948
Autres revenus	283	307	392
<b>Entreprises</b>	<b>6 513</b>	<b>7 001</b>	<b>7 101</b>
Réseaux d'entreprises historiques	1 687	1 872	2 182
Réseaux d'entreprises classiques	2 730	2 895	2 782
Réseaux d'entreprises en croissance	413	402	366
Services	1 683	1 832	1 771
<b>Opérateurs Internationaux &amp; Services Partagés</b>	<b>1 702</b>	<b>1 623</b>	<b>1 610</b>
Opérateurs internationaux	1 423	1 382	1 361
Services partagés	279	241	249
<b>Eliminations inter-secteurs</b>	<b>(2 175)</b>	<b>(2 229)</b>	<b>(2 381)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>40 981</b>	<b>43 515</b>	<b>45 277</b>

Le chiffre d'affaires (hors Entreprises et Opérateurs Internationaux & Services Partagés) est présenté par ligne de produits :

- services mobiles : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (roaming) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- ventes d'équipements mobiles : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés hors ventes d'accessoires ;
- services fixes : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception du secteur opérationnel France, pour lequel les solutions et réseaux d'entreprises sont portés par le secteur opérationnel Entreprises) et des services aux opérateurs (interconnexion nationale et internationale, dégroupage et vente en gros de lignes téléphoniques) ;
- autres revenus : le chiffre d'affaires des autres comprend le chiffre d'affaires des ventes et locations d'équipements fixes, les ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus.

Les lignes de produits qui composent le secteur Entreprises correspondent aux activités suivantes :

- les réseaux d'entreprises historiques comprennent les produits et solutions fournis aux clients afin d'assurer la continuité de leurs opérations et d'initier leur migration vers des solutions plus récentes ;
- les réseaux d'entreprises classiques comprennent les produits et solutions ayant atteint une certaine maturité, tels que l'IPVPN, les accès haut débit et les liaisons à très haut débit ou la télédiffusion ;
- les réseaux d'entreprises en croissance comprennent les offres de Voix sur IP, les services de l'image et de la

vidéo-conférence, et les infrastructures d'accès par satellite, le Wifi et la fibre optique ;

- les activités de services incluent les services de plateforme (gestion de la relation client, messagerie, hébergement, *Cloud Computing*, *Machine to Machine*), les services collaboratifs et les ventes d'équipements liées aux services d'intégration.

## 3.2 Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels incluent les intérêts de retard sur créances clients, les produits sur créances clients provisionnées, les produits de service universel, les produits sur dommages aux lignes, les pénalités et remboursements des clients reçus ainsi que les redevances de marque facturées à certaines entités non consolidées.

Les autres produits opérationnels incluent en 2012 le versement par Euskaltel de 204 millions d'euros de dommages et intérêts à Orange.

## 3.3 Créances clients

Orange est engagé dans des programmes de titrisation de ses créances commerciales en France. Orange SA conservant les risques relatifs aux créances commerciales ainsi cédées, et notamment le risque de crédit, les critères de déconsolidation ne sont pas remplis, de sorte que les créances (1 453 millions d'euros au 31 décembre 2013) ainsi que la dette externe des véhicules de titrisation (782 millions d'euros au 31 décembre 2013) demeurent dans l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2013, le plafond de financement des programmes de titrisation s'élève à 825 millions d'euros. Le financement est assuré pour des durées de 3 et 5 ans.

Les prestations de communications fournies aux services de l'Etat et aux collectivités territoriales sont rendues à des conditions normales.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Créances clients provisionnées sur la base de l'ancienneté	914	1 000	1 000
Créances clients provisionnées sur la base d'autres critères	451	472	321
<b>Créances clients nettes échues</b>	<b>1 365</b>	<b>1 472</b>	<b>1 321</b>
Non échues	2 995	3 163	3 584
<b>Créances clients nettes</b>	<b>4 360</b>	<b>4 635</b>	<b>4 905</b>

Pour les créances clients faisant l'objet d'une dépréciation évaluée sur la base de l'ancienneté, la balance âgée des créances nettes échues à la clôture est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Echues - moins de 180 jours	634	734	730
Echues - entre 180 et 360 jours	128	92	123
Echues - plus de 360 jours	152	174	147
<b>Créances clients nettes échues et provisionnées sur la base de l'ancienneté</b>	<b>914</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la provision sur créances clients dans l'état de la situation financière :

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Provisions sur créances clients en début de période</b>	<b>(748)</b>	<b>(775)</b>	<b>(835)</b>
Dotation nette avec effet au compte de résultat	(312)	(285)	(296)
Pertes réalisées sur créances clients	270	365	343
Variation de périmètre, reclassements et écarts de conversion	(3)	(52)	10
Reclassement des activités destinées à être cédées	8	(1)	3
<b>Provisions sur créances clients en fin de période</b>	<b>(785)</b>	<b>(748)</b>	<b>(775)</b>

### 3.4 Produits constatés d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Cartes téléphoniques prépayées	339	370	433
Frais d'accès aux services	721	757	769
Programmes de fidélisation	91	123	146
Autre chiffre d'affaires constaté d'avance	793	909	932
Autres produits opérationnels constatés d'avance	30	39	42
<b>TOTAL</b>	<b>1 974</b>	<b>2 198</b>	<b>2 322</b>

### 3.5 Autres actifs

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Avances et acomptes	87	134	236
Consortiums câbles sous-marins	263	320	648
Autres	434	286	276
<b>TOTAL</b>	<b>784</b>	<b>740</b>	<b>1 160</b>
<b>Dont autres actifs non courants</b>	<b>15</b>	<b>70</b>	<b>94</b>
<b>Dont autres actifs courants</b>	<b>769</b>	<b>670</b>	<b>1 066</b>

Les autres actifs "Consortiums câbles sous-marins" correspondent aux créances vis-à-vis des membres de consortiums de câbles sous-marins lorsque Orange est mandaté pour centraliser les paiements aux fournisseurs équipementiers assurant la construction et l'exploitation de ces câbles. Ces créances ont pour contrepartie des dettes du même montant (voir note 4.7).

## NOTE 4 Achats et autres charges

### 4.1 Achats externes

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Charges commerciales	(6 391)	(6 726)	(7 490)
<i>dont coût des terminaux et autres équipements vendus</i>	(3 509)	(3 594)	(4 175)
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	(952)	(1 047)	(1 054)
Achats et reversements aux opérateurs	(4 934)	(5 496)	(5 883)
Autres charges de réseaux, charges informatiques	(2 883)	(2 922)	(2 752)
Autres achats externes	(3 757)	(3 956)	(3 513)
<i>dont charges de location simple</i>	(1 221)	(1 240)	(1 185)
<b>TOTAL</b>	<b>(17 965)</b>	<b>(19 100)</b>	<b>(19 638)</b>

### 4.2 Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles incluent les provisions et pertes sur créances clients, les charges de service universel et les effets des litiges.

Les autres charges opérationnelles incluent en 2012 le versement à OTMT d'une indemnité de 110 millions d'euros dans le cadre de la transaction en Egypte (voir note 2.2).

### 4.3 Restructurations

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Coûts des restructurations liés au personnel <sup>(1)</sup>	(109)	(40)	(118)
Contenus <sup>(2)</sup>	(87)	-	(19)
Réseaux de distribution <sup>(3)</sup>	(103)	-	-
Autres coûts des restructurations	(44)	3	1
<b>TOTAL</b>	<b>(343)</b>	<b>(37)</b>	<b>(136)</b>

(1) Principalement les plans de départs volontaires annoncés par Orange Polska concernant 2 950 salariés en 2013 et 2 300 en 2011.

(2) Contrats onéreux en France.

(3) Concerne la cessation de la relation annoncée avec certains distributeurs indirects.

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Provision pour restructuration en début de période</b>	<b>153</b>	<b>402</b>	<b>650</b>
Dotation avec effet au compte de résultat	253	20	90
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(4)	(7)	(5)
Actualisation avec effet au compte de résultat	0	1	0
Utilisation sans effet au compte de résultat	(89)	(220)	(328)
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	(1)	(42)	(3)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	(1)	(2)
<b>Provision pour restructuration en fin de période</b>	<b>312</b>	<b>153</b>	<b>402</b>
<b>Dont provision non courante</b>	<b>155</b>	<b>98</b>	<b>125</b>
<b>Dont provision courante</b>	<b>157</b>	<b>55</b>	<b>277</b>

## 4.4 Stocks d'équipements et droits de diffusion

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Stocks de terminaux	485	508	545
Autres produits / services vendus	21	25	34
Droits de diffusion disponibles	43	43	46
Autres fournitures et divers	134	71	75
<b>Valeur brute</b>	<b>683</b>	<b>647</b>	<b>700</b>
<b>Provision pour dépréciation des stocks</b>	<b>(46)</b>	<b>(61)</b>	<b>(69)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>637</b>	<b>586</b>	<b>631</b>

Les stocks de terminaux comprennent 85 millions d'euros assimilés à des stocks en consignment auprès des distributeurs en 2013 lorsque ceux-ci sont comptablement qualifiés d'agents dans la vente de terminaux acquis auprès du Groupe.

## 4.5 Dettes fournisseurs

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes sur fournisseurs d'immobilisations	2 271	2 373	2 618
Dettes sur achats de biens & services	5 618	5 661	5 913
<b>TOTAL</b>	<b>7 889</b>	<b>8 034</b>	<b>8 531</b>
<b>Dont dettes fournisseurs non courantes</b>	<b>349</b>	<b>337</b>	<b>380</b>
<b>Dont dettes fournisseurs courantes</b>	<b>7 540</b>	<b>7 697</b>	<b>8 151</b>

## 4.6 Charges constatées d'avance

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Loyers et achats externes constatés d'avance	342	364	338
Autres charges opérationnelles constatées d'avance	35	24	30
<b>TOTAL</b>	<b>377</b>	<b>388</b>	<b>368</b>

## 4.7 Autres passifs

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Provision pour litiges	414	487	994
Droits d'usage des réseaux câblés	377	423	448
Consortiums câbles sous-marins <sup>(1)</sup>	263	320	648
Autres	711	610	622
<b>TOTAL</b>	<b>1 765</b>	<b>1 840</b>	<b>2 712</b>
<b>Dont autres passifs non courants</b>	<b>477</b>	<b>560</b>	<b>700</b>
<b>Dont autres passifs courants</b>	<b>1 288</b>	<b>1 280</b>	<b>2 012</b>

(1) Voir note 3.5.

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Provision pour litiges en début de période</b>	<b>487</b>	<b>994</b>	<b>831</b>
Dotation avec effet au compte de résultat	95	112	227
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(100)	(23)	(30)
Actualisation avec effet au compte de résultat	4	3	1
Utilisation sans effet au compte de résultat	(68)	(586)	(46)
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	(4)	(13)	11
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-
<b>Provision pour litiges en fin de période</b>	<b>414</b>	<b>487</b>	<b>994</b>
<b>Dont provision non courante</b>	<b>71</b>	<b>119</b>	<b>49</b>
<b>Dont provision courante</b>	<b>343</b>	<b>368</b>	<b>945</b>

Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 15.

## NOTE 5 Avantages du personnel

### 5.1 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Note	2013	2012	2011
<b>Salaires et charges</b>		<b>(8 854)</b>	<b>(10 173)</b>	<b>(8 556)</b>
<i>dont traitements et salaires</i>		(6 326)	(6 404)	(6 328)
<i>dont charges sociales <sup>(1)</sup></i>		(2 317)	(2 368)	(2 169)
<i>dont Accords Temps Partiel Senior</i>	5.2	(127)	(1 245)	29
<i>dont production immobilisée <sup>(2)</sup></i>		665	639	637
<i>dont autres charges de personnel <sup>(3)</sup></i>		(749)	(795)	(725)
<b>Participation</b>		<b>(157)</b>	<b>(196)</b>	<b>(215)</b>
<b>Rémunérations en actions</b>	5.3	<b>(8)</b>	<b>6</b>	<b>(44)</b>
<b>TOTAL</b>		<b>(9 019)</b>	<b>(10 363)</b>	<b>(8 815)</b>

(1) Net d'environ 79 millions d'euros de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi pour le Groupe en 2013.

(2) La production immobilisée correspond aux charges de personnel incluses dans le coût des immobilisations produites par le Groupe.

(3) Les autres charges de personnel incluent les autres indemnités et avantages court terme et les taxes assises sur les salaires.

### 5.2 Avantages du personnel

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Avantages postérieurs à l'emploi	835	816	666
Autres avantages à long terme	2 384	2 442	1 251
<i>dont Accords Temps Partiel Senior</i>	1 939	2 036	945
Provision pour indemnités de fin de contrat	2	1	25
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	1 668	1 639	1 600
Provision pour litiges et risques sociaux	44	39	39
<b>TOTAL</b>	<b>4 933</b>	<b>4 937</b>	<b>3 581</b>
<b>Dont avantages du personnel non courants</b>	<b>2 924</b>	<b>2 989</b>	<b>1 711</b>
<b>Dont avantages du personnel courants</b>	<b>2 009</b>	<b>1 948</b>	<b>1 870</b>

Etat de la situation  
financière  
au 31 décembre 2013

## Echéancier des flux de trésorerie futurs non actualisés

(en millions d'euros)	Total	2014	2015	2016	2017	2018	de 2019 à 2023
Avantages postérieurs à l'emploi	835	51	46	48	54	60	333
Autres avantages à long terme	2 384	314	358	437	500	445	518
dont Accords Temps Partiel Senior	1 939	271	333	404	454	402	409
<b>TOTAL</b>	<b>3 219</b>	<b>365</b>	<b>404</b>	<b>485</b>	<b>554</b>	<b>505</b>	<b>851</b>

## Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays dans lequel il opère, le Groupe a des obligations en matière d'avantages au personnel, notamment des avantages postérieurs à l'emploi :

- les retraites des agents fonctionnaires en France : les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'Etat. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96-660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraites de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique ;
- les indemnités de départ à la retraite et engagements similaires : dans certains pays, la législation ou un accord conventionnel prévoit le versement d'indemnités aux salariés à certaines échéances soit à la date de départ à la retraite, soit à certaines échéances postérieurement à leur départ à la retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite ;
- les avantages sociaux accordés aux retraités autres que les pensions : le Groupe accorde également à ses retraités certains avantages sociaux tels que des terminaux téléphoniques ou la couverture de certains frais de santé.

D'autres avantages du personnel à long terme peuvent être octroyés tels que les médailles du travail, les absences rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS).

Les accords Temps Partiel Senior s'adressent aux fonctionnaires et contractuels des entités françaises éligibles à une retraite dans les 3 ou 5 ans et ayant une ancienneté

minimum de 15 ans dans le Groupe. Ils sont accessibles aux salariés partant à la retraite au plus tard en 2020.

Ils offrent la possibilité de travailler à 50 % ou 60 % tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base à hauteur de 80 % d'un temps plein ;
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif ;
- d'une rémunération plancher.

Ces dispositifs sont d'une durée minimum de 18 mois et maximum de 5 ans.

Par ailleurs, les bénéficiaires placent une partie de leur rémunération de base (5 %, 10 % ou 15 %) sur un Compte Epargne Temps (CET), abondé par le Groupe. Le CET ainsi constitué permet de réduire la période de temps travaillé.

Le Temps Partiel Senior, signé en 2009, peut être précédé d'un Temps Partiel Intermédiaire (TPI) permettant aux salariés éligibles, avant leur entrée dans le Temps Partiel Senior, de travailler à 60 % pendant une durée maximum de 2 ans, pour une rémunération de 80 % d'un temps plein.

Le nombre estimé de salariés, bénéficiaires actuels ou futurs bénéficiaires des accords Temps Partiel Senior, est d'environ 23 000 salariés.

Au 31 décembre 2013, la provision comptabilisée au titre du Temps Partiel Senior s'élève à 1 939 millions d'euros.

L'évaluation de l'engagement est sensible aux estimations de la population potentiellement éligible et du taux d'entrée dans les dispositifs (estimé à 66 % en moyenne sur les deux dispositifs), ainsi que de l'arbitrage qui sera in fine retenu par les bénéficiaires entre les différentes formules proposées. Une variation de 5 points du taux d'entrée dans les dispositifs entraînerait une variation du montant de l'engagement d'environ 120 millions d'euros.

## Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

Les taux d'actualisation retenus sur la zone euro (représentant 87 % des engagements de retraite et autres engagements à long terme d'Orange) sont les suivants :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Supérieur à 10 ans	2,95 % à 3,20 %	3,00 % à 3,20 %	3,20 % à 4 %
Inférieur à 10 ans	0,35 % à 1,90 % <sup>(1)</sup>	0,40 % à 3,25 %	2,05 % à 2,60 %

(1) Des taux de 0,7 % et 1,3 % ont été retenus dans le cadre de la valorisation des engagements relatifs aux régimes Temps Partiel Senior.

Pour la zone euro, les taux d'actualisation retenus sont ceux des indices Bloomberg Corporate AA.

La baisse de 50 points de base des taux d'actualisation utilisés sur chacun des régimes entraînerait une augmentation des engagements de 108 millions d'euros (dont 31 millions d'euros au titre des accords de Temps Partiel Senior).

Les plans de retraite préfinancés représentent 14 % des engagements du Groupe.

## Valeur des engagements et des actifs de couverture

(en millions d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi				2013	2012	2011
	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme			
<b>Valeur totale des engagements en début de période</b>	<b>500</b>	<b>596</b>	<b>83</b>	<b>2 442</b>	<b>3 621</b>	<b>2 139</b>	<b>2 351</b>
Coût des services rendus	5	35	0	70	110	152	95
Intérêts nets sur le passif au titre des prestations définies	20	21	3	2	46	46	53
Accords Temps Partiel Senior	-	-	-	(98) <sup>(1)</sup>	(98)	1 090	(105)
(Gains) ou Pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses	1	(29)	5	(0)	(23)	147	18
dont liés au changement de taux d'actualisation	1	(15)	(2)	1	(15)	117	-
(Gains) ou Pertes actuariels liés à des effets d'expérience	4	13	0	(1)	16	5	(28)
Prestations payées	(19)	(19)	(4)	(30)	(72)	(76)	(73)
Autres	(7)	(2)	(1)	(1)	(11)	119	(20)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-	-	-	(1)	(152)
<b>Valeur totale des engagements en fin de période (a)</b>	<b>504</b>	<b>615</b>	<b>86</b>	<b>2 384</b>	<b>3 589</b>	<b>3 621</b>	<b>2 139</b>
<b>Dont engagements de fin de période afférents à des régimes intégralement ou partiellement financés</b>	<b>504</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>505</b>	<b>502</b>	<b>332</b>
<b>Dont engagements de fin de période afférents à des régimes non financés</b>	<b>0</b>	<b>614</b>	<b>86</b>	<b>2 384</b>	<b>3 084</b>	<b>3 120</b>	<b>1 807</b>
Duration moyenne pondérée des régimes	14	14	15	3	7	8	8

(1) Dont 146 millions d'euros de dotation de l'engagement (120 millions d'euros au titre du coût des services rendus, 19 millions d'euros au titre du coût de l'actualisation et 7 millions d'euros au titre des écarts actuariels) et (244) millions d'euros de reprise de l'engagement au titre des prestations payées sur l'exercice.

## Avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme	2013	2012	2011
<b>Juste valeur des actifs de couverture en début de période</b>	<b>389</b>	-	-	-	<b>389</b>	<b>231</b>	<b>370</b>
Intérêts nets sur l'actif au titre des prestations définies	21	-	-	-	21	16	23
(Gains) ou Pertes actuariels liés à l'effet d'expérience	19	-	-	-	19	24	(30)
Cotisations versées par l'employeur	6	-	-	-	6	28	15
Prestations payées par le fonds	(19)	-	-	-	(19)	(21)	(46)
Autres	(8)	-	-	-	(8)	111	5
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-	-	-	(0)	(106)
<b>Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (b)</b>	<b>408</b>	-	-	-	<b>408</b>	<b>389</b>	<b>231</b>

Les actifs des plans de retraite sont principalement localisés au Royaume-Uni (44 %) et en France (28 %) et se répartissent de la façon suivante :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Actifs des plans de retraite</b>			
Actions	35,2 %	30,9 %	38,2 %
Obligations	43,2 %	48,2 %	37,1 %
Actifs monétaires	3,3 %	5,8 %	2,3 %
Immobilier	17,0 %	14,2 %	22,4 %
Autres	1,3 %	0,9 %	0,0 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Les avantages du personnel dans l'état de situation financière correspondent aux engagements nets des actifs de couverture :

## Avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme	2013	2012	2011
<b>Situation nette du régime (a) - (b)</b>	<b>96</b>	<b>615</b>	<b>86</b>	<b>2 384</b>	<b>3 181</b>	<b>3 232</b>	<b>1 908</b>
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	38	-	-	-	38	26	23
Autres	-	-	-	-	-	-	(14)
<b>Avantage du personnel dans l'état de la situation financière</b>	<b>134</b>	<b>615</b>	<b>86</b>	<b>2 384</b>	<b>3 219</b>	<b>3 258</b>	<b>1 917</b>
<b>Dont courant</b>	<b>22</b>	<b>25</b>	<b>4</b>	<b>314</b>	<b>365</b>	<b>312</b>	<b>241</b>
<b>Dont non courant</b>	<b>112</b>	<b>590</b>	<b>82</b>	<b>2 070</b>	<b>2 854</b>	<b>2 946</b>	<b>1 641</b>

Avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme	2013	2012	2011
<b>Avantage du personnel en début de période</b>	<b>137</b>	<b>596</b>	<b>83</b>	<b>2 442</b>	<b>3 258</b>	<b>1 917</b>	<b>1 960</b>
Charge de l'exercice	8	56	3	216 <sup>(1)</sup>	283	1 451	101
Cotisations versées par l'employeur	(6)	-	-	-	(6)	(28)	(15)
Prestations directement payées par l'employeur	(0)	(19)	(4)	(274) <sup>(2)</sup>	(297)	(227)	(123)
(Gains) ou Pertes actuariels générés sur l'exercice <sup>(3)</sup>	(11)	(16)	5	(1)	(23)	122	46
Autres	6	(2)	(1)	1	4	24	(7)
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-	-	-	-	(1)	(45)
<b>Avantage du personnel en fin de période</b>	<b>134</b>	<b>615</b>	<b>86</b>	<b>2 384</b>	<b>3 219</b>	<b>3 258</b>	<b>1 917</b>

(1) Dont 146 millions d'euros relatif au Temps Partiel Senior au 31 décembre 2013 (1 263 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(2) Dont (244) millions d'euros au titre du Temps Partiel Senior.

(3) Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Le montant global cumulé des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2013 s'élève à (396) millions d'euros dont (38) millions d'euros d'ajustement lié au plafonnement de l'actif et (358) millions d'euros de pertes actuarielles.

Le tableau ci-dessous présente le détail de la charge de l'exercice relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme :

Avantages postérieurs à l'emploi

(en millions d'euros)	Régimes en rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme	2013	2012	2011
Coût des services rendus	(5)	(35)	(0)	(70)	(110)	(152)	(79)
Intérêts nets sur le passif net au titre des prestations définies <sup>(1)</sup>	(3)	(21)	(3)	(2)	(29)	(30)	(30)
Gains ou (Pertes) actuariels	-	-	-	1	1	(5)	3
Accords Temps Partiel Senior	-	-	-	(146) <sup>(2)</sup>	(146)	(1 263)	9
Autres	-	-	-	1	1	(2)	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>(8)</b>	<b>(56)</b>	<b>(3)</b>	<b>(216)</b>	<b>(283)</b>	<b>(1 451)</b>	<b>(101)</b>

(1) Eléments du résultat financier.

(2) Dont (120) millions d'euros au titre du coût des services rendus, (19) millions d'euros au titre de l'actualisation et (7) millions d'euros au titre des pertes actuarielles.

Orange prévoit de verser en 2014 des cotisations ou appels de fonds à hauteur de 6 millions d'euros pour ses plans de retraite à prestations définies.

La charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'est établie à 1 072 millions d'euros en 2013 (1 073 millions d'euros en 2012 et 982 millions d'euros en 2011).

## 5.3 Rémunérations en actions et assimilées

Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 a constaté la non-atteinte de la condition de performance du plan *Partageons* (plan d'attribution gratuite d'actions réservée aux membres du personnel). La charge comptabilisée en 2011 au titre de ce plan avait été reprise à fin 2012.

Les différents plans d'options de souscription d'actions attribués aux salariés d'Orange sont récapitulés ci-après :

	2013		2012		2011	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euro)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euro)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euro)
<b>PLANS D'OPTIONS</b>						
<b>Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005 / 2007)</b>						
<b>Options en circulation en début de période</b>	<b>19 893 547</b>	<b>22,68</b>	<b>19 923 667</b>	<b>22,68</b>	<b>20 472 734</b>	<b>22,68</b>
Options exercées	-	-	-	-	-	-
Options annulées, rendues caduques	(309 840)	22,59	(30 120)	22,32	(549 067)	22,55
<b>Options en circulation en fin de période</b>	<b>19 583 707</b>	<b>22,69</b>	<b>19 893 547</b>	<b>22,68</b>	<b>19 923 667</b>	<b>22,68</b>
<b>Titres Orange SA (ex-Wanadoo)</b>						
<b>Options en circulation en début de période</b>	<b>1 231 794</b>	<b>16,60</b>	<b>2 365 123</b>	<b>15,28</b>	<b>3 750 149</b>	<b>15,32</b>
Options exercées	-	-	-	-	(1 504)	15,38
Options annulées, rendues caduques	(1 231 794)	16,60	(1 133 329)	13,85	(1 383 522)	15,39
<b>Options en circulation en fin de période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 231 794</b>	<b>16,60</b>	<b>2 365 123</b>	<b>15,28</b>
<b>Titres Orange SA (ex-Orange) <sup>(1)</sup></b>						
<b>Options en circulation en début de période</b>	<b>2 829 182</b>	<b>16,62</b>	<b>5 106 260</b>	<b>15,64</b>	<b>16 282 925</b>	<b>20,13</b>
Options exercées	-	-	-	-	(25 275)	14,24
Options annulées, rendues caduques	(2 793 800)	16,64	(2 277 078)	14,43	(11 151 390)	22,20
<b>Options en circulation en fin de période</b>	<b>35 382</b>	<b>15,33</b>	<b>2 829 182</b>	<b>16,62</b>	<b>5 106 260</b>	<b>15,64</b>
<b>Titres Orange Polska SA</b>						
<b>Options en circulation en début de période</b>	<b>3 381 233</b>	<b>5,29</b>	<b>3 588 677</b>	<b>4,89</b>	<b>3 935 225</b>	<b>5,43</b>
Options exercées	-	-	-	-	-	-
Options annulées, rendues caduques	(285 003)	5,14 <sup>(2)</sup>	(207 444)	5,15	(346 548)	5,39
<b>Options en circulation en fin de période</b>	<b>3 096 230</b>	<b>5,19 <sup>(3)</sup></b>	<b>3 381 233</b>	<b>5,29</b>	<b>3 588 677</b>	<b>4,89</b>

(1) Dans les comptes 2013, le nombre d'options et le prix d'exercice indiqués sont exprimés en équivalent titres Orange SA.

(2) Taux de conversion appliqué : taux moyen de l'exercice.

(3) Taux de conversion appliqué : taux de clôture au 31 décembre 2013.

	31 décembre 2013		
<b>OPTIONS EXERÇABLES EN FIN DE PERIODE</b>	Nombre d'options non exercées et exerçables en fin de période	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'à la maturité (mois)	Fourchette de prix d'exercice
Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005 / 2007)	19 583 707	30	21,61 € - 23,48 €
Titres Orange SA (ex-Orange)	35 382	10	14,24 € - 16,66 €
Titres Orange Polska SA	3 096 230	45	5,19 €

## NOTE 6

## Pertes de valeur et écarts d'acquisition

## 6.1 Pertes de valeur des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Belgique	(408)	(76)	-
République Démocratique du Congo	(89)	-	-
Pologne	-	(889)	-
Egypte	-	(400)	(449)
Roumanie	-	(359)	(156)
Autres	(15)	(8)	(6)
<b>TOTAL</b>	<b>(512)</b>	<b>(1 732)</b>	<b>(611)</b>

## Au 31 décembre 2013

En Belgique, la dépréciation de 408 millions d'euros reflète les effets à court et moyen termes d'un contexte de concurrence accrue (baisse généralisée des niveaux de prix), de réduction réglementaire de la durée d'engagement contractuel et de propositions par Mobistar d'offres convergentes encore limitées. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 1,6 milliard d'euros.

En République Démocratique du Congo, la dépréciation de 89 millions d'euros reflète une revue des perspectives de développement. La valeur nette comptable testée des actifs de la République Démocratique du Congo après dépréciation et à 100 % représente moins de 0,5 % des actifs long terme et circulants du Groupe.

## Au 31 décembre 2012

En Pologne, la dépréciation de 889 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflétait les effets d'une pression concurrentielle accrue attendue sur les marchés mobile et fixe et d'une réduction des terminaisons d'appel mobile. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 5,3 milliards d'euros.

En Egypte, la dépréciation de 400 millions d'euros de l'écart d'acquisition (intégralement attribuée au Groupe compte tenu de la transaction décrite en note 2) reflétait les effets du contexte politique et économique et de la performance réalisée en 2012 (reconquête commerciale et croissance des bases clients mais pression tarifaire et chute du tourisme impactant significativement le chiffre d'affaires roaming) associés à un relèvement du taux d'actualisation (après impôt) de 13,0 % à 14,0 %. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 1,9 milliard d'euros.

En Roumanie, la dépréciation de 359 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflétait principalement la réduction accrue attendue des terminaisons d'appel mobile imposée par le régulateur en 2012 et la présence limitée sur le multi-play. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 1,8 milliard d'euros.

En Belgique, la dépréciation de 76 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflétait les effets de l'arrivée d'un nouvel entrant entraînant une baisse tarifaire, de propositions d'offres convergentes encore limitées, ainsi que de la diminution du taux de croissance à l'infini de 1,5 % à 0,5 %. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 2,3 milliards d'euros.

## Au 31 décembre 2011

En Egypte, la dépréciation de 449 millions d'euros de l'écart d'acquisition (dont 286 millions d'euros attribuables aux actionnaires minoritaires) reflétait les effets de la performance réduite réalisée en 2011 et du contexte politique et économique sur l'activité attendue, ainsi que du relèvement du taux d'actualisation (après impôt) des flux futurs de 11,8 % à 13,0 %. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 2,3 milliards d'euros.

En Roumanie, la dépréciation de 156 millions d'euros reflétait les effets de la situation économique du pays. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants à 100 %, soit 2,2 milliards d'euros.

## 6.2 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés selon les principes comptables décrits en note 18.6.

	31 décembre 2013			31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en millions d'euros)	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
France	15 395	(13)	15 382	15 347	15 348
Espagne	4 837	(114)	4 723	4 723	4 723
Pologne	2 959	(2 170)	789	802	1 552
Reste du Monde :					
Roumanie	1 806	(515)	1 291	1 291	1 650
Egypte <sup>(1)</sup>	1 161	(1 079)	82	94	507
Belgique	1 006	(484)	522	930	1 006
Slovaquie	806	-	806	806	806
Côte d'Ivoire	417	(42)	375	375	375
Jordanie	231	(45)	186	193	197
Autres	571	(250)	321	716	677
Entreprises	1 071	(643)	428	425	429
Opérateurs Internationaux & Services Partagés	98	(15)	83	71	70
<b>Ecarts d'acquisition des activités poursuivies</b>	<b>30 358</b>	<b>(5 370)</b>	<b>24 988</b>	<b>25 773</b>	<b>27 340</b>
<b>Ecarts d'acquisition des activités destinées à être cédées <sup>(2)</sup></b>	<b>261</b>	<b>-</b>	<b>261</b>	<b>-</b>	<b>821</b>

(1) A la suite de la transaction réalisée en 2012 et décrite en note 2, la part de l'écart d'acquisition sur l'Egypte attribuable aux actionnaires d'ECMS autres qu'Orange est négligeable au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 (256 millions d'euros au 31 décembre 2011).

(2) Orange Dominicana en 2013 et Orange Suisse en 2011.

(en millions d'euros)	Note	2013	2012	2011
<b>Valeur brute en début de période</b>		<b>30 837</b>	<b>30 646</b>	<b>31 863</b>
Acquisitions	2	77	-	72
Cessions	2	(1)	(1)	(106)
Variation de change		(288)	133	(313)
Reclassements et autres		(6)	66	(49)
Reclassement en activités destinées à être cédées <sup>(1)</sup>	2	(261)	(7)	(821)
<b>Valeur brute en fin de période</b>		<b>30 358</b>	<b>30 837</b>	<b>30 646</b>
<b>Cumul des pertes de valeur en début de période</b>		<b>(5 064)</b>	<b>(3 306)</b>	<b>(2 830)</b>
Pertes de valeur		(512)	(1 732)	(611)
Variation de change		206	(26)	135
<b>Cumul des pertes de valeur en fin de période</b>		<b>(5 370)</b>	<b>(5 064)</b>	<b>(3 306)</b>
<b>Valeur nette des écarts d'acquisition des activités poursuivies</b>		<b>24 988</b>	<b>25 773</b>	<b>27 340</b>

(1) Orange Dominicana en 2013 et Orange Suisse en 2012 et 2011.

## 6.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables

Les modalités de détermination des valeurs recouvrables sont décrites en note 18.6.

■ Les hypothèses clés opérationnelles utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité sont communes à tous les secteurs d'activités du Groupe. Parmi ces hypothèses clés figurent :

- celles sur le chiffre d'affaires qui reflètent le niveau de marché, le taux de pénétration des offres et la part de marché, le positionnement des offres des concurrents et leurs effets possibles sur les niveaux des prix de marché et leur transposition dans les bases d'offres du Groupe, les décisions des régulateurs sectoriels en termes de prix des services aux clients, d'accessibilité et de tarification des fournitures d'accès entre opérateurs et de migration technologique des réseaux (par exemple extinction des boucles locales cuivre), les décisions des autorités de la concurrence en termes de concentration ou de régulation de secteurs adjacents comme le câble ;
- celles sur les coûts avec les niveaux des dépenses commerciales nécessaires pour faire face au rythme de renouvellement des produits et au positionnement de la concurrence, les possibilités d'adaptation des coûts à l'évolution du chiffre d'affaires dans le cadre du programme Chrysalid ou des effets de l'attrition naturelle et des plans de départs engagés sur les effectifs ;
- celles sur le niveau des dépenses d'investissements dont l'évolution peut être affectée par le déploiement de nouvelles technologies ou par les décisions des autorités en matière de coût des licences et d'allocation de spectre, de déploiement de réseaux fibre, de couverture des réseaux mobiles, de partage d'éléments de réseaux ou d'ouverture des réseaux aux concurrents.

Ces hypothèses clés opérationnelles sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations. A cet égard en 2013, les anticipations ont été à nouveau revues, réduisant les estimations de certaines valeurs recouvrables.

■ Les taux d'actualisation et de croissance à perpétuité utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante en 2013 :

- les taux d'actualisation retenus, qui incorporent une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, enregistrent généralement une baisse ; au cas particulier de l'Egypte, un taux de 17,5 % a été retenu pour les deux premières années, 15,5 % pour les deux années suivantes et 14,0 % au-delà et pour la valeur terminale, en raison de l'environnement politique et économique ;
- les taux de croissance à perpétuité utilisés ont été dans l'ensemble maintenus, les effets de la situation économique ne conduisant pas, dans l'appréciation retenue à fin 2013, à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe ; au cas particulier de l'Egypte, le taux de croissance à l'infini de 4,0 % est à apprécier notamment au regard de l'inflation long terme attendue du pays : prévision du FMI à 2018 de 6,2 % en avril 2013 et de 12,5 % en octobre 2013.

■ Au 31 décembre 2013, constituent des facteurs majeurs d'aléas :

- en Europe :
  - les différents développements possibles de la situation financière et économique, en particulier en matière de comportement des consommateurs, en matière d'effet sur la demande des politiques gouvernementales et européennes de rétablissement des soldes budgétaires ou encore en matière de comportement des marchés de taux d'intérêts lié aux politiques suivies par les Banques Centrales ;
  - les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrages entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, ou en matière de concentration ;
  - les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations de revenus.
- au Moyen-Orient (Jordanie, Egypte, Irak) et au Maghreb ainsi que dans les pays africains (Mali, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine), l'évolution de la situation politique avec ses effets économiques.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur recouvrable des principales activités consolidées sont les suivantes :

<b>31 décembre 2013</b>	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie	Belgique	Egypte
Base retenue pour la valeur recouvrable							
Source retenue							
Méthodologie							
Taux de croissance à l'infini	0,5 %	1,5 %	1,0 %	0,3 %	2,0 %	0,5 %	4,0 %
Taux d'actualisation après impôt	7,0 %	8,5 %	8,8 %	8,5 %	10,0 %	7,0 %	17,5 % - 14,0 %
Taux d'actualisation avant impôt	11,0 %	11,2 %	10,2 %	13,6 %	11,4 %	10,0 %	20,2 % - 16,7 %
<b>31 décembre 2012</b>							
Base retenue pour la valeur recouvrable							
Source retenue							
Méthodologie							
Taux de croissance à l'infini	0,5 %	1,5 %	1,0 %	0,0 %	2,0 %	0,5 %	3,5 %
Taux d'actualisation après impôt	7,5 %	9,3 %	9,8 %	8,5 %	10,8 %	8,5 %	14,0 %
Taux d'actualisation avant impôt	11,7 %	12,4 %	11,3 %	13,4 %	12,4 %	12,3 %	16,7 %
<b>31 décembre 2011</b>							
Base retenue pour la valeur recouvrable							
Source retenue							
Méthodologie							
Taux de croissance à l'infini	0,5 %	1,5 %	1,0 %	0,0 %	2,0 %	1,5 %	3,5 %
Taux d'actualisation après impôt	7,8 %	9,0 %	10,4 %	8,5 %	11,3 %	8,5 %	13,0 %
Taux d'actualisation avant impôt	12,3 %	11,6 %	12,3 %	13,2 %	13,0 %	11,8 %	15,1 %

Les filiales cotées du Groupe sont Orange Polska (Bourse de Varsovie), Mobistar (Bourse de Bruxelles), Jordan Telecom (Bourse d'Amman), ECMS (Bourse du Caire) et Sonatel (Bourse d'Abidjan). Celles-ci, qui publient leurs propres informations réglementées, représentent une contribution inférieure ou égale à 20 % du chiffre d'affaires, du résultat d'exploitation et du résultat net de l'ensemble consolidé.

## 6.4 Sensibilité des valeurs recouvrables

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la valeur recouvrable, une modification de plus ou moins 10 % de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

(en milliards d'euros)							
<b>31 décembre 2013</b>	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie	Belgique	Egypte
Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	8,8	0,1	1,1	3,7	0,1	0,0	0,0
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable d'une variation de :							
10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	2,8	0,6	0,4	0,3	0,1	0,2	0,1
1 % du taux de croissance à l'infini	4,9	1,0	0,6	0,4	0,2	0,3	0,1
1 % du taux d'actualisation après impôt	5,8	1,2	0,8	0,6	0,3	0,3	0,2

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité (hors intérêts financiers et incluant une charge d'impôt normative) nets des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les autres entités non présentées ci-dessus représentent individuellement une quote-part des valeurs recouvrables inférieure à 3 %.

## NOTE 7 Immobilisations

### 7.1 Dotations aux amortissements

Au titre de l'année 2013, les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles s'élèvent à 1 878 millions d'euros (voir note 7.3) et les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles s'élèvent à 4 174 millions d'euros (voir note 7.4).

### 7.2 Perte de valeur des immobilisations

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Kenya	(58)	(54)	(93)
Ouganda	(34)	(15)	(29)
Autres <sup>(1)</sup>	(32)	(40)	(258)
<b>TOTAL</b>	<b>(124)</b>	<b>(109)</b>	<b>(380)</b>

(1) Dont, en 2011, (179) millions d'euros relatifs à la dépréciation de la marque TP (désormais, commercialisation sous la marque Orange).

Les hypothèses clés et sources de sensibilité des valeurs recouvrables des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles sont similaires à celles des activités consolidées et sont présentées en note 6.3.

Les valeurs nettes comptables testées des actifs du Kenya et de l'Ouganda après dépréciation et à 100 % représentent individuellement moins de 0,5 % des actifs long terme et circulants du Groupe.

### 7.3 Autres immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Valeur nette des autres immobilisations incorporelles en début de période</b>	<b>11 818</b>	<b>11 343</b>	<b>11 302</b>
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles	1 943	2 472	2 432
dont licences <sup>(1)</sup>	486	945	941
Effet des variations de périmètre	41	(1)	131
Cessions	(9)	(11)	(5)
Dotations aux amortissements	(1 878)	(1 969)	(2 175)
Pertes de valeur	(43)	(57)	(225)
Ecart de conversion	(170)	(36)	(117)
Reclassements et autres	78	82	140
Reclassement en activités destinées à être cédées	(36)	(5)	(140)
<b>Valeur nette des autres immobilisations incorporelles en fin de période</b>	<b>11 744</b>	<b>11 818</b>	<b>11 343</b>

(1) Dont, en 2013, les acquisitions de licences en Roumanie pour 216 millions d'euros et en Belgique pour 120 millions d'euros, en 2012, l'acquisition de la licence LTE en France pour 901 millions d'euros, et en 2011, les acquisitions de licences en Espagne pour 579 millions d'euros et en France pour 291 millions d'euros.

	31 décembre 2013				31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en millions d'euros)	Valeur brute	Amort. cumulés	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Licences de télécommunications	7 087	(2 549)	(97)	4 441	4 430	3 825
Marque Orange	3 133	-	-	3 133	3 133	3 133
Autres marques	1 009	(36)	(907)	66	83	132
Bases d'abonnés	4 475	(4 337)	(36)	102	166	397
Logiciels	10 640	(7 046)	(46)	3 548	3 624	3 521
Autres immobilisations incorporelles	1 169	(510)	(205)	454	382	335
<b>TOTAL</b>	<b>27 513</b>	<b>(14 478)</b>	<b>(1 291)</b>	<b>11 744</b>	<b>11 818</b>	<b>11 343</b>

## Informations sur les licences de télécommunications au 31 décembre 2013

Les obligations d'Orange dans le cadre de l'attribution des licences sont présentées en note 14.

(en millions d'euros)	Valeur brute	Valeur nette	Durée d'amortissement résiduelle <sup>(1)</sup>
LTE (2 licences)	1 225	1 182	17,8
UMTS (2 licences)	914	511	7,7 et 16,4
GSM	276	131	7,5
<b>France</b>	<b>2 415</b>	<b>1 824</b>	
LTE	447	441	16,0
UMTS	639	248	6,2
GSM (2 licences)	335	264	9,7 et 17,0
<b>Espagne</b>	<b>1 421</b>	<b>953</b>	
LTE	55	54	14,0
UMTS (2 licences)	402	216	4,6 et 9,1
GSM (2 licences)	146	-	-
<b>Pologne</b>	<b>603</b>	<b>270</b>	
UMTS	286	187	8,5
GSM (2 licences)	805	465	8,5
<b>Egypte</b>	<b>1 091</b>	<b>652</b>	
LTE	140	140	19,8
UMTS	149	68	7,3
GSM (2 licences)	298	29	1,9
<b>Belgique</b>	<b>587</b>	<b>237</b>	
<b>Autres</b>	<b>970</b>	<b>505</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>7 087</b>	<b>4 441</b>	

(1) En nombre d'années, au 31 décembre 2013.

## Hypothèses clés et sensibilité de la valeur recouvrable de la marque Orange

Les hypothèses clés et sources de sensibilité de la valeur recouvrable de la marque Orange sont similaires à celles des activités consolidées et sont présentées en note 6.3.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

31 décembre 2013

Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité
Source retenue	Plan interne
Méthodologie	Flux de redevances nettes actualisés
Taux de croissance à l'infini	0,5 %
Taux d'actualisation après impôt	8,3 %
Taux d'actualisation avant impôt	10,3 %

(en milliards d'euros)

31 décembre 2013

Marge à 100 % de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée	0,7
Effet à 100 % sur la valeur recouvrable d'une variation de :	
10 % des flux de redevances nettes de l'année terminale	0,3
1 % du taux de croissance à l'infini	0,4
1 % du taux d'actualisation après impôt	0,5

## Dépenses capitalisées en immobilisations incorporelles au titre de l'exercice

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Achats externes	424	477	438
Frais de personnel	337	312	310
Autres dépenses	-	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>761</b>	<b>789</b>	<b>749</b>

## 7.4 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Valeur nette des immobilisations corporelles en début de période</b>	<b>23 662</b>	<b>23 634</b>	<b>24 756</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4 269	4 338	4 459
<i>dont location-financement</i>	95	47	180
Effet des variations de périmètre	87	0	49
Cessions et mises au rebut	(57)	(59)	(52)
Dotations aux amortissements	(4 174)	(4 360)	(4 560)
Pertes de valeur	(81)	(52)	(155)
Ecart de conversion	(280)	193	(424)
Reclassements et autres	(37)	(17)	148
Reclassement en activités destinées à être cédées	(232)	(15)	(587)
<b>Valeur nette des immobilisations corporelles en fin de période <sup>(1)</sup></b>	<b>23 157</b>	<b>23 662</b>	<b>23 634</b>

(1) Comprend les actifs faisant l'objet de contrats de services de gestion de sites ou d'accords de mutualisation avec d'autres opérateurs mobiles.

	31 décembre 2013			31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en millions d'euros)	Valeur brute	Amort. cumulés	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et bâtiments	7 409	(4 167)	(340)	2 902	3 113
Réseaux et terminaux	74 341	(54 935)	(394)	19 012	19 149
Equipements informatiques	4 081	(3 227)	(30)	824	877
Autres immobilisations corporelles	1 544	(1 112)	(13)	419	523
<b>TOTAL</b>	<b>87 375</b>	<b>(63 441)</b>	<b>(777)</b>	<b>23 157</b>	<b>23 662</b>

### Immobilisations corporelles détenues en crédit-bail

	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en millions d'euros)	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et bâtiments	605	643	657
Réseaux et terminaux	37	22	19
Equipements informatiques et autres	47	26	12
<b>TOTAL</b>	<b>689</b>	<b>691</b>	<b>688</b>

### Dépenses capitalisées en immobilisations corporelles au titre de l'exercice

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Achats externes	664	672	758
Frais de personnel	347	341	340
Autres dépenses	1	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>1 012</b>	<b>1 015</b>	<b>1 100</b>

## 7.5 Provision pour démantèlement

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Remise en état des sites des antennes de téléphonie mobile	395	362	366
Retraitement des poteaux téléphoniques	136	146	133
Gestion des Déchets d'équipements électriques et électroniques	111	126	81
Démantèlement des publiphones	45	55	50
Autres	23	20	19
<b>TOTAL</b>	<b>710</b>	<b>709</b>	<b>649</b>

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Provision pour démantèlement en début de période</b>	<b>709</b>	<b>649</b>	<b>507</b>
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(1)	(1)	(7)
Actualisation avec effet au compte de résultat	18	17	19
Utilisation sans effet au compte de résultat	(24)	(19)	(19)
Constitution avec contrepartie à l'actif	12	57	222
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	(1)	7	(6)
Reclassement en activités destinées à être cédées	(3)	(1)	(67)
<b>Provision pour démantèlement en fin de période</b>	<b>710</b>	<b>709</b>	<b>649</b>
<b>Dont provision non courante</b>	<b>687</b>	<b>686</b>	<b>630</b>
<b>Dont provision courante</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>19</b>

## NOTE 8

## Impôts et taxes d'exploitation

## 8.1 Impôts et taxes comptabilisés en résultat

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Contribution économique territoriale, IFER et assimilés	(786)	(927)	(810)
Redevances de fréquences	(302)	(300)	(295)
Taxes sur services de télécommunications	(190)	(198)	(224)
Autres taxes	(439)	(432)	(443)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 717)</b>	<b>(1 857)</b>	<b>(1 772)</b>

Les taxes sur services de télécommunications, mises en place en France et en Espagne, ont fait l'objet d'une contestation par la Commission européenne devant la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE). Le 27 juin 2013, la CJUE a jugé que ces taxes ne sont pas incompatibles avec le droit communautaire. Cette décision défavorable n'a cependant aucune incidence dans les comptes d'Orange, ces taxes ayant été prises en charge et payées chaque année.

Orange Polska SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'exercice 2009. La procédure s'est poursuivie par des échanges avec l'Administration et est toujours en cours au 31 décembre 2013. Dans ses réponses faites à ce jour, Orange Polska SA conteste et maintient sa position dans la mesure où elle estime disposer d'éléments sérieux au regard des points soulevés par l'Administration.

## 8.2 Impôts et taxes d'exploitation dans l'état de la situation financière

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taxe sur la valeur ajoutée	854	1 122	1 148
Autres taxes	70	71	70
<b>Impôts et taxes d'exploitation - Actifs</b>	<b>924</b>	<b>1 193</b>	<b>1 218</b>
Contribution économique territoriale, IFER et assimilés	(129)	(115)	(24)
Redevances de fréquences	(53)	(50)	(47)
Taxe sur services de télécommunications	(110)	(95)	(91)
Taxe sur la valeur ajoutée	(481)	(732)	(797)
Autres taxes	(429)	(483)	(475)
<b>Impôts et taxes d'exploitation - Passifs</b>	<b>(1 200)</b>	<b>(1 475)</b>	<b>(1 434)</b>
<b>Impôts et taxes d'exploitation - Nets</b>	<b>(277)</b>	<b>(282)</b>	<b>(216)</b>

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Impôts et taxes d'exploitation nets en début de période</b>	<b>(282)</b>	<b>(216)</b>	<b>(79)</b>
Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés en résultat	(1 717)	(1 857)	(1 772)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	1 706	1 833	1 658
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	9	(42)	(23)
Reclassement en activités destinées à être cédées	7	-	-
<b>Impôts et taxes d'exploitation nets en fin de période</b>	<b>(277)</b>	<b>(282)</b>	<b>(216)</b>

## NOTE 9 Titres mis en équivalence

### 9.1 Titres mis en équivalence

(en millions d'euros)			% d'intérêt		31 décembre 2012	31 décembre 2011
Société	Principale activité	Principaux co-actionnaires	31 décembre 2013	31 décembre 2013		
EE <sup>(1)</sup>	Opérateur de télécommunications en Grande-Bretagne	Deutsche Telekom (50 %)	50 %	5 837	6 328	6 734
Autres				104	106	129
<b>Entités sous contrôle conjoint</b>				<b>5 941</b>	<b>6 434</b>	<b>6 863</b>
Médi Telecom	Opérateur de télécommunications au Maroc	Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (30 %) Groupe FinanceCom (30 %)	40 %	329 <sup>(2)</sup>	506	671
Korek Telecom	Opérateur de télécommunications en Irak	Agility (24 %) CS Ltd (56 %)	20 %	125 <sup>(3)</sup>	165	169
Autres				130	326	241
<b>Entités sous influence notable</b>				<b>584</b>	<b>997</b>	<b>1 081</b>
<b>TOTAL</b>				<b>6 525</b>	<b>7 431</b>	<b>7 944</b>

(1) EE contribue au segment *Opérateurs Internationaux & Services Partagés*. Les données financières détaillées à 100 % sont présentées dans les informations sectorielles.

(2) Dont écart d'acquisition pour 193 millions d'euros.

(3) Dont écart d'acquisition pour 71 millions d'euros.

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Titres mis en équivalence en début de période</b>	<b>7 431</b>	<b>7 944</b>	<b>8 176</b>
Dividendes	(308)	(504)	(521)
Quote-part du résultat net <sup>(1)</sup>	(73)	(106)	(50)
Perte de valeur	(186)	(156)	(47)
Variation de change	(151)	147	199
Variation des autres éléments du résultat global	(42)	(19)	(11)
Acquisitions de titres <sup>(2)</sup>	14	129	258
Sorties / Cessions de titres <sup>(3)</sup>	(168)	-	(60)
Reclassements et autres	8	(4)	-
<b>Titres mis en équivalence en fin de période</b>	<b>6 525</b>	<b>7 431</b>	<b>7 944</b>

(1) Dont, en 2013, EE pour (45) millions d'euros.

(2) Dont, en 2012, investissement dans Cloudwatt à hauteur de 44,4 % pour 100 millions d'euros. Dont, en 2011, acquisition de 20 % de Korek Telecom pour 177 millions d'euros.

(3) Dont, en 2013, Sonaecom pour (105) millions d'euros et Dailymotion pour (60) millions d'euros (voir note 2).

Les dividendes concernent principalement EE pour 270 millions d'euros en 2013, 450 millions d'euros en 2012 et 494 millions d'euros en 2011.

Les pertes de valeur comprennent principalement 148 millions d'euros en 2013 et 141 millions d'euros en 2012 relatifs à

Médi Telecom. En 2013, la dépréciation de 148 millions d'euros reflète une pression concurrentielle accrue pesant fortement sur les niveaux de prix des offres. La base de la valeur recouvrable retenue est la valeur d'utilité.

## Hypothèses clés et sensibilité de la valeur recouvrable des titres EE

Les hypothèses clés et sources de sensibilité de la valeur recouvrable des titres EE sont similaires à celles des activités consolidées et sont présentées en note 6.3.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Source retenue	Plan interne	Plan interne
Méthodologie	Flux de trésorerie actualisés	Flux de trésorerie actualisés
Taux de croissance à l'infini	1,0 %	1,0 %
Taux d'actualisation après impôt	7,8 %	8,0 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,0 %	9,7 %

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la

valeur recouvrable, une modification de plus ou moins 10 % de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

(en milliards d'euros)

31 décembre 2013

Marge de la valeur recouvrable estimée sur la valeur comptable testée (quote-part du Groupe)	1,2
Effet sur la valeur recouvrable d'une variation de (quote-part du Groupe) :	
10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	0,3
1 % du taux de croissance à l'infini	1,1
1 % du taux d'actualisation après impôt	1,3

## 9.2 Transactions du Groupe avec les sociétés mises en équivalence

### EE

Hors quote-part de résultat et dividendes, les opérations réalisées entre le Groupe et EE se traduisent comme suit dans les états consolidés de la situation financière et dans les comptes de résultats consolidés d'Orange :

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Actif</b>			
Créances clients	55	74	60
Prêts	-	-	224
Autres actifs courants	-	1	4
<b>Passif</b>			
Dettes fournisseurs	(11)	(18)	(19)
Comptes courants associés	(217)	(417)	(140)
<b>Compte de résultat</b>			
Chiffres d'affaires	34	44	51
Autres produits opérationnels	116 <sup>(1)</sup>	146	141
Charges opérationnelles	(19)	(30)	(37)
Résultat financier	-	1	5

(1) Dont 47 millions d'euros au titre de la facturation de services et prestations et 60 millions au titre de redevances de marque.

### Autres sociétés mises en équivalence

Le montant du prêt consenti par le Groupe à Korek Telecom s'élève au 31 décembre 2013 à 185 millions de dollars, soit 134 millions d'euros.

Les engagements contractuels non comptabilisés portés par le Groupe sur les titres mis en équivalence sont décrits en note 14.

NOTE 10

Actifs, passifs et résultat financiers

10.1 Gains et pertes relatifs aux actifs et passifs financiers

(en millions d'euros)	Résultat financier						Résultat d'exploitation	Autres éléments du résultat global	
	Coût endetté financier brut	Produits (charges) sur actifs constitutifs endetté net	Coût endetté financier net	Gain (perte) de change	Autres charges financières nettes	Résultat financier	Gain (perte) de change	Autres	Réserves
<b>2013</b>									
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	3	-	-	-	8
Prêts et créances	-	23	23	(31)	47	6	(241) <sup>(3)</sup>	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	-	36	36	-	-	-	-	-	-
Passifs au coût amorti <sup>(1)</sup>	(1 747)	-	(1 747)	585	-	(13)	(1)	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	(27)	-	(27)	-	-	-	-	-	-
Dérivés	28	-	28	(572)	-	4	-	-	(256)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(95)	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(1 746)</b>	<b>59</b>	<b>(1 687)</b>	<b>(18)</b>	<b>(45)</b>	<b>(1 750)</b>	<b>(3)</b>	<b>(242)</b>	<b>(248)</b>
<b>2012</b>									
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	3	-	-	-	7
Prêts et créances	-	26	26	42	49	2	(203) <sup>(4)</sup>	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	-	75	75	(1)	-	-	-	-	-
Passifs au coût amorti <sup>(1)</sup>	(1 975)	-	(1 975)	169	-	(11)	(2)	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	216 <sup>(2)</sup>	-	216	(16)	-	-	-	-	-
Dérivés	(10)	-	(10)	(222)	-	(14)	-	-	(295)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(84)	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(1 769)</b>	<b>101</b>	<b>(1 668)</b>	<b>(28)</b>	<b>(32)</b>	<b>(1 728)</b>	<b>(23)</b>	<b>(205)</b>	<b>(288)</b>
<b>2011</b>									
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	(10)
Prêts et créances	-	50	50	121	37	6	(212) <sup>(5)</sup>	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	-	75	75	(3)	-	-	-	-	-
Passifs au coût amorti <sup>(1)</sup>	(1 891)	-	(1 891)	(563)	-	(29)	1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	(70)	-	(70)	(4)	-	-	-	-	-
Dérivés	(105)	-	(105)	428	-	81	-	-	(17)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(108)	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(2 066)</b>	<b>125</b>	<b>(1 941)</b>	<b>(21)</b>	<b>(71)</b>	<b>(2 033)</b>	<b>58</b>	<b>(211)</b>	<b>(27)</b>

(1) Y compris réévaluation de la juste valeur des dettes couvertes.

(2) Comprend notamment le produit financier de 272 millions d'euros constaté dans le cadre de la révision des paramètres financiers du prix de rachat des actions ECMS auprès d'OTMT et du flottant ayant impliqué une diminution de la dette financière à la date d'entrée en vigueur des accords 2012 (voir note 2).

(3) Principalement pertes sur créances irrécouvrables pour (270) millions d'euros, variations nettes des provisions pour dépréciation des créances clients pour (42) millions d'euros et divers intérêts sur créances pour 80 millions d'euros.

(4) Principalement pertes sur créances irrécouvrables pour (365) millions d'euros, variations nettes des provisions pour dépréciation des créances clients pour 79 millions d'euros et divers intérêts sur créances pour 85 millions d'euros.

(5) Principalement pertes sur créances irrécouvrables pour (343) millions d'euros, variations nettes des provisions pour dépréciation des créances clients pour 47 millions d'euros et divers intérêts sur créances pour 86 millions d'euros.

## 10.2 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture), diminués (b) : (i) de l'ensemble des dérivés actifs, (ii) des dépôts de garantie versés afférents aux dérivés, (iii) de certains dépôts liés au financement, (iv) des disponibilités, quasi-disponibilités et placements à la juste valeur et (v) du prêt accordé par le Groupe à EE.

Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, sont mis en place pour couvrir des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). En conséquence, la "part efficace des couvertures de flux de trésorerie" et la "part efficace des couvertures d'investissement net" (c) sont ajoutées à l'endettement financier net pour neutraliser cette différence temporelle.

### Eléments de l'état de la situation financière contributifs à l'endettement financier net

	31 décembre 2013		31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Détail de l'état de la situation financière	Dont contribution à l'endettement financier net	Détail de l'état de la situation financière	Dont contribution à l'endettement financier net	Détail de l'état de la situation financière	Dont contribution à l'endettement financier net
(en millions d'euros)						
Passifs financiers non courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	30 295	30 076	31 883	31 657	33 933	33 696
Passifs financiers courants au coût amorti, hors dettes fournisseurs	7 100	7 100	7 331	7 331	5 440	5 104
<b>Total des passifs financiers au coût amorti, hors dettes fournisseurs</b>	<b>37 395</b>	<b>37 176</b>	<b>39 214</b>	<b>38 988</b>	<b>39 373</b>	<b>38 800</b>
Passifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	369	369	482	482	259	259
Passifs financiers courants à la juste valeur par résultat	165	165	111	111	2 019	2 019
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>534</b>	<b>534</b>	<b>593</b>	<b>593</b>	<b>2 278</b>	<b>2 278</b>
Dérivés de couverture passifs non courants	1 133	1 133	542	542	277	277
Dérivés de couverture passifs courants	3	3	5	5	3	3
<b>Eléments du passif contributifs à l'endettement financier net (a)</b>		<b>38 846</b>		<b>40 128</b>		<b>41 358</b>
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	<b>103</b>	<b>-</b>	<b>139</b>	<b>-</b>	<b>89</b>	<b>-</b>
Prêts et créances non courants	1 837	1 146	1 003	372	994	319
Prêts et autres créances courants	38	-	81	2	1 165	355
Disponibilités	1 586	1 586	1 205	1 205	1 311	1 328
<b>Total des prêts et créances, hors créances clients</b>	<b>3 461</b>	<b>2 732</b>	<b>2 289</b>	<b>1 579</b>	<b>3 470</b>	<b>2 002</b>
Actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	95	21	159	85	114	114
Actifs financiers courants à la juste valeur par résultat, hors quasi-disponibilités	213	213	141	141	948	948
Quasi-disponibilités	4 330	4 330	7 116	7 116	6 733	6 733
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>4 638</b>	<b>4 564</b>	<b>7 416</b>	<b>7 342</b>	<b>7 795</b>	<b>7 795</b>
Dérivés de couverture actifs non courants	36	36	204	204	428	428
Dérivés de couverture actifs courants	101	101	3	3	66	66
<b>Eléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)</b>		<b>7 433</b>		<b>9 128</b>		<b>10 291</b>
Réserves	(3 005)	(687)	(3 080)	(455)	187	(177)
Dont part efficace des couvertures de flux de trésorerie	(706)	(706)	(433)	(433)	(56)	(56)
Dont part efficace des couvertures d'investissement net	19	19	(22)	(22)	(121)	(121)
<b>Eléments des capitaux propres contributifs à l'endettement financier net (c)</b>		<b>(687)</b>		<b>(455)</b>		<b>(177)</b>
<b>Endettement financier net externe (a) - (b) + (c)</b>		<b>30 726</b>		<b>30 545</b>		<b>30 890</b>

## Composition de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
TDIRA	10.3	1 352	1 328	1 578
Emprunts obligataires hors TDIRA	10.4	30 822	32 531	32 720
Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux	10.5	2 222	2 476	2 271
Dettes de location-financement		661	675	692
Dettes de titrisation		782	852	593
Dépôts reçus de garantie-espèces ( <i>cash collateral</i> )		88	66	314
Billets de trésorerie		708	366	51
Banques créditrices		175	101	188
Engagement d'achat sur actions Mobinil-ECMS	2	232	220	1 937
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		46	35	15
Autres passifs financiers		393	620	414
Dérivés passifs	10.10	1 365	858	585
<b>Éléments du passif contributifs à l'endettement financier net (a)</b>		<b>38 846</b>	<b>40 128</b>	<b>41 358</b>
Dérivés actifs	10.10	200	300	832
<b>Endettement financier brut après dérivés</b>		<b>38 646</b>	<b>39 828</b>	<b>40 526</b>
Dépôts versés de garantie-espèces ( <i>cash collateral</i> )	10.8	1 146	372	317
Autres dépôts liés au financement	10.8	-	2	133
Prêt accordé à EE	10.8	-	-	224
Autres actifs à la juste valeur, hors instruments dérivés	10.9	171	133	724
Quasi-disponibilités	10.9	4 330	7 116	6 733
Disponibilités		1 586	1 205	1 328
<b>Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)</b>		<b>7 433</b>	<b>9 128</b>	<b>10 291</b>
Part efficace des couvertures de flux de trésorerie <sup>(1)</sup>		(706)	(433)	(56)
Part efficace des couvertures d'investissement net		19	(22)	(121)
<b>Éléments des capitaux propres contributifs à l'endettement financier net (c)</b>		<b>(687)</b>	<b>(455)</b>	<b>(177)</b>
<b>Endettement financier net externe (a) - (b) + (c)</b>		<b>30 726</b>	<b>30 545</b>	<b>30 890</b>

(1) Hors CFH portés par des entités mises en équivalence.

Les échéances des dettes sont présentées en note 11.3.

## Endettement financier net par devise

La ventilation par devise de l'endettement financier net est présentée après prise en compte des instruments dérivés mis en place en couverture d'éléments inclus dans l'endettement financier net.

(contre-valeur en millions d'euros au taux de clôture)	EUR	USD	GBP	EGP	CHF	PLN	Autres	Total
<b>Endettement net par devise avant dérivés de change <sup>(1)</sup></b>	<b>17 139</b>	<b>6 518</b>	<b>4 476</b>	<b>899</b>	<b>525</b>	<b>3</b>	<b>1 166</b>	<b>30 726</b>
Effet des dérivés	9 605	(6 463)	(2 558)	-	(534)	1 014	(1 064)	-
<b>Endettement net par devise après instruments dérivés</b>	<b>26 744</b>	<b>55</b>	<b>1 918</b>	<b>899</b>	<b>(9)</b>	<b>1 017</b>	<b>102</b>	<b>30 726</b>

(1) Y compris la valeur de marché des dérivés en devise locale.

## Contribution par entité à l'endettement financier net

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Orange SA	27 336	26 393	26 355
Orange Polska	753	1 240	387
ECMS	843	864	943
Véhicules de titrisation (Orange SA)	772	843	581
Orange Espagne	566	585	601
Engagement d'achat sur actions Mobinil-ECMS	232	220	1 937
Prêt accordé à EE	-	-	(224)
Autres	224	400	310
<b>Endettement financier net</b>	<b>30 726</b>	<b>30 545</b>	<b>30 890</b>

## 10.3 TDIRA

Dans le cadre de l'accord transactionnel signé en 2002 qui a mis fin au projet de développement des activités mobile en Allemagne, Orange SA a émis le 3 mars 2003 des titres à durée indéterminée remboursables en actions ("TDIRA"), d'un nominal de 14 100 euros, réservés aux membres du syndicat bancaire (la "tranche Banques") et aux équipementiers créanciers de MobilCom (la "tranche Equipementiers"). Les TDIRA sont cotés sur Euronext Paris. Leur émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des marchés financiers) le 24 février 2003.

Les TDIRA sont remboursables en actions nouvelles d'Orange SA, à tout moment à l'initiative des porteurs ou, sous certaines conditions décrites dans la note d'opération, à l'initiative d'Orange SA, à raison d'une parité de 577,8638 actions par TDIRA de la tranche Banques (soit un prix de remboursement de 24,400 euros) et 465,6714 actions par TDIRA de la Tranche Equipementiers (soit un prix de remboursement de 30,279 euros), la parité initiale de 300 actions par TDIRA ayant été ajustée plusieurs fois pour préserver les droits des porteurs de titres, et pouvant l'être encore selon les modalités décrites dans la note d'opération.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les TDIRA portent intérêt à un taux de Euribor 3 mois + 2,5 %.

L'Assemblée Générale des porteurs de la tranche Banques, réunie le 6 janvier 2014, s'est prononcée sur les modifications suivantes :

- l'alignement du niveau de subordination juridique des TDIRA, tranche Banques, avec celui de titres subordonnés de dernier rang d'Orange SA ;

- la suppression de la clause de variation du taux d'intérêt en fonction de la notation d'Orange ; et
- la possibilité, à la main d'Orange, de différer à tout moment et sans condition, le paiement des intérêts jusqu'à la survenance d'événements contractuellement définis imposant leur paiement.

Ces modifications n'auront pas d'effet sur les montants comptabilisés au titre des TDIRA.

Compte tenu des rachats effectués depuis leur émission, 103 582 TDIRA restent en circulation au 31 décembre 2013, dont 89 398 TDIRA de la tranche Banques et 14 184 TDIRA de la tranche Equipementiers, pour un montant nominal global de 1 461 millions d'euros.

Dans l'état de la situation financière, les TDIRA font l'objet d'une présentation séparée des éléments de dettes et de capitaux propres. Ils se décomposent comme suit au 31 décembre 2013 :

- une composante dette pour un montant de 1 352 millions d'euros comptabilisée au coût amorti ;
- une composante capitaux propres, avant impôts différés, pour un montant de 351 millions d'euros. Cette composante, calculée à l'origine, ne varie pas sur la durée de vie de l'instrument, exception faite des rachats.

La différence entre le montant nominal global des TDIRA et la somme des composantes dette et capitaux propres correspond donc à l'ajustement de coût amorti comptabilisé depuis l'origine sur la composante dette.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Nombre</b>	<b>103 582</b>	<b>104 297</b>	<b>125 616</b>
Composante capitaux propres, avant impôts différés	351	353	425
Composante dette d'origine (a)	1 110	1 118	1 346
<b>Montant nominal des TDIRA</b>	<b>1 461</b>	<b>1 471</b>	<b>1 771</b>
Ajustement de coût amorti, hors intérêts courus non échus (b)	232	200	215
Intérêts courus non échus (c)	10	10	17
<b>Montant total de la dette dans l'état de la situation financière (a) + (b) + (c)</b>	<b>1 352</b>	<b>1 328</b>	<b>1 578</b>
Taux d'intérêt effectif calculé sur la composante dette	5,72 %	5,35 %	5,86 %
Intérêts versés	40	62	68

## 10.4 Emprunts obligataires hors TDIRA

Les emprunts ou les nouvelles tranches émis au cours de l'exercice 2013 sont présentés en italique.

### Orange SA

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Echéance	Taux d'intérêt facial (%)	Encours (en millions d'euros)		
				31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Emprunts échus avant le 31 décembre 2013					3 490	5 813
EUR	1 000	22 janvier 2014	5,000	995	1 000	1 000
EUR	200	16 avril 2014	5,200	200	200	200
EUR	750	22 mai 2014	5,250	750	750	750
USD	1 250	8 juillet 2014	4,375	881	947	966
CHF	400	4 décembre 2014	3,500	326	331	329
EUR	100	19 janvier 2015	Euribor 3M + 0,62	100	100	100
EUR	100	29 janvier 2015	Euribor 3M + 0,63	100	100	100
HKD	500	4 février 2015	2,950	47	49	50
EUR	70	9 février 2015	Euribor 3M + 0,62	70	70	70
JPY	46 100	29 juin 2015	1,230	319	406	460
JPY	6 200	29 juin 2015	JPY Libor 3M + 0,67	43	55	62
USD	750	16 septembre 2015	2,125	544	568	580
EUR	1 150	14 octobre 2015	3,625	1 150	1 150	1 150
GBP	750	12 mai 2016	5,000	900	919	898
CAD	200	23 juin 2016	5,500	136	152	151
USD	1 000	14 septembre 2016	2,750	725	758	773
CHF	250	13 octobre 2016	1,625	203	207	206
JPY	44 300	25 novembre 2016	1,130	306	390	442
HKD	340	22 décembre 2016	2,750	32	33	34
EUR	1 900	21 février 2017	4,750	1 900	1 900	1 900
EUR	100	4 décembre 2017	2,600	100	100	100
GBP	500	20 décembre 2017	8,000	600	613	599
EUR	1 550	22 mai 2018	5,625	1 550	1 550	1 550
EUR	465	25 juillet 2018	EUR HICP + 3,00 <sup>(1)</sup>	465	465	465
EUR	850	3 septembre 2018	1,875	850	-	-
EUR	50	26 septembre 2018	Euribor 3M + 0,57	50	-	-
EUR	750	23 janvier 2019	4,125	750	750	750
JPY	7 500	24 janvier 2019	1,416	52	66	-
USD	1 250	8 juillet 2019	5,375	906	947	966
EUR	750	2 octobre 2019	1,875	750	-	-
EUR	25	10 février 2020	4,200	25	25	25
EUR	25	10 février 2020	CMS 10 ans + 0,80 <sup>(2)</sup>	25	25	25
EUR	1 000	9 avril 2020	3,875	1 000	1 000	1 000
GBP	450	10 novembre 2020	7,250	539	551	539
EUR	1 250	14 janvier 2021	3,875	1 250	1 250	1 250
USD	1 000	14 septembre 2021	4,125	725	758	773
EUR	255	13 octobre 2021	CMS 10 ans + 0,69	255	255	255
EUR	272	21 décembre 2021	TEC 10 ans + 0,50	272	272	272
EUR	1 000	15 juin 2022	3,000	1 000	1 000	-
EUR	500	16 septembre 2022	3,375	500	500	500
EUR	500	1 mars 2023	2,500	500	500	-
HKD	700	6 octobre 2023	3,230	65	68	70
HKD	410	22 décembre 2023	3,550	38	40	41
EUR	650	9 janvier 2024	3,125	650	-	-
GBP	350	5 décembre 2025	5,250	420	429	419
EUR	75	30 novembre 2026	4,125	75	75	75

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Echéance	Taux d'intérêt facial (%)	Encours (en millions d'euros)		
				31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
EUR	50	11 avril 2028	3,220	50	-	-
GBP	500	20 novembre 2028	8,125	600	613	599
EUR	150	11 avril 2029	3,300	150	-	-
USD	2 500	1 mars 2031	8,500 <sup>(3)</sup>	1 785	1 866	1 902
EUR	50	5 décembre 2031	4,300 (zéro coupon)	54	52	50
EUR	50	8 décembre 2031	4,350 (zéro coupon)	54	52	50
EUR	50	5 janvier 2032	4,450	52	50	-
EUR	1 500	28 janvier 2033	8,125	1 500	1 500	1 500
EUR	55	30 septembre 2033	3,750	55	-	-
GBP	500	23 janvier 2034	5,625	600	613	599
EUR	50	16 avril 2038	3,500	50	-	-
USD	900	13 janvier 2042	5,375	652	682	-
GBP	500	22 novembre 2050	5,375	600	613	599
<b>Encours des emprunts obligataires</b>				<b>29 341</b>	<b>30 855</b>	<b>31 007</b>
Intérêts courus non échus				708	898	939
Autres ajustements				(109)	(127)	(147)
<b>TOTAL</b>				<b>29 940</b>	<b>31 626</b>	<b>31 799</b>

(1) EUR HICP : indicateur de l'inflation et de la stabilité des prix (Harmonised Index of Consumer Prices), déterminé par la Banque Centrale Européenne.

(2) Cet emprunt est évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. En 2013, un gain de 0,4 million d'euros a été comptabilisé au titre de la réévaluation de cet emprunt.

(3) Emprunt comportant une clause de step-up (clause de révision du taux d'intérêt des coupons en cas d'évolution de la notation de la dette d'Orange par les agences de notation). Cette clause a été activée en 2013 et début 2014 : le coupon du mois de mars 2014 sera ainsi calculé sur la base d'un taux d'intérêt de 8,75 % et à partir de cette date, l'emprunt portera intérêt au taux de 9 %.

Les emprunts obligataires d'Orange SA au 31 décembre 2013 sont remboursables *in fine* et aucune garantie spécifique n'a été accordée dans le cadre de ces émissions. Certains emprunts peuvent être remboursés par anticipation à la demande de l'émetteur.

## Orange Polska

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Echéance	Taux d'intérêt facial (%)	Encours (en millions d'euros)		
				31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Emprunts échus avant le 31 décembre 2013					-	-
EUR	700	22 mai 2014	6,000	700	700	700
<b>Encours des emprunts obligataires</b>				<b>700</b>	<b>700</b>	<b>700</b>
Intérêts courus non échus				26	26	26
Autres ajustements				-	2	3
<b>TOTAL</b>				<b>726</b>	<b>728</b>	<b>729</b>

## ECMS

Devise d'origine	Nominal à l'origine (en millions de devises)	Echéance	Taux d'intérêt facial (%)	Encours (en millions d'euros)		
				31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Emprunts échus avant le 31 décembre 2013					-	-
EGP	1 500	24 janvier 2015	12,250	157	179	192
<b>Encours des emprunts obligataires</b>				<b>157</b>	<b>179</b>	<b>192</b>
Intérêts courus non échus				-	-	-
Autres ajustements				(1)	(2)	(3)
<b>TOTAL</b>				<b>156</b>	<b>177</b>	<b>189</b>

## 10.5 Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
ECMS <sup>(1)</sup>	667	784	860
Orange SA <sup>(1)</sup>	110	77	(14)
Orange Polska <sup>(1)</sup>	9	289	-
Autres	266	337	458
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>1 052</b>	<b>1 487</b>	<b>1 304</b>
Orange Espagne	501	501	502
Orange SA	500	100	-
Orange Polska	17	245	368
Autres	152	143	97
<b>Emprunts auprès d'organismes multilatéraux <sup>(2)</sup></b>	<b>1 170</b>	<b>989</b>	<b>967</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 222</b>	<b>2 476</b>	<b>2 271</b>

(1) Correspond à des lignes de crédit tirées.

(2) Principalement la Banque Européenne d'Investissement.

## 10.6 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Emprunts évalués à la juste valeur par résultat	27	27	22
Dérivés passifs de transaction	229	311	304
Engagement d'achat sur actions Mobinil-ECMS	232	220	1 937
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle	46	35	15
<b>TOTAL</b>	<b>534</b>	<b>593</b>	<b>2 278</b>

## 10.7 Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Actifs disponibles à la vente en début de période</b>	<b>139</b>	<b>89</b>	<b>119</b>
Variation de juste valeur	8	7	(10)
Autres mouvements	(44)	43	(20)
<b>Actifs disponibles à la vente en fin de période</b>	<b>103</b>	<b>139</b>	<b>89</b>

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	8	8	(4)
Ajustement de reclassement dans le résultat de la période	-	(1)	(6)
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>(10)</b>

## 10.8 Prêts et autres créances

(en millions d'euros)	31 décembre 2013			31 décembre 2012	31 décembre 2011
	Brut	Provision	Net	Net	Net
Dépôts de garantie-espèces ( <i>cash collateral</i> ) <sup>(1)</sup>	1 146	-	1 146	372	317
Autres dépôts liés au financement <sup>(1)</sup>	-	-	-	2	133
Prêt accordé à EE <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	224
Créances rattachées à des participations	200	(21)	179	197	979 <sup>(2)</sup>
Autres <sup>(3)</sup>	564	(14)	550	513	506
<b>TOTAL</b>	<b>1 910</b>	<b>(35)</b>	<b>1 875</b>	<b>1 084</b>	<b>2 159</b>

(1) Eléments inclus dans l'endettement financier net (voir note 10.2).

(2) Dont prêt accordé à Orange Suisse pour un nominal de 917 millions de francs suisses.

(3) Il s'agit principalement de dépôts de garantie et prêts divers.

## 10.9 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dérivés actifs de transaction	63	93	338
Placements à la juste valeur	171	133	724
Titres de participation évalués à la juste valeur	74	74	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>308</b>	<b>300</b>	<b>1 062</b>
<b>Quasi-disponibilités</b>	<b>4 330</b>	<b>7 116</b>	<b>6 733</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 638</b>	<b>7 416</b>	<b>7 795</b>

## 10.10 Instruments dérivés

### Eléments de l'état de la situation financière contributifs au portefeuille d'instruments dérivés

(en millions d'euros)	31 décembre 2013		31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Détail de l'état de la situation financière	Dont instruments dérivés	Détail de l'état de la situation financière	Dont instruments dérivés	Détail de l'état de la situation financière	Dont instruments dérivés
Passifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	(369)	(126)	(482)	(236)	(259)	(238)
Dérivés de couverture passifs non courants	(1 133)	(1 133)	(542)	(542)	(277)	(277)
Passifs financiers courants à la juste valeur par résultat	(165)	(103)	(111)	(75)	(2 019)	(67)
Dérivés de couverture passifs courants	(3)	(3)	(5)	(5)	(3)	(3)
<b>Eléments du passif contributifs au portefeuille d'instruments dérivés</b>		<b>(1 365)</b>		<b>(858)</b>		<b>(585)</b>
Actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat	95	21	159	85	114	114
Dérivés de couverture actifs non courants	36	36	204	204	428	428
Actifs financiers courants à la juste valeur par résultat, hors quasi-disponibilités	213	42	141	8	948	224
Dérivés de couverture actifs courants	101	101	3	3	66	66
<b>Eléments de l'actif contributifs au portefeuille d'instruments dérivés</b>		<b>200</b>		<b>300</b>		<b>832</b>
<b>Instruments dérivés nets</b>		<b>(1 165)</b>		<b>(558)</b>		<b>247</b>

## Analyse des valeurs de marché des instruments dérivés

	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en millions d'euros)	Net	Net	Net
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	(1 009)	(367)	318
Dérivés de couverture de juste valeur	10	27	36
Dérivés de couverture d'investissement net	-	-	(140)
<b>Dérivés de couverture</b>	<b>(999)</b>	<b>(340)</b>	<b>214</b>
Dérivés de transaction	(166)	(218)	33
<b>Instruments dérivés nets</b>	<b>(1 165)</b>	<b>(558)</b>	<b>247</b>
dont effet change	(365)	62	538
dont effet taux	(805)	(622)	(291)

Le montant net de juste valeur des instruments dérivés est compensé en partie par l'effet des accords de garantie-espèces présentés en note 11.5.

## 10.11 Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie du groupe Orange ont pour objectif de neutraliser le risque de change portant sur des flux financiers futurs (nominal, coupons) ou de transformer des dettes à taux variable en dettes à taux fixe. Les principales couvertures mises en place sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

		Nominiaux des instruments de couverture (en millions de devises couvertes)				
Instruments de couverture	Entité / Maturité	2014	2015	2016	2017	2018 et plus
<b>Cross currency swaps <sup>(1)</sup></b>						
<i>Devise fonctionnelle / couverte</i>						
EUR / CAD	Orange SA	-	-	200	-	-
EUR / CHF	Orange SA	400	-	250	-	-
EUR / GBP	Orange SA	-	-	-	-	1 650 <sup>(3)</sup>
EUR / HKD	Orange SA	-	500	340	-	1 110 <sup>(4)</sup>
EUR / JPY	Orange SA	-	52 300	44 300	-	7 500 <sup>(5)</sup>
EUR / USD	Orange SA	-	750	1 000	-	4 464 <sup>(6)</sup>
<b>Swaps de taux <sup>(2)</sup></b>						
EUR	FT Immo H	-	-	-	-	415 <sup>(7)</sup>
EUR	Orange SA	-	270	300	100	605 <sup>(8)</sup>

(1) Couverture du risque de taux et du risque de change.

(2) Couverture du risque de taux.

(3) 350 MGBP à échéance 2020, 450 MGBP à échéance 2028, 350 MGBP à échéance 2034 et 500 MGBP à échéance 2050.

(4) 1 110 HKD à échéance 2023.

(5) 7 500 MJPY à échéance 2019.

(6) 164 MUSD à échéance 2020, 1 000 MUSD à échéance 2021, 2 400 MUSD à échéance 2031 et 900 MUSD à échéance 2042.

(7) 88 MEUR à échéance 2020, 116 MEUR à échéance 2021, 114 MEUR à échéance 2022, 36 MEUR à échéance 2023 et 62 MEUR à échéance 2024.

(8) 350 MEUR à échéance 2018 et 255 MEUR à échéance 2021.

Pour chacune de ces relations de couverture, l'élément couvert affecte le compte de résultat :

- chaque année, lors des échéances de paiement des intérêts ;
- chaque année, lors de la constatation du résultat de change sur la réévaluation du nominal, jusqu'à la date de maturité de l'instrument de couverture.

Par ailleurs, afin de couvrir l'exposition au risque de change d'une partie de leurs flux opérationnels en devises, les entités du groupe Orange ont mis en place des politiques de couverture, dont principalement :

		Nominiaux des instruments de couverture (en millions de devises couvertes)				
Instruments de couverture	Entité / Maturité	2014	2015	2016	2017	2018 et plus
<b>Achats d'options</b>						
<i>Devise fonctionnelle / couverte</i>						
EUR / USD	Orange SA	(450) <sup>(1)</sup>	-	-	-	-

(1) Couverture de la cession d'Orange Dominicana.

Pour ces relations de couverture, l'élément couvert affecte le compte de résultat chaque année jusqu'à la date de maturité de la relation de couverture.

La variation de la réserve des couvertures des flux de trésorerie s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période <sup>(1)</sup>	(301)	(361)	28
Reclassement dans le résultat financier de la période	(1)	(3)	(28)
Reclassement dans le résultat d'exploitation de la période	-	(29)	2
Reclassement dans la valeur comptable initiale de l'élément couvert	4	(1)	(5)
<b>TOTAL</b>	<b>(298)</b>	<b>(394)</b>	<b>(3)</b>

(1) Essentiellement effet taux sur *cross currency swaps*.

Par ailleurs, l'effet change des dérivés placés en couverture des emprunts obligataires en devises étrangères a généré une perte de change de 406 millions d'euros comptabilisée directement au compte de résultat, compensant ainsi l'exposition liée à la réévaluation de ces emprunts dans l'état de la situation financière.

L'inefficacité comptabilisée en résultat qui découle des couvertures de flux de trésorerie s'élève à (5) millions d'euros contre (25) millions d'euros en 2012 et (5) millions d'euros en 2011.

## 10.12 Couvertures de juste valeur

Les couvertures de juste valeur du groupe Orange ont pour objectif de transformer des dettes à taux fixe en dettes à taux variable. Les principales couvertures mises en place sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Instruments de couverture	Entité / Maturité	Nominaux des instruments dérivés (en millions de devises couvertes)				
		2014	2015	2016	2017	2018 et plus
<b>Cross currency swaps <sup>(1)</sup></b>						
<i>devise fonctionnelle / couverte</i>						
PLN / EUR	Orange Polska	110	-	-	-	-
<b>Swaps de taux <sup>(2)</sup></b>						
EUR	Orange Polska	110	-	-	-	-
EUR	Orange SA	-	-	-	-	500

(1) Couverture du risque de taux et du risque de change.

(2) Couverture du risque de taux.

Les effets au compte de résultat des couvertures de juste valeur s'expliquent comme suit :

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Profit (perte) comptabilisé sur les instruments de couverture	13	(10)	(4)
Intérêts courus non échus	4	(8)	(30)
<b>Profit (perte) comptabilisé sur les instruments de couverture (hors intérêts courus non échus)</b>	<b>9</b>	<b>(2)</b>	<b>26</b>
Profit (perte) comptabilisé sur les éléments couverts	(7)	5	(24)
<b>Inefficacité (résultat financier)</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>

En 2013 et en 2011, des relations de couverture de juste valeur ont été déqualifiées. L'ajustement de juste valeur de la dette sous-jacente en date de déqualification est amorti par compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de la relation de couverture définie à l'origine, en fonction d'un TIE recalculé à cette date.

### 10.13 Couvertures d'investissement net

Depuis 2012, la composante change de certains emprunts obligataires en livres sterling a été qualifiée en couverture de l'investissement net du Groupe au Royaume-Uni. Au 31 décembre 2013, les couvertures de l'actif en livres sterling représentent un montant de 1 600 millions de livres sterling.

La variation de la réserve des couvertures d'investissement net s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	41	(26)	(14)
Reclassement dans le résultat de la période	-	125	-
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	<b>99</b>	<b>(14)</b>

L'inefficacité comptabilisée en résultat financier qui découle des couvertures d'investissement net est nulle en 2013 contre (7) millions d'euros en 2012 et (4) millions d'euros en 2011.

### 10.14 Réserves des instruments financiers de couverture

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Composante efficace des couvertures de flux de trésorerie	(661)	(383)	(20)
Réserve restant à amortir sur les relations de couverture interrompues	553	590	581
Composante efficace des couvertures d'investissement net	19	(22)	(121)
<b>Contribution Orange SA</b>	<b>(89)</b>	<b>185</b>	<b>440</b>
Contribution des autres entités	(41)	(58)	(18)
<b>TOTAL</b>	<b>(130)</b>	<b>127</b>	<b>422</b>
dont part attribuable aux propriétaires de la société mère	(127)	130	422
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(3)	-

#### NOTE 11

### Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Il est rappelé que le Groupe utilise des éléments de mesure de la performance financière qui ne sont pas définis explicitement par les normes IFRS, tels que l'EBITDA (voir note 18.1) et l'endettement financier net (voir note 10.2).

Les risques de marché sont suivis par le Comité trésorerie financement d'Orange qui rapporte au Comité de Direction générale. Il est présidé par le Directeur Général Délégué et Directeur exécutif en charge des Finances et des Systèmes d'Information du Groupe, et se réunit trimestriellement.

Il fixe le cadre de gestion de la dette du Groupe, notamment sous ses aspects de risques de taux d'intérêt, de change, de liquidité et de contrepartie, pour les mois qui suivent et examine la gestion passée (opérations réalisées, résultats financiers).

### 11.1 Gestion du risque de taux

#### Gestion taux fixe / taux variable

Le groupe Orange gère une position structurelle taux fixe / taux variable en euros afin d'optimiser le coût de sa dette, et utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échanges de taux d'intérêt (*swaps*, *futures*, *caps* et *floors*) dans le cadre des limites fixées par le Comité trésorerie financement.

La part à taux fixe de l'endettement brut s'élève à 87 % au 31 décembre 2013.

La part à taux fixe de l'endettement net s'établit à 100 % au 31 décembre 2013 contre 111 % au 31 décembre 2012 et 113 % au 31 décembre 2011.

## Analyse de sensibilité de la situation du Groupe à l'évolution des taux

L'analyse de la sensibilité des actifs et passifs financiers au risque de taux est suivie uniquement pour les éléments constitutifs de l'endettement financier net. En effet, seuls ces éléments portent intérêt et sont donc exposés au risque de taux.

### Sensibilité des charges financières

A dette et politique de gestion constantes, une augmentation des taux d'intérêt de 1 % engendrerait une augmentation des charges financières annuelles de 29 millions d'euros, tandis qu'une baisse des taux de 1 % les diminuerait de 32 millions d'euros.

### Sensibilité de l'endettement financier

Une hausse des taux de 1 % diminuerait d'environ 1,74 milliard d'euros la valeur de marché de l'endettement financier net après dérivés, soit 5,02 % de la valeur de marché de l'endettement financier net, tandis qu'une baisse des taux de 1 % l'augmenterait d'environ 1,71 milliard d'euros (soit 4,94 % de sa valeur de marché).

### Sensibilité des réserves de couverture de flux de trésorerie

Une hausse des taux de 1 % sur le portefeuille de dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie améliorerait leur valeur de marché et augmenterait la réserve de couverture de flux de trésorerie associée d'environ 164 millions d'euros. Parallèlement, une baisse des taux de 1 % dégraderait leur valeur de marché et diminuerait la réserve de couverture de flux de trésorerie d'environ 198 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous donne l'exposition aux variations de change de l'endettement financier net en devises des entités supportant les principaux risques de change, y compris opérations internes qui génèrent un résultat de change dans les comptes consolidés. Il présente également la sensibilité de ces entités à une variation de 10 % des parités des devises exposées.

(en millions de devises)	Exposition en devises						Analyse de sensibilité		
	EUR	GBP	PLN	EGP	CHF	USD	Total converti	Appréciation euro ou zloty + 10 %	Dépréciation euro ou zloty - 10 %
Orange SA	-	(34)	(4)	-	(28)	(28)	(84)	8	(9)
Orange Polska	-	-	-	-	-	3	2	-	-
Engagement d'achat sur actions ECMS	-	-	-	(218)	-	-	(23)	2	(3)
<b>TOTAL (DEVISES)</b>	-	<b>(34)</b>	<b>(4)</b>	<b>(218)</b>	<b>(28)</b>	<b>(25)</b>	<b>(105)</b>		
<b>TOTAL (EUROS)</b>	-	<b>(40)</b>	<b>(1)</b>	<b>(23)</b>	<b>(23)</b>	<b>(18)</b>	<b>(105)</b>		

## Risque de conversion

Etant donné sa présence internationale, l'état de la situation financière du groupe Orange est sensible aux variations de cours de change, en raison de la conversion des actifs de filiales libellés en devise étrangère. Les principales devises

## 11.2 Gestion du risque de change

### Risque de change d'exploitation

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des entités qui opèrent dans leur propre pays et principalement dans leur propre devise. Leur exposition opérationnelle au risque de change est donc limitée à certains flux opérationnels (achats d'équipements ou de capacité réseau, achats fournisseurs ou ventes aux clients, achats ou ventes auprès d'opérateurs internationaux).

Afin de couvrir l'exposition à ces risques de change, les entités du groupe Orange ont mis en place des politiques de couverture, lorsque cela est possible (voir note 10.11).

### Risque de change financier

Le risque de change financier concerne essentiellement :

- les remontées de dividendes : la politique du Groupe est généralement de couvrir économiquement ce risque à partir de la date de l'Assemblée Générale de la filiale concernée ;
- le financement des filiales : sauf cas particulier, elles doivent se financer dans leur devise fonctionnelle ;
- le financement du Groupe : l'endettement du Groupe est essentiellement en euros (92 % de la dette obligataire du Groupe est libellée en euros). Orange SA peut être amenée à émettre sur d'autres marchés obligataires que l'euro (notamment dollar américain, livre sterling, dollar canadien, franc suisse et yen). Lorsqu'Orange SA n'a pas d'actifs dans ces devises, les émissions sont ramenées en euros le plus souvent via des *cross-currency swaps*. L'allocation de la dette par devise dépend également des niveaux de taux d'intérêt et surtout du différentiel de taux par rapport à l'euro.

concernées sont la livre sterling, le zloty, la livre égyptienne et le dollar américain.

Face aux actifs les plus significatifs, Orange a émis de la dette dans les devises concernées.

(en millions d'euros)	Contribution à l'actif net consolidé						Analyse de sensibilité		
	EUR	GBP	PLN	EGP	USD	Autres devises	Total	Appréciation euro + 10 %	Dépréciation euro - 10 %
Actif hors dette nette par devise (a) <sup>(1)</sup>	43 356	5 840	2 886	1 384	274	3 320	57 060	(1 246)	1 523
Endettement net par devise après prise en compte des dérivés (b) <sup>(2)</sup>	26 744	1 918	1 017	899	55	93	30 726	(362)	442
Actif net par devise (a) - (b) <sup>(3)</sup>	16 612	3 922	1 869	485	219	3 227	26 334	(884)	1 081

(1) L'actif hors dette nette par devise représente l'actif net par devise hors composantes contribuant à l'endettement financier net.

(2) Voir note 10.2.

(3) En part du Groupe, l'actif net en zlotys représente un montant de 947 millions d'euros.

Afin de limiter les risques de conversion dans l'état de la situation financière, Orange a mis en place en 2012 des couvertures d'investissement net en livre sterling à hauteur de 1,6 milliard de livres sterling.

Etant donné sa présence internationale, la conversion des comptes de résultat des filiales étrangères du groupe Orange est également sensible aux variations de cours de change.

(en millions d'euros)	Contribution au compte de résultat consolidé						Analyse de sensibilité		
	EUR	GBP	PLN	EGP	USD	Autres devises	Total	Appréciation euro + 10 %	Dépréciation euro - 10 %
Chiffre d'affaires	31 846	162	3 044	1 158	887	3 884	40 981	(830)	1 015
EBITDA	9 832	(88)	953	322	138	1 078	12 235	(218)	267
Résultat d'exploitation	5 105	(158)	216	(55)	(54)	234	5 288	(17)	20

## 11.3 Gestion du risque de liquidité

### Diversification des sources de financement

Orange dispose de sources de financement diversifiées :

- émissions sur les marchés des titres à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie ;
- émissions régulières sur les marchés obligataires ;
- en janvier 2011, Orange a signé avec un large groupe de banques internationales un crédit syndiqué de 6 milliards d'euros à 5 ans, en refinancement de la ligne de crédit précédente. La marge de ce crédit syndiqué a été modifiée en 2013 avec l'évolution de la notation du Groupe. En décembre 2012, la maturité du crédit syndiqué a été étendue, après accord des prêteurs, selon les modalités suivantes : 5 655 millions d'euros ont désormais une maturité à janvier 2018 ; 75 millions conservent une maturité à janvier 2017 et 270 millions conservent leur maturité initiale à janvier 2016.

### Liquidité des placements

Orange place ses excédents de trésorerie en titres de créances négociables (TCN), OPCVM et dépôts à terme. Ces placements privilégient la liquidité et sont donc majoritairement investis à court terme.

### Lissage des échéances de la dette

Les échéances de dette sont réparties de manière homogène sur les prochaines années, ce qu'illustre la maturité moyenne de l'endettement net hors TDIRA, qui atteint 9 ans à fin 2013, comme en 2012 et 2011.

Le tableau suivant détaille, pour chaque passif financier présenté dans l'état de la situation financière, les flux futurs de trésorerie non actualisés. Les principales hypothèses retenues dans cet échéancier sont les suivantes :

- les montants en devises sont convertis en euro au cours de clôture ;
- les intérêts futurs à taux variable sont figés sur la base du dernier coupon fixé, sauf dans le cas d'une meilleure estimation ;
- les TDIRA étant des instruments obligatoirement remboursables en actions nouvelles, aucun remboursement n'est pris en compte dans l'échéancier. En outre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les intérêts étant à taux variable sur une durée indéterminée (voir note 10.3), les intérêts à payer à partir de cette date ne sont ventilés que pour la première période (intégrer les intérêts sur les autres échéances aurait conduit à communiquer une information non pertinente) ;
- les échéances des lignes de crédit *revolving* sont positionnées à la date de maturité contractuelle ;
- les éléments non monétaires permettent, pour les passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur, de faire le lien entre la ventilation des nominaux, les intérêts courus non échus et le solde dans l'état de la situation financière.

2014

		Etat de la situation financière au 31 décembre 2013		
(en millions d'euros)	Note		Nominaux	Intérêts <sup>(1)</sup>
TDIRA	10.3	1 352	-	10
Emprunts obligataires, hors TDIRA	10.4	30 822	3 852	2 144
Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux	10.5	2 222	420	142
Dette de location-financement (2)	10.2	661	152	19
Dette de titrisation	3.3 - 10.2	782	282	8
Dépôts reçus de garantie-espèces ( <i>cash collateral</i> )	10.2	88	88	-
Billets de trésorerie	10.2	708	708	-
Banques créditrices	10.2	175	175	-
Engagement d'achat sur actions ECMS	10.2 - 10.6	232	-	-
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle	10.6	46	46	-
Autres passifs financiers	10.2	393	259	7
Dérivés passifs	10.10	1 365	51	104
Dérivés actifs	10.10	(200)	(117)	(30)
<b>Endettement financier brut après instruments dérivés</b>		<b>38 646</b>	<b>5 916</b>	<b>2 404</b>
Dépôts clients		219	219	-
Dettes fournisseurs	4.5	7 889	7 521	9
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS (y compris dérivés actifs)</b>		<b>46 754</b>	<b>13 656</b>	<b>2 413</b>

(1) Correspond à la somme des intérêts courus non échus pour 766 millions d'euros et des intérêts futurs.

(2) Les intérêts futurs sur dette de location-financement s'élèvent à 77 millions d'euros.

Au 31 décembre 2013, la position de liquidité d'Orange est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier en 2014.

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013
Banques créditrices	10.2	(175)
Disponibilités		1 586
Quasi-disponibilités	10.9	4 330
Autres actifs financiers à la juste valeur, hors instruments dérivés	10.9	171
Montant disponible pour tirage des lignes de crédit		6 341
<b>Position de liquidité</b>		<b>12 253</b>

Au 31 décembre 2013, les disponibilités et quasi-disponibilités sont essentiellement détenues en France et dans les autres pays de l'Union européenne, lesquels ne sont pas soumis à des restrictions de convertibilité ou de contrôle de change.

Pour les sociétés mises en équivalence, Orange ne gouverne pas les transferts de fonds sous forme de dividendes.

La principale d'entre elles, EE, est localisée au Royaume-Uni qui n'applique pas de restrictions réglementaires au transfert de fonds.

Au 31 décembre 2013, le groupe Orange dispose de facilités de crédit sous forme de lignes de crédit bilatérales et de lignes de crédit syndiquées, majoritairement conclues à taux variable.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013
Orange SA	6 150
Orange Espagne	61
ECMS	58
Orange Polska	7
Autres	65
<b>Montant disponible pour tirage des lignes de crédit</b>	<b>6 341</b>

Les éventuels engagements spécifiques en matière de ratios financiers sont présentés en note 11.4.

2015		2016		2017		2018		2019 et au delà		Eléments non monétaires
Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 342
2 529	1 209	2 303	1 148	2 600	1 070	2 915	928	16 002	8 048	(111)
160	81	469	72	298	55	216	32	662	18	(22)
40	17	42	16	47	11	63	6	317	9	-
-	-	500	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	232	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
50	3	13	2	18	2	10	1	22	5	18
154	63	128	22	1	(4)	1	67	199	(237)	-
(1)	(12)	(18)	(14)	-	(17)	-	(26)	(27)	(164)	-
<b>2 932</b>	<b>1 361</b>	<b>3 669</b>	<b>1 246</b>	<b>2 964</b>	<b>1 117</b>	<b>3 205</b>	<b>1 008</b>	<b>17 175</b>	<b>7 679</b>	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
42	12	39	14	39	17	38	10	102	106	107
<b>2 974</b>	<b>1 373</b>	<b>3 708</b>	<b>1 260</b>	<b>3 003</b>	<b>1 134</b>	<b>3 243</b>	<b>1 018</b>	<b>17 277</b>	<b>7 785</b>	-

## Evolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le coût des financements futurs ou limiter l'accès à la liquidité.

Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur au moyen de clauses de *step-up* ou entraîne l'amortissement anticipé ou modifié de ces financements. Un emprunt obligataire d'Orange SA (voir note 10.4), dont l'encours est de 2,5 milliards de dollars équivalent à 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2013, possède une clause de *step-up* en cas d'évolution de la note d'Orange. Cette clause a été activée en 2013 et début 2014.

Le taux d'intérêt appliqué sur les TDIRA de la tranche Equipementiers est également sujet à révision en cas d'évolution de la notation d'Orange. Concernant la tranche Banques, l'Assemblée Générale des porteurs, réunie le 6

janvier 2014, a décidé la suppression de la clause de variation du taux d'intérêt en fonction de la notation d'Orange (voir note 10.3).

Par ailleurs, la marge du crédit syndiqué de 6 milliards d'euros signé le 27 janvier 2011 a été modifiée par l'évolution de la notation d'Orange en 2013. Au 31 décembre 2013, ce crédit n'a fait l'objet d'aucun tirage.

Enfin, les programmes de cession de créances commerciales d'Orange SA comprennent notamment un amortissement anticipé ou modifié en cas de dégradation de la note à long terme d'Orange à BB- pour Standard & Poor's ou Ba3 pour Moody's ou si l'une des agences concernées cesse de fournir sa notation (voir note 11.4).

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2013 :

- l'agence de notation Standard & Poor's a revu la note d'Orange à la baisse à BBB+ le 22 avril 2013 avec une perspective stable,
- l'agence de notation Fitch Ratings a révisé sa perspective de stable à négative le 7 novembre 2013.

Au 31 décembre 2013, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	A3	BBB+
Perspective	Stable	Négative	Négative
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

L'agence de notation Moody's a révisé le 14 janvier 2014 sa note sur la dette à long terme d'Orange de A3 à Baa1, et a ajusté la perspective de Négative à Stable, tout en confirmant sa notation sur la dette à court terme à P2.

Par ailleurs, l'agence de notation Standard & Poor's a révisé le 20 janvier 2014 la perspective sur la dette à long terme d'Orange de Stable à Négative, tout en confirmant sa note sur la dette à long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette à court terme à A2.

## 11.4 Gestion des covenants

### Engagements en matière de ratios financiers

Orange SA n'a pas de ligne de crédit ou d'emprunt soumis à des engagements spécifiques en matière de respect de ratios financiers.

Au titre d'une garantie bancaire signée en 2011, Orange Polska doit respecter le ratio suivant :

- le ratio dette nette / EBITDA doit être inférieur ou égal à 3,5 (dette nette et EBITDA tels que définis dans le contrat passé avec l'établissement financier).

Au titre de ses contrats de financement bancaire signés en 2005, 2007, 2008, 2009, 2011 et 2012 ECMS doit respecter le ratio suivant :

- le ratio dette senior nette / EBITDA doit être inférieur ou égal à 3,00 (dette senior nette et EBITDA tels que définis dans les contrats passés avec les établissements financiers).

Au 31 décembre 2013, ces ratios sont respectés.

Les clauses de variation des taux d'intérêt en cas d'évolution de notation sont présentées en note 11.3.

### Engagements relatifs aux financements structurés

Les programmes de cession de créances commerciales du Groupe comprennent plusieurs cas d'amortissement, notamment :

- l'amortissement normal à la date d'arrêt contractuel des programmes ;
- un amortissement anticipé ou modifié, notamment en cas de dégradation de la note à long terme d'Orange à BB- pour Standard & Poor's ou Ba3 pour Moody's ou si l'une des agences concernées cesse de fournir sa notation. En cas d'amortissement anticipé ou modifié, les conduits de titrisation cessent de participer au financement de nouvelles créances et les encaissements sur créances antérieurement cédées servent à désintéresser progressivement les porteurs de parts.

### Engagements en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative

La plupart des contrats de financement conclus par Orange, notamment la ligne de crédit syndiquée de 6 milliards d'euros

signée le 27 janvier 2011 ainsi que les emprunts obligataires, ne contiennent pas de dispositifs de défauts croisés ou de clauses de remboursement anticipé en cas d'évolution défavorable significative. La survenance d'événements de défaut dans les clauses d'exigibilité anticipée n'entraîne pas de façon automatique le remboursement immédiat d'autres contrats.

## 11.5 Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie

Les instruments financiers susceptibles d'exposer Orange à une concentration du risque de contrepartie sont essentiellement les créances clients, les disponibilités, les placements et les instruments financiers dérivés.

Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. La valeur maximale du risque de contrepartie sur ces actifs financiers est égale à leur valeur nette comptable engagée. Une analyse des créances clients nettes échues est effectuée en note 3.3. Les prêts et autres créances sont essentiellement constitués d'éléments dont le montant échu mais non provisionné n'est pas significatif.

Orange est exposé au risque de contrepartie bancaire dans le cadre de ses placements et de ses produits dérivés et réalise donc une sélection stricte des institutions publiques, financières ou industrielles auprès desquelles il effectue des placements ou contracte des produits dérivés, en particulier en fonction de la notation financière de celles-ci. Des limites sont en outre imposées pour chaque contrepartie sélectionnée, selon les modalités suivantes :

- des limites sont fixées en tenant compte de la notation et des capitaux propres de chaque institution financière mais aussi selon des analyses périodiques menées au sein de la Direction du financement et de la trésorerie. L'engagement maximum est ensuite déterminé (i) pour les placements, sur la base de limites maximales, et (ii) pour les dérivés, sur la base des montants notionnels des contrats de taux et de change ouverts, auxquels sont appliqués des coefficients variant selon la durée résiduelle de l'opération et le type de transaction ;
- un suivi des limites est communiqué quotidiennement au trésorier du Groupe et au responsable de la salle des marchés. Ces limites sont adaptées régulièrement en fonction des événements de crédit ;
- un suivi est exercé sur la notation des contreparties ;
- enfin, concernant les dérivés, des conventions cadres relatives aux instruments financiers (Fédération Bancaire Française ou *International Swaps and Derivatives Association*) sont signées avec l'ensemble des contreparties et prévoient, en cas de défaillance de l'une des parties, la compensation des dettes et créances réciproques ainsi que le calcul d'un solde de résiliation à recevoir ou à payer. A

chacune de ces conventions est indexée une clause de garantie-espèces (*cash collateral*) qui peut entraîner un règlement (dépôts versés) ou un encaissement (dépôts reçus). Ces versements correspondent à la variation de la valeur de marché de l'ensemble des instruments dérivés mis en place (ou, pour quelques contreparties, des dérivés de maturité supérieure à 3 mois). Le montant des remises en garantie évolue donc selon la valorisation de l'ensemble

des dérivés, en fonction de la variation des paramètres de marché.

Par ailleurs, les placements sont négociés auprès de contreparties bancaires de premier plan. Par exception, certains placements sont réalisés par les filiales auprès d'autres contreparties ; il s'agit alors essentiellement de celles disposant des meilleures notations existant localement.

## Effet des mécanismes de compensation des expositions au risque de crédit et de contrepartie

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Juste valeur des instruments dérivés actifs	200	300	832
Juste valeur des instruments dérivés passifs	(1 365)	(858)	(585)
<b>Compensation liée aux conventions cadres (a)</b>	<b>(1 165)</b>	<b>(558)</b>	<b>247</b>
Dépôts versés de garantie-espèces	1 146	372	317
Dépôts reçus de garantie-espèces	(88)	(66)	(314)
<b>Compensation liée aux dépôts de garantie-espèces (b)</b>	<b>1 058</b>	<b>306</b>	<b>3</b>
<b>Montant net (a) + (b)</b>	<b>(107)</b>	<b>(252)</b>	<b>250</b>

La variation du montant net des dépôts de garantie-espèces entre 2012 et 2013 s'explique par l'évolution du portefeuille ainsi que par la variation de l'effet change sur les dérivés suite au renforcement de l'euro par rapport aux autres devises notamment dollar et yen, et de l'effet taux suite à la hausse généralisée des taux et plus spécialement sur le dollar.

L'exposition résiduelle est principalement liée à un écart temporel entre la dernière date à laquelle les dérivés ont été valorisés pour déterminer le montant des échanges de garantie-espèces et la date de clôture.

### Analyse de sensibilité des dépôts de garantie-espèces à l'évolution des taux de marché et des cours de change

Une hausse des taux de marché euro de 1 % améliorerait la valeur de marché des dérivés en couverture du risque de taux et entraînerait une diminution des montants de dépôts de garantie-espèces versés d'environ 659 millions d'euros. Par symétrie, une baisse des taux de marché euro de 1 % réduirait la valeur de marché des dérivés et entraînerait une augmentation des montants de dépôts de garantie-espèces versés d'un montant similaire.

Un renforcement de 10 % de l'euro face aux devises d'emprunts couverts (principalement livre sterling et dollar) dégraderait la valeur de marché des dérivés en couverture du risque de taux et entraînerait une augmentation des montants de dépôts de garantie-espèces versés pour environ 984 millions d'euros. Par symétrie, un affaiblissement de 10 % de l'euro face aux devises d'emprunts couverts améliorerait la valeur de marché des dérivés et entraînerait une diminution des montants de dépôts de garantie-espèces versés d'un montant similaire.

## 11.6 Risque du marché des actions

Au 31 décembre 2013, Orange SA ne dispose pas d'option d'achat sur ses propres titres, a des engagements d'achats à terme d'actions pour 4 050 532 actions et détient 23 367 136 actions propres (dont 8 025 000 au titre du contrat de liquidité, voir note 13.2). Par ailleurs, l'exposition du Groupe au risque de marché sur les actions des sociétés cotées incluses dans les actifs disponibles à la vente est non significative compte tenu de leur volume et les OPCVM ne contiennent pas de part investie en actions. Le groupe Orange est néanmoins exposé au risque actions au travers des actifs de couverture de certains de ses plans de retraite (voir note 5.2).

Enfin, la représentation dans l'état de la situation financière des actifs d'Orange peut être affectée par la valeur de marché des actions des filiales car celle-ci constitue un des éléments d'appréciation des tests de perte de valeur.

## 11.7 Gestion du capital

Orange gère son capital dans le cadre d'une politique financière équilibrée, destinée à la fois à assurer un accès souple aux marchés de capitaux, y compris pour investir de manière sélective dans des projets de développement, et à rémunérer les actionnaires.

Les montants disponibles pour la rémunération des actionnaires, lorsqu'elle prend la forme de dividendes, sont déterminés sur la base du total du résultat net et du report à nouveau, en normes françaises, de l'entité Orange SA, société mère du Groupe.

## 11.8 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers

La définition des niveaux de juste valeur ainsi que le détail des méthodes de calculs retenues par le Groupe sont présentés dans la note 18.11.

		31 décembre 2013				
(en millions d'euros)	Note	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	10.7	<b>103</b>	<b>103</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>51</b>
Titres de participation cotés		52	52	52	-	-
Autres		51	51	-	-	51
<b>Prêts et créances</b>	3.3 - 10.8	<b>7 806</b>	<b>7 806</b>	<b>1 586</b>	<b>6 220</b>	<b>-</b>
Créances clients		4 360	4 360	-	4 360	-
Disponibilités		1 586	1 586	1 586	-	-
Dépôts de garantie et divers		1 146	1 146	-	1 146	-
Autres		714	714	-	714	-
<b>Actifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.9	<b>4 575</b>	<b>4 575</b>	<b>4 366</b>	<b>208</b>	<b>-</b>
Quasi-disponibilités		4 330	4 330	4 330	-	-
Autres		245	245	36	208	-
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	10.2	<b>45 284</b>	<b>48 889</b>	<b>30 940</b>	<b>17 949</b>	<b>-</b>
Dettes financières		37 176	40 842	30 940	9 902	-
Dettes fournisseurs		7 889	7 828	-	7 828	-
Autres		219	219	-	219	-
<b>Passifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.6	<b>305</b>	<b>305</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>46</b>
Emprunts comptabilisés à la juste valeur		27	27	-	27	-
Engagement d'achat sur actions ECMS		232	232	-	232	-
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		46	46	-	-	46
<b>Instruments dérivés nets</b>	10.10	<b>1 165</b>	<b>1 165</b>	<b>-</b>	<b>1 165</b>	<b>-</b>

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange s'élève à 34 392 millions d'euros au 31 décembre 2013, pour une valeur comptable de 30 726 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation des valeurs de marché de niveau 3 pour les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Passifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés
<b>Justes valeurs de niveau 3 au 31 décembre 2012</b>	<b>91</b>	<b>35</b>
Gains (pertes) enregistrés en résultat	12	11
Gains (pertes) enregistrés en autres éléments du résultat global	3	-
Effets des variations de périmètre	(55)	-
<b>Justes valeurs de niveau 3 au 31 décembre 2013</b>	<b>51</b>	<b>46</b>

31 décembre 2012						
(en millions d'euros)	Note	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	10.7	<b>139</b>	<b>139</b>	<b>48</b>	<b>-</b>	<b>91</b>
Titres de participation cotés		48	48	48	-	-
Titres de participation non cotés		91	91	-	-	91
Autres		-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	3.3 - 10.8	<b>6 924</b>	<b>6 924</b>	<b>1 205</b>	<b>5 719</b>	<b>-</b>
Créances clients		4 635	4 635	-	4 635	-
Disponibilités		1 205	1 205	1 205	-	-
Dépôts de garantie et divers		374	374	-	374	-
Autres		710	710	-	710	-
<b>Actifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.9	<b>7 323</b>	<b>7 323</b>	<b>7 232</b>	<b>91</b>	<b>-</b>
Quasi-disponibilités		7 116	7 116	7 116	-	-
Autres		207	207	116	91	-
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	10.2	<b>47 249</b>	<b>52 019</b>	<b>34 768</b>	<b>17 251</b>	<b>-</b>
Dettes financières		38 988	43 740	34 768	8 972	-
Dettes fournisseurs		8 034	8 052	-	8 052	-
Autres		226	226	-	226	-
<b>Passifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.6	<b>282</b>	<b>282</b>	<b>-</b>	<b>247</b>	<b>35</b>
Emprunts comptabilisés à la juste valeur		27	27	-	27	-
Engagement d'achat sur actions ECMS		220	220	-	220	-
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		35	35	-	-	35
<b>Instruments dérivés nets</b>	10.10	<b>558</b>	<b>558</b>	<b>-</b>	<b>558</b>	<b>-</b>

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange s'élève à 35 297 millions d'euros au 31 décembre 2012, pour une valeur comptable de 30 545 millions d'euros.

31 décembre 2011						
(en millions d'euros)	Note	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	10.7	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>41</b>	<b>-</b>	<b>48</b>
Titres de participation cotés		40	40	40	-	-
Titres de participation non cotés		48	48	-	-	48
Autres		1	1	1	-	-
<b>Prêts et créances</b>	3.3 - 10.8	<b>8 375</b>	<b>8 371</b>	<b>1 434</b>	<b>6 937</b>	<b>-</b>
Créances clients <sup>(1)</sup>		4 905	4 905	-	4 905	-
Disponibilités		1 311	1 311	1 311	-	-
Dépôts de garantie et divers		450	446	123	323	-
Autres		1 709	1 709	-	1 709	-
<b>Actifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.9	<b>7 457</b>	<b>7 457</b>	<b>2 079</b>	<b>5 378</b>	<b>-</b>
Quasi-disponibilités		6 733	6 733	1 939	4 794	-
Autres		724	724	140	584	-
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	10.2	<b>47 904</b>	<b>51 306</b>	<b>11 987</b>	<b>39 319</b>	<b>-</b>
Dettes financières		39 135	42 506	11 987	30 519	-
Dettes fournisseurs		8 531	8 562	-	8 562	-
Autres		238	238	-	238	-
<b>Passifs à la juste valeur par résultat, hors dérivés</b>	10.6	<b>1 974</b>	<b>1 974</b>	<b>-</b>	<b>1 959</b>	<b>15</b>
Emprunts comptabilisés à la juste valeur		22	22	-	22	-
Engagement d'achat sur actions Mobinil-ECMS		1 937	1 937	-	1 937	-
Autres engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle		15	15	-	-	15
<b>Instruments dérivés nets</b>	10.10	<b>(247)</b>	<b>(247)</b>	<b>-</b>	<b>(247)</b>	<b>-</b>

(1) Les créances clients qui apparaissaient en niveau 3 en 2011 sont désormais présentées en niveau 2 par cohérence avec les dettes fournisseurs.

La valeur de marché de l'endettement financier net d'Orange s'élevait à 34 625 millions d'euros au 31 décembre 2011, pour une valeur comptable de 30 890 millions d'euros.

## NOTE 12 Impôt sur les sociétés

## 12.1 Impôt sur les sociétés comptabilisé en résultat

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Groupe fiscal France</b>	<b>(996)</b>	<b>(912)</b>	<b>(1 693)</b>
■ Impôt exigible	(510)	(634)	(763)
■ Impôts différés	(486)	(278)	(930)
<b>Royaume-Uni</b>	<b>(6)</b>	<b>(41)</b>	<b>(12)</b>
■ Impôt exigible	(98)	(108)	(96)
■ Impôts différés	92	67	84
<b>Espagne</b>	<b>(74)</b>	<b>122</b>	<b>-</b>
■ Impôt exigible	(74)	(31)	-
■ Impôts différés	-	153	-
<b>Pologne</b>	<b>(5)</b>	<b>(40)</b>	<b>66</b>
■ Impôt exigible	(18)	(30)	(41)
■ Impôts différés	13	(10)	107
<b>Autres filiales</b>	<b>(324)</b>	<b>(360)</b>	<b>(448)</b>
■ Impôt exigible	(399)	(445)	(408)
■ Impôts différés	75	85	(40)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 405)</b>	<b>(1 231)</b>	<b>(2 087)</b>
■ Impôt exigible	(1 099)	(1 248)	(1 308)
■ Impôts différés	(306)	17	(779)

## Groupe d'intégration fiscale France

La charge d'impôt 2013 intègre les effets de la Loi de Finances 2014 adoptée le 29 décembre 2013, dont la hausse du taux d'impôt sur les sociétés qui est porté à 38 % sur les exercices 2013 et 2014 au lieu de 36,10 % précédemment.

La charge d'impôt exigible comprend principalement l'impôt dû au titre de l'exercice. Cet impôt est calculé sur la base de 50 % du résultat fiscal en 2012 et 2013 et de 40 % en 2011, du fait de la limitation de l'utilisation des déficits reportables.

La charge d'impôt différé correspond principalement à l'utilisation des déficits reportables. En 2013, l'évolution du taux d'impôt conduit à comptabiliser un produit de 52 millions d'euros au titre de la mise à jour du stock d'impôts différés nets (72 millions d'euros en 2012 et 60 millions d'euros en 2011). En 2012 la charge d'impôt différé incluait un produit d'impôt différé de 381 millions d'euros relatif au nouveau Temps Partiel Senior.

Concernant les contrôles fiscaux relatifs aux exercices 2000 à 2005, l'administration fiscale avait notifié des redressements d'un montant en droits de 1 735 millions d'euros en 2011. Le 4 juillet 2013, le Tribunal administratif de Montreuil a rendu une décision défavorable à Orange SA déclenchant la mise en paiement du solde des droits et intérêts de retard réclamés par l'Administration pour un montant total de 2 146 millions d'euros. Compte tenu des montants provisionnés antérieurement, seule une charge complémentaire de 46 millions d'euros a été comptabilisée au titre des intérêts de retard de la période.

Orange SA estime disposer d'arguments juridiques solides, notamment s'agissant de l'opposabilité à l'Administration de l'intangibilité fiscale du bilan d'ouverture des exercices soumis à contrôle, et a donc déposé une requête introductive d'instance auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles le 29 juillet 2013.

Les contrôles fiscaux achevés courant 2013 pour les deux principales sociétés du Groupe d'intégration fiscale France, ex-France Télécom SA et ex-Orange France SA, et portant respectivement sur les périodes 2006 à 2009 et 2006 à 2010, n'ont pas donné lieu à des redressements significatifs.

## Royaume-Uni

La charge d'impôt exigible comprend principalement l'imposition des activités liées à la marque.

Le taux d'impôt au Royaume-Uni a été ramené à 23 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013 et sera progressivement diminué à 21 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 puis à 20 % à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015.

Compte tenu des baisses successives du taux d'impôt au Royaume-Uni, le produit d'impôt différé intègre essentiellement l'ajustement de l'impôt différé passif relatif à la marque Orange pour 94 millions d'euros en 2013 et respectivement 63 et 93 millions d'euros sur les exercices 2012 et 2011.

## Espagne

En 2013 et 2012, la charge d'impôt exigible traduit l'obligation de versement d'un impôt minimum calculé sur la base de 75 % du résultat fiscal du fait de la limitation de l'utilisation des déficits fiscaux reportables, au taux d'imposition local de

30 %. En 2011, l'Espagne n'enregistrait aucune charge d'impôt exigible et ne reconnaissait pas d'actif d'impôt différé au titre du déficit fiscal de l'exercice.

En 2012, le produit d'impôt différé intégrait principalement la revalorisation des impôts différés actifs à hauteur de 110 millions d'euros compte tenu des plans d'affaires jugés favorables.

## Pologne

En 2011, le produit d'impôt différé traduisait la revue à la hausse de l'impôt différé actif relatif à la provision DPTG.

## Autres filiales

En 2011, le taux en Egypte avait été porté à 25 % au lieu de 20 % précédemment. En conséquence, la charge d'impôt différé de Mobinil et ECMS intégrait une charge d'impôt différé de 66 millions d'euros correspondant essentiellement à la mise à jour du stock d'impôts différés passifs nets à l'ouverture de l'exercice.

## Preuve d'impôt Groupe

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 538</b>	<b>2 335</b>	<b>5 915</b>
Taux légal d'imposition en France	38,00 %	36,10 %	36,10 %
<b>Impôt théorique</b>	<b>(1 345)</b>	<b>(843)</b>	<b>(2 135)</b>
<i>Eléments de réconciliation :</i>			
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(194)	(625)	(220)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(98)	(95)	(35)
Ajustement de l'impôt des exercices antérieurs	(16)	(102)	(151)
Réestimation des actifs d'impôts différés	(74)	72	(107)
Différence de taux d'impôt <sup>(1)</sup>	232	238	149
Effet du changement des taux applicables	146	135	142
Autres éléments de réconciliation <sup>(2)</sup>	(57)	(11)	271
<b>Impôt effectif</b>	<b>(1 405)</b>	<b>(1 231)</b>	<b>(2 087)</b>
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>39,71 %</i>	<i>52,72 %</i>	<i>35,28 %</i>

(1) Présence du Groupe dans des juridictions où les taux d'imposition sont différents du taux d'imposition en France, principalement le Royaume-Uni (taux de 23 % en 2013, 25 % en 2012 et 26 % en 2011), l'Espagne (taux de 30 %) et la Pologne (taux de 19 %).

(2) Dont effet des reprises des réserves de conversion liées à la fin des activités au Royaume-Uni pour 232 millions d'euros en 2011.

## 12.2 Impôt sur les sociétés relatif aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	2013			2012			2011		
	Montant brut	Impôt	Montant net	Montant brut	Impôt	Montant net	Montant brut	Impôt	Montant net
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	23	(4)	19	(84)	29	(55)	(46)	(3)	(49)
Actifs disponibles à la vente	8	-	8	7	-	7	(10)	-	(10)
Couverture de flux de trésorerie	(298)	101	(197)	(394)	134	(260)	(3)	4	1
Couverture d'investissement net	41	(14)	27	99	(34)	65	(14)	5	(9)
Ecarts de conversion	(453)	-	(453)	264	-	264	(1 053)	-	(1 053)
Autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	(42)	-	(42)	(18)	(5)	(23)	(11)	-	(11)
<b>TOTAL</b>	<b>(721)</b>	<b>83</b>	<b>(638)</b>	<b>(126)</b>	<b>124</b>	<b>(2)</b>	<b>(1 137)</b>	<b>6</b>	<b>(1 131)</b>

## 12.3 Impôt dans l'état de la situation financière

	31 décembre 2013			31 décembre 2012			31 décembre 2011		
(en millions d'euros)	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
<b>Groupe fiscal France</b>									
■ Impôt exigible <sup>(1)</sup>	-	256	(256)	-	2 423	(2 423)	-	2 221	(2 221)
■ Impôts différés <sup>(2)</sup>	2 368	-	2 368	2 693	-	2 693	2 829	-	2 829
<b>Royaume-Uni</b>									
■ Impôt exigible	-	43	(43)	-	43	(43)	-	56	(56)
■ Impôts différés <sup>(3)</sup>	-	616	(616)	-	709	(709)	-	776	(776)
<b>Espagne</b>									
■ Impôt exigible	33	-	33	23	-	23	3	-	3
■ Impôts différés <sup>(4)</sup>	561	94	467	572	86	486	460	127	333
<b>Pologne</b>									
■ Impôt exigible	-	22	(22)	-	29	(29)	-	8	(8)
■ Impôts différés	222	-	222	214	-	214	204	-	204
<b>Autres filiales</b>									
■ Impôt exigible	77	271	(194)	86	299	(213)	121	340	(219)
■ Impôts différés	100	244	(144)	115	307	(192)	58	361	(303)
<b>TOTAL</b>									
■ Impôt exigible	<b>110</b>	<b>592</b>	<b>(482)</b>	<b>109</b>	<b>2 794</b>	<b>(2 685)</b>	<b>124</b>	<b>2 625</b>	<b>(2 501)</b>
■ Impôts différés	<b>3 251</b>	<b>954</b>	<b>2 297</b>	<b>3 594</b>	<b>1 102</b>	<b>2 492</b>	<b>3 551</b>	<b>1 264</b>	<b>2 287</b>

(1) Dont incidence des contrôles fiscaux des exercices 2000 à 2005 incluant le paiement du redressement fiscal en 2013 (voir note 12.1).

(2) Dont impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables indéfiniment.

(3) Dont impôt différé passif sur la marque Orange.

(4) Dont impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables au-delà de 2018.

### Variation de l'impôt exigible net

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Impôt exigible net en début de période</b>	<b>(2 685)</b>	<b>(2 501)</b>	<b>(2 229)</b>
Impôt sur les sociétés décaissé	1 141	1 145	1 021
Païement lié au litige fiscal relatif à 2005	2 146	-	-
Impôt sur les sociétés exigible de l'exercice	(1 099)	(1 247)	(1 308)
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	10	(82)	15
Reclassement en activités destinées à être cédées <sup>(1)</sup>	5	-	-
<b>Impôt exigible net en fin de période</b>	<b>(482)</b>	<b>(2 685)</b>	<b>(2 501)</b>

(1) Orange Dominicana en 2013.

### Variation des impôts différés nets

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Impôts différés nets en début de période</b>	<b>2 492</b>	<b>2 287</b>	<b>3 159</b>
Produit / (charge) comptabilisé en compte de résultat	(306)	17	(779)
Produit / (charge) comptabilisé en autres éléments du résultat global	83	129	6
Variations de périmètre, reclassements et écarts de conversion	59	59	(28)
Reclassement en activités destinées à être cédées <sup>(1)</sup>	(31)	-	(71)
<b>Impôts différés nets en fin de période</b>	<b>2 297</b>	<b>2 492</b>	<b>2 287</b>

(1) Orange Dominicana en 2013 et Orange Suisse en 2011.

## Impôts différés nets par nature

	31 décembre 2013			31 décembre 2012			31 décembre 2011		
(en millions d'euros)	Actif	Passif	Compte de résultat	Actif	Passif	Compte de résultat	Actif	Passif	Compte de résultat
Provisions pour avantages au personnel	943	-	(12)	959	-	390	525	-	(64)
Immobilisations	1 153	1 149	157	1 058	1 261	292	887	1 427	215
Reports déficitaires	5 517	-	(349)	5 824	-	(415)	6 257	-	(468)
Autres différences	1 649	955	(39)	1 591	922	(260)	1 654	835	(113)
<b>Sources d'impôts différés</b>	<b>9 262</b>	<b>2 104</b>	<b>(243)</b>	<b>9 432</b>	<b>2 183</b>	<b>7</b>	<b>9 323</b>	<b>2 262</b>	<b>(430)</b>
Impôts différés actifs non reconnus	(4 861)	-	(63)	(4 757)	-	10	(4 774)	-	(349)
Compensation	(1 150)	(1 150)	-	(1 081)	(1 081)	-	(998)	(998)	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 251</b>	<b>954</b>	<b>(306)</b>	<b>3 594</b>	<b>1 102</b>	<b>17</b>	<b>3 551</b>	<b>1 264</b>	<b>(779)</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>2 297</b>			<b>2 492</b>			<b>2 287</b>		

Au 31 décembre 2013, les reports déficitaires concernent essentiellement la France, l'Espagne et la Belgique.

En France et en Espagne, sous réserve de modifications des règles fiscales en vigueur et de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reconnus est attendue respectivement courant 2016 et 2018.

Au 31 décembre 2013, les impôts différés actifs non reconnus, comprenant essentiellement des reports déficitaires, concernent l'Espagne pour 2,3 milliards d'euros et la Belgique pour 1,3 milliard d'euros. Ces reports déficitaires non reconnus ont essentiellement des dates d'expiration au-delà de 2018.

### NOTE 13

## Capitaux propres

Au 31 décembre 2013, le capital social d'Orange SA s'élève, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, à 10 595 541 532 euros, divisé en 2 648 885 383 actions ordinaires d'un nominal de 4 euros.

A la même date, l'Etat détient directement ou de concert avec Bpifrance Participations 26,94 % du capital et 27,18 % des droits de vote d'Orange SA.

### 13.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours de l'exercice 2013.

### 13.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée Générale du 28 mai 2013, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (le Programme de Rachat 2013) et mis fin, avec effet immédiat au programme de rachat 2012. Le descriptif du Programme de Rachat 2013 figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2013.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours de l'exercice par Orange l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2013, Orange SA détient 23 367 136 de ses propres actions (dont 8 025 000 au titre du contrat de liquidité), contre 21 481 241 au 31 décembre 2012 (dont 6 135 000 au titre du contrat de liquidité) et 15 456 045 au 31 décembre 2011 (dont 101 868 au titre du contrat de liquidité). Par ailleurs, Orange SA a des engagements d'achats à terme d'actions pour 4 050 532 actions.

### 13.3 Résultat par action

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul du résultat par action - de base</b>	<b>1 873</b>	<b>820</b>	<b>3 895</b>
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
TDIRA	-	-	57
Plan d'attribution gratuite d'actions	-	(1)	0
<b>Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué</b>	<b>1 873</b>	<b>819</b>	<b>3 952</b>

(nombre d'actions)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>2 626 964 036</b>	<b>2 632 833 980</b>	<b>2 643 535 474</b>
<i>Effet des instruments dilutifs :</i>			
TDIRA	-	-	64 009 082
Plans d'options de souscription Orange SA et assimilés	-	-	29 964
Plan d'attribution gratuite d'actions	-	13 246 540	4 398 445
Engagements d'achats à terme d'actions	-	76 826	-
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives</b>	<b>2 626 964 036</b>	<b>2 646 157 346</b>	<b>2 711 972 965</b>

Les TDIRA, relatifs au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat net dilué par action.

Le plan d'attribution gratuite d'actions n'est pas pris en compte dans le calcul du résultat net dilué par action étant donné la constatation par le Conseil d'administration de la

non-atteinte de la condition de performance du plan (voir note 5.3)

Les options de souscription d'actions ne sont pas retenues dans le calcul du résultat net dilué par action, leur prix d'exercice étant supérieur au cours moyen annuel de l'action sur 2013 qui s'élève à 8,35 euros. Le détail des plans est présenté dans la note 5.3.

### 13.4 Distributions

Exercice	Décision	Nature	Dividende par action (en euro)	Date de distribution	Modalités de distribution	Total (en millions d'euros)
2013	Conseil d'administration du 24 juillet 2013	Acompte 2013	0,30	11 décembre 2013	Numéraire	788
	Assemblée Générale du 28 mai 2013	Solde 2012	0,20	11 juin 2013	Numéraire	526
<b>Total distributions de dividendes en 2013</b>						<b>1 314</b>
2012	Conseil d'administration du 25 juillet 2012	Acompte 2012	0,58	12 septembre 2012	Numéraire	1 528
	Assemblée Générale du 5 juin 2012	Solde 2011	0,80	13 juin 2012	Numéraire	2 104
<b>Total distributions de dividendes en 2012</b>						<b>3 632</b>
2011	Conseil d'administration du 27 juillet 2011	Acompte 2011	0,60	8 septembre 2011	Numéraire	1 585
	Assemblée Générale du 7 juin 2011	Solde 2010	0,80	15 juin 2011	Numéraire	2 118
<b>Total distributions de dividendes en 2011</b>						<b>3 703</b>
2010	Conseil d'administration du 28 juillet 2010	Acompte 2010	0,60	2 septembre 2010	Numéraire	1 589

### 13.5 Ecart de conversion

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(450)	431	(411)
Reclassement dans le résultat de la période	(3)	(167)	(642)
<b>Total écarts de conversion des activités poursuivies</b>	<b>(453)</b>	<b>264</b>	<b>(1 053)</b>

En 2012, le reclassement des réserves de conversion dans le résultat de la période est lié à la cession d'Orange Suisse.

En 2011, Orange a mis fin à certaines activités au Royaume-Uni, ce qui a généré un effet au compte de résultat pour un montant de 642 millions d'euros, constitué par le reclassement des réserves de conversion de ces entités.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Livre sterling	460	601	441
Zloty	900	952	608
Franc suisse	1	1	160
Livre égyptienne	(391)	(304)	(261)
Couronne slovaque	220	221	221
Peso dominicain	(165)	(100)	(67)
Autres	(273)	(166)	(161)
<b>Total écarts de conversion</b>	<b>752</b>	<b>1 205</b>	<b>941</b>
Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère	512	941	752
Dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	240	264	189

En 2013, les écarts de conversion d'Orange Dominicana en cours de cession sont présentés sur la ligne peso dominicain. Ces écarts de conversion seront reclassés dans le résultat en 2014 lors de la réalisation effective de la cession d'Orange Dominicana.

## 13.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Part créditrice du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	336	434	497
<i>dont Orange Polska</i>	43	108	164
<i>dont Groupe Sonatel</i>	182	157	153
<i>dont Groupe Mobistar</i>	37	83	104
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	24	41	39
Part débitrice du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(76)	(150)	(564)
<i>dont Telkom Kenya</i>	(41)	(93)	(144)
<i>dont Egypte <sup>(1)</sup></i>	(8)	(27)	(388)
<b>Total part du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)</b>	<b>260</b>	<b>284</b>	<b>(67)</b>
Part créditrice du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	316	485	402
<i>dont Orange Polska</i>	37	160	60
<i>dont Groupe Sonatel</i>	179	160	153
<i>dont Groupe Mobistar</i>	37	83	104
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	16	38	45
Part débitrice du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(76)	(131)	(572)
<i>dont Telkom Kenya</i>	(40)	(76)	(150)
<i>dont Egypte</i>	(7)	(26)	(388)
<b>Total part du résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)</b>	<b>240</b>	<b>354</b>	<b>(171)</b>

(1) Dont (286) millions d'euros en 2011 correspondant à la perte de valeur attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 6.1).

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
<b>Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires</b>	<b>359</b>	<b>579</b>	<b>687</b>
<i>dont Orange Polska</i>	77	234	245
<i>dont Groupe Sonatel</i>	164	157	159
<i>dont Groupe Mobistar</i>	51	104	122
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	43	48	48
<i>dont Egypte</i>	-	-	95

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 101	2 128	2 250
<i>dont Orange Polska</i>	1 018	1 082	1 186
<i>dont Groupe Sonatel</i>	561	515	513
<i>dont Groupe Mobistar</i>	157	170	191
<i>dont Jordan Telecom Group</i>	189	216	227
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(116)	(50)	(231)
<i>dont Telkom Kenya</i>	(49)	(10)	(218)
<b>Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)</b>	<b>1 985</b>	<b>2 078</b>	<b>2 019</b>

Pour Telkom Kenya, l'ensemble des transactions décrites en note 2.2 s'est traduit sur l'exercice 2012 par le reclassement de (241) millions d'euros des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle aux capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

Pour l'Egypte, compte tenu de l'option de vente dont bénéficie OTMT pour ses intérêts résiduels dans ECMS et MT Telecom (voir note 2.2), la part débitrice des participations ne donnant pas le contrôle de l'Egypte pour (7) millions d'euros est reclassée dans l'état de la situation financière en capitaux propres attribuables à la société mère.

## NOTE 14

## Engagements contractuels non comptabilisés

Au 31 décembre 2013, pour les entités dont le Groupe détient le contrôle, Orange n'a pas, à sa connaissance, contracté d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future en dehors de ceux mentionnés dans la présente note.

## 14.1 Engagements liés aux activités opérationnelles

(en millions d'euros)	Total	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>15 310</b>	<b>5 801</b>	<b>6 168</b>	<b>3 341</b>
Engagements de location simple	5 558	1 003	2 695	1 860
Engagements d'achat de terminaux	3 182	1 685	1 497	-
Engagements d'achat de capacités de transmission	870	348	475	47
Autres engagements d'achat de biens et services	2 791	1 221	930	640
Engagements d'investissement	1 614	1 402	212	1
Engagements liés aux Partenariats Public Privé et Délégations de Service Public	644	81	126	437
Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité	651	61	233	356

## Engagements de location simple

Les engagements de location simple comprennent principalement les loyers de location immobilière. Les autres loyers sont des loyers à caractère de frais généraux (matériels, véhicules et autres biens). Les loyers futurs de location-financement sont présentés en note 11.3.

(en millions d'euros)	Valeur actualisée des loyers futurs	Loyers futurs minimaux
<b>Engagements de location immobilière</b>	<b>4 298</b>	<b>5 361</b>
dont activités techniques	2 650	3 337
dont activités tertiaires / commerciales	1 648	2 024

Les échéances sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	Loyers futurs minimaux	A moins d'un an	De un à deux ans	De deux à trois ans	De trois à quatre ans	De quatre à cinq ans	Au-delà de cinq ans
<b>Engagements de location immobilière</b>	<b>5 361</b>	930	797	695	572	510	1 857

Les engagements de location simple correspondent aux loyers futurs minimaux restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des baux ou à la date de première résiliation possible. Après réévaluation périodique des loyers, ces montants font l'objet d'un calcul d'actualisation. Le taux utilisé correspond au coût moyen pondéré de la dette obligataire du Groupe.

Les baux à durée indéterminée correspondent à environ 10 % du total des engagements de location immobilière.

Les engagements de location immobilière en France représentent 60 % du total des engagements de location immobilière.

Le Groupe se réserve la possibilité de renouveler ou ne pas renouveler les baux commerciaux ou de les remplacer à leur terme par de nouveaux contrats à des conditions renégociées.

## Engagements d'achat de terminaux

Suite à la signature de nouveaux contrats d'achat de terminaux au cours du premier semestre 2013, le montant total des engagements d'achat de terminaux est de 3 182 millions d'euros à fin décembre 2013. Ces engagements s'étalent sur une durée de 3 ans.

## Engagements d'achat de capacités de transmission

Les engagements d'achat de capacités de transmission représentent au 31 décembre 2013 un montant de 870 millions d'euros dont 620 millions d'euros au titre de la mise à disposition de capacités de transmission par satellite (l'échéance de ces engagements s'échelonne jusqu'en 2020 selon les contrats).

## Autres engagements d'achat de biens et services

Les principaux engagements du Groupe au 31 décembre 2013 comprennent :

- les contrats de services de gestion de sites ("TowerCos") signés en Afrique : le montant de ces engagements représentent 555 millions d'euros à fin décembre 2013 ;

- la maintenance de câbles sous-marins sur lesquels Orange dispose de droits de copropriété ou d'usage, pour un montant global de 210 millions d'euros ;

- l'achat d'œuvres cinématographiques dans le cadre d'une convention signée par le Groupe avec le CSA en décembre 2013 pour soutenir la création cinématographique. Le Groupe garantit à la filière du cinéma français et européen un investissement de 179 millions d'euros sur une durée de 5 ans ;

- l'achat de droits de diffusion pour un montant de 138 millions d'euros ;

- la maintenance du réseau pour 139 millions d'euros.

## Engagements d'investissement

Les engagements d'investissement présentés ci-dessous correspondent aux engagements pris par le Groupe et seront à terme inscrits à l'actif de l'état consolidé de la situation financière. Ils s'élèvent à 1 614 millions d'euros à fin décembre 2013.

En Espagne, dans le cadre de l'acquisition d'un second bloc de fréquences 3G, Orange a pris des engagements d'investissement sur 3 ans à hauteur de 433 millions d'euros. A fin décembre 2013, l'intégralité des investissements a été réalisée. La garantie bancaire relative aux engagements initiaux a été levée par l'administration espagnole début janvier 2014.

En Pologne, Orange s'était engagé auprès de l'autorité polonaise des communications électroniques (UKE) à réaliser 1,2 millions d'accès haut débit avant le 31 mars 2013. Au 31 décembre 2013, l'intégralité des investissements a été réalisée.

En Roumanie, en octobre 2012, Orange a remporté, lors d'un processus d'enchères des fréquences 2G et 4G initié par l'Autorité nationale de communication (ANCOM), des blocs de fréquences dans les bandes allant de 800 MHz à 2,6 GHz pour un montant total de 227 millions d'euros. Un paiement de 64 millions d'euros a été effectué fin décembre 2012 dont 11 millions d'euros au titre de la prolongation des licences 2G et 53 millions d'euros d'avance au titre nouveaux blocs de

fréquences 2G et 4G. En 2013, le solde de 163 millions d'euros a été versé.

Au-delà des engagements exprimés en termes monétaires, le Groupe a pris des engagements à l'égard des autorités administratives en matière d'étendue de la couverture de la population par nos réseaux ou de qualité de service. Ces engagements, souscrits notamment dans le cadre de l'attribution de licences, imposent des dépenses d'investissement au cours des années futures pour déployer et améliorer les réseaux mais ils ne sont pas repris dans le tableau ci-dessus lorsqu'ils n'ont pas été exprimés en termes monétaires, ce qui est généralement le cas. De tels engagements ont été pris à l'égard des autorités françaises pour les fréquences obtenues en 2011 dans les bandes de 2,6 GHz et 800 MHz, et à l'égard des autorités roumaines pour les fréquences obtenues en 2012 dans les bandes allant de 800 MHz à 2,6 GHz.

En France, le Groupe a ainsi souscrit aux conditions suivantes :

- un engagement optionnel d'accueil d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) techniques et tarifaires selon un schéma de type opérateur de réseau mobile virtuel dégroupé (*full MVNO*) ;
- une obligation de couverture du territoire pour les accès mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60Mbit/s dans le sens descendant (pour les bandes 2,6 GHz et 800 MHz, respectivement 25 % du territoire métropolitain à 4 ans et 75 % à 12 ans, et 98 % du territoire métropolitain à 12 ans et 99,6 % à 15 ans) qui peut être tenu en utilisant les fréquences allouées, mais aussi d'autres fréquences ;
- pour la bande 800 MHz spécifiquement : une obligation de couverture en zone prioritaire (40 % du territoire à 5 ans, 90 % à 10 ans) sans obligation de fournir de l'itinérance, une obligation de couverture de chaque département (90 % à 12 ans, 95 % à 15 ans) ainsi qu'une obligation de mutualisation dans les communes du programme "zones blanches".

En Roumanie, le Groupe a ainsi souscrit aux conditions suivantes :

- une obligation de couverture en service mobile d'au moins 95 % de la population dans 225 des 732 localités grâce aux technologies UMTS ou LTE pour les bandes 800 MHz et 900 MHz ;
- une obligation de couverture en service voix d'au moins 98 % de la population des zones peu denses, pour les bandes 900 MHz et 1,8 GHz ;
- une obligation de couverture en service IP d'au moins 60 % des zones peu denses ;
- une obligation de couverture en service mobile d'au moins 80 % de la population pour la voix au plus tard le 5 avril 2017 et d'au moins 30 % de la population pour les accès IP

au plus tard le 5 avril 2019 pour les bandes 1,8 GHz et 2,6 GHz.

Le manquement au respect de ces obligations pourrait donner lieu à des amendes ou autres sanctions pouvant aller jusqu'au retrait des licences. La Direction estime que le Groupe a la capacité de remplir ces engagements envers les autorités administratives.

## Engagements liés aux Partenariats Public Privé et Délégations de Service Public

Dans le cadre du déploiement du réseau Haut et Très Haut Débit en France, le Groupe a signé des contrats de Délégation de Service Public et de Partenariat Public Privé. Ces contrats de construction et d'exploitation du réseau, dont l'échéance s'échelonne jusqu'en 2038, se traduiront, au fur et à mesure de leur réalisation, par la comptabilisation de 72 millions d'euros en actifs incorporels et de 572 millions d'euros au titre de créances financières, conformément aux principes comptables décrits en note 18.3.

## Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité

Les engagements du Groupe au 31 décembre 2013 concernent principalement des garanties de performance consenties à certains de ses clients Entreprise dans le cadre de la sécurisation des réseaux et des accès à distance. A fin décembre 2013, le montant de ces engagements s'élève à 122 millions d'euros.

Les engagements de compensation d'Orange vis-à-vis de Deutsche Telekom, dans le cadre de la co-entreprise Buyin, ont été soldés en 2013.

Le montant des cautions, avals et garanties accordés par le Groupe à des tiers (établissements financiers, clients partenaires, administrations) pour couvrir la bonne exécution des obligations contractuelles de sociétés non consolidées est non significatif. Les cautions, avals et garanties accordés par le Groupe pour couvrir la bonne exécution des obligations contractuelles des filiales consolidées ne sont pas considérés comme des engagements contractuels non comptabilisés du Groupe car ils ne sont pas de nature à augmenter les engagements du Groupe par rapport aux obligations de base des filiales consolidées.

Au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume des droits acquis non consommés est d'environ dix millions huit cent mille heures au 31 décembre 2013 (entités françaises du Groupe). En application des normes françaises (avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF), les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de période et ne donnent pas lieu à provisionnement sauf en cas de demande du salarié dans le cadre d'un Congé Individuel de Formation (CIF), d'un licenciement ou d'une démission.

## 14.2 Engagements liés au périmètre

### Garanties d'actifs et de passifs données dans le cadre de cessions

Dans le cadre des accords de cession conclus entre des sociétés du Groupe et les acquéreurs de certains actifs, le Groupe a accepté des clauses de garantie d'actif et de passif. Les contrats de cession significatifs prévoient presque toujours un plafonnement de ces garanties.

Au 31 décembre 2013, les principales garanties en cours sont les suivantes :

- garanties accordées à la co-entreprise EE lors de l'apport des activités au Royaume-Uni, d'une part liées aux restructurations des participations et actifs réalisées antérieurement à l'apport (garanties non plafonnées expirant en 2022), et d'autre part, en matière fiscale (garantie plafonnée à 5 milliards de livres sterling soit 5 997 millions d'euros au 31 décembre 2013) expirant en 2017 ;

Par ailleurs, dans le cadre de la fusion des activités d'Orange et Deutsche Telekom au Royaume-Uni, Orange a contre-garanti à hauteur de 50 % la garantie plafonnée à 750 millions de livres sterling (soit 900 millions d'euros au 31 décembre 2013) consentie par Deutsche Telekom à Hutchison 3G (H3G) en décembre 2007 pour couvrir des engagements d'investissement pris par sa filiale T Mobile UK à l'égard de la société commune constituée avec H3G dans le cadre d'un accord de partage de réseau 3G (soit un plafond de garantie de 375 millions de livres sterling pour Orange, soit 450 millions d'euros) ;

Orange a également conservé à son compte des engagements d'indemnisation en relation avec le dénouement anticipé d'opérations de crédit-bail portant sur des équipements de télécommunications dont Orange Personal Communications Services (désormais mise en équivalence) était locataire. Ces engagements d'indemnisation, dont le dernier expirera en février 2017, sont plafonnés à 315 millions de livres sterling, soit 378 millions d'euros au 31 décembre 2013 ;

- garantie en matière fiscale, plafonnée à 400 millions d'euros accordée à Deutsche Telekom dans le cadre de la cession des activités mobile et internet du Groupe aux Pays-Bas en 2007. Elle expirera à l'issue des délais légaux de prescription, soit en 2019 ;
- garantie plafonnée à 91 millions d'euros accordée dans le cadre de la cession d'Orange Danemark en 2004. Cette garantie expirera à l'issue des délais légaux de prescription, soit en 2019 ;
- garanties usuelles accordées par le Groupe dans le cadre de la cession d'Orange Austria en 2013 (voir note 2.2). Ces garanties s'élèvent à 98 millions d'euros et expireront à l'issue des délais légaux de prescription, soit 2015 et 2023 ;
- garantie en matière fiscale accordée lors de la cession d'Orange Suisse en 2012. Celle-ci n'est pas plafonnée et expirera en 2017 ;

- diverses garanties de nature usuelle accordées aux acquéreurs d'immeubles cédés par le Groupe.

Orange estime que la mise en jeu de l'ensemble de ces garanties est peu probable et que les conséquences de leur mise en jeu éventuelle ne sont pas significatives par rapport aux résultats et à la situation financière du Groupe.

### Engagements portant sur des titres

Dans le cadre d'accords avec des tiers, Orange a reçu ou consenti des promesses d'achat ou de vente de titres. La présente section a pour objet de décrire celles dont l'exercice est susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe, à l'exclusion des engagements qui résulteraient d'un changement de contrôle ou encore de mécanismes organisant la sortie d'un actionnaire (droits de préférence, de premier refus, etc).

Les engagements donnés et reçus par Orange dans le cadre des accords signés le 11 avril 2012, concernant Mobinil en Egypte sont présentés en note 2.2.

Les autres principaux accords incluant des options d'achat de titres dont bénéficie le Groupe concernent Orange Tunisie, Médi Telecom et Korek Telecom. Si le Groupe exerce ces options, ses partenaires disposeront à leur tour d'options de vente sur leurs titres. Si ces options devaient toutes être exercées, les décaissements représenteraient un montant d'environ 400 à 500 millions d'euros à date. La détermination des prix d'exercice de ces options étant le plus souvent fondée sur des valeurs de marché, ce montant est susceptible de variations suivant les mécanismes contractuels de fixation de la valeur de marché et en fonction de l'évolution de la performance des sociétés objet de ces options comme des paramètres généraux de marché. Ces options ont des échéances variées. Les changements de contrôle susceptibles de découler de l'exercice de telles options peuvent être soumis à autorisation administrative.

#### Orange Tunisie

Dans le cadre du pacte d'actionnaires conclu le 20 mai 2009 avec la société Investec, Orange bénéficie d'une option d'achat lui permettant, à l'issue d'une période de cinq ans, d'acquérir à la valeur de marché 1 % du capital d'Orange Tunisie plus une action. Si cette option était exercée, Investec aurait alors le droit de vendre à Orange 15 % du capital d'Orange Tunisie à un prix égal à la valeur de marché.

#### Médi Telecom

Dans le cadre de l'acquisition le 2 décembre 2010 auprès des groupes FinanceCom et Caisse de Dépôt et de Gestion de 40 % du capital et des droits de vote de l'opérateur marocain Médi Telecom, les parties sont convenues d'un certain nombre de dispositions relatives à l'évolution de la répartition du capital de Médi Telecom. Orange bénéficie notamment d'une première option d'achat portant sur 4 % du capital au maximum, exerçable immédiatement avant la réalisation de toute introduction en Bourse à un prix dépendant du cours de Bourse, et d'une deuxième option d'achat, exerçable entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 novembre 2014 portant sur 9 % du capital au maximum (diminués de tout pourcentage du capital acquis par exercice de la première option) à un prix dépendant également du cours de Bourse si la Société est cotée, ou, dans le cas

contraire, basé sur la valeur de marché. Il ne peut être exclu, dans l'hypothèse où Orange exercerait les deux options d'achat, qu'elle puisse être tenue en vertu de la réglementation boursière marocaine alors applicable, à lancer une offre publique d'achat sur le reste du capital de Médi Telecom.

### Korek Telecom

Aux termes du pacte d'actionnaires conclu le 10 mars 2011, la société commune constituée entre Agility et Orange aura la possibilité durant l'année 2014 d'exercer une option d'achat lui permettant d'augmenter sa participation dans Korek Telecom de 44 % à 51 %. Orange dispose d'un droit de priorité pour financer cette acquisition et prendre ainsi le contrôle direct de la société commune et le contrôle indirect de Korek Telecom en portant sa participation indirecte dans celle-ci à 27 %.

Si Orange n'exerce pas son droit de priorité, Agility pourra lui demander, jusqu'au 31 décembre 2014, de financer en tout état de cause sa quote-part de l'acquisition. Par ailleurs, si Orange n'a pas pris le contrôle indirect de Korek au plus tard le 30 septembre 2014, Agility bénéficiera également pendant 12 mois (à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ou du 1<sup>er</sup> janvier 2015, selon les cas) d'une option d'achat portant sur l'intégralité des titres détenus par Orange dans la société commune.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier, à la date de clôture, la capacité de l'entreprise à disposer librement de ses actifs.

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actifs détenus en location-financement	688	690	689
Actifs immobilisés nantis ou hypothéqués <sup>(1)</sup>	103	128	57
Actifs circulants grevés de sûretés réelles	65	76	115
Créances titrisées	1 453	1 513	1 848
<b>TOTAL</b>	<b>2 309</b>	<b>2 407</b>	<b>2 709</b>

(1) Les actifs immobilisés nantis ou hypothéqués sont présentés hors dépôts de garanties-espèces (cash collateral) eux-mêmes présentés dans la note 10.8.

Les actifs immobilisés nantis ou hypothéqués correspondent aux biens suivants donnés en garanties :

(en millions d'euros)	31 décembre 2013		
	Total du poste de l'état de la situation financière (a)	Montant d'actif nanti ou hypothéqué (b)	Pourcentage (a) / (b)
Immobilisations incorporelles nettes (hors écarts d'acquisition)	11 744	89	1 %
Immobilisations corporelles nettes	23 157	14	0 %
Prêts et créances non courants	1 837	-	-
Autres <sup>(1)</sup>	35 013	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT</b>	<b>71 751</b>	<b>103</b>	<b>-</b>

(1) Inclut les écarts d'acquisition nets, les titres mis en équivalence, les actifs disponibles à la vente et les impôts différés actifs nets.

Si Orange exerce son droit de priorité et plus généralement si Orange prend le contrôle indirect de Korek Telecom, Agility aura en outre la possibilité de vendre à Orange sa participation dans la société commune en deux temps, ce qui pourrait porter la participation indirecte d'Orange dans Korek Telecom jusqu'à 39 % en 2014, et jusqu'à 51 % à partir de 2016.

## 14.3 Engagements liés au financement

Les principaux engagements du Groupe au titre des dettes financières sont décrits en note 11.

Des titres de participation et divers autres actifs ont été nantis (ou donnés en garantie) par Orange en faveur d'établissements financiers prêteurs en couverture d'emprunts bancaires et de lignes de crédit (voir note 11).

Les garanties fournies à certains prêteurs pour financer des filiales consolidées ne sont pas reprises ci-dessous.

### Actifs faisant l'objet d'engagements

Au 31 décembre 2013, Orange n'a pas de nantissement significatif sur les titres de ses filiales.

**NOTE 15** Litiges

Au 31 décembre 2013, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges (hormis les litiges fiscaux qui sont décrits par ailleurs dans ces comptes (voir notes 12.1 et 8.1) dans lesquels il est impliqué s'élève à 414 millions d'euros (à comparer à 487 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 994 millions d'euros au 31 décembre 2011). Orange considère que la divulgation du

montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux, mais donne le détail des provisions enregistrées par grandes catégories de litiges telles que reflétées ci-après. Les soldes et mouvements globaux des provisions sont présentés en note 4.7.

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Litiges France <sup>(1)</sup>	15.1	125	175	230
Litiges Espagne	15.2	40	47	38
Litiges Pologne	15.3	184	202	671
Litiges autres pays	15.4	65	63	55
Autres litiges Groupe	15.5	-	-	-
<b>TOTAL</b>		<b>414</b>	<b>487</b>	<b>994</b>

(1) Comprend des provisions affectant les secteurs opérationnels France, Entreprises et Opérateurs Internationaux & Services Partagés.

Orange fait notamment l'objet d'un certain nombre d'actions contentieuses intentées par des concurrents arguant de pratiques qu'ils jugent anticoncurrentielles et dont ils demandent généralement la cessation et la sanction. En cas de condamnation d'Orange au fond, ces procédures peuvent aussi conduire à des amendes pouvant en théorie s'élever jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires du Groupe. Des concurrents peuvent également demander devant les juridictions civiles et commerciales l'indemnisation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait de ces pratiques.

Les procédures susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière d'Orange sont détaillées ci-après.

## 15.1 Litiges France

### Litiges concurrence

#### Réseaux fixes et contenus

■ Le groupe Numericable a introduit en 2010 devant le Tribunal de commerce de Paris et la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris, des actions visant à l'indemnisation du préjudice qui résulterait pour lui d'une prétendue résiliation de fait des conventions le liant à Orange et au titre desquelles il occupe avec ses réseaux Plan câble le génie civil de cette dernière. Ces conventions ont été successivement conclues en 1999, 2001 et 2004 à l'occasion de la cession de certains réseaux liés au Plan câble. Les demandes formulées par Numericable s'élevaient au total à plus de 3,1 milliards d'euros. Le 23 avril 2012, le Tribunal de commerce de Paris a rejeté l'ensemble des réclamations de Numericable d'un montant de 2 583 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 1999 et 2001, après avoir constaté l'absence de résiliation, de fait

ou de droit, de ces conventions. Numericable a fait appel du jugement et la décision de la Cour d'appel de Paris devrait intervenir au premier semestre 2014. Orange estime que les demandes du groupe Numericable sont totalement infondées. Le 25 février 2013, la Cour d'arbitrage de la Chambre commerciale internationale de Paris a rejeté de manière définitive l'ensemble des demandes du groupe Numericable d'un montant de 542 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 2004.

- La société Completel a saisi en 2010 le Tribunal de commerce de Paris pour réclamer à Orange le versement de dommages-intérêts du fait de ses pratiques sur le marché de gros de l'accès à internet en haut débit entre 2000 et 2002. Le 13 décembre 2011, le tribunal a entièrement débouté Completel de ses réclamations, jugeant que Completel n'avait pu subir le moindre dommage du fait de ces pratiques compte tenu de sa stratégie propre et de ses capacités financières à l'époque des faits. Completel a fait appel du jugement. Ses réclamations s'élèvent à 496 millions d'euros. La décision de la Cour d'appel de Paris devrait intervenir en 2014.
- Le 5 avril 2012, l'Autorité de la concurrence a adressé à Orange une notification de griefs dans le cadre de la procédure ouverte en 2007 à la suite de deux plaintes de Free concernant le déploiement des réseaux de fibre optique en France. Un accord est intervenu le 25 juillet 2013 avec Free aux termes duquel Orange s'est engagé à modifier les modalités de déploiement de ses réseaux fibres dans certaines communes de la zone très dense afin de permettre aux opérateurs tiers d'accélérer le développement de leur propre réseau. En contrepartie, Free s'est désisté de ses saisines et s'est engagé à cofinancer le déploiement de la fibre dans les communes concernées. L'Autorité de la concurrence a pris acte de cet accord et a classé le dossier.

- Le 9 décembre 2009, SFR a annoncé avoir saisi l'Autorité de la concurrence de pratiques anticoncurrentielles d'Orange sur le marché des prestations de résorption des zones blanches des collectivités territoriales en haut débit. La société Altitude Infrastructure a déposé une plainte comparable en juillet 2009. Ces plaintes mettent en cause les délais et les tarifs de fourniture par Orange de son offre de gros aux opérateurs souhaitant répondre aux collectivités territoriales ou les conditions dans lesquelles Orange répond elle-même aux appels d'offres des collectivités. L'instruction est en cours. Parallèlement, SFR a introduit le 18 juin 2013 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de son préjudice. Ses demandes s'élèvent provisoirement à 50 millions d'euros. En l'état du dossier et, en tout état de cause, en l'absence de décision de l'Autorité de la concurrence sur les pratiques dont SFR lui fait grief, Orange juge infondées les demandes formulées par cette dernière.
- Le 23 juillet 2010, la Commission européenne a informé Orange qu'elle rejetait la plainte pour abus de position dominante dont elle avait été saisie en mars 2009 par Vivendi et Iliad (Free) et qui visait des pratiques d'Orange sur les marchés de gros de l'accès à la boucle locale et de l'accès à internet en haut débit en France. La Commission européenne a rejeté toutes les allégations des plaignants pour conclure, par une décision motivée, au défaut d'intérêt de l'Union européenne à poursuivre l'enquête. Le 16 octobre 2013, le Tribunal de l'Union européenne a rejeté le recours de Vivendi contre la décision de la Commission européenne et intégralement confirmé celle-ci.
- Le 3 février 2010, SFR puis, le 10 novembre 2010, Verizon, ont assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris en vue du remboursement de trop-perçus allégués sur les prestations d'interconnexion d'Orange en 2006 et 2007, prestations dont les tarifs ne refléteraient pas les coûts. Les prétentions de SFR s'élèvent à plus de 48 millions d'euros et celles de Verizon à près de 37 millions d'euros. Orange en conteste le bien-fondé. Les 18 et 25 juin 2013, le Tribunal a débouté Verizon et SFR de leurs demandes respectivement sur les prestations d'interconnexion d'Orange en 2006 et 2007 pour SFR et sur l'ensemble des prestations de gros d'accès ou d'interconnexion entre 2006 et 2010 pour Verizon. Il a toutefois condamné Orange à verser à Verizon la somme de 500 000 euros au titre de l'année 2008. SFR et Verizon ont fait appel des jugements. Dans les jours précédant ces décisions, les sociétés Colt, British Telecom France et Completel ont assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris sur les mêmes fondements que Verizon. Les prétentions des trois opérateurs s'élèvent provisoirement à un montant total de 27 millions d'euros. Orange considère que ces demandes ne sont pas fondées.
- Le 24 avril 2012, SFR a assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris dénonçant ses offres de détail dédiées aux résidences secondaires et réclamant 218 millions d'euros au titre du préjudice prétendument subi. Le 12 février 2014, le tribunal a jugé qu'Orange a commis un abus de position dominante en ne permettant pas à SFR de reproduire ses offres de téléphonie fixe destinées aux résidences secondaires et en couplant ces

offres avec des offres de téléphonie fixe destinées aux résidences principales. Il a condamné à ce titre Orange à verser 51 millions d'euros de dommages-intérêts à SFR, le jugement étant assorti de l'exécution provisoire, ce qui a conduit Orange à comptabiliser au 31 décembre 2013 cette dette en "Autres passifs". Orange considère l'action de SFR dénuée de tout fondement et va interjeter appel du jugement devant la Cour d'appel de Paris.

- En juillet 2013, la Commission européenne a procédé dans les locaux d'Orange et dans ceux d'autres opérateurs européens à des opérations de visites et de saisies dans le cadre d'une autosaisine au contentieux visant la connectivité internet sur les réseaux d'accès domestique et le marché du transit international. Dans une décision du 20 septembre 2012, depuis confirmée par la Cour d'appel de Paris, et saisie par la société Cogent sur des paramètres proches de ceux fondant l'autosaisine de la Commission européenne, l'Autorité de la concurrence a déjà considéré qu'il n'y avait pas lieu de notifier des griefs à Orange, et lui a reconnu le droit d'être rémunéré par les opérateurs de transit IP pour les déséquilibres significatifs dans les échanges de trafic. Orange a déposé un recours le 31 juillet 2013 devant le Tribunal de l'Union européenne afin de contester la proportionnalité des mesures d'investigation diligentées par la Commission européenne.

## Réseaux mobiles

- Le 13 décembre 2012, l'Autorité de la concurrence a prononcé des amendes de 117 millions d'euros à l'encontre d'Orange et de 66 millions d'euros à l'encontre de SFR pour avoir mis en œuvre dans le cadre d'offres d'abondance lancées en 2005 une discrimination tarifaire excessive entre les appels à destination de leur propre réseau et ceux à destination des réseaux concurrents. Cette amende, qui a été payée, a été prononcée au terme d'une enquête ouverte en 2006 sur saisine de Bouygues Telecom. Selon l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom aurait été contrainte, compte tenu de son parc d'abonnés plus restreint, de répliquer aux offres incriminées par des offres d'abondance à destination de tous les réseaux qui auraient comprimé ses marges. Orange considère que cette décision est infondée et a déposé un recours devant la Cour d'appel de Paris le 16 janvier 2013. La décision de la Cour devrait intervenir au deuxième trimestre 2014.

Faisant suite à la condamnation d'Orange par l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom, Oméa Telecom, Outremer Telecom et Euro-Information Telecom ont chacun assigné Orange en juin 2013 devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait des pratiques sanctionnées. Le montant total des préjudices provisoirement allégués par les demandeurs s'élève à 829 millions d'euros. Orange conteste la réalité de ces préjudices et a demandé au tribunal de sursoir à statuer tant qu'une décision définitive n'est pas rendue sur sa condamnation par l'Autorité de la concurrence.

- Les 14 avril 2008 et 14 juin 2010, Bouygues Telecom puis, le 9 août 2010, SFR, ont saisi l'Autorité de la concurrence de plaintes dénonçant, sur les marchés des communications fixes et mobile entreprises, des pratiques

de remises fidélisantes, de couplage, de tarifs discriminatoires et de prix prédateurs de la part d'Orange en France. Orange estime que ces accusations sont infondées. Le 9 décembre 2010, des opérations de visite et saisie ont toutefois été menées par l'Autorité de la concurrence dans les locaux d'Orange. Le 15 mai 2012, la Cour d'appel de Paris a rejeté les appels introduits contre les ordonnances ayant autorisé ces opérations et les recours contre le déroulé de ces opérations. L'Autorité de la concurrence a commencé l'instruction du dossier au fond en mars 2013.

Parallèlement à l'instruction en cours devant l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom a introduit le 13 juin 2013 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation d'un préjudice qu'elle estime provisoirement à 400 millions d'euros du fait de ces pratiques. En l'état du dossier, Orange juge infondées les demandes formulées par Bouygues Telecom et a obtenu du tribunal un sursis à statuer jusqu'à la décision de l'Autorité de la concurrence.

- Digicel et Outremer Telecom ont, respectivement en juillet 2004 et juillet 2005, saisi le Conseil de la concurrence de pratiques d'Orange Caraïbe et d'Orange SA sur les marchés mobile et fixe-vers-mobile aux Antilles et en Guyane. L'Autorité de la concurrence a joint les deux affaires en 2007 et, le 9 décembre 2009, a condamné Orange à une amende d'un montant total de 63 millions d'euros. Orange a acquitté cette amende mais a déposé un recours contre cette décision devant la Cour d'appel de Paris, qui, le 23 septembre 2010, l'a réduite de 3 millions d'euros. Orange s'est toutefois pourvu en cassation contre cette décision de la Cour, tout comme le Président de l'Autorité de la concurrence et Digicel. Le 31 janvier 2012, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris pour un nouvel examen au fond. Le 4 juillet 2013, la Cour d'appel de Paris a confirmé sa première décision condamnant Orange à une amende de 60 millions d'euros. Orange s'est à nouveau pourvu en cassation de même que Digicel.

Parallèlement à cette procédure devant l'Autorité de la concurrence, Digicel a introduit en mars 2009 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation d'un préjudice qu'elle estime à 329 millions d'euros du fait de ces pratiques. De même, Outremer Télécom a introduit une action de même nature devant le Tribunal de commerce de Paris le 11 octobre 2010, sollicitant la réparation d'un préjudice qu'elle estime à environ 70 millions d'euros. Orange Caraïbe et Orange SA considèrent que ces demandes sont infondées et que leur montant apparaît en tout état de cause totalement injustifié. Le 21 mai 2012, le Tribunal a décidé de surseoir à statuer sur ces actions indemnitaires dans l'attente de la décision de la Cour d'appel dans la procédure initiée par l'Autorité de la concurrence. Suite à la décision de la cour d'appel, l'action d'Outremer Telecom a repris son cours.

- En octobre 2012, SFR a porté plainte devant la Commission européenne pour dénoncer le contrat d'itinérance mobile mis en œuvre début 2012 entre Free et Orange. SFR considère que la conclusion de ce contrat constitue une prise de contrôle de Free Mobile par le groupe Orange,

conjointement avec le groupe Iliad. Ainsi, selon SFR, cette prise de contrôle conjoint aurait dû être notifiée à la Commission. En mars 2013, la Commission européenne a adressé à SFR une lettre de pré-rejet de sa saisine. En l'absence de toute réponse de SFR à cette lettre, celle-ci s'est automatiquement transformée en rejet implicite définitif.

## Autres procédures

- En 2004, Orange a été assignée devant le Tribunal de commerce de Paris par la société Suberdine, distributrice des offres d'Orange de 1995 à 2003, et par certains de ses actionnaires. Suberdine, alors représentée conjointement par ses deux liquidateurs amiable et judiciaire, lui reprochait la rupture brutale de leur relation commerciale et lui imputait la responsabilité de sa faillite intervenue fin 2003. En mars 2006, le Tribunal a condamné Orange à verser 12 millions d'euros de dommages-intérêts à la liquidation de Suberdine et a débouté les actionnaires de leurs demandes. Le liquidateur judiciaire n'a pas fait appel. Après deux décisions de la Cour d'appel de Paris déclarant irrecevable le recours du liquidateur amiable, et deux cassations partielles, la Cour d'appel de Versailles, saisie cette fois par les deux liquidateurs, les a, le 14 novembre 2013, déclarés tous deux irrecevables en raison de l'autorité de la chose jugée du jugement du Tribunal de commerce de Paris. Dans ses dernières écritures devant la Cour, le liquidateur amiable réclamait à Orange jusqu'à 768 millions d'euros de dommages et intérêts pour gains manqués et rupture brutale de relation commerciale, Orange considérant de son côté que ces demandes ne se distinguent en rien du préjudice subi par la société Suberdine elle-même, tel qu'il a été réclamé conjointement par ses deux liquidateurs puis définitivement jugé en 2006 par le Tribunal de commerce dont la décision a été exécutée par Orange. En décembre 2013, les deux liquidateurs ont déposé un troisième pourvoi devant la Cour de Cassation.
- Le 27 juin 2012, la Cour d'appel de Paris, statuant sur renvoi après cassation partielle, a confirmé le rejet de l'ensemble des demandes des sociétés Lectiel et Groupadress visant à la reconnaissance d'un préjudice estimé à 376 millions d'euros au moins qui aurait résulté du refus d'Orange de mettre gratuitement à leur disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne. La cour était appelée à déterminer si la faute concurrentielle, par ailleurs caractérisée à l'encontre d'Orange avant 1999, avait causé un préjudice à Lectiel et Groupadress, et à hauteur de quel montant. Elle a jugé que ces dernières ne pouvaient caractériser le moindre préjudice dès lors qu'elles avaient pratiqué le téléchargement illicite des données pendant l'intégralité de la période considérée. Le 13 décembre 2012, le liquidateur judiciaire de Lectiel a formé un nouveau pourvoi en cassation. Au 31 décembre 2013, la procédure est toujours en cours.
- En novembre 2000, la SNCF a déposé un recours devant le Tribunal administratif de Paris réclamant à Orange le versement d'une indemnité pour l'utilisation de ses infrastructures ferroviaires de 1992 à fin 1996. En décembre 2010, la SNCF a porté le montant total de ses réclamations à 562 millions d'euros. Le 21 mai 2013,

Orange et la SNCF ont signé un protocole d'accord transactionnel afin de solder le litige qui prévoit le versement à la SNCF d'une indemnité forfaitaire et définitive dont le montant était provisionné dans les comptes au 31 décembre 2012. Par Ordonnance du 5 juin 2013, le Président de la Cour administrative d'appel de Paris a pris acte des désistements des parties ce qui a mis un terme définitif à cette procédure.

## 15.2 Litiges Espagne

- Le 20 décembre 2012, à l'issue d'une procédure de sanction ouverte contre Telefonica, Vodafone et Orange la Commission espagnole de la concurrence (CNC) a imposé une amende de 120 millions d'euros aux trois opérateurs dont 30 millions d'euros pour Orange, pour abus de position dominante de chaque opérateur sur le marché de sa propre terminaison d'appel et abus de position dominante exercée collectivement par les trois opérateurs sur le marché de l'origination et de la terminaison d'appel. La CNC a estimé que les trois opérateurs avaient abusé de leur position dominante entre 2000 et 2009 en fixant des tarifs anormalement élevés pour les SMS. Orange considère cette décision comme non fondée et a fait appel ainsi que les deux autres opérateurs. Au 31 décembre 2013, les procédures de recours se poursuivent.
- Faisant suite à une plainte déposée par British Telecom, la CNC a ouvert en janvier 2011 une procédure visant les pratiques d'Orange, de Telefonica et de Vodafone sur les marchés de gros du secteur de la téléphonie mobile espagnole, procédure dont le but est de vérifier la reproductibilité des offres de détail de ces opérateurs par leurs MVNO. Le 8 janvier 2013, Orange a reçu une notification de griefs de la part de la CNC. Au 31 décembre 2013, l'instruction se poursuit. Le délai pour la mener à bien expire en mars 2014.

## 15.3 Litiges Pologne

- Le 22 juin 2011, la Commission européenne a, dans le cadre d'une procédure initiée en avril 2009, prononcé à l'encontre d'Orange Polska (anciennement TP) une amende de 128 millions d'euros pour un abus de position dominante allégué sur le marché de gros de l'accès à internet haut débit en Pologne. La Commission reproche à Orange Polska d'avoir mis en œuvre des pratiques visant à empêcher l'accès effectif des opérateurs alternatifs au marché. Orange Polska a déposé le 2 septembre 2011 un recours contre cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 16 avril 2012, la société Netia a initié une procédure transactionnelle devant le Tribunal de commerce de Varsovie afin d'obtenir le versement par Orange Polska de dommages et intérêts du fait de ses pratiques sur le marché de gros de l'accès à internet telles que sanctionnées par la Commission européenne. Orange Polska a refusé la transaction proposée.
- En septembre 2006 et février 2007, l'autorité polonaise de régulation (UKE) a condamné Orange Polska à deux

amendes de 100 et 339 millions de zlotys (106 millions d'euros au total) pour avoir, selon l'UKE, fixé les tarifs de ses offres d'accès à internet "Neostrada" sans respecter le principe d'une orientation vers les coûts et sans les lui avoir soumis préalablement à leur entrée en vigueur. Ces deux amendes ont été annulées en 2011 par le Tribunal de la protection de la concurrence et des consommateurs (SOKiK) dont les décisions ont été confirmées par la Cour d'appel en 2012. Par deux décisions rendues le 6 mars et le 2 juillet 2013, la Cour Suprême polonaise a refusé d'examiner les recours déposés par l'UKE contre ces décisions, mettant ainsi un terme définitif à ces deux procédures.

- En septembre 2013, la société Magna Polonia a initié une procédure transactionnelle devant le Tribunal de commerce de Varsovie afin d'obtenir le versement par PTK Centertel et trois autres opérateurs de dommages et intérêts d'un montant global de 618 millions de zlotys (149 millions d'euros) en lien avec des pratiques alléguées d'entente visant à retarder le développement de nouveaux services sur le marché de la télévision mobile. PTK Centertel a refusé la transaction proposée. Orange considère infondée la demande de Magna Polonia.
- Le 18 mars 2013, l'autorité polonaise de la concurrence (UOKiK) a ouvert une enquête à l'encontre des trois principaux opérateurs mobiles du pays, dont PTK Centertel. L'autorité a indiqué suspecter un abus de position dominante de la part des trois opérateurs relatif à leurs tarifs d'interconnexion. A ce stade de la procédure, Orange n'est pas en état d'apprécier le risque encouru au titre de cette enquête.

## 15.4 Litiges autres pays

- Le 11 novembre 2009, l'Autorité roumaine de la concurrence a effectué une inspection dans les locaux d'Orange Romania. L'Autorité suspectait des infractions au droit de la concurrence et notamment des pratiques d'entente ou d'abus de position dominante de la part des principaux opérateurs de télécommunications sur le marché de l'interconnexion (terminaisons d'appels fixe / mobile) et sur les prix de vente des services prépayés mobiles. Le 15 février 2011, l'Autorité de la concurrence a condamné Orange Romania à une amende de 35 millions d'euros pour avoir abusé de sa position dominante en refusant de conclure un accord d'interconnexion avec la société Netmaster. Orange Romania a obtenu en référé la suspension de l'exécution de la décision dont elle a par ailleurs interjeté appel. Conformément aux règles locales et compte tenu de l'introduction de ce recours, 30 % du montant de l'amende prononcée ont été mis sous séquestre. Le 11 juin 2013, la Cour d'appel de Bucarest faisant droit aux arguments d'Orange Romania a annulé l'amende prononcée par l'Autorité de la concurrence. Un recours a été formé devant la Cour Suprême roumaine.

Par ailleurs, le 5 avril 2011, l'Autorité roumaine de la concurrence a notifié à Orange Romania l'ouverture d'une procédure, visant l'ensemble des opérateurs mobiles, pour de potentiels abus de position dominante de chacun d'entre

eux sur le marché de leur terminaison d'appel respective. Les pratiques reprochées visent des discriminations tarifaires importantes entre les appels au sein d'un même réseau et ceux vers les réseaux concurrents, sans rapport avec les écarts de coûts sous-jacents à ces deux types d'appels. Des discussions sont en cours avec l'Autorité de la concurrence en vue de clore le dossier par la voie d'éventuels engagements.

- En septembre 2008 et décembre 2009, l'Autorité de régulation des télécommunications égyptienne (NTRA), saisie par Telecom Egypt (TE), a pris deux décrets imposant une importante modification à la baisse des tarifs d'interconnexion de nature contractuelle liant TE aux opérateurs de télécommunications mobiles, et en particulier à Mobinil. En juin 2010, la Cour administrative du Conseil d'Etat égyptien a suspendu à la demande de Mobinil l'application de ces deux décrets jusqu'à ce qu'une décision soit rendue sur le fond. Le 25 mai 2013, la Cour Suprême administrative a confirmé cette suspension. La procédure au fond est en cours.

Mobinil ayant par ailleurs, en septembre 2009, réclamé devant un tribunal arbitral l'application par TE des termes de leur accord d'interconnexion et demandé à être indemnisé du préjudice résultant de la violation de ces accords, TE a, en décembre 2010, demandé reconventionnellement la condamnation de Mobinil à lui verser des dommages et intérêts, en arguant de fautes de Mobinil tant au regard du contrat d'interconnexion qu'au regard de pratiques de Mobinil liées aux appels internationaux et aux liaisons louées. Au 31 décembre 2013, le montant des réclamations de TE s'élève à 10,6 milliards de livres égyptiennes (1,1 milliard d'euros) et celles de Mobinil à 407 millions de livres égyptiennes (43 millions d'euros). La sentence arbitrale est attendue au cours du premier semestre 2014.

- Telkom Kenya fait face depuis 2007 à une action de groupe d'anciens salariés licenciés en 2006 qui contestent les conditions de leur licenciement et réclament 27 millions d'euros d'indemnités. Le 25 octobre 2013, la Cour d'appel de Nairobi a fait droit à leurs réclamations. Depuis novembre 2011, deux autres actions de groupes ont été intentées par des anciens salariés de Telkom Kenya également licenciés en 2006 qui réclament au total 18 millions d'euros d'indemnités.

## 15.5 Autres litiges Groupe

### Aides d'Etat

Deux procédures sont actuellement pendantes devant les juridictions de l'Union européenne concernant des aides d'Etat dont aurait bénéficié Orange.

- En janvier 2003, la Commission européenne a lancé une enquête portant sur les mesures financières annoncées par l'Etat le 4 décembre 2002. A cette date, l'Etat avait annoncé qu'il était prêt à anticiper sa participation au renforcement des fonds propres d'Orange aux côtés d'investisseurs privés à travers une avance d'actionnaire qui n'a jamais été mise en place. En 2004, la Commission a indiqué que ces

mesures étaient incompatibles avec le marché commun mais n'a pas demandé le remboursement de l'aide. L'Etat et Orange, mais également l'AFORS Télécom et Bouygues Telecom, ont déposé des recours contre cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne (TUE). Le 21 mai 2010, le TUE a annulé la décision de la Commission européenne, jugeant que, bien que cette déclaration de l'Etat ait conféré, avec d'autres déclarations de soutien à Orange, un avantage financier à cette dernière, elles n'ont engagé aucune ressource d'Etat et ne peuvent être qualifiées d'aides d'Etat. Mais le 19 mars 2013, la CJUE a annulé l'arrêt du TUE en considérant que, bien que l'avance d'actionnaire n'ait pas été mise en place, elle a conféré à Orange un avantage octroyé au moyen de ressources étatiques car grevant potentiellement le budget de l'Etat. L'affaire a été renvoyée devant le TUE pour un nouvel examen. L'arrêt de la CJUE ne remet pas en cause les effets de la décision de la Commission européenne qui n'imposait aucune mesure de remboursement de l'aide. Une audience pourrait se tenir devant le TUE au premier semestre 2014.

- Le 20 mai 2008, la Commission européenne a ouvert une procédure d'enquête approfondie afin d'analyser la conformité avec la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat de la réforme du régime des charges supportées par Orange relativement au paiement des retraites de son personnel ayant le statut de fonctionnaires de l'Etat français, prévue par la loi du 26 juillet 1996 lors de la transformation de France Télécom en société anonyme. L'ouverture de cette enquête faisait suite à une plainte de Bouygues Telecom déposée en 2002.

La réforme de 1996 a prévu l'abandon du régime dérogatoire qui pesait sur Orange depuis la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, et le versement par Orange à l'Etat d'une contribution forfaitaire exceptionnelle de 5,7 milliards d'euros en 1997 ainsi que d'une cotisation libératoire annuelle. Cette dernière visait à égaliser les niveaux de charges sociales et fiscales obligatoires assises sur les salaires entre Orange et ses concurrents pour les risques communs aux salariés de droit commun et aux fonctionnaires de l'Etat, mais n'incluait pas le paiement par Orange des cotisations liées aux risques dits "non communs" (non encourus par les fonctionnaires de l'Etat), à savoir les cotisations correspondant au risque chômage et au risque de non-paiement des salaires en cas de redressement ou de liquidation de l'entreprise.

Par une décision du 20 décembre 2011, la Commission européenne a imposé à l'Etat d'aligner le calcul des cotisations sociales d'Orange sur celui de ses concurrents, y compris s'agissant des risques non communs. Selon les calculs des autorités françaises, la méthodologie suivie par la Commission conduit Orange à être redevable sur une base mensuelle des nouvelles cotisations à partir du 12 janvier 2012. Dans l'attente de l'exécution de la décision, Orange a mis en place un compte séquestre sur lequel ont été versées, chaque mois, les cotisations supplémentaires réclamées, ce qui a eu pour effet de la priver de la jouissance des montants correspondants.

En application de la décision de la Commission européenne, une modification de la loi du 2 juillet 1990 a été votée le 16 août 2012 qui impose désormais la soumission d'Orange aux risques non communs ; ce dispositif étant applicable de façon rétroactive à la contribution due au titre des rémunérations versées en 2012. A la suite de la publication le 28 novembre 2012 du décret d'application de cette loi, l'ensemble des cotisations dues et placées sur le compte séquestre ont été versées à l'Etat en décembre. Depuis décembre 2012, elles sont directement acquittées par Orange aux organismes de collecte.

L'Etat et Orange ont déposé, respectivement le 2 mars 2012 et le 22 août 2012, des recours en annulation contre la décision de la Commission européenne devant le TUE. Orange considère en effet que cette décision crée un très fort désavantage structurel pour l'entreprise par rapport à ses concurrents et contredit plusieurs décisions prises précédemment par la Commission elle-même, en particulier celle de 2007 concernant La Poste pour une réforme identique. Ces recours ne sont pas suspensifs. La décision du TUE pourrait intervenir en 2014.

## Litiges internationaux

- Parallèlement aux actions poursuivies depuis 2003 par l'ancien dirigeant de MobilCom Gerhard Schmid et certains actionnaires minoritaires de MobilCom en compensation du préjudice, évalué à plusieurs milliards d'euros, qui aurait résulté pour eux de l'abandon du projet de développement de l'UMTS en Allemagne, auxquelles la Cour suprême allemande a mis fin par sa décision du 23 avril 2012, quelques actionnaires de Freenet poursuivent une action contentieuse à l'encontre de leur société au motif d'une sous-évaluation de l'action MobilCom au moment de sa fusion avec Freenet en 2007. Cette action viserait à obliger la Direction de Freenet à intenter à son tour une action

indemnitaire contre Orange. Le 16 août 2013, le tribunal de Kiel a débouté les actionnaires, jugeant qu'ils ne peuvent remettre en cause la fusion au titre d'une soi-disant créance à l'encontre d'Orange. Les actionnaires ont fait appel de cette décision.

- Le 24 mai 2013, la Cour d'appel de Paris a confirmé l'irrecevabilité des prétentions des consorts Mikati, actionnaires minoritaires de FTML, qui ont assigné en 2007 Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris en paiement d'une indemnité de 97 millions de dollars américains, FTML étant appelée au procès. Les consorts Mikati reprochent à Orange SA d'avoir prétendument imposé à sa sous-filiale libanaise, contre les intérêts de celle-ci, l'accord transactionnel du 12 janvier 2006 par lequel FTML et son actionnaire majoritaire FTMI ont soldé avec le gouvernement libanais l'ensemble de leurs différends afférents au contrat BOT (*build-operate-transfer*) d'un réseau de téléphonie mobile au Liban, ce qui selon les minoritaires aurait eu pour effet de les priver de leur quote-part de l'indemnité de 266 millions de dollars américains allouée à FTML et FTMI par des sentences arbitrales de janvier et avril 2005. Les consorts Mikati se sont pourvus en cassation

Hors les contestations de contrôles fiscaux et le litige en cours devant les juridictions de l'Union européenne à propos du prélèvement par la France et l'Espagne de certaines taxes sur les opérateurs télécom qui sont décrits par ailleurs dans ces comptes (voir notes 12.1 et 8.1) il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou arbitrale dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacée), ayant eu au cours des 12 derniers mois ou susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et / ou du Groupe.

NOTE 16

## Événements postérieurs à la clôture

### Modification des termes du TDIRA

Le 6 janvier 2014, l'Assemblée Générale des porteurs de la tranche Banques du TDIRA s'est réunie pour acter des modifications au contrat décrites en note 10.3.

### Emissions et remboursements d'emprunts obligataires

#### Emission obligataire subordonnée perpétuelle

Le 29 janvier 2014, Orange a émis l'équivalent de 2,8 milliards d'euros d'obligations subordonnées perpétuelles en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel de 4,25 %, 1 milliard d'euros avec un coupon annuel de 5,25 % et 650 millions de livres sterling avec un coupon annuel de 5,875 % (4,95 % après conversion en euros). Orange dispose d'une option de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter de 6 ans, 10 ans et 8 ans. En application des normes IFRS, ces obligations seront comptabilisées en capitaux propres.

#### Emission obligataire aux Etats-Unis

Le 31 janvier 2014, Orange a émis aux Etats-Unis un emprunt obligataire de 1,6 milliard de dollars en deux tranches à taux

fixe : 750 millions de dollars à échéance 2019 portant intérêt au taux de 2,75 % et 850 millions de dollars à échéance 2044 portant intérêt au taux de 5,50 %.

#### Remboursement d'un emprunt obligataire

Le 22 janvier 2014, Orange SA a procédé au remboursement du solde à l'échéance d'un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros.

#### Rachat anticipé de 1,2 milliard de dollars en mars 2014

Le 30 janvier 2014, Orange a annoncé son intention de racheter par anticipation le solde de 1,2 milliard de dollars de l'emprunt obligataire à échéance juillet 2014. Le remboursement anticipé est prévu en mars 2014.

### Offre Réservée au Personnel

Le Conseil d'administration a demandé, lors de la séance du 5 mars 2014, à la Direction générale d'étudier la mise en place d'une Offre Réservée au Personnel (ORP) destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe. Cette ORP serait proposée aux salariés en France dans le cadre du Plan d'épargne Groupe et ne concernerait que des actions détenues en autocontrôle par Orange.

NOTE 17

## Liste des principales sociétés consolidées

Au 31 décembre 2013, le périmètre de consolidation est composé d'environ 350 sociétés. La liste ci-dessous présente les principales sociétés consolidées par secteur d'activité.

Les principales variations du périmètre de consolidation intervenues sur la période close au 31 décembre 2013 sont décrites dans la note 2.2. Les entités *ad-hoc* consolidées sont des sociétés liées à la titrisation de créances commerciales en France.

S'agissant des filiales avec des intérêts minoritaires :

- les données financières d'Orange Polska sont présentées dans la partie Information sectorielle et ses comptes sont publiés à la Bourse de Varsovie ;

- les comptes du groupe Sonatel, du groupe Jordan Telecom, de Mobistar et d'ECMS sont publiés respectivement à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à la Bourse d'Amman, à la Bourse de Bruxelles et à la Bourse du Caire ;
- les autres filiales ne sont pas significatives par rapport aux agrégats financiers d'Orange et leurs informations financières ne sont pas présentées dans l'annexe des comptes d'Orange.

## SOCIETE

## PAYS

Orange SA	Société mère	France
-----------	--------------	--------

## Principales sociétés consolidées

Secteur France	% Intérêt	Pays
Orange SA - Business Unit France	100,00	France
Orange Caraïbes	100,00	France
Orange Réunion	100,00	France
Secteur Espagne	% Intérêt	Pays
Orange Espagne	100,00	Espagne
Secteur Pologne	% Intérêt	Pays
Orange Polska	50,67	Pologne
Secteur Reste du monde	% Intérêt	Pays
Orange Armenia	100,00	Arménie
Mobistar	52,91	Belgique
Orange Botswana	73,68	Botswana
Orange Cameroon	94,40	Cameroun
Orange Centre Afrique	100,00	Centrafrique
Orange Côte d'Ivoire	85,00	Côte d'Ivoire
Côte d'Ivoire Telecom <sup>(1)</sup>	45,90	Côte d'Ivoire
ECMS et ses filiales	93,92	Egypte
Orange Guinée <sup>(2)</sup>	37,83	Guinée
Orange Bissau <sup>(2)</sup>	38,10	Guinée-Bissau
Jordan Telecom	51,00	Jordanie
Telkom Kenya	70,00	Kenya
Orange Communications Luxembourg	52,90	Luxembourg
Orange Madagascar	71,79	Madagascar
Orange Mali <sup>(2)</sup>	29,65	Mali
Orange Moldova	94,31	Moldavie
Orange Niger	82,66	Niger
Orange Uganda	65,93	Ouganda
Orange RDC	100,00	République Démocratique du Congo
Orange Dominicana <sup>(3)</sup>	100,00	République Dominicaine
Orange Romania	96,82	Roumanie
Sonatel <sup>(2)</sup>	42,33	Sénégal
Sonatel Mobiles <sup>(2)</sup>	42,33	Sénégal
Orange Slovensko	100,00	Slovaquie
Secteur Entreprises	% Intérêt	Pays
Orange SA - Business Unit Entreprise	100,00	France
GlobeCast Holding et ses filiales	100,00	France
Network Related Services et ses filiales	100,00	France
Orange Business Services Participations et ses filiales	100,00	Royaume-Uni
Secteur Opérateurs Internationaux & Services Partagés	% Intérêt	Pays
Orange SA - Business Unit OI&SP	100,00	France
FT Immo H et ses filiales	100,00	France
FT Marine et ses filiales	100,00	France
Orange Studio et ses filiales	100,00	France
Orange Cinéma Séries-OCS	66,66	France
Dailymotion	100,00	France
Fonds communs de titrisation	100,00	France
Orange Brand Services	100,00	Royaume-Uni

(1) Orange SA détient et contrôle 90 % de FCR Côte d'Ivoire qui détient et contrôle 51 % de Côte d'Ivoire Telecom.

(2) Orange SA contrôle et consolide Sonatel et ses filiales sur la base du pacte d'actionnaires tel que complété par la charte du Comité stratégique du 13 juillet 2005. Orange SA détient et contrôle 100 % de FCR qui détient et contrôle 42,33 % du Groupe Sonatel.

(3) Orange Dominicana est présenté en Actifs destinés à être cédés au 31 décembre 2013 (voir note 2).

## NOTE 18 Principes comptables

### 18.1 Principes de préparation des états financiers consolidés

#### Présentation

##### Compte de résultat

Les charges du compte de résultat sont présentées par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts sur le résultat courants et différés ;
- du résultat des activités cédées ou en cours de cession qui représentent une ligne d'activité ou une région géographique majeure.

##### Etat du résultat global

Cet état fait le lien entre le résultat net de l'ensemble consolidé et le résultat global consolidé de la période. Il présente, en distinguant les éléments non recyclables des éléments recyclables en résultat, les autres produits et charges avant effet d'impôt lié ("les autres éléments du résultat global") qui ne sont pas comptabilisés dans le résultat net de l'ensemble consolidé :

- éléments non recyclables en résultat :
  - réévaluation des gains et pertes actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
  - autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence (nets d'impôt) ;
- éléments recyclables en résultat :
  - réévaluation des actifs disponibles à la vente ;
  - réévaluation des instruments de couverture de flux de trésorerie ;
  - réévaluation des instruments de couverture d'investissement net ;
  - écarts de conversion liés à la conversion dans la monnaie de présentation des états financiers des entités étrangères ;
  - montant total d'impôt relatif aux éléments cités ci-dessus ;
  - autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence (nets d'impôt).

##### Etat de la situation financière

L'état de la situation financière est présenté en séparant les éléments courants des éléments non courants : les actifs et les

passifs dont l'échéance est inférieure à 12 mois sont classés en éléments courants, et au-delà en éléments non courants.

Le Groupe classe en quasi-disponibilités dans l'état de la situation financière et du tableau des flux de trésorerie les placements qui, dans le cadre de la gestion décrite aux notes 11.3 et 11.5, satisfont aux conditions d'IAS 7 :

- détention dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme ; et
- actifs à court terme à date d'acquisition, très liquides, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les actifs et les passifs détenus en vue de leur vente sont présentés sur des lignes distinctes de l'état de la situation financière.

##### Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte à partir du résultat net de l'ensemble consolidé et est ventilé selon trois catégories :

- les flux de trésorerie liés à l'activité (y compris intérêts financiers et impôts) ;
- les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (notamment acquisition et cession de participations, et d'immobilisations hors location-financement) ;
- les flux de trésorerie liés aux opérations de financement (notamment émission et remboursement d'emprunts, rachat d'actions propres, dividendes versés).

L'acquisition d'un actif dans le cadre d'une location-financement est sans effet sur les flux de trésorerie à la mise en place de la transaction, celle-ci étant non monétaire. En revanche, les loyers payés sur la période du financement sont ventilés entre la part intérêts (flux de trésorerie liés à l'activité) et la part remboursement du capital (flux de trésorerie liés au financement).

##### Information sectorielle

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe qui réalisent des activités et dont les résultats opérationnels extraits du reporting interne sont revus par le Président-Directeur Général (principal décideur opérationnel) afin de prendre ses décisions sur l'allocation des ressources et mesurer la performance des secteurs.

Les secteurs opérationnels présentés sont :

- les secteurs France, Pologne, Espagne, Entreprises, auxquels s'ajoute la co-entreprise avec Deutsche Telekom au Royaume-Uni ;
- Reste du Monde qui rassemble les secteurs opérationnels constitués par les activités d'opérateur de télécommunications dans les autres pays d'Europe, Afrique et Moyen-Orient ;

- Opérateurs Internationaux et Services Partagés (OI & SP) qui comprend certaines ressources, principalement en matière de réseaux, de systèmes d'information, de recherche et développement, et d'autres expertises communes ainsi que la marque Orange.

L'utilisation des ressources partagées, fournies principalement par OI & SP et par Orange France à Entreprises, est prise en compte dans les résultats sectoriels sur la base, soit des relations contractuelles existant entre entités juridiques, soit de références externes, soit d'une réallocation des coûts. La fourniture des ressources partagées est présentée en autres produits du secteur prestataire et l'utilisation de ces ressources est présentée parmi les charges incluses dans l'EBITDA du secteur utilisateur. Le coût des ressources partagées peut être affecté par les évolutions des relations contractuelles ou de l'organisation et se répercuter sur les résultats sectoriels présentés sur les différents exercices.

Les actifs et passifs non alloués comprennent essentiellement l'endettement financier externe, les disponibilités et quasi-disponibilités externes, les actifs et passifs d'impôt courant et différé ainsi que les capitaux propres. Les actifs et passifs d'exploitation intersecteurs sont présentés dans chaque secteur. Les éléments d'endettement financier interne ainsi que les placements financiers internes ne sont pas présentés dans les secteurs.

L'EBITDA (résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, réévaluation liée aux prises de contrôle, reprise des réserves de conversion des entités liquidées, perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations et résultat des entités mises en équivalence) fait partie des indicateurs de profitabilité opérationnelle utilisés par le Groupe pour (i) piloter et évaluer le résultat de ses secteurs opérationnels, (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources et (iii) mesurer la performance des Directeurs exécutifs du Groupe. Les dirigeants du Groupe considèrent que la présentation de l'EBITDA aux investisseurs est pertinente puisqu'elle fournit une analyse des résultats opérationnels et de la rentabilité sectorielle, à l'identique de celle utilisée par les dirigeants. Dans ce contexte et conformément aux dispositions d'IFRS 8, l'EBITDA est présenté dans l'analyse par secteur opérationnel, en complément du résultat d'exploitation.

L'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS comme élément de mesure de la performance financière et peut ne pas être comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises. L'EBITDA est un complément d'information et ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

## Monnaies étrangères

### Détermination de la monnaie fonctionnelle et opérations en devises

La monnaie fonctionnelle des activités opérationnelles des pays hors zone euro est en général la devise locale, à moins que l'essentiel des flux financiers soit réalisé en référence à une autre devise (comme par exemple pour les entités Orange en Roumanie et en République Démocratique du Congo).

Les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de change correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en résultat financier pour les transactions financières.

Pour les transactions comptablement qualifiées de couverture de juste valeur et pour les transactions de couverture économique, l'effet change de la variation de juste valeur des dérivés est comptabilisé en résultat d'exploitation lorsque l'élément sous-jacent couvert est une transaction commerciale et en résultat financier lorsque l'élément sous-jacent couvert est une créance ou une dette financière.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie d'une transaction future hautement probable, l'élément couvert n'étant pas enregistré dans l'état de la situation financière, la partie efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie des autres éléments du résultat global :

- pour les actifs et passifs financiers : elle est reprise en résultat selon les modalités précédentes lorsque l'élément couvert affecte le résultat ;
- pour les actifs et passifs non financiers : elle est reclassée dans le coût initial de l'élément couvert.

Le risque de change pesant sur les flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et des produits de cession d'actifs corporels et incorporels de certaines entités, peut faire l'objet d'une couverture économique par le Groupe. L'effet de cette couverture est enregistré en résultat d'exploitation.

### Conversion des états financiers des entités étrangères

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyper inflationniste sont convertis en euros (monnaie de présentation des états financiers du Groupe) de la façon suivante :

- les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture ;
- le compte de résultat est converti au taux moyen de la période ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans les autres éléments du résultat global.

### Recyclage des écarts de conversion

Les écarts de conversion sont reclassés en résultat lors de la sortie totale ou partielle (perte de contrôle, perte de contrôle conjoint, perte d'influence notable) d'une activité à l'étranger qui peut résulter de la vente, liquidation, remboursement de capital ou abandon de tout ou partie de cette activité. La réduction de la valeur comptable d'une activité à l'étranger,

due à ses propres pertes ou la comptabilisation d'une dépréciation, n'entraîne aucun reclassement en résultat.

Le recyclage des écarts de conversion est présenté en résultat sur la ligne :

- résultat net des activités cédées, lors de la cession d'une ligne d'activité ou une région géographique majeure ;
- résultat de cession d'activités et d'actifs, lors de la cession des autres activités ;
- reprise des réserves de conversion des entités liquidées, lors de la liquidation ou de l'abandon d'une activité sans cession.

## 18.2 Variations de périmètre

Sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale les entités pour lesquelles le Groupe :

- détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote d'une entité ou lorsque le Groupe a le pouvoir :

- sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- de diriger la politique financière et opérationnelle de l'entreprise en vertu d'un contrat ;
- de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ; ou
- de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Les Fonds Communs de Créances (FCC) constitués dans le cadre des programmes de titrisation du Groupe sont consolidés en application des dispositions ci-dessus.

La note 17 fournit des précisions pour les situations où le pourcentage de détention ne fournit pas une présomption de fait.

Les co-entreprises et les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 %) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Lors de la détermination du niveau de contrôle ou d'influence notable exercés sur l'entité à la date de clôture, l'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les opérations et les soldes intragroupe significatifs sont éliminés.

## Prises de contrôle (regroupements d'entreprises)

### Pour les transactions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris tout ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
  - la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date de prise de contrôle représente l'écart d'acquisition, comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière.
- Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100 %, la fraction d'intérêt non acquise (participations ne donnant pas le contrôle) est évaluée :
- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un écart d'acquisition est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle ;
  - soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'entité acquise : dans ce cas, seul un écart d'acquisition au titre de la part acquise est comptabilisé.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont directement comptabilisés en charges opérationnelles de période.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par étapes, la quote-part d'intérêt antérieurement détenue est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle, en contrepartie du résultat d'exploitation. Les autres éléments du résultat global afférents sont reclassés en totalité en résultat.

### Pour les transactions entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 décembre 2009

Pour les prises de contrôle d'entités effectuées par le Groupe sur cette période, les principales différences de traitement comptable par rapport aux éléments présentés ci-dessus sont :

- les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en contrepartie du coût d'acquisition ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées selon la seule méthode de la quote-part d'actif net identifiable de l'entité acquise, c'est-à-dire sans reconnaissance d'écart d'acquisition ;
- pour toute prise de contrôle par étapes, la réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres ;
- le cas échéant, un ajustement de prix est comptabilisé, à la date de prise de contrôle, en contrepartie du coût

d'acquisition si et seulement si sa réalisation est probable et son montant peut être estimé de façon fiable. Toute variation ultérieure de valeur est comptabilisée en contrepartie de l'écart d'acquisition.

### Pertes de contrôle avec maintien d'un intérêt résiduel

#### *Pour les transactions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Une perte de contrôle avec maintien d'un intérêt résiduel, comme par exemple l'apport d'une activité à une co-entreprise, est analysée par le Groupe comme une opération d'échange, c'est-à-dire une cession d'un intérêt contrôlant et une acquisition d'un intérêt non contrôlant. Il en résulte donc à la date de perte de contrôle :

- la comptabilisation d'un résultat de cession d'actifs, constitué de :
  - un résultat de cession de la quote-part d'intérêt effectivement cédée ; et
  - un résultat de réévaluation à la juste valeur de la quote-part d'intérêt conservée ;
- le reclassement en résultat de la totalité des autres éléments du résultat global.

#### *Pour les transactions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Une perte de contrôle avec maintien d'un intérêt résiduel entraîne :

- la comptabilisation d'un résultat de cession d'actifs pour la seule quote-part d'intérêt effectivement cédée ;
- le maintien à la valeur historique de la quote-part d'intérêt conservée.

### Transfert interne de titres consolidés

Les normes IFRS n'apportant pas de précision sur le traitement comptable d'un transfert interne de titres consolidés entraînant une variation de pourcentage d'intérêts, le Groupe a appliqué le principe suivant :

- les titres transférés sont maintenus à leur valeur historique et le résultat de cession est éliminé en totalité chez l'entité acquérant les titres ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont ajustées pour refléter la variation de leur part dans les capitaux propres en contrepartie des réserves consolidées sans que le résultat ni les capitaux propres ne soient affectés.

## 18.3 Ventes

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 "Produits des activités ordinaires" :

### Éléments séparables d'une offre packagée et offres liées

De nombreuses offres de services proposées sur les marchés principaux du Groupe comportent deux éléments : un équipement (par exemple un terminal mobile) et un service (par exemple un forfait de communications).

Pour toute vente d'offres à produits ou services multiples, le Groupe analyse l'ensemble des éléments de l'offre afin de déterminer s'ils doivent être comptabilisés séparément. Un élément livré (produit vendu ou prestation rendue) est comptabilisé séparément (i) s'il a une valeur individuelle pour le client et (ii) s'il y a une indication objective et fiable de juste valeur de l'élément à livrer. Le montant total fixe ou déterminable du contrat est alloué en fonction de la juste valeur relative de chacun des éléments. Toutefois, lorsqu'un montant alloué à un élément livré est conditionnel à la livraison d'éléments complémentaires ou répondant à des conditions de performance spécifiques, le montant alloué à l'élément livré est limité au montant non conditionnel.

Ainsi, pour les offres liées comprenant un terminal vendu à prix réduit et une prestation de service de télécommunications, le revenu reconnu au titre de la vente du terminal est limité au montant contractuel non conditionné à la réalisation de la prestation de service, c'est-à-dire au montant payable par le client pour le terminal : ce montant correspond classiquement au montant payé lors de sa livraison, ou pour les offres à paiement échelonné, introduites plus récemment sur le marché, aux montants actualisés payables sur 12 ou 24 mois.

Pour les offres commerciales pour lesquelles des éléments séparables ne peuvent être identifiés, le chiffre d'affaires relatif à l'offre est reconnu dans sa globalité sur la durée du contrat. Ainsi, la connexion au service, qui constitue le principal cas d'application de cette méthode, ne constitue pas un élément séparable de l'offre d'abonnement et de communication elle-même et les revenus associés à la première connexion au service sont étalés sur la durée moyenne de la relation contractuelle attendue.

### Fourniture d'équipement

La vente d'équipement, quand elle est séparable, est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur. Par exemple, la mise à disposition d'une box internet ne constitue pas un élément séparable de l'offre de service d'accès à internet.

Lorsqu'une vente d'équipement, associée à la souscription d'un service de télécommunications, est réalisée par un distributeur tiers qui s'approvisionne auprès du Groupe et bénéficie d'une rémunération d'apport de clientèle, le chiffre d'affaires est :

- comptabilisé à la date de réalisation de la vente auprès du client final ;
- évalué en fonction de la meilleure estimation du prix de vente au client final, compte tenu des subventions accordées au distributeur au moment du placement et rétrocédées au client final sous la forme d'un tarif remis sur l'équipement.

L'octroi d'un droit d'usage sur des équipements est analysé conformément aux dispositions d'IFRIC 4 "Déterminer si un

accord contient un contrat de location” pour déterminer si IAS 17 “Contrats de location” est applicable. Les revenus liés à la location d’équipement sont comptabilisés linéairement sur la durée du contrat, sauf lorsque ce dernier est qualifié de location-financement ; dans ce cas l’équipement est alors considéré comme vendu à crédit.

### Prestations de services

Pour la clientèle Grand Public et entreprises, les produits des abonnements téléphoniques et d’accès à internet sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de prestation de l’abonnement et les produits des communications téléphoniques entrantes et sortantes, d’itinérance à l’international, ou d’échanges de données facturés aux clients sont enregistrés lorsque la prestation est rendue.

Pour la clientèle opérateurs, les ventes en gros d’abonnement sont reconnues prorata temporis car cela représente la meilleure estimation de la consommation de la prestation, et les ventes en gros de trafic voix ou data (terminaison sur le réseau Orange, trafic international) sont enregistrées lorsque la prestation est rendue. Entre les opérateurs de transit majeurs (“carriers internationaux”), les volumes de minute échangés sont facturés en brut (et réglés le plus souvent sur une base nette) et les volumes de data ne sont pas facturés (“free peering”). Pour les acteurs de l’“Over-The-Top content” (OTT) (Google, Apple, Microsoft...) les volumes de données qu’ils émettent ne sont pas facturés (“free peering” et “net neutralité”).

Les produits relatifs à la vente de capacités de transmissions sur des câbles sous-marins et terrestres ainsi que les ventes d’accès à la boucle locale sont enregistrés linéairement sur la durée contractuelle.

Les revenus provenant de la publicité sur internet sont étalés sur la période d’affichage.

La comptabilisation des contrats de vente de contenu en brut ou net des reversements au fournisseur dépend de l’analyse des faits et circonstances liés à chaque transaction. Ainsi, les revenus sont comptabilisés en net lorsque les fournisseurs sont responsables de la fourniture du contenu vis-à-vis du client final et fixent les prix de détail. Ce principe est appliqué notamment pour les revenus des numéros à revenus et à coûts partagés (Audiotel, numéros colorés, numéros à tarification spéciale, etc.) ainsi que les revenus issus de la vente ou de la mise à disposition de contenus (audio, vidéo, jeux, etc.) au travers des différents moyens de communication du Groupe (mobile, PC, TV, téléphone fixe, etc.).

Le Groupe propose à ses clients, notamment Entreprises, des solutions sur mesure. Ces contrats sur mesure sont analysés comme des transactions à éléments multiples (incluant la gestion du réseau de télécommunication, l’accès, la voix et les données, la migration) et comportent des clauses contractuelles relatives à des remises commerciales conditionnelles. Ces dernières sont comptabilisées en moins du chiffre d’affaires selon les modalités propres à chaque contrat. Les coûts de migration engagés par le Groupe dans le cadre de ces contrats sont comptabilisés en résultat à la date où ils sont encourus sauf lorsque les contrats prévoient une indemnisation en cas de rupture anticipée.

Le Groupe inclut dans tous ses contrats commerciaux, des engagements de niveaux de services (délais de livraison, temps de rétablissement). Ces niveaux de services couvrent les engagements donnés par le Groupe au titre des processus de commande, de livraison et de service après-vente. Le non-respect de l’un de ces engagements conduit le Groupe à verser une compensation au client final qui prend généralement la forme d’une réduction tarifaire enregistrée en diminution du chiffre d’affaires. Ces pénalités sont comptabilisées dès lors qu’il est probable qu’elles seront versées.

### Offres promotionnelles contractuelles et programmes de fidélisation

Le chiffre d’affaires est présenté net des remises accordées. Dans le cadre d’offres commerciales relatives à certains contrats comprenant des engagements de durée des clients, le Groupe octroie par contrat la gratuité des prestations pendant une partie de la période contractuelle. Dans ces circonstances, lorsque ces gratuités sont conditionnées à un engagement de durée, le revenu total du contrat peut être étalé sur la totalité de la durée de l’engagement contractuel.

Les points de fidélité attribués aux clients sont considérés comme un élément séparable restant à livrer dans la transaction ayant généré l’acquisition de ces points. Une partie du revenu des prestations facturées est allouée à ces points sur la base de leur juste valeur, compte tenu d’un taux estimé d’utilisation, et différée jusqu’à la date de transformation effective des points en avantages. La juste valeur est définie comme le surcroît de valeur de la prime octroyée au client fidèle sur la prime qui serait octroyée à tout nouveau client. Ce principe est appliqué pour les deux types de programmes existant au sein du Groupe, ceux sous condition de souscription d’un nouvel engagement contractuel et ceux sans condition d’engagement.

### Contrats de concession de services public-privé

Les contrats de concession de services public-privé sont comptabilisés selon les dispositions d’IFRIC 12 “Accords de concession de services”. En phase de construction, le revenu est reconnu à l’avancement des travaux selon la norme IAS 11, et en phase d’exploitation et maintenance, il est reconnu conformément à la norme IAS 18.

En contrepartie de son activité de concessionnaire, le Groupe est titulaire d’un droit à percevoir une rémunération soit de la personne publique soit des usagers du service public. Ce droit est comptabilisé en :

- actif incorporel, si le Groupe dispose d’un droit à percevoir des paiements des usagers du service public. Cet actif correspond à la juste valeur de l’infrastructure et est amorti sur la durée du contrat ;
- créance financière, si le Groupe dispose d’un droit inconditionnel à percevoir des redevances de la personne publique. Cette créance correspond à la juste valeur de l’infrastructure et est comptabilisée au coût amorti.

## Créances clients

Les créances clients, essentiellement à court terme et sans taux d'intérêt déclaré, sont inscrites dans l'état de la situation financière pour la valeur nominale de la créance à l'origine.

La dépréciation des créances clients est fondée sur deux méthodes :

- une méthode collective à fondement statistique : elle est fonction de l'historique des pertes et conduit à appliquer un taux de dépréciation par tranche échue de la balance âgée. L'analyse est réalisée sur un ensemble homogène de créances, présentant des caractéristiques de crédit similaires du fait de leur appartenance à une catégorie de client (Grand Public, professionnel) ;
- une méthode individuelle : l'appréciation de la probabilité et du montant de perte est effectuée sur la base de facteurs qualitatifs pertinents (antériorité du retard de règlement, autres encours avec la contrepartie, notation par un organisme externe, situation géographique). Cette méthode est principalement utilisée pour les clients opérateurs (nationaux et internationaux), administrations et collectivités publiques ainsi que pour les grands comptes des Services de Communications Entreprises.

Les pertes de valeur comptabilisées pour un groupe de créances constituent l'étape intermédiaire précédant l'identification des pertes de valeur sur les créances individuelles. Dès que ces informations sont disponibles (client en redressement ou liquidation judiciaire), ces créances sont alors retirées de la base de dépréciation statistique et dépréciées distinctement.

## 18.4 Achats et autres charges

Les engagements fermes d'achat sont présentés dans les engagements contractuels non comptabilisés.

### Achats externes, autres charges opérationnelles

#### Coût d'acquisition et de rétention des abonnés

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients autres que ceux encourus dans le cadre des programmes de fidélisation sont enregistrés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, c'est-à-dire lors de l'acquisition ou du renouvellement. Dans certains cas, les clauses contractuelles avec les distributeurs prévoient un intéressement assis sur le chiffre d'affaires généré et encaissé : cet intéressement est constaté en charges lors de la comptabilisation de ce chiffre d'affaires.

#### Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

## Stocks d'équipements et droits de diffusion

Les matériels de maintenance des réseaux et les équipements destinés aux clients sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Pour les équipements destinés aux clients, celle-ci prend en compte les produits futurs attendus des nouveaux abonnements liés à la vente des équipements. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production, qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les droits de diffusion de films et d'événements sportifs sont comptabilisés dans l'état de la situation financière lorsqu'ils sont disponibles pour leur diffusion et comptabilisés en charges lors de la diffusion.

## Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs incluent les dettes issues des transactions commerciales, y compris celles que le fournisseur peut avoir financées avec ou sans notification de transfert auprès d'établissements financiers quand leurs échéances sont conformes aux usages. Les dettes fournisseurs courantes sans taux d'intérêt sont évaluées à la valeur nominale de la dette.

## Litiges

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives.

Les charges pouvant résulter de ces procédures sont provisionnées à la clôture de l'exercice s'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que son montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, et la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

## Restructuration

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

## Passifs éventuels

Les passifs éventuels font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou
- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre

l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

## 18.5 Avantages du personnel

### Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les avantages postérieurs à l'emploi sont offerts à travers :

- principalement des régimes à cotisations définies : les cotisations, versées à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière, sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus ;
- des régimes à prestations définies : le montant des engagements futurs représentatifs de ces régimes est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées :
  - leur calcul intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation...) définies aux bornes de chacune des entités concernées ;
  - le taux d'actualisation, défini par pays ou zone géographique, est déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'Etat s'il n'existe pas de marché actif). Il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, tel que l'indice Bloomberg AA pour la zone euro ;
  - les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur totalité en autres éléments du résultat global ;
  - les régimes à prestations définies du Groupe ne sont en général pas financés. Dans les rares cas où ils le sont, les actifs de couverture sont constitués par des cotisations employeurs et employés qui sont gérées par des entités légales séparées dont les investissements sont soumis aux fluctuations des marchés financiers. Ces entités sont généralement administrées par des conseils paritaires comportant des représentants du Groupe et des bénéficiaires. Chaque conseil adopte une stratégie d'investissement qui vise, sur la base d'études spécifiques menées par des experts externes, la recherche de la meilleure adéquation entre les passifs à financer et les actifs investis. La mise en œuvre des stratégies d'investissement est généralement réalisée par des gestionnaires de fonds sélectionnés par les conseils et dépend des opportunités de marché. Les actifs étant le plus souvent investis en valeurs mobilières cotées (principalement actions et obligations) et le recours aux autres classes d'actifs étant limité, ils sont évalués à leur juste valeur, déterminée par référence au cours de Bourse.

D'autres avantages du personnel à long terme peuvent être octroyés tels que les médailles du travail, les absences

rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS). Les avantages afférents sont évalués sur la base d'hypothèses actuarielles comprenant des hypothèses démographiques, financières et d'actualisation de nature similaire à celle des avantages postérieurs à l'emploi. Les écarts actuariels relatifs à ces autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

### Indemnités de rupture de contrat de travail

Les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une provision à hauteur de l'engagement en résultant. Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est comptabilisée en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

### Rémunérations en actions

#### Offre réservée au personnel en cas de cession de titres du Groupe par l'Etat

L'article 11 de la loi de privatisation de 1986 prévoit qu'en cas de cession d'une participation de l'Etat suivant les procédures de marché financier, des titres doivent être proposés aux salariés et anciens salariés du Groupe.

L'avantage accordé aux salariés est évalué à la juste valeur des actions octroyées à la date d'octroi. La charge est enregistrée immédiatement en l'absence de période d'acquisition des droits avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Le cas échéant, une décote d'incessibilité est estimée en valorisant le coût d'une stratégie de couverture associant la vente à terme des actions incessibles et l'achat au comptant, financé par emprunt, d'un nombre équivalent d'actions cessibles, en utilisant un modèle de valorisation sur la base de paramètres de marché.

#### Autres paiements fondés sur des actions

La juste valeur des options d'achat, des options de souscription d'actions et des droits d'attribution gratuite d'actions est fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix de l'action sous-jacente à la date d'octroi, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Les conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché ne sont pas prises en considération dans l'estimation de la juste valeur, mais dans les hypothèses d'attribution (taux de rotation du personnel, probabilité d'atteinte des critères de performance).

Cette valeur est enregistrée en charge de personnel linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie :

- d'une dette vis-à-vis du personnel pour les plans réglés en numéraire, réévaluée à chaque clôture en contrepartie du résultat ; et
- des capitaux propres pour les plans réglés en instruments de capitaux propres.

## 18.6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif de l'état de la situation financière comprennent :

- pour les prises de contrôle antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :
  - les écarts d'acquisition relatifs à l'excédent du coût de la prise de contrôle sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net à la date de prise de contrôle ; ainsi que
  - les écarts d'acquisition relatifs à toute acquisition complémentaire, sans réévaluation à la juste valeur de l'actif net acquis ;
- pour les prises de contrôle postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010, les écarts d'acquisition calculés :
  - soit sur la base du pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle) ;
  - soit sur la base de 100 %, avec constatation d'un écart d'acquisition pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (tel a été le cas pour la prise de contrôle d'ECMS en 2010).

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Ainsi, l'évolution du contexte économique et financier général, les différentes capacités de résistance des acteurs de marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, l'évolution des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique au regard des attentes du marché constituent des indicateurs de dépréciation externes qui, conjointement avec les performances internes, sont analysés par le Groupe pour déterminer s'il convient de réaliser des tests de perte de valeur avec une périodicité infra-annuelle.

IAS 36 "Dépréciation d'actifs" prescrit que ces tests soient réalisés au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Ceci correspond le plus souvent au secteur opérationnel. Cette affectation est revue lorsque le Groupe modifie son appréciation des niveaux de retour sur investissement auxquels sont testés les écarts d'acquisition.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité retenue par le Groupe est – sauf cas particulier – supérieure à la juste valeur nette des coûts de sortie.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée,

en date du 30 novembre, sur la base des informations de marché disponibles, notamment à partir de : (i) la valeur actualisée des flux de trésorerie sur des périodes allant de 3 à 5 ans plus une valeur terminale, (ii) des multiples de revenus et d'EBITDA résultant des cours de Bourse de sociétés comparables avec application d'une prime de contrôle, et (iii) des multiples de revenus et d'EBITDA issus de transactions comparables.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires établis sur des périodes allant de 3 à 5 ans ;
- au-delà de cet horizon, les flux peuvent être extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de 2 ans (pour certaines UGT) puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché ;
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

Les valeurs nettes comptables des UGT comprennent les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée issues de regroupements d'entreprises (à l'exception de la marque Orange, faisant l'objet d'un test spécifique, voir ci-après) et les actifs à durée de vie finie (actifs corporels, actifs incorporels et besoin en fonds de roulement net y compris les positions intragroupe).

Pour une UGT partiellement détenue par le Groupe, la perte de valeur comptabilisée si elle comprend une part d'écart d'acquisition liée aux participations ne donnant pas le contrôle est répartie entre les actionnaires d'Orange SA et les participations ne donnant pas le contrôle sur la base d'affectation du bénéfice ou de la perte (i.e. le pourcentage d'intérêt).

La dépréciation des écarts d'acquisition est enregistrée en résultat d'exploitation de façon définitive.

## 18.7 Immobilisations

Les engagements fermes d'achat d'immobilisations sont présentés dans les engagements contractuels non comptabilisés, minorés des acomptes versés qui sont enregistrés en acomptes sur immobilisations.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les bases d'abonnés, les licences, les contenus, les droits d'utilisation des câbles de transmission, les brevets et frais de développement, les logiciels ainsi que les droits d'exploitation conférés par certains contrats de concession.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques et les bases d'abonnés développées en interne ne sont pas comptabilisées dans l'état de la situation financière.

Les catalogues de films et mandats de distribution sont comptabilisés lors de l'acceptation technique du contenu et de l'ouverture des droits. Les parts de coproduction de films sont comptabilisées en fonction du degré d'avancement de la réalisation du film.

Les *Indefeasible Rights of Use (IRU)* acquis par le Groupe correspondent à des droits d'usage de câble ou de capacité de transmission (principalement sur des câbles sous-marins) octroyés pour une durée déterminée. Ils sont immobilisés si le Groupe bénéficie d'un droit d'usage spécifique d'une partie déterminée de l'actif sous-jacent sous forme de fibres ou de longueurs d'onde dédiées et que la durée du droit octroyé couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif sous-jacent.

Les projets de recherche et développement menés par le Groupe concernent principalement : l'évolution de l'architecture ou des fonctionnalités du réseau et le développement de plateformes de services visant à offrir de nouveaux services aux clients du Groupe. Ces projets conduisent pour l'essentiel au développement de logiciels ne faisant pas partie intégrante, au sens d'IAS 38, des actifs corporels de réseau. Ils sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus sauf pour les frais de développement qui sont immobilisés en "Autres actifs incorporels" dès que sont démontrées :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ; et
- l'évaluation fiable du coût de cet actif.

Les droits d'exploitation conférés par certains contrats de concession correspondent au droit à percevoir des paiements des usagers du service public (voir note 18.3).

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent principalement des installations et équipements liés aux réseaux.

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation. Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, à raison de l'obligation que le Groupe encourt.

Le coût des réseaux comprend les frais d'études et de construction, ainsi que les frais engagés pour l'amélioration de la capacité des équipements et installations. Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur valeur est déterminée lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché, ou à défaut, en utilisant les méthodes généralement admises en la matière.

Le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément est comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les contrats relatifs à des capacités satellitaires ont été examinés au regard des critères d'IFRIC 4. En l'absence d'identification d'actif spécifique, ces contrats sont qualifiés de prestations de services dont le coût est comptabilisé en charge au fur et à mesure que la prestation est reçue.

## Contrats de location

Les contrats de location transférant au Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location-financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent notamment des indications de conditions transférant au Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location ;
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail ;
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué ;
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

L'essentiel des contrats de location-financement est relatif à des immeubles d'exploitation du réseau.

Les contrats de location de bureaux et des points de vente sont généralement qualifiés de contrats de location simple et les loyers futurs afférents sont présentés en engagements non comptabilisés.

Les terrains ou immeubles hébergeant des sites radio peuvent appartenir au Groupe, faire l'objet de location-financement ou de location simple.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par le Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

## Mutualisation de réseaux d'accès entre opérateurs

En France, le cadre réglementaire du déploiement des réseaux en fibre optique (Fiber-To-The-Home – FTTH) organise l'accès par les opérateurs commerciaux à la partie terminale des réseaux déployés par un opérateur tiers sur la base d'un cofinancement (ab initio ou a posteriori) ou d'accès à la ligne. Le partage des droits et obligations entre les différents opérateurs cofinçant la partie terminale des réseaux est qualifié d'opération conjointe conformément à IFRS 11 "Partenariats" : seules les quotes-parts (construites ou acquises) dans les réseaux cofinancés ou construits par Orange sont inscrites à l'actif.

Le Groupe a signé des accords de mutualisation avec d'autres opérateurs mobiles sur des bases réciproques qui peuvent aller du partage d'infrastructures passives à celui d'équipements actifs de réseau voire de spectre. Ainsi, en Pologne, les accords avec Deutsche Telekom ont été analysés comme constitutifs d'une opération conjointe : les infrastructures et équipements de réseau d'accès sont inscrits en immobilisations à hauteur de la quote-part du Groupe dans les actifs installés par le Groupe ou Deutsche Telekom, chacun dans leur zone géographique.

Le Groupe a également signé, dans certains pays d'Afrique, des accords avec des "TowerCos" (sociétés de gestion de tours de télécommunication). Ces TowerCos offrent aux opérateurs mobiles, dont Orange, la possibilité de mutualiser des sites, des équipements passifs et des services associés (en prenant en gestion des sites des opérateurs mobiles et / ou en rachetant ou construisant des sites). Le choix de l'unité de compte et les caractéristiques propres à chaque contrat conduisent le Groupe à qualifier la nature de ces transactions de location ou de service. Les engagements à

long terme relatifs à ces contrats sont présentés en engagements contractuels non comptabilisés (voir note 14).

## Subventions d'investissement

Le Groupe est susceptible de recevoir des subventions d'investissement non remboursables sous la forme de financements de travaux directs ou indirects par des tiers, principalement des collectivités territoriales. Les subventions sont comptabilisées en réduction du coût des immobilisations financées et, en conséquence, elles sont constatées en résultat en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus des biens correspondants.

## Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif doivent être incorporés au coût des actifs qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. Le mode de déploiement par étapes des actifs et notamment des réseaux - dans l'appréciation du Groupe - ne conduit généralement pas à une longue période de préparation.

Le Groupe ne capitalise donc pas en général les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

## Amortissements

L'amortissement est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en général sans déduction d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si elles diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Principaux actifs	Période d'amortissement (en moyenne)
Marques	Jusqu'à 10 ans, sauf durée de vie indéterminée
Bases d'abonnés	Durée attendue de la relation commerciale : 3 à 7 ans
Licences de réseau mobile <sup>(1)</sup>	Durée d'octroi, à compter de la date à laquelle le réseau est techniquement prêt pour une commercialisation effective du service
Droits d'utilisation des câbles	Durée la plus courte entre la durée d'utilité prévue et la durée contractuelle, en général inférieure à 20 ans
Brevets	20 ans maximum
Logiciels	5 ans maximum
Recherche et développement	3 à 5 ans
Bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
Commutation, équipements de transmission et autre équipement de réseau	5 à 10 ans
Lignes et génie civil	15 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

(1) La part variable des licences est comptabilisée en charges de la période au cours de laquelle elle est encourue.

## Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé autres que les écarts d'acquisition

Compte tenu de la nature de ses actifs et de ses activités, la plupart des actifs individuels du Groupe ne génèrent pas d'entrée de trésorerie indépendante de celle des unités génératrices de trésorerie. La valeur recouvrable est alors

généralement déterminée au niveau de l'UGT (ou regroupement d'UGT) à laquelle ces actifs sont attachés.

La marque Orange, à durée de vie indéterminée, n'est pas amortie et fait l'objet d'un test de dépréciation au moins annuel. Sa valeur recouvrable est estimée à partir du flux actualisé à l'infini des redevances attendues des entités du Groupe (et incluses dans leur plan d'affaires), net des coûts attribuables au détenteur de la marque.

## Démantèlement et remise en état de sites

Le Groupe a l'obligation de démanteler les équipements techniques installés et de remettre en état les sites techniques qu'il occupe.

La valorisation de la provision est fonction d'un coût de démantèlement (unitaire pour les poteaux, terminaux et publiphones, par site pour les antennes mobiles) supporté par le Groupe pour répondre à ses obligations environnementales, des prévisions annuelles de dépose des actifs et départs des sites. La provision est estimée sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir sur la base de la meilleure estimation qui permettra d'éteindre l'obligation. Elle est actualisée à un taux sans risque. Cette estimation est révisée chaque année et si nécessaire la provision est ajustée avec pour contrepartie l'actif de démantèlement reconnu.

## 18.8 Impôts et taxes d'exploitation

En France :

- la Contribution Economique et Territoriale (CET) est présentée en "Impôts et taxes d'exploitation" ;
- le Crédit Impôt Recherche (CIR), qui représente selon les critères d'IAS 20 une aide publique destinée à soutenir les efforts en matière de recherche et développement, est présenté au sein de la rubrique "Autres produits opérationnels" ;
- le Crédit Emploi Compétitivité Entreprise (CICE), qui allège les cotisations sociales, est présenté en réduction des "Charges de personnel".

## 18.9 Titres mis en équivalence

La valeur comptable des titres d'une entité mise en équivalence correspond au coût d'acquisition de la participation augmenté de la quote-part de résultat net de la période. En cas de pertes et une fois la valeur de l'investissement ramenée à zéro, le Groupe cesse de comptabiliser les quotes-parts de pertes supplémentaires dès lors qu'il n'est pas engagé au-delà de son investissement.

Un test de dépréciation est effectué au moins annuellement et dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur, comme par exemple une diminution du cours boursier si l'entité est cotée, des difficultés financières importantes de l'entité, des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés, des informations portant sur des changements importants ayant un effet négatif sur l'entité. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, celle-ci est comptabilisée en résultat des entités mises en équivalence.

Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable

étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des coûts de transaction (voir note 18.6). L'unité de compte considérée est la participation prise dans son ensemble. La dépréciation peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

## 18.10 Actifs, passifs et résultat financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. Selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, au sens d'IAS 39, ils sont évalués ultérieurement soit à leur juste valeur soit au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux attendus de trésorerie futurs jusqu'à l'échéance contractuelle ou jusqu'à l'échéance la plus probable, de manière à obtenir la valeur nette comptable de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des primes payées ou reçues par les parties au contrat.

### Comptabilisation et évaluation des actifs financiers

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers qualifiés d'actifs détenus jusqu'à leur échéance.

### Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente du Groupe comprennent principalement les titres de participation non consolidés ni mis en équivalence, des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement.

Les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global en "gains et pertes sur actifs disponibles à la vente".

Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de ces titres ou une baisse de la juste valeur supérieure à un tiers ou sur plus de deux semestres, la perte cumulée comptabilisée en autres éléments du résultat global est reclassée de façon irréversible en résultat au sein de la rubrique "Résultat de cession d'activités et d'actifs".

### Prêts et créances

Cette catégorie inclut principalement les créances commerciales, les disponibilités, certains dépôts de garantie versés, ainsi que d'autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés à l'émission à leur juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, la valeur de l'actif est revue à la clôture. Une perte de valeur est enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable de l'actif financier est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. Pour les créances clients, la mise en œuvre de ce principe est décrite en note 18.3.

## Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par compte de résultat comprennent :

- des actifs détenus à des fins de transaction, que la Société a l'intention de revendre dans un terme proche ;
- des actifs qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme ;
- les dérivés actifs non qualifiés comptablement de couverture ;
- et dans certains cas des actifs volontairement classés dans cette catégorie dès l'origine car :
  - cette classification permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation d'actifs ou de passifs financiers liés entre eux, qui seraient sinon évalués selon des méthodes différentes (par exemple, un actif financier mesuré à la juste valeur, lié à un passif financier mesuré au coût amorti),
  - il s'agit d'un groupe d'actifs et / ou de passifs financiers dont la gestion et la performance sont évaluées sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissements dûment documentée, les informations sur ce groupe d'instruments financiers étant également fournies sur la base de la juste valeur, en interne, aux principaux dirigeants,
  - le Groupe décide de ne pas séparer du contrat hôte un dérivé incorporé séparable. L'instrument hybride doit alors être évalué dans son intégralité à la juste valeur,
  - il s'agit de titres de participation de sociétés à capital risque évalués à la juste valeur conformément à IAS 28.

Le Groupe peut ainsi désigner à la juste valeur dès l'origine des placements de trésorerie liquides et peu volatiles tels que titres de créances négociables, dépôts, OPCVM monétaires.

## Comptabilisation et évaluation des passifs financiers

### Passifs financiers au coût amorti

A l'exception des passifs financiers à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués à l'émission à la juste valeur de la contrepartie reçue, puis au coût amorti, calculé à l'aide du TIE. Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Au sein du Groupe, certains passifs financiers au coût amorti et notamment les emprunts font l'objet d'une comptabilité de couverture. Il s'agit principalement des dettes en devises à taux fixe couvertes contre leurs variations de valeur attribuables au risque de taux et de change (couverture de juste valeur) et des dettes en devises couvertes contre l'exposition de leurs flux de trésorerie futurs au risque de change (couverture de flux de trésorerie).

## Instruments composés

Certains instruments financiers du Groupe contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Il s'agit des titres à durée indéterminée remboursables en actions (TDIRA). La composante dette est évaluée à sa valeur de marché à la date d'émission, laquelle correspond à la valeur des flux de trésorerie contractuels futurs actualisés au taux de marché en vigueur à la date d'émission pour des instruments similaires présentant les mêmes conditions mais sans option de conversion ou de remboursement en actions.

La composante capitaux propres est déterminée par différence entre la juste valeur de l'instrument pris dans son ensemble et la juste valeur de la dette. La composante capitaux propres ainsi déterminée et comptabilisée à l'origine n'est pas modifiée en cours de vie de l'instrument.

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les principes décrits plus haut pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat s'appliquent aux passifs financiers de même nature.

## Comptabilisation et évaluation des dérivés

Les dérivés sont évalués à leur juste valeur et classés dans l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité que ces dérivés soient qualifiés ou non de couverture au regard de la norme IAS 39.

Les dérivés sont classés en actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ou sur une ligne séparée dans l'état de la situation financière en cas de comptabilité de couverture.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure : c'est-à-dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise s'attend à ce que les variations de juste valeur de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 %.

Il existe trois types de couverture comptable :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé (ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif) qui sont attribuables à un risque de taux et / ou de change et qui affecteraient le résultat.

La partie couverte de ces éléments est réévaluée à sa juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée, dans la limite de l'efficacité de la couverture, par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture ;

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque de taux et / ou de change associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecteraient le résultat.

L'élément couvert n'étant pas enregistré dans l'état de la situation financière, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie des autres éléments du résultat global. Elle est reprise en résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat ou reclassée dans le coût initial de l'élément couvert lorsqu'il s'agit de la couverture du coût d'acquisition d'un actif non financier ;

- la couverture d'investissement net est une couverture de l'exposition aux variations de valeur attribuables au risque de change d'un investissement net dans une activité à l'étranger et qui affecteraient le résultat en cas de sortie de l'investissement.

La partie efficace de la couverture d'investissement net est enregistrée en contrepartie des autres éléments du résultat global. Elle est reprise en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

L'arrêt de la comptabilité de couverture peut notamment résulter de la disparition de l'élément couvert, la révocation volontaire de la relation de couverture, la résiliation ou l'arrivée à l'échéance de l'instrument de couverture. Les conséquences comptables sont alors les suivantes :

- pour une couverture de juste valeur : l'ajustement de juste valeur de la dette à la date d'arrêt de la relation de couverture est amorti en fonction d'un TIE recalculé à cette date ;
- pour une couverture de flux de trésorerie : les montants enregistrés dans les autres éléments du résultat global sont repris en résultat lors de la disparition de l'élément couvert. Dans les autres cas, ils sont repris linéairement en résultat sur la durée de vie résiduelle de la relation de couverture définie à l'origine.

Dans les deux cas, les variations ultérieures de valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées en résultat.

## 18.11 Juste valeur des actifs et passifs financiers

La définition de la juste valeur retenue par le Groupe est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées selon la hiérarchie en trois niveaux :

- niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation ;

- niveau 2 : données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont observables directement ou indirectement ;

- niveau 3 : données d'entrée non observables concernant l'actif ou le passif.

### Actifs disponibles à la vente

La juste valeur correspond à la valeur boursière en fin de période pour les titres cotés et, pour les titres non cotés, à une technique de valorisation déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre (transactions comparables, multiples de sociétés comparables, valeur actualisée des flux futurs de trésorerie).

### Prêts et créances

Le Groupe considère que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, ainsi que des divers dépôts de garantie, est une approximation raisonnable de la juste valeur, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

### Actifs à la juste valeur par résultat

Pour les placements à très court terme comme les dépôts, les certificats de dépôts, les billets de trésorerie ou les titres de créances négociables, le Groupe considère que la valeur nominale des placements, complétée des intérêts courus le cas échéant, est une approximation raisonnable de la juste valeur.

La juste valeur des OPCVM correspond à la dernière valeur liquidative.

### Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des dettes financières est déterminée en utilisant :

- la valeur boursière pour les instruments cotés (en cas de baisse significative de la liquidité, une analyse approfondie est réalisée afin de vérifier que le prix observé est représentatif de la juste valeur ; dans le cas contraire, un ajustement du prix coté est effectué) ;
- la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe pour les autres instruments. Les résultats donnés par le modèle interne de valorisation sont systématiquement comparés aux valeurs fournies par Bloomberg.

Pour les dettes fournisseurs et les dépôts reçus, le Groupe considère que la valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La juste valeur des dettes fournisseurs à long terme correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe.

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

La juste valeur des engagements fermes ou conditionnels d'achat des participations ne donnant pas le contrôle est évaluée conformément aux clauses contractuelles. Dès lors

que l'engagement consenti est à prix fixe, une valeur actualisée est retenue.

## Instruments dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés avec les taux d'intérêt observés en fin de période par le Groupe. Les résultats donnés par le modèle interne de valorisation sont systématiquement comparés avec les valeurs fournies par les contreparties bancaires et par Bloomberg.

Des contrats FBF ou ISDA sont systématiquement conclus par la Trésorerie centrale du Groupe avec ses contreparties bancaires pour les dérivés. Ces contrats sont assortis de clauses CSA qui prévoient des échanges de garantie-espèces ("*cash collateral*") mensuels ou hebdomadaires sans seuil pour l'ensemble des produits dérivés. Pour certaines contreparties, ces accords ne s'appliquent qu'aux dérivés de maturité supérieure à trois mois. Ces accords déclenchent, avec chaque contrepartie, la réception ou le versement du montant net de variation de juste valeur du portefeuille entre deux appels de marge. Pour Orange SA, l'exposition au risque de non-exécution correspond donc à une succession d'expositions sur une durée maximum d'un mois jusqu'à l'échéance des dérivés. Il s'agit d'un risque de variation de valeur à la hausse du portefeuille, qui peut être modélisé par une série d'options de type achat de cap à un mois reprenant les caractéristiques du portefeuille (nominal net par contrepartie, volatilité, sensibilité). Le risque de non-exécution est alors le produit de cette exposition par la probabilité de défaut jusqu'à la maturité du dérivé et par la perte en cas de défaut (par convention de place fixée à 0,6).

En l'absence de données de marché fiables isolant la probabilité de défaut, le calcul des CVA (*Credit Value Adjustment*) et DVA (*Debit Value Adjustment*) est encadré par une analyse effectuée à partir de tables historiques de défaut et du suivi de l'évolution des CDS. Le risque de crédit des contreparties et le risque de défaut propre du Groupe font également l'objet d'une veille continue basée sur le suivi des spreads de crédit des titres de dettes sur le marché secondaire et d'autres informations de marché. Compte tenu de la collatéralisation mise en œuvre et dans le cadre des politiques de contrepartie et de gestion de l'endettement et du risque de liquidité décrites en note 11, les estimations des CVA et DVA sont non significatives par rapport à l'évaluation des instruments financiers concernés.

## 18.12 Impôt sur les sociétés

Le Groupe évalue l'impôt courant au montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès des administrations fiscales de chaque pays à raison de son interprétation de l'application de la législation fiscale. Le Groupe détermine le montant des actifs, dettes et provisions d'impôts reconnus dans l'état de situation financière en fonction des mérites techniques des positions qu'il défend face à l'administration fiscale.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux

reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporelle imposable liée à des participations dans les filiales, co-entreprises et entreprises associées, sauf si :

- le Groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporelle (par exemple : distribution de dividendes) se renversera ; et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

Ainsi, notamment, pour les sociétés comptabilisées par intégration globale, un passif d'impôt différé n'est reconnu qu'à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs des entités fiscales détenant des pertes fiscales reportables significatives. La recouvrabilité des impôts différés actifs est appréciée au regard des plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation. Ces plans peuvent éventuellement être retraités de spécificités fiscales.

Les impôts différés actifs afférant à ces pertes fiscales ne sont pas reconnus lorsque les faits et circonstances propres à chaque société ou groupe fiscal concernés ne le permettent pas, notamment lorsque :

- l'horizon des prévisions fondées sur les plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation et les incertitudes de l'environnement économique ne permettent pas d'apprécier le niveau de probabilité attaché à leur consommation ;
- les sociétés n'ont pas commencé à utiliser ces pertes ;
- l'horizon de consommation prévisible dépasse l'échéance du report autorisée par la législation fiscale ;
- il est estimé que l'imputation sur des bénéfices imposables futurs présente un caractère incertain à raison des risques de divergences d'interprétation dans l'application de la législation fiscale.

## 18.13 Capitaux propres

### Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission (nets d'impôt lorsqu'une économie d'impôt est générée). Les autres coûts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

### Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

## Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué, pour les activités poursuivies et pour les activités cédées :

- le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ;
- le résultat dilué est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires du Groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, net de l'effet d'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation sur la période.

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

## Participations ne donnant pas le contrôle

### Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle ("puts sur intérêts minoritaires")

Lorsque le Groupe octroie des promesses d'achat fermes ou conditionnelles de leur participation à des actionnaires

minoritaires, le montant correspondant des participations ne donnant pas le contrôle est reclassé en dette financière.

Lorsque la valeur de l'engagement excède le montant des participations ne donnant pas le contrôle, l'excédent est comptabilisé en réduction des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère. La dette financière est réévaluée à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles (à la juste valeur ou à la valeur actualisée s'il s'agit d'un prix fixe) et, en l'absence de précisions apportées par les normes IFRS, avec une contrepartie en charge ou produit financier.

Le traitement comptable des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires fait l'objet d'une réflexion en cours par l'IASB.

### Intérêts minoritaires débiteurs

Le résultat global total d'une filiale est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle. Conformément à IFRS 10, ceci peut se traduire par un solde négatif des participations ne donnant pas le contrôle.

### Transactions entre actionnaires d'entité contrôlée

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, toute transaction avec des actionnaires minoritaires d'une entité contrôlée par le Groupe, dès lors qu'elle n'entraîne pas la perte de contrôle, est comptabilisée comme une transaction de capitaux propres, sans effet sur le résultat global consolidé.

Jusqu'en 2009, le Groupe a enregistré en écart d'acquisition la différence entre le prix d'acquisition des intérêts complémentaires acquis et la quote-part de situation nette acquise, sans procéder à la réévaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis. Pour une cession sans perte de contrôle, le Groupe a comptabilisé un résultat de cession d'actifs de la quote-part d'intérêt effectivement cédée.

## NOTE 19

## Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération, par Orange SA et les sociétés qu'elle contrôle, des personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif d'Orange SA.

(en euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Avantages court terme hors charges patronales <sup>(1)</sup>	(10 365 525)	(11 060 015)	(10 501 528)
Avantages court terme : charges patronales	(2 948 130)	(3 277 791)	(3 036 939)
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	(1 622 168)	(1 543 890)	(1 444 722)
Indemnités de fin de contrat	-	-	(1 733 390)
Rémunération en actions <sup>(3)</sup>	-	500	(1 261)

(1) Comprend l'ensemble des rémunérations comptabilisées sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes, jetons de présence et avantages en nature, intéressement et participation).

(2) Coût des services rendus.

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre du plan d'attribution gratuite d'actions, des plans d'options sur titres et des offres réservées au personnel.

Le montant global des engagements de retraite (indemnité conventionnelle de départ à la retraite et retraite complémentaire à prestations définies) provisionnés dans les comptes au 31 décembre 2013 au bénéfice des personnes qui sont à la clôture de l'exercice membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif s'élève à 11 409 119 euros (20 636 625 euros en 2012 et 14 616 527 euros en 2011). La diminution du montant global des engagements est principalement liée à la diminution du nombre de membres du Comité exécutif.

Les contrats des membres du Comité exécutif comportent une clause prévoyant une indemnité contractuelle de séparation de 15 mois maximum de leur rémunération annuelle brute totale (incluant l'indemnité conventionnelle de licenciement). Il importe de rappeler que Stéphane Richard n'a pas de contrat de travail et que le contrat de travail de Gervais Pellissier a été suspendu. Ils ne bénéficient d'aucune rémunération différée dans l'hypothèse où il serait mis fin à leur mandat.

## NOTE 20

## Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008 complétant l'article R. 233-14 §17 du Code de commerce, le tableau suivant présente le montant des honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice, en distinguant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes consolidés de

ceux facturés au titre des conseils et prestations de services, entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes consolidés. Les honoraires mentionnés pour les filiales concernent celles qui sont consolidées en intégration globale.

(en millions d'euros)	Deloitte						Ernst & Young					
	Montant			%			Montant			%		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
<b>Audit</b>												
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	13,0	14,7	13,8	96 %	97 %	92 %	14,6	16,7	16,0	94 %	95 %	95 %
<i>émetteur</i>	7,8	7,2	6,9	58 %	47 %	46 %	7,5	6,9	7,0	48 %	39 %	41 %
<i>filiales</i>	5,2	7,5	6,9	38 %	50 %	46 %	7,1	9,8	9,0	46 %	56 %	54 %
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0,5	0,3	1,2	3 %	2 %	8 %	0,8	0,9	0,7	5 %	5 %	4 %
<i>émetteur</i>	0,4	0,2	0,4	2 %	1 %	3 %	-	0,2	0,1	-	1 %	1 %
<i>filiales</i>	0,1	0,1	0,8	1 %	1 %	5 %	0,8	0,7	0,6	5 %	4 %	3 %
<b>Sous-total</b>	<b>13,5</b>	<b>15,0</b>	<b>15,0</b>	<b>99 %</b>	<b>99 %</b>	<b>100 %</b>	<b>15,4</b>	<b>17,6</b>	<b>16,7</b>	<b>99 %</b>	<b>100 %</b>	<b>99 %</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>												
- Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	1 %
- Juridique, social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	0,1	0,1	-	1 %	1 %	-	0,1	-	-	1 %	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>1 %</b>	<b>-</b>	<b>1 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13,6</b>	<b>15,1</b>	<b>15,0</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>15,5</b>	<b>17,6</b>	<b>16,8</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Toutes les prestations fournies par les Commissaires aux comptes en 2011, 2012 et 2013 ont été autorisées en application des règles d'approbation adoptées par le Comité d'audit en 2003 et mises à jour en octobre 2013.

## 4.1.2 Principes comptables majeurs et estimations

Selon les règles applicables dans l'Union européenne (UE), Orange (ci-après dénommé "le Groupe") établit ses états financiers consolidés selon les IFRS publiés par l'IASB et fonde sa communication financière et l'analyse de ses résultats sur ces états financiers consolidés.

## Base de préparation

Bien que les IFRS publiés par l'IASB constituent un jeu complet de principes comptables, il convient néanmoins de noter que la performance présentée et que la comparabilité avec l'information financière publiée en IFRS par d'autres émetteurs peut être affectée par les éléments suivants :

- les exceptions d'IFRS 1 à l'application rétrospective des IFRS retenues à la date de transition, telles que : l'absence de retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition, la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel évalués à la date de transition, le reclassement en autres éléments du résultat global de l'ensemble des réserves de conversion afférentes à la date de transition ;
- les options comptables proposées par différentes normes IFRS, comme par exemple : pour chaque prise de contrôle depuis 2010, l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle de l'entité acquise soit à leur juste valeur (méthode de l'écart d'acquisition complet) soit à hauteur de la quote-part d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle dans le montant de l'actif net identifiable acquis (écart d'acquisition afférent à la seule quote-part d'intérêt acquise) ;
- le référentiel IFRS ne dispose pas de texte gouvernant la comptabilisation de certaines transactions ou situations, telles que les engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle, notamment la contrepartie des réévaluations subséquentes de la dette financière associée. Dans de telles circonstances, le Groupe - tout comme les autres préparateurs - définit sa politique comptable selon les paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle norme ou interprétation par l'IASB ou l'IFRS IC ;

- le référentiel IFRS intègre une norme sur la présentation des états financiers, mais ne fournit pas de méthodologie détaillée quant à la forme et au contenu du compte de résultat consolidé.

La situation financière et le résultat publiés du Groupe sont ainsi affectés par le choix et l'application des principes comptables, de même que le jugement et autres incertitudes affectant l'application de ces principes.

La note 1.2 *Base de préparation des états financiers consolidés 2013* et la note 18 *Principes comptables* des états financiers consolidés décrivent de façon plus détaillée la base de préparation des états financiers consolidés.

## Recours à des estimations et au jugement

La situation financière et le résultat du Groupe sont également sensibles aux jugements, hypothèses et incertitudes afférents aux estimations effectuées. Ces estimations sont révisées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2013 pourraient être sensiblement modifiées.

La note 1.4 *Recours à des estimations et au jugement* des états financiers consolidés décrit de façon détaillée les éléments les plus affectés par le recours au jugement, hypothèses et incertitudes et renvoie aux notes détaillant ces jugements, hypothèses et incertitudes et fournissant le cas échéant des informations relatives aux sensibilités affectant les estimations.

## 4.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

### Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Orange, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, la Direction d'Orange est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers. Cette note précise également que les estimations retenues au 31 décembre 2013 pourraient être sensiblement modifiées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Dans le cadre de notre audit des

comptes consolidés, nous avons estimé que, parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations, figurent les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, les impôts différés actifs et les provisions relatives aux litiges.

Nous avons notamment :

- pour ce qui concerne les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles la Direction fonde ses estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles telles que présentées dans la note 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons également revu les calculs effectués par la Société et les sensibilités des principales valeurs d'utilité, évalué les principes et méthodes de détermination des justes valeurs, comparé les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la Direction ;
- pour les actifs d'impôt différés comptabilisés au titre des reports fiscaux déficitaires, vérifié que les critères de comptabilisation étaient satisfaits et apprécié les hypothèses sous-tendant les prévisions de bénéfices imposables et les consommations de reports déficitaires en résultant. Nous avons également vérifié que les notes 12.3 et 18.12 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée ;
- s'agissant des provisions relatives aux litiges, apprécié les bases sur lesquelles ces provisions ont été constituées, revu les informations relatives aux risques et litiges contenues dans les notes 12.1 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés et examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le Rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,

le 6 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**DELOITTE & ASSOCIES**

Frédéric Moulin

**ERNST & YOUNG Audit**

Vincent de La Bachelerie

## 4.3 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Cette section contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du document de référence 2013. Voir aussi les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du document de référence 2013.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir notes 1 et 18 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les secteurs opérationnels sont décrits dans la section 4.3.3 *Analyse par secteur opérationnel*. Les données relatives aux secteurs opérationnels qui sont présentées dans

les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations intersecteurs opérationnels.

Les variations ci-après sont calculées sur la base des données en milliers d'euros bien qu'affichées en millions d'euros.

L'EBITDA présenté, l'EBITDA retraité et les CAPEX sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et l'annexe *Glossaire financier*.

Le passage des données historiques aux données à base comparable (voir annexe *Glossaire financier*) pour les exercices 2011 et 2012 est décrit dans la section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

### 4.3.1 Vue d'ensemble

#### 4.3.1.1 Données financières et effectifs

##### ► DONNEES OPERATIONNELLES

Exercices clos le 31 décembre						
(en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>40 981</b>	<b>42 930</b>	<b>43 515</b>	<b>(4,5) %</b>	<b>(5,8) %</b>	<b>45 277</b>
<b>EBITDA présenté <sup>(2)</sup></b>	<b>12 235</b>	<b>12 289</b>	<b>12 495</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>(2,1) %</b>	<b>15 129</b>
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	<i>29,9 %</i>	<i>28,6 %</i>	<i>28,7 %</i>	-	-	<i>33,4 %</i>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 288</b>	<b>4 061</b>	<b>4 063</b>	<b>30,2 %</b>	<b>30,1 %</b>	<b>7 948</b>
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>12,9 %</i>	<i>9,5 %</i>	<i>9,3 %</i>	-	-	<i>17,6 %</i>
<b>CAPEX <sup>(2)</sup></b>	<b>5 631</b>	<b>5 744</b>	<b>5 818</b>	<b>(2,0) %</b>	<b>(3,2) %</b>	<b>5 770</b>
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>13,7 %</i>	<i>13,4 %</i>	<i>13,4 %</i>	-	-	<i>12,7 %</i>
Licences de télécommunication	486	944	945	(48,5) %	(48,5) %	941
Investissements financés par location-financement	95	47	47	103,6 %	102,7 %	180
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) <sup>(3)</sup>	159 515	163 540	163 545	(2,5) %	(2,5) %	165 533
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) <sup>(3)</sup>	165 488	170 596	170 531	(3,0) %	(3,0) %	171 949

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.  
(2) Voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et annexe *Glossaire financier*.  
(3) Voir annexe *Glossaire financier*.

##### ► DONNEES OPERATIONNELLES RETRAITEES

Exercices clos le 31 décembre						
(en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>EBITDA retraité <sup>(2)</sup></b>	<b>12 649</b>	<b>13 670</b>	<b>13 785</b>	<b>(7,5) %</b>	<b>(8,2) %</b>	<b>15 083</b>
<i>EBITDA retraité / Chiffre d'affaires</i>	<i>30,9 %</i>	<i>31,8 %</i>	<i>31,7 %</i>	-	-	<i>33,3 %</i>
<b>EBITDA retraité – CAPEX <sup>(2)</sup></b>	<b>7 019</b>	<b>7 926</b>	<b>7 967</b>	<b>(11,4) %</b>	<b>(11,9) %</b>	<b>9 313</b>

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.  
(2) Voir annexe *Glossaire financier*.

## ➤ RESULTAT NET

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 288</b>	<b>4 063</b>	<b>7 948</b>
Résultat financier	(1 750)	(1 728)	(2 033)
Impôt sur les sociétés	(1 405)	(1 231)	(2 087)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 133</b>	<b>1 104</b>	<b>3 828</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	1 873	820	3 895
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	260	284	(67)

## ➤ ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Endettement financier net <sup>(1)</sup></b>	<b>30 726 <sup>(2)</sup></b>	<b>30 545</b>	<b>30 890 <sup>(3)</sup></b>

(1) Voir annexe *Glossaire financier* et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), l'endettement financier net s'élèverait à 28 580 millions d'euros au 31 décembre 2013.

(3) En tenant compte pour l'exercice 2011 i) du règlement relatif à l'acquisition de la licence mobile 4G dans la bande 800 MHz en France (intervenu le 19 janvier 2012 pour 891 millions d'euros), et ii) du règlement relatif au litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne (intervenu le 13 janvier 2012 pour 550 millions d'euros), l'endettement financier net s'élèverait à 32 331 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.1 *Risques opérationnels* du document de référence 2013.

### 4.3.1.2 Synthèse des résultats de l'exercice 2013

Les succès commerciaux et l'accélération de la baisse des coûts permettent à Orange d'atteindre son objectif 2013 avec un indicateur "EBITDA retraité – CAPEX" (voir annexe *Glossaire financier*) de 7 milliards d'euros. Entre 2012 et 2013, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère a plus que doublé, à 1 873 millions d'euros.

La **dynamique commerciale positive** amorcée au cours des trimestres précédents s'est accélérée au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 :

- le nombre de clients du Groupe s'élève à 236,3 millions au 31 décembre 2013, soit une hausse de 2,4 % sur un an représentant 5,6 millions de clients supplémentaires ;
- dans le très haut débit mobile (4G), en France, l'objectif d'un million de clients 4G est atteint et avec plus de 4 200 sites, Orange couvre 50 % de la population au 7 janvier 2014. En Espagne, les offres 4G comptent 530 000 clients et plus de 1 600 sites déployés couvrant 30 % de la population. En Pologne, la technologie 4G a été lancée à Varsovie, et au Royaume-Uni, EE compte plus de 2 millions de clients à ses offres 4G début janvier 2014 ;
- en France, les ventes nettes de forfaits mobiles (hors *Machine to Machine*) réalisées au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 sont les plus élevées de l'année et concernent pour près des deux tiers les offres premium *Origami* et *Open*. Le développement de la fibre optique s'accélère au 4<sup>e</sup> trimestre avec une base

de clients en hausse de 17 % en trois mois, pour atteindre 319 000 clients au 31 décembre 2013 ;

- en Espagne, les forfaits mobiles (hors *Machine to Machine*) sont également en forte progression (9,6 % sur un an) avec le développement rapide des offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal), tandis que la base de clients fixe haut débit est en hausse de 21,2 %, tirée par le succès des offres convergentes *Canguro* ;
- en Afrique et au Moyen-Orient, la progression de la base de clients mobile reste très soutenue (7,9 % sur un an) avec 88,0 millions de clients au 31 décembre 2013 (dont 3,4 millions de clients supplémentaires au 4<sup>e</sup> trimestre). La technologie 3G est maintenant disponible dans 17 pays et *Orange Money* compte 8,9 millions de clients au 31 décembre 2013.

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 40 981 millions d'euros en 2013, soit un recul de 5,8 % par rapport à 2012 en données historiques. En données à base comparable, la baisse de 4,5 % du chiffre d'affaires s'explique pour plus de 40 % par la baisse des tarifs réglementés. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, la baisse ressort à 2,6 % entre les deux périodes en données à base comparable :

- en France, le recul de 4,8 % du chiffre d'affaires est lié en grande partie à l'évolution des services mobiles, avec une baisse de l'ARPU mobile de 11,5 % (8,0 % hors effet de la baisse des tarifs réglementés) ;
- en Espagne, le chiffre d'affaires est en hausse de 4,4 %, tiré par la vente des terminaux mobiles avec paiement étalé et par les services fixes ;
- en Pologne, la baisse du chiffre d'affaires des services mobiles est limitée à 2,6 %. La pression concurrentielle sur

les prix est pour partie compensée par la progression de la base de clients ;

- dans le secteur présenté Reste du monde, le chiffre d'affaires progresse de 1,3 % grâce au dynamisme de la zone Afrique et Moyen-Orient, en hausse de 4,7 %, tandis que la zone Europe, marquée par le recul de la Belgique et de la Slovaquie, est en baisse de 2,8 % ;
- le chiffre d'affaires des services aux Entreprises est en recul de 5,3 %, avec une pression accrue sur les prix dans un contexte économique européen difficile. Les services informatiques sont cependant en forte progression, notamment le Cloud (en hausse de 23 %).

L'entreprise a démontré sa **capacité d'adaptation** et de **maîtrise des coûts**, avec une **baisse des charges opérationnelles** incluses dans le calcul de l'EBITDA retraité de 929 millions d'euros (dont 798 millions d'euros en France) qui compense près de la moitié du recul du chiffre d'affaires (1 949 millions d'euros). Entre les deux périodes, les coûts directs sont en réduction de 5,4 % (soit 583 millions d'euros) et les coûts indirects de 1,9 % (soit 346 millions d'euros).

L'**EBITDA retraité** (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et annexe *Glossaire financier*) s'établit à 12 649 millions d'euros en 2013. Le ratio d'EBITDA retraité rapporté au chiffre d'affaires (30,9 % en 2013) enregistre une diminution limitée à 1,0 point par rapport à l'année 2012 en données à base comparable.

Le **résultat d'exploitation** ressort à 5 288 millions d'euros en 2013, soit une progression de 1 225 millions d'euros par rapport à 2012 en données historiques. En données à base comparable, l'augmentation de 1 227 millions d'euros du résultat d'exploitation entre 2012 et 2013, soit une progression de 30,2 %, s'explique principalement :

- par la comptabilisation en 2012 d'une charge de 1 245 millions d'euros relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France, en raison principalement des nouveaux accords sur l'emploi des seniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*) ;
- par la diminution de 1 138 millions d'euros de la perte de valeur des écarts d'acquisition du fait de la comptabilisation d'une dépréciation de 512 millions d'euros en 2013 (au titre principalement de la Belgique et de la République Démocratique du Congo), contre une dépréciation de 1 650 millions d'euros en 2012 (au titre principalement de la Pologne, de l'Egypte, de la Roumanie et de la Belgique) ;
- en partie compensées par le recul de 1 021 millions d'euros de l'EBITDA retraité.

Le **résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère** (1 873 millions d'euros en 2013) a plus que doublé par rapport à l'année précédente (820 millions d'euros en 2012). Cette amélioration est liée essentiellement à la perte de valeur des écarts d'acquisition, significativement moins élevée en 2013 qu'en 2012.

Les **CAPEX** (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et annexe *Glossaire financier*) s'élèvent à 5 631 millions d'euros en 2013, soit un ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires de 13,7 %, en hausse

de 0,4 point par rapport à 2012 en données historiques comme en données à base comparable, qui conforte la position de leader d'Orange dans le domaine des réseaux de télécommunication, en particulier pour les investissements dans le domaine du très haut débit mobile (4G) et fixe (fibre optique et VDSL) qui ont doublé par rapport à 2012.

L'**indicateur "EBITDA retraité – CAPEX"** (voir annexe *Glossaire financier*) s'élève à 7 019 millions d'euros en 2013, en ligne avec l'objectif pour l'exercice 2013 d'un indicateur "EBITDA retraité – CAPEX" supérieur à 7 milliards d'euros.

L'**endettement financier net** (voir annexe *Glossaire financier*) s'établit à 30 726 millions d'euros au 31 décembre 2013. Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) s'établit à 2,37. Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'élèverait à 2,21, en ligne avec l'objectif d'un ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA autour de 2,2 au 31 décembre 2013 hors impact de ce litige fiscal.

Un **dividende** de 0,80 euro par action sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2014 au titre de l'exercice 2013. Compte tenu du versement le 11 décembre 2013 d'un acompte de 0,30 euro par action, le solde du dividende s'élèvera, sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale, à 0,50 euro par action et sera payé en numéraire le 5 juin 2014.

#### 4.3.1.3 Effet des évolutions tarifaires liées à la réglementation

La baisse des prix des terminaisons d'appel et des tarifs d'itinérance (roaming) s'est poursuivie en 2013 dans la quasi-totalité des pays d'Europe où le Groupe est présent. En 2013, le chiffre d'affaires des activités de téléphonie fixe et mobile est affecté négativement par la baisse des tarifs réglementés pour 840 millions d'euros (916 millions d'euros en 2012), et l'EBITDA présenté, pour 279 millions d'euros (316 millions d'euros en 2012).

La réglementation applicable aux activités du groupe Orange est décrite dans la section 2.2 *Réglementation* du document de référence 2013. Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à la réglementation, voir la section 2.4.2 *Risques juridiques* du document de référence 2013.

#### 4.3.1.4 Faits marquants

En 2013, l'environnement macroéconomique dans lequel le Groupe exerce son activité est resté très difficile en Europe avec une croissance économique faible ou en récession (notamment en France et en Espagne) et les effets de la crise financière et économique sur le comportement des consommateurs. Par ailleurs, le contexte actuel reste caractérisé par un poids de la réglementation élevé, une forte pression fiscale et l'effet des crises politiques au Moyen-Orient, au Maghreb ainsi que dans certains pays d'Afrique noire.

L'environnement des télécommunications reste également marqué par une évolution importante du marché de la téléphonie mobile, sous l'effet de l'intensification de la pression concurrentielle (notamment en France avec l'arrivée du 4<sup>e</sup> opérateur mobile en 2012), mais aussi en Pologne et en Belgique. Cette intensification de la concurrence s'est traduite par d'importantes baisses tarifaires et par une bipolarisation du marché entre, d'une part, des offres d'entrée de gamme, et d'autre part, des offres de haut de gamme intégrant des services supplémentaires.

Face à cette situation, le Groupe a poursuivi son adaptation en 2013 par un travail sur ses offres commerciales, par la cession d'actifs non stratégiques (avec des cessions en Autriche et au Portugal, et un accord de cession en République Dominicaine), par ses investissements dans les réseaux à très haut débit (4G et fibre optique) et par ses programmes d'innovation. Par ailleurs, le Groupe a poursuivi les chantiers relatifs à son programme d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des coûts (avec l'avancement de Chrysalid), à la mutualisation des réseaux et à la mise en commun d'activités avec d'autres opérateurs.

### France Télécom devient Orange

Suite au changement de la dénomination sociale de la société France Télécom, devenue **Orange** le 1<sup>er</sup> juillet 2013, le groupe France Télécom-Orange s'appelle désormais **Orange**, en cohérence avec la marque portée par la quasi-totalité des activités commerciales (fixe, mobile, internet) du Groupe dans le monde.

En Pologne, les sociétés Telekomunikacja Polska (TP, services fixes et internet), PTK Centertel (services mobiles) et Orange Polska ont fusionné le 31 décembre 2013 en une seule entreprise dénommée Orange Polska.

### Poursuite de la dynamique commerciale

Dans un contexte concurrentiel difficile, Orange a enregistré en 2013 de bonnes performances commerciales dans ses principaux pays, grâce notamment à l'adaptation de ses offres commerciales. Les offres segmentées *Animals* ont été lancées dans 8 des 9 pays de l'Union européenne dans lequel le Groupe est présent et concernent maintenant 11 millions de clients. **Orange Money** compte désormais 8,9 millions de clients à travers 13 pays en Afrique et au Moyen-Orient. Orange a lancé des services 4G dans une dizaine de pays.

### Succès confirmé des offres en France

En France, dans un contexte concurrentiel exacerbé se traduisant par des baisses de prix continues, Orange a poursuivi l'adaptation de ses offres destinées au grand public : ajustement et élargissement de la gamme des forfaits de la marque **Sosh**, poursuite du développement des offres *quadruple play Open*, simplification de la gamme de forfaits **Origami**, lancement de la commercialisation des offres 4G auprès du grand public, intégration d'innovations technologiques dans les offres (avec notamment la nouvelle gamme Livebox Play).

Les offres de la marque **Sosh** ont été ajustées et enrichies, avec notamment la commercialisation d'une gamme de forfaits

*quadruple play "Sosh mobile + Livebox"* en juin 2013, le lancement du premier *smartphone Sosh* en octobre 2013 et l'accès à la technologie 4G en janvier 2014. Le nombre de clients **Sosh** a été multiplié par 2,3 en un an et la marque **Sosh** compte désormais près de 1,9 million de clients au 31 décembre 2013.

Les offres *quadruple play Open* confirment également leur succès en 2013, avec 4,8 millions de clients au 31 décembre 2013 (soit 1,7 million de clients supplémentaires par rapport au 31 décembre 2012). Ces offres démontrent ainsi leur pertinence, tant en termes d'acquisition de nouveaux clients que de fidélisation de la clientèle existante.

S'agissant du très haut débit, après avoir lancé la commercialisation de sa première offre 4G pour les professionnels et les entreprises en novembre 2012, Orange a lancé la commercialisation des offres 4G pour le grand public en avril 2013. Au 31 décembre 2013, Orange compte plus de 1 million de clients 4G. Par ailleurs, le nombre de clients bénéficiant de la fibre optique a été multiplié par 1,8 sur un an pour atteindre 319 000 clients au 31 décembre 2013.

Plus globalement, le passage du cap des 10 millions de clients fixes haut débit en France a été franchi par le Groupe au 3<sup>e</sup> trimestre 2013.

### Bonnes performances commerciales en Espagne et en Pologne

En Espagne, Orange a poursuivi l'adaptation de ses offres destinées au grand public : lancement d'une offre combinée **Canguro**, associant mobile et internet, simplification de la gamme de forfaits *Animals*, lancement de la commercialisation de terminaux compatibles **joyn**. Par ailleurs, Orange a lancé la commercialisation de ses offres 4G en juillet 2013 et compte déjà 530 000 clients 4G dans le pays au 31 décembre 2013. Enfin, le site en ligne **amena.com**, qui propose depuis juillet 2012 des offres illimitées à tarif réduit et sans engagement, compte 117 000 clients sous contrat au 31 décembre 2013.

En Pologne, Orange a lancé en avril 2013 sa nouvelle marque en ligne, **nju.mobile**. Proposée uniquement sur internet (pour les forfaits), **nju.mobile** s'adresse principalement aux clients Grand Public à la recherche de solutions économiques, avec des offres mobiles prépayées et des forfaits, sur la base d'offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal). 353 000 clients ont déjà souscrit à ces nouvelles offres au 31 décembre 2013.

### Succès des offres à très haut débit (4G) au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, 14 mois après le lancement de la commercialisation de ses offres 4G en octobre 2012, EE, la coentreprise détenue par Orange et par Deutsche Telekom, compte déjà près de 2 millions de clients 4G au 31 décembre 2013. Fin 2013, la couverture du réseau 4G par la coentreprise atteint désormais près de 70 % de la population du Royaume-Uni, soit 160 villes couvertes, et devrait atteindre le seuil de 98 % de la population britannique en 2014.

## Amélioration de l'efficacité opérationnelle

En 2013, le Groupe a poursuivi les chantiers relatifs à son programme d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des coûts, à la mutualisation des réseaux et à la mise en commun d'activités avec d'autres opérateurs.

### Avancement de Chrysalid

En 2011, le Groupe a lancé Chrysalid, son programme d'efficacité opérationnelle à l'horizon 2015. L'objectif est d'identifier tous les domaines dans lesquels le Groupe peut améliorer son efficacité opérationnelle et optimiser ses pratiques, et ce, dans le but de maîtriser la croissance de ses dépenses et de mettre en œuvre ce changement partout dans le Groupe, en partageant les bonnes pratiques entre les pays. En octobre 2012, le Groupe a décidé d'accélérer la réalisation de ce programme. L'objectif actuel est de réduire de 3 milliards d'euros d'ici fin 2015 la progression attendue des charges opérationnelles par rapport à la base de coût de l'exercice 2010.

Depuis l'origine du programme, en données cumulées sur les exercices 2011, 2012 et 2013, le nouvel objectif de 3 milliards d'euros a été réalisé à hauteur de 68 %, représentant un montant total de 2 milliards d'euros (dont 452 millions d'euros en 2011 hors Suisse, 718 millions d'euros en 2012 et 870 millions d'euros en 2013), dépassant ainsi l'objectif intermédiaire de 1,8 milliard d'euros à fin 2013. En 2013, ce montant porte à la fois sur les charges opérationnelles incluses dans l'EBITDA présenté (pour 780 millions d'euros en 2013) et sur les CAPEX (pour 90 millions d'euros en 2013).

### Mutualisation des infrastructures passives en Afrique

Après l'Ouganda en 2012, de nouveaux accords de partage d'infrastructures passives ont été conclus en 2013 avec des opérateurs d'infrastructures mobiles en Afrique, notamment concernant la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Ces accords permettront de réduire les coûts d'exploitation et les investissements dans ces pays tout en améliorant la couverture et la qualité du réseau.

## Investissements dans les réseaux

Le déploiement des réseaux permettant l'accès internet en haut débit et très haut débit reste l'une des grandes priorités du Groupe. Après l'acquisition de plusieurs licences mobiles 4G à travers le monde, Orange a déjà déployé des réseaux mobiles à très haut débit (LTE, *Long Term Evolution*) dans une dizaine de pays. S'agissant des réseaux fixes à très haut débit (FTTH, *Fiber To The Home*), Orange a multiplié en 2013 la signature d'accords et de conventions en faveur du déploiement de la fibre optique en France, ainsi qu'en Espagne (codéploiement) et en Pologne.

### Déploiement des réseaux mobiles à très haut débit (LTE) en Europe

En France, le déploiement de la technologie 4G est très rapide. Commencé en juin 2012, Orange dispose désormais de plus de 4 200 sites en service et couvre ainsi 50 % de la population en France métropolitaine au 7 janvier 2014. Par ailleurs, Orange propose aujourd'hui le débit maximum théorique le plus élevé : 100 ou 150 Mbit / s. Ce déploiement

s'ajoute au réseau H+ d'Orange qui couvre 75 % de la population française fin 2013.

En Espagne, la couverture du réseau 4G concerne déjà 18 grandes villes représentant 30 % de la population au 31 décembre 2013. L'objectif est de poursuivre le déploiement de la technologie 4G afin de couvrir les capitales des 50 provinces espagnoles en 2014.

En Pologne, le déploiement du réseau 4G est en cours (16 % de la population couverte en codéploiement au 31 décembre 2013), et Orange Polska prévoit une couverture de 50 % de la population à mi-année 2014 sur la fréquence 1 800 MHz.

En Belgique, Mobistar a acquis une licence 4G pour 120 millions d'euros et a ouvert son réseau 4G dans 30 villes et communes en novembre 2013. Début 2014, Mobistar ajoutera au moins 40 villes et communes à son réseau 4G et lancera son offre commerciale. Mobistar prévoit une couverture 4G similaire à la couverture 2G actuelle à l'horizon 2015. Au Luxembourg, le Groupe couvre déjà plus de 65 % de la population avec la technologie 4G et continue de compléter sa couverture.

Dans le reste de l'Europe, les déploiements de la technologie 4G progressent rapidement, en particulier en Roumanie, en Moldavie (premier pays du Groupe en 4G) et en Slovaquie (acquisition d'une licence 4G en janvier 2014), et au final, tous les pays d'Europe du Groupe auront accès à des offres 4G avant la fin 2015.

### Déploiement des réseaux fixes à haut et très haut débit (VDSL et FTTH) en Europe

En France, Orange a multiplié en 2013 les initiatives visant à optimiser la coordination des investissements privés et publics pour le déploiement de la fibre optique, avec la signature de plusieurs conventions avec des collectivités locales et des institutions. La signature de ces accords et le rythme de déploiement soutenu mené par Orange en 2013 permettent au Groupe de comptabiliser 2,6 millions de foyers raccordables à la fibre optique au 31 décembre 2013, en progression de 55 % sur un an. Par ailleurs, afin de proposer à ses clients (Grand Public et entreprises) les meilleurs débits disponibles sur leur ligne, Orange propose la technologie VDSL2 en France depuis octobre 2013. La technologie VDSL2 permet pour les clients éligibles, d'atteindre des débits supérieurs à ceux proposés en ADSL.

En Espagne, Orange a signé en mars 2013 un accord avec Vodafone pour investir conjointement dans le déploiement de la fibre optique (FTTH). Les deux partenaires se sont donnés comme objectif de raccorder 3 millions de foyers d'ici 2015 et 6 millions d'ici 2017, dans plus de 50 villes de la péninsule ibérique. Par ailleurs, cet accord étant ouvert à d'autres opérateurs désireux d'investir dans ce type de déploiement, Orange, Vodafone et Telefonica ont signé en juillet 2013 un accord pour le partage des infrastructures de fibre optique verticale dans les bâtiments.

En Pologne, le Groupe investit dans le haut et très haut débit, avec la poursuite du déploiement des accès VDSL, afin d'élargir la couverture géographique de ces offres, et de manière plus sélective, avec les premiers déploiements de la fibre optique (FTTH).

## Poursuite du contrat social en France

Entre fin 2012 et 2013, la signature de nouveaux accords relatifs à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, à l'emploi des seniors et au contrat de génération (Orange va voir partir en retraite un tiers de ses effectifs en France d'ici à 2020) traduit la volonté du Groupe d'allier performance économique et qualité sociale de l'entreprise dans le respect du contrat social d'Orange dont la mise en œuvre progressive, depuis septembre 2010, a permis le retour à un climat social apaisé.

Le nouvel accord sur l'emploi des seniors en France, signé en décembre 2012 avec les organisations syndicales pour une durée de trois ans (2013–2015), porte notamment sur l'aménagement des fins de carrière et la transition entre activité et retraite, avec en particulier la mise en œuvre d'un nouveau dispositif de temps partiel appelé dispositif "Temps Partiel Senior" (TPS, voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Par ailleurs, le nouvel accord portant sur le contrat de génération, signé en octobre 2013 avec les organisations syndicales, couvrant la période 2013–2015, prévoit ou réaffirme des mesures concrètes et ambitieuses autour de quatre axes : i) l'embauche de 3 000 jeunes en Contrat à Durée Indéterminée (CDI) dans le cadre d'un plan de recrutement de 4 000 personnes en CDI sur 3 ans, ii) l'accueil de jeunes en formation, avec un plan spécifique d'accueil de 1 000 alternants dédiés aux métiers du très haut débit (avec intégration en CDI chez Orange ou chez ses partenaires) en sus de l'engagement d'accueil de 5 000 jeunes en alternance par an, iii) le maintien dans l'emploi et l'aménagement du temps de travail des seniors, et iv) la transmission des savoirs et l'accueil des jeunes dans l'entreprise.

## Evolution du portefeuille d'actifs

Après notamment la cession de ses activités en Suisse en février 2012, le Groupe a finalisé en 2013 la cession de ses participations en Autriche (Orange Austria) et au Portugal (Sonaecom), et a annoncé en 2013 la signature d'un accord en vue de la cession de sa participation en République Dominicaine (Orange Dominicana). Par ailleurs, Orange Polska a annoncé en octobre 2013 la signature d'un accord pour la cession de 100 % de sa filiale Wirtualna Polska en Pologne. Ces opérations reflètent la stratégie d'optimisation du portefeuille d'actifs du Groupe annoncée en 2011.

### Cession de 35 % d'Orange Austria

En janvier 2013, Mid Europa Partners et Orange ont cédé leurs participations respectives de 65 % et 35 % dans Orange Austria. Orange a vendu sa participation pour 73 millions d'euros, net de frais de cession et après ajustement du prix. Ce montant correspond au résultat de cession comptabilisé dans le compte de résultat. L'encaissement net au 31 décembre 2013 s'élève à 66 millions d'euros, les sommes restant à percevoir étant placées sur un compte séquestre (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

### Cession de 20 % de Sonaecom au Portugal

En septembre 2013, Orange a cédé sa participation de 20 % dans Sonaecom à Sonae, pour 105 millions d'euros. La valeur comptable des titres Sonaecom correspondant à la valeur de

cession, l'effet de cette vente sur le résultat de cession est nul. Le prix de cession sera payé par Sonae en août 2014 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

### Accord en vue de la cession d'Orange Dominicana

En novembre 2013, Orange a signé un accord avec Altice portant sur la cession de 100 % d'Orange Dominicana, la filiale du Groupe opérant en République Dominicaine. Les parties se sont accordées sur une valeur d'entreprise de 1,4 milliard de dollars, soit 1,1 milliard d'euros. Le gain de cession attendu, net d'impôt, n'est pas significatif (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

### Acquisition de 51 % de Dailymotion

En application d'un contrat d'achat à terme conclu en juillet 2012, Orange a acquis 51 % de Dailymotion en janvier 2013 pour 61 millions d'euros, portant ainsi la participation du Groupe dans Dailymotion à 100 % (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

## Litige fiscal relatif à l'exercice 2005

Par un jugement en date du 4 juillet 2013, le Tribunal administratif de Montreuil a rejeté les arguments du Groupe concernant un litige fiscal en France consécutif à une simplification du périmètre du Groupe intervenue en 2005, déclenchant ainsi la mise en paiement du solde des droits et intérêts de retard réclamés par l'Administration pour un montant total de 2 146 millions d'euros. Compte tenu des montants provisionnés antérieurement, seule une charge complémentaire de 46 millions d'euros a été comptabilisée au titre des intérêts de retard de la période (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés et note 12 de l'annexe aux comptes consolidés).

Orange estime disposer d'arguments juridiques solides, notamment l'opposabilité à l'Administration de l'intangibilité fiscale du bilan d'ouverture des exercices soumis à contrôle, et a donc déposé le 29 juillet 2013 une requête introductive d'instance auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles.

### 4.3.1.5 Risques économiques et politiques dans les zones sensibles

Orange a réalisé des investissements et possède des filiales et des participations situées au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique noire. Certains pays (notamment l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, le Mali, la République Démocratique du Congo et la République Centrafricaine) continuent d'être marquées par une instabilité politique ou économique qui a affecté l'activité et les résultats des sociétés du Groupe présentes dans ces pays (voir notamment section 4.3.3.4 *Reste du monde* concernant la situation en Egypte et note 6 de l'annexe aux comptes consolidés).

En Europe, les différents développements possibles de la situation financière et économique actuelle, en particulier en matière de comportement des consommateurs, en matière d'effet sur la demande des politiques gouvernementales et européennes de réduction des déficits publics, ou encore en

matière de comportement des marchés de taux d'intérêt lié aux politiques menées par les banques centrales des pays, constituent des facteurs d'aléa. Par ailleurs, les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrage entre baisses des prix aux consommateurs

et stimulations des investissements, ou en matière de concentration constituent également des facteurs d'aléa.

Pour plus d'informations concernant les risques liés à ces investissements ainsi que les autres facteurs de risques, voir la section 2.4 *Facteurs de risque* du document de référence 2013.

## 4.3.2 Analyse du compte de résultat et des investissements du Groupe

### 4.3.2.1 Du chiffre d'affaires à l'EBITDA présenté du Groupe

Exercices clos le 31 décembre						
(en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>40 981</b>	<b>42 930</b>	<b>43 515</b>	<b>(4,5) %</b>	<b>(5,8) %</b>	<b>45 277</b>
Achats externes <sup>(2)</sup>	(17 965)	(18 746)	(19 100)	(4,2) %	(5,9) %	(19 638)
Autres produits et charges opérationnels <sup>(2)</sup>	179	187	179	(4,8) %	(0,1) %	(33)
Charges de personnel <sup>(2)</sup>	(9 019)	(10 272)	(10 363)	(12,2) %	(13,0) %	(8 815)
Impôts et taxes d'exploitation <sup>(2)</sup>	(1 717)	(1 839)	(1 857)	(6,6) %	(7,5) %	(1 772)
Résultat de cession	119	65	158	82,4 %	(24,6) %	246
Coût des restructurations et assimilés	(343)	(36)	(37)	ns	ns	(136)
<b>EBITDA présenté</b>	<b>12 235</b>	<b>12 289</b>	<b>12 495</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>(2,1) %</b>	<b>15 129</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

(2) Voir annexe *Glossaire financier*.

#### 4.3.2.1.1 Chiffre d'affaires

##### ■ Evolution du chiffre d'affaires

Exercices clos le 31 décembre						
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b> <sup>(2)</sup> (en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
France	20 018	21 425	21 431	(6,6) %	(6,6) %	22 534
Espagne	4 052	4 027	4 027	0,6 %	0,6 %	3 993
Pologne	3 079	3 369	3 381	(8,6) %	(8,9) %	3 625
Reste du monde	7 792	7 829	8 281	(0,5) %	(5,9) %	8 795
Entreprises	6 513	6 881	7 001	(5,3) %	(7,0) %	7 101
Opérateurs Internationaux & Services Partagés	1 702	1 618	1 623	5,2 %	4,9 %	1 610
Eliminations	(2 175)	(2 219)	(2 229)	-	-	(2 381)
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>40 981</b>	<b>42 930</b>	<b>43 515</b>	<b>(4,5) %</b>	<b>(5,8) %</b>	<b>45 277</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

(2) Voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 40 981 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 5,8 % en données historiques et de 4,5 % en données à base comparable à 2012.

En **données historiques**, la diminution de 5,8 % du chiffre d'affaires du Groupe entre 2012 et 2013, soit une baisse de 2 534 millions d'euros, s'explique i) par l'effet négatif des variations de change, soit 356 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 192 millions d'euros, ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à

229 millions d'euros et comprend principalement l'impact de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 161 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 949 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 1 949 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre 2012 et 2013, soit un recul de 4,5 %, résulte principalement :

- de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés pour 840 millions d'euros, particulièrement en France, en Pologne, en Espagne, en Belgique, en Slovaquie et en Roumanie ;

- de l'évolution du chiffre d'affaires en **France** (en baisse de 4,8 %, soit 1 012 millions d'euros, hors effet de la baisse des tarifs réglementés). Cette évolution s'explique essentiellement par l'effet des baisses de prix liées à la refonte des offres segmentées **Sosh**, **Open** et **Origami**, et dans une moindre mesure, par le recul tendanciel des services téléphoniques classiques. Le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU, voir annexe *Glossaire financier*) mobile est en diminution de 11,5 % au 31 décembre 2013 (en diminution de 8,0 % hors effet de la baisse des tarifs réglementés) par rapport au 31 décembre 2012 ;
- du retrait de 5,3 % du chiffre d'affaires des services aux **Entreprises**, soit 368 millions d'euros. Cette évolution reflète le contexte économique difficile, surtout en Europe, avec de nombreux reports de projets de transformation de la part des entreprises, et une pression accrue sur les prix lors des renouvellements de contrats ;
- et de la baisse du chiffre d'affaires en **Pologne** (en retrait de 3,9 %, soit 125 millions d'euros, hors effet de la baisse des tarifs réglementés), du fait essentiellement du recul des services téléphoniques classiques et de l'intensification de la pression concurrentielle ;
- partiellement compensés i) par la progression du chiffre d'affaires en Afrique et au Moyen-Orient (en hausse de 4,7 %, soit 181 millions d'euros, hors effet de la baisse des tarifs réglementés), avec globalement une bonne performance dans les pays d'Afrique (principalement en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Sénégal) et une bonne tenue de l'activité en Egypte, et ii) par la croissance du chiffre d'affaires en **Espagne** (en hausse de 4,4 %, soit 169 millions d'euros, hors effet de la baisse des tarifs réglementés), tirée principalement par la forte progression de la vente d'équipements mobiles et par l'augmentation du chiffre d'affaires des services fixes.

## 2012 vs 2011

Le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 43 515 millions d'euros en 2012, soit une baisse de 3,9 % en données historiques et de 2,7 % en données à base comparable par rapport à 2011.

En **données historiques**, la diminution de 3,9 % du chiffre d'affaires du Groupe entre 2011 et 2012, soit une baisse de 1 762 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 787 millions d'euros et comprend principalement l'impact de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 827 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet positif des variations de change, soit 213 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain (94 millions d'euros) et de la livre égyptienne (73 millions d'euros) par rapport à l'euro ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 188 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 1 188 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre

2011 et 2012, soit un recul de 2,7 %, résulte principalement de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés (916 millions d'euros), particulièrement en France, en Espagne, en Pologne et en Belgique :

- l'évolution du chiffre d'affaires en **France** (en baisse de 5,0 %, soit 1 129 millions d'euros), est imputable en grande partie à l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés, au recul des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques), et à l'intensification de la concurrence résultant de l'arrivée du 4<sup>e</sup> opérateur mobile. Toutefois, le succès de la stratégie d'offres segmentées, les effets de l'accord d'itinérance nationale signé avec le 4<sup>e</sup> opérateur mobile, le développement de l'usage des *smartphones*, la croissance des services de données, et la progression du nombre de clients et des services haut débit fixe ont permis de compenser en partie ces effets négatifs en 2012 ;
- en **Espagne**, l'évolution du chiffre d'affaires est favorablement décorrélée de l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) et du marché des télécommunications, avec une croissance de 0,9 %, soit 38 millions d'euros entre les deux périodes. La poursuite de la croissance soutenue des activités fixes, en lien avec le développement du haut débit, compense le recul des services mobiles, imputable à l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés ;
- la baisse du chiffre d'affaires en **Pologne** (en retrait de 4,1 %, soit 145 millions d'euros) résulte principalement du déclin tendanciel du réseau téléphonique commuté (abonnements et communications téléphoniques), de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés, de l'intensification de la pression concurrentielle et de la détérioration de l'environnement macroéconomique ;
- le chiffre d'affaires du **Reste du monde** est en hausse de 1,4 %, soit 117 millions d'euros, entre les deux périodes. Cette évolution s'explique par la progression du chiffre d'affaires en Afrique et au Moyen-Orient, avec, en particulier, un fort rebond en Côte d'Ivoire (en raison notamment des événements politiques intervenus dans ce pays en 2011), et plus globalement une bonne performance dans les pays d'Afrique (notamment en Guinée, au Cameroun et au Niger). En sens inverse, la dégradation du chiffre d'affaires en Europe est la résultante de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés (principalement en Belgique, en Roumanie et en Slovaquie), et dans une moindre mesure, de l'évolution défavorable de l'activité en Slovaquie ;
- enfin, le chiffre d'affaires des services aux **Entreprises** est en retrait de 2,7 %, soit 195 millions d'euros entre 2011 et 2012, du fait de l'accélération de la décroissance des réseaux d'entreprises historiques. Entre 2011 et 2012, cette évolution n'est que partiellement contrebalancée par la bonne tenue des réseaux d'entreprises classiques, ainsi que par la progression, d'une part des réseaux d'entreprises en croissance, et d'autre part, des services ;

## ■ Evolution du nombre de clients

Exercices clos le 31 décembre

CLIENTS <sup>(2) (3)</sup> (en millions et en fin de période)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(3) (4)</sup></b>	<b>178,5</b>	<b>171,6</b>	<b>172,4</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3,5 %</b>	<b>166,6</b>
Nombre de clients avec forfaits	61,7	56,5	57,0	9,3 %	8,3 %	54,2
Nombre de clients avec offres prépayées <sup>(4)</sup>	116,8	115,2	115,4	1,4 %	1,2 %	112,4
<b>Nombre de clients de la téléphonie fixe</b>	<b>42,2</b>	<b>43,2</b>	<b>43,2</b>	<b>(2,3) %</b>	<b>(2,3) %</b>	<b>44,3</b>
<b>Nombre de clients internet</b>	<b>15,6</b>	<b>15,1</b>	<b>15,1</b>	<b>3,4 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>14,7</b>
dont Nombre de clients internet haut débit	15,5	14,9	14,9	3,8 %	3,8 %	14,4
<b>TOTAL GROUPE <sup>(3)</sup></b>	<b>236,3</b>	<b>229,9</b>	<b>230,7</b>	<b>2,8 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>225,5</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

(2) Le nombre de clients du groupe Orange est calculé i) à 100 % pour les entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale, et ii) à hauteur de leur pourcentage d'intérêt pour les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(4) En 2012, Orange Espagne s'est aligné sur la définition de la Comisión del mercado de las telecomunicaciones (CMT, autorité de régulation espagnole) pour la comptabilisation du nombre de clients avec offres prépayées. Les données antérieures ont été retraitées selon cette nouvelle définition.

### 4.3.2.1.2 EBITDA présenté et EBITDA retraité

#### 2013 vs 2012

En 2013, l'EBITDA présenté du groupe Orange ressort à 12 235 millions d'euros, en baisse de 2,1 % en données historiques et de 0,4 % en données à base comparable par rapport à 2012. Le ratio d'EBITDA présenté rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 29,9 % en 2013, en progression de 1,1 point en données historiques et de 1,2 point en données à base comparable par rapport à 2012.

En **données historiques**, le recul de 2,1 % de l'EBITDA présenté du Groupe entre 2012 et 2013, soit une baisse de 260 millions d'euros, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 136 millions d'euros et comprend principalement l'impact de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 137 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 70 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 60 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 54 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'EBITDA présenté du Groupe est en léger retrait de 0,4 % entre 2012 et 2013, soit une diminution de 54 millions d'euros.

L'EBITDA présenté du Groupe intègre :

- en 2013, pour un montant négatif total de 414 millions d'euros :
  - des coûts de restructuration liés principalement à la rationalisation des réseaux de distribution, à la restructuration des activités de contenus, à l'adaptation de la force au travail, et à l'optimisation des baux immobiliers (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 299 millions d'euros,

- une charge de 156 millions d'euros relative aux charges de personnel, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France pour 127 millions d'euros suite aux accords sur l'emploi des seniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),

- un résultat de cession positif de 73 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Austria (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),

- et une charge nette sur divers litiges de 33 millions d'euros ;

- et en 2012, pour un montant négatif total de 1 289 millions d'euros en données historiques (et pour un montant négatif de 1 381 millions d'euros en données à base comparable) :

- une charge de 1 293 millions d'euros relative aux charges de personnel, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France pour 1 245 millions d'euros suite aux accords sur l'emploi des seniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),

- une charge de 116 millions d'euros (droits d'enregistrement inclus) correspondant à l'indemnité de 110 millions d'euros versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS (voir notes 2 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés),

- un résultat de cession positif de 92 millions d'euros en données historiques (nul en données à base comparable, voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*) relatif à la cession d'Orange Suisse (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés),

- et un produit net sur divers litiges de 27 millions d'euros.

Pour des raisons de comparabilité de la performance opérationnelle, ces éléments sont exclus de l'EBITDA retraité. Le tableau suivant présente le passage de l'EBITDA présenté à l'EBITDA retraité.

Exercices clos le 31 décembre

**EBITDA PRESENTE & EBITDA RETRAITE – 2013 vs 2012**  
(en millions d'euros)

	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>EBITDA présenté (a)</b>	<b>12 235</b>	<b>12 289</b>	<b>12 495</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>(2,1) %</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>29,9 %</i>	<i>28,6 %</i>	<i>28,7 %</i>	-	-
Charge au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel <sup>(2) (3)</sup>	(156)	(1 292)	(1 293)	-	-
Indemnité versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS	-	(116)	(116)	-	-
Produit net (charge nette) sur divers litiges	(33)	27	27	-	-
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Austria <sup>(3)</sup>	73	-	-	-	-
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Suisse	-	-	92	-	-
Coûts de restructuration liés principalement aux réseaux de distribution, aux contenus, au personnel et à l'immobilier <sup>(4)</sup>	(299)	-	-	-	-
<b>Total des éléments retraités (b)</b>	<b>(414)</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(1 289)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>EBITDA retraité (a - b)</b>	<b>12 649</b>	<b>13 670</b>	<b>13 785</b>	<b>(7,5) %</b>	<b>(8,2) %</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>30,9 %</i>	<i>31,8 %</i>	<i>31,7 %</i>	-	-

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

(2) Dont une charge de 127 millions d'euros en 2013 et une charge de 1 245 millions d'euros en 2012 au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France suite aux accords sur l'emploi des séniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Voir section 4.3.1.4 Faits marquants.

(4) Voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

En données à base comparable et après prise en compte des éléments retraités en 2012 et en 2013, l'EBITDA retraité (voir ci-avant) du groupe Orange serait en baisse de 7,5 % entre 2012 et 2013, soit un recul de 1 021 millions d'euros, qui s'explique :

- par la baisse de 4,5 % du chiffre d'affaires, soit 1 949 millions d'euros, dont 840 millions d'euros sont imputables à la baisse des tarifs réglementés ;
- en partie compensée par le recul de 3,2 % des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDA retraité, soit 929 millions d'euros (dont 798 millions d'euros en France), relatif principalement :
  - à la diminution de 8,3 %, soit 449 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs (voir annexe *Glossaire financier*), l'impact de la hausse des volumes de trafic étant plus que compensé par l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion qui représente 560 millions d'euros,
  - à la réduction de 3,0 %, soit 198 millions d'euros, des charges commerciales et coûts de contenus (voir annexe *Glossaire financier*), essentiellement en France, reflétant l'impact du développement des offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal) et le contrôle des coûts d'acquisition et de rétention des clients,

- à la baisse de 4,0 %, soit 156 millions d'euros des autres achats externes (voir annexe *Glossaire financier*), en raison principalement de la diminution des frais généraux (dans tous les secteurs opérationnels du Groupe) et des charges de sous-traitance des centres d'appels,

- et au recul de 1,2 %, soit 107 millions d'euros, des charges de personnel (voir annexe *Glossaire financier*), en grande partie lié à la diminution de 2,5 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir annexe *Glossaire financier*), soit 4 025 personnes en moins. Par ailleurs, l'évolution des charges de personnel enregistre l'effet positif du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) pour 79 millions d'euros en 2013 (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Après prise en compte des éléments retraités en 2012 et en 2013, le ratio d'EBITDA retraité (voir ci-avant) rapporté au chiffre d'affaires serait de 30,9 % en 2013, en diminution de 1,0 point en données à base comparable par rapport à 2012.

**2012 vs 2011**

En 2012, l'EBITDA présenté du groupe Orange ressort à 12 495 millions d'euros, en baisse de 17,4 % en données historiques et de 15,2 % en données à base comparable par rapport à 2011. Le ratio d'EBITDA présenté rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 28,7 % en 2012, en baisse de 4,7 points en données historiques et de 4,2 points en données à base comparable par rapport à 2011.

En **données historiques**, le recul de 17,4 % de l'EBITDA présenté du Groupe entre 2011 et 2012, soit une baisse de 2 634 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 435 millions d'euros et comprend principalement les effets des cessions, d'une part, d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 220 millions d'euros, et d'autre part, de TP Emitel le 22 juin 2011 pour 220 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet positif des variations de change, qui s'établit à 36 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 2 235 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'EBITDA présenté du Groupe est en retrait de 15,2 % entre 2011 et 2012, soit une diminution de 2 235 millions d'euros.

L'EBITDA présenté du groupe Orange intègre :

- en 2012, pour un montant négatif total de 1 289 millions d'euros en données historiques :
  - une charge de 1 293 millions d'euros relative aux charges de personnel, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France pour 1 245 millions d'euros suite aux accords sur l'emploi des seniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),
  - une charge de 116 millions d'euros (droits d'enregistrement inclus) correspondant à l'indemnité de 110 millions d'euros versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS (voir notes 2 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés),

- et un résultat de cession positif de 92 millions d'euros en données historiques relatif à la cession d'Orange Suisse (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés),
- un produit net sur divers litiges de 27 millions d'euros ;
- et en 2011, pour un montant positif total de 47 millions d'euros en données historiques (et pour un montant négatif de 150 millions d'euros en données à base comparable) :
  - un résultat de cession positif de 197 millions d'euros en données historiques (nul en données à base comparable, voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*) relatif à la cession par Orange Polska de sa filiale TP Emitel (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés),
  - une charge nette sur divers litiges de 123 millions d'euros,
  - des coûts de restructuration de 19 millions d'euros au titre de la restructuration des activités d'Orange sport et d'Orange cinéma séries (OCS) en France (voir notes 2 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés),
  - et une charge de 8 millions d'euros relative aux charges de personnel, notamment au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour des raisons de comparabilité de la performance opérationnelle, ces éléments sont exclus de l'EBITDA retraité. Le tableau suivant présente le passage de l'EBITDA présenté à l'EBITDA retraité.

**EBITDA PRESENTE & EBITDA RETRAITE – 2012 vs 2011**  
(en millions d'euros)

	2012	2011 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2011 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>EBITDA présenté (a)</b>	<b>12 495</b>	<b>14 730</b>	<b>15 129</b>	<b>(15,2) %</b>	<b>(17,4) %</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	28,7 %	33,0 %	33,4 %	-	-
Charge au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel <sup>(2)</sup>	(1 293)	(8)	(8)	-	-
Indemnité versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS	(116)	-	-	-	-
Produit net (charge nette) sur divers litiges	27	(123)	(123)	-	-
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Suisse	92	-	-	-	-
Résultat de cession relatif à la cession de TP Emitel en Pologne	-	-	197	-	-
Coûts de restructuration des activités d'Orange sport et d'Orange cinéma séries (OCS)	-	(19)	(19)	-	-
<b>Total des éléments retraités (b)</b>	<b>(1 289)</b>	<b>(150)</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>EBITDA retraité (a - b)</b>	<b>13 785</b>	<b>14 879</b>	<b>15 083</b>	<b>(7,4) %</b>	<b>(8,6) %</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	31,7 %	33,3 %	33,3 %	-	-

(1) Voir section 4.3.5.1

(2) Dont une charge de 1 245 millions d'euros en 2012 et un produit de 29 millions d'euros en 2011 au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France suite aux accords sur l'emploi des seniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants* et note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

En **données à base comparable** et après prise en compte des éléments retraités en 2011 et en 2012, l'EBITDA retraité (voir ci-avant) serait en baisse de 7,4 % entre 2011 et 2012, soit un recul de 1 095 millions d'euros, qui s'explique principalement :

- par la baisse de 2,7 % du chiffre d'affaires, soit 1 188 millions d'euros, en raison notamment de l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés pour 916 millions d'euros, particulièrement en France, en Espagne, en Pologne et en Belgique ;

par la progression de 3,5 %, soit 309 millions d'euros, des charges de personnel (voir annexe *Glossaire financier*), relative i) à l'augmentation des salaires et charges, en lien avec la progression des salaires et de l'intéressement, et la hausse du forfait social en France (contribution portant sur certains éléments de rémunération), ii) à la comptabilisation en 2012 d'une charge de 122 millions d'euros correspondant aux cotisations liées aux risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange suite à la décision de la Commission européenne de décembre 2011 (voir note 15 de l'annexe aux comptes consolidés), iii) en partie compensées par l'impact positif lié à la baisse du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) et, dans une moindre mesure, par la baisse de la charge de participation aux salariés ;

- par la hausse de 5,7 % des autres charges de réseau et charges informatiques, soit 158 millions d'euros, en lien essentiellement avec i) l'augmentation des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique (imputable notamment à la hausse du coût de l'énergie), et

ii) la progression des charges informatiques (avec les projets de transformation et de convergence), majoritairement en France ;

- et par l'augmentation de 3,2 % des autres achats externes, soit 124 millions d'euros, liée en particulier à la progression des charges immobilières (loyers).

Ces éléments défavorables sont en partie contrebalancés :

- par la diminution de 5,7 % des achats et reversements aux opérateurs, soit 330 millions d'euros, l'impact de la hausse des volumes de trafic étant plus que compensé par l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion qui représente 600 millions d'euros ;
- par la baisse de 2,6 % des charges commerciales et coûts de contenus, soit 181 millions d'euros, en raison notamment i) de la réduction des charges commerciales, réalisée grâce à une sélectivité accrue des subventions de terminaux, et ii) de la diminution des coûts de contenus, en relation avec l'arrêt d'Orange sport et la restructuration des activités des activités d'Orange cinéma séries ;
- et par la réduction de 74 millions d'euros du coût des restructurations et assimilés, et le recul de 69 millions d'euros des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels).

Après prise en compte des éléments retraités en 2011 et en 2012, le ratio d'EBITDA retraité (voir ci-avant) rapporté au chiffre d'affaires serait de 31,7 % en 2012, en diminution de 1,6 point par rapport à 2011 en données à base comparable.

#### 4.3.2.2 De l'EBITDA présenté au résultat d'exploitation du Groupe

Exercices clos le 31 décembre						
(en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>EBITDA présenté</b>	<b>12 235</b>	<b>12 289</b>	<b>12 495</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>(2,1) %</b>	<b>15 129</b>
Dotation aux amortissements	(6 052)	(6 239)	(6 329)	(3,0) %	(4,4) %	(6 735)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	642
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(512)	(1 650)	(1 732)	(69,0) %	(70,5) %	(611)
Perte de valeur des immobilisations	(124)	(81)	(109)	53,0 %	14,0 %	(380)
Résultat des entités mises en équivalence	(259)	(258)	(262)	0,4 %	(1,5) %	(97)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 288</b>	<b>4 061</b>	<b>4 063</b>	<b>30,2 %</b>	<b>30,1 %</b>	<b>7 948</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

#### 2013 vs 2012

En 2013, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 5 288 millions d'euros, en augmentation de 30,1 % en données historiques et de 30,2 % en données à base comparable par rapport à 2012.

En **données historiques**, la hausse de 30,1 % du résultat d'exploitation du Groupe entre 2012 et 2013, soit une progression de 1 225 millions d'euros, intègre i) l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations qui

s'établit à 110 millions d'euros et comprend principalement l'effet de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 136 millions d'euros, partiellement contrebalancé par l'impact positif des variations de change, soit 108 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 66 millions d'euros, et ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 1 227 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 1 227 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre 2012 et 2013, soit une progression de 30,2 %, résulte principalement :

- de la diminution de 1 138 millions d'euros de la perte de valeur des écarts d'acquisition (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), du fait de la comptabilisation :
  - en 2013, d'une dépréciation de 512 millions d'euros au titre, principalement, de la Belgique et de la République Démocratique du Congo. En **Belgique**, la dépréciation de 408 millions d'euros reflète les effets à court et moyen termes d'un contexte de concurrence accrue (baisse généralisée des niveaux de prix), de réduction réglementaire de la durée d'engagement contractuel et de propositions par Mobistar d'offres convergentes encore limitées. En **République Démocratique du Congo**, la dépréciation de 89 millions d'euros reflète une revue des perspectives de développement,
  - en 2012, d'une dépréciation de 1 650 millions d'euros en données à base comparable au titre, principalement, de la Pologne, de l'Egypte, de la Roumanie, et dans une moindre mesure, de la Belgique. En **Pologne**, la dépréciation de 868 millions d'euros de l'écart d'acquisition en données à base comparable reflétait les effets sur les flux de trésorerie futurs d'une pression concurrentielle accrue sur les marchés mobile et fixe et d'une réduction des terminaisons d'appel mobile. En **Egypte**, la dépréciation de 339 millions d'euros de l'écart d'acquisition en données à base comparable (intégralement attribuée au Groupe compte tenu de l'évolution du pacte d'actionnaires relatif à ECMS en 2012, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés) reflétait les effets du contexte politique et économique et de la performance réalisée en 2012 (reconquête commerciale et croissance du nombre de clients, mais pression tarifaire et chute du tourisme impactant significativement le chiffre d'affaires roaming) associés à un relèvement du taux d'actualisation (après impôt) de 13,0 % à 14,0 %. En **Roumanie**, la dépréciation de 359 millions d'euros reflétait principalement les effets sur les flux de trésorerie attendus i) d'une réduction accrue des terminaisons d'appel mobile imposée par le régulateur en 2012, et ii) d'une présence limitée sur le segment des offres *multiplay*. En **Belgique**, la dépréciation de 76 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflétait les effets sur les flux de trésorerie futurs i) d'un nouvel entrant entraînant une baisse tarifaire, ii) de propositions d'offres convergentes encore limitées, ainsi que iii) de la diminution du taux de croissance à l'infini de 1,5 % à 0,5 % ;
- et de la baisse de 187 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison essentiellement i) de la fin de l'amortissement des bases de clients avec forfaits en Espagne intervenue en mai 2012, ii) d'une diminution de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations, en particulier en Espagne et en Belgique, iii) en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation aux amortissements en France, en lien avec l'amortissement des nouvelles licences de télécommunication 4G et la

progression des investissements réalisés ces dernières années ;

- partiellement compensées par l'augmentation de 43 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations en données à base comparable (voir note 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2013, le résultat des entités mises en équivalence représente une charge de 259 millions d'euros, globalement stable par rapport à 2012, et comprend principalement la dépréciation des titres de Médi Telecom (opérateur de téléphonie mobile au Maroc) pour 148 millions d'euros en 2013 contre 141 millions d'euros en 2012 (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

### 2012 vs 2011

En 2012, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 4 063 millions d'euros, en diminution de 48,9 % en données historiques et de 41,9 % en données à base comparable par rapport à 2011.

En **données historiques**, la baisse de 48,9 % du résultat d'exploitation du Groupe entre 2011 et 2012, soit un recul de 3 885 millions d'euros, s'explique :

- par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 929 millions d'euros et comprend principalement i) l'effet de la reprise des réserves de conversion des entités liquidées au Royaume-Uni en 2011 pour 642 millions d'euros (voir note 13.5 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) l'impact de la cession de TP Emitel le 22 juin 2011 pour 212 millions d'euros, et iii) l'impact de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 64 millions d'euros ;
- par l'effet négatif des variations de change, soit 20 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 2 936 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la diminution de 2 936 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre 2011 et 2012, soit un recul de 41,9 %, résulte principalement :

- de la baisse de 2 235 millions d'euros de l'EBITDA présenté ;
- de l'augmentation de 1 114 millions d'euros de la perte de valeur des écarts d'acquisition (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), du fait de la comptabilisation :
  - en 2012, d'une dépréciation de 1 732 millions d'euros au titre, principalement, de la Pologne, de l'Egypte, de la Roumanie, et dans une moindre mesure, de la Belgique. En **Pologne**, la dépréciation de 889 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflète les effets sur les flux de trésorerie futurs d'une pression concurrentielle accrue sur les marchés mobile et fixe et d'une réduction des terminaisons d'appel mobile. En **Egypte**, la dépréciation de 400 millions d'euros de l'écart d'acquisition (intégralement attribuée au Groupe compte tenu de l'évolution du pacte d'actionnaires relatif à ECMS en 2012, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés)

reflète les effets du contexte politique et économique et de la performance réalisée en 2012 (reconquête commerciale et croissance du nombre de clients, mais pression tarifaire et chute du tourisme impactant significativement le chiffre d'affaires roaming) associés à un relèvement du taux d'actualisation (après impôt) de 13,0 % à 14,0 %. En Roumanie, la dépréciation de 359 millions d'euros reflète principalement les effets sur les flux de trésorerie attendus i) d'une réduction accrue des terminaisons d'appel mobile imposée par le régulateur en 2012, et ii) d'une présence limitée sur le segment des offres *multiplay*. En Belgique, la dépréciation de 76 millions d'euros de l'écart d'acquisition reflète les effets sur les flux de trésorerie futurs i) d'un nouvel entrant entraînant une baisse tarifaire, ii) de propositions d'offres convergentes encore limitées, ainsi que iii) de la diminution du taux de croissance à l'infini de 1,5 % à 0,5 %,

- en 2011, d'une dépréciation de 618 millions d'euros en données à base comparable, au titre de l'Egypte et de la Roumanie. En Egypte, la dépréciation de 456 millions d'euros de l'écart d'acquisition en données à base comparable (449 millions d'euros en données historiques, dont 286 millions d'euros attribuables aux actionnaires minoritaires) reflétait les effets i) de la performance réduite réalisée en 2011 et du contexte politique et économique sur l'activité attendue, ainsi que ii) du relèvement du taux d'actualisation (après impôt) des flux futurs de 11,8 % à 13,0 %. En Roumanie, la dépréciation de 156 millions

d'euros de l'écart d'acquisition reflétait les effets sur les flux de trésorerie attendus de la situation économique du pays ;

- et de la détérioration de 164 millions d'euros du résultat des entités mises en équivalence (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés), en raison essentiellement, i) de la dépréciation des titres de Médi Telecom (opérateur de téléphonie mobile au Maroc) en 2012 pour 141 millions d'euros, ii) de l'augmentation de 53 millions d'euros de la quote-part de résultat négatif d'EE entre les deux périodes, et iii) en sens inverse, de la comptabilisation de la dépréciation des titres de Sonaecom (opérateur de télécommunication au Portugal) en 2011 pour 47 millions d'euros.

Ces éléments défavorables sont en partie contrebalancés :

- par la diminution de 298 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison essentiellement i) de la diminution de l'amortissement des bases de clients, principalement en Espagne, ii) d'une moindre importance de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations, en particulier en Espagne et en Pologne, et iii) de la baisse de l'effet des mises en service d'immobilisations (nettes des mises au rebut et des fins de vie) entre 2011 et 2012 ;
- et par la baisse de 279 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations en données à base comparable, du fait notamment i) de la comptabilisation d'une dépréciation relative à la filiale en Arménie en 2011, et ii) d'une diminution entre 2011 et 2012 des dépréciations concernant notamment certaines filiales opérant en Afrique de l'Est (voir note 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

#### 4.3.2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 288</b>	<b>4 063</b>	<b>7 948</b>
Coût de l'endettement financier brut	(1 746)	(1 769)	(2 066)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	59	101	125
Gain (perte) de change	(18)	(28)	(21)
Autres produits et charges financiers	(45)	(32)	(71)
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 750)</b>	<b>(1 728)</b>	<b>(2 033)</b>
Impôt sur les sociétés	(1 405)	(1 231)	(2 087)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 133</b>	<b>1 104</b>	<b>3 828</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	1 873	820	3 895
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	260	284	(67)

#### 2013 vs 2012

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 2 133 millions d'euros en 2013, contre 1 104 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 1 029 millions d'euros.

Entre 2012 et 2013, la hausse de 1 029 millions d'euros du résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'explique par la progression de 1 225 millions d'euros du résultat d'exploitation, en partie compensé ;

- par l'augmentation de 174 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 12 de l'annexe aux

comptes consolidés), principalement en France (en hausse de 84 millions d'euros) et en Espagne (en progression de 196 millions d'euros) :

- en France, l'augmentation de la charge d'impôt s'explique notamment par le fait que la charge d'impôt de l'exercice 2012 était minorée par la comptabilisation d'un produit d'impôt différé de 381 millions d'euros relatif au nouveau dispositif "Temps Partiel Senior" (TPS) signé en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*). Cet effet est partiellement compensé par la diminution de la charge d'impôt induite par la baisse du résultat fiscal,

- en Espagne, la variation de la charge d'impôt s'explique principalement par le produit d'impôt différé enregistré en 2012 et correspondant à la revalorisation des impôts différés actifs à hauteur de 110 millions d'euros compte tenu des plans d'affaires jugés favorables. Entre les deux périodes, l'augmentation de la charge d'impôt s'explique également par la hausse du résultat fiscal ;
- et, dans une moindre mesure, par la détérioration de 22 millions d'euros du résultat financier. Les effets positifs relatifs, d'une part à la baisse du coût moyen pondéré de l'endettement financier brut <sup>(1)</sup> pour 201 millions d'euros, et d'autre part, à la baisse de l'encours moyen de l'endettement financier brut pour 71 millions d'euros, sont en grande partie compensés par la variation négative de la juste valeur des engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle pour 249 millions d'euros. Cette variation est essentiellement liée à la comptabilisation en 2012 d'un produit financier de 272 millions d'euros constaté dans le cadre de la révision des paramètres financiers du prix d'acquisition des actions ECMS auprès d'OTMT et du capital flottant (voir notes 2 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 260 millions d'euros en 2013 contre 284 millions d'euros en 2012 (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés). Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 1 873 millions d'euros en 2013, contre 820 millions d'euros en 2012, soit une progression de 1 053 millions d'euros.

## 2012 vs 2011

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 1 104 millions d'euros en 2012, contre 3 828 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 2 724 millions d'euros.

Entre 2011 et 2012, la baisse de 2 724 millions d'euros du résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'explique par le recul de 3 885 millions d'euros du résultat d'exploitation, en partie compensé :

- par la baisse de 856 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 12 de l'annexe aux comptes consolidés), principalement en France (en diminution de 781 millions d'euros) et en Espagne (en recul de 122 millions d'euros) :
- en France, la charge d'impôt différé, qui est essentiellement constituée de la reprise des impôts différés actifs sur déficits reportables, est minorée en 2012 par un produit d'impôt différé de 381 millions d'euros relatif au nouveau dispositif "Temps Partiel

Senior" (TPS) signé en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*). Entre les deux périodes, la diminution de la charge d'impôt global s'explique également par la baisse du résultat fiscal,

- en Espagne, le produit d'impôt différé enregistré en 2012 correspond principalement à la revalorisation des impôts différés actifs à hauteur de 110 millions d'euros compte tenu des plans d'affaires jugés favorables ;
- et par l'amélioration de 305 millions d'euros du résultat financier (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés). Cette évolution est essentiellement liée à la révision des paramètres financiers du prix d'acquisition des actions ECMS auprès d'OTMT et du capital flottant ayant donné lieu à la constatation d'un produit financier de 272 millions d'euros en 2012 (voir notes 2 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est un résultat positif de 284 millions d'euros en 2012 contre un résultat négatif de 67 millions d'euros en 2011 (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés). Entre 2011 et 2012, cette progression de 351 millions d'euros résulte principalement de l'Egypte pour 361 millions d'euros, en raison essentiellement i) de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée en 2011 et attribuable à hauteur de 286 millions d'euros aux actionnaires minoritaires de Mobinil / ECMS (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) de l'augmentation de la participation du Groupe dans ECMS en 2012, ayant entraîné une diminution de la part des participations ne donnant pas le contrôle dans ECMS de 63,64 % au 31 décembre 2011 à 6,08 % au 31 décembre 2012 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 820 millions d'euros en 2012, contre 3 895 millions d'euros en 2011, soit un recul de 3 075 millions d'euros.

## 4.3.2.4 Du résultat net au résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé* des comptes consolidés.

Le principal élément expliquant le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé est la variation des écarts de conversion (celle-ci reflète l'évolution des taux de change de l'ouverture à la clôture sur les actifs nets des filiales consolidés en devises, voir note 13.5 de l'annexe aux comptes consolidés).

(1) Coût moyen pondéré de l'endettement financier brut : coût calculé en rapportant i) le coût de l'endettement financier brut, retraité de la variation de la juste valeur des engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle, à ii) l'encours moyen de l'endettement financier brut sur la période, retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts (tels que les dettes liées aux engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle et les intérêts courus non échus).

### 4.3.2.5 Investissements du Groupe

Exercices clos le 31 décembre

#### INVESTISSEMENTS CORPORELS

#### ET INCORPORELS <sup>(2)</sup>

(en millions d'euros)

	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
CAPEX	5 631	5 744	5 818	(2,0) %	(3,2) %	5 770
Licences de télécommunication	486	944	945	(48,5) %	(48,5) %	941
Investissements financés par location-financement	95	47	47	103,6 %	102,7 %	180
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>6 212</b>	<b>6 735</b>	<b>6 810</b>	<b>(7,8) %</b>	<b>(8,8) %</b>	<b>6 891</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

(2) Voir Informations sectorielles des comptes consolidés.

Les investissements financiers (voir annexe *Glossaire financier*) sont décrits dans la section 4.3.4.1 *Situation et flux de trésorerie*.

#### 4.3.2.5.1 Dépenses d'investissement

##### ■ CAPEX

##### 2013 vs 2012

En 2013, les CAPEX du groupe Orange représentent 5 631 millions d'euros, en décroissance de 3,2 % en données historiques et de 2,0 % en données à base comparable par rapport à 2012. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 13,7 % en 2013, en hausse de 0,4 point en données historiques comme en données à base comparable par rapport à 2012.

En **données historiques**, la diminution de 3,2 % des CAPEX du Groupe entre 2012 et 2013, soit une baisse de 187 millions d'euros, s'explique i) par l'effet négatif des variations de change, soit 61 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro pour 39 millions d'euros, ii) par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 13 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 113 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 113 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre 2012 et 2013, soit un recul de 2,0 %, s'explique principalement :

- par la diminution de 133 millions d'euros des investissements dans le domaine de l'informatique, principalement en Pologne et en France, après les efforts importants réalisés dans ce domaine en 2012 ;
- par la baisse de 122 millions d'euros des dépenses d'investissement dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers, en raison notamment de l'acquisition de bâtiments en France en 2012 ;
- et par la réduction de 33 millions d'euros des investissements relatifs aux plateformes de service clients, après les investissements significatifs réalisés dans ce domaine en 2012 (notamment pour New TV en France et en Pologne).

Entre les deux périodes, la diminution de ces dépenses d'investissement est en partie compensée :

- par l'augmentation de 134 millions d'euros des investissements dans les réseaux (hors licences de télécommunication), en raison essentiellement :

- de la très forte progression des programmes d'investissement dans le domaine du très haut débit mobile (LTE, en croissance de 233 millions d'euros) et fixe (FTTH et VDSL, en hausse de 98 millions d'euros), principalement en France et en Espagne, et dans une moindre mesure en Pologne et dans le reste de l'Europe (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants* et section 4.3.2.5.3 *Projets d'investissement*). En 2013, le déploiement de la fibre optique en France a représenté un investissement brut de 331 millions d'euros,

- en partie compensée i) par l'achèvement de programmes de renouvellement des réseaux d'accès mobiles en 2013, essentiellement en Espagne et en Belgique, ii) par la diminution des investissements relatifs aux réseaux d'accès mobiles en Afrique (République Démocratique du Congo, Egypte, Cameroun, Mali...) après les importantes dépenses réalisées dans ces pays en 2012, iii) par la fin du programme de déploiement du réseau d'accès haut débit en Pologne en 2013, en vertu des dispositions du protocole d'accord signé avec le régulateur en fin d'année 2009, et iv) par l'achèvement des câbles sous-marin LION2 (*Lower Indian Ocean Network 2*) en avril 2012 et ACE (*Africa Coast to Europe*) en décembre 2012 ;

- et par la croissance de 42 millions d'euros des investissements relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, surtout en France du fait du lancement de la nouvelle gamme Livebox Play en février 2013.

##### 2012 vs 2011

En 2012, les CAPEX du groupe Orange représentent 5 818 millions d'euros, en légère croissance de 0,8 % en données historiques et de 1,7 % en données à base comparable par rapport à 2011. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 13,4 % en 2012, en hausse de 0,6 point par rapport à 2011, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 0,8 % des CAPEX du Groupe entre 2011 et 2012, soit une légère hausse de 48 millions d'euros, intègre :

- i) l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 82 millions d'euros et comprend essentiellement l'effet de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 101 millions d'euros, ii) partiellement compensé par l'effet positif des variations de change, soit 32 millions d'euros ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 98 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 98 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre 2011 et 2012, soit une progression de 1,7 %, s'explique principalement :

- par la progression de 44 millions d'euros des investissements dans les réseaux (hors licences de télécommunication), en raison essentiellement :
  - i) de la montée en puissance des programmes d'investissement dans le domaine du très haut débit mobile (LTE) et fixe (FTTH) en France, avec notamment les premières villes couvertes avec la technologie 4G en 2012 et l'accélération du déploiement de la fibre optique, avec un investissement brut de 257 millions d'euros en 2012, et ii) de l'accélération des plans de renouvellement des réseaux d'accès mobiles en Europe (en particulier en Espagne), afin de satisfaire les besoins capacitaires, d'améliorer la qualité de service, et de réduire les coûts (notamment énergétiques),
  - partiellement contrebalancées i) par la baisse des investissements relatifs à la transmission, et en particulier

aux câbles sous-marins, après les importantes dépenses réalisées dans ce domaine en 2011 et l'achèvement des câbles sous-marin LION2 (*Lower Indian Ocean Network 2*) en avril 2012 et ACE (*Africa Coast to Europe*) en décembre 2012, ii) par la diminution des investissements en Pologne après les dépenses significatives engagées en 2011, en vertu des dispositions du protocole d'accord signé avec le régulateur en fin d'année 2009, et iii) par le recul des investissements dans le reste du monde, avec l'achèvement de certains programmes de renouvellement ou d'extension de réseau (notamment au Kenya et au Niger) ;

- par l'augmentation de 53 millions d'euros des dépenses d'investissement dans le domaine de l'informatique, essentiellement en France, avec la poursuite des programmes de transformation afin de répondre notamment aux enjeux d'amélioration de la qualité de service et de rénovation du système d'information de la distribution ;
- et par la hausse de 51 millions d'euros des dépenses d'investissement relatives aux plateformes de service clients, en lien notamment avec les nouveaux relais de croissance (Orange Money en Afrique et au Moyen-Orient, New TV en France et en Pologne...).

Entre 2011 et 2012, la progression de ces dépenses d'investissement est en partie compensée par la réduction de 102 millions d'euros des investissements relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, surtout en France, du fait notamment de l'optimisation des coûts des Livebox (amélioration des processus, recyclage...).

## ■ Acquisitions de licences de télécommunication

Exercices clos le 31 décembre

### ACQUISITIONS DE LICENCES DE TELECOMMUNICATION <sup>(2)</sup> (en millions d'euros)

	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	2011 données historiques
Roumanie	216	17	17	-
Belgique	120	-	-	20
Pologne	63	-	-	-
France	28	902	902	293
Espagne	22	1	1	580
Slovaquie	17	-	-	43
Egypte	14	-	-	-
Moldavie	4	10	10	-
Autres	2	14	15	5
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>486</b>	<b>944</b>	<b>945</b>	<b>941</b>

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.  
(2) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

En 2013, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 486 millions d'euros et comprennent essentiellement i) l'acquisition de licences 4G pour 282 millions d'euros, dont 120 millions d'euros en Belgique, 73 millions d'euros en Roumanie et 54 millions d'euros en Pologne (achats de droit d'usage pour la fréquence 1 800 MHz de T-Mobile), et ii) l'acquisition de licences 2G pour 178 millions d'euros, dont 143 millions d'euros en Roumanie (renouvellement de licences, voir note 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2012, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 945 millions d'euros et comprennent principalement i) l'acquisition de licences 4G pour 912 millions d'euros, dont l'acquisition en France d'un second bloc de fréquences 4G de 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz pour 901 millions d'euros (y compris frais de contribution au fonds de réaménagement du spectre), ii) l'acquisition de licences 2G pour 19 millions d'euros, et iii) l'acquisition de licences 3G pour 9 millions d'euros.

En 2011, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 941 millions d'euros et comprennent essentiellement i) l'acquisition de licences 4G pour 758 millions d'euros, dont 447 millions d'euros en Espagne, 291 millions d'euros en France et 20 millions d'euros en Belgique, et ii) l'acquisition de licences 2G pour 181 millions d'euros, dont 132 millions d'euros en Espagne et 43 millions d'euros en Slovaquie.

#### 4.3.2.5.2 Engagements d'investissement

Les engagements d'investissement sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### 4.3.2.5.3 Projets d'investissement

Dans l'avenir, il est prévu de maintenir un niveau d'investissement important, en particulier dans les domaines stratégiques pour le Groupe. Ainsi, les projets d'investissements seront axés prioritairement sur le déploiement des réseaux à très haut débit (4G et fibre optique).

L'acquisition de licences de télécommunication pour les réseaux mobiles 4G / LTE (*Long Term Evolution*, réseau mobile de 4<sup>e</sup> génération), initiée en 2011 dans différents pays, s'est poursuivie dans certains pays en 2013 (voir section 4.3.2.5.1 *Dépenses d'investissement*), et devrait continuer en 2014 dans quelques pays (notamment en Pologne et en Moldavie). Au-delà de ces acquisitions, Orange a déjà déployé des réseaux mobiles à très haut débit dans une dizaine de pays à travers le monde. Dans les années à venir, le déploiement des réseaux 4G va se poursuivre, notamment dans les pays européens, et au final, tous les pays d'Europe du Groupe auront accès à des offres 4G avant la fin 2015 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*).

Le déploiement des réseaux permettant l'accès à internet en haut débit et très haut débit est l'une des grandes priorités du Groupe. En France, Orange est engagé dans un programme d'environ 2 milliards d'euros sur la période 2010-2015 pour apporter la fibre optique (FTTH) d'ici 2015 dans 220 agglomérations incluant l'ensemble des grandes villes et des villes moyennes, soit près de 60 % des foyers français. D'ores et déjà, Orange est présent dans toutes les régions métropolitaines, à travers 60 départements (350 villes, soit potentiellement 10 millions de logements, un tiers des logements français) et a déjà permis à 2,6 millions de foyers d'être éligibles à la fibre optique. Pour les 40 % restants, Orange est ouvert aux partenariats avec les collectivités territoriales en apportant des solutions utilisant différentes technologies, avec la fibre optique (FTTH), la montée en débit des NRA (Nœud de Raccordement Abonné), le VDSL2, le très haut débit mobile avec les technologies H+ et 4G, et le satellite pour les habitats isolés. En Espagne, Orange a signé en mars 2013 un accord avec Vodafone pour investir conjointement dans le déploiement de la fibre optique (FTTH). Les deux partenaires se sont donné comme objectif de raccorder 3 millions de foyers d'ici 2015 et 6 millions d'ici 2017, dans plus de 50 villes de la péninsule ibérique. Par ailleurs, cet accord étant ouvert à d'autres opérateurs désireux d'investir dans ce type de déploiement, Orange, Vodafone et Telefonica ont signé en juillet 2013 un accord pour le partage des infrastructures de fibre optique verticale dans les

bâtiments. En Pologne, le Groupe investit dans le haut et très haut débit, avec la poursuite du déploiement des accès VDSL afin d'élargir la couverture géographique de ces offres, et de manière plus sélective avec les premiers déploiements de la fibre optique (FTTH).

### 4.3.3 Analyse par secteur opérationnel

#### Présentation des secteurs opérationnels

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe dont les résultats opérationnels extraits du *reporting* interne sont revus par le Président-Directeur Général (principal décideur opérationnel) afin de prendre ses décisions sur l'allocation des ressources et mesurer la performance des secteurs.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : France, Espagne, Pologne, Reste du monde, Entreprises et Opérateurs Internationaux & Services Partagés (OI & SP), auxquels s'ajoute EE, la coentreprise avec Deutsche Telekom au Royaume-Uni :

- le secteur opérationnel France regroupe les activités de services mobiles et fixes (services fixes, services internet et services aux opérateurs) en France ;
- le secteur opérationnel Espagne regroupe les activités de services mobiles et fixes (services fixes et services internet) en Espagne ;
- le secteur opérationnel Pologne regroupe les activités de services mobiles et fixes (services fixes, services internet et services aux opérateurs) en Pologne ;
- le secteur présenté Reste du monde regroupe les activités de services mobiles et fixes (services fixes, services internet et services aux opérateurs) dans les autres pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient, à savoir principalement en Belgique, au Botswana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Egypte, en Guinée, en Jordanie, au Kenya, au Luxembourg, à Madagascar, au Mali, en Moldavie, au Niger, en République Dominicaine, en Roumanie, au Sénégal, en Slovaquie et en Suisse (jusqu'au 29 février 2012, date de la cession d'Orange Suisse, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- le secteur opérationnel Entreprises regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde ;
- le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés (désigné ci-après "OI & SP") regroupe i) les activités de déploiement du réseau international et longue distance, l'activité de pose et de maintenance des câbles sous-marins ainsi que l'activité de vente et de services aux opérateurs internationaux, et ii) les services partagés qui hébergent les fonctions support et transverses de l'ensemble du Groupe, les nouvelles activités de croissance (Contenus, Audience) ainsi que la marque Orange. Les services partagés sont en grande partie refacturés aux autres secteurs opérationnels à travers des

redevances de marque, des prestations de services Groupe et des refacturations spécifiques au cas par cas. Ce secteur opérationnel comprend également la quote-part de résultat relative à la mise en équivalence d'EE au Royaume-Uni.

Les secteurs retenus par le Groupe s'appuient sur leurs ressources propres et peuvent partager certaines ressources, principalement en matière de réseaux, de systèmes d'information, de recherche et développement, et d'autres expertises communes. L'utilisation des ressources partagées, fournies principalement par **Opérateurs Internationaux & Services Partagés** (OI & SP) et par **France à Entreprises**, est prise en compte dans les résultats sectoriels sur la base, soit des relations contractuelles existantes entre entités juridiques, soit de références externes, soit d'une réallocation des coûts. La fourniture des ressources partagées est comptabilisée en autres produits du secteur prestataire et l'utilisation de ces ressources est imputée parmi les charges incluses dans

l'EBITDA présenté du secteur utilisateur. Le coût des ressources partagées peut être affecté par les évolutions des relations contractuelles ou de l'organisation et se répercuter sur les résultats sectoriels présentés sur les différentes périodes.

Voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés et note 18 de l'annexe aux comptes consolidés.

## Données opérationnelles par secteur opérationnel

Les trois tableaux suivants présentent, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur opérationnel pour les exercices i) 2013, ii) 2012 en données à base comparable (par rapport à 2011) et en données historiques, et iii) 2011 en données à base comparable (par rapport à 2010) et en données historiques.

**Exercices clos le 31 décembre**

(en millions d'euros)

**2013**

	France	Espagne	Pologne
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 018</b>	<b>4 052</b>	<b>3 079</b>
EBITDA présenté	6 760	1 038	937
Résultat d'exploitation	4 201	460	201
CAPEX	2 833	562	457
Licences de télécommunication	28	22	63
Nombre moyen d'employés	74 267	3 842	21 214

**2012 - DONNEES A BASE COMPARABLE (vs 2013) <sup>(1)</sup>**

<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>21 425</b>	<b>4 027</b>	<b>3 369</b>
EBITDA présenté	6 668	951	1 155
Résultat d'exploitation	4 238	169	(485)
CAPEX	2 712	473	558
Licences de télécommunication	902	1	-
Nombre moyen d'employés	76 684	3 406	23 096

**2012 - DONNEES HISTORIQUES**

<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>21 431</b>	<b>4 027</b>	<b>3 381</b>
EBITDA présenté	6 763	951	1 156
Résultat d'exploitation	4 306	169	(505)
CAPEX	2 712	473	558
Licences de télécommunication	902	1	-
Nombre moyen d'employés	76 753	3 406	22 700

**2011 - DONNEES A BASE COMPARABLE (vs 2012) <sup>(1)</sup>**

<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>22 560</b>	<b>3 989</b>	<b>3 526</b>
EBITDA présenté	8 615	840	1 115
Résultat d'exploitation	6 283	(168)	233
CAPEX	2 620	405	610
Licences de télécommunication	293	580	-
Nombre moyen d'employés	77 409	3 073	23 599

**2011 - DONNEES HISTORIQUES**

<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>22 534</b>	<b>3 993</b>	<b>3 625</b>
EBITDA présenté	8 569	839	1 347
Résultat d'exploitation	6 241	(168)	443
CAPEX	2 619	405	627
Licences de télécommunication	293	580	-
Nombre moyen d'employés	77 611	3 089	24 119

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

Reste du monde	Entreprises	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations	Total Groupe	Coentreprise EE (à 100 %)
<b>7 792</b>	<b>6 513</b>	<b>1 702</b>	<b>(2 175)</b>	<b>40 981</b>	<b>7 632</b>
2 511	1 004	(15)	-	12 235	1 546
351	642	(567)	-	5 288	(1)
1 163	311	305	-	5 631	686
373	-	-	-	486	731
26 147	20 859	13 186	-	159 515	nc
<b>7 829</b>	<b>6 881</b>	<b>1 618</b>	<b>(2 219)</b>	<b>42 930</b>	<b>nd</b>
2 664	1 139	(288)	-	12 289	nd
253	772	(886)	-	4 061	nd
1 238	347	416	-	5 744	nd
41	-	-	-	944	nd
25 955	21 118	13 281	-	163 540	nd
<b>8 281</b>	<b>7 001</b>	<b>1 623</b>	<b>(2 229)</b>	<b>43 515</b>	<b>8 207</b>
2 893	1 134	(402)	-	12 495	1 338
332	763	(1 002)	-	4 063	(207)
1 308	352	415	-	5 818	751
42	-	-	-	945	-
26 013	21 387	13 286	-	163 545	nc
<b>8 164</b>	<b>7 196</b>	<b>1 585</b>	<b>(2 317)</b>	<b>44 703</b>	<b>nd</b>
2 817	1 284	59	-	14 730	nd
492	937	(778)	-	6 999	nd
1 365	362	358	-	5 720	nd
68	-	-	-	941	nd
26 290	21 138	13 492	-	165 001	nd
<b>8 795</b>	<b>7 101</b>	<b>1 610</b>	<b>(2 381)</b>	<b>45 277</b>	<b>7 817</b>
2 993	1 276	105	-	15 129	1 349
595	940	(103)	-	7 948	(78)
1 409	343	367	-	5 770	633
68	-	-	-	941	-
26 650	21 114	12 950	-	165 533	nc

### 4.3.3.1 France

Exercices clos le 31 décembre						
<b>FRANCE</b> (en millions d'euros)	<b>2013</b>	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
Chiffre d'affaires	20 018	21 425	21 431	(6,6) %	(6,6) %	22 534
EBITDA présenté	6 760	6 668	6 763	1,4 %	(0,0) %	8 569
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	33,8 %	31,1 %	31,6 %			38,0 %
Résultat d'exploitation	4 201	4 238	4 306	(0,9) %	(2,4) %	6 241
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	21,0 %	19,8 %	20,1 %			27,7 %
CAPEX	2 833	2 712	2 712	4,5 %	4,5 %	2 619
CAPEX / Chiffre d'affaires	14,1 %	12,7 %	12,7 %			11,6 %
Nombre moyen d'employés	74 267	76 684	76 753	(3,2) %	(3,2) %	77 611

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

#### 4.3.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

##### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires de la France s'établit à 20 018 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 6,6 % par rapport à 2012 en données historiques comme à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 1 413 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France, soit un recul de 6,6 %, s'explique par i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 6 millions d'euros, et surtout ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 407 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 1 407 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre 2012 et 2013, soit un recul de 6,6 %, résulte principalement i) des baisses tarifaires des terminaisons d'appels mobiles interopérateurs, des transmissions de données mobiles depuis l'étranger ainsi que des tarifs d'accès internet sur les marchés de gros au profit des opérateurs alternatifs, et ii) de l'intensification de la concurrence depuis l'arrivée du 4<sup>e</sup> opérateur mobile sur le marché français.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait diminué de 4,8 % entre 2012 et 2013, en données à base comparable.

##### Services mobiles – France

Le chiffre d'affaires des Services mobiles (voir annexe *Glossaire financier*) de la France s'établit à 8 348 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 10,3 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant un retrait de 957 millions d'euros.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des Services mobiles aurait diminué de 7,0 %, en données historiques comme en données à base comparable, en raison i) de l'effet des baisses de prix liées à la refonte des offres segmentées *Sosh*, *Open* et *Origami*, ii) partiellement compensé par la croissance de la navigation internet et par le développement de l'itinérance nationale.

L'ARPU mobile (voir annexe *Glossaire financier*) est en baisse de 11,5 % (8,0 % hors effet de la baisse des tarifs réglementés) entre 2012 et 2013.

La base de clients mobile s'élève à 27,0 millions de clients au 31 décembre 2013, en très légère baisse de 0,6 % par rapport à 2012 en raison de la décroissance des offres prépayées. Les offres avec forfaits totalisent 20,9 millions de clients au 31 décembre 2013, en augmentation de 5,9 % sur un an, et représentent désormais 77,2 % de la base de clients mobile, contre 72,5 % un an auparavant.

La bipolarisation du marché entre les offres d'entrée de gamme et les offres à valeur se poursuit, avec le développement rapide des offres en ligne *Sosh* (qui totalisent 1,8 million de clients au 31 décembre 2013) et des offres *quadruple play Open* (qui atteignent 4,7 millions de clients à la même date). Parallèlement, les offres prépayées (qui regroupent 6,1 millions de clients au 31 décembre 2013) enregistrent un recul de 17,8 % sur un an.

##### Services fixes – France

Le chiffre d'affaires des Services fixes (voir annexe *Glossaire financier*) de la France s'établit à 10 613 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 3,6 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant un retrait de 391 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait diminué de 2,9 % entre 2012 et 2013, en données à base comparable.

##### Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 6 923 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 5,9 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant un retrait de 434 millions d'euros.

Entre les deux périodes, cette diminution s'explique par la baisse de 12,8 % des activités du Réseau Téléphonique Commuté (RTC), qui reflète i) le recul tendanciel de la téléphonie fixe, sous l'effet du développement des services de VoIP et des baisses tarifaires, ii) partiellement compensé par la poursuite du développement des services fixes haut débit.

Entre 2012 et 2013, l'évolution négative de 0,3 % du chiffre d'affaires des services fixes haut débit résulte :

- de la diminution de 2,7 % de l'ARPU fixe haut débit (voir annexe *Glossaire financier*) entre 2012 et 2013, affecté par la pénétration croissante des offres *quadruple play Open* bénéficiant d'une partie de la remise tarifaire. Parallèlement, le développement de la télévision numérique (offres IPTV et TV par satellite) qui compte 5,6 millions de clients au 31 décembre 2013, s'accompagne d'une augmentation de la consommation de contenus (VOD, SVOD) compensant la décroissance de la part hors forfait de la VoIP ;
- partiellement compensée par la croissance de 2,2 % de la base de clients fixe haut débit, soit 215 000 clients supplémentaires sur un an, totalisant 10,1 millions de clients au 31 décembre 2013, avec une part de conquête haut et très haut débit estimée à environ 24 % sur l'année 2013, tirée par les performances commerciales des offres *Open* (3,4 millions d'offres en 2013) et par la commercialisation de la *Livebox Play*.

### Services fixes Opérateurs

Le chiffre d'affaires des Services fixes aux opérateurs s'établit à 3 690 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 1,2 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 2,9 % entre 2012 et 2013, en données historiques comme en données à base comparable, lié à la progression de 6,0 % sur un an du nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 4,9 % du chiffre d'affaires de la France entre 2011 et 2012, soit une baisse de 1 103 millions d'euros, s'explique i) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 129 millions d'euros du chiffre d'affaires, ii) partiellement compensée par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations, soit 26 millions d'euros, lié principalement à l'intégration globale de la Compagnie Européenne de Téléphonie (CET) / Générale de Téléphone (réseaux de distribution de Photo Service et Photo Station).

En **données à base comparable**, la diminution de 1 129 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre 2011 et 2012, soit un retrait de 5,0 %, résulte i) pour une large part, des baisses tarifaires des terminaisons d'appels mobiles interopérateurs et des tarifs d'accès à internet sur les marchés de gros au profit des opérateurs alternatifs, et ii) de l'impact des divers ajustements tarifaires faisant suite à l'intensification de la concurrence avec l'arrivée du 4<sup>e</sup> opérateur mobile (Free Mobile) sur le marché français. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires connaît une baisse de 2,3 % entre 2011 et 2012, en données à base comparable.

### Services mobiles – France

Le chiffre d'affaires des Services mobiles de la France s'établit à 9 305 millions d'euros en 2012, en recul de 5,4 % par rapport à 2011 en **données à base comparable**, soit une baisse de 526 millions d'euros.

La valorisation du réseau et le dynamisme commercial basé sur une stratégie d'offres segmentées sur l'entrée et le haut de marché permettent de minimiser les effets négatifs résultant notamment i) des baisses de prix, d'une part des terminaisons d'appels mobiles Voix intervenues à mi-année 2011, puis en janvier et juillet 2012, et d'autre part, des terminaisons d'appels SMS au milieu de l'année 2011 et en 2012, ii) de l'arrivée du 4<sup>e</sup> opérateur mobile sur le marché français avec une intensification de la concurrence, et iii) de l'effet des différentes refontes tarifaires effectuées au niveau des offres Grand Public (*Sosh*, *Open* et *Origami*). Ces effets négatifs sont partiellement compensés par les revenus issus de l'accord d'itinérance nationale mobile 2G et 3G signé avec Free Mobile en mars 2011.

La part du nombre de clients avec forfaits dans le nombre total de clients, s'établit à 72,5 % au 31 décembre 2012, contre 71,8 % un an plus tôt. Cette progression est portée par une accélération de l'usage des *smartphones*, par le succès des offres *Origami* et *Open* (3 millions de clients aux offres *Open* au 31 décembre 2012 contre 1,2 million de clients au 31 décembre 2011) et par le succès de la marque *Sosh* (794 000 clients au 31 décembre 2012 contre 28 000 au 31 décembre 2011). Parallèlement, la part des offres prépayées a légèrement décéléré, perdant 0,7 point pour s'établir à 27,5 %. La base de clients mobile est en légère augmentation de 0,4 % sur un an, et s'établit à 27,190 millions de clients au 31 décembre 2012, contre 27,090 millions de clients au 31 décembre 2011. La stratégie commerciale fondée sur la segmentation des offres a permis de préserver la base de clients mobile.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, l'ARPU mobile serait en baisse de 0,4 % entre 2011 et 2012, affecté par les ajustements tarifaires intervenus en réaction à l'intensification concurrentielle. La diminution de l'ARPU mobile Voix est partiellement compensée par la croissance de l'ARPU mobile Non-Voix, portée par la progression continue des offres couplant les usages de la voix et du multimédia, en lien avec le développement des clés 3G et des *smartphones*.

### Services fixes – France

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 11 004 millions d'euros en 2012, en retrait de 4,7 % par rapport à 2011 en **données à base comparable**, soit une baisse de 543 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires serait en baisse de 3,6 % entre 2011 et 2012.

### Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 7 357 millions d'euros en 2012, soit une diminution de 5,8 % par rapport à 2011 en **données à base comparable**. Cette dégradation s'explique par la baisse de 14,4 % de l'activité du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) qui reflète i) le recul tendanciel de la téléphonie fixe sous l'effet, d'une part, du développement des services de VoIP, et d'autre part, des baisses tarifaires, ii) partiellement compensé par la poursuite du développement des services fixes haut débit.

Entre 2011 et 2012, l'évolution du chiffre d'affaires des services fixes haut débit résulte :

- de la croissance de 3,1 % sur un an, soit 295 000 clients supplémentaires, de la base de clients fixe haut débit, qui s'établit ainsi à 9,9 millions de clients au 31 décembre 2012. La base de client fixe haut débit comprend notamment 176 000 clients à la fibre optique au 31 décembre 2012, soit 81 000 clients supplémentaires sur un an. Sur un an, l'ARPU fixe haut débit a reculé de 1,2 %, pour atteindre 34,7 euros au 31 décembre 2012, impacté par la pénétration croissante des offres *quadruple play Open* bénéficiant d'une partie de la remise tarifaire ;
- et de la progression de la télévision numérique (offres IPTV et TV par satellite), dont le nombre de clients s'élève à 5,1 millions au 31 décembre 2012, en hausse de 15,8 % sur un an.

### Services fixes Opérateurs

Le chiffre d'affaires des Services fixes aux Opérateurs ressort à 3 647 millions d'euros en 2012, en baisse de 2,4 % par rapport à 2011 en **données à base comparable**. Cette tendance s'explique principalement :

- par les baisses des tarifs de gros régulés intervenues en septembre 2011 et en février 2012, par la diminution du trafic d'interconnexion, et par le ralentissement des partenariats public-privé et des délégations de service public ;
- compensés par le développement du dégroupage total des lignes téléphoniques, par le déploiement croissant des liens de transmission AIRCOM (Accès Intégrés Réseaux Capillaires Opérateurs Mobiles, offre de service de collecte reliant des services de transmission offerts pour certaines parties du réseau des opérateurs mobiles), ainsi que par la progression de la vente en gros de l'abonnement (VGA).

#### 4.3.3.1.2 EBITDA présenté – France

##### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté de la France s'établit à 6 760 millions d'euros en 2013, soit un niveau stable en données historiques et une hausse de 1,4 % en données à base comparable par rapport à 2012.

En **données historiques**, la diminution de 3 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la France intègre i) l'impact défavorable de 95 millions d'euros relatif à l'affectation au secteur opérationnel France de la charge correspondant aux cotisations liées aux risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange, comptabilisée en 2012 sur le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, ii) l'évolution organique à base comparable, soit une augmentation de 92 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 92 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la France, soit une progression de 1,4 %, s'explique principalement par le fait qu'entre 2012 et 2013 le recul de 1 407 millions d'euros du chiffre d'affaires a été plus que compensée par la diminution

de 1 498 millions d'euros des charges opérationnelles incluses dans l'EBITDA présenté. Cette forte baisse s'explique essentiellement :

- par la diminution de 930 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France, avec une charge de 130 millions d'euros en 2013, contre une charge de 1 060 millions d'euros en 2012 en raison principalement des nouveaux accords sur l'emploi des séniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*) ;
- par la diminution de 332 millions d'euros des charges commerciales et coûts de contenus en lien avec les économies réalisées grâce, d'une part, à la politique d'optimisation de l'attribution des subventions de terminaux et des commissions versées, et d'autre part, au développement du marché non subventionné ;
- par la baisse de 186 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs, essentiellement liée à l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion ;
- par les optimisations sur les processus d'intervention et de relation clients se traduisant par environ 250 millions d'euros d'économies en charges de personnel, en sous-traitance (centres d'appel, exploitation et maintenance technique) et en frais généraux ;
- en partie minorés par l'augmentation de 205 millions du coût des restructurations.

##### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 21,1 % de l'EBITDA présenté de la France entre 2011 et 2012, soit une baisse de 1 806 millions d'euros, intègre i) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 46 millions d'euros et comprend principalement le transfert de diverses fonctions vers le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, et ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 852 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, la diminution de 1 852 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la France entre 2011 et 2012, soit une baisse de 21,5 %, s'explique i) par le recul de 1 129 millions d'euros du chiffre d'affaires, liée à l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés et à la décroissance des clients sur le Réseau Téléphonique Commuté (RTC), ii) par l'augmentation de 1 002 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France, principalement en raison des nouveaux accords sur l'emploi des séniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), iii) en partie compensés par la diminution de 295 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs (l'impact de la hausse du trafic, notamment des SMS, étant plus que compensé par l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion), et par 134 millions d'économies réalisées sur les charges commerciales en lien avec la politique d'optimisation de l'attribution des subventions de terminaux.

### 4.3.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

#### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation de la France s'établit à 4 201 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 2,4 % en données historiques et de 0,9 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 105 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France résulte :

- de l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations, qui représente 68 millions d'euros et comprend principalement i) l'impact défavorable de 95 millions d'euros relatif à l'affectation au secteur opérationnel France de la charge correspondant aux cotisations liées aux risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange, comptabilisée en 2012 sur le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, et ii) l'impact favorable de 26 millions d'euros lié à la cession de Cityvox le 13 mars 2013 ;
- et de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 37 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la diminution de 37 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre 2012 et 2013, soit un recul limité de 0,9 %, s'explique principalement i) par l'augmentation de 107 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en lien avec l'accroissement des CAPEX, et par la hausse de 21 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations, ii) partiellement compensées par la progression de 92 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

#### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 31,0 % du résultat d'exploitation de la France entre 2011 et 2012, soit une baisse de 1 935 millions d'euros, intègre i) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 42 millions d'euros et comprend principalement le transfert de diverses fonctions vers le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, et ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 1 977 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la diminution de 1 977 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre 2011 et 2012, soit un recul de 31,5 %, s'explique principalement par la baisse de 1 852 millions d'euros de l'EBITDA présenté et par l'augmentation de 98 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en lien avec l'augmentation des CAPEX.

### 4.3.3.1.4 CAPEX – France

#### 2013 vs 2012

Les CAPEX de la France s'établissent à 2 833 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 4,5 % par rapport à 2012 en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la progression de 121 millions d'euros des CAPEX s'explique par une augmentation significative des investissements dans les réseaux, en raison essentiellement de la montée en puissance des programmes d'investissement dans le domaine du très haut débit mobile (LTE) et fixe (FTTH), avec notamment plus de 4 200 sites 4G en service permettant de couvrir 50 % de la population française au 7 janvier 2014 (voir sections 4.3.1.4 *Faits marquants* et 4.3.2.5.3 *Projets d'investissement*).

#### 2012 vs 2011

En **données historiques**, les CAPEX de la France progressent de 3,6 % entre 2011 et 2012.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 92 millions d'euros des CAPEX de la France entre 2011 et 2012, soit une progression de 3,5 %, résulte :

- de l'augmentation significative des investissements dans les réseaux, en raison essentiellement i) de la montée en puissance des programmes d'investissement dans le domaine du très haut débit mobile (LTE) et fixe (FTTH) en France, avec 4 villes couvertes avec la technologie 4G (Marseille, Nantes, Lille et Lyon) au 31 décembre 2012, et ii) de l'augmentation des investissements capacitaires mobiles ;
- d'une progression des dépenses d'investissement dans le domaine de l'informatique afin de répondre notamment aux enjeux d'amélioration de la qualité de service et de rénovation du système d'information de la distribution ;
- partiellement contrebalancées par la réduction des investissements relatifs aux terminaux loués et aux Livebox, du fait notamment de l'optimisation du coût des Livebox (amélioration des processus, recyclage).

### 4.3.3.1.5 Acquisitions de licences de télécommunication – France

En 2013, les acquisitions de licences de télécommunication de la France s'élèvent à 28 millions d'euros et correspondent essentiellement aux réaménagements de spectres suite au déploiement des antennes 4G.

En 2012, les acquisitions de licences de télécommunication de la France s'élèvent à 902 millions d'euros et correspondent principalement à l'acquisition d'un second bloc de fréquences de 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz, affecté au réseau mobile à très haut débit (4G).

En 2011, les acquisitions de licences de télécommunication de la France s'élèvent à 293 millions d'euros et correspondent principalement à l'acquisition d'un bloc de fréquences de 20 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz affecté au réseau mobile à très haut débit (4G) pour 291 millions d'euros.

## 4.3.3.1.6 Informations complémentaires – France

Exercices clos le 31 décembre						
FRANCE	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2) (3)</sup></b>	<b>20 018</b>	<b>21 425</b>	<b>21 431</b>	<b>(6,6) %</b>	<b>(6,6) %</b>	<b>22 534</b>
Services mobiles	8 348	9 305	9 305	(10,3) %	(10,3) %	9 828
Ventes d'équipements mobiles	538	559	559	(3,7) %	(3,7) %	522
Services fixes	10 613	11 004	11 004	(3,6) %	(3,6) %	11 544
Services fixes Grand Public	6 923	7 357	7 357	(5,9) %	(5,9) %	7 806
Services fixes Opérateurs	3 690	3 647	3 647	1,2 %	1,2 %	3 738
Autres revenus	519	557	563	(6,9) %	(7,9) %	640
<b>Services mobiles</b>						
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(4) (5)</sup>	27 014	27 190	27 190	(0,6) %	(0,6) %	27 090
Nombre de clients avec forfaits	20 861	19 704	19 704	5,9 %	5,9 %	19 453
Nombre de clients avec offres prépayées	6 153	7 486	7 486	(17,8) %	(17,8) %	7 638
ARPU mobile (en euros) <sup>(3)</sup>	295	333	333	(11,4) %	(11,4) %	366
AUPU mobile (en minutes) <sup>(3)</sup>	224	206	206	8,7 %	8,7 %	193
<b>Services fixes</b>						
<b>Services fixes Grand Public</b>						
Nombre de lignes téléphoniques fixes Grand Public <sup>(4) (6)</sup>	17 126	17 623	17 623	(2,8) %	(2,8) %	18 548
dont Nombre d'accès ADSL nus	6 251	5 588	5 588	11,9 %	11,9 %	4 744
dont Nombre d'accès FTTH, Satellite et autres	359	209	209	72,1 %	72,1 %	123
Nombre de clients fixes haut débit <sup>(4)</sup>	10 108	9 893	9 893	2,2 %	2,2 %	9 598
Nombre de clients aux services VoIP <sup>(4)</sup>	8 722	8 366	8 366	4,2 %	4,2 %	8 030
Nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite <sup>(4)</sup>	5 619	5 067	5 067	10,9 %	10,9 %	4 374
ARPU fixe haut débit (en euros) <sup>(3)</sup>	33,8	34,7	34,7	(2,6) %	(2,6) %	35,1
<b>Services fixes Opérateurs</b>						
Nombre de lignes téléphoniques fixes Opérateurs <sup>(4)</sup>	13 161	12 577	12 577	4,6 %	4,6 %	11 428
dont Nombre de lignes en dégroupage total	10 805	10 004	10 004	8,0 %	8,0 %	8 886

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir annexe Glossaire financier).

(3) Voir annexe Glossaire financier.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(6) Ce chiffre comprend i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, ii) les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par Orange à ses clients Grand Public, et iii) les accès par fibre optique (FTTH), par satellite et autres.

## 4.3.3.2 Espagne

Exercices clos le 31 décembre						
ESPAGNE (en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
Chiffre d'affaires	4 052	4 027	4 027	0,6 %	0,6 %	3 993
EBITDA présenté	1 038	951	951	9,2 %	9,2 %	839
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	25,6 %	23,6 %	23,6 %			21,0 %
Résultat d'exploitation	460	169	169	172,2 %	172,2 %	(168)
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	11,3 %	4,2 %	4,2 %			(4,2) %
CAPEX	562	473	473	18,8 %	18,8 %	405
CAPEX / Chiffre d'affaires	13,9 %	11,8 %	11,8 %			10,1 %
Nombre moyen d'employés	3 842	3 406	3 406	12,8 %	12,8 %	3 089

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

### 4.3.3.2.1 Chiffre d'affaires – Espagne

#### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'établit à 4 052 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 0,6 % par rapport à 2012, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre 2012 et 2013 résulte principalement i) de la progression de 187 millions d'euros de la Vente d'équipements mobiles, en croissance de 112,5 %, qui reflète le succès de la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé, dont le lancement est intervenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, parallèlement à celui des offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal), et ii) de la hausse de 93 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes, soit une hausse de 12,5 %, iii) en partie compensées par la baisse de 249 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles, soit une diminution de 8,0 %.

Cette légère progression du chiffre d'affaires s'inscrit dans un contexte de récession économique en Espagne, avec un PIB estimé en recul de 1,3 % en 2013 (selon le FMI, Fonds Monétaire International), et un marché des télécommunications en baisse de 8,1 % en 2013 (selon les estimations de l'INE, Institut National de la Statistique espagnol).

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 4,4 % entre 2012 et 2013, en données historiques comme en données à base comparable.

#### Services mobiles – Espagne

Le chiffre d'affaires des Services mobiles de l'Espagne s'établit à 2 843 millions d'euros en 2013, en baisse de 8,0 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant un retrait de 249 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des Services mobiles aurait diminué de 3,6 % entre 2012 et 2013, en données historiques comme en données à base comparable.

La diminution de 13,1 % de l'ARPU mobile entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013 est liée au succès des offres *SIM-only* (offres mobiles sans terminal) et des offres convergentes **Canguro**.

La base de clients mobile s'établit à 12,4 millions de clients au 31 décembre 2013, soit une hausse de 4,5 % par rapport au 31 décembre 2012. La part des offres avec forfaits représente désormais 72,3 % de la base de clients mobile au 31 décembre 2013, en augmentation de 10,4 % par rapport au 31 décembre 2012.

#### Services fixes – Espagne

Le chiffre d'affaires des Services fixes de l'Espagne s'établit à 842 millions d'euros en 2013, en croissance de 12,5 % par rapport à 2012, en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant une augmentation de 93 millions d'euros.

Cette amélioration est tirée par la progression du chiffre d'affaires des services fixes haut débit qui connaît une hausse

de 10,3 % entre les deux périodes. La base de clients fixe haut débit atteint 1,7 million de clients au 31 décembre 2013, en augmentation de 21,2 % sur un an, notamment grâce à l'acquisition nette de nouveaux clients ADSL, en croissance de 127 % par rapport au 31 décembre 2012.

La base de clients des offres convergentes représente 67 % de la base de clients fixe haut débit au 31 décembre 2013, contre 38 % en 2012, grâce au lancement des offres convergentes **Canguro**, associant mobile et ADSL.

#### 2012 vs 2011

En **données historiques**, comme en **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de l'Espagne augmente de 0,9 % entre 2011 et 2012. Cette croissance a été réalisée dans un contexte de récession économique, le PIB de l'Espagne ayant diminué de 1,6 % en 2012 selon le Fonds Monétaire International (FMI). Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires de l'Espagne aurait augmenté de 3,6 % entre 2011 et 2012, en données historiques comme en données à base comparable.

#### Services mobiles – Espagne

Le chiffre d'affaires des Services mobiles de l'Espagne s'établit à 3 092 millions d'euros en 2012, en recul de 2,4 % par rapport à 2011, en **données historiques** comme en **données à base comparable**.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des Services mobiles enregistre une hausse de 0,8 % entre 2011 et 2012, qui reflète :

- la hausse de 1,5 % du nombre total de clients sur un an, qui atteint 11,8 millions de clients au 31 décembre 2012. Cette progression est générée par la progression de 6,4 % du nombre de clients avec forfaits sur un an, soit 0,5 million de clients supplémentaires ;
- la croissance du chiffre d'affaires des services Non-Voix (hors SMS et MMS), tirée par la forte croissance de la navigation internet pour la téléphonie mobile. Le nombre de clients avec des offres internet mobile augmente de 87,2 % par rapport au 31 décembre 2011 pour atteindre 4,5 millions d'utilisateurs au 31 décembre 2012. Au total, le chiffre d'affaires des services Non-Voix progresse de 17,7 % entre 2011 et 2012 ;
- et la hausse de 20,9 % du nombre de clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) hébergés sur un an, qui s'établit à 1,8 million de clients au 31 décembre 2012.

#### Services fixes – Espagne

Le chiffre d'affaires des Services fixes de l'Espagne s'établit à 749 millions d'euros, en hausse de 9,4 % entre 2011 et 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, soit une augmentation de 65 millions d'euros. Cette hausse résulte principalement de la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, qui a progressé de 14,1 % entre les deux périodes, tiré :

- par la croissance soutenue de la base de clients fixe haut débit, soit une hausse de 10,3 % entre 2011 et 2012

(augmentation nette de 131 000 clients) obtenue grâce au dynamisme des ventes ;

- par l'augmentation du taux de pénétration du dégroupage total, qui représente 67,7 % du nombre total de clients ADSL au 31 décembre 2012, soit une progression de 6,3 points en glissement annuel ;
- et par la hausse de 2,0 % de l'ARPU fixe haut débit, qui atteint 33,0 euros au 31 décembre 2012, en raison de la croissance du nombre de clients aux services de VoIP.

#### 4.3.3.2.2 EBITDA présenté – Espagne

##### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté de l'Espagne s'établit à 1 038 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 9,2 % en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant une augmentation de 87 millions d'euros par rapport à 2012.

Cette amélioration de 87 millions d'euros de l'EBITDA présenté entre 2012 et 2013 est principalement due :

- i) à la baisse de 63 millions des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels), ii) à la réduction de 57 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs, et iii) à la hausse de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- partiellement compensées i) par l'augmentation de 23 millions d'euros des charges de personnel, ii) par la progression de 18 millions d'euros des charges commerciales, et iii) par la hausse de 13 millions d'euros des impôts et taxes d'exploitation.

##### 2012 vs 2011

En **données historiques**, comme en **données à base comparable**, l'EBITDA présenté de l'Espagne progresse de 13,3 % entre 2011 et 2012, et s'établit à 951 millions d'euros en 2012. Entre les deux périodes, cette progression de 111 millions d'euros s'explique principalement i) par la diminution de 84 millions d'euros des achats externes, principalement due à la réduction des charges commerciales et à la baisse des achats et reversements aux opérateurs, et ii) par la hausse de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires.

#### 4.3.3.2.3 Résultat d'exploitation – Espagne

##### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation de l'Espagne s'établit à 460 millions d'euros en 2013, soit une amélioration de 291 millions d'euros, en **données historiques** comme en **données à base comparable** par rapport à 2012.

Cette amélioration de 291 millions d'euros du résultat d'exploitation entre 2012 et 2013 résulte essentiellement i) de la baisse de 196 millions d'euros de la dotation aux amortissements, due principalement à la fin de l'amortissement des bases de clients avec forfaits intervenue

en mai 2012, et ii) de l'augmentation de 87 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

##### 2012 vs 2011

Le résultat d'exploitation de l'Espagne est un résultat positif de 169 millions d'euros en 2012, contre un résultat négatif de 168 millions d'euros en 2011, en **données historiques** comme en **données à base comparable**. Cette amélioration de 337 millions d'euros du résultat d'exploitation entre 2011 et 2012 s'explique principalement i) par l'amélioration de 111 millions d'euros de l'EBITDA présenté, ainsi que ii) par la baisse de 230 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en raison essentiellement de la fin de l'amortissement des bases de clients avec forfaits intervenue en mai 2012.

#### 4.3.3.2.4 CAPEX – Espagne

##### 2013 vs 2012

Les CAPEX de l'Espagne s'établissent à 562 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 18,8 % par rapport à 2012 en **données historiques** comme en **données à base comparable**, représentant une augmentation de 89 millions d'euros.

Cette progression des CAPEX entre 2012 et 2013 correspond principalement à l'accélération du déploiement des réseaux à très haut débit (4G et fibre optique) en Espagne (voir sections 4.3.1.4 *Faits marquants* et 4.3.2.5.3 *Projets d'investissement*).

##### 2012 vs 2011

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, les CAPEX de l'Espagne progressent de 68 millions d'euros entre 2011 et 2012, et s'établissent à 473 millions d'euros en 2012. La forte croissance des CAPEX est destinée à soutenir la croissance des besoins capacitaires, avec une augmentation des capacités du réseau et le renouvellement du réseau d'accès sans fil.

#### 4.3.3.2.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Espagne

En 2013, les acquisitions de licence de télécommunication de l'Espagne représentent 22 millions d'euros et concernent essentiellement l'extension de la durée de la licence 900 MHz.

En 2012, les acquisitions de licence de télécommunication de l'Espagne représentent 1 million d'euros.

En 2011, les acquisitions de licences de télécommunication de l'Espagne s'élèvent à 580 millions d'euros. Elles correspondent à l'acquisition de blocs de fréquence de 10 MHz dans la bande 800 MHz, de 5 MHz dans la bande 900 MHz, et de 10 MHz et 20 MHz dans la bande 2,6 GHz. Ces acquisitions sont intervenues dans le cadre de la réallocation du spectre radio-électrique par les autorités espagnoles par le biais d'enchères. Le montant dédié au réseau mobile à très haut débit (4G, fonctionnant sous les fréquences de 800 MHz et 2,6 GHz) s'élève à 447 millions d'euros.

#### 4.3.3.2.6 Informations complémentaires – Espagne

Exercices clos le 31 décembre						
ESPAGNE	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2) (3)</sup></b>	<b>4 052</b>	<b>4 027</b>	<b>4 027</b>	<b>0,6 %</b>	<b>0,6 %</b>	<b>3 993</b>
Services mobiles	2 843	3 092	3 092	(8,0) %	(8,0) %	3 166
Ventes d'équipements mobiles	354	167	167	112,5 %	112,5 %	119
Services fixes	842	749	749	12,5 %	12,5 %	684
Autres revenus	13	19	19	(33,1) %	(33,1) %	24
<b>Services mobiles</b>						
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(4) (5) (6)</sup>	12 377	11 839	11 839	4,5 %	4,5 %	11 662
Nombre de clients avec forfaits	8 945	8 100	8 100	10,4 %	10,4 %	7 616
Nombre de clients avec offres prépayées <sup>(6)</sup>	3 433	3 739	3 739	(8,2) %	(8,2) %	4 046
ARPU mobile (en euros) <sup>(3) (6)</sup>	225	259	259	(13,1) %	(13,1) %	271
AUPU mobile (en minutes) <sup>(3) (6)</sup>	170	169	169	0,7 %	0,7 %	174
<b>Services fixes</b>						
Nombre de clients fixes haut débit <sup>(4)</sup>	1 693	1 396	1 396	21,2 %	21,2 %	1 265
Nombre de clients aux services VoIP <sup>(4)</sup>	1 311	945	945	38,7 %	38,7 %	777
Nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite <sup>(4)</sup>	76	71	71	7,7 %	7,7 %	68
ARPU fixe haut débit (en euros) <sup>(3)</sup>	31,8	33,0	33,0	(3,6) %	(3,6) %	32,4

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.  
(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir annexe *Glossaire financier*).  
(3) Voir annexe *Glossaire financier*.  
(4) En milliers. En fin de période.  
(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).  
(6) En 2012, Orange Espagne s'est aligné sur la définition de la *Comisión del mercado de las telecomunicaciones* (CMT, autorité de régulation espagnole) pour la comptabilisation du nombre de clients avec offres prépayées. Les données antérieures ont été retraitées selon cette nouvelle définition, et l'ARPU mobile et l'AUPU mobile ont été recalculés en conséquence.

#### 4.3.3.3 Pologne

Exercices clos le 31 décembre						
POLOGNE (en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
Chiffre d'affaires	3 079	3 369	3 381	(8,6) %	(8,9) %	3 625
EBITDA présenté	937	1 155	1 156	(18,9) %	(18,9) %	1 347
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	<i>30,4 %</i>	<i>34,3 %</i>	<i>34,2 %</i>			<i>37,2 %</i>
Résultat d'exploitation	201	(485)	(505)	na	na	443
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>6,5 %</i>	<i>(14,4) %</i>	<i>(14,9) %</i>			<i>12,2 %</i>
CAPEX	457	558	558	(18,2) %	(18,1) %	627
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,8 %</i>	<i>16,6 %</i>	<i>16,5 %</i>			<i>17,3 %</i>
Nombre moyen d'employés	21 214	23 096	22 700	(8,2) %	(6,5) %	24 119

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

##### 4.3.3.3.1 Chiffre d'affaires – Pologne

###### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 3 079 millions en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 8,9 % en données historiques et de 8,6 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 302 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2012 et 2013, soit une baisse de 8,9 %, s'explique i) par l'effet négatif des

variations de change pour 10 millions d'euros, ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit un retrait de 290 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 290 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2012 et 2013, soit une baisse de 8,6 %, est du essentiellement au recul des services téléphoniques classiques et à l'intensification de la pression concurrentielle.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires de la Pologne aurait diminué de 3,9 % entre 2012 et 2013, en données à base comparable.

### Services mobiles – Pologne

Le chiffre d'affaires des Services mobiles de la Pologne s'établit à 1 456 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 9,3 % en données historiques et de 10,8 % en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution du chiffre d'affaires des Services mobiles de la Pologne entre 2012 et 2013 est de 175 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des Services mobiles aurait connu une baisse de 2,6 % entre les deux périodes, liée principalement à la baisse des prix des services sortant Voix.

La base de clients mobile s'établit à 15,3 millions de clients au 31 décembre 2013, en croissance de 2,9 % par rapport au 31 décembre 2012, entraînée par la hausse de 4,5 % des offres prépayées qui comptent 7,2 millions de clients. Au 31 décembre 2013, les offres *multiplay Open* atteignent 286 000 clients et les offres en ligne de la marque *nju.mobile* totalisent désormais 353 000 clients.

### Services fixes – Pologne

Le chiffre d'affaires des Services fixes de la Pologne s'établit à 1 443 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 8,4 % en données historiques et de 8,1 % en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution de 127 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes de la Pologne entre 2012 et 2013 reflète principalement la tendance baissière des services fixes bas débit, en retrait de 16,4 %. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des Services fixes aurait diminué de 6,4 % entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des services fixes haut débit croît de 6,4 % entre 2012 et 2013, tirés par la hausse de l'ARPU fixe haut débit en raison de la croissance des offres *multiplay*.

Le nombre de clients aux services de VoIP enregistre une croissance de 25,6 % sur un an et totalise 495 000 clients au 31 décembre 2013. Par ailleurs, le nombre de clients à la télévision numérique (offres IPTV et TV par satellite) atteint 707 000 clients au 31 décembre 2013. En revanche, la base de clients fixe haut débit enregistre un recul de 1,9 % sur un an et totalise 2,3 millions de clients au 31 décembre 2013.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 6,7 % du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2011 et 2012, soit un recul de 244 millions d'euros, intègre i) l'effet négatif des variations de change, soit 56 millions d'euros, compte tenu de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro, ii) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 43 millions d'euros et comprend principalement l'effet de la cession de TP Emitel le 22 juin 2011, ainsi que iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 145 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 145 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre 2011 et 2012, soit une baisse de 4,1 %, résulte i) du déclin du réseau téléphonique commuté pour 137 millions d'euros, ii) partiellement compensé par la hausse de 35 millions d'euros du chiffre d'affaires des services intégrés et des services aux opérateurs. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires de la Pologne aurait baissé de 2,5 % entre les deux périodes.

### Services mobiles – Pologne

Le chiffre d'affaires des Services mobiles de la Pologne s'établit à 1 605 millions d'euros en 2012, soit une baisse par rapport à 2011 de 4,6 % en données historiques et de 3,1 % en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution du chiffre d'affaires des Services mobiles de la Pologne entre 2011 et 2012 est de 51 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 0,3 % entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, la décroissance de 51 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles de la Pologne entre 2011 et 2012 s'explique principalement i) par la baisse de 4,7 % de l'ARPU mobile entre les deux dates, ii) par la diminution de 0,9 % du nombre de clients avec forfaits qui atteint 6,9 millions de clients au 31 décembre 2012, soit 66 000 clients en moins par rapport au 31 décembre 2011, iii) partiellement compensées par l'augmentation du trafic de données pour 18 millions d'euros.

### Services fixes – Pologne

Le chiffre d'affaires des Services fixes de la Pologne s'établit à 1 576 millions d'euros en 2012, soit une baisse par rapport à 2011 de 9,5 % en données historiques et de 6,4 % en données à base comparable.

En **données à base comparable**, la diminution de 107 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes de la Pologne entre 2011 et 2012 résulte principalement :

- du recul de 18,0 % du chiffre d'affaires Voix, sous l'effet de la diminution du nombre de clients de la téléphonie fixe, en baisse de 877 000 clients entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012 ;
- partiellement compensé i) par l'augmentation de 2,1 % du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, due à l'augmentation de l'ARPU fixe haut débit, et ii) par l'augmentation de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires des services intégrés.

### 4.3.3.3.2 EBITDA présenté – Pologne

#### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté de la Pologne s'établit à 937 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 18,9 % par rapport à 2012 en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 219 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la Pologne entre 2012 et 2013 s'explique i) par l'effet négatif des variations de change,

soit 4 millions d'euros, en partie compensé par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 3 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit un recul de 218 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, la diminution de 218 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la Pologne entre 2012 et 2013 s'explique principalement i) par le recul de 290 millions d'euros du chiffre d'affaires, ii) partiellement compensé par la diminution de 124 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs, en raison de l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la baisse de 14,2 % de l'EBITDA présenté de la Pologne entre 2011 et 2012, soit une diminution de 191 millions d'euros, s'explique principalement par i) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 219 millions d'euros, et comprend principalement l'effet de la cession de TP Emitel le 22 juin 2011 pour 220 millions d'euros, et par ii) l'effet négatif des variations de change, soit 13 millions d'euros, iii) partiellement compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une progression de 41 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 41 millions d'euros de l'EBITDA présenté de la Pologne entre 2011 et 2012 résulte principalement :

- i) de la comptabilisation, en 2011, d'une provision complémentaire de 115 millions d'euros relative à l'amende de la Commission européenne à l'encontre d'Orange Polska pour abus de position dominante sur le marché de gros de l'accès à internet en haut débit en Pologne (voir note 15 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) du coût des restructurations et assimilés en 2011 pour 41 millions d'euros, et iii) de la réduction de 31 millions d'euros des charges d'interconnexion liée à la baisse des prix des terminaisons d'appel en 2012 ;
- partiellement compensés par le recul de 145 millions d'euros du chiffre d'affaires, affecté par la baisse des prix des terminaisons d'appel.

### 4.3.3.3.3 Résultat d'exploitation – Pologne

#### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation de la Pologne s'établit à 201 millions d'euros en 2013, soit une augmentation par rapport à 2012 de 706 millions d'euros en données historiques et de 686 millions en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 706 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2012 et 2013 s'explique i) par l'impact positif des variations de change, soit 20 millions, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 686 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la hausse de 686 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2012 et 2013 résulte essentiellement i) de la comptabilisation en 2012

d'une dépréciation de 868 millions d'euros de l'écart d'acquisition (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) en données à base comparable, ii) partiellement compensée par la diminution de 218 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la baisse de 948 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2011 et 2012, résulte i) de l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 211 millions d'euros et comprend essentiellement l'effet de la cession de TP Emitel le 22 juin 2011 pour 212 millions d'euros, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 738 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la baisse de 738 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre 2011 et 2012, s'explique principalement i) par la comptabilisation d'une perte de valeur des écarts d'acquisition en 2012 pour 889 millions d'euros reflétant notamment l'intensification de la concurrence tant sur le marché mobile que fixe (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), ii) partiellement compensée par la diminution de 111 millions d'euros de la dotation aux amortissements et par l'amélioration de 41 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

### 4.3.3.3.4 CAPEX – Pologne

#### 2013 vs 2012

Les CAPEX de la Pologne s'établissent à 457 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 18,1 % en données historiques et de 18,2 % en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 101 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre 2012 et 2013 reflète principalement i) la réduction des dépenses d'investissement dans le domaine d'informatique, et ii) de la fin du programme de déploiement du réseau d'accès haut débit en Pologne en 2013, en vertu des dispositions du protocole d'accord signé avec le régulateur en fin d'année 2009.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 11,0 % des CAPEX de la Pologne entre 2011 et 2012, soit une baisse de 69 millions d'euros, s'explique i) par l'effet négatif des variations de change, soit 10 millions d'euros, ii) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 7 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 52 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 52 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre 2011 et 2012, soit une baisse de 8,5 %, reflète principalement :

- le décalage des dépenses d'investissement des équipements d'accès et de transmission installés chez les clients, en accord avec le régulateur polonais (avec qui un protocole d'accord a été signé en ce sens) ;

- en partie contrebalancé par une augmentation des dépenses d'investissement relatives i) à l'acquisition des box installées chez le client en raison des fortes ventes de l'offre *triple play* Funpack, ii) au changement de marque opéré en 2012 (tous les services sont désormais sous la marque Orange), et iii) au championnat d'Europe de football (UEFA Euro 2012).

#### 4.3.3.3.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Pologne

En 2013, les acquisitions de licence de télécommunication de la Pologne représentent 63 millions d'euros, essentiellement dues aux achats de droit d'usage pour la fréquence 1 800 MHz de T-Mobile (4G).

Aucune licence de télécommunication n'a été acquise en Pologne en 2011 et 2012.

#### 4.3.3.3.6 Informations complémentaires – Pologne

Exercices clos le 31 décembre						
	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>POLOGNE</b>						
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2) (3)</sup></b>	<b>3 079</b>	<b>3 369</b>	<b>3 381</b>	<b>(8,6) %</b>	<b>(8,9) %</b>	<b>3 625</b>
Services mobiles	1 456	1 631	1 605	(10,8) %	(9,3) %	1 682
Ventes d'équipements mobiles	35	34	34	5,7 %	5,3 %	36
Services fixes	1 443	1 571	1 576	(8,1) %	(8,4) %	1 742
Autres revenus	145	133	166	8,0 %	(13,4) %	165
<b>Services mobiles</b>						
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(4) (5)</sup>	15 325	14 895	14 895	2,9 %	2,9 %	14 658
Nombre de clients avec forfaits	7 221	6 911	6 911	4,5 %	4,5 %	6 977
Nombre de clients avec offres prépayées	8 104	7 984	7 984	1,5 %	1,5 %	7 681
ARPU mobile (en zlotys) <sup>(3)</sup>	414	470	470	(11,9) %	(11,9) %	483
AUPU mobile (en minutes) <sup>(3)</sup>	183	170	170	7,6 %	7,6 %	165
<b>Services fixes</b>						
Nombre total de lignes téléphoniques fixes <sup>(4)</sup>	5 766	6 425	6 425	(10,3) %	(10,3) %	7 280
Nombre de clients fixes haut débit <sup>(4)</sup>	2 301	2 345	2 345	(1,9) %	(1,9) %	2 346
Nombre de clients aux services VoIP <sup>(4)</sup>	495	394	394	25,6 %	25,6 %	165
Nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite <sup>(4)</sup>	707	706	706	0,1 %	0,1 %	636
ARPU fixe haut débit (en zlotys) <sup>(3)</sup>	60,3	56,2	56,2	7,3 %	7,3 %	55,8

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.  
(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir annexe *Glossaire financier*).  
(3) Voir annexe *Glossaire financier*.  
(4) En milliers. En fin de période.  
(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

#### 4.3.3.4 Reste du monde

Exercices clos le 31 décembre						
	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>RESTE DU MONDE</b> (en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	7 792	7 829	8 281	(0,5) %	(5,9) %	8 795
EBITDA présenté	2 511	2 664	2 893	(5,8) %	(13,2) %	2 993
<i>EBITDA présenté / Chiffre d'affaires</i>	<i>32,2 %</i>	<i>34,0 %</i>	<i>34,9 %</i>			<i>34,0 %</i>
Résultat d'exploitation	351	253	332	38,8 %	5,7 %	595
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>4,5 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>4,0 %</i>			<i>6,8 %</i>
CAPEX	1 163	1 238	1 308	(6,0) %	(11,1) %	1 409
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,9 %</i>	<i>15,8 %</i>	<i>15,8 %</i>			<i>16,0 %</i>
Nombre moyen d'employés	26 147	25 955	26 013	0,7 %	0,5 %	26 650

- (1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

#### 4.3.3.4.1 Chiffre d'affaires – Reste du monde

##### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires du Reste du monde s'établit à 7 792 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 5,9 % en données historiques et de 0,5 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 489 millions d'euros du chiffre d'affaires du Reste du monde s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 290 millions d'euros (dont 193 millions d'euros attribuables à l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro), ii) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations, soit 162 millions d'euros (dont 168 millions d'euros relatifs à la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012), et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 37 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires du Reste du monde recule de 0,5 % entre 2012 et 2013, soit une baisse de 37 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 1,3 % entre les deux périodes.

##### Afrique et Moyen-Orient

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de la zone **Afrique et Moyen-Orient** progresse de 167 millions d'euros entre 2012 et 2013, soit une hausse de 4,3 % (ou de 4,7 % hors effet de la baisse des tarifs réglementés). Cette évolution résulte principalement i) des croissances respectives de 61 millions d'euros de la Côte d'Ivoire, de 43 millions d'euros du Mali, de 42 millions d'euros de la Guinée, de 35 millions d'euros du Sénégal et de 26 millions d'euros de l'Egypte, ii) partiellement contrebalancées par la décroissance du chiffre d'affaires en Jordanie et au Cameroun, de respectivement 51 millions d'euros et 20 millions d'euros, qui font face à une forte intensification concurrentielle.

##### Europe

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de la zone **Europe** recule de 212 millions d'euros entre 2012 et 2013, soit une baisse de 6,2 %. Cette décroissance résulte essentiellement de la baisse de 191 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Belgique, soit une diminution de 12,0 %, liée à l'effet de la baisse des tarifs réglementés, à la baisse de l'ARPU mobile et à la diminution de 266 000 clients de la base clients mobile.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires de la zone Europe aurait connu une hausse de 2,8 % entre 2012 et 2013, due à la croissance soutenue de la navigation internet mobile et à la hausse des ventes de terminaux, partiellement compensées par les baisses de prix liées à la refonte des offres de services mobiles.

La base de clients mobile de la zone Europe compte 20,0 millions de clients au 31 décembre 2013, en hausse de 0,8 % par rapport au 31 décembre 2012 (hors effet de la cession d'Orange Austria), grâce i) à la progression de 1,7 % des offres avec forfaits (principalement en Roumanie), soit 160 000 clients supplémentaires, et ii) au progrès des contrats

de télémetrie (M2M), qui affichent un taux de croissance de 34,8 % sur un an, soit 244 000 contrats supplémentaires.

##### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 5,8 % du chiffre d'affaires du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit une baisse de 514 millions d'euros, s'explique :

- par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 791 millions d'euros et comprend principalement l'effet de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 858 millions d'euros ;
- en partie contrebalancé i) par l'effet positif des variations de change, soit 160 millions d'euros, ainsi que ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 117 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires du Reste du monde augmente de 1,4 % entre 2011 et 2012, soit une progression de 117 millions d'euros. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 3,2 % entre les deux périodes.

##### Afrique et Moyen-Orient

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de la zone **Afrique et Moyen-Orient** progresse de 195 millions d'euros entre 2012 et 2013, soit une hausse de 5,0 % (ou de 5,3 % hors effet de la baisse des tarifs réglementés). Cette croissance s'explique essentiellement i) par la progression de 106 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Côte d'Ivoire, résultant notamment du rattrapage opéré en 2012, après la crise ayant grevé le chiffre d'affaire en 2011, ii) par les très bonnes performances de la Guinée et du Cameroun, avec des croissances respectives de 31 millions d'euros et de 21 millions d'euros, en lien avec l'augmentation du nombre de clients dans ces pays, et iii) par le retour à la croissance de l'Egypte, avec une progression de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires, principalement dû à la hausse de la base de clients.

##### Europe

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de la zone **Europe** recule de 79 millions d'euros entre 2011 et 2012, soit une baisse de 2,2 %. Cette décroissance résulte essentiellement :

- de la diminution de 4,3 %, soit 79 millions d'euros, du chiffre d'affaires de la zone **Europe Centrale**. Entre les deux périodes, cette baisse résulte essentiellement i) de la détérioration de 61 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Slovaquie, du fait notamment de la baisse du chiffre d'affaires Voix des clients avec forfaits et de l'effet de la baisse des tarifs réglementés, et ii) de la baisse de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Roumanie, marquée par l'effet de la baisse des tarifs réglementés pour 37 millions d'euros ;
- et de la stabilisation du chiffre d'affaires de la zone **Europe de l'Ouest**. Entre les deux périodes, cette stagnation résulte i) de la croissance de 10 millions d'euros du chiffre d'affaire du Luxembourg et de 6 millions d'euros de la Suisse, ii) partiellement compensée par la baisse de 11 millions

d'euros du chiffre d'affaires de la Belgique, qui s'explique essentiellement par l'effet de la baisse des tarifs réglementés pour 60 millions d'euros.

Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires de la zone Europe aurait connu une hausse de 1,3 % entre 2011 et 2012, en données à base comparable.

#### 4.3.3.4.2 EBITDA présenté – Reste du monde

##### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté du Reste du monde s'établit à 2 511 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 13,2 % en données historiques et de 5,8 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 13,2 % de l'EBITDA présenté du Reste du monde entre 2012 et 2013, soit une baisse de 382 millions d'euros, s'explique principalement i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 136 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 93 millions d'euros (dont 64 millions d'euros attribuables à l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro), et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 153 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, la diminution de 153 millions d'euros de l'EBITDA présenté du Reste du monde s'explique essentiellement i) par la progression des charges commerciales, notamment en Roumanie et en Côte d'Ivoire, ii) par l'augmentation des autres produits et charges opérationnels, en raison notamment de l'effet négatif des reprises de provision relatives au service universel enregistrées en 2012 en Belgique et en Slovaquie, iii) par la hausse des impôts et taxes d'exploitation, et iv) par l'augmentation des achats externes en Egypte, dont l'activité est négativement impactée par les variations de change et l'inflation (voir section 4.3.3.4.6 *Informations complémentaires – Reste du monde*), v) en partie compensées par l'effet positif de la baisse des tarifs réglementés sur les charges d'interconnexion.

##### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 3,3 % de l'EBITDA présenté du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit une baisse de 100 millions d'euros, intègre i) l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 220 millions d'euros, et comprend principalement la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 224 millions d'euros, ii) partiellement compensé par l'impact favorable des variations de change, soit 44 millions d'euros, ainsi que par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 76 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 76 millions d'euros de l'EBITDA présenté du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit une hausse de 2,7 %, s'explique principalement i) par la progression de 117 millions d'euros du chiffre d'affaires, et ce malgré l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés, ii) par le résultat de cession d'Orange Suisse, qui représente une plus-value de 92 millions d'euros

en 2012, iii) en partie contrebalancés par l'augmentation de 152 millions d'euros des achats externes (hausse de 39 millions d'euros des charges commerciales de la Belgique, augmentation des achats externes de la Côte d'Ivoire et de l'Egypte pour des montants respectifs de 45 millions d'euros et de 37 millions d'euros).

#### 4.3.3.4.3 Résultat d'exploitation – Reste du monde

##### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation du Reste du monde s'établit à 351 millions d'euros en 2013, soit une augmentation par rapport à 2012 de 5,7 % en données historiques et de 38,8 % en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 5,7 % du résultat d'exploitation du Reste du monde entre 2012 et 2013, soit une hausse de 19 millions d'euros, intègre i) l'impact défavorable des variations de périmètre et autre variations, soit 135 millions d'euros, relatif à la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012, ii) plus que compensé, d'une part, par l'effet positif des variations de change, soit 56 millions d'euros, et d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 98 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 98 millions d'euros du résultat d'exploitation du Reste du monde entre 2012 et 2013, soit une progression de 38,8 %, s'explique principalement :

- par la comptabilisation de la perte de valeur des écarts d'acquisition (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 497 millions d'euros en 2013, contre 778 millions d'euros en 2012 en données à base comparable, avec :
  - une dépréciation de 408 millions d'euros en Belgique en 2013, reflétant les effets à court et moyen termes d'un contexte de concurrence accrue (baisse généralisée des niveaux de prix), de réduction réglementaire de la durée d'engagement contractuel et de propositions par Mobistar d'offres convergentes encore limitées, contre une dépréciation de 76 millions d'euros en Belgique en 2012,
  - une dépréciation de 89 millions d'euros en République Démocratique du Congo en 2013, reflétant la revue des perspectives de développement,
  - et la comptabilisation en 2012 de dépréciations relatives à la Roumanie (pour 359 millions d'euros) et à l'Egypte (pour 339 millions d'euros en données à base comparable) ;
- par la diminution de 61 millions d'euros de la dotation aux amortissements ;
- en partie contrebalancées i) par le retrait de 153 millions d'euros de l'EBITDA présenté, ii) par la détérioration de 53 millions d'euros du résultat des entités mises en équivalence, et iii) par l'augmentation de 38 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 263 millions d'euros du résultat d'exploitation du Reste du monde entre 2011 et 2012, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 79 millions d'euros et qui comprend essentiellement l'effet de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 67 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 24 millions d'euros, ainsi que iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 160 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la baisse de 160 millions d'euros du résultat d'exploitation du Reste du monde entre 2011 et 2012 s'explique essentiellement :

- par la comptabilisation de la perte de valeur des écarts d'acquisition (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 839 millions d'euros en 2012, contre 618 millions d'euros en 2011 en données à base comparable, avec :
  - une dépréciation de 359 millions d'euros en Roumanie en 2012, reflétant principalement les effets attendus i) d'une réduction accrue des terminaisons d'appel mobile imposée par le régulateur en 2012, et ii) d'une présence limitée sur le segment des offres *multiplay*, contre une dépréciation de 156 millions d'euros en 2011,
  - une dépréciation de 76 millions d'euros en Belgique en 2012, reflétant les effets attendus i) d'un nouvel entrant entraînant une baisse tarifaire, ii) de propositions d'offres convergentes encore limitées, ainsi que iii) de la diminution du taux de croissance à l'infini,
  - et une dépréciation de 400 millions d'euros en Egypte en 2012, reflétant les effets du contexte politique et économique et de la performance réalisée en 2012 (reconquête commerciale et croissance du nombre de clients, mais pression tarifaire et chute du tourisme impactant significativement le chiffre d'affaires roaming) associés à un relèvement du taux d'actualisation, contre une dépréciation de 456 millions d'euros en 2011 en données à base comparable ;
- par la comptabilisation en 2012 d'un résultat négatif des entités mises en équivalence de 145 millions d'euros, lié principalement à la comptabilisation d'une perte de valeur de 141 millions d'euros relative à Médi Telecom (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- partiellement compensées par la baisse de la perte de valeur des immobilisations entre les deux périodes (62 millions d'euros en 2012 contre 223 millions d'euros en 2011).

#### 4.3.3.4.4 CAPEX – Reste du monde

### 2013 vs 2012

Les CAPEX du Reste du monde s'établissent à 1 163 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 11,1 % en données historiques et de 6,0 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 145 millions d'euros des CAPEX du Reste du monde entre 2012 et 2013, soit un recul de 11,1 %, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 56 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations, soit 14 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 75 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 75 millions d'euros des CAPEX du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit une baisse de 6,0 %, résulte principalement de la réduction de 61 millions d'euros des CAPEX en Afrique et Moyen-Orient, notamment en Egypte (en baisse de 34 millions d'euros), en République Démocratique du Congo (en recul de 30 millions d'euros), au Cameroun et au Mali. Cette baisse s'explique par la diminution des investissements dans les réseaux d'accès mobiles en Afrique après les importantes dépenses réalisées dans ces pays en 2012. Le niveau d'investissement reste néanmoins élevé, en particulier pour les réseaux 3G afin d'accompagner la très forte croissance du trafic de données. Au 31 décembre 2013, 17 pays sur les 21 que compte la zone Afrique et Moyen-Orient sont couverts en 3G. Par ailleurs, le déploiement des réseaux à très haut débit mobile (4G) est d'ores et déjà lancé dans plusieurs pays d'Europe, dont le Luxembourg, la Moldavie et la Roumanie (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*).

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 7,2 % des CAPEX du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit une baisse de 101 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 79 millions d'euros (correspondant à l'impact de la cession d'Orange Suisse le 29 février 2012 pour 105 millions d'euros, partiellement contrebalancé par l'effet de l'acquisition de Congo China Telecom pour 25 millions d'euros), ii) en partie compensé par l'effet positif des variations de change, soit 35 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 57 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 57 millions d'euros des CAPEX du Reste du monde entre 2011 et 2012, soit un recul de 4,1 %, s'explique principalement :

- par une baisse des investissements dans certains pays, en particulier au Kenya (55 millions d'euros) du fait de l'achèvement en 2011 du programme de renouvellement du réseau, et au Niger (38 millions d'euros) par la fin du programme d'extension en 2011 ;
- partiellement compensée par l'augmentation des récents investissements en République Démocratique du Congo (37 millions d'euros), par la progression des CAPEX en Egypte (19 millions d'euros), en raison, d'une part, du faible niveau d'investissements en 2011 durant la crise traversée par le pays, et d'autre part, de l'extension et de la densification du réseau.

#### 4.3.3.4.5 Acquisitions de licences de télécommunication – Reste du monde

En 2013, les acquisitions de licences de télécommunication du Reste du monde représentent 373 millions d'euros, et concernent principalement i) le paiement de la licence 4G et le renouvellement de la licence 2G / 3G en Roumanie pour 216 millions d'euros, et ii) le paiement de la licence 4G en Belgique pour 120 millions d'euros.

En 2012, les acquisitions de licences de télécommunication du Reste du monde représentent 42 millions d'euros, et concernent essentiellement i) l'extension du droit d'exploitation des

fréquences 900 MHz et 1 800 MHz pour un an et le renouvellement de la licence 2G en Roumanie pour 17 millions d'euros, ii) le paiement d'une licence affectée au réseau mobile 4G en novembre 2012 en Moldavie pour 10 millions d'euros, et iii) l'acquisition d'une licence affectée au réseau mobile 3G en Côte d'Ivoire pour 9 millions d'euros.

En 2011, les acquisitions de licences de télécommunication du Reste du monde représentent 68 millions d'euros, et concernent principalement i) l'extension de la licence 2G en Slovaquie pour 43 millions d'euros, ainsi que ii) l'acquisition d'un bloc de fréquences de 20 MHz duplex dans la bande 2,6 GHz, affectée au réseau mobile à très haut débit (4G), en Belgique pour 20 millions d'euros.

#### 4.3.3.4.6 Informations complémentaires – Reste du monde

Exercices clos le 31 décembre						
		2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>RESTE DU MONDE</b>	<b>2013</b>					
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2)</sup></b>	<b>7 792</b>	<b>7 829</b>	<b>8 281</b>	<b>(0,5) %</b>	<b>(5,9) %</b>	<b>8 795</b>
Europe	3 195	3 407	3 582	(6,2) %	(10,8) %	4 498
<i>dont Belgique</i>	1 402	1 593	1 593	(12,0) %	(12,0) %	1 604
<i>dont Roumanie</i>	934	918	913	1,8 %	2,3 %	937
Afrique et Moyen-Orient	4 060	3 893	4 126	4,3 %	(1,6) %	3 746
<i>dont Egypte</i>	1 159	1 133	1 325	2,3 %	(12,5) %	1 233
Autres	554	548	593	1,2 %	(6,5) %	563
<i>dont République Dominicaine</i>	441	411	451	7,3 %	(2,4) %	419
Eliminations	(17)	(19)	(20)	(9,2) %	(11,7) %	(12)
<b>Services mobiles</b>						
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(3) (4)</sup>	111 386	104 626	105 406	6,5 %	5,7 %	99 741
Nombre de clients avec forfaits	17 513	14 961	15 479	17,1 %	13,1 %	13 727
Nombre de clients avec offres prépayées	93 873	89 665	89 927	4,7 %	4,4 %	86 014
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(3) (4)</sup>	111 386	104 626	105 406	6,5 %	5,7 %	99 741
Europe	19 965	19 803	20 583	0,8 %	(3,0) %	22 028
<i>dont Belgique</i>	3 866	3 950	3 950	(2,1) %	(2,1) %	3 933
<i>dont Roumanie</i>	10 436	10 283	10 283	1,5 %	1,5 %	10 262
Afrique et Moyen-Orient	87 993	81 582	81 582	7,9 %	7,9 %	74 557
<i>Egypte</i>	34 809	33 841	33 841	2,9 %	2,9 %	32 914
Autres	3 429	3 242	3 242	5,8 %	5,8 %	3 156
<i>dont République Dominicaine</i>	3 412	3 214	3 214	6,1 %	6,1 %	3 106
<b>Services fixes</b>						
Nombre total de lignes téléphoniques fixes <sup>(3)</sup>	2 004	2 055	2 055	(2,5) %	(2,5) %	2 149
Europe	681	682	682	(0,1) %	(0,1) %	683
Afrique et Moyen-Orient	1 321	1 370	1 370	(3,6) %	(3,6) %	1 460
Autres	3	4	4	(37,2) %	(37,2) %	6
Nombre de clients fixes haut débit <sup>(3)</sup>	1 004	929	929	8,0 %	8,0 %	849

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

La section suivante présente un focus particulier sur la situation du Groupe en Egypte.

Le taux de croissance du PIB en Egypte est estimé à 1,8 % en 2013, inférieur de 0,4 point par rapport à 2012 selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) parues en octobre 2013. Le pays reste impacté par l'instabilité politique et économique incluant un taux de chômage important, une

forte inflation, des disparités de revenus et des troubles sociaux.

Mobinil fait des efforts notables pour s'adapter à un marché difficile et incertain ainsi que pour préserver ses marges. La société doit faire face à l'accroissement des dépenses liées à l'inflation, à la dévaluation de la livre égyptienne et à la rareté des devises étrangères, à l'augmentation du prix des matières premières et à une pression fiscale accrue.

En **données à base comparable**, entre 2012 et 2013 :

- le chiffre d'affaires de l'Egypte s'établit à 1 159 millions d'euros en 2013, en croissance de 26 millions d'euros par rapport à 2012. Cette progression s'explique essentiellement i) par la hausse des revenus liés au trafic international, ii) par une croissance significative des services à valeur ajoutée relatifs aux revenus mobiles Non Voix, et iii) par l'activité haut débit, en croissance continue, iv) partiellement compensées par la décroissance des revenus mobiles Voix Grand Public sortant ;
- l'EBITDA présenté de l'Egypte s'établit à 332 millions d'euros en 2013, en recul de 28 millions d'euros par rapport à 2012. Entre les deux périodes, cette diminution s'explique principalement par la hausse des charges opérationnelles incluses dans l'EBITDA présenté, intégrant i) une augmentation des charges de réseau liée à la hausse du

trafic, ii) un effet négatif de la dévaluation de la livre égyptienne (certaines prestations étant indexées en devises étrangères), et iii) l'augmentation du prix des matières premières, partiellement compensés par l'augmentation du chiffre d'affaires ;

- le résultat d'exploitation de l'Egypte est en amélioration de 313 millions d'euros entre 2012 et 2013, en raison principalement de la comptabilisation en 2012 d'une dépréciation de 339 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Egypte (400 millions d'euros en données historiques, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- les CAPEX de l'Egypte sont en retrait de 34 millions d'euros entre 2012 et 2013, du fait du ralentissement du déploiement des projets d'investissement et d'un manque de devises étrangères.

### 4.3.3.5 Entreprises

Exercices clos le 31 décembre						
<b>ENTREPRISES</b> (en millions d'euros)	<b>2013</b>	<b>2012 données à base comparable <sup>(1)</sup></b>	<b>2012 données historiques</b>	<b>Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup></b>	<b>Var. (%) données historiques</b>	<b>2011 données historiques</b>
Chiffre d'affaires	6 513	6 881	7 001	(5,3) %	(7,0) %	7 101
EBITDA présenté	1 004	1 139	1 134	(11,9) %	(11,5) %	1 276
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	15,4 %	16,6 %	16,2 %			18,0 %
Résultat d'exploitation	642	772	763	(16,9) %	(16,0) %	940
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	9,9 %	11,2 %	10,9 %			13,2 %
CAPEX	311	347	352	(10,4) %	(11,7) %	343
CAPEX / Chiffre d'affaires	4,8 %	5,0 %	5,0 %			4,8 %
Nombre moyen d'employés	20 859	21 118	21 387	(1,2) %	(2,5) %	21 114

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

#### 4.3.3.5.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

##### 2013 vs 2012

Le chiffre d'affaires d'Entreprises s'établit à 6 513 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 7,0 % en données historiques et de 5,3 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 488 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2012 et 2013 s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, soit 64 millions d'euros, ii) par l'effet négatif des variations de change, soit 56 millions d'euros, et iii) par l'évolution organique à base comparable, soit un recul de 368 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 368 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2012 et 2013 reflète la pression accrue sur les prix et un contexte économique européen de plus en plus difficile.

##### Réseaux d'entreprises historiques

Les réseaux d'entreprises historiques comprennent les produits et solutions qu'Orange Business Service continue à fournir à ses clients afin d'assurer la continuité de leurs opérations et d'opérer leur migration vers des solutions plus

récentes. Ils incluent les offres historiques de téléphonie et de services de données comme les accès PSTN, le Frame Relay, Transrel, les liaisons louées en bas débit et certains services de la relation client.

Le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises historiques s'établit à 1 687 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 13,3 % par rapport à 2012 en **données à base comparable**. L'effet des baisses de prix s'est poursuivi en 2013, parallèlement i) au recul tendanciel de la téléphonie fixe et des services de données historiques, et ii) à la continuité de la migration vers des solutions IP.

##### Réseaux d'entreprises classiques

Les réseaux d'entreprises classiques comprennent les produits et solutions ayant atteint une certaine maturité, tels que l'IP-VPN, certains produits d'infrastructure comme les accès haut débit et les liaisons à très haut débit, la télédiffusion et les offres de nomadisme Business Everywhere.

Le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises classiques s'établit à 2 730 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 2,0 % par rapport à 2012 en **données à base comparable** (contre une progression de 1,8 % en 2012 par rapport à 2011 en données à base comparable). L'année 2013 est marquée par la décroissance de 0,4 % de l'IP-VPN, liée aux baisses de

prix, que compense partiellement la montée en débit et la hausse continue, bien que ralentie, du nombre d'accès. Parallèlement, la télédiffusion est en recul de 4,7 % et les offres de nomadisme (Business Everywhere) de 25 %, essentiellement du fait de la migration vers d'autres solutions vendues par le Groupe.

### Réseaux d'entreprises en croissance

Les réseaux d'entreprises en croissance comprennent les offres de VoIP, les services de l'image, et les infrastructures de données telles que l'accès par satellite, le Wifi et la fibre optique.

Le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises en croissance s'établit à 413 millions d'euros en 2013, soit une progression de 3,5 % par rapport à 2012 en **données à base comparable**. La croissance des offres de VoIP et des services de l'image, en progression respectivement de 5,5 % et de 6,6 %, a ralenti dans un contexte économique morose.

### Services

Les activités de services d'Orange Business Services incluent les services de plateforme (gestion de la relation client, messagerie, hébergement, solutions de sécurité, management des applications d'infrastructure, *Cloud Computing*, *Machine to Machine*), les services collaboratifs (conseil, intégration, gestion de projet) et les ventes d'équipements liées aux services d'intégration.

Le chiffre d'affaires des activités de Services s'établit à 1 683 millions d'euros en 2013, soit une diminution de 3,9 % par rapport à 2012 en **données à base comparable**. Les reculs respectifs de 8,0 % des services d'intégration, de 14,5 % du management de projet et de 7,8 % du management des applications d'infrastructure s'expliquent par un contexte économique difficile, particulièrement en Europe, touchant les entreprises clientes. A l'inverse, les solutions de sécurité affichent une hausse de 14 %, et les services *Cloud* de 23 % entre les deux périodes. Ces services à forte valeur ajoutée ont été renforcés par l'acquisition d'Inoven et d'Altenor fin 2013.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 1,4 % du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit une baisse de 100 millions d'euros, intègre principalement i) l'impact positif des variations de change, soit 106 millions d'euros, ii) l'impact négatif des variations de périmètre pour 11 millions d'euros, ainsi que iii) l'évolution organique à base comparable, soit un recul de 195 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 195 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit une baisse de 2,7 % (contre un recul de 1,6 % en 2011 par rapport à 2010), s'explique principalement par l'accélération de la décroissance des réseaux d'entreprises historiques et le ralentissement de la croissance des services.

### Réseaux d'entreprises historiques

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises historiques recule de 13,4 % entre

2011 et 2012, et s'établit à 1 872 millions d'euros en 2012. Cette évolution résulte principalement de l'accélération de la baisse du chiffre d'affaires des réseaux de données historiques, conjuguée à la poursuite de la décroissance du chiffre d'affaires des produits Voix.

Entre les deux périodes, le recul de 11,0 % du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe provient :

- de la baisse de 8,7 % du nombre de lignes téléphoniques entre 2011 et 2012 (similaire au recul enregistré en 2011 par rapport à 2010, de 8,9 %), traduisant à la fois la poursuite de la migration vers la technologie VoIP et une pression concurrentielle continue ;
- d'une diminution de 13,8 % du volume des communications téléphoniques aux entreprises (à parc constant, baisse tendancielle du marché de la téléphonie fixe liée pour partie à la substitution vers d'autres moyens de communication, du type SMS ou messagerie instantanée), accrue par rapport à la baisse de 13,2 % enregistrée en 2011 par rapport à 2010 ;
- et de la décroissance de 12,1 % du chiffre d'affaires associé aux services de la relation client, en accélération par rapport à la baisse de 5,0 % en 2011 par rapport à 2010, liée notamment à la substitution de ces services par internet et à l'effet de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) relatifs aux numéros surtaxés.

En parallèle, le chiffre d'affaires des réseaux de données historiques enregistre une diminution de 24,3 % entre 2011 et 2012. Ces services regroupent l'essentiel des solutions historiques de données telles que les liaisons louées. La migration de ces réseaux d'entreprises vers des technologies plus récentes s'est encore accélérée en 2012, en partie en raison de l'arrêt progressif du X25 et de la nécessité pour les clients de migrer vers les offres plus récentes du Groupe.

### Réseaux d'entreprises classiques

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises classiques est en progression de 1,8 % entre 2011 et 2012, et s'établit à 2 895 millions d'euros en 2012. Cette progression est supérieure à celle enregistrée entre 2010 et 2011 (soit une hausse de 0,4 %).

Le chiffre d'affaires de l'IP-VPN affiche une progression de 3,9 % entre les deux périodes, soutenue par l'activité internationale (en croissance de 6,8 %). Les parcs sont en croissance en particulier en France, tandis que l'international bénéficie d'une forte progression du revenu moyen par connexion liée à la montée en débit de ses clients. En revanche, l'activité de télédiffusion affiche, en sens inverse, une baisse de 1,9 % de son chiffre d'affaires, essentiellement en raison de l'arrêt de solutions historiques (technologie analogique) et ce malgré les revenus engendrés avec les Jeux Olympiques de Londres. Enfin, les solutions de nomadisme (Business Everywhere) sont en décroissance de 18,2 % entre les deux périodes, soit une tendance proche de la baisse observée entre 2010 et 2011, essentiellement du fait du recul des réseaux téléphoniques fixes classiques et de la migration vers des solutions internet.

### Réseaux d'entreprises en croissance

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Réseaux d'entreprises en croissance augmente de 6,9 % entre 2011 et 2012 pour s'établir à 402 millions d'euros en 2012. Cette croissance s'est tassée par rapport à la progression constatée entre 2010 et 2011, soit une hausse de 14,2 %. Les services de VoIP (accès et trafic), qui bénéficient de la migration de clients depuis la téléphonie classique, affichent une hausse de 11,8 %, en diminution par rapport à la progression enregistrée entre 2010 et 2011 (soit une croissance de 20,0 %). Par ailleurs, le chiffre d'affaires des accès par satellite est en augmentation de 7,8 % entre 2011 et 2012, tandis que les services de l'image sont impactés par le repositionnement des offres vers une gamme plus en phase avec le marché, ainsi que par le ralentissement de ce dernier.

### Services

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Services progresse de 1,0 % entre 2011 et 2012, et s'établit à 1 832 millions d'euros en 2012. Cette hausse est liée en particulier aux services d'intégration (en croissance de 3,8 %), au management de services (en hausse de 7,5 %) et aux services de la relation client (en augmentation de 13,7 %).

Cette progression est toutefois plus faible que celle constatée entre 2010 et 2011 (soit une hausse de 6,4 %). Ce ralentissement de la croissance est essentiellement dû i) aux livraisons d'équipements (en baisse de 3,7 % entre 2011 et 2012, l'année 2011 ayant par ailleurs bénéficié d'une forte livraison de commandes en fin d'année aux Etats-Unis), ii) au ralentissement des services d'intégration (de 8,6 % entre 2010 et 2011, à 3,8 % entre 2011 et 2012), et iii) au management des applications d'infrastructure (hébergement). Par ailleurs, un niveau de signature de nouveaux contrats plus faible a eu un effet négatif sur l'activité en 2012.

### 4.3.3.5.2 EBITDA présenté – Entreprises

#### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté d'Entreprises s'établit à 1 004 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 11,5 % en données historiques et de 11,9 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 130 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Entreprises entre 2012 et 2013 intègre i) l'effet positif des variations de change pour 23 millions d'euros, en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 18 millions d'euros, et ii) l'évolution organique à base comparable, soit un retrait de 135 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, la diminution de 135 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Entreprises entre 2012 et 2013 s'explique principalement par la baisse de 368 millions d'euros du chiffre d'affaires, partiellement compensée i) par la réduction de 112 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs, en lien avec l'amélioration de la profitabilité à l'international et la diminution du volume d'activité des réseaux de données historiques, ii) par la baisse de 54 millions d'euros des charges de

personnel, en raison principalement de la diminution de 41 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), iii) par la diminution de 42 millions d'euros des autres charges externes, notamment des frais généraux, et iv) par la baisse de 14 millions d'euros des charges commerciales.

#### 2012 vs 2011

En **données historiques**, la diminution de 11,2 % de l'EBITDA présenté d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit un recul de 142 millions d'euros, s'explique principalement par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 150 millions d'euros de l'EBITDA présenté, en partie compensée par un effet de change positif de 7 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 150 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit une baisse de 11,7 %, provient essentiellement :

- du recul de 195 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- de l'augmentation de 103 millions d'euros des charges de personnel, qui s'explique i) par une hausse de 43 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France, principalement en raison des nouveaux accords sur l'emploi des séniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), et ii) par une augmentation de 21 millions d'euros des charges de personnel des activités de services ;
- de l'évolution du mix d'activité entre les services et les solutions de communication traditionnelles ;
- partiellement compensés par l'optimisation des achats et reversements aux opérateurs, soit une baisse de 131 millions d'euros entre les deux périodes, en lien avec l'amélioration de la profitabilité à l'international et la diminution du volume d'activité des réseaux de données historiques.

### 4.3.3.5.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

#### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation d'Entreprises s'établit à 642 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 16,0 % en données historiques et de 16,9 % en données à base comparable.

En **données historiques**, la diminution de 121 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre 2012 et 2013 intègre i) l'effet positif des variations de change pour 24 millions d'euros, en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 15 millions d'euros, et ii) l'évolution organique à base comparable, soit un retrait de 130 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la diminution de 130 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre 2012 et 2013 s'explique principalement par la baisse de 135 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, le résultat d'exploitation d'Entreprises diminue de 18,8 % entre 2011 et 2012, soit un recul de 177 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 18,6 % du résultat d'exploitation d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit un recul de 174 millions d'euros, provient principalement de la baisse de 150 millions d'euros de l'EBITDA présenté, et dans une moindre mesure, de l'augmentation de 14 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

#### 4.3.3.5.4 CAPEX – Entreprises

### 2013 vs 2012

Les CAPEX d'Entreprises s'établissent à 311 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 11,7 % en données historiques et de 10,4 % en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution des CAPEX d'Entreprises entre 2012 et 2013, de respectivement 41 millions d'euros et 36 millions d'euros, résulte de la réduction des dépenses d'investissement en lien avec l'évolution de l'activité.

### 2012 vs 2011

En **données historiques**, l'augmentation de 2,7 % des CAPEX d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit une hausse de 9 millions d'euros, s'explique I) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 12 millions d'euros, et II) par l'effet positif des variations de change pour 7 millions d'euros, III) partiellement compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une diminution de 10 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la diminution de 10 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre 2011 et 2012, soit un recul de 2,6 %, est liée à l'adaptation des investissements à l'activité.

#### 4.3.3.5.5 Informations complémentaires – Entreprises

Exercices clos le 31 décembre						
ENTREPRISES	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2)</sup></b>	<b>6 513</b>	<b>6 881</b>	<b>7 001</b>	<b>(5,3) %</b>	<b>(7,0) %</b>	<b>7 101</b>
Réseaux d'entreprises historiques	1 687	1 944	1 872	(13,3) %	(9,9) %	2 182
Réseaux d'entreprises classiques	2 730	2 786	2 895	(2,0) %	(5,7) %	2 782
Réseaux d'entreprises en croissance	413	399	402	3,5 %	2,6 %	366
Services	1 683	1 752	1 832	(3,9) %	(8,1) %	1 771
Nombre de lignes téléphoniques fixes Entreprises en France <sup>(3)</sup>	3 355	3 681	3 681	(8,9) %	(8,9) %	4 032
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde <sup>(4)</sup>	330	326	326	1,3 %	1,3 %	317
dont Nombre d'accès IP-VPN en France	286	281	281	1,7 %	1,7 %	277

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir annexe Glossaire financier).

(3) En milliers. En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(4) En milliers. En fin de période. Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

#### 4.3.3.6 Opérateurs Internationaux & Services Partagés

Exercices clos le 31 décembre						
OPERATEURS INTERNATIONAUX & SERVICES PARTAGES (en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 702</b>	<b>1 618</b>	<b>1 623</b>	<b>5,2 %</b>	<b>4,9 %</b>	<b>1 610</b>
EBITDA présenté	(15)	(288)	(402)	95,1 %	96,5 %	105
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	(0,8) %	(17,9) %	(24,7) %			6,5 %
Résultat d'exploitation	(567)	(886)	(1 002)	36,1 %	43,5 %	(103)
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	(33,3) %	(54,7) %	(61,8) %			(6,5) %
CAPEX	305	416	415	(26,5) %	(26,4) %	367
CAPEX / Chiffre d'affaires	17,9 %	25,7 %	25,6 %			22,8 %
Nombre moyen d'employés	13 186	13 281	13 286	(0,7) %	(0,8) %	12 950

(1) Voir section 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable.

#### 4.3.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs Internationaux & Services Partagés

##### 2013 vs 2012

En 2013, le chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés s'établit à 1 702 millions d'euros (dont 1 214 millions d'euros réalisés hors du Groupe), soit une hausse par rapport à 2012 de 4,9 % en données historiques et de 5,2 % en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 4,9 % du chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2012 et 2013, soit une croissance de 79 millions d'euros, intègre I) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations (3 millions d'euros) et des variations de change (2 millions d'euros), II) compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés, soit une progression de 5,2 %, reflète notamment la croissance de 3,0 % du chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux.

##### 2012 vs 2011

En 2012, le chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés s'établit à 1 623 millions d'euros, dont 1 141 millions d'euros réalisés hors du Groupe.

En **données historiques**, l'augmentation de 0,8 % du chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012, soit une hausse de 13 millions d'euros, s'explique principalement I) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires, II) partiellement compensée par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 29 millions d'euros, et résulte essentiellement d'un transfert d'activités vers le secteur opérationnel Entreprises.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés est en augmentation de 38 millions d'euros entre 2011 et 2012, soit une progression de 2,4 %. Le chiffre d'affaires des **Opérateurs Internationaux** s'établit à 1 382 millions d'euros en 2012, en croissance de 3,8 %, soit 51 millions d'euros, par rapport à 2011. Cette croissance provient principalement I) de la hausse du chiffre d'affaire voix à l'international, en raison de la politique d'intégration du trafic des filiales, en particulier en Afrique noire et au Maghreb, ainsi que II) de la progression du chiffre d'affaires des données mobiles. Le chiffre d'affaires des **Services Partagés** représente 241 millions d'euros en 2012, en baisse de 5,2 % par rapport à 2011, en raison principalement de licences de droit d'usage de brevets concédées en contrepartie d'une redevance libératoire en 2011.

#### 4.3.3.6.2 EBITDA présenté – Opérateurs Internationaux & Services Partagés

##### 2013 vs 2012

L'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés est un résultat négatif de 15 millions d'euros en 2013, contre un résultat négatif en 2012, de 402 millions d'euros en données historiques et de 288 millions d'euros en données à base comparable.

En **données historiques**, l'amélioration de 387 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2012 et 2013 résulte I) de l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, soit 111 millions d'euros, essentiellement dû à l'affectation au secteur opérationnel France de la charge de 110 millions d'euros correspondant aux cotisations liées aux risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange, comptabilisée en 2012 sur le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, II) de l'effet positif des variations de change pour 3 millions d'euros, et III) de l'évolution organique à base comparable, soit une augmentation de 273 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, l'amélioration de 273 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2012 et 2013 s'explique essentiellement :

- par la diminution de 162 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France, avec une charge de 20 millions d'euros en 2013, contre une charge de 182 millions d'euros en 2012 en raison principalement des nouveaux accords sur l'emploi des séniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*) ;
- par la comptabilisation en 2012 d'une indemnité de 116 millions d'euros (droits d'enregistrement inclus) correspondant à l'indemnité à verser à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par l'augmentation de 65 millions d'euros des achats et reversements aux opérateurs, en lien avec l'accroissement du trafic international ;
- en partie compensées par la progression de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires.

##### 2012 vs 2011

L'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés est un résultat négatif de 402 millions d'euros en 2012, contre un résultat positif en 2011, de 105 millions d'euros en données historiques et de 59 millions d'euros en données à base comparable.

En **données historiques**, la dégradation de 507 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 résulte I) de l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 44 millions d'euros, principalement dû au transfert de diverses fonctions provenant du secteur opérationnel France, et II) de l'évolution organique à base

comparable, soit une baisse de 461 millions d'euros de l'EBITDA présenté.

En **données à base comparable**, la dégradation de 461 millions d'euros de l'EBITDA présenté d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 s'explique essentiellement :

- par l'augmentation de 271 millions d'euros de la charge relative aux dispositifs "Temps Partiel Senior"(TPS) en France, avec une charge de 182 millions d'euros en 2012, principalement en raison des nouveaux accords sur l'emploi des séniors signés en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), contre un produit de 89 millions d'euros en 2011 ;
- par la comptabilisation en 2012 d'une charge de 122 millions d'euros correspondant aux cotisations liées aux risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange suite à la décision de la Commission européenne de décembre 2011 (voir note 15 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par le versement en 2012 d'une indemnité de 116 millions d'euros (droits d'enregistrement inclus) à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par la comptabilisation en 2012 d'un produit net sur divers litiges de 27 millions d'euros ;
- par des coûts relatifs au changement de marque en Pologne (tous les services sont désormais sous la marque Orange) et par des charges liées au championnat d'Europe de football (UEFA Euro 2012) ;
- partiellement compensés par un produit net de 61 millions d'euros lié à la réorganisation des nouvelles activités de croissance, avec notamment l'arrêt d'Orange sport et l'ouverture de nouveaux canaux de distribution pour Orange cinéma séries (OCS).

#### 4.3.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs Internationaux & Services Partagés

##### 2013 vs 2012

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés est un résultat négatif de 567 millions d'euros en 2013, en amélioration par rapport à 2012 de 43,5 % en données historiques et de 36,1 % en données à base comparable.

En **données historiques**, l'amélioration de 435 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2012 et 2013 s'explique I) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, soit 118 millions d'euros, essentiellement dû à l'affectation au secteur opérationnel France de la charge de 110 millions d'euros correspondant aux cotisations liées aux

risques non communs (notamment de chômage) pour les fonctionnaires d'Orange, comptabilisée en 2012 sur le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés, II) par l'effet positif des variations de change pour 8 millions d'euros, et III) par l'évolution organique à base comparable, soit une amélioration de 319 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, l'amélioration de 319 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés résulte principalement I) de l'amélioration de 273 millions d'euros de l'EBITDA présenté, et, II) dans une moindre mesure, de l'amélioration de 66 millions d'euros du résultat des entités mises en équivalence (avec une charge de 52 millions d'euros en 2013 contre une charge de 118 millions d'euros en 2012).

##### 2012 vs 2011

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés est un résultat négatif de 1 002 millions d'euros en 2012, contre un résultat négatif en 2011, de 103 millions d'euros en données historiques et de 778 millions d'euros en données à base comparable.

En **données historiques**, la dégradation de 899 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 résulte essentiellement :

- de l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 671 millions d'euros, en raison essentiellement I) de la fin des activités de financement au Royaume-Uni en 2011, générant un résultat de 642 millions d'euros (voir note 13.5 de l'annexe aux comptes consolidés) principalement constitué par le reclassement des réserves de conversion des entités portant ces activités de financement, et II) dans une moindre mesure, du transfert de diverses fonctions provenant du secteur opérationnel France ;
- de l'évolution organique à base comparable, soit une détérioration de 224 millions d'euros du résultat d'exploitation.

En **données à base comparable**, la dégradation de 224 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 provient principalement I) du recul de 461 millions d'euros de l'EBITDA présenté, II) d'un résultat négatif des entités mises en équivalence de 122 millions d'euros en 2012, contre un résultat négatif de 99 millions d'euros en 2011, III) partiellement compensé, d'une part, par la diminution de 157 millions d'euros de la perte de valeur des immobilisations, et d'autre part, par la baisse de 104 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

Des informations relatives aux activités d'EE (principaux indicateurs financiers et opérationnels) sont fournies dans la section 4.3.3.7 *Informations relatives aux activités d'EE*.

#### 4.3.3.6.4 CAPEX – Opérateurs Internationaux & Services Partagés

##### 2013 vs 2012

Les CAPEX d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés s'établissent à 305 millions d'euros en 2013, soit une baisse par rapport à 2012 de 26,4 % en données historiques et de 26,5 % en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 110 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2012 et 2013 est due essentiellement i) à la réduction des investissements relatifs aux plateformes de service clients, après les investissements significatifs réalisés en 2012, ii) à la baisse des dépenses d'investissement dans le domaine de l'immobilier de réseau, des boutiques et divers, en raison notamment de l'acquisition de bâtiments en France en 2012, iii) par la diminution des investissements dans le domaine de l'informatique après les efforts importants réalisés en 2012, et

iv) par l'achèvement des câbles sous-marin LION2 (*Lower Indian Ocean Network 2*) en avril 2012 et ACE (*Africa Coast to Europe*) en décembre 2012.

##### 2012 vs 2011

En **données historiques**, les CAPEX d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 s'établissent à 416 millions d'euros en 2012, en hausse de 48 millions d'euros par rapport à 2011. L'amélioration résulte de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 57 millions d'euros des CAPEX entre les deux périodes, contrebalancée par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, soit 9 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 57 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs Internationaux & Services Partagés entre 2011 et 2012 s'explique essentiellement par la hausse des investissements relatifs aux plateformes de service clients et par l'acquisition de bâtiments en France en 2012.

#### 4.3.3.6.5 Informations complémentaires – Opérateurs Internationaux & Services Partagés

Exercices clos le 31 décembre						
OPERATEURS INTERNATIONAUX & SERVICES PARTAGES (en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2)</sup></b>	<b>1 702</b>	<b>1 618</b>	<b>1 623</b>	<b>5,2 %</b>	<b>4,9 %</b>	<b>1 610</b>
Opérateurs Internationaux	1 423	1 381	1 382	3,0 %	3,0 %	1 361
Services Partagés	279	237	241	17,7 %	15,8 %	249

(1) Voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir annexe *Glossaire financier*).

#### 4.3.3.7 Informations relatives aux activités d'EE

EE regroupe les activités de services mobiles et fixes (services internet) de la coentreprise entre Orange et T-Mobile au Royaume-Uni. Détenue par Orange et Deutsche Telekom à hauteur de 50 % chacun, la coentreprise EE est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de résultat relative à la mise en équivalence d'EE au Royaume-Uni est comptabilisée dans le secteur opérationnel Opérateurs Internationaux & Services Partagés (OI & SP).

Les données présentées ci-dessous sont les données d'EE à 100 % en livres sterling.

Exercices clos le 31 décembre						
EE (à 100 % et en millions de livres sterling)	2013	2012 données à base comparable	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 482</b>	<b>6 657</b>	<b>6 657</b>	<b>(2,6) %</b>	<b>(2,6) %</b>	<b>6 784</b>
EBITDA présenté	1 313	1 105	1 085	18,8 %	21,0 %	1 171
EBITDA présenté / Chiffre d'affaires	20,3 %	16,6 %	16,3 %			17,3 %
CAPEX <sup>(1)</sup>	583	649	606	(10,1) %	(3,8) %	576
CAPEX / Chiffre d'affaires	9,0 %	9,7 %	9,1 %			8,5 %

(1) Y compris investissements financés par location-financement.

##### 2013 vs 2012

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, le chiffre d'affaires d'EE décroît de 2,6 % entre 2012 et 2013, affecté par l'effet négatif de la baisse des tarifs réglementés. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le

chiffre d'affaires des services mobiles aurait connu une diminution limitée à 0,5 % entre les deux périodes. Entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013, le nombre de clients avec forfaits augmente de 756 000 clients, soit une hausse de 5,6 %. Cette croissance s'est notamment traduite par une

proportion croissante du nombre de clients avec forfaits par rapport au nombre total de clients, proportion qui s'établit à 58 % au 31 décembre 2013 contre 52 % au 31 décembre 2012. Le nombre de clients avec offres prépayées diminue quant à lui de 1,8 million de clients entre les deux dates.

Par ailleurs, 14 mois après le lancement de la commercialisation de ses offres à très haut débit en octobre 2012, EE compte déjà près de 2 millions de clients à ses offres 4G au 31 décembre 2013. Fin 2013, la couverture du réseau 4G atteint désormais près de 70 % de la population du Royaume-Uni.

En **données à base comparable**, l'EBITDA présenté s'établit à 1 313 millions de livres sterling en 2013, en progression de 18,8 % par rapport à 2012, et ce malgré l'impact des coûts de restructuration. L'EBITDA ajusté, avant coûts de restructuration, redevances de marque et rémunération de gestion (*management fees*), s'établit à 1 574 millions de livres sterling en 2013, en croissance de 10,1 % par rapport à 2012.

En 2013, EE a versé 458 millions de livres sterling de dividendes à ses actionnaires, Orange et Deutsche Telekom.

## 2012 vs 2011

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires d'EE décroît de 1,9 % entre 2011 et 2012, affecté par l'effet négatif

de la baisse des tarifs réglementés. Hors effet de la baisse des tarifs réglementés, le chiffre d'affaires des services mobiles augmente de 3,0 % entre 2011 et 2012. Entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012, le nombre de clients avec forfaits augmente de 700 000, soit 5,9 % sur un an. Cette croissance s'est également traduite par une proportion croissante du nombre de clients avec forfaits par rapport au nombre total de clients, proportion qui s'établit à 52 % au 31 décembre 2012, contre 48 % au 31 décembre 2011. Le nombre de clients avec offres prépayées diminue de 719 000 entre les deux dates.

En **données à base comparable**, l'EBITDA présenté d'EE baisse de 7,3 % entre 2011 et 2012, et s'établit à 1 085 millions de livres sterling en 2012, affecté notamment par les coûts de restructuration. L'EBITDA ajusté, avant coûts de restructuration, redevances de marque et rémunération de gestion (*management fees*), est de 1 410 millions de livres sterling en 2012, contre 1 416 millions de livres sterling en 2011.

En 2012, EE a versé 734 millions de livres sterling de dividendes à ses actionnaires, Orange et Deutsche Telekom.

EE (à 100 %)	2013	Exercices clos le 31 décembre				
		2012 données à base comparable	2012 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup></b>	<b>6 482</b>	<b>6 657</b>	<b>6 657</b>	<b>(2,6) %</b>	<b>(2,6) %</b>	<b>6 784</b>
Chiffre d'affaires des services mobiles <sup>(1)</sup>	5 734	5 953	5 953	(3,7) %	(3,7) %	6 167
<b>Services mobiles</b>						
Nombre de clients de la téléphonie mobile <sup>(2) (3)</sup>	24 774	26 148	26 148	(5,3) %	(5,3) %	26 834
Nombre de clients avec forfaits	14 350	13 594	13 594	5,6 %	5,6 %	12 842
Nombre de clients avec offres prépayées	10 424	12 554	12 554	(17,0) %	(17,0) %	13 992
ARPU mobile mensuel au 4 <sup>e</sup> trimestre (en livres sterling)	19,2	18,6	18,6	3,2 %	3,2 %	19,1
AUPU mobile mensuel au 4 <sup>e</sup> trimestre (en minutes)	208	195	195	6,7 %	6,7 %	198
<b>Services fixes</b>						
Nombre de clients de la téléphonie fixe <sup>(2)</sup>	730	698	698	4,6 %	4,6 %	729

(1) En millions de livres sterling.

(2) En milliers. En fin de période.

(3) Hors clients *Machine to Machine*.

## 4.3.4 Trésorerie, capitaux propres et endettement financier

### 4.3.4.1 Situation et flux de trésorerie

TABLEAU SIMPLIFIE DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)	2013	Exercices clos le 31 décembre	
		2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>7 259</b>	<b>10 016</b>	<b>12 879</b>
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement</b>	<b>(6 044)</b>	<b>(4 710)</b>	<b>(6 308)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(3 537)</b>	<b>(5 072)</b>	<b>(2 860)</b>
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités	(2 322)	234	3 711
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités			
et autres impacts non monétaires	(65)	26	(78)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	8 321	8 061	4 428
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>5 934</b>	<b>8 321</b>	<b>8 061</b>

(1) Pour plus de détails, voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*.

#### 4.3.4.1.1 Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 7 259 millions d'euros en 2013, contre 10 016 millions d'euros en 2012 et 12 879 millions d'euros en 2011. La baisse de 2 757 millions d'euros du flux net de trésorerie généré par l'activité entre 2012 et 2013 s'explique principalement par le règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au

second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*).

En 2013, le flux net de trésorerie généré par l'activité comprend un montant de 270 millions d'euros lié à l'encaissement des dividendes versés par la coentreprise EE au Royaume-Uni (450 millions d'euros en 2012 et 494 millions d'euros en 2011, voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

### 2013 vs 2012

#### EVOLUTION DU FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE – 2013 vs 2012 (en millions d'euros)

Exercices clos  
le 31 décembre

<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2012</b>	<b>10 016</b>
Augmentation (diminution) de l'EBITDA présenté	(260)
Evolution de la variation du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	510
<i>Règlement du litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne</i> <sup>(2)</sup>	550
Autres	(40)
Diminution (augmentation) des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	(196)
Diminution (augmentation) de l'impôt sur les sociétés décaissé	4
Litige fiscal relatif à l'exercice 2005 <sup>(3)</sup>	(2 146)
Autres (dont principalement Variation de la neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA présenté)	(669)
<i>Dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France</i> <sup>(3) (4)</sup>	(1 188)
Autres	519
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2013</b>	<b>7 259</b>

(1) Voir annexe Glossaire financier.

(2) Voir Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés.

(3) Voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*.

(4) Voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 2012 vs 2011

#### EVOLUTION DU FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE – 2012 vs 2011 (en millions d'euros)

Exercices clos  
le 31 décembre

<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2011</b>	<b>12 879</b>
Augmentation (diminution) de l'EBITDA présenté	(2 634)
Evolution de la variation du besoin en fonds de roulement	(884)
<i>Règlement du litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne</i> <sup>(1)</sup>	(550)
Autres	(334)
Diminution (augmentation) des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	(292)
Diminution (augmentation) de l'impôt sur les sociétés décaissé	(124)
Autres (dont principalement Variation de la neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA présenté)	1 071
<i>Dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France</i> <sup>(2)</sup>	1 195
Autres	(124)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité en 2012</b>	<b>10 016</b>

(1) Voir Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés.

(2) Voir section 4.3.1.4 *Faits marquants* et note 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### 4.3.4.1.2 Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement représente un montant négatif de 6 044 millions d'euros en 2013, contre 4 710 millions d'euros en 2012 et 6 308 millions d'euros en 2011.

#### ■ Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

ACQUISITIONS ET PRODUITS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (nets de la variation des dettes fournisseurs d'immobilisations) (en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles <sup>(1)</sup></b>	<b>(6 117)</b>	<b>(6 763)</b>	<b>(6 711)</b>
CAPEX	(5 631)	(5 818)	(5 770)
Licences de télécommunication	(486)	(945)	(941)
<b>Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations</b>	<b>22</b>	<b>(229)</b>	<b>39</b>
<b>Produits de cession d'actifs corporels et incorporels</b>	<b>98</b>	<b>148</b>	<b>74</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>(5 997)</b>	<b>(6 844)</b>	<b>(6 598)</b>

(1) Les investissements corporels et incorporels financés par location-financement sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition (voir section 4.3.2.5 *Investissements du Groupe*, *Informations sectorielles des comptes consolidés* et note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

#### ■ Acquisitions et produits de cession de titres de participation

ACQUISITIONS ET PRODUITS DE CESSION DE TITRES DE PARTICIPATION (nets de la trésorerie acquise ou cédée) <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise)</b>	<b>(89)</b>	<b>(118)</b>	<b>(609)</b>
Acquisition de Dailymotion (50,9 % en 2013 et 49,1 % en 2011) <sup>(2)</sup>	(57)	-	(66)
Acquisition de 100 % de Simyo	-	(48)	-
Acquisition de 100 % d'Orange RDC (ex-Congo Chine Telecom)	-	7	(153)
Acquisition de 20,2 % de Korek Telecom	-	-	(305)
Acquisition de 38,6 % de la Compagnie Européenne de Téléphonie (CET)	-	-	(61)
Autres acquisitions	(32)	(77)	(24)
<b>Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée)</b>	<b>76</b>	<b>1 410</b>	<b>452</b>
Produit de cession de 100 % d'Orange Austria <sup>(2)</sup>	63	-	-
Produit de cession de 100 % d'Orange Suisse	-	1 386	-
Produit de cession de 100 % de TP Emitel par Orange Polska	-	-	410
Autres produits de cession	13	24	42
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>(13)</b>	<b>1 292</b>	<b>(157)</b>

(1) Voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*.

#### ■ Autres variations des placements et autres actifs financiers

AUTRES DIMINUTIONS (AUGMENTATIONS) DES PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS (en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
Placements à la juste valeur (hors quasi-disponibilités)	(39)	591	(67)
Remboursement du prêt accordé à EE <sup>(1)</sup>	-	222	511
Autres	5	29	3
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>(34)</b>	<b>842</b>	<b>447</b>

(1) Remboursement du prêt de 1 407 millions d'euros (1 250 millions de livres sterling) accordé par le Groupe le 1<sup>er</sup> avril 2010 à la coentreprise EE (voir Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

#### 4.3.4.1.3 Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement représente un montant négatif de 3 537 millions d'euros en 2013, contre un montant négatif de 5 072 millions d'euros en 2012 et un montant négatif de 2 860 millions d'euros en 2011.

FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Emissions d'emprunts à long terme<sup>(1)</sup></b>	<b>3 209</b>	<b>2 769</b>	<b>4 331</b>
<b>Remboursements d'emprunts à long terme (nets de l'effet change des dérivés net)<sup>(1)</sup></b>	<b>(4 136)</b>	<b>(2 868)</b>	<b>(1 955)</b>
<b>Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme<sup>(1)</sup></b>	<b>(151)</b>	<b>1 001</b>	<b>(570)</b>
<b>Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette<sup>(1)</sup></b>	<b>(751)</b>	<b>(178)</b>	<b>2</b>
<b>Rachat d'actions propres<sup>(2)</sup></b>	<b>(24)</b>	<b>(94)</b>	<b>(275)</b>
<b>Variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales</b>	<b>(11)</b>	<b>(1 489)</b>	<b>(8)</b>
Acquisition de 57,6 % d'ECMS en Egypte <sup>(3)</sup>	-	(1 489)	-
Autres variations	(11)	-	(8)
<b>Variations de capital<sup>(2)</sup></b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<b>Dividendes versés<sup>(2)</sup></b>	<b>(1 673)</b>	<b>(4 215)</b>	<b>(4 386)</b>
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère <sup>(4)</sup>	(1 314)	(3 632)	(3 703)
Dividendes versés aux propriétaires des participations ne donnant pas le contrôle	(359)	(583)	(683)
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>(3 537)</b>	<b>(5 072)</b>	<b>(2 860)</b>

(1) Voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(4) En 2013, versement i) du solde du dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2012, et ii) de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action au titre de l'exercice 2013. En 2012, versement i) du solde du dividende de 0,80 euro par action au titre de l'exercice 2011, et ii) de l'acompte sur dividende de 0,58 euro par action au titre de l'exercice 2012 (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

La gestion des *covenants* est décrite dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### 4.3.4.2 Capitaux propres

Au 31 décembre 2013, l'Etat détient, directement ou de concert avec Bpifrance Participations, 26,94 % du capital d'Orange SA (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

L'évolution des capitaux propres est décrite dans le *Tableau des variations des capitaux propres consolidés* des comptes consolidés et dans la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

##### 4.3.4.3.1 Endettement financier

L'endettement financier net (voir annexe *Glossaire financier* et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés) du groupe Orange s'élève à 30 726 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 30 545 millions d'euros au 31 décembre 2012 et

#### 4.3.4.3 Endettement financier, gestion de l'endettement financier et position de liquidité

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du document de référence 2013.

30 890 millions d'euros au 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2013, l'endettement financier net augmente ainsi de 181 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012.

#### ■ Indicateurs relatifs à l'endettement financier

ENDETTEMENT FINANCIER (en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Endettement financier net</b>	<b>30 726<sup>(4)</sup></b>	<b>30 545</b>	<b>30 890<sup>(5)</sup></b>
Maturité moyenne de l'endettement financier net <sup>(1)</sup>	9 ans	9 ans	9 ans
Encours moyen de l'endettement financier brut sur la période <sup>(2)</sup>	36 209	37 544	34 325
Coût moyen pondéré du portefeuille obligataire <sup>(3)</sup>	4,83 %	5,25 %	5,28 %

(1) Hors titres à durée indéterminée remboursables en actions (TDIRA).

(2) Hors montants ne donnant pas lieu à intérêts, tels que les dettes liées aux engagements d'achat des participations ne donnant pas le contrôle et les intérêts courus non échus.

(3) Source Bloomberg.

(4) Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), l'endettement financier net s'élèverait à 28 580 millions d'euros au 31 décembre 2013.

(5) En tenant compte pour l'exercice 2011 i) du règlement relatif à l'acquisition de la licence mobile 4G dans la bande 800 MHz en France (intervenu le 19 janvier 2012 pour 891 millions d'euros), et ii) du règlement relatif au litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne (intervenu le 13 janvier 2012 pour 550 millions d'euros), l'endettement financier net s'élèverait à 32 331 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ce ratio et les raisons pour lesquelles le groupe Orange l'utilise, voir la section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*.

Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA est calculé en rapportant i) l'endettement financier net y compris 50 % de l'endettement financier net de la coentreprise EE au Royaume-Uni, à ii) l'EBITDA retraité calculé

sur les 12 mois précédents et y compris 50 % de l'EBITDA présenté de la coentreprise EE au Royaume-Uni (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'établit à 2,37 au 31 décembre 2013. Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'établirait à 2,21 au 31 décembre 2013.

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Ratio retraité d'Endettement financier net / EBITDA</b>	<b>2,37 <sup>(1)</sup></b>	<b>2,17</b>	<b>2,00 <sup>(2)</sup></b>

(1) Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), l'endettement financier net s'élèverait à 28 580 millions d'euros au 31 décembre 2013 et le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'élèverait à 2,21.

(2) En tenant compte pour l'exercice 2011 i) du règlement relatif à l'acquisition de la licence mobile 4G dans la bande 800 MHz en France (intervenu le 19 janvier 2012 pour 891 millions d'euros), et ii) du règlement relatif au litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne (intervenu le 13 janvier 2012 pour 550 millions d'euros), l'endettement financier net s'élèverait à 32 331 millions d'euros au 31 décembre 2011 et le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'élèverait à 2,09.

## ■ Evolution de l'endettement financier net

### 2013 vs 2012

#### EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET – 2013 vs 2012

(en millions d'euros)

Exercices clos  
le 31 décembre

<b>Endettement financier net au 31 décembre 2012</b>	<b>30 545</b>
EBITA présenté	(12 235)
CAPEX	5 631
Diminution (augmentation) des fournisseurs de CAPEX	15
Licences de télécommunication décaissées	449
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	(98)
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	110
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	1 566
Impôt sur les sociétés décaissé	1 141
Litige fiscal relatif à l'exercice 2005 <sup>(2)</sup>	2 146
Acquisitions et produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée)	
et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	24
Rachat d'actions propres	24
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère <sup>(3)</sup>	1 314
Dividendes versés aux propriétaires des participations ne donnant pas le contrôle	359
Autres éléments <sup>(4)</sup>	(265)
<b>Endettement financier net au 31 décembre 2013</b>	<b>30 726</b>

(1) Voir annexe Glossaire financier.

(2) Voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*.

(3) Solde du dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2012 et acompte sur dividende de 0,30 euro par action au titre de l'exercice 2013 (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Dont neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA présenté.

## 2012 vs 2011

### EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET – 2012 vs 2011 (en millions d'euros)

Exercices clos  
le 31 décembre

<b>Endettement financier net au 31 décembre 2011</b>	<b>30 890</b>
EBITDA présenté	(12 495)
CAPEX	5 818
Diminution (augmentation) des fournisseurs de CAPEX	(81)
Licences de télécommunication décaissées	1 255
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	(148)
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement	620
<i>Règlement relatif au litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne <sup>(1)</sup></i>	550
<i>Autres</i>	70
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (nets des dividendes et produits d'intérêt encaissés)	1 370
Impôt sur les sociétés décaissé	1 145
Effet net de l'acquisition de 57,6 % d'ECMS et de l'évolution du pacte d'actionnaires relatif à ECMS <sup>(2)</sup>	(228)
Cession de 100 % d'Orange Suisse	(1 386)
Autres acquisitions et produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	94
Rachat d'actions propres	94
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère <sup>(3)</sup>	3 632
Dividendes versés aux propriétaires des participations ne donnant pas le contrôle	583
Autres éléments <sup>(4)</sup>	(618)
<b>Endettement financier net au 31 décembre 2012</b>	<b>30 545</b>

(1) Voir Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés.

(2) Extinction de l'engagement d'achat sur les titres ECMS pour (1 937) millions d'euros au 31 décembre 2011, partiellement compensée i) par l'acquisition de 57,6 % d'ECMS pour 1 489 millions d'euros, et ii) par la comptabilisation d'un nouvel engagement d'achat sur le solde des titres ECMS pour 220 millions d'euros (voir notes 2 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Solde du dividende de 0,80 euro par action au titre de l'exercice 2011 et acompte sur dividende de 0,58 euro par action au titre de l'exercice 2012 (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Dont neutralisation des effets non monétaires inclus dans l'EBITDA présenté.

#### 4.3.4.3.2 Gestion de l'endettement financier et position de liquidité

Les actifs, passifs et résultat financiers ainsi que les informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers sont décrits dans les notes 10 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

En 2013, Orange a continué de profiter de sa qualité de crédit et d'un environnement de marché favorable pour maintenir une solide position de liquidité et optimiser la maturité et le coût de son endettement financier net.

Ainsi, Orange SA a procédé à l'émission de 2,6 milliards d'euros d'emprunts obligataires en 2013, avec notamment l'émission, i) d'un emprunt de 750 millions d'euros à échéance 2019 portant intérêt au taux de 1,875 %, ii) d'un emprunt de 150 millions d'euros à échéance 2029 portant intérêt au taux de 3,30 %, iii) d'un emprunt de 850 millions d'euros à échéance 2018 portant intérêt au taux de 1,875 %, et iv) d'un emprunt de 650 millions d'euros à échéance 2024 portant intérêt au taux de 3,125 %. En outre, Orange SA a remboursé, i) en janvier 2013 le solde à l'échéance d'un emprunt obligataire de 3 076 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,25 %, ainsi que ii) en septembre 2013, le solde à l'échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions de francs suisses portant intérêt au taux de 3,375 %.

Au 31 décembre 2013, les disponibilités et quasi-disponibilités du Groupe s'élèvent à 5 916 millions d'euros (hors disponibilités et quasi-disponibilités des activités cédées ou en cours de cession). Au 31 décembre 2013, la position de

liquidité d'Orange est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier en 2014. La position de liquidité du Groupe s'établit à 12 253 millions d'euros au 31 décembre 2013 (voir note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En janvier 2014, le Groupe a émis des obligations subordonnées perpétuelles pour 2,8 milliards d'euros permettant au Groupe de renforcer la structure de son bilan à un coût de 4,9 % par an, en ligne avec le coût moyen de sa dette sénior. Par ailleurs, dans le cadre de la politique active de gestion son bilan, le Groupe a également émis en janvier 2014 un emprunt obligataire de 1,6 milliard de dollars, dont le produit sera principalement utilisé pour le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire de 1,215 milliard de dollars à échéance juillet 2014 (voir note 16 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les principales émissions et remboursements d'emprunts ainsi que les principales évolutions de lignes de crédit sont décrites dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### 4.3.4.3.3 Exposition aux risques de marché et instruments financiers

Dans le cadre de son activité industrielle et commerciale, Orange est exposée aux risques de marché liés à la gestion du coût de sa dette, aux dépenses opérationnelles en devises et à la valeur de certains éléments d'actifs libellés en devises (titres de participation de sociétés étrangères). Sur la base d'une analyse de son exposition générale aux risques, essentiellement liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des

cours de change, Orange utilise divers instruments financiers dans des limites fixées par la Direction en termes d'effets potentiels sur le résultat, avec pour objectif d'optimiser le coût de son financement.

La gestion du risque de taux, du risque de change, du risque de liquidité, des covenants, du risque de crédit et du risque de contrepartie, du risque du marché des actions, la gestion du capital ainsi que la hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers sont décrites dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

La politique du groupe Orange n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux marchés financiers, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du document de référence 2013.

### **Risque de change d'exploitation**

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des entités qui opèrent dans leur propre pays et principalement dans leur propre devise. Leur exposition opérationnelle au risque de change est donc limitée à certains flux opérationnels (achats d'équipements ou de capacité réseau, achats fournisseurs ou ventes aux clients, achats ou ventes auprès d'opérateurs internationaux).

Afin de couvrir l'exposition à ces risques de change, les entités du groupe Orange ont mis en place des politiques de couverture, lorsque cela est possible (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés).

### **Risque de change financier**

Le risque de change financier concerne essentiellement les remontées de dividendes, le financement des filiales et le financement du Groupe (voir note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux marchés financiers, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du document de référence 2013.

#### **4.3.4.3.4 Evolution de la notation d'Orange**

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le

coût des financements futurs ou limiter l'accès à la liquidité (voir section 2.4.3 *Risques financiers* du document de référence 2013 et note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés). Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur au moyen de clauses de *step-up* <sup>(1)</sup> ou entraîne l'amortissement anticipé ou modifié de ces financements.

Un emprunt obligataire d'Orange SA (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés), dont l'encours est de 2,5 milliards de dollars équivalent à 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2013, possède une clause de *step-up* en cas d'évolution de la note d'Orange. Cette clause a été activée en 2013 et début 2014.

En outre, les titres à durée indéterminée remboursables en actions (TDIRA) portent intérêt au taux Euribor 3 mois + 2,5 % (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés) :

- concernant la tranche Equipementiers, ce taux d'intérêt pourrait être augmenté à Euribor 3 mois + 3,0 % si la notation d'Orange venait à descendre à BBB (par Standard & Poor's) et à Baa2 (par Moody's). Le taux d'intérêt serait ramené à Euribor 3 mois + 2,5 % lorsque la notation d'Orange repasserait au-dessus de ces seuils ;
- concernant la tranche Banque, l'Assemblée Générale des porteurs, réunie le 6 janvier 2014, a notamment décidé la suppression de la clause de variation du taux d'intérêt en fonction de la notation d'Orange.

Par ailleurs, la marge du crédit syndiqué de 6 milliards d'euros signé le 27 janvier 2011 (voir note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés) a été modifiée par l'évolution de la notation d'Orange en 2013. Au 31 décembre 2013, ce crédit n'a fait l'objet d'aucun tirage.

Enfin, les programmes de cession de créances commerciales d'Orange comprennent notamment un amortissement anticipé ou modifié en cas de dégradation de la note à long terme d'Orange à BB- (pour Standard & Poor's) ou à Ba3 (pour Moody's), ou si l'une des agences concernées cesse de fournir sa notation (voir note 11.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2013 :

- le 22 avril 2013, l'agence de notation Standard & Poor's a revu la note d'Orange à la baisse, à BBB+ avec une perspective Stable ;
- le 7 novembre 2013, l'agence de notation Fitch Ratings a révisé la perspective d'Orange de Stable à Négative.

(1) *Step-up (clause de)* : clause de révision à la hausse du taux d'intérêt du coupon d'un emprunt en cas de dégradation de la notation à long terme d'Orange par les agences de notation, selon des règles définies contractuellement. Cette clause peut également stipuler une révision à la baisse du taux d'intérêt du coupon en cas de amélioration de la notation, sans que le taux d'intérêt puisse devenir inférieur au taux initial de l'emprunt.

Au 31 décembre 2013, la notation d'Orange est la suivante :

➤ NOTATION D'ORANGE AU 31 DECEMBRE 2013

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	A3	BBB+
Perspective	Stable	Négative	Négative
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange début 2014 :

- le 14 janvier 2014, l'agence de notation Moody's a révisé sa note sur la dette à long terme d'Orange de A3 à Baa1, et a ajusté la perspective de Négative à Stable, tout en confirmant sa notation sur la dette à court terme à P2 ;
- le 20 janvier 2014, l'agence de notation Standard & Poor's a révisé la perspective sur la dette à long terme d'Orange de

Stable à Négative, tout en confirmant sa note sur la dette à long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette à court terme à A2.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux marchés financiers, et notamment une évolution de la notation, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du document de référence 2013.

## 4.3.5 Informations complémentaires

### 4.3.5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la

période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable constituent un outil de comparaison supplémentaire et n'ont pas pour objectif de se substituer aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

#### 4.3.5.1.1 Passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2012

Les données à base comparable de l'exercice 2012 sont comparables en méthode, périmètre et taux de change, aux données de l'exercice 2013.

## ■ Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2012 pour les principales données opérationnelles.

Exercice clos le 31 décembre 2012					
EXERCICE 2012 / GROUPE (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA présenté	Résultat d'exploitation	CAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>Données historiques</b>	<b>43 515</b>	<b>12 495</b>	<b>4 063</b>	<b>5 818</b>	<b>163 545</b>
<b>Variations de change <sup>(1)</sup></b>	<b>(356)</b>	<b>(70)</b>	<b>108</b>	<b>(61)</b>	<b>-</b>
Livre égyptienne (EGP)	(192)	(60)	66	(39)	-
Peso dominicain (DOP)	(40)	(14)	(8)	(6)	-
Dollar américain (USD)	(35)	(10)	(7)	(4)	-
Dinar jordanien (JOD)	(14)	(5)	(3)	(1)	-
Pula botswanais (BWP)	(12)	(5)	(3)	(2)	-
Leu moldave (MDL)	(10)	(5)	(3)	(2)	-
Zloty polonais (PLN)	(10)	(3)	20	(2)	-
Autres	(43)	32	46	(5)	-
<b>Variations de périmètre et autres variations</b>	<b>(229)</b>	<b>(136)</b>	<b>(110)</b>	<b>(13)</b>	<b>(5)</b>
<b>Variations de périmètre</b>	<b>(229)</b>	<b>(136)</b>	<b>(110)</b>	<b>(13)</b>	<b>(124)</b>
Cession d'Orange Suisse	(161)	(137)	(136)	(14)	(194)
Cession d'Etrali Trading Solutions	(57)	(3)	-	(2)	(251)
Autres	(11)	4	26	3	321
<b>Autres variations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>119</b>
<b>Données à base comparable</b>	<b>42 930</b>	<b>12 289</b>	<b>4 061</b>	<b>5 744</b>	<b>163 540</b>

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2012 et les taux de change moyens de l'exercice 2013.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2012 intègrent essentiellement :

■ les variations de périmètre, avec principalement :

- l'impact de la cession d'Orange Suisse (secteur présenté Reste du monde) le 29 février 2012 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 dans les données à base comparable,

- et l'effet de la cession d'Etrali Trading Solutions (secteur opérationnel Entreprises) le 31 mai 2013, prenant effet le 1<sup>er</sup> juin 2012 dans les données à base comparable ;

- et les variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2012 et les taux de change moyens de l'exercice 2013.

## ■ Secteurs opérationnels consolidés

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs opérationnels consolidés du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2012 pour les principales données opérationnelles.

Exercice clos le 31 décembre 2012					
EXERCICE 2012 / SECTEURS OPERATIONNELS (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA présenté	Résultat d'exploitation	CAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>France</b>					
Données historiques	21 431	6 763	4 306	2 712	76 753
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(6)	(95)	(68)	-	(69)
Variations de périmètre	(6)	1	28	-	(69)
Autres variations <sup>(2)</sup>	-	(96)	(96)	-	-
Données à base comparable	21 425	6 668	4 238	2 712	76 684
<b>Espagne</b>					
Données historiques	4 027	951	169	473	3 406
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-
Données à base comparable	4 027	951	169	473	3 406
<b>Pologne</b>					
Données historiques	3 381	1 156	(505)	558	22 700
Variations de change <sup>(1)</sup>	(10)	(4)	20	(2)	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(2)	3	-	2	396
Données à base comparable	3 369	1 155	(485)	558	23 096
<b>Reste du monde</b>					
Données historiques	8 281	2 893	332	1 308	26 013
Variations de change <sup>(1)</sup>	(290)	(93)	56	(56)	-
Variations de périmètre et autres variations	(162)	(136)	(135)	(14)	(58)
Cession d'Orange Suisse	(168)	(136)	(135)	(14)	(194)
Autres variations <sup>(2)</sup>	6	-	-	-	136
Données à base comparable	7 829	2 664	253	1 238	25 955
<b>Entreprises</b>					
Données historiques	7 001	1 134	763	352	21 387
Variations de change <sup>(1)</sup>	(56)	23	24	(3)	-
Variations de périmètre et autres variations	(64)	(18)	(15)	(2)	(269)
Cession d'Etrali Trading Solutions	(57)	(3)	-	(2)	(251)
Autres variations <sup>(2)</sup>	(7)	(15)	(15)	-	(18)
Données à base comparable	6 881	1 139	772	347	21 118
<b>Opérateurs Internationaux &amp; Services Partagés</b>					
Données historiques	1 623	(402)	(1 002)	415	13 286
Variations de change <sup>(1)</sup>	(2)	3	8	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(3)	111	108	1	(5)
Variations de périmètre	(3)	1	(2)	1	(5)
Autres variations <sup>(2)</sup>	-	110	110	-	-
Données à base comparable	1 618	(288)	(886)	416	13 281

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2012 et les taux de change moyens de l'exercice 2013.  
(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs opérationnels sans incidence au niveau du Groupe.

#### 4.3.5.1.2 Passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2011

Les données à base comparable de l'exercice 2011 sont comparables en méthode, périmètre et taux de change, aux données historiques de l'exercice 2012.

##### ■ Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2011 pour les principales données opérationnelles.

Exercice clos le 31 décembre 2011					
EXERCICE 2011 / GROUPE (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA présenté	Résultat d'exploitation	CAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>Données historiques</b>	<b>45 277</b>	<b>15 129</b>	<b>7 948</b>	<b>5 770</b>	<b>165 533</b>
<b>Variations de change <sup>(1)</sup></b>	<b>213</b>	<b>36</b>	<b>(20)</b>	<b>32</b>	<b>-</b>
Dollar américain (USD)	94	24	22	8	-
Livre égyptienne (EGP)	73	23	(9)	14	-
Zloty polonais (PLN)	(56)	(12)	5	(10)	-
Dinar jordanien (JOD)	34	13	8	3	-
Peso dominicain (DOP)	20	7	4	3	-
Livre sterling (GBP)	12	-	(5)	1	-
Shilling kenyan (KES)	10	(5)	(27)	9	-
Autres	26	(14)	(18)	4	-
<b>Variations de périmètre et autres variations</b>	<b>(787)</b>	<b>(435)</b>	<b>(929)</b>	<b>(82)</b>	<b>(532)</b>
<b>Variations de périmètre</b>	<b>(787)</b>	<b>(435)</b>	<b>(929)</b>	<b>(82)</b>	<b>(107)</b>
Cession d'Orange Suisse	(827)	(220)	(64)	(101)	(998)
Acquisition d'Orange RDC (ex-Congo Chine Telecom)	62	6	(9)	25	624
Cession de TP Emitel par Orange Polska	(39)	(23)	(15)	(7)	(470)
Résultat de cession de TP Emitel	-	(197)	(197)	-	-
Intégration globale de la Compagnie Européenne de Téléphonie (CET) / Générale de Téléphone	23	(9)	(12)	1	791
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées au Royaume-Uni	-	-	(642)	-	-
Autres	(6)	8	10	-	(54)
<b>Autres variations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(425)</b>
<b>Données à base comparable</b>	<b>44 703</b>	<b>14 730</b>	<b>6 999</b>	<b>5 720</b>	<b>165 001</b>

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2011 et les taux de change moyens de l'exercice 2012.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2011 intègrent essentiellement :

##### ■ les variations de périmètre, avec principalement :

- l'impact de la cession d'Orange Suisse (secteur présenté Reste du monde) le 29 février 2012 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> mars 2011 dans les données à base comparable,
- l'effet de l'acquisition de l'opérateur de téléphonie mobile Orange RDC (ex-Congo Chine Telecom, secteur présenté Reste du monde) en République Démocratique du Congo le 20 octobre 2011 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 dans les données à base comparable,
- l'impact de la cession de TP Emitel (secteur opérationnel Pologne) par Orange Polska le 22 juin 2011 (voir note 2 de

l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 dans les données à base comparable. Il en résulte, par ailleurs, que le résultat de cession de TP Emitel est neutralisé dans les données à base comparable,

- l'effet de l'intégration globale de la Compagnie Européenne de Téléphonie (CET) / Générale de Téléphone (secteur opérationnel France), suite à l'acquisition du solde des actions de cette société le 29 juillet 2011 (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 dans les données à base comparable,
- et la neutralisation dans les données à base comparable de la reprise des réserves de conversion des entités liquidées au Royaume-Uni en 2011 (voir note 13.5 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et les variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2011 et les taux de change moyens de l'exercice 2012.

## ■ Secteurs opérationnels consolidés

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs opérationnels consolidés du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2011 pour les principales données opérationnelles.

Exercice clos le 31 décembre 2011					
EXERCICE 2011 / SECTEURS OPERATIONNELS (en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA présenté	Résultat d'exploitation	CAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>France</b>					
Données historiques	22 534	8 569	6 241	2 619	77 611
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	26	46	42	1	(202)
<i>Intégration globale de la Compagnie Européenne de Téléphonie (CET) / Générale de Téléphone</i>	23	(2)	(5)	1	791
Autres variations <sup>(2)</sup>	3	48	47	-	(993)
Données à base comparable	22 560	8 615	6 283	2 620	77 409
<b>Espagne</b>					
Données historiques	3 993	839	(168)	405	3 089
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(4)	1	-	-	(16)
Données à base comparable	3 989	840	(168)	405	3 073
<b>Pologne</b>					
Données historiques	3 625	1 347	443	627	24 119
Variations de change <sup>(1)</sup>	(56)	(13)	1	(10)	-
Variations de périmètre et autres variations	(43)	(219)	(211)	(7)	(520)
<i>Cession de TP Emitel par Orange Polska</i>	(39)	(23)	(15)	(7)	(470)
<i>Résultat de cession de TP Emitel</i>	-	(197)	(197)	-	-
Autres variations <sup>(2)</sup>	(4)	1	1	-	(50)
Données à base comparable	3 526	1 115	233	610	23 599
<b>Reste du monde</b>					
Données historiques	8 795	2 993	595	1 409	26 650
Variations de change <sup>(1)</sup>	160	44	(24)	35	-
Variations de périmètre et autres variations	(791)	(220)	(79)	(79)	(360)
<i>Cession d'Orange Suisse</i>	(858)	(224)	(67)	(105)	(998)
<i>Acquisition d'Orange RDC (ex-Congo Chine Telecom)</i>	62	3	(11)	25	624
Autres variations <sup>(2)</sup>	5	1	(1)	1	14
Données à base comparable	8 164	2 817	492	1 365	26 290
<b>Entreprises</b>					
Données historiques	7 101	1 276	940	343	21 114
Variations de change <sup>(1)</sup>	106	7	7	7	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(11)	1	(10)	12	24
Données à base comparable	7 196	1 284	937	362	21 138
<b>Opérateurs Internationaux &amp; Services Partagés</b>					
Données historiques	1 610	105	(103)	367	12 950
Variations de change <sup>(1)</sup>	4	(2)	(4)	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(29)	(44)	(671)	(9)	542
<i>Reprise des réserves de conversion des entités liquidées au Royaume-Uni</i>	-	-	(642)	-	-
Autres variations <sup>(2)</sup>	(29)	(44)	(29)	(9)	542
Données à base comparable	1 585	59	(778)	358	13 492

(1) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2011 et les taux de change moyens de l'exercice 2012.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs opérationnels sans incidence au niveau du Groupe.

### 4.3.5.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Les engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 4.3.5.3 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les agrégats financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les agrégats financiers tels que définis par les normes IFRS.

### EBITDA présenté et EBITDA retraité

#### EBITDA présenté

Le résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, reprise des réserves de conversion des entités liquidées, perte de valeur et résultat des entités mises en équivalence, désigné ci-après "EBITDA présenté", correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant

perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA présenté fait partie des indicateurs de profitabilité opérationnelle utilisés par le Groupe pour i) piloter et évaluer le résultat de ses secteurs opérationnels, ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissement et d'allocation de ressources, et iii) mesurer la performance des Directeurs exécutifs du Groupe. Les dirigeants d'Orange considèrent que la communication de l'EBITDA présenté aux investisseurs est pertinente puisqu'elle fournit une analyse des résultats opérationnels et de la rentabilité sectorielle, à l'identique de celle utilisée par les dirigeants. Dans ce contexte et conformément aux dispositions de la norme IFRS 8, l'EBITDA présenté est inclus dans l'analyse par secteur opérationnel, en complément du résultat d'exploitation.

L'EBITDA présenté permet également à Orange de comparer ses résultats à ceux des autres sociétés du secteur des télécommunications. L'EBITDA présenté, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

Le rapprochement entre l'EBITDA présenté et le résultat net de l'ensemble consolidé tel que présenté dans le *Compte de résultat consolidé* des comptes consolidés est exposé ci-dessous.

Exercices clos le 31 décembre			
(en millions d'euros)	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>40 981</b>	<b>43 515</b>	<b>45 277</b>
Achats externes	(17 965)	(19 100)	(19 638)
Autres produits opérationnels	687	900	658
Autres charges opérationnelles	(508)	(721)	(691)
Charges de personnel	(9 019)	(10 363)	(8 815)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 717)	(1 857)	(1 772)
Résultat de cession	119	158	246
Coût des restructurations et assimilés	(343)	(37)	(136)
<b>EBITDA présenté</b>	<b>12 235</b>	<b>12 495</b>	<b>15 129</b>
Dotation aux amortissements	(6 052)	(6 329)	(6 735)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	642
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(512)	(1 732)	(611)
Perte de valeur des immobilisations	(124)	(109)	(380)
Résultat des entités mises en équivalence	(259)	(262)	(97)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 288</b>	<b>4 063</b>	<b>7 948</b>
Résultat financier	(1 750)	(1 728)	(2 033)
Impôt sur les sociétés	(1 405)	(1 231)	(2 087)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>2 133</b>	<b>1 104</b>	<b>3 828</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	1 873	820	3 895
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	260	284	(67)

L'EBITDA présenté ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS comme élément de mesure de la performance financière et peut ne pas être comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

L'EBITDA présenté est un complément d'information et ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation.

### EBITDA retraité

L'EBITDA retraité n'intègre pas certains éléments qui sont inclus dans l'EBITDA présenté. Ces éléments sont les suivants :

- en 2013, pour un montant négatif total de 414 millions d'euros :
  - des coûts de restructuration liés principalement à la rationalisation des réseaux de distribution, à la restructuration des activités de contenus, à l'adaptation de la force au travail, et à l'optimisation des baux immobiliers (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés) pour 299 millions d'euros,
  - une charge de 156 millions d'euros relative aux charges de personnel, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France pour 127 millions d'euros suite aux accords sur l'emploi des séniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),
  - un résultat de cession positif de 73 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Austria (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),
  - et une charge nette sur divers litiges de 33 millions d'euros ;
- et en 2012, pour un montant négatif total de 1 289 millions d'euros en données historiques :
  - une charge de 1 293 millions d'euros relative aux charges de personnel, principalement au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France pour 1 245 millions d'euros suite aux accords sur l'emploi des séniors signés en novembre 2009 et en décembre 2012 (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*),

- une charge de 116 millions d'euros (droits d'enregistrement inclus) correspondant à l'indemnité de 110 millions d'euros versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS (voir notes 2 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés),
- un résultat de cession positif de 92 millions d'euros relatif à la cession d'Orange Suisse (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés),
- et un produit net sur divers litiges de 27 millions d'euros ;
- en 2011, pour un montant positif total de 47 millions d'euros en données historiques :
  - un résultat de cession positif de 197 millions d'euros relatif à la cession par Orange Polska de sa filiale TP Emitel (voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés),
  - une charge nette sur divers litiges de 123 millions d'euros,
  - des coûts de restructuration de 19 millions d'euros au titre de la restructuration des activités d'Orange sport et d'Orange cinéma séries (OCS) en France (voir notes 2 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés),
  - et une charge de 8 millions d'euros relative aux charges de personnel, notamment au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour des raisons de comparabilité de la performance opérationnelle, ces éléments sont exclus de l'EBITDA retraité. Le tableau suivant présente le passage de l'EBITDA présenté à l'EBITDA retraité.

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>EBITDA présenté (a)</b>	<b>12 235</b>	<b>12 495</b>	<b>15 129</b>
Charge au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel	(156)	(1 293)	(8)
Indemnité versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS	-	(116)	-
Produit net (charge nette) sur divers litiges	(33)	27	(123)
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Austria	73	-	-
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Suisse	-	92	-
Résultat de cession relatif à la cession de TP Emitel en Pologne	-	-	197
Coûts de restructuration liés principalement aux réseaux de distribution, aux contenus, au personnel et à l'immobilier	(299)	-	-
Coûts de restructuration des activités d'Orange sport et d'Orange cinéma séries (OCS)	-	-	(19)
<b>Total des éléments retraités (b)</b>	<b>(414)</b>	<b>(1 289)</b>	<b>47</b>
<b>EBITDA retraité (a - b)</b>	<b>12 649</b>	<b>13 785</b>	<b>15 083</b>

L'EBITDA retraité ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS comme élément de mesure de la performance financière et peut ne pas être comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

L'EBITDA retraité est un complément d'information et ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation.

## CAPEX

Les investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement, désignés ci-après "CAPEX" correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors licences de télécommunication telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés (les investissements corporels et incorporels financés par location-financement sont sans effet

sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition). Le calcul suivant montre le passage des CAPEX i) aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* des comptes consolidés, et ii) aux investissements corporels et incorporels tels que présentés dans les *Informations sectorielles* des comptes consolidés.

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques	2011 données historiques
<b>CAPEX</b>	<b>(5 631)</b>	<b>(5 818)</b>	<b>(5 770)</b>
Licences de télécommunication	(486)	(945)	(941)
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(6 117)</b>	<b>(6 763)</b>	<b>(6 711)</b>
Investissements financés par location-financement	(95)	(47)	(180)
<b>Investissements corporels et incorporels</b>	<b>(6 212)</b>	<b>(6 810)</b>	<b>(6 891)</b>

La Direction du groupe Orange utilise les CAPEX afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels. Les CAPEX excluent les investissements financés par location-financement (élément non matériel) et les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels). Les CAPEX permettent aux investisseurs de suivre les dépenses d'investissement liées à l'activité d'Orange et d'évaluer leur rendement sur le court terme. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et ne se substituent pas aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les CAPEX, suivant la définition d'Orange, peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

## Ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA

Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA est un ratio couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications pour mesurer leur capacité à rembourser leur dette, et plus largement pour mesurer la solidité de leur structure financière.

Le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA est calculé sur la base :

- de l'endettement financier net (voir annexe *Glossaire financier* et note 10 de l'annexe aux comptes consolidés) y compris 50 % de l'endettement financier net de la coentreprise EE au Royaume-Uni ;
- rapporté à l'EBITDA retraité (voir ci-avant *EBITDA retraité*) calculé sur les 12 mois précédents et y compris 50 % de l'EBITDA présenté de la coentreprise EE au Royaume-Uni (voir *Informations sectorielles* des comptes consolidés).

Depuis la constitution de la coentreprise EE le 1<sup>er</sup> avril 2010, les comptes consolidés d'Orange n'intègrent plus la contribution dans l'EBITDA présenté des activités du Groupe au Royaume-Uni (correspondant précédemment à Orange au Royaume-Uni, et correspondant désormais à la quote-part détenue dans EE) de la même manière que si ces activités avaient été cédées.

En revanche, la constitution de la coentreprise EE a été réalisée sans la contrepartie en numéraire qui aurait été perçue dans le cadre d'une cession et qui serait venue réduire l'endettement financier net du Groupe à due concurrence.

Ainsi, compte tenu des conditions de la constitution de la coentreprise, telles que décrites ci-dessus, la Direction d'Orange estime que l'intégration de 50 % de la coentreprise EE dans le calcul du ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA reflète mieux la substance économique du Groupe pour la présentation de ce ratio.

		Exercices clos le 31 décembre		
(en millions d'euros)		2013	2012 données historiques	2011 données historiques
Endettement financier net du Groupe		30 726	30 545	30 890
Endettement financier net d'EE (à 50 %)		1 058	798	581
<b>Endettement financier net y compris 50 % d'EE</b>		<b>31 784</b>	<b>31 343</b>	<b>31 471</b>
EBITDA présenté du Groupe		12 235	12 495	15 129
EBITDA présenté d'EE (à 50 %)		773	669	675
<b>EBITDA présenté y compris 50 % d'EE</b>		<b>13 008</b>	<b>13 164</b>	<b>15 804</b>
Charge au titre des dispositifs "Temps Partiel Senior" (TPS) en France et autres éléments liés aux charges de personnel		(156)	(1 293)	(8)
Indemnité versée à OTMT pour le transfert à Orange du contrat de services entre OTMT et ECMS		-	(116)	-
Produit net (charge nette) sur divers litiges		(33)	27	(123)
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Austria		73	-	-
Résultat de cession relatif à la cession d'Orange Suisse		-	92	-
Résultat de cession relatif à la cession de TP Emitel en Pologne		-	-	197
Coûts de restructuration liés principalement aux réseaux de distribution, aux contenus, au personnel et à l'immobilier		(299)	-	-
Coûts de restructuration des activités d'Orange sport et d'Orange cinéma séries (OCS)		-	-	(19)
<b>Total des éléments retraités</b>		<b>(414)</b>	<b>(1 289)</b>	<b>47</b>
<b>EBITDA retraité y compris 50 % d'EE</b>		<b>13 422</b>	<b>14 453</b>	<b>15 757</b>
<b>Ratio retraité d'Endettement financier net / EBITDA</b>		<b>2,37 <sup>(1)</sup></b>	<b>2,17</b>	<b>2,00 <sup>(2)</sup></b>

- (1) Hors règlement du litige fiscal relatif à l'exercice 2005 effectué au second semestre 2013 pour 2 146 millions d'euros (voir section 4.3.1.4 *Faits marquants*), l'endettement financier net s'élèverait à 28 580 millions d'euros au 31 décembre 2013 et le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'élèverait à 2,21.
- (2) En tenant compte pour l'exercice 2011 i) du règlement relatif à l'acquisition de la licence mobile 4G dans la bande 800 MHz en France (intervenu le 19 janvier 2012 pour 891 millions d'euros), et ii) du règlement relatif au litige opposant la société DPTG à Orange Polska en Pologne (intervenu le 13 janvier 2012 pour 550 millions d'euros), l'endettement financier net s'élèverait à 32 331 millions d'euros au 31 décembre 2011 et le ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA s'élèverait à 2,09.

## 4.4 EVENEMENTS RECENTS

Les événements significatifs intervenus entre la date de clôture et le 6 mars 2014, date d'arrêt des comptes de l'exercice 2013 par le Conseil d'administration, sont décrits dans la note 16 *Evénements postérieurs à la clôture* de l'annexe aux comptes consolidés.

- Le 5 avril 2014, le Conseil d'administration de Vivendi a annoncé retenir l'offre du groupe Altice/Numericable pour l'acquisition de sa filiale SFR. Cette opération sera soumise au contrôle des autorités de concurrence. Elle affectera l'ensemble des marchés sur lesquels la nouvelle entité sera active en France, en particulier les marchés télécom et audiovisuels, et pourrait entraîner une recomposition globale du secteur des télécom en France. Dans ce cadre, Orange veillera au respect de ses intérêts d'entreprise. Pour plus

d'informations sur l'environnement concurrentiel du marché des services télécom, voir la section 3.1.1.2.

- Orange a publié le 29 avril 2014 son information financière trimestrielle au 31 mars 2014.

L'EBITDA du premier trimestre 2014 est affecté par une charge de 333 millions d'euros (avant impôt) relative aux dernières évolutions, postérieures au 6 mars 2014 de relations contentieuses et précontentieuses, en France et au niveau du Groupe. Ces évolutions portent notamment sur certains litiges décrits dans les comptes de l'exercice 2013, auxquels il a été mis fin. Cette charge a donné lieu à un décaissement de 100 millions d'euros au 31 mars, le solde devant faire l'objet de paiements en 2014. Compte tenu de sa nature, cette charge n'affecte pas l'EBITDA retraité.

## 4.5 PERSPECTIVES D'AVENIR

Malgré la pression persistante sur le chiffre d'affaires, Orange anticipe pour l'exercice 2014, avec la poursuite des efforts significatifs sur la base de coûts, un EBITDA retraité (voir la section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) situé entre 12 et 12,5 milliards d'euros (après cession d'Orange Dominicana). Cet objectif correspond à la stabilisation du ratio d'EBITDA retraité rapporté au chiffre d'affaires par rapport à 2013. Le Groupe maintiendra aussi un niveau ambitieux d'investissements dans le très haut débit fixe et mobile.

S'agissant de la politique financière d'Orange :

- le Groupe se donne un objectif de retour à un ratio retraité d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA (voir la section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) plus proche de 2 à la fin de l'année 2014, et à un ratio retraité autour de 2 à moyen terme pour préserver la solidité financière d'Orange et sa capacité d'investissement ;

- dans ce cadre, le Groupe poursuit une politique d'acquisition sélective en se concentrant sur les marchés sur lesquels il est déjà présent ;
- un dividende de 0,60 euro par action sera versé au titre de 2014 (sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale). Un acompte sur dividende de l'exercice 2014, de 0,20 euro par action, sera payé en numéraire en décembre 2014 ;
- le Groupe confirme par ailleurs, le versement du solde du dividende au titre de l'exercice 2013, soit 0,50 euro par action, qui sera payé en numéraire le 5 juin 2014.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4. *Facteurs de risque*. Voir également les informations sous le titre *Informations prospectives* au début du présent document.

## 4.6 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Orange a distribué un dividende de 0,78 euro par action au titre de l'exercice 2012.

Au titre de l'exercice 2013, l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014 statuera sur la distribution d'un dividende de 0,80 euro par action. Compte tenu du versement d'un acompte de 0,30 euro le 11 décembre 2013 décidé par le Conseil d'administration, le solde du dividende s'élèvera, sous réserve d'approbation par l'Assemblée, à 0,50 euro par action et sera payé en numéraire le 5 juin 2014, la date de détachement étant fixée au 2 juin 2014.

Au titre de l'exercice 2014, le Conseil d'administration du 6 mars 2014 a décidé qu'il proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 0,60 euro par action. Le Conseil a considéré que ce niveau de dividende constitue un point d'équilibre entre la génération de trésorerie du Groupe, le maintien de la solidité du bilan et la volonté de préserver un rendement attractif pour les actionnaires.

Le Conseil a par ailleurs annoncé son intention de verser en décembre 2014 un acompte sur le dividende 2014 de 0,20 euro par action.

## 4.7 COMPTES ANNUELS D'ORANGE SA

### COMPTE DE RESULTAT

(en millions d'euros)	Note	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Chiffre d'affaires	3.1	24 550	20 857
Production immobilisée		1 554	1 428
Autres produits et transferts de charge		689	740
Reprises de provisions		281	156
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>27 074</b>	<b>23 181</b>
Consommations matériels et marchandises		(2 238)	(3 119)
Autres achats et charges externes		(8 775)	(7 257)
Impôts, taxes et versements assimilés	3.2	(1 163)	(938)
Charges de personnel	3.3	(6 588)	(6 454)
Autres charges d'exploitation		(983)	(612)
Dotations aux amortissements		(3 003)	(2 166)
Dotations aux provisions		(352)	(214)
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>(23 102)</b>	<b>(20 760)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>3 972</b>	<b>2 421</b>
Produits financiers		2 098	3 329
Reprises de provisions		397	1 718
<b>Total produits financiers</b>		<b>2 495</b>	<b>5 047</b>
Intérêts et autres charges		(3 159)	(3 390)
Dotations aux provisions		(753)	(5 462)
<b>Total charges financières</b>		<b>(3 912)</b>	<b>(8 852)</b>
<b>Résultat financier</b>	3.4	<b>(1 417)</b>	<b>(3 805)</b>
<b>Résultat courant avant I.S.</b>		<b>2 555</b>	<b>(1 384)</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>2 801</b>	<b>3 111</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>(3 390)</b>	<b>(3 629)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	3.5	<b>(589)</b>	<b>(518)</b>
<b>Participation des salariés</b>		<b>(136)</b>	<b>(134)</b>
<b>Impôt sur les sociétés</b>	3.6	<b>(316)</b>	<b>753</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>1 514</b>	<b>(1 283)</b>

Les données présentées au 31 décembre 2013 correspondent aux comptes sociaux de l'ensemble fusionné France Télécom SA, Orange France SA, Orange Holding SA et Orange Distribution SA, dénommé Orange SA dans le présent document (voir note 2 *Evénements significatifs*) et celles au 31 décembre 2012 aux comptes sociaux de France Télécom SA.

## ➤ BILAN ACTIF

		Au 31 décembre 2013		Au 31 décembre 2012	
(en millions d'euros)	Note	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
Immobilisations incorporelles	4.1	32 378	(4 353)	28 025	5 283
Immobilisations corporelles	4.1	54 204	(41 248)	12 956	10 283
Immobilisations financières	4.2	63 016	(22 369)	40 647	66 859
<b>Total de l'actif immobilisé (a)</b>		<b>149 598</b>	<b>(67 970)</b>	<b>81 628</b>	<b>82 425</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Stocks		273	(14)	259	198
Créances clients et comptes rattachés		1 171	(239)	932	1 864
Autres créances <sup>(1)</sup>	4.3	1 392	(22)	1 370	1 258
Valeurs mobilières de placement	4.4	4 629	(55)	4 574	7 238
Disponibilités	4.4	751	-	751	371
Charges constatées d'avance	4.5	679	-	679	427
<b>Total de l'actif circulant (b)</b>		<b>8 895</b>	<b>(330)</b>	<b>8 565</b>	<b>11 356</b>
<b>Ecart de conversion actif (c)</b>	4.6	<b>194</b>	<b>-</b>	<b>194</b>	<b>485</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF (a + b + c)</b>		<b>158 687</b>	<b>(68 300)</b>	<b>90 387</b>	<b>94 266</b>

(1) Y compris avances et acomptes versés.

## ➤ BILAN PASSIF

(en millions d'euros)	Note	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social		10 596	10 596
Prime d'émission		15 735	15 735
Réserve légale		1 059	1 059
Report à nouveau		2 000	2 757
Résultat		1 514	(1 283)
Subventions d'investissement		580	603
Provision pour investissement		384	527
Amortissements dérogatoires		870	581
<b>Total des capitaux propres (a)</b>	5.1	<b>32 738</b>	<b>30 575</b>
<b>Autres fonds propres (b)</b>	5.2	<b>1 461</b>	<b>1 471</b>
<b>Provisions pour risques et charges (c)</b>	5.3	<b>4 481</b>	<b>6 111</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes assimilées	5.4	31 744	32 623
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 502	2 864
Autres dettes <sup>(1)</sup>	5.6	11 559	17 431
Produits constatés d'avance	5.7	1 995	1 685
<b>Total des dettes et produits constatés d'avance (d)</b>		<b>49 800</b>	<b>54 603</b>
<b>Ecart de conversion passif (e)</b>	4.6	<b>1 907</b>	<b>1 506</b>
<b>TOTAL DU PASSIF (a + b + c + d + e)</b>		<b>90 387</b>	<b>94 266</b>

(1) Y compris avances et acomptes reçus.

Les données présentées au 31 décembre 2013 correspondent aux comptes sociaux de l'ensemble fusionné France Télécom SA, Orange France SA, Orange Holding SA et Orange Distribution SA, dénommé Orange SA dans le présent document (voir note 2 *Événements significatifs*) et celles au 31 décembre 2012 aux comptes sociaux de France Télécom SA.

➤ TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	Note	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>			
Résultat de l'exercice		1 514	(1 283)
<b>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</b>			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles <sup>(1)</sup>		3 021	2 235
Moins-values (plus-values) sur cession d'actifs		31	(1 462)
Variations des provisions et autres éléments non monétaires		773	5 142
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>			
Diminution / (augmentation) des stocks		(78)	(9)
Diminution / (augmentation) des créances clients		211	1 139
Effet net des cessions de créances commerciales		(71)	240
Diminution / (augmentation) des autres créances		154	600
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs (hors immobilisations)		166	(616)
Augmentation / (diminution) des autres dettes		(622)	(305)
Variation des écarts de conversion	4.6	72	(45)
<b>Autres décaissements nets</b>			
Litige fiscal relatif à l'exercice 2005	5.3.3	(2 146)	-
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>3 025</b>	<b>5 636</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(3 237)	(2 572)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		57	159
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels		100	97
Souscription aux augmentations de capital d'Orange Participations		(85)	(692)
Autres acquisitions et augmentations de capital de filiales et de participation		(23)	-
Produits de cession des titres de participation, y compris ajustements de prix		(7)	1
Rachat d'actions propres net des cessions	4.3	(28)	(48)
Diminution / (augmentation) des autres immobilisations financières		50	(24)
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement</b>		<b>(3 173)</b>	<b>(3 079)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Emission d'emprunts à long terme		3 056	2 533
Remboursement d'emprunts à long terme		(3 529)	(2 232)
Augmentation / (diminution) des emprunts à court terme		369	275
Variation des dépôts de garantie-espèces ( <i>cash collateral</i> )		(753)	(302)
Fonds non remboursables et assimilés (TDIRA)	5.2	(10)	(301)
Dividendes versés	5.1.3	(1 314)	(3 632)
Variation des comptes courants Groupe	4.3 & 5.6	14	1 618
<b>Flux de trésorerie affectés aux opérations de financement</b>		<b>(2 167)</b>	<b>(2 041)</b>
<b>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</b>		<b>(2 315)</b>	<b>516</b>
Trésorerie à l'ouverture		7 432	6 916
Trésorerie à la clôture		5 117	7 432

(1) Y compris reprises de subventions et provisions nettes.

Les données présentées au 31 décembre 2013 correspondent aux comptes sociaux de l'ensemble fusionné France Télécom SA, Orange France SA, Orange Holding SA et Orange Distribution SA, dénommé Orange SA dans le présent document (voir note 2 *Evénements significatifs*) et celles au 31 décembre 2012 aux comptes sociaux de France Télécom SA.

## Annexe des comptes annuels d'Orange SA

## sommaire détaillé des notes

<b>NOTE 1</b>	Description de l'activité et du statut	269	<b>NOTE 7</b>	Litiges	293
<b>NOTE 2</b>	Événements significatifs	269	<b>NOTE 8</b>	Transactions avec les entreprises et les parties liées	297
<b>NOTE 3</b>	Notes sur le compte de résultat par nature	271	<b>NOTE 9</b>	Événements postérieurs à la clôture	298
<b>NOTE 4</b>	Notes sur le bilan actif	274	<b>NOTE 10</b>	Principes comptables	298
<b>NOTE 5</b>	Notes sur le bilan passif	280	<b>NOTE 11</b>	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	304
<b>NOTE 6</b>	Obligations contractuelles et engagements hors bilan	290			

Les comptes annuels d'Orange SA ("comptes sociaux") clos le 31 décembre 2013 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration lors de sa séance du 5 mars 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 27 mai 2014.

NOTE 1

## Description de l'activité et du statut

Orange SA ("la Société") est la société mère du groupe Orange. Orange SA propose à ses clients particuliers et entreprises et aux autres opérateurs de télécommunication, une gamme étendue de services couvrant les communications fixes et mobiles, la transmission de données, l'internet et le multimédia, ainsi que d'autres services à valeur ajoutée.

Orange SA est soumise à la législation française sur les sociétés anonymes, sous réserve des lois spécifiques la régissant, notamment la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des

télécommunications, modifiée par les lois n° 96-660 du 26 juillet 1996 et n° 2003-1365 du 31 décembre 2003, et à ses statuts.

Les activités de la Société sont régies par ailleurs par des directives de l'Union européenne et par le Code français des postes et des communications électroniques.

Orange SA est cotée depuis 1997 sur le marché NYSE Euronext Paris (Compartiment A) et sur le New York Stock Exchange ("NYSE").

NOTE 2

## Evénements significatifs

### 2.1 Changement de nom de France Télécom

Dans le cadre de la dynamique engagée depuis 2006 visant à rassembler l'ensemble de ses activités dans le monde sous la bannière Orange, et suite aux opérations de fusion ci-après, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2013 a décidé de modifier, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013, la dénomination sociale "France Télécom" pour adopter la dénomination "Orange".

### 2.2 Opérations de fusion

L'exercice 2013 a été marqué par les opérations de fusion suivantes :

- fusions concomitantes entre Orange Holding SA et Orange France SA d'une part, Orange SA et Orange Holding SA et d'autre part, qui ont généré un mali de fusion comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant de 20 600 millions d'euros ;
- fusion entre Orange SA et Orange Distribution SA, sans impact significatif sur les comptes.

Seules les fusions entre Orange SA, Orange Holding SA et Orange France SA sont détaillées ci-dessous.

#### Motifs et buts des opérations de fusion

Dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe Orange, il a été décidé de regrouper les sociétés Orange SA, Orange Holding SA et Orange France SA, de manière à faire d'Orange SA un opérateur intégrant en France à la fois la téléphonie fixe et l'internet, mais également la téléphonie mobile, en simplifiant le parcours clients, particulièrement ceux détenteurs d'offres convergentes.

Ces deux opérations de fusion simplifiée, autorisées par les Conseils d'administration d'Orange Holding SA et d'Orange SA du 23 avril 2013, sont intervenues le 30 juin

2013. Elles ont été réalisées en deux étapes : tout d'abord l'absorption d'Orange France SA (société qui porte l'activité mobile en France) par son actionnaire unique, la société Orange Holding SA, puis un instant de raison après la réalisation de cette première fusion, l'absorption d'Orange Holding SA par son actionnaire unique, la société Orange SA.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, les opérations ont été réalisées, au plan comptable et fiscal, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

#### Désignation et évaluation de l'actif et du passif à transmettre

Conformément au règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tous les éléments actifs et passifs, droits, valeurs et obligations d'Orange France SA et d'Orange Holding SA ont été apportés à Orange SA pour leur valeur nette comptable, telle qu'elle figurait dans les comptes annuels respectifs des deux entités au 31 décembre 2012.

Le montant de l'actif net apporté par Orange Holding SA (après prise en compte de l'effet de la fusion entre Orange Holding SA et Orange France SA) s'élève à 38 477 millions d'euros.

Par ailleurs, les provisions réglementées figurant au bilan d'Orange France SA au 31 décembre 2012, d'un montant de 100 millions d'euros, ont été reconstituées chez Orange SA, à hauteur du même montant, par imputation sur le report à nouveau.

#### Mali de fusion

Les titres Orange Holding SA détenus par Orange SA, valorisés par lots successifs d'achat à des valeurs unitaires différentes au 31 décembre 2012, sont valorisés, compte tenu de la fusion, selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré au 1<sup>er</sup> janvier 2013, entraînant une réappréciation de leur montant de 2 116 millions d'euros.

Ainsi, la différence entre le montant de l'actif net apporté par Orange Holding SA (soit 38 477 millions d'euros) et la valeur nette comptable des 4 872 044 712 actions d'Orange Holding SA dont Orange SA est propriétaire (soit 59 077 millions d'euros après réappréciation), soit 20 600 millions d'euros, constitue un mali de fusion, qui a été comptabilisé, conformément au règlement CRC n° 2004-01, à l'actif d'Orange SA en tant qu'immobilisation incorporelle.

Après comparaison entre la valeur d'utilité et la valeur nette comptable des principales lignes de titres de participation d'Orange SA, le mali a été affecté extra-comptablement pour

l'essentiel aux actifs d'Orange SA, qui portent, après les opérations de fusion, l'ensemble des activités en France.

Le mali affecté à la France est apprécié dans le cadre du test de dépréciation de l'ensemble des activités en France (note 4.2 *Immobilisations financières – Titres de participation*).

## Impact des fusions sur le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2013

L'impact des opérations de fusion sur le bilan d'ouverture d'Orange SA au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est présenté dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Impact fusions	1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Immobilisations incorporelles	5 283	22 824 <sup>(1)</sup>	28 107
Immobilisations corporelles	10 283	2 445	12 728
Immobilisations financières	66 859	(26 529) <sup>(2)</sup>	40 330
<b>Total de l'actif immobilisé (a)</b>	<b>82 425</b>	<b>(1 260)</b>	<b>81 165</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Stocks	198	1	199
Créances clients et comptes rattachés	1 864	(780) <sup>(3)</sup>	1 084
Autres créances	1 258	330	1 588
Valeurs mobilières de placement	7 238	-	7 238
Disponibilités	371	-	371
Charges constatées d'avance	427	297	724
<b>Total de l'actif circulant (b)</b>	<b>11 356</b>	<b>(152)</b>	<b>11 204</b>
<b>Ecart de conversion actif (c)</b>	<b>485</b>	<b>-</b>	<b>485</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF (a + b + c)</b>	<b>94 266</b>	<b>(1 412)</b>	<b>92 854</b>

(1) Dont mali de fusion (20,6 milliards d'euros).

(2) Dont annulation des titres Orange Holding SA (- 59,1 milliards d'euros) et apport des titres détenus par Orange Holding SA (30,3 milliards d'euros).

(3) Dont apport des clients Orange France SA (0,8 milliard d'euros) et élimination des soldes intragroupe (- 1,5 milliard d'euros).

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Impact fusions	1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social	10 596	-	10 596
Prime d'émission	15 735	-	15 735
Réserve légale	1 059	-	1 059
Report à nouveau	2 757	1 840	4 597
Résultat	(1 283)	-	(1 283)
Subventions d'investissement	603	-	603
Provision pour investissement	527	2	529
Amortissements dérogatoires	581	98	679
<b>Total des capitaux propres (a)</b>	<b>30 575</b>	<b>1 940 <sup>(1)</sup></b>	<b>32 515</b>
<b>Autres fonds propres (b)</b>	<b>1 471</b>	<b>-</b>	<b>1 471</b>
<b>Provisions pour risques et charges (c)</b>	<b>6 111</b>	<b>373</b>	<b>6 484</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes assimilées	32 623	7	32 630
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 864	1 417 <sup>(2)</sup>	4 281
Autres dettes	17 431	(5 713) <sup>(3)</sup>	11 718
Produits constatés d'avance	1 685	564	2 249
<b>Total des dettes et produits constatés d'avance (d)</b>	<b>54 603</b>	<b>(3 725)</b>	<b>50 878</b>
<b>Ecart de conversion passif (e)</b>	<b>1 506</b>	<b>-</b>	<b>1 506</b>
<b>TOTAL DU PASSIF (a + b + c + d + e)</b>	<b>94 266</b>	<b>(1 412)</b>	<b>92 854</b>

(1) Correspondant à la réappréciation des titres Orange Holding SA.

(2) Dont apport des fournisseurs Orange France SA (2,7 milliards d'euros) et élimination des soldes intragroupe (- 1,2 milliard d'euros).

(3) Dont élimination des comptes courants de trésorerie et d'intégration fiscale d'Orange France SA et d'Orange Holding SA (- 5,9 milliards d'euros).

NOTE 3

## Notes sur le compte de résultat par nature

En raison de la non-comparabilité entre les éléments du compte de résultat du 31 décembre 2013 et ceux du 31 décembre 2012, résultant des fusions mentionnées dans la note 2.2, seules les données de l'exercice 2013 sont présentées dans les notes ci-dessous.

### 3.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Période close le 31/12/2013
<b>Services fixes</b>	<b>14 776</b>
Téléphonie fixe des postes d'abonnés	3 978
Services haut débit	4 372
Services aux opérateurs	3 712
Transports de données	2 714
<b>Services mobiles</b>	<b>8 190</b>
<b>Ventes d'équipements mobiles</b>	<b>546</b>
<b>Autres revenus</b>	<b>1 038</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 550</b>

Le chiffre d'affaires des "Services mobiles" comprend les revenus :

- des services facturés aux clients (services de voix et de données, contenus, services vocaux surtaxés, *Machine to Machine*, assistance client et options assurance et sécurité) ;
- des services facturés aux autres opérateurs (terminaison d'appels des services de voix et de données, itinérances nationale et internationale, partage de réseaux et prestations fournies aux MVNO).

Le chiffre d'affaires des "Ventes d'équipements mobiles" comprend les revenus des ventes de terminaux mobiles subventionnés et non subventionnés.

Le chiffre d'affaires des "Services fixes" comprend les revenus :

- de la téléphonie fixe des postes d'abonnés (frais d'accès au service, abonnements de base et services complémentaires, communications téléphoniques) ;
- des services haut débit (accès ADSL et Fibre optique ; Voix sur IP ; TV numérique *via* l'ADSL, la Fibre optique ou le

satellite ; location de terminaux haut débit ; assistance client ; contenus TV) ;

- des services aux opérateurs (interconnexion nationale, dégroupage de la boucle locale, vente en gros d'accès ADSL, vente en gros de lignes téléphoniques, services aux opérateurs internationaux) ;
- du transport de données (liaisons louées et réseaux d'entreprises) et des services aux entreprises.

Le chiffre d'affaires des "Autres revenus" regroupe pour l'essentiel les produits issus :

- des ventes d'accessoires mobiles ;
- des ventes et de la location d'équipements des services fixes ;
- des services de renseignements et de la publicité en ligne ;
- des autres prestations facturées aux filiales, notamment les prestations informatiques dans le cadre de la mutualisation des systèmes d'information du groupe Orange.

## 3.2 Impôts, taxes et versements assimilés

(en millions d'euros)	Période close le <b>31/12/2013</b>
Contribution économique territoriale, IFR et taxe professionnelle <sup>(1)</sup>	(757)
Autres impôts (taxe sur les services de télécommunications, taxe COSIP et autres taxes)	(406)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 163)</b>

(1) Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER).

La taxe sur les services de télécommunications, mise en place en France en 2009, a fait l'objet d'une contestation par la Commission européenne devant la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE). Le 27 juin 2013, la CJUE a jugé que cette

taxe n'est pas incompatible avec le droit communautaire. Cette décision défavorable n'a cependant aucune incidence dans les comptes d'Orange SA, cette taxe ayant été prise en charge et payée chaque année.

## 3.3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Période close le <b>31/12/2013</b>
<b>Effectif moyen (équivalent temps plein) <sup>(1) (2)</sup></b>	<b>88 958</b>
<b>Salaires et charges</b>	<b>(6 588)</b>
dont	
■ Traitements et salaires	(4 222)
■ Charges sociales <sup>(3)</sup>	(1 982)
■ Provision pour intéressement de l'exercice	(212)
■ Versements au Comité d'entreprise	(114)
■ Autres charges <sup>(4)</sup>	(58)

(1) Dont 60 % de fonctionnaires de l'Etat français (64 % au 31 décembre 2012).

(2) Réparti de la façon suivante :  
cadres supérieurs et cadres : 44 % ;  
employés, techniciens et agents de maîtrise : 56 %.

(3) Le montant de la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 991 millions d'euros et concerne principalement la contribution à caractère libératoire au régime de retraite des agents fonctionnaires d'Orange SA dont le taux est passé de 43,9 % en 2012 à 45,95 % en 2013.

(4) Dont 74 millions d'euros de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE).

## 3.4 Résultat financier

(en millions d'euros)	Note	Période close le <b>31/12/2013</b>
Dividendes reçus	4.2	425
Orange Telecommunications Group Limited		188
Orange Polska		81
Orange Caraïbes		64
Autres		92
Revenus sur valeurs mobilières de placement		44
Revenus sur créances rattachées et comptes courants		30
Intérêts sur emprunts		(1 377)
Variation des provisions pour désactualisation		(41)
Intérêts sur TDIRA		(40)
Gains et pertes de change nets		(39)
Variation des provisions sur titres de participation et créances rattachées	4.2	(485)
Atlas Services Belgium		(732)
Orange Participations		(81)
Orange Polska		300
Wirefree Services Belgium		27
Autres (variations nettes)		1
Autres produits et charges et variations des autres provisions		66
<b>TOTAL</b>		<b>(1 417)</b>

### 3.5 Résultat exceptionnel

(en millions d'euros)	Note	Période close le <b>31/12/2013</b>
Cessions, variations de provisions et autres éléments exceptionnels <sup>(1)</sup>		(388)
Temps Partiel Senior	5.3.1	(155)
Variation des provisions réglementées		(46)
<b>TOTAL</b>		<b>(589)</b>

(1) Dont charge relative à la notification contestée de (2 146) millions d'euros ayant fait l'objet d'une reprise de provision de 2 100 millions d'euros (voir note 5.3.3 *Provision pour notification contestée*) ; provisions pour contrats onéreux de (87) millions d'euros et charges liées à la cessation de la relation annoncée avec certains distributeurs indirects et certains prestataires de services clients de (100) millions d'euros.

### 3.6 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)	Période close le <b>31/12/2013</b>
Produit / (charge) d'impôt sur les bénéfices, net du produit d'intégration fiscale	(316)

La charge d'impôt 2013 intègre les effets de la Loi de Finances 2014 adoptée le 29 décembre 2013, dont la hausse du taux d'impôt sur les sociétés qui est porté à 38 % sur les exercices 2013 et 2014 au lieu de 36,10 % précédemment.

Au 31 décembre 2013, Orange SA constate une charge nette d'impôt sur les sociétés, après imputation des déficits fiscaux reportables dans la limite de 50 % du résultat imposable, de 316 millions d'euros. Ce montant est composé principalement du produit d'intégration fiscale de 87 millions d'euros définitivement acquis à Orange SA, société mère du groupe fiscalement intégré, et de la charge d'impôt sur les sociétés de 431 millions d'euros. Orange SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale du Groupe qu'elle constitue avec ses

filiales. Le groupe fiscal ainsi constitué comprend 82 sociétés au 31 décembre 2013 (88 sociétés au 31 décembre 2012).

L'allègement net de la charge future d'impôt pour Orange SA (hors déficits reportables) représente 1 029 millions d'euros au 31 décembre 2013 (958 millions d'euros au 31 décembre 2012), lié notamment à la provision pour avantages au personnel. Cet allègement interviendra principalement sur la période allant de 2014 à 2022.

Le montant des déficits reportables du groupe d'intégration fiscale s'élève au 31 décembre 2013 à 2 899 millions d'euros, contre 3 963 millions d'euros au 31 décembre 2012.

## NOTE 4

## Notes sur le bilan actif

## 4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

## 4.1.1 Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)

2013

<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions (en valeur nette) <sup>(1)</sup></b>	<b>28 107</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles	940
<i>dont marques, brevets et logiciels</i>	662
<i>dont frais de développement</i>	203
Dotations aux amortissements impactant le résultat d'exploitation	(1 000)
Autres dotations, cessions, reclassements et autres effets	(22)
<b>Solde au 31 décembre 2013 (en valeur nette)</b>	<b>28 025</b>

(1) Voir note 2.2 Opérations de fusion.

## 31 décembre 2013

(en millions d'euros)

	Valeur brute	Amortissements cumulés	Provisions	Valeur nette
Frais de développement	742	(324)	-	418
Concessions, droits similaires, brevets, licences, marques, logiciels	6 288	(2 608)	(6)	3 674
<i>dont licences GSM, UMTS et LTE <sup>(1)</sup></i>	2 514	(676)	(6)	1 832
Fonds de commerce	24 954	(59)	(1 275)	23 620
<i>dont malis de fusion <sup>(2)</sup></i>	24 794	-	(1 178)	23 616
Autres immobilisations incorporelles	394	(63)	(18)	313
<b>TOTAL</b>	<b>32 378</b>	<b>(3 054)</b>	<b>(1 299)</b>	<b>28 025</b>

(1) Valeur nette de la licence GSM de 175 millions d'euros, de la licence UMTS de 475 millions d'euros et de la licence LTE de 1 182 millions d'euros.

(2) Dont mali de fusion lié aux opérations décrites en note 2.2 Opérations de fusion.

Les immobilisations incorporelles, autres que les malis de fusion, font l'objet d'un test de dépréciation avec l'ensemble des autres actifs d'Orange SA ; les malis de fusion sont testés

avec les actifs ou titres de participations auxquels ils se rapportent (voir note 2.2 Opérations de fusion et note 10.1.5 Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels).

## 4.1.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

2013

<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions (en valeur nette)</b>	<b>12 727</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 314
<i>dont constructions</i>	205
<i>dont installations techniques</i>	1 922
Cessions	(73)
Dotations aux amortissements impactant le résultat d'exploitation	(2 003)
Autres dotations, reclassements et autres effets <sup>(1)</sup>	(9)
<b>Solde au 31 décembre 2013 (en valeur nette)</b>	<b>12 956</b>

(1) Les "autres effets" comprennent à hauteur de 35 millions d'euros l'impact du changement d'estimation des obligations de traitement des Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), du démantèlement des poteaux, publiphones et de la remise en état des sites antennes.

31 décembre 2013

(en millions d'euros)	Valeur brute	Amortissements cumulés	Provisions	Valeur nette
Constructions	5 316	(3 928)	-	1 388
Installations techniques, matériels et outillages industriels	44 420	(34 567)	-	9 853
Autres immobilisations corporelles	4 468	(2 456)	(297)	1 715
<b>TOTAL</b>	<b>54 204</b>	<b>(40 951)</b>	<b>(297)</b>	<b>12 956</b>

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation avec l'ensemble des autres actifs d'Orange SA (voir note 10.1.5 *Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels*).

## 4.2 Immobilisations financières

(en millions d'euros)	Note	2013
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions (en valeur nette)</b>		<b>40 330</b>
Augmentations		999
<i>dont dépôts versés de garantie-espèces (cash collateral)</i>		774
Diminutions		(197)
Dotations aux provisions	3.4	(857)
Reprises de provisions	3.4	372
<b>Solde au 31 décembre 2013 (en valeur nette)</b>		<b>40 647</b>

31 décembre 2013

(en millions d'euros)	Note	Valeur brute	Provisions cumulées	Valeur nette
Titres de participation		61 001	(22 312)	38 689
Dépôts versés de garantie-espèces (cash collateral) <sup>(1)</sup>		1 146	-	1 146
Actifs liés aux opérations de titrisation	6.4 et 8	681 <sup>(2)</sup>	(55)	626
Autres immobilisations financières		188	(2)	186
<b>TOTAL</b>		<b>63 016</b>	<b>(22 369)</b>	<b>40 647</b>

(1) Les dépôts reçus dans le cadre de garantie-espèces (88 millions d'euros au 31 décembre 2013) figurent en emprunts à court terme (voir note 5.4.1 *Echéancier de l'endettement financier brut, disponibilités et valeurs mobilières de placement*).

(2) Correspond au montant des parts subordonnées de fonds communs de titrisation FCT (671 millions d'euros) et au fonds de réserve rattaché (10 millions d'euros) liés aux créances cédées (1 455 millions d'euros) dans le cadre des programmes de titrisation (voir note 10.1.8 *Principes comptables - créances clients*).

## Titres de participation

## Inventaire des titres de participation

(en millions d'euros)	Capital social	Autres capitaux propres <sup>(1)</sup>	Quote-part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2013		Chiffres d'affaires au 31/12/2013	Résultat du dernier exercice clos <sup>(2)</sup>	Dividendes encaissés en 2013	Créances rattachées aux filiales
				Brute	Nette				
FILIALES (DÉTENUES À + DE 50 %)									
Atlas Services Belgium	19 470	(617)	100 %	24 360	18 823	N / A	(622)	-	-
Wirefree Services Belgium	738	915	100 %	11 671	2 432	N / A	73	-	-
Orange Telecommunications Group Limited	8 815	1 057	100 %	8 231	8 231	N / A	(60)	188	-
Orange Polska	948	2 036	50,67 %	6 335	2 330	1 665	340	81	-
Orange Participations	2 989	(237)	100 %	5 034	3 068	1	(239)	-	-
Orange Brand Services Limited	1 052	2 416	100 %	2 465	2 465	578	335	-	-
FTMI	22	40	100 %	679	211	N / A	32	22	-
FTP US	336	(280)	100 %	440	48	N / A	3	-	-
Rimcom	135	16	100 %	310	261	N / A	9	22	-
FT Immo H	266	73	100 %	267	267	156	45	23	-
GlobeCast Holding	67	(43)	100 %	212	47	N / A	(14)	-	-
Network Related Services	1	98	100 %	160	160	10	(6)	-	24
Nordnet	0	22	99,96 %	90	90	72	14	16	-
Orange Capital	62	5	100 %	88	68	N / A	(7)	-	-
Orange Réunion	8	32	100 %	68	68	106	2	-	-
EGT	0	2	100 %	54	1	35	0	-	-
Autres Titres				85	85			73	-
<b>Total filiales</b>				<b>60 546</b>	<b>38 653</b>			<b>425</b>	<b>24</b>
PARTICIPATIONS (INFÉRIEURES À 50 %)									
Bull			8,02 %	445	30			-	-
Autres Titres				10	5			0	-
<b>Total Participations</b>				<b>454</b>	<b>35</b>			<b>0</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>				<b>61 001</b>	<b>38 689</b>			<b>425</b>	<b>24</b>

(1) Inclut le résultat au 31/12/2013.

(2) Données, hors Nordnet, non encore arrêtées par les Conseils d'administration.

## Valeurs d'utilité des titres de participation

Les valeurs d'utilité des titres de participation sont constituées des valeurs d'entreprise estimées des entités constitutives des participations diminuées de leurs endettements nets (ou augmentées de leurs liquidités nettes), calculées dans leur devise et converties au taux de clôture en euros :

- la valeur d'utilité des titres ASB chez Orange SA est constituée des quotes-parts des valeurs d'utilité de ses filiales opérationnelles directes et indirectes augmentées des liquidités détenues par ASB et ses holdings intermédiaires. Elle comprend notamment les activités Espagne, la Roumanie (Orange Romania, détenue à 97 %), la Slovaquie (Orange Slovensko), la Belgique (Mobistar, détenue à 53 %) et l'Egypte (ECMS, détenue à 94 %) ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Telecommunications Group Limited (OTGL) chez Orange SA, y compris la quote-part de mali de fusion alloué, est constituée des quotes-parts des valeurs d'utilité de ses filiales opérationnelles directes et indirectes augmentées des liquidités détenues par OTGL et ses holdings intermédiaires. Elle comprend notamment les activités Royaume-Uni (EE Ltd détenue à 50 %) et Orange Côte d'Ivoire détenue à 70 % ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Polska est retenue à hauteur de la quote-part détenue par Orange SA (50,7 %) dans la valeur d'entreprise de la Pologne diminuée de l'endettement net du groupe Orange Polska ;
- la valeur d'utilité des titres Orange Brand Services Ltd (OBSL) chez Orange SA, y compris la quote-part de mali de fusion alloué, est constituée de la valeur d'utilité de la marque augmentée des liquidités détenues par OBSL.

## Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité

Les hypothèses clés opérationnelles utilisées pour la détermination des valeurs d'utilité d'entreprise sont communes à tous les secteurs d'activités du Groupe. Parmi ces hypothèses clés figurent :

- celles sur le chiffre d'affaires qui reflètent le niveau de marché, le taux de pénétration des offres et la part de marché, le positionnement des offres des concurrents et leurs effets possibles sur les niveaux des prix de marché et leur transposition dans les bases d'offres du Groupe, les décisions des régulateurs sectoriels en termes de prix des services aux clients, d'accessibilité et de tarification des fournitures d'accès entre opérateurs et de migration technologique des réseaux (par exemple extinction des boucles locales cuivre), les décisions des autorités de la concurrence en termes de concentration ou de régulation de secteurs adjacents comme le câble ;
- celles sur les coûts avec les niveaux des dépenses commerciales nécessaires pour faire face au rythme de renouvellement des produits et au positionnement de la concurrence, les possibilités d'adaptation des coûts à l'évolution du chiffre d'affaires dans le cadre du programme Chrysalid ou des effets de l'attrition naturelle et des plans de départ engagés sur les effectifs ;
- celles sur le niveau des dépenses d'investissement dont l'évolution peut être affectée par le déploiement de nouvelles technologies ou par les décisions des autorités en matière de coût des licences et d'allocation de spectre, de déploiement de réseaux fibre, de couverture des réseaux mobiles, de partage d'éléments de réseaux ou d'ouverture des réseaux aux concurrents.

Ces hypothèses clés opérationnelles sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations. A cet égard en 2013, les anticipations ont été à nouveau revues réduisant les estimations de certaines valeurs d'utilité.

Les taux d'actualisation et de croissance à perpétuité utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante en 2013 :

Au 31 décembre 2013	Activités Orange SA	Espagne	Royaume Uni	Pologne	Marque	Roumanie	Belgique	Egypte
Source retenue								
Taux de croissance à l'infini	0,5 %	1,5 %	1,0 %	1,0 %	0,5 %	2,0 %	0,5 %	4 %
Taux d'actualisation après impôt	7,0 %	8,5 %	7,8 %	8,8 %	8,3 %	10,0 %	7,0 %	17,5 %-14,0 %

La valeur d'utilité des activités Orange SA constitue la base de référence pour le test de valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles d'Orange SA (y compris la part du mali technique de fusion alloué : voir notes 2.2 Opérations de fusion et 10.1.5 Principes comptables - Dépréciation des actifs immobilisés).

- les taux d'actualisation retenus, qui incorporent une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, enregistrent généralement une baisse ; au cas particulier de l'Egypte, un taux de 17,5 % a été retenu pour les deux premières années, 15,5 % pour les deux années suivantes et 14,0 % au-delà et pour la valeur terminale, en raison de l'environnement politique et économique ;
- les taux de croissance à perpétuité utilisés ont été dans l'ensemble maintenus, les effets de la situation économique ne conduisant pas, dans l'appréciation retenue à fin 2013, à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe ; au cas particulier de l'Egypte, le taux de croissance à l'infini de 4,0 % est à apprécier notamment au regard de l'inflation long terme attendue du pays : prévision du FMI à 2018 de 6,2 % en avril 2013 et de 12,5 % en octobre 2013.

Au 31 décembre 2013 constituent des facteurs majeurs d'aléas :

- en Europe
  - les différents développements possibles de la situation financière et économique, en particulier en matière de comportement des consommateurs, en matière d'effet sur la demande des politiques gouvernementales et européennes de rétablissement des soldes budgétaires ou encore en matière de comportements des marchés de taux d'intérêts liés aux politiques suivies par les Banques Centrales,
  - les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrages entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, ou en matière de concentration,
  - les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations possibles de revenus ;
- au Moyen-Orient (Jordanie, Egypte, Irak) et au Maghreb, ainsi que dans les pays africains (Mali, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine), l'évolution de la situation politique avec ses effets économiques.

Les autres hypothèses qui influencent la détermination de la valeur d'utilité d'entreprise sont les suivantes :

## Sensibilité des valeurs d'utilité

Les valeurs d'utilité sont sensibles aux hypothèses de flux de trésorerie de l'année terminale des plans internes, des hypothèses de taux de croissance à l'infini et de taux d'actualisation, et pour les entités hors zone euro, aux parités de change en date de clôture.

A fin 2013, la sensibilité aux hypothèses ci-dessus des valeurs d'utilité estimées se présente comme suit :

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en milliards d'euros)	Activités Orange SA	Espagne	Royaume Uni	Pologne	Marque	Roumanie	Belgique	Egypte
Effet sur la valeur d'utilité d'une variation de :								
10 % des flux de trésorerie de l'année terminale	3,2	0,6	0,3	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
0,5 % du taux de croissance à l'infini	2,9	0,5	0,6	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
0,5 % du taux d'actualisation après impôt	3,4	0,6	0,6	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
10 % du cours de change de la devise du pays	n / a	n / a	0,7	0,2	n / a	n / a	n / a	0,1

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité (hors intérêts financiers et incluant une charge d'impôt normative) nets des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

### 4.3 Autres créances

(en millions d'euros)	<b>31/12/2013</b>	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
Comptes courants de trésorerie des filiales	581	521
TVA déductible	519	724
Créances vis-à-vis des membres du consortium de câbles sous-marins	133	176
Autres	137	167
<b>TOTAL</b>	<b>1 370</b>	<b>1 588</b>

### 4.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

(en millions d'euros)	<b>31/12/2013</b>	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
Valeurs mobilières de placement (valeur nette de provisions)	4 574	7 238
<i>dont actions propres</i>	209	177
Disponibilités	751	372
<b>TOTAL</b>	<b>5 325</b>	<b>7 610</b>

#### Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée Générale du 28 mai 2013, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (le Programme de Rachat 2013) et mis fin, avec effet immédiat, au programme de rachat 2012. Le descriptif du Programme de Rachat 2013 figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2013.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours de l'exercice par Orange SA l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2013, Orange SA détient 23 367 136 de ses propres actions (dont 8 025 000 au titre du contrat de liquidité), contre 21 481 241 au 31 décembre 2012 (dont 6 135 000 au titre du contrat de liquidité). Les transactions sur actions propres sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement, à la date du transfert de propriété (date de valeur). Par ailleurs, Orange SA a des engagements d'achats à terme pour 4 050 532 actions.

## 4.5 Charges constatées d'avance

(en millions d'euros)	31/12/2013	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
Charges constatées d'avance financières <sup>(1)</sup>	509	502
Charges constatées d'avance d'exploitation	170	222
<b>TOTAL</b>	<b>679</b>	<b>724</b>

(1) Concernent notamment les charges constatées lors du dénouement (anticipé ou non) de dérivés de change maintenues au bilan jusqu'à l'échéance du sous-jacent.

## 4.6 Ecart de conversion

Les écarts de conversion actif et passif correspondent respectivement à des pertes et des gains latents de change résultant principalement de la conversion en euros des emprunts et prêts.

Les écarts de conversion actif correspondent à des pertes latentes, portant essentiellement sur des emprunts libellés en franc suisse, en dollar et en livre sterling, consécutives à l'appréciation de ces devises depuis la date d'émission des emprunts.

Les écarts de conversion passif correspondent à des gains latents, portant essentiellement sur des emprunts libellés en dollar, en livre sterling et en yen, consécutifs à la dépréciation de ces devises depuis la date d'émission des emprunts.

L'appréciation de l'euro par rapport notamment au dollar et au yen au cours de l'exercice 2013 a entraîné une revalorisation à la hausse de la position latente positive de change sur les emprunts libellés dans ces devises, se traduisant par une variation à la hausse des écarts de conversion passif et par une variation à la baisse des écarts de conversion actif.

## NOTE 5

## Notes sur le bilan passif

## 5.1 Capitaux propres

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours de l'année 2013. Au 31 décembre 2013, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 595 541 532 euros, divisé en 2 648 885 383 actions ordinaires d'un nominal de 4 euros.

A la même date, l'Etat détient directement ou de concert avec Bpifrance Participations 26,94 % du capital et 27,18 % des droits de vote d'Orange SA.

## 5.1.1 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Montants au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions	Affectation résultat 2012	Distribution	Résultat 2013	Autres mouvements	Montants au 31 décembre 2013
Capital social	10 596	-	-	-	-	10 596
Prime d'émission	15 735	-	-	-	-	15 735
Réserve légale	1 059	-	-	-	-	1 059
Report à nouveau <sup>(1)</sup>	4 597	(1 283)	(1 314)	-	-	2 000
Résultat	(1 283)	1 283	-	1 514	-	1 514
Subventions d'investissement	603	-	-	-	(22)	580
Provisions réglementées <sup>(1)</sup>	1 208	-	-	-	46	1 254
<b>TOTAL</b>	<b>32 515</b>	<b>-</b>	<b>(1 314)</b>	<b>1 514</b>	<b>24</b>	<b>32 738</b>

(1) Voir note 2.2 Opérations de fusion.

## 5.1.2 Plans d'options de souscription d'actions

## Période close le 31 décembre 2013

PLANS D'OPTIONS	Nombre d'options non exercées et exerçables en fin de période	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'à la maturité (mois)	Fourchette de prix d'exercice
Titres Orange SA (ex-France Télécom SA 2005/2007)	19 583 707	30	21,61 € - 23,48 €
Titres Orange SA (ex-Orange) <sup>(1)</sup>	35 382	10	14,24 € - 16,66 €

(1) Dans les comptes 2013, le nombre d'options et le prix d'exercice indiqués ci-dessus sont exprimés en équivalent titres Orange SA.

## 5.1.3 Distributions

Exercice	Décision	Nature	Dividende par action (en euro)	Date de distribution	Modalités de distribution	Total (en millions d'euros)
2013	Conseil d'administration du 24 juillet 2013	Acompte 2013	0,30	11 décembre 2013	Numéraire	788
	Assemblée Générale du 28 mai 2013	Solde 2012	0,20	11 juin 2013	Numéraire	526
<b>Total distributions de dividendes en 2013</b>						<b>1 314</b>
2012	Conseil d'administration du 25 juillet 2012	Acompte 2012	0,58	12 septembre 2012	Numéraire	1 528
	Assemblée Générale du 5 juin 2012	Solde 2011	0,80	13 juin 2012	Numéraire	2 104
<b>Total distributions de dividendes en 2012</b>						<b>3 632</b>

Le montant des dividendes versés au titre de l'exercice 2012 s'élève à 0,78 euro par action.

## 5.2 Autres fonds propres

Dans le cadre de l'accord transactionnel signé en 2002 qui a mis fin au projet de développement des activités mobile en Allemagne, Orange SA a émis le 3 mars 2003 des titres à durée indéterminée remboursables en actions ("TDIRA"), d'un nominal de 14 100 euros, réservés aux membres du syndicat bancaire (la "tranche Banques") et aux équipementiers créanciers de MobilCom (la "tranche Equipementiers"). Les TDIRA sont cotés sur Euronext Paris. Leur émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des marchés financiers) le 24 février 2003.

Les TDIRA sont remboursables en actions nouvelles d'Orange SA, à tout moment à l'initiative des porteurs ou, sous certaines conditions décrites dans la note d'opération, à l'initiative d'Orange SA, à raison d'une parité de 577,8638 actions par TDIRA de la tranche Banques (soit un prix de remboursement de 24,400 euros) et 465,6714 actions par TDIRA de la Tranche Equipementiers (soit un prix de remboursement de 30,279 euros), la parité initiale de 300 actions par TDIRA ayant été ajustée plusieurs fois pour préserver les droits des porteurs de titres, et pouvant l'être encore selon les modalités décrites dans la note d'opération.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les TDIRA portent intérêt à un taux d'Euribor 3 mois + 2,5 %.

L'Assemblée Générale des porteurs de la tranche Banques, réunie le 6 janvier 2014, s'est prononcée sur les modifications suivantes :

- l'alignement du niveau de subordination juridique des TDIRA, tranche Banques, avec celui de titres subordonnés de dernier rang d'Orange SA ;
- la suppression de la clause de variation du taux d'intérêt en fonction de la notation d'Orange ; et
- la possibilité, à la main d'Orange, de différer à tout moment et sans condition, le paiement des intérêts jusqu'à la survenance d'événements contractuellement définis imposant leur paiement.

Ces modifications n'auront pas d'effet sur les montants comptabilisés au titre des TDIRA.

Les intérêts connus et / ou capitalisés dont le paiement est reporté sont comptabilisés en intérêts courus non échus et sont présentés au passif en dehors de la rubrique "Autres fonds propres".

Compte tenu des rachats effectués depuis leur émission, 103 582 TDIRA restent en circulation au 31 décembre 2013, dont 89 398 TDIRA de la tranche Banques et 14 184 TDIRA de la tranche Equipementiers, pour un montant nominal global de 1 461 millions d'euros.

## 5.3 Provisions

(en millions d'euros)	Notes	Indemnités de fin de contrat et Avantages postérieurs à l'emploi	Avantages long terme <sup>(1)</sup>	Démantèlement remise en état des sites <sup>(2)</sup>	Provisions litiges juridiques	Provision pour notification contestée	Provision pour engagements financiers	Autres provisions	Total provisions pour risques et charges
		5.3.1	5.3.1		7	5.3.3	6.2		
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions</b>		<b>374</b>	<b>2 378</b>	<b>412</b>	<b>174</b>	<b>2 100</b>	<b>191</b>	<b>855</b>	<b>6 484</b>
Dotations		54	191	-	79	-	-	382	706
Reprises non utilisées		-	-	-	(83)	-	(4)	(19)	(106)
Reprises utilisées		(14)	(257)	(23)	(47)	(2 100)	-	(249)	(2 690)
Actualisation		13	19	9	-	-	-	-	41
Variation de périmètre, reclassement		-	11	35	(1)	-	-	1	46
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>		<b>427</b>	<b>2 342</b>	<b>433</b>	<b>122</b>	<b>-</b>	<b>187</b>	<b>970</b>	<b>4 481</b>

(1) Dont provision Temps Partiel Senior à hauteur de 1 929 millions d'euros à fin décembre 2013, contre 2 017 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

(2) Les taux d'actualisation du démantèlement des poteaux, publiphones, sites antennes et des équipements DEEE sont compris entre 0,66 % et 2,69 %.

L'impact des variations de provisions sur le compte de résultat de l'exercice se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Dotations / charges	302	41	415	758
Reprises non utilisées	(94)	(4)	(8)	(106)
Reprises utilisées	(130)	(198)	(2 362)	(2 690)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>78</b>	<b>(161)</b>	<b>(1 955)</b>	<b>(2 038)</b>

### 5.3.1 Avantages du personnel et assimilés

#### Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Conformément aux lois et pratiques françaises, Orange SA a des obligations en matière d'avantages au personnel, portant notamment sur des avantages postérieurs à l'emploi :

- les retraites des agents fonctionnaires : les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'Etat. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96-660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraites de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique ;
- les indemnités de départ à la retraite et engagements similaires : la législation ou un accord conventionnel prévoit le versement d'indemnités aux salariés à certaines échéances soit à la date de départ à la retraite, soit à certaines échéances postérieurement à leur départ à la retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite ;
- les avantages sociaux accordés aux retraités autres que les pensions : Orange SA accorde également à ses retraités certains avantages sociaux tels que des terminaux téléphoniques ou la couverture de certains frais de santé.

D'autres avantages du personnel à long terme peuvent être octroyés tels que les médailles du travail, les absences rémunérées de longue durée et les accords Temps Partiel Senior (TPS).

Les accords Temps Partiel Senior, s'adressent aux fonctionnaires et contractuels des entités françaises éligibles à une retraite dans les 3 ou 5 ans et ayant une ancienneté minimum de 15 ans dans le Groupe. Ils sont accessibles aux salariés partant à la retraite au plus tard en 2020.

Ils offrent la possibilité de travailler à 50 % ou 60 % tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base à hauteur de 80 % d'un temps plein ;
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif ;
- d'une rémunération plancher.

Ces dispositifs sont d'une durée minimum de 18 mois et maximum de 5 ans.

Par ailleurs, les bénéficiaires placent une partie de leur rémunération de base (5 %, 10 % ou 15 %) sur un Compte Epargne Temps (CET), abondé par le Groupe. Le CET ainsi constitué permet de réduire la période de temps travaillé.

Le Temps Partiel Senior, signé en 2009, pouvait être précédé d'un Temps Partiel Intermédiaire (TPI) permettant aux salariés éligibles, avant leur entrée dans le Temps Partiel Senior, de travailler à 60 % pendant une durée maximum de 2 ans, pour une rémunération de 80 % d'un temps plein.

Le nombre estimé de salariés, bénéficiaires actuels ou futurs bénéficiaires des accords Temps Partiel Senior, est d'environ 23 000 salariés.

Au 31 décembre 2013, la provision comptabilisée au titre du Temps Partiel Senior s'élève à 1 929 millions d'euros.

L'évaluation de l'engagement est sensible aux estimations de la population potentiellement éligible et du taux d'entrée dans les dispositifs (estimé à 66 % en moyenne sur les deux dispositifs), ainsi que de l'arbitrage qui sera in fine retenu par les bénéficiaires entre les différentes formules proposées. Une variation de 5 points du taux d'entrée dans les dispositifs entraînerait une variation du montant de l'engagement d'environ 120 millions d'euros.

#### Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

Les hypothèses actuarielles retenues pour la valorisation des engagements de retraite et autres engagements à long terme d'Orange SA sont les suivantes :

	Période close le	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	0,70 % à 3,20 %	0,50 % à 3,15 %
Taux moyen de progression des salaires attendu sur le long terme	2 % à 3,5 %	2 % à 4 %
Taux d'inflation long terme	2 %	2 %

(1) Les taux de 0,7 % et 1,3 % ont été retenus dans le cadre de la valorisation des engagements relatifs aux régimes Temps Partiel Senior.

Les taux d'actualisation retenus sont ceux des indices Bloomberg Corporate AA.

## Evolution de la valeur des engagements

Le tableau ci-dessous présente la variation de la valeur des engagements relatifs aux avantages au personnel :

(en millions d'euros)	Régimes de rente	Régimes en capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Total avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat	Avantages à long terme
<b>Variation de la valeur des engagements</b>					
<b>Valeur totale des engagements en début de période</b>	<b>219</b>	<b>411</b>	<b>56</b>	<b>686</b>	<b>2 363</b>
Coût des services rendus	5	28	1	34	196
Coût de l'actualisation	2	12	2	16	19
(Gains) ou pertes actuariels	(5)	(10)	4	(11)	6
Fusions <sup>(1)</sup>	-	21	-	21	15
Prestations versées	(8)	(12)	(2)	(22)	(257)
<b>Valeur totale des engagements en fin de période (a)</b>	<b>214</b>	<b>450</b>	<b>60</b>	<b>724</b>	<b>2 342</b>
<i>afférente à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	214	-	-	214	-
<i>afférente à des régimes non financés</i>	-	450	60	510	2 342
<b>Variation des actifs de couverture</b>					
<b>Juste valeur des actifs de couverture en début de période</b>	<b>119</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>119</b>	<b>-</b>
Produits financiers sur les actifs de couverture	3	-	-	3	-
Gains (Pertes) sur actifs de couverture	(1)	-	-	(1)	-
Cotisations versées par l'employeur	-	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(8)	-	-	(8)	-
<b>Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (b)</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>113</b>	<b>-</b>
<b>Couverture financière</b>					
<b>Situation du régime (a) – (b)</b>	<b>101</b>	<b>450</b>	<b>60</b>	<b>611</b>	<b>2 342</b>
Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	(40)	(130)	(18)	(188)	-
Coût des services passés non reconnu	-	5	(1)	4	-
<b>Provision / (Actif)</b>	<b>61</b>	<b>325</b>	<b>40</b>	<b>426</b>	<b>2 342</b>
Dont Provision (Actif) : Court terme	9	16	3	28	308
Dont Provision (Actif) : Long terme	52	309	37	398	2 034
<b>Charge de l'exercice</b>					
Coût des services rendus	5	29	1	35	196
Coût de l'actualisation	2	12	2	16	19
Rendement attendu des actifs du régime	(3)	-	-	(3)	-
Amortissement des (Gains) ou pertes actuariels	6	5	0	12	6
Amortissement du coût des services passés	-	2	1	3	-
Autres	4	-	-	4	-
<b>Total Charge de l'exercice</b>	<b>14</b>	<b>49</b>	<b>3</b>	<b>67</b>	<b>221</b>
<b>Evolution de la provision / (Actif)</b>					
<b>Provision / (Actif) en début de période</b>	<b>47</b>	<b>275</b>	<b>39</b>	<b>360</b>	<b>2 363</b>
Fusions <sup>(1)</sup>	-	14	-	14	15
Charge de l'exercice	14	49	3	67	221
Cotisations versées et / ou prestations versées par l'employeur	-	(12)	(2)	(14)	(257)
<b>Provision / (Actif) en fin de période</b>	<b>61</b>	<b>326</b>	<b>40</b>	<b>427</b>	<b>2 342</b>

(1) Impact lié aux opérations décrites en note 2.2 Opérations de fusion.

## Echéancier des avantages au personnel

Le tableau ci-dessous présente, à la clôture de l'exercice 2013, l'échéancier à dix ans des décaissements prévisionnels relatifs au Temps Partiel Senior, aux régimes de retraite et aux autres engagements postérieurs à l'emploi.

(en millions d'euros)	Note	Bilan	Paiements dus par période au 31 décembre 2013				
		Au 31 décembre 2013	2014	2015	2016	2017	2018 à 2023
Temps Partiel Senior	5.3.1	1 929	269	330	401	450	798
Provisions retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi <sup>(1)</sup>		485	54	45	56	69	337
<b>TOTAL AVANTAGES DU PERSONNEL</b>		<b>2 414</b>	<b>323</b>	<b>375</b>	<b>457</b>	<b>519</b>	<b>1 135</b>

(1) Provisions Compte Epargne Temps et congés longues maladies non incluses.

### 5.3.2 Plans d'attribution gratuite d'actions

#### Plan d'attribution gratuite d'actions "Partageons"

Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 a constaté la non-atteinte de la condition de performance du plan "Partageons", plan d'attribution gratuite d'actions réservée aux membres du personnel mis en place en 2011. La charge comptabilisée à ce titre en 2011 avait été reprise en 2012.

### 5.3.3 Provision pour notification contestée

Concernant les contrôles fiscaux relatifs aux exercices 2000 à 2005, l'administration fiscale avait notifié des redressements

d'un montant en droits de 1 735 millions d'euros en 2011. Le 4 juillet 2013, le Tribunal administratif de Montreuil a rendu une décision défavorable à Orange SA déclenchant la mise en paiement du solde des droits et intérêts de retard réclamés par l'Administration pour un montant total de 2 146 millions d'euros. Compte tenu des montants provisionnés antérieurement, seule une charge complémentaire de 46 millions d'euros a été comptabilisée en 2013 au titre des intérêts de retard de la période.

Orange SA estime disposer d'arguments juridiques solides, notamment s'agissant de l'opposabilité à l'Administration de l'intangibilité fiscale du bilan d'ouverture des exercices soumis à contrôle, et a donc déposé une requête introductive d'instance auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles le 29 juillet 2013.

## 5.4 Emprunts et dettes assimilées

### 5.4.1 Echancier de l'endettement financier brut, disponibilités et valeurs mobilières de placement

(en millions d'euros)	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions	Au 31/12/13	Entre 01/14 et 12/14	Entre 01/15 et 12/15	Entre 01/16 et 12/16	Entre 01/17 et 12/17	Entre 01/18 et 12/18	Au-delà
<b>Dettes financières à long et moyen terme</b>								
Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	30 855	29 341	3 152	2 372	2 303	2 600	2 915	15 999
Emprunts bancaires et auprès d'organismes multilatéraux	192	619	17	17	17	117	17	434
<b>Total (a)</b>	<b>31 047</b>	<b>29 960</b>	<b>3 169</b>	<b>2 389</b>	<b>2 320</b>	<b>2 717</b>	<b>2 932</b>	<b>16 433</b>
<b>Autres dettes financières à court terme</b>								
Billets de trésorerie	365	708	708					
Banques créditrices	3	37	37					
Autres emprunts à court terme <sup>(2)</sup>	268	282	282					
Intérêts courus non échus (ICNE)	947	757	757					
<b>Total (b)</b>	<b>1 583</b>	<b>1 784</b>	<b>1 784</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES BRUTES (a)</b>	<b>(a) + (b) 32 630</b>	<b>31 744</b>	<b>4 953</b>	<b>2 389</b>	<b>2 320</b>	<b>2 717</b>	<b>2 932</b>	<b>16 433</b>
Valeurs mobilières de placement	7 238	4 574	4 574					
Disponibilités	371	751	751					
<b>Total disponibilités et valeurs mobilières de placement (b)</b>	<b>7 609</b>	<b>5 325</b>	<b>5 325</b>					
<b>TOTAL ENDETTEMENT FINANCIER BRUT DIMINUE DES DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>(a) - (b) 25 021</b>	<b>26 419</b>	<b>(372)</b>					

(1) Comprend les placements privés EMTN (Euro Medium Term Notes) d'Orange SA.

(2) Dont dépôts reçus de garantie-espèces (cash collateral) pour 88 millions d'euros au 31 décembre 2013 (66 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions).

Les emprunts obligataires d'Orange SA au 31 décembre 2013 sont remboursables *in fine* et aucune garantie spécifique n'a été accordée dans le cadre de ces émissions. Certains emprunts peuvent être remboursés par anticipation à la demande de l'émetteur.

Les déclarations, garanties et engagements (covenants) sur les dettes et lignes de crédit d'Orange SA sont présentés en note 5.5.3 *Gestion du risque de liquidité*.

### 5.4.2 Endettement financier par devise

Le tableau ci-dessous donne la répartition de l'endettement financier brut d'Orange SA, diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement, par devise avant dérivés de change.

CONTRE-VALEUR EUROS AU TAUX DE CLOTURE	31/12/2013
EUR	13 611
USD	6 232
GBP	4 258
CHF	529
JPY	719
CAD	137
Autres devises	176
<b>Total hors intérêts courus</b>	<b>25 662</b>
Intérêts courus	757
<b>Total avant dérivés de change</b>	<b>26 419</b>

## 5.5 Exposition aux risques de marché

### 5.5.1 Gestion du risque de taux

Orange SA gère une position structurelle taux fixe / taux variable en euros afin d'optimiser le coût de sa dette, et utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échanges de taux d'intérêt (*swaps*, *futures*, *caps* et *floors*) dans le cadre des limites fixées par le Comité trésorerie financement.

#### Les instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés de taux en cours au 31 décembre 2013 s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018	Au-delà	Notionnel
<b>Instruments affectés en couverture de la dette</b>							
<i>IRS Swaps</i>	-	270	144	100	465	1 198	2 177
<i>Cross currency swaps</i>	1 111	1 105	1 792	-	-	6 454	10 462
<b>Instruments affectés en couverture mais non qualifiés comptablement de couverture</b>							
<i>IRS Swaps</i>	650	600	444	-	-	418	2 112
<i>Cross currency swaps</i>	-	-	280	-	-	-	280
<i>Swaptions</i>	-	-	-	-	-	300	300

#### Gestion taux fixe / taux variable

La part de la dette à taux fixe après dérivés de taux diminuée des valeurs mobilières de placement et des disponibilités, par rapport à la dette à taux variable, a baissé entre 2012 et 2013 (104,2 % au 31 décembre 2013 contre 126,4 % au 31 décembre 2012) essentiellement en raison de la baisse de l'encours des placements à taux variables.

### 5.5.2 Gestion du risque devise

Les émissions d'emprunts en devises étrangères d'Orange SA sont généralement couvertes soit par des instruments dérivés, soit par des actifs dans la même devise.

Le tableau ci-dessous donne pour les instruments hors bilan de change (*swaps* de devises, change à terme et options) détenus par Orange SA les montants notionnels de devises à livrer et à recevoir.

(en millions de devises)	En devises <sup>(1)</sup>						Autres devises en contrevaieur Euro
	EUR	USD	GBP	CHF	JPY	CAD	
Branches prêteuses de <i>cross currency swaps</i> de devises	280	8 679	1 650	650	104 100	200	465
Branches emprunteuses de <i>cross currency swaps</i> de devises	(10 459)	-	-	-	-	-	(282)
Devises à recevoir sur contrats de change à terme	588	567	569	49	933	1	105
Devises à verser sur contrats de change à terme	(1 248)	(441)	(123)	(46)	(313)	-	(75)
Option de change à recevoir	425	-	38	-	-	-	-
Option de change à verser	(43)	(450)	(80)	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(10 457)</b>	<b>8 355</b>	<b>2 054</b>	<b>653</b>	<b>104 720</b>	<b>201</b>	<b>213</b>
<b>Convertis en euros au taux de clôture</b>	<b>(10 457)</b>	<b>6 058</b>	<b>2 463</b>	<b>533</b>	<b>724</b>	<b>137</b>	<b>213</b>

(1) Les montants positifs représentent les devises à recevoir, les montants négatifs représentent les devises à livrer.

### 5.5.3 Gestion du risque de liquidité

#### Lignes de crédit

Au 31 décembre 2013, la position de liquidité d'Orange SA est supérieure aux échéances de remboursement de l'endettement financier en 2014.

	Montants disponibles (en millions d'euros)
Banques créditrices	(37)
Disponibilités	751
Valeurs mobilières de placement	4 574
Montant disponible pour tirage des lignes de crédit	6 150
<b>Position de liquidité</b>	<b>11 438</b>

#### Evolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange est un élément d'appréciation générale et complémentaire de la politique financière et de la politique de gestion des risques du Groupe, notamment du risque de solvabilité et de liquidité, et ne se substitue pas à une analyse réalisée par des investisseurs. Les agences de notation révisent régulièrement les notations qu'elles attribuent. Tout changement dans la notation pourrait avoir des effets sur le coût des financements futurs ou limiter l'accès à la liquidité. Par ailleurs, la notation est un critère qui, dans certains financements actuels d'Orange, fait varier la rémunération versée à l'investisseur au moyen de clauses de *step-up* ou entraîne l'amortissement anticipé ou modifié de ces financements.

Un emprunt obligataire, dont l'encours est de 2,5 milliards de dollars équivalent à 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2013, possède une clause de *step-up* en cas d'évolution de la note d'Orange. Cette clause a été activée en 2013 et début 2014 : le coupon du mois de mars 2014 sera ainsi calculé sur la base d'un taux d'intérêt de 8,75 % et à partir de cette date, l'emprunt portera intérêt au taux de 9 %.

Le taux d'intérêt appliqué sur les TDIRA de la tranche Equipementiers est également sujet à révision en cas

d'évolution de la notation d'Orange. Concernant la tranche Banques, l'Assemblée Générale des porteurs, réunie le 6 janvier 2014, a décidé la suppression de la clause de variation du taux d'intérêt en fonction de la notation d'Orange (voir note 5.2 *Autres fonds propres*).

Par ailleurs, la marge du crédit syndiqué de 6 milliards d'euros signé le 27 janvier 2011 a été modifiée par l'évolution de la notation d'Orange en 2013. Au 31 décembre 2013, ce crédit n'a fait l'objet d'aucun tirage.

Enfin, les programmes de cession de créances commerciales d'Orange SA comprennent notamment un amortissement anticipé ou modifié en cas de dégradation de la note à long terme d'Orange à BB- pour Standard & Poor's ou Ba3 pour Moody's ou si l'une des agences concernées cesse de fournir sa notation (voir note 5.5.4 *Gestion des covenants*).

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange en 2013 :

- l'agence de notation Standard & Poor's a revu la note d'Orange à la baisse à BBB+ le 22 avril 2013 avec une perspective stable ;
- l'agence de notation Fitch Ratings a révisé sa perspective de stable à négative le 7 novembre 2013.

Au 31 décembre 2013, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	A3	BBB+
Perspective	Stable	Négative	Négative
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

L'agence de notation Moody's a révisé le 14 janvier 2014 sa note sur la dette à long terme d'Orange de A3 à Baa1, et a ajusté la perspective de Négative à Stable, tout en confirmant sa notation sur la dette à court terme à P2.

Par ailleurs, l'agence de notation Standard & Poor's a révisé le 20 janvier 2014 la perspective sur la dette à long terme d'Orange de Stable à Négative, tout en confirmant sa note sur la dette à long terme à BBB+ ainsi que sa note sur la dette à court terme à A2.

### 5.5.4 Gestion des covenants

#### Engagements en matière de ratios financiers

Orange SA n'a pas de ligne de crédit ou d'emprunt soumis à des engagements spécifiques en matière de respect de ratios financiers.

## Engagements relatifs aux financements structurés

Les programmes de cession de créances commerciales d'Orange SA comprennent plusieurs cas d'amortissement, notamment :

- l'amortissement normal à la date d'arrêt contractuel des programmes ;
- un amortissement anticipé ou modifié, notamment en cas de dégradation de la note à long terme d'Orange à BB- pour Standard & Poor's ou Ba3 pour Moody's ou si l'une des agences concernées cesse de fournir sa notation. En cas d'amortissement anticipé ou modifié, les conduits de titrisation cessent de participer au financement de nouvelles créances et les encaissements sur créances antérieurement cédées servent à désintéresser progressivement les porteurs de parts.

## Engagements en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative

La plupart des contrats de financement conclus par Orange SA, notamment la ligne de crédit syndiquée de 6 milliards d'euros signée le 27 janvier 2011, ainsi que les emprunts obligataires, ne contiennent pas de dispositifs de défauts croisés ou de clauses de remboursement anticipé en cas d'évolution défavorable significative. La survenance d'événements de défaut dans les clauses d'exigibilité anticipée n'entraîne pas de façon automatique le remboursement immédiat d'autres contrats.

### 5.5.5 Gestion du risque de crédit et du risque de contrepartie

Orange SA considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. La valeur maximale du risque de contrepartie sur ces actifs financiers est égale à leur valeur nette comptable engagée.

Orange SA est exposée au risque de contrepartie bancaire dans le cadre de ses placements et de ses produits dérivés et réalise donc une sélection stricte des institutions publiques, financières ou industrielles auprès desquelles elle effectue des placements ou contracte des produits dérivés, en particulier en fonction de la notation financière de celles-ci. Des limites sont en outre imposées pour chaque contrepartie sélectionnée, selon les modalités suivantes :

- des limites sont fixées en tenant compte de la notation et des capitaux propres de chaque institution financière mais aussi selon des analyses périodiques menées au sein de la Direction du financement et de la trésorerie. L'engagement maximum est ensuite déterminé (i) pour les placements, sur la base de limites maximales, et (ii) pour les dérivés, sur la base des montants notionnels des contrats de taux et de change ouverts, auxquels sont appliqués des coefficients variant selon la durée résiduelle de l'opération et le type de transaction ;
- un suivi des limites est communiqué quotidiennement au trésorier du Groupe et au responsable de la salle des marchés. Ces limites sont adaptées régulièrement en fonction des événements de crédit ;
- un suivi est exercé sur la notation des contreparties ;
- enfin, concernant les dérivés, des conventions cadres relatives aux instruments financiers (Fédération Bancaire Française ou *International Swaps and Derivatives Association*) sont signées avec l'ensemble des contreparties et prévoient, en cas de défaillance de l'une des parties, la compensation des dettes et créances réciproques ainsi que le calcul d'un solde de résiliation à recevoir ou à payer. A chacune de ces conventions est indexée une clause de garantie-espèces (*cash collateral*) qui peut entraîner un règlement (dépôts versés) ou un encaissement (dépôts reçus). Ces versements correspondent à la variation de la valeur de marché de l'ensemble des instruments dérivés mis en place (ou, pour quelques contreparties, des dérivés de maturité supérieure à 3 mois). Le montant des remises en garantie évolue donc selon la valorisation de l'ensemble des dérivés, en fonction de la variation des paramètres de marché.

### 5.5.6 Montant notionnel et juste valeur des instruments financiers dérivés

Les contrats ou montants notionnels ne représentent pas les montants à payer ou à recevoir et, par conséquent, ne représentent pas le risque encouru par Orange SA lié à l'utilisation des instruments financiers dérivés.

La juste valeur des contrats d'échange de devises et de ceux de taux d'intérêt a été estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus avec les taux de change du marché et les taux d'intérêt à la clôture sur la période restant à courir selon les contrats.

La juste valeur des options de gré à gré a été estimée en utilisant des outils d'évaluation d'options reconnus sur le marché.

(en millions d'euros)	Période close le 31 décembre 2013	
	Montant notionnel	Juste valeur
<b>Instruments financiers hors bilan</b>		
<i>IRS Swaps <sup>(1)</sup></i>	4 288	(154)
<i>Cross currency swaps <sup>(1)</sup></i>	10 742	(926)
Contrats de change à terme	1 830	4
<b>Total engagements fermes</b>	<b>16 860</b>	<b>(1 076)</b>
<i>Swaptions</i>	300	(14)
Options	466	7
<b>Total engagements optionnels</b>	<b>766</b>	<b>(7)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 626</b>	<b>(1 083)</b>

(1) Pas de notionnel avec départ décalé.

## 5.6 Autres dettes

(en millions d'euros)	31/12/2013	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
Comptes courants de trésorerie des filiales	9 434	9 358
<i>dont Orange Global Ltd</i>	3 169	3 144
<i>dont Wirefree Services Belgium</i>	1 342	1 269
<i>dont Atlas Services Belgium</i>	1 165	1 572
Dettes fiscales et sociales	1 639	1 813
Autres	486	547
<b>TOTAL</b>	<b>11 559</b>	<b>11 718</b>

## 5.7 Produits constatés d'avance

(en millions d'euros)	31/12/2013	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 post-fusions
Produits constatés d'avance financiers	828	890
<i>dont soultes encaissées lors du débouclage de dérivés de taux qui sont étalées jusqu'à l'échéance du sous-jacent</i>	669	728
Produits constatés d'avance d'exploitation	1 167	1 358
<i>dont étalement sur 20 ans de la facturation des prestations de génie civil dans le cadre de l'apport des réseaux câblés</i>	377	423
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>2 248</b>

## 5.8 Echéance des créances et des dettes non financières

Les dettes et créances non financières sont pour l'essentiel exigibles à moins d'un an.

## NOTE 6

## Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Au 31 décembre 2013, la Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur la situation financière actuelle ou future d'Orange SA, autres que ceux mentionnés dans cette note.

## 6.1 Engagements liés aux activités opérationnelles

(en millions d'euros)	Engagement total	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>10 707</b>	<b>4 003</b>	<b>4 418</b>	<b>2 286</b>
Engagements de location simple <sup>(1)</sup>	4 675	790	2 383	1 502
Engagements d'achat de terminaux	1 862	1 026	836	-
Engagements d'achat de capacités de transmission <sup>(2)</sup>	224	118	99	7
Autres engagements d'achat de biens et services <sup>(3)</sup>	1 353	965	254	134
Engagements d'investissement incorporels et corporels <sup>(4)</sup>	752	627	106	19
Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité	1 841	477	740	624

(1) Y compris charges et taxes locatives (366 millions d'euros).

(2) Dont 89 millions d'euros au titre de la mise à disposition de capacités de transmission par satellite pour laquelle l'échéance s'échelonne jusqu'en 2020.

(3) Dont engagements de maintenance de câbles sous-marins pour 216 millions d'euros.

(4) Dont investissements liés aux réseaux pour un montant global de 587 millions d'euros.

## Engagements de location simple

Les engagements de location simple comprennent principalement les loyers de location immobilière. Les autres loyers sont des loyers à caractère de frais généraux (véhicules et autres biens).

(en millions d'euros)	Valeur actualisée des loyers futurs	Loyers futurs minimaux
<b>Engagements de location immobilière</b>	<b>3 390</b>	<b>4 173</b>
dont activités techniques	2 308	2 825
dont activités tertiaires / commerciales	1 082	1 348

Les échéances sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	Loyers futurs minimaux	A moins d'un an	De un à deux ans	De deux à trois ans	De trois à quatre ans	De quatre à cinq ans	Au-delà de cinq ans
<b>Engagements de location immobilière <sup>(1)</sup></b>	<b>4 173</b>	669	612	568	480	449	1 395

(1) Les paiements dus au titre des locations immobilières simples, hors celles souscrites avec FT Immo H (filiale indirecte d'Orange SA), représentent un total de 3 321 millions d'euros, dont 552 millions dus avant fin décembre 2014.

Les engagements de location simple correspondent aux loyers futurs minimaux restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des baux ou à la date de première résiliation possible. Après réévaluation périodique des loyers, ces montants font l'objet d'un calcul d'actualisation. Le taux utilisé correspond au coût moyen pondéré de la dette obligataire du Groupe.

Orange SA se réserve la possibilité de renouveler ou ne pas renouveler les baux commerciaux ou de les remplacer à leur terme par de nouveaux contrats à des conditions renégociées.

## Engagements d'achat de terminaux

Suite à la signature de nouveaux contrats d'achat de terminaux au cours du premier semestre 2013, le montant

total des engagements d'achat de terminaux est de 1 862 millions d'euros à fin décembre 2013. Ces engagements s'étalent sur une durée de 2 ans.

## Engagements d'investissement

Au-delà des engagements exprimés en termes monétaires présentés dans le tableau ci-dessus, Orange SA a pris des engagements à l'égard des autorités administratives en matière d'étendue de la couverture de la population par ses réseaux ou de qualité de service. Ces engagements, souscrits notamment dans le cadre de l'attribution de licences, imposent des dépenses d'investissement au cours des années futures pour déployer et améliorer les réseaux.

Pour les fréquences obtenues en 2011 dans les bandes 2,6 GHz et 800 MHz, Orange SA a souscrit aux conditions suivantes :

- un engagement optionnel d'accueil d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) techniques et tarifaires selon un schéma de type opérateur de réseau mobile virtuel dégroupé (*full MVNO*) ;
- une obligation de couverture du territoire pour les accès mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60 Mbit/s dans le sens descendant (pour les bandes 2,6 GHz et 800 MHz, respectivement 25 % du territoire métropolitain à 4 ans et 75 % à 12 ans, et 98 % du territoire métropolitain à 12 ans et 99,6 % à 15 ans) qui peut être tenu en utilisant les fréquences allouées, mais aussi d'autres fréquences ;
- pour la bande 800 MHz spécifiquement, une obligation de couverture en zone prioritaire (40 % du territoire à 5 ans, 90 % à 10 ans) sans obligation de fournir l'itinérance, une obligation de couverture de chaque département (90 % à 12 ans, 95 % à 15 ans) ainsi qu'une obligation de mutualisation dans les communes du programme "zones blanches".

Le manquement au respect de ces obligations pourrait donner lieu à des amendes ou autres sanctions pouvant aller jusqu'au retrait des licences. La Direction estime qu'Orange SA a la capacité de remplir ces engagements envers les autorités administratives.

## Garanties accordées à des tiers dans le cadre de l'activité

Orange SA accorde certaines garanties à des tiers (établissements financiers, clients, partenaires, administrations) pour couvrir la bonne exécution de ses propres obligations contractuelles dans le cadre de ses activités courantes. Ces garanties ne sont pas reprises dans le tableau ci-dessus, car elles ne sont pas de nature à augmenter le montant de ses engagements.

Par ailleurs, les engagements de compensation d'Orange vis-à-vis de Deutsche Telekom, pris dans le cadre de la coentreprise Buyin, ont été soldés en 2013.

Enfin, au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume des droits acquis non consommés est d'environ dix millions cent mille heures au 31 décembre 2013. En application de l'avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF, les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent pas lieu à provisionnement, sauf en cas de demande du salarié dans le cadre d'un Congé Individuel de Formation (CIF), d'un licenciement ou d'une démission.

## 6.2 Autres engagements

### Garanties d'actifs et de passifs données dans le cadre de cessions

Dans le cadre des accords de cession de certains actifs, filiales ou participations, conclus par la Société, Orange SA a accepté des clauses de garantie d'actif et de passif. Les contrats de cession significatifs prévoient presque toujours un plafonnement de ces garanties.

Au 31 décembre 2013, les principales garanties en cours sont les suivantes :

- garanties accordées à la coentreprise EE lors de l'apport des activités au Royaume-Uni, d'une part liées aux restructurations des participations et actifs réalisées antérieurement à l'apport (garanties non plafonnées expirant en 2022), et d'autre part, en matière fiscale (garantie plafonnée à 5 milliards de livres sterling soit 5 997 millions d'euros au 31 décembre 2013) expirant en 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la fusion des activités d'Orange et de Deutsche Telekom au Royaume-Uni, Orange SA a contre-garanti à hauteur de 50 % la garantie plafonnée à 750 millions de livres sterling (soit 900 millions d'euros au 31 décembre 2013) consentie par Deutsche Telekom à Hutchison 3G (H3G) en décembre 2007 pour couvrir des engagements d'investissement pris par sa filiale T Mobile UK à l'égard de la société commune constituée avec H3G dans le cadre d'un accord de partage de réseau 3G (soit un plafond de garantie de 375 millions de livres sterling pour Orange SA, soit 450 millions d'euros).

Orange SA a également conservé à son compte des engagements d'indemnisation en relation avec le dénouement anticipé d'opérations de crédit-bail portant sur des équipements de télécommunications dont une société du Groupe était locataire. Ces engagements d'indemnisation, dont le dernier expirera en février 2017, sont plafonnés à 315 millions de livres sterling, soit 378 millions d'euros au 31 décembre 2013.

- garantie en matière fiscale, plafonnée à 400 millions d'euros, accordée à Deutsche Telekom dans le cadre de la cession des activités mobile et internet du Groupe aux Pays-Bas en 2007. Elle expirera à l'issue des délais légaux de prescription, soit en 2019 ;
- garanties octroyées à Orange Participations dans le cadre des cessions d'Orange Business Services Participations SA (OBSP) et France Câbles et Radio (FCR), plafonnées à 629 millions d'euros et expirant le 20 décembre 2015. La clause de révision de prix applicable aux titres d'OBSP, qui a pris fin en 2013, a donné lieu au versement d'un montant de 49,5 millions d'euros. Par ailleurs, Orange SA a consenti à Orange Participations une garantie spécifique liée à l'option de vente dont dispose FCR sur sa participation dans la société Guinea Ecuatorial de Telecomunicaciones SA (GETESA) aux termes de laquelle Orange SA indemniserait Orange Participations de la différence entre le

prix définitivement perçu par FCR pour ses titres et leur valorisation dans ses comptes ;

- garantie consentie en matière fiscale par Atlas Services Belgium (ASB) dans le cadre de la cession par cette dernière d'Orange Suisse, dont Orange SA se porte fort (montant non plafonné expirant en 2017) ;
- diverses garanties de nature usuelle accordées aux acquéreurs d'immeubles cédés par le Groupe.

La Direction estime que la mise en jeu de l'ensemble de ces garanties est peu probable et que les conséquences de leur mise en jeu éventuelle ne sont pas significatives par rapport aux résultats et à la situation financière d'Orange SA.

## Engagements portant sur des titres

La présente section a pour objet de décrire les principaux engagements pris par la Société en lien avec les opérations de croissance externe réalisées par le groupe Orange.

### Egypte

Suite aux accords signés le 11 avril 2012 avec Orascom Telecom Media and Technology Holding S.A.E (OTMT), et à l'issue de l'offre publique d'achat réalisée en avril et mai 2012 par MT Telecom SCRL (MT Telecom), filiale à 100 % d'Orange, le Groupe a acquis 93,92 % d'ECMS et cédé 28,75 % des droits de vote de MT Telecom à OTMT. Dans ce cadre, Orange SA a consenti à OTMT une promesse d'achat sur les 5 millions d'actions (représentant 5 % du capital) qu'OTMT continue de détenir dans ECMS. Cette option peut être exercée par tiers, annuellement, de 2015 à 2017, pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février. Le prix d'exercice par action ECMS évoluera avec le temps de 33,69 euros en 2015 jusqu'à 37,14 euros en 2017. L'exercice de l'option dans sa totalité entraînera la cession automatique des 28,75 millions de droits de vote détenus par OTMT dans MT Telecom, à un prix par droit de vote variant de 1,68 euro en 2015 à 1,86 euro en 2017. OTMT dispose également d'une option de vente de ses droits de vote dans MT Telecom en cas de résiliation du pacte d'actionnaires dans les conditions prévues au pacte, ainsi que d'un droit de sortie de l'ensemble de ses intérêts dans ECMS et MT Telecom en cas de transfert de titres par Orange à un tiers.

Orange SA dispose par ailleurs d'une option d'achat portant sur la totalité des intérêts d'OTMT dans ECMS, exerçable de 2013 à 2017 pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février, dont les modalités de fixation de prix sont identiques à celles de la promesse d'achat consentie à OTMT (de 30,56 euros par action en 2013 jusqu'à 37,14 euros par action en 2017). Les accords 2012 donnent également à Orange SA une option d'achat des titres ECMS détenus par OTMT en cas de changement de contrôle d'OTMT, à un prix fondé sur la valeur de marché d'ECMS. OTMT a en outre consenti à Orange SA un droit de premier refus sur toute cession par OTMT de sa participation dans ECMS.

Suite aux opérations décrites ci-dessus, les engagements contractuels et réglementaires d'Orange SA, d'un montant de l'ordre de 220 millions d'euros au 31 décembre 2012, sont de l'ordre de 230 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Les engagements contractuels et réglementaires d'Orange SA sont provisionnés à hauteur de l'excédent des obligations de paiement sur la valeur d'utilité estimée des titres objets des engagements.

### Médi Telecom

Lors de l'acquisition le 2 décembre 2010 par ASB de 40 % de l'opérateur marocain Médi Telecom, Orange SA s'est portée fort et a garanti, en qualité de codébiteur solidaire, les engagements d'ASB. Les parties sont convenues d'un certain nombre de dispositions relatives à l'évolution de la répartition du capital de Médi Telecom. Orange bénéficie notamment d'une première option d'achat portant sur 4 % du capital au maximum, exerçable immédiatement avant la réalisation de toute introduction en Bourse à un prix dépendant du cours de Bourse, et d'une deuxième option d'achat, exerçable entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 novembre 2014, portant sur 9 % du capital au maximum (diminués de tout pourcentage du capital acquis par exercice de la première option) à un prix dépendant également du cours de Bourse si la Société est cotée, ou, dans le cas contraire, basé sur la valeur de marché. Il ne peut être exclu, dans l'hypothèse où Orange exercerait les deux options d'achat, qu'elle puisse être tenue en vertu de la réglementation boursière marocaine alors applicable, à lancer une offre publique d'achat sur le reste du capital de Médi Telecom.

## 6.3 Engagements liés au financement

Les principaux engagements d'Orange SA au titre des dettes financières sont décrits en notes 5.4 *Emprunts et dettes assimilées* et 5.5 *Exposition aux risques de marché*.

## 6.4 Actifs faisant l'objet d'engagements

(en millions d'euros)

	Note	31/12/2013
Parts subordonnées de FCT et fonds de réserve rattaché	4.2	681

## NOTE 7 Litiges

Au 31 décembre 2013, hors les contestations de contrôles fiscaux qui sont décrites par ailleurs (voir note 5.3.3 *Provision pour notification contestée*), le montant des provisions pour risques enregistrées par Orange SA au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels elle est impliquée s'élève à 122 millions d'euros (à comparer à 174 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2013, post-fusion). Orange SA considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer à la Société un préjudice sérieux. Les soldes et les mouvements globaux des provisions sont présentés en note 5.3 *Provisions*.

Orange SA fait notamment l'objet d'un certain nombre d'actions contentieuses intentées par des concurrents arguant de pratiques qu'ils jugent anticoncurrentielles et dont ils demandent généralement la cessation et la sanction. En cas de condamnation d'Orange SA au fond, ces procédures peuvent aussi conduire à des amendes pouvant en théorie s'élever jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires de la Société. Des concurrents peuvent également demander devant les juridictions civiles et commerciales l'indemnisation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait de ces pratiques.

Les procédures susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière de la Société (indifféremment intitulée Orange ou Orange SA dans la suite de cette note) sont détaillées ci-après.

### Litiges concurrence

#### Réseaux fixes et contenus

■ Le groupe Numericable a introduit en 2010 devant le Tribunal de commerce de Paris et la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris, des actions visant à l'indemnisation du préjudice qui résulterait pour lui d'une prétendue résiliation de fait des conventions le liant à Orange et au titre desquelles il occupe avec ses réseaux Plan câble le génie civil de cette dernière. Ces conventions ont été successivement conclues en 1999, 2001 et 2004 à l'occasion de la cession de certains réseaux liés au Plan câble. Les demandes formulées par Numericable s'élevaient au total à plus de 3,1 milliards d'euros. Le 23 avril 2012, le Tribunal de commerce de Paris a rejeté l'ensemble des réclamations de Numericable d'un montant de 2 583 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 1999 et 2001, après avoir constaté l'absence de résiliation, de fait ou de droit, de ces conventions. Numericable a fait appel du jugement et la décision de la Cour d'appel de Paris devrait intervenir au premier semestre 2014. Orange estime que les demandes du groupe Numericable sont totalement infondées. Le 25 février 2013, la Cour d'arbitrage de la Chambre commerciale internationale de Paris a rejeté de manière définitive l'ensemble des demandes du groupe Numericable d'un montant de 542 millions d'euros portant sur les conventions d'occupation conclues en 2004.

■ La société Completel a saisi en 2010 le Tribunal de commerce de Paris pour réclamer à Orange le versement de dommages-intérêts du fait de ses pratiques sur le marché de gros de l'accès à internet en haut débit entre 2000 et 2002. Le 13 décembre 2011, le tribunal a entièrement débouté Completel de ses réclamations, jugeant que Completel n'avait pu subir le moindre dommage du fait de ces pratiques compte tenu de sa stratégie propre et de ses capacités financières à l'époque des faits. Completel a fait appel du jugement. Ses réclamations s'élèvent à 496 millions d'euros. La décision de la Cour d'appel de Paris devrait intervenir en 2014.

■ Le 5 avril 2012, l'Autorité de la concurrence a adressé à Orange une notification de griefs dans le cadre de la procédure ouverte en 2007 à la suite de deux plaintes de Free concernant le déploiement des réseaux de fibre optique en France. Un accord est intervenu le 25 juillet 2013 avec Free aux termes duquel Orange s'est engagé à modifier les modalités de déploiement de ses réseaux fibres dans certaines communes de la zone très dense afin de permettre aux opérateurs tiers d'accélérer le développement de leur propre réseau. En contrepartie, Free s'est désisté de ses saisines et s'est engagé à cofinancer le déploiement de la fibre dans les communes concernées. L'Autorité de la concurrence a pris acte de cet accord et a classé le dossier.

■ Le 9 décembre 2009, SFR a annoncé avoir saisi l'Autorité de la concurrence de pratiques anticoncurrentielles d'Orange sur le marché des prestations de résorption des zones blanches des collectivités territoriales en haut débit. La société Altitude Infrastructure a déposé une plainte comparable en juillet 2009. Ces plaintes mettent en cause les délais et les tarifs de fourniture par Orange de son offre de gros aux opérateurs souhaitant répondre aux collectivités territoriales ou les conditions dans lesquelles Orange répond elle-même aux appels d'offres des collectivités. L'instruction est en cours. Parallèlement, SFR a introduit le 18 juin 2013 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation de son préjudice. Ses demandes s'élèvent provisoirement à 50 millions d'euros. En l'état du dossier et, en tout état de cause, en l'absence de décision de l'Autorité de la concurrence sur les pratiques dont SFR lui fait grief, Orange juge infondées les demandes formulées par cette dernière.

■ Le 23 juillet 2010, la Commission européenne a informé Orange qu'elle rejetait la plainte pour abus de position dominante dont elle avait été saisie en mars 2009 par Vivendi et Iliad (Free) et qui visait des pratiques d'Orange sur les marchés de gros de l'accès à la boucle locale et de l'accès à internet en haut débit en France. La Commission européenne a rejeté toutes les allégations des plaignants pour conclure, par une décision motivée, au défaut d'intérêt de l'Union européenne à poursuivre l'enquête. Le 16 octobre 2013, le Tribunal de l'Union européenne a rejeté le recours de Vivendi contre la décision de la Commission européenne et intégralement confirmé celle-ci.

- Le 3 février 2010, SFR puis, le 10 novembre 2010, Verizon, ont assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris en vue du remboursement de trop-perçus allégués sur les prestations d'interconnexion d'Orange en 2006 et 2007, prestations dont les tarifs ne reflèteraient pas les coûts. Les prétentions de SFR s'élèvent à plus de 48 millions d'euros et celles de Verizon à près de 37 millions d'euros. Orange en conteste le bien-fondé. Les 18 et 25 juin 2013, le Tribunal a débouté Verizon et SFR de leurs demandes respectivement sur les prestations d'interconnexion d'Orange en 2006 et 2007 pour SFR et sur l'ensemble des prestations de gros d'accès ou d'interconnexion entre 2006 et 2010 pour Verizon. Il a toutefois condamné Orange à verser à Verizon la somme de 500 000 euros au titre de l'année 2008. SFR et Verizon ont fait appel des jugements. Dans les jours précédant ces décisions, les sociétés Colt, British Telecom France et Completel ont assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris sur les mêmes fondements que Verizon. Les prétentions des trois opérateurs s'élèvent provisoirement à un montant total de 27 millions d'euros. Orange considère que ces demandes ne sont pas fondées.
- Le 24 avril 2012, SFR a assigné Orange devant le Tribunal de commerce de Paris dénonçant ses offres de détail dédiées aux résidences secondaires et réclamant 218 millions d'euros au titre du préjudice prétendument subi. Le 12 février 2014, le tribunal a jugé qu'Orange a commis un abus de position dominante en ne permettant pas à SFR de reproduire ses offres de téléphonie fixe destinées aux résidences secondaires et en couplant ces offres avec des offres de téléphonie fixe destinées aux résidences principales. Il a condamné à ce titre Orange à verser 51 millions d'euros de dommages et intérêts à SFR, le jugement étant assorti de l'exécution provisoire, ce qui a conduit Orange à comptabiliser au 31 décembre 2013 une dette du même montant. Orange considère l'action de SFR dénuée de tout fondement et va interjeter appel du jugement devant la Cour d'appel de Paris.
- En juillet 2013, la Commission européenne a procédé dans les locaux d'Orange et dans ceux d'autres opérateurs européens à des opérations de visites et de saisies dans le cadre d'une autosaisine au contentieux visant la connectivité internet sur les réseaux d'accès domestique et le marché du transit international. Dans une décision du 20 septembre 2012, depuis confirmée par la Cour d'appel de Paris, et saisie par la société Cogent sur des paramètres proches de ceux fondant l'autosaisine de la Commission européenne, l'Autorité de la concurrence a déjà considéré qu'il n'y avait pas lieu de notifier des griefs à Orange, et lui a reconnu le droit d'être rémunéré par les opérateurs de transit IP pour les déséquilibres significatifs dans les échanges de trafic. Orange a déposé un recours le 31 juillet 2013 devant le Tribunal de l'Union européenne afin de contester la proportionnalité des mesures d'investigation diligentées par la Commission européenne.

## Réseaux mobiles

- Le 13 décembre 2012, l'Autorité de la concurrence a prononcé des amendes de 117 millions d'euros à l'encontre d'Orange et de 66 millions d'euros à l'encontre de SFR pour

avoir mis en œuvre dans le cadre d'offres d'abondance lancées en 2005 une discrimination tarifaire excessive entre les appels à destination de leur propre réseau et ceux à destination des réseaux concurrents. Cette amende, qui a été payée, a été prononcée au terme d'une enquête ouverte en 2006 sur saisine de Bouygues Telecom. Selon l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom aurait été contrainte, compte tenu de son parc d'abonnés plus restreint, de répliquer aux offres incriminées par des offres d'abondance à destination de tous les réseaux qui auraient comprimé ses marges. Orange considère que cette décision est infondée et a déposé un recours devant la Cour d'appel de Paris le 16 janvier 2013. La décision de la Cour devrait intervenir au deuxième trimestre 2014.

Faisant suite à la condamnation d'Orange par l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom, Oméa Telecom et Euro-Information Telecom ont chacun assigné Orange en juin 2013 devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice qu'ils estiment avoir subi du fait des pratiques sanctionnées. Le montant total des préjudices provisoirement allégués par les demandeurs s'élève à 828 millions d'euros. Orange conteste la réalité de ces préjudices et a demandé au tribunal de sursoir à statuer tant qu'une décision définitive n'est pas rendue sur sa condamnation par l'Autorité de la concurrence.

- Les 14 avril 2008 et 14 juin 2010, Bouygues Telecom puis, le 9 août 2010, SFR, ont saisi l'Autorité de la concurrence de plaintes dénonçant, sur les marchés des communications fixes et mobile entreprises, des pratiques de remises fidélisantes, de couplage, de tarifs discriminatoires et de prix prédateurs de la part d'Orange en France. Orange estime que ces accusations sont infondées. Le 9 décembre 2010, des opérations de visite et saisie ont toutefois été menées par l'Autorité de la concurrence dans les locaux d'Orange. Le 15 mai 2012, la Cour d'appel de Paris a rejeté les appels introduits contre les ordonnances ayant autorisé ces opérations et les recours contre le déroulé de ces opérations. L'Autorité de la concurrence a commencé l'instruction du dossier en mars 2013.

Parallèlement à l'instruction en cours devant l'Autorité de la concurrence, Bouygues Telecom a introduit le 13 juin 2013 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation d'un préjudice qu'elle estime provisoirement à 400 millions d'euros du fait de ces pratiques. En l'état du dossier, Orange juge infondées les demandes formulées par Bouygues Telecom et a obtenu du tribunal un sursis à statuer jusqu'à la décision de l'Autorité de la concurrence.

- Digicel et Outremer Telecom ont, respectivement en juillet 2004 et juillet 2005, saisi le Conseil de la concurrence de pratiques d'Orange Caraïbe et d'Orange SA sur les marchés mobile et fixe-vers-mobile aux Antilles et en Guyane. L'Autorité de la concurrence a joint les deux affaires en 2007 et, le 9 décembre 2009, a condamné Orange à une amende d'un montant total de 63 millions d'euros. Orange a acquitté cette amende mais a déposé un recours contre cette décision devant la Cour d'appel de Paris, qui, le 23 septembre 2010, l'a réduite de 3 millions d'euros. Orange s'est toutefois pourvu en cassation contre cette

décision de la Cour, tout comme le Président de l'Autorité de la concurrence et Digicel. Le 31 janvier 2012, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris pour un nouvel examen au fond. Le 4 juillet 2013, la Cour d'appel de Paris a confirmé sa première décision condamnant Orange à une amende de 60 millions d'euros. Orange s'est à nouveau pourvu en cassation de même que Digicel.

Parallèlement à cette procédure devant l'Autorité de la concurrence, Digicel a introduit en mars 2009 une action indemnitaire devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation d'un préjudice qu'elle estime à 329 millions d'euros du fait de ces pratiques. De même, Outremer Télécom a introduit une action de même nature devant le Tribunal de commerce de Paris le 11 octobre 2010, sollicitant la réparation d'un préjudice qu'elle estime à environ 70 millions d'euros. Orange Caraïbe et Orange SA considèrent que ces demandes sont infondées et que leur montant apparaît en tout état de cause totalement injustifié. Le 21 mai 2012, le Tribunal a décidé de surseoir à statuer sur ces actions indemnitaires dans l'attente de la décision de la Cour d'appel dans la procédure initiée par l'Autorité de la concurrence. Suite à la décision de la cour d'appel, l'action d'Outremer Telecom a repris son cours.

- En octobre 2012, SFR a porté plainte devant la Commission européenne pour dénoncer le contrat d'itinérance mobile mis en œuvre début 2012 entre Free et Orange. SFR considère que la conclusion de ce contrat constitue une prise de contrôle de Free Mobile par le groupe Orange, conjointement avec le groupe Iliad. Ainsi, selon SFR, cette prise de contrôle conjoint aurait dû être notifiée à la Commission. En mars 2013, la Commission européenne a adressé à SFR une lettre de pré-rejet de sa saisine. En l'absence de toute réponse de SFR à cette lettre, celle-ci s'est automatiquement transformée en rejet implicite définitif.

## Procédures commerciales et administratives

- En 2004, Orange a été assignée devant le Tribunal de commerce de Paris par la société Suberdine, distributrice des offres d'Orange de 1995 à 2003, et par certains de ses actionnaires. Suberdine, alors représentée conjointement par ses deux liquidateurs amiable et judiciaire, lui reprochait la rupture brutale de leur relation commerciale et lui imputait la responsabilité de sa faillite intervenue fin 2003. En mars 2006, le Tribunal a condamné Orange à verser 12 millions d'euros de dommages-intérêts à la liquidation de Suberdine et a débouté les actionnaires de leurs demandes.

Le liquidateur judiciaire n'a pas fait appel. Après deux décisions de la Cour d'appel de Paris déclarant irrecevables les recours du liquidateur amiable, et deux cassations partielles, la Cour d'appel de Versailles, saisie cette fois par les deux liquidateurs, les a, le 14 novembre 2013, déclarés tous deux irrecevables en raison de l'autorité de la chose jugée du jugement du Tribunal de commerce de Paris. Dans ses dernières écritures devant la Cour, le liquidateur amiable réclamait à Orange jusqu'à 768 millions d'euros de dommages et intérêts pour gains manqués et rupture brutale de relation commerciale, Orange considérant de son côté que ces demandes ne se distinguent en rien du préjudice subi par la société Suberdine elle-même, tel qu'il a été réclamé conjointement par ses deux liquidateurs puis définitivement jugé en 2006 par le Tribunal de commerce dont la décision a été exécutée par Orange. En décembre 2013, les deux liquidateurs ont déposé un troisième pourvoi devant la Cour de Cassation.

- Le 27 juin 2012, la Cour d'appel de Paris, statuant sur renvoi après cassation partielle, a confirmé le rejet de l'ensemble des demandes des sociétés Lectiel et Groupadress visant à la reconnaissance d'un préjudice estimé à 376 millions d'euros au moins qui aurait résulté du refus d'Orange de mettre gratuitement à leur disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne. La cour était appelée à déterminer si la faute concurrentielle, par ailleurs caractérisée à l'encontre d'Orange avant 1999, avait causé un préjudice à Lectiel et Groupadress, et à hauteur de quel montant. Elle a jugé que ces dernières ne pouvaient caractériser le moindre préjudice dès lors qu'elles avaient pratiqué le téléchargement illicite des données pendant l'intégralité de la période considérée. Le 13 décembre 2012, le liquidateur judiciaire de Lectiel a formé un nouveau pourvoi en cassation. Au 31 décembre 2013, la procédure est toujours en cours.
- En novembre 2000, la SNCF a déposé un recours devant le Tribunal administratif de Paris réclamant à Orange le versement d'une indemnité pour l'utilisation de ses infrastructures ferroviaires de 1992 à fin 1996. En décembre 2010, la SNCF a porté le montant total de ses réclamations à 562 millions d'euros. Le 21 mai 2013, Orange et la SNCF ont signé un protocole d'accord transactionnel afin de solder le litige qui prévoit le versement à la SNCF d'une indemnité forfaitaire et définitive dont le montant était provisionné dans les comptes au 31 décembre 2012. Par Ordonnance du 5 juin 2013, le Président de la Cour administrative d'appel de Paris a pris acte des désistements des parties ce qui a mis un terme définitif à cette procédure.

## Aides d'Etat

Deux procédures sont actuellement pendantes devant les juridictions de l'Union européenne concernant des aides d'Etat dont aurait bénéficié Orange.

■ En janvier 2003, la Commission européenne a lancé une enquête portant sur les mesures financières annoncées par l'Etat le 4 décembre 2002. A cette date, l'Etat avait annoncé qu'il était prêt à anticiper sa participation au renforcement des fonds propres d'Orange SA aux côtés d'investisseurs privés à travers une avance d'actionnaire qui n'a jamais été mise en place. En 2004, la Commission a indiqué que ces mesures étaient incompatibles avec le marché commun mais n'a pas demandé le remboursement de l'aide. L'Etat et Orange, mais également l'AFORS Télécom et Bouygues Telecom, ont déposé des recours contre cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne (TUE). Le 21 mai 2010, le TUE a annulé la décision de la Commission européenne, jugeant que, bien que cette déclaration de l'Etat ait conféré, avec d'autres déclarations de soutien à Orange, un avantage financier à cette dernière, elles n'ont engagé aucune ressource d'Etat et ne peuvent être qualifiées d'aides d'Etat. Mais le 19 mars 2013, la CJUE a annulé l'arrêt du TUE en considérant que, bien que l'avance d'actionnaire n'ait pas été mise en place, elle a conféré à Orange un avantage octroyé au moyen de ressources étatiques car grevant potentiellement le budget de l'Etat. L'affaire a été renvoyée devant le TUE pour un nouvel examen. L'arrêt de la CJUE ne remet pas en cause les effets de la décision de la Commission européenne qui n'imposait aucune mesure de remboursement de l'aide. Une audience pourrait se tenir devant le TUE au premier semestre 2014.

■ Le 20 mai 2008, la Commission européenne a ouvert une procédure d'enquête approfondie afin d'analyser la conformité avec la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat de la réforme du régime des charges supportées par Orange SA relativement au paiement des retraites de son personnel ayant le statut de fonctionnaires de l'Etat français, prévue par la loi du 26 juillet 1996 lors de la transformation de France Télécom en société anonyme. L'ouverture de cette enquête faisait suite à une plainte de Bouygues Telecom déposée en 2002.

La réforme de 1996 a prévu l'abandon du régime dérogatoire qui pesait sur Orange depuis la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, et le versement par Orange à l'Etat d'une contribution forfaitaire exceptionnelle de 5,7 milliards d'euros en 1997 ainsi que d'une cotisation libératoire annuelle. Cette dernière visait à égaliser les niveaux de charges sociales et fiscales obligatoires assises sur les salaires entre Orange et ses concurrents pour les risques communs aux salariés de droit commun et aux fonctionnaires de l'Etat, mais n'incluait pas le paiement par Orange des cotisations liées aux risques dits "non communs" (non encourus par les fonctionnaires de l'Etat), à savoir les cotisations correspondant au risque chômage et au risque de non-paiement des salaires en cas de redressement ou de liquidation de l'entreprise.

Par une décision du 20 décembre 2011, la Commission européenne a imposé à l'Etat d'aligner le calcul des cotisations sociales d'Orange SA sur celui de ses concurrents, y compris s'agissant des risques non communs. Selon les calculs des autorités françaises, la méthodologie suivie par la Commission conduit Orange à être redevable sur une base mensuelle des nouvelles cotisations à partir du 12 janvier 2012. Dans l'attente de l'exécution de la décision, Orange a mis en place un compte séquestre sur lequel ont été versées, chaque mois, les cotisations supplémentaires réclamées, ce qui a eu pour effet de la priver de la jouissance des montants correspondants.

En application de la décision de la Commission européenne, une modification de la loi du 2 juillet 1990 a été votée le 16 août 2012 qui impose désormais la soumission d'Orange aux risques non communs ; ce dispositif étant applicable de façon rétroactive à la contribution due au titre des rémunérations versées en 2012. A la suite de la publication le 28 novembre 2012 du décret d'application de cette loi, l'ensemble des cotisations dues et placées sur le compte séquestre ont été versées à l'Etat en décembre. Depuis décembre 2012, elles sont directement acquittées par Orange aux organismes de collecte.

L'Etat et Orange SA ont déposé, respectivement le 2 mars 2012 et le 22 août 2012, des recours en annulation contre la décision de la Commission européenne devant le TUE. Orange SA considère en effet que cette décision crée un très fort désavantage structurel pour l'entreprise par rapport à ses concurrents et contredit plusieurs décisions prises précédemment par la Commission elle-même, en particulier celle de 2007 concernant La Poste pour une réforme identique. Ces recours ne sont pas suspensifs. La décision du TUE pourrait intervenir en 2014.

## Litiges internationaux

■ Parallèlement aux actions poursuivies depuis 2003 par l'ancien dirigeant de MobilCom Gerhardt Schmid et certains actionnaires minoritaires de MobilCom en compensation du préjudice, évalué à plusieurs milliards d'euros, qui aurait résulté pour eux de l'abandon du projet de développement de l'UMTS en Allemagne, auxquelles la Cour suprême allemande a mis fin par sa décision du 23 avril 2012, quelques actionnaires de Freenet poursuivent une action contentieuse à l'encontre de leur société au motif d'une sous-évaluation de l'action MobilCom au moment de sa fusion avec Freenet en 2007. Cette action viserait à obliger la Direction de Freenet à tenter à son tour une action indemnitaire contre Orange. Le 16 août 2013, le tribunal de Kiel a débouté les actionnaires, jugeant qu'ils ne peuvent remettre en cause la fusion au titre d'une soi-disant créance à l'encontre d'Orange. Les actionnaires ont fait appel de cette décision.

■ Le 24 mai 2013, la Cour d'appel de Paris a confirmé l'irrecevabilité des prétentions des consorts Mikati, actionnaires minoritaires de FTML, qui ont assigné en 2007 Orange SA devant le Tribunal de commerce de Paris en paiement d'une indemnité de 97 millions de dollars américains, FTML étant appelée au procès. Les consorts

Mikati reprochent à Orange SA d'avoir prétendument imposé à sa sous-filiale libanaise, contre les intérêts de celle-ci, l'accord transactionnel du 12 janvier 2006 par lequel FTML et son actionnaire majoritaire FTMI ont soldé avec le gouvernement libanais l'ensemble de leurs différends afférents au contrat BOT (*build-operate-transfer*) d'un réseau de téléphonie mobile au Liban, ce qui selon les minoritaires aurait eu pour effet de les priver de leur quote-part de l'indemnité de 266 millions de dollars américains allouée à FTML et FTMI par des sentences arbitrales de janvier et avril 2005. Les consorts Mikati se sont pourvus en cassation.

Hors les contestations de contrôles fiscaux et le litige devant les juridictions de l'Union européenne à propos du prélèvement par la France de certaines taxes sur les opérateurs télécom qui sont décrits par ailleurs dans ces comptes (voir notes 3.2 *Impôts, taxes et versements assimilés* et 5.3.3 *Provision pour notification contestée*), il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou arbitrale dont Orange SA ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange SA soit menacée), ayant eu au cours des douze derniers mois ou susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

## NOTE 8

## Transactions avec les entreprises et les parties liées

Les principales transactions avec les entreprises liées sont résumées ci-dessous et s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Les transactions avec les parties liées additionnelles concernent les principales opérations courantes réalisées avec les sociétés membres du Groupe et non totalement détenues (directement et indirectement) par Orange SA et les sociétés dans lesquelles le Président du Conseil d'administration d'Orange SA est membre du Conseil d'administration, du Conseil de surveillance ou du Comité exécutif.

Par ailleurs, les prestations de communications fournies aux services de l'Etat, qui figure parmi les clients les plus importants d'Orange SA, et aux collectivités territoriales, sont rendues à des conditions courantes.

Les montants supérieurs à 200 millions d'euros sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Créances	Dettes	Charges d'exploitation
<b>Entreprises liées</b>			
Atlas Services Belgium		1 165	
FCT Titriobs	485 <sup>(1)</sup>		
FCT Valmy (SCR)	99 <sup>(1)</sup>		
FCT Valmy (SCP)	97 <sup>(1)</sup>		
FT España		393	
Groupe Equant	289	1 155	640
Orange Brand Services Limited		772	292
Orange Global Limited		3 169	
Orange Telecommunications Group Limited		446	
Wirefree Services Belgium		1 342	
<b>Parties liées</b>			
EE		218	

(1) Voir note 4.2 *Immobilisations financières*.

## NOTE 9

## Événements postérieurs à la clôture

**Modification des termes du TDIRA**

Le 6 janvier 2014, l'Assemblée Générale des porteurs de la tranche Banques du TDIRA s'est réunie pour acter des modifications au contrat décrites en note 5.2 *Autres fonds propres*.

**Emissions et remboursements d'emprunts obligataires****Emission obligataire subordonnée perpétuelle**

Le 29 janvier 2014, Orange SA a émis l'équivalent de 2,8 milliards d'euros d'obligations subordonnées perpétuelles en euros et en livres sterling, en trois tranches : 1 milliard d'euros avec un coupon annuel de 4,25 %, 1 milliard d'euros avec un coupon annuel de 5,25 % et 650 millions de livres sterling avec un coupon annuel de 5,875 % (4,95 % après conversion en euros). Orange SA dispose d'une option de rachat de chacune de ces tranches respectivement à compter de 6 ans, 10 ans et 8 ans. En normes françaises, cette dette sera comptabilisée en autres fonds propres.

**Emission obligataire aux États-Unis**

Le 31 janvier 2014, Orange SA a émis aux États-Unis un emprunt obligataire de 1,6 milliard de dollars en deux tranches

à taux fixe : 750 millions de dollars à échéance 2019 portant intérêt au taux de 2,75 % et 850 millions de dollars à échéance 2044 portant intérêt au taux de 5,50 %.

**Remboursement d'un emprunt obligataire**

Le 22 janvier 2014, Orange SA a procédé au remboursement du solde à l'échéance d'un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros.

**Rachat anticipé de 1,2 milliard de dollars en mars 2014**

Le 30 janvier 2014, Orange SA a annoncé son intention de racheter par anticipation le solde de 1,2 milliard de dollars de l'emprunt obligataire à échéance juillet 2014. Le remboursement anticipé est prévu en mars 2014.

**Offre Réservée au Personnel**

Le Conseil d'administration a demandé lors de la séance du 5 mars 2014, à la Direction générale d'étudier la mise en place d'une Offre Réservée au Personnel (ORP) destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe. Cette ORP serait proposée aux salariés en France dans le cadre du Plan d'épargne Groupe et ne concernerait que des actions détenues en autocontrôle par Orange SA.

## NOTE 10

## Principes comptables

Les comptes annuels d'Orange SA sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions du Plan Comptable Général.

**10.1 Principes comptables****10.1.1 Opérations en devises**

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises aux cours de clôture sont inscrites en écart de conversion actif lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en écart de conversion passif lorsqu'il s'agit d'un gain latent.

Concernant les opérations financières, les pertes et les gains latents sont déterminés par devise et par année d'échéance, en prenant en compte l'ensemble des positions bilan et hors bilan. Pour les opérations commerciales, les pertes et les gains latents sont déterminés par devise. Une provision est constituée pour les pertes de change latentes nettes ainsi calculées.

**10.1.2 Comptabilisation des produits**

Les principaux produits issus des activités d'Orange SA sont comptabilisés de la manière suivante :

**Fournitures d'équipement**

Les produits des ventes de terminaux et accessoires sont constatés lors de la livraison. Les frais de mise en service sont enregistrés en produit lors de l'activation de la ligne.

Les produits liés à la location d'équipement sont reconnus linéairement sur la durée du contrat.

**Prestations de service**

Les produits des abonnements téléphoniques et d'accès à internet sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de la prestation correspondante.

Les produits des communications téléphoniques entrantes et sortantes sont enregistrés lorsque la prestation est rendue.

Les produits relatifs à l'utilisation des liaisons louées et des moyens de transmission de données à moyen et haut débits sont constatés de manière linéaire sur la durée du contrat.

Les produits relatifs à la vente des capacités de transmission sur des câbles sous-marins et terrestres sont enregistrés linéairement sur la durée contractuelle.

Les revenus provenant de la publicité sur internet sont reconnus sur la période de réalisation de la prestation publicitaire.

## Ventes de contenu

Les revenus issus de la vente de numéros à revenus et à coûts partagés (Audiotel, numéros colorés, numéros à tarification spéciale, etc.) sont reconnus pour leur montant brut lorsque Orange SA dispose d'une latitude raisonnable dans la fixation du prix facturé au client final et demeure responsable de la détermination des principales caractéristiques du contenu (service ou produit) ; et pour leur montant net des versements aux prestataires desdits services lorsque ces derniers ont la responsabilité du service et déterminent la tarification de l'abonné.

Les revenus issus de la vente ou de la mise à disposition de contenus (audio, vidéo, jeux, etc.) au travers des différents moyens de communication (mobile, PC, TV, téléphone fixe, etc.) sont reconnus pour leur montant brut lorsque Orange SA est le principal responsable dans la transaction vis-à-vis du client final, supporte le risque sur le stock, et dispose d'une latitude dans la sélection des fournisseurs de contenu et dans la détermination du prix au client final ; et pour leur montant net des versements lorsque les fournisseurs de contenu sont responsables de la fourniture du contenu au client final et fixent les prix de détail.

## Coûts d'acquisition et programmes de fidélisation des clients

Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients, autres que ceux encourus dans le cadre des programmes de fidélisation, sont enregistrés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, c'est-à-dire au moment de la réalisation de la transaction.

Le traitement comptable des droits à réduction accordés pour fidéliser les clients est défini par l'avis 2004-E du Comité d'urgence du CNC du 13 octobre 2004. Dès l'octroi du droit à un avantage l'entreprise s'engage à accorder à ses clients des réductions monétaires ou des avantages en nature. La contre-valeur en euros des droits à réduction accordés est comptabilisée en produits constatés d'avance. Elle est estimée en fonction d'hypothèses de taux de résiliation et de taux d'utilisation des droits par les abonnés et est différée jusqu'à la date de transformation en chiffre d'affaires lors d'une vente ultérieure. Ce principe est appliqué au programme PCM (Programme Changer de Mobile) existant au sein d'Orange SA sous condition de souscription d'un nouvel engagement contractuel.

### 10.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les malis techniques de fusion, les droits au bail, les licences,

les brevets, les droits d'usage, les logiciels ainsi que les frais de développement.

## Valeur brute

Les malis techniques qui sont constatés lors d'opérations de fusion sont comptabilisés en tant que fonds commerciaux : il s'agit d'éléments non amortissables soumis à un test de dépréciation. A cette fin, ils sont affectés de manière extra-comptable aux différents actifs apportés dans le cadre des fusions, et ce dans la mesure où la plus-value latente constatée par actif est significative. Les éléments constitutifs des malis font l'objet d'un test de dépréciation dont les principes sont mentionnés en note 10.1.5 *Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels*.

Les droits au bail ne sont pas amortis, car ils sont considérés comme ayant une durée de vie indéfinie. Ces actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les licences (hors les licences d'exploitation des réseaux mobile), les brevets, les *Indefeasible Right of Use* (droits d'usage de câbles ou de capacité de transmission) sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis linéairement sur leur durée de vie.

Les licences d'exploitation des réseaux mobile ont un coût d'acquisition constitué d'une part fixe immobilisée et d'une part variable comptabilisée en charges (égale à 1 % du chiffre d'affaires éligible). La période d'amortissement des licences démarre à compter de la date à laquelle le réseau est techniquement prêt pour une commercialisation effective du service et se termine à la date de fin d'attribution, à l'exception du premier bloc de fréquences de la licence UMTS pour lequel la période d'amortissement est effective à compter de la date d'attribution.

Les logiciels développés en interne sont immobilisés à leur coût de production et sont amortis linéairement sur leur durée de vie.

Les frais de développement sont immobilisés et amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité dès que sont démontrées :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ; et
- la fiabilité de leur évaluation.

Les frais de recherche et développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

## Amortissement

L'amortissement d'un actif est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus propre à chaque élément constitutif de l'actif, en fonction de leur utilisation probable.

Le mode linéaire est généralement retenu sur les durées d'utilité suivantes :

Licences de réseaux mobiles	15 à 20 ans
Brevets	14 ans
Droits d'utilisation des câbles	10 ans
Informatique (applications, logiciels, licences), plateformes de services clients, R&D	3 à 5 ans

### 10.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent principalement des installations et équipements liés aux réseaux.

#### Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend, le cas échéant, l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, à raison de l'obligation qu'Orange SA encourt.

Le coût des réseaux comprend les frais d'études et de construction, ainsi que les frais engagés pour l'amélioration de la capacité des équipements et installations.

Le mode linéaire est généralement retenu sur les durées d'utilité suivantes :

Bâtiments (dont constructions légères), aménagements, agencements	5 à 30 ans
Infrastructures (génie civil, câbles, poteaux, pylônes, frais de recherche et d'aménagement de sites mobile)	8 à 30 ans
Équipements (commutation, transmission...) et installations des réseaux fixes et mobiles, y compris logiciels indissociables du sous-jacent	5 à 20 ans
Matériel informatique, terminaux	3 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Orange SA utilise les possibilités offertes par la réglementation fiscale en matière d'amortissements dérogatoires. La différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire est comptabilisée en provisions réglementées au bilan.

### 10.1.5 Dépréciation des actifs immobilisés corporels et incorporels

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes, révision des flux de trésorerie opérationnels...), leur valeur actuelle apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage : celle-ci correspond à la valeur estimée des

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs, qui sont comptabilisés séparément lorsque les différentes composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de modes d'amortissement différents.

#### Amortissement

L'amortissement d'un actif est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus propre à chaque élément constitutif de l'actif, en fonction de leur utilisation probable.

avantages économiques futurs liés à leur utilisation et à leur sortie. Pour les actifs destinés à être cédés, la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci étant appréciée par référence au prix de marché.

Les tests de dépréciation sont réalisés par groupe d'actifs en comparant la valeur actuelle et la valeur nette comptable. Notamment, un mali technique subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un ou plusieurs actifs sous-jacents auxquels une quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable du ou des actifs précités, y compris la quote-part de mali qui leur est affectée.

### 10.1.6 Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits à leur coût historique d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés au compte de résultat.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre leur coût historique d'acquisition (y compris, le cas échéant, la quote-part de mali qui leur est affectée) et leur valeur actuelle.

La valeur actuelle est égale à la valeur d'utilité pour les participations stratégiques. En revanche, la valeur vénale s'applique lorsqu'une cession a été décidée.

La valeur d'utilité d'un titre de participation est constituée de la valeur d'entreprise estimée de l'entité constitutive de la participation, diminuée de son endettement net (ou augmentée de ses liquidités nettes), calculée dans sa devise et convertie au taux de clôture en euros.

En raison de la volatilité à court terme des valorisations boursières et du caractère stratégique de ses participations, Orange SA privilégie, dans son appréciation de la valeur d'entreprise, la méthode des flux de trésorerie actualisés. Ceux-ci sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction d'Orange SA, de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires issus du processus de planification et établis sur des périodes allant de trois ans à cinq ans ;
- au-delà de cet horizon, les flux peuvent être extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle spécifique à chaque activité ;
- l'actualisation des flux est effectuée selon des taux appropriés à la nature des activités.

La valeur vénale est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente, nette des coûts associés, lors d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Cette estimation est valorisée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

D'autres critères, tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité, les capitaux propres sociaux, la quote-part de la valeur dans l'ensemble de rattachement (sur une base historique), peuvent être pris en compte, seuls ou en complément de la valeur d'utilité, dans la détermination de la valeur actuelle, en fonction de la nature spécifique de chaque participation.

### Dépôts de garantie-espèces (*cash collateral*)

Orange SA a conclu avec ses principales contreparties bancaires des accords de garantie-espèces qui évoluent selon la valorisation des opérations hors bilan réalisées avec ces contreparties. Le montant de ces dépôts est fortement corrélé aux variations des devises et des taux d'intérêts.

Les dépôts versés sont inscrits en immobilisations financières et les dépôts reçus sont constatés en autres emprunts à court terme.

## 10.1.7 Stocks

Les matériels de maintenance des réseaux et les équipements destinés aux clients sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition, lequel est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

## 10.1.8 Créances clients

En raison des différents types de clientèle (particuliers, grandes entreprises, clients professionnels et opérateurs de réseaux mobiles virtuels "MVNO"), Orange SA ne se considère pas exposée à une concentration du risque client. Des provisions sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances. Ces provisions sont fondées sur une appréciation individuelle ou statistique de ce risque selon le segment de clientèle.

### Titrisation

Les créances commerciales "Grand Public" et une partie des créances commerciales "entreprises" sont cédées à des fonds communs de titrisation (FCT) dans le cadre de programmes de cession de créances commerciales. Les créances ainsi cédées ne sont pas inscrites à l'actif du bilan. Lorsqu'il y a décote, celle-ci correspond à la différence entre la valeur nominale et le prix de cession de la créance, et est enregistrée en résultat financier. Par ailleurs, les intérêts conservés sous diverses formes (parts subordonnées, fonds de réserve, etc.) dans ces créances sont enregistrés en immobilisations financières. La dépréciation de ces intérêts, déterminée en fonction du risque de non-recouvrement des créances cédées, est présentée en diminution des immobilisations financières. Les frais de cession des créances, ainsi que les commissions et intérêts financiers rémunérant les porteurs de parts des FCT, sont comptabilisés en résultat financier.

En 2011, les programmes de titrisation de créances commerciales "Grand Public" et "entreprises" et leurs financements ont été étendus pour une durée respectivement de trois et cinq ans.

## 10.1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le cas échéant, elles font l'objet d'une provision pour dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de Bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Toutefois, conformément au règlement CRC n° 2008-15 du 4 décembre 2008, les valeurs mobilières de placement correspondant aux actions acquises ou détenues dans le cadre des plans d'attribution gratuite d'actions ne font l'objet d'aucune dépréciation : la perte liée à leur sortie du bilan sans contrepartie est appréhendée par la comptabilisation d'une provision (cf. note 10.1.17 *Autres avantages au personnel*).

## 10.1.10 Frais d'augmentation de capital

Conformément à l'avis 2000-D du Comité d'urgence du CNC, les frais externes directement liés à l'augmentation de capital sont imputés sur la prime d'émission. Les autres coûts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

## 10.1.11 Autres fonds propres

Lorsque, au regard des clauses du contrat d'émission ou au vu des conditions économiques au moment de l'émission, un instrument financier rémunéré n'est pas remboursable à l'initiative du prêteur ou son remboursement s'effectue par

attribution d'un instrument de capitaux propres, cet instrument est inscrit en *Autres fonds propres*.

Les titres à durée indéterminée remboursables en actions (TDIRA) émis le 3 mars 2003 par Orange SA sont, compte tenu de leurs caractéristiques, classés dans cette rubrique.

### 10.1.12 Subventions d'investissement

Orange SA est susceptible de recevoir des subventions d'investissement non remboursables sous la forme de financements de travaux directs ou indirects par des tiers, principalement des collectivités territoriales. Les subventions sont comptabilisées au passif du bilan. Elles sont reprises au résultat au même rythme et sur la même durée que les amortissements des immobilisations financées.

### 10.1.13 Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission d'emprunts obligataires sont enregistrés dans les charges d'exploitation de l'exercice d'émission des emprunts. Les primes de remboursement des obligations sont comptabilisées en charges financières sur la durée de l'emprunt concerné.

### 10.1.14 Instruments financiers dérivés

Orange SA gère les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change, en utilisant des instruments financiers (dérivés), notamment des *cross currency interest rate swaps*, *swaps* de taux d'intérêt, *caps*, *floors*, contrats *future* sur marché organisé, contrats de change à terme, *swaps* de devises, et options de change. Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes :

- les différentiels d'intérêts à recevoir ou à payer résultant des dérivés de taux ainsi que les primes et soultes liées à ces opérations sont constatés en résultat de manière symétrique à l'élément couvert ;
- les gains et pertes résultant des dérivés de change affectés à la couverture d'éléments du bilan sont enregistrés comme des corrections du résultat de change de l'élément couvert ; si l'instrument de couverture est dénoué ou échoué avant l'élément couvert, les gains ou pertes qui en résultent sont figés au bilan jusqu'au dénouement de ce dernier, avant d'être reclassés en résultat ;
- les gains et pertes résultant des dérivés affectés à la couverture des engagements fermes ou transactions futures identifiables sont différés et pris en compte dans la valorisation de la transaction concernée qui intervient lors de son dénouement.

Certaines opérations respectant les critères de la politique de gestion de couverture d'Orange SA ne sont pas qualifiées comptablement de couverture. Ces opérations sont évaluées de la manière suivante :

- pour les opérations réalisées sur des marchés organisés, les appels de marge sont pris en compte immédiatement dans le résultat ;
- pour les dérivés de taux négociés de gré à gré, les pertes latentes nettes, calculées instrument par instrument, sont intégralement provisionnées ; les gains latents ne sont pas constatés, conformément au principe de prudence ; les gains réalisés sont enregistrés en résultat au moment du dénouement de l'opération.

### 10.1.15 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation d'Orange SA à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont il est probable que le règlement se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques d'Orange SA ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait qu'Orange SA assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions pour risques et charges correspond à la sortie de ressources qu'Orange SA devra probablement supporter pour éteindre son obligation.

Les passifs éventuels font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés, dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou
- des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées, soit parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

### Litiges

Dans le cours normal de ses activités, Orange SA est impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges pouvant résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, et la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

### Démantèlement et remise en état de sites

Orange SA a l'obligation de démanteler les équipements techniques installés et de remettre en état les sites techniques qu'elle occupe.

La valorisation de la provision est fonction d'un coût de démantèlement (unitaire pour les poteaux, publiphones et sites d'antennes mobiles ou à la tonne pour les équipements

électriques et électroniques) supporté par Orange SA pour répondre à ses obligations environnementales et des prévisions annuelles de dépose des actifs et de départ des sites.

La provision est estimée sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir sur la base de la meilleure estimation qui permettra d'éteindre l'obligation. Elle est actualisée à un taux sans risque. Cette estimation est révisée chaque année et si nécessaire la provision est ajustée avec pour contrepartie l'actif de démantèlement reconnu.

### 10.1.16 Avantages du personnel à long terme

Les avantages du personnel sont offerts à travers :

- des régimes à cotisations définies : les cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus ; ou
- des régimes à prestations définies : le montant des engagements représentatifs de ces régimes est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées, conformément à la recommandation du CNC n° 2003-R.01.

En application de cette recommandation :

- le calcul des engagements intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation...) et fait l'objet d'une actualisation ;
- le taux d'actualisation est déterminé régime par régime, par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie ; il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, après analyse par Orange SA de leur pertinence et notamment de leur composition (qualité des émetteurs) ;
- les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice selon la méthode du corridor (étalement, sur la durée d'activité résiduelle des bénéficiaires, des écarts excédant 10 % du montant le plus élevé entre (i) la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et (ii) la juste valeur des éventuels actifs du régime).

Les régimes à prestations définies d'Orange SA ne sont en général pas financés. Un seul régime fait l'objet d'une couverture par des actifs ; ces actifs étant cotés, leur juste valeur correspond à leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice. Le rendement global à long terme attendu de ces actifs de couverture a été déterminé sur la base d'une analyse tenant compte du taux de rendement attendu de chaque catégorie d'actif du portefeuille, lequel est évalué en s'appuyant sur des études relatives à l'évolution des taux d'inflation, du taux d'intérêt à long terme et de la prime de risque afférente. Ces facteurs sont combinés et comparés au marché pour déterminer les hypothèses de taux de rendement à long terme.

Les avantages du personnel regroupent les avantages postérieurs à l'emploi (essentiellement des engagements de

retraite), les indemnités de fin de contrat de travail et les autres avantages à long terme.

### Avantages postérieurs à l'emploi

#### **Retraites des agents fonctionnaires en France**

Les agents fonctionnaires employés d'Orange SA relèvent du régime des pensions civiles et militaires administrées par l'Etat. La loi relative à l'entreprise nationale (loi n° 96 660 du 26 juillet 1996) dispose que l'obligation d'Orange SA se limite au versement d'une contribution libératoire annuelle. En conséquence, Orange SA n'a pas d'engagement complémentaire de couverture des déficits éventuels futurs relatifs au régime de retraite de ses agents fonctionnaires et autres régimes de la fonction publique.

Le régime de retraite des agents fonctionnaires est un régime à cotisations définies.

#### **Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires**

Les indemnités de départ à la retraite contractuelles versées par Orange SA à ses salariés, soit sous forme d'une prime, soit sous forme d'une rente dont le montant dépend de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite, relèvent d'un régime à prestations définies.

#### **Avantages sociaux accordés aux retraités autres que les pensions**

Les avantages sociaux accordés par Orange SA à ses retraités, tels que les terminaux téléphoniques ou la couverture de certains frais de santé, constituent un régime à prestations définies.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Les écarts actuariels relatifs aux indemnités de fin de contrat de travail constatés au cours de l'exercice sont immédiatement reconnus au compte de résultat.

### Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par Orange SA concernent principalement les absences rémunérées de longue durée et les dispositifs relatifs au Temps Partiel Seniors (TPS).

Les écarts actuariels constatés au cours de l'exercice sont immédiatement reconnus au compte de résultat.

### 10.1.17 Autres avantages du personnel

#### **Plans d'options de souscription d'actions**

L'attribution d'options de souscription d'actions n'entraînant aucune sortie de ressource pour Orange SA, aucune charge n'est comptabilisée au titre de ces plans, conformément au règlement CRC n° 2008-15 du 4 décembre 2008.

#### **Plan d'attribution gratuite d'actions**

Conformément au règlement CRC n° 2008-15 du 4 décembre 2008, l'attribution gratuite d'actions donne lieu à la

comptabilisation d'une provision qui est constatée de manière progressive sur la durée d'acquisition des droits, dès lors que l'attribution des actions est subordonnée au respect par le bénéficiaire d'une période de service.

Le montant de la provision correspond au coût d'entrée des actions à la date de leur affectation au plan d'attribution (prix d'acquisition des actions) ou, pour la part des actions restant à acquérir, au coût probable de rachat des actions évalué à la date de clôture des comptes (cours de l'action Orange SA au 31 décembre).

## 10.2 Recours à des estimations

Pour établir les comptes d'Orange SA, la Direction procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées, d'obtention de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2013 pourraient être sensiblement modifiées. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations concernent les actifs et les passifs, notamment les provisions, les actifs incorporels et corporels, les titres de participation.

### NOTE 11

## Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Le montant brut global, hors charges patronales, des rémunérations totales (salaires bruts, primes, avantages en nature, jetons de présence, intéressement, participation et abondement) versé au cours de l'exercice 2013 par Orange SA et les sociétés qu'elle contrôle, aux personnes qui sont au 31 décembre 2013, ou qui ont été au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif d'Orange SA s'élève à

9 368 542 euros, contre 10 647 631 euros versés au cours de l'exercice 2012.

Aucune indemnité de fin de contrat n'a été versée en 2013.

Par ailleurs, le montant relatif à ces mêmes éléments de rémunération comptabilisé en 2013 s'élève à 10 365 525 euros, contre 11 060 015 euros en 2012.

## 4.8 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Orange, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 10.2 de l'annexe, la Direction de votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses comptes annuels et les notes qui les accompagnent. Cette note précise également que les estimations retenues au 31 décembre 2013 pourraient être sensiblement modifiées en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou à la suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous avons estimé que, parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations, figurent les titres de participation, les immobilisations incorporelles et corporelles et les provisions pour risques.

Nous avons notamment :

- en ce qui concerne les actifs mentionnés ci-dessus, apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles la Direction fonde ses estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles, revu les calculs effectués par celle-ci et les sensibilités des principales valeurs d'utilité, comparé les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la Direction et apprécié le caractère approprié des informations données dans les notes 4.1, 4.2, 10.1.5 et 10.1.6 de l'annexe ;
- s'agissant des provisions relatives aux litiges, apprécié les bases sur lesquelles ces provisions ont été constituées, revu les informations relatives aux risques contenues dans l'annexe, examiné la procédure d'approbation de ces estimations par la Direction et apprécié le caractère approprié des informations données dans les notes 5.3, 7 et 10.1.15.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le Rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le Rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,

le 6 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG Audit**  
Vincent de La Bachelerie

**DELOITTE & ASSOCIES**  
Frédéric Moulin

## 4.9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT D'ORANGE SA

Les comptes sociaux annuels d'Orange SA sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions du Plan Comptable Général.

### 4.9.1 Description et principales évolutions de l'activité

La société anonyme Orange ("Orange SA") est la société mère du groupe Orange. Elle supporte les activités mobiles, fixes, internet et de services de communication aux entreprises du groupe Orange en France et elle est à ce titre le premier opérateur de télécommunications en France. Avec ses filiales, elle constitue en outre l'un des principaux opérateurs au monde. Les activités de la Société sont détaillées à la section 3.1 *Présentation générale de l'activité*.

Une analyse de l'évolution des affaires de la Société au cours de l'exercice 2013 est présentée dans le Rapport de gestion du Groupe, section 4.3.3 *analyse par secteur opérationnel*.

Par ailleurs, les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2013 sont décrits dans le Rapport de gestion du Groupe, à la section 4.3.1.4 *Faits marquants*.

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture et jusqu'à la date d'arrêté des comptes sont décrits à la section 4.7 *Comptes annuels d'Orange SA, note 9*.

D'un point de vue opérationnel, la société Orange SA regroupe pour l'essentiel en 2013 les activités des anciennes sociétés France Télécom SA (activités fixes, accès à internet et services aux entreprises) et Orange France SA (activités mobiles).

Afin de permettre des comparaisons et une analyse des variations pertinentes, des données à base comparable, reflétant le même périmètre qu'en 2013, sont présentées pour l'exercice 2012. Elles ont été établies pour les éléments du résultat d'exploitation, lequel traduit l'activité opérationnelle courante.

Du fait de l'existence d'événements ponctuels non récurrents, la présentation des données à base comparable n'est en revanche pas pertinente pour les résultats financier et exceptionnel.

Les données 2012 historiques qui figurent dans les tableaux sont celles relatives à l'ancienne société France Télécom SA.

(en millions d'euros)	2013	2012 données à base comparable	Var. (%) données à base comparable	2012 données historiques (FTSA)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>24 550</b>	<b>25 980</b>	<b>(5,5) %</b>	<b>20 857</b>
Autres produits d'exploitation	2 524	2 468	2,3 %	2 324
Achats et autres charges externes	(11 013)	(11 541)	(4,6) %	(10 376)
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 163)	(1 204)	(3,4) %	(938)
Charges de personnel	(6 588)	(6 630)	(0,6) %	(6 454)
Autres charges d'exploitation	(983)	(974)	0,9 %	(612)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(3 355)	(3 183)	5,4 %	(2 380)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 972</b>	<b>4 916</b>	<b>(19,2) %</b>	<b>2 421</b>

### 4.9.2 Formation du résultat

Les données ci-dessous sont relatives aux postes du compte de résultat issus des comptes annuels d'Orange SA ("comptes sociaux"). Elles sont signées en fonction de leur impact sur le résultat de la Société (signe ( ) pour un impact défavorable, pas de signe pour un impact favorable). Les variations entre

les périodes sont exprimées en pourcentage (signe ( ) pour une diminution du poste en valeur absolue, pas de signe pour une augmentation du poste en valeur absolue).

Les données 2012 sont toujours en données historiques non retraitées, sauf mention contraire.

## 4.9.2.1 Résultat d'exploitation

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre		
	2013	2012 données à base comparable	Var. (%) données à base comparable
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>24 550</b>	<b>25 980</b>	<b>(5,5) %</b>
Autres produits d'exploitation	2 524	2 468	2,3 %
Consommations matériels et marchandises	(2 238)	(2 385)	(6,2) %
Autres achats et charges externes	(8 775)	(9 156)	(4,2) %
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 163)	(1 204)	(3,4) %
Charges de personnel	(6 588)	(6 630)	(0,6) %
Autres charges d'exploitation	(983)	(974)	0,9 %
Dotations aux amortissements et provisions	(3 355)	(3 183)	5,4 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 972</b>	<b>4 916</b>	<b>(19,2) %</b>

### Chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires d'Orange SA par marché, pour les exercices 2013 et 2012 à base comparable, ainsi que les variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre		
	2013	2012 données à base comparable	Var. (%) données à base comparable
<b>Services mobiles</b>	<b>8 190</b>	<b>9 094</b>	<b>(9,9) %</b>
<b>Ventes d'équipements mobiles</b>	<b>546</b>	<b>536</b>	<b>1,9 %</b>
<b>Services fixes</b>	<b>14 776</b>	<b>15 168</b>	<b>(2,6) %</b>
dont Téléphonie fixe des postes d'abonnés	3 978	4 541	(12,4) %
dont Services haut débit	4 372	4 375	(0,1) %
dont Services aux opérateurs	3 712	3 591	3,4 %
dont Transport de données	2 714	2 661	2,0 %
<b>Autres revenus</b>	<b>1 038</b>	<b>1 182</b>	<b>(12,2) %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 550</b>	<b>25 980</b>	<b>(5,5) %</b>

Le chiffre d'affaires d'Orange SA s'établit à 24,6 milliards d'euros en 2013 contre 26,0 milliards d'euros en 2012 en données à base comparable. La diminution de 5,5 % entre les deux années reflète, pour l'essentiel, l'effet des baisses de prix des services mobiles liées au contexte concurrentiel en France, le recul tendanciel de la téléphonie fixe des postes d'abonnés et l'impact des baisses de certains prix de gros décidées par le régulateur.

#### Services mobiles

Le chiffre d'affaires des services mobiles est en diminution de 9,9 % en données à base comparable, marqué par l'effet des baisses de prix des services mobiles liées au contexte concurrentiel en France (développement des offres SIM-only et ajustement des tarifs des offres premium Open et Origami). S'y ajoute l'impact de la baisse des tarifs réglementés sur le chiffre d'affaires des terminaisons d'appels des services de voix et de données. Ces éléments sont partiellement compensés par la progression des revenus de l'itinérance nationale.

#### Ventes d'équipements mobiles

La progression de 1,9 % des ventes d'équipements mobiles est liée à la hausse du prix unitaire moyen avec le développement des *smartphones* que compense partiellement la diminution du nombre de terminaux vendus.

#### Services fixes

##### Téléphonie fixe des postes d'abonnés

Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe enregistre une diminution de 12,4 %, marqué par le développement des accès haut débit sans abonnement téléphonique (via le dégroupage total de lignes téléphoniques, l'ADSL nu et la Fibre optique) et la progression des services de Voix sur IP.

##### Services haut débit

Le chiffre d'affaires des services haut débit est quasi stable par rapport à l'année précédente (- 0,1 % en données à base comparable). La progression de 2,2 % du nombre d'accès haut débit (principalement l'ADSL et la Fibre optique) et la hausse des revenus de la vidéo à la demande et des autres contenus en ligne, sont compensées par l'impact de la part croissante des offres *quadruple play* Open qui bénéficient de remises tarifaires.

### Services aux opérateurs

Le chiffre d'affaires des services aux opérateurs est en hausse de 3,4 % : la progression des revenus du dégroupage de lignes téléphoniques et de la vente en gros d'abonnements téléphoniques, est partiellement compensée par l'impact des baisses de prix de l'interconnexion nationale décidées par le régulateur.

### Transport de données

Hors l'effet du changement de comptabilisation des services d'informations téléphoniques, le chiffre d'affaires du transport

de données enregistre une hausse de 2,0 %. La baisse tendancielle des services de transport de données historiques est pour une large part compensée par la progression soutenue des services plus récents, notamment des solutions IP.

### Autres revenus

Les autres revenus sont en recul de 12,2 % avec la baisse des ventes et locations d'équipements fixes, des revenus des portails, de la publiphonie et des prestations diverses.

## Indicateurs opérationnels

Données quantitatives en milliers	Cumul à fin décembre	
	Réalisé 2013	Réalisé 2012
<b>Services mobiles<sup>(1)</sup></b>		
<b>Nombre de clients de la téléphonie mobile</b>	<b>27 014</b>	<b>27 190</b>
dont Nombre de clients avec forfait	20 861	19 704
dont Nombre de clients avec offres prépayées	6 153	7 486
ARPU mobile	295	333
AUPU mobile	224	206
<b>Services fixes</b>		
<b>Nombre total de lignes téléphoniques fixes gérées par Orange SA</b>	<b>33 810</b>	<b>34 078</b>
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public	17 126	17 623
Nombre de lignes téléphoniques Opérateurs	13 161	12 577
dont Nombre de lignes en dégroupage total	10 805	10 004
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises	3 355	3 681
Nombre de clients fixes haut débit	10 108	9 893
Nombre de clients aux services VoIP	8 722	8 366
Nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite	5 619	5 067
<b>Services aux entreprises</b>		
<b>Nombre d'accès IP-VPN</b>	<b>286</b>	<b>281</b>

(1) Les indicateurs opérationnels pour les services mobiles figurant dans le tableau ci-dessus sont ceux publiés par le Groupe, pour son secteur opérationnel France, comprenant également les filiales exerçant leurs activités dans les départements d'Outre-mer (essentiellement la Réunion et les Caraïbes).

### Autres produits d'exploitation (hors chiffre d'affaires)

Les autres produits d'exploitation augmentent de 2,3 % en un an en données à base comparable. Cette évolution s'explique notamment par l'impact des reprises de provisions, nettes des dotations, et par l'augmentation du montant des transferts de charges (essentiellement coûts liés au Temps Partiel Senior).

### Charges d'exploitation

Les consommations de matériels et de marchandises passent de (2 385) millions d'euros en 2012 à base comparable à (2 238) millions d'euros en 2013, soit une diminution de 6,2 %. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des achats de terminaux (Livebox, mobiles et décodeurs).

Les autres achats et charges externes diminuent de 4,2 % par rapport à 2012 à base comparable pour s'établir à

(8 775) millions d'euros en 2013, expliqués notamment par une baisse des frais généraux, des charges informatiques et des charges opérateurs.

Les impôts, taxes et versements assimilés sont en diminution de 3,4 %, à (1 163) millions d'euros en 2013, contre (1 204) millions d'euros à base comparable 2012. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de la charge relative à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises.

Les frais de personnel diminuent de 42 millions d'euros pour s'établir à (6 588) millions d'euros en 2013, contre (6 630) millions d'euros en 2012 à base comparable. Cette baisse s'explique notamment par l'impact du Crédit d'impôt compétitivité emploi (74 millions d'euros).

Les autres charges d'exploitation augmentent de 9 millions d'euros entre 2012 à base comparable et 2013, pour s'établir à (983) millions d'euros en 2013, du fait notamment de la baisse des reversements liés aux redevances de brevets et des reversements aux éditeurs de contenus.

Les **dotations aux amortissements et provisions** augmentent de 172 millions d'euros entre 2012 à base comparable et 2013 pour s'établir à (3 355) millions d'euros en 2013, en lien avec l'augmentation des investissements, principalement au titre du déploiement des réseaux pour le très haut débit mobile (4G) et fixe (FTTH en fibre optique).

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 3 972 millions d'euros en 2013, en diminution de 19,2 % par rapport à 2012 à base comparable. Le taux de marge (ratio du résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires) baisse de 2,7 points, passant de 18,9 % en 2012 à 16,2 % en 2013.

#### 4.9.2.2 Résultat financier

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012 données historiques (FTSA)
Charges financières nettes hors TDIRA	(1 314)	(1 492)
Charges d'intérêts des TDIRA	(40)	(54)
Gains et pertes de change	(39)	172
Dividendes reçus	425	1 274
Variation des provisions sur titres de participation et créances rattachées	(485)	(4 753)
Autres produits / autres charges / effets de désactualisation	32	(61)
Variation des provisions sur risques financiers	4	1 109
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 417)</b>	<b>(3 805)</b>

Les principaux événements impactant le résultat financier de 2013 et de 2012 sont décrits ci-après :

##### ■ en 2013 :

- les **charges financières nettes hors TDIRA** s'élèvent à (1 314) millions d'euros et comprennent essentiellement les intérêts sur emprunts pour un montant de (1 377) millions d'euros,
- la **perte nette de change** s'élève à (39) millions d'euros et comprend les pertes de change net de (160) millions d'euros, compensées par une variation de provision de change de 122 millions d'euros,
- les **dividendes reçus** s'élèvent à 425 millions d'euros, provenant essentiellement d'OTGL pour 188 millions d'euros, de TPSA pour 81 millions d'euros et de Orange Caraïbes pour 64 millions d'euros,
- la **variation des provisions sur titres de participation et créances rattachées** s'établit à (485) millions d'euros ; celle-ci provient essentiellement de la dotation sur les titres ASB pour (732) millions d'euros et de Orange Participations pour (81) millions d'euros, compensée

partiellement par la reprise de la provision sur les titres TPSA pour un montant de 300 millions d'euros ;

##### ■ en 2012 :

- les **charges financières nettes hors TDIRA** s'élèvent à (1 492) millions d'euros et comprennent essentiellement les intérêts sur emprunts pour un montant de (1 586) millions d'euros,
- le **résultat de change** s'élève à 172 millions d'euros, comprenant notamment un gain sur le remboursement d'un emprunt en GBP et l'impact positif du dénouement de dérivés dans le cadre de la cession d'Orange Suisse,
- les **dividendes reçus** s'élèvent à 1 274 millions d'euros essentiellement en provenance d'Orange Holding SA pour 682 millions d'euros et de TPSA pour 239 millions d'euros,
- la **variation des provisions sur titres de participation et créances rattachés** s'établit à (4 753) millions d'euros ; elle s'explique principalement par l'impact de la dotation sur les titres Orange Holding SA pour un montant de (3 470) millions d'euros et de TPSA pour (1 307) millions d'euros.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre		
	2013	2012 données historiques (FTSA)	Variations 2013-2012
<b>Charges financières nettes (hors TDIRA)</b>	<b>(1 314)</b>	<b>(1 492)</b>	<b>178</b>
Endettement financier net en fin de période <sup>(1)</sup>	26 419	25 014	1 405
Encours moyen de l'endettement financier net sur la période <sup>(2)</sup>	25 034	23 490	1 544
Coût moyen pondéré du portefeuille obligataire <sup>(3)</sup>	4,75 %	5,25 %	(0,50) pt

(1) Cf. § 4.9.3.5.

(2) Encours moyen de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus.

(3) Source Bloomberg.

Concernant l'**exposition aux risques de marché et les instruments financiers**, la politique d'Orange SA n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. L'ensemble des risques de marché et des

instruments financiers est présenté dans la note 5.5 de l'annexe aux comptes sociaux *Exposition aux risques de marché*.

#### 4.9.2.3 Résultat exceptionnel

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012 données historiques (FTSA)
Temps Partiel Senior	(155)	(1 225)
Variation de provisions - cessions et mises au rebut et autres éléments exceptionnels	(388)	731
Variation des provisions réglementées	(46)	(24)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(589)</b>	<b>(518)</b>

Les principaux éléments impactant le résultat exceptionnel de 2013 et 2012 sont décrits ci-après :

- En 2013, la charge liée au Temps Partiel Senior correspond uniquement au coût des services passés. Les autres éléments exceptionnels incluent essentiellement i) la charge nette liée à la notification fiscale contestée pour un montant de (46) millions comprenant une reprise de provision de 2 100 millions d'euros et une charge d'impôts sur les sociétés et intérêts de retard pour un montant de (2 146) millions d'euros ; ii) des charges de restructuration pour un montant de (186) millions d'euros ; iii) diverses provisions pour risques et charges pour un montant de (90) millions d'euros et iv) la variation des provisions réglementées pour un montant de (46) millions d'euros.
- En 2012, la charge liée au Temps Partiel Senior inclut l'effet de l'accord signé le 31 décembre 2012 portant sur l'emploi des séniors et les mesures en faveur des deuxièmes parties de carrières. Les autres éléments exceptionnels résultent notamment de la plus-value nette de cession de 100 % de la filiale France Câbles et Radio pour un montant de 770 millions d'euros et de la variation des provisions réglementées pour un montant de (24) millions.

#### 4.9.2.4 Résultat net

Après prise en compte de la participation des salariés pour (136) millions d'euros en 2013, contre (134) millions d'euros en 2012 et de l'impôt sur les sociétés (voir note 3.6 de l'annexe aux comptes annuels), qui représente une charge nette d'un montant de (316) millions d'euros en 2013 (contre un produit net de 753 millions d'euros en 2012), le résultat net d'Orange SA s'établit à 1 514 millions d'euros pour l'exercice 2013, contre (1 283) millions d'euros en 2012 (résultat net de l'ancienne société France Télécom SA).

Aucune réintégration de frais généraux au sens de l'article 223 *quinquies* du Code général des impôts n'a été effectuée au cours de l'exercice 2013. Les loyers de véhicules non déductibles, portés en dépenses somptuaires de la déclaration fiscale 2058-A, ont été réintégrés.

#### 4.9.3 Bilan

Les données présentées au 31 décembre 2013 correspondent aux comptes sociaux d'Orange SA (ensemble fusionné) et celles du 31 décembre 2012 aux comptes sociaux de France Télécom SA (données historiques).

##### 4.9.3.1 Actif immobilisé

L'**actif immobilisé net** diminue de 797 millions d'euros entre 2012 et 2013 pour s'établir à 81 628 millions d'euros en 2013. Cette variation s'explique principalement par l'impact des opérations de fusion décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels *Opérations de fusion*. En effet, ces opérations se traduisent par une variation nette à la baisse des immobilisations financières (- 26 529 millions d'euros), compensée partiellement par l'apport des immobilisations corporelles et incorporelles issues des entités fusionnées (4 669 millions d'euros) et par la comptabilisation, au sein des immobilisations incorporelles, d'un mali de fusion (20 600 millions d'euros).

##### 4.9.3.2 Actif circulant

L'**actif net circulant hors valeurs mobilières de placement, disponibilités et charges constatées d'avance**, représente 2 561 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 759 millions d'euros entre 2012 et 2013.

La principale diminution concerne les **créances clients et comptes rattachés** nettes, soit une baisse de 932 millions d'euros par rapport à 2012. Cette évolution s'explique principalement par l'impact des fusions qui génèrent une diminution du poste de 780 millions d'euros (essentiellement liée à l'élimination des créances intragroupe entre les entités fusionnées). Les **autres créances** nettes, comprenant les avances et acomptes reçus, passent de 1 258 millions d'euros en 2012 à 1 370 millions d'euros en 2013. Cette variation à la hausse s'explique notamment par la créance d'impôt comptabilisée en 2013 au titre du crédit d'impôt compétitivité et emploi (74 millions).

Le montant net des **valeurs mobilières de placement** s'élève à 4 574 millions d'euros en 2013, contre 7 238 millions d'euros en 2012, soit une diminution de 2 664 millions d'euros.

Les **disponibilités augmentent** de 380 millions d'euros entre 2012 et 2013.

#### 4.9.3.3 Capitaux propres et autres fonds propres

Le montant des capitaux propres s'élève à 32 738 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 2 163 millions d'euros par rapport à 2012. Cette évolution s'explique principalement par :

- l'impact positif de la réappréciation, préalablement aux opérations de fusions, des titres Orange Holding SA, pour un montant de 2 116 millions d'euros ;
- l'incidence positive du résultat de l'exercice 2013, pour un montant de 1 514 millions d'euros ;
- compensés partiellement par le versement de (1 314) millions de dividendes, comprenant :
  - le versement de (526) millions d'euros au titre du solde du dividende 2012,
  - le versement en décembre 2013 d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2013, pour un montant de (788) millions d'euros,

Les autres fonds propres comprennent 1 461 millions d'euros de TDIRA en 2013, contre 1 471 millions d'euros en 2012.

#### 4.9.3.6 Dettes fournisseurs

La décomposition par date d'échéance à la clôture de l'exercice du solde à l'égard des fournisseurs est la suivante :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012 données historiques (FTSA)
Non échues	4 342	2 758
Echues depuis deux mois au maximum	57	52
Echues depuis plus de deux mois	103	54
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>4 502</b>	<b>2 864</b>

#### 4.9.3.4 Provisions pour risques et charges

Les **provisions pour risques et charges** s'élèvent à 4 481 millions d'euros au 31 décembre 2013, en diminution de 1 630 millions d'euros par rapport à l'année précédente. La variation des provisions pour risques et charges s'explique notamment par une reprise de provision de 2 100 millions d'euros suite au paiement par Orange SA du montant du redressement fiscal mentionné dans la note 5.3.3 de l'annexe aux comptes sociaux *Provision pour notification contestée* et par une dotation nette de reprise à la provision sur titres de participation de (485) millions d'euros (voir détail dans la note 3.4 de l'annexe aux comptes annuels *Résultat financier*).

#### 4.9.3.5 Dettes financières

Les **dettes financières brutes** sont de 31 744 millions d'euros en 2013, se ventilant entre 29 960 millions d'euros d'emprunts à long et moyen terme (dont 3 169 millions d'euros à échéance 2014) et 1 784 millions d'euros de dettes à court terme. Les disponibilités, quasi-disponibilités et valeurs mobilières de placement étant de 5 325 millions d'euros en 2013, **l'endettement financier, net de la trésorerie disponible**, s'élève à 26 419 millions d'euros en 2013, contre 25 014 millions d'euros en 2012. Ainsi, la hausse de l'endettement net sur l'année 2013 s'élève à 1 405 millions d'euros. L'échéancier, la composition et la structure de l'endettement financier figurent à la note 5.4 de l'annexe des *Comptes annuels d'Orange SA*.

#### 4.9.4 Prises de participation

En 2013, Orange SA a souscrit à des augmentations de capital de ses filiales Orange Participations et Orange Capital pour respectivement, 85 millions d'euros et 23,2 millions d'euros par apport en numéraire.

## 4.9.5 Résultats de la Société au cours des derniers exercices

Nature des indications	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social (en euro)	10 595 541 532	10 595 541 532	10 595 541 532	10 595 434 424	10 594 839 096
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 648 885 383	2 648 885 383	2 648 885 383	2 648 858 606	2 648 709 774
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b> (en millions d'euros) - convention de signe : produit / (charge)					
Chiffre d'affaires hors taxes	24 550	20 857	21 423	22 402	22 500
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 532	5 527	6 941	2 159	(9 695)
Impôts sur les bénéfices	(316)	753	656	1 214	1 274
Participation des salariés	(136)	(134)	(164)	(263)	(234)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 514	(1 283)	3 714	1 067	(1 416)
Résultat distribué <sup>(1)</sup>		2 054	3 690	3 707	3 705
<b>Résultat par action</b> (en euros)					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	1,16	2,32	2,81	1,17	(3,27)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,57	(0,48)	1,40	0,40	(0,53)
Dividendes attribués par action <sup>(1)</sup>		0,78	1,40	1,40	1,40
<b>Personnel</b> (en millions d'euros, sauf les effectifs)					
Effectif moyen pendant l'exercice (équivalent temps plein)	88 958	88 996	89 940	89 229	90 492
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 222	4 110	4 087	4 075	4 054
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) <sup>(2)</sup>	2 366	2 344	2 268	2 185	2 273

(1) Soumis à la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2014.

(2) Inclut l'intéressement (le montant de la masse salariale utilisé pour le calcul de l'intéressement versé par la société Orange SA est de 4 160 millions d'euros pour l'exercice 2013).



<b>5.1</b>	<b>COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</b>	<b>314</b>
5.1.1	Conseil d'administration	314
5.1.2	Dirigeants mandataires sociaux	317
5.1.3	Comité exécutif	318
5.1.4	Informations sur les mandataires sociaux et cadres dirigeants	320
<b>5.2</b>	<b>GOVERNEMENT D'ENTREPRISE</b>	<b>326</b>
5.2.1	Référence à un Code de gouvernement d'entreprise	326
5.2.2	Fonctionnement du Conseil d'administration	327
5.2.3	Fonctionnement de la Direction générale	333
<b>5.3</b>	<b>REMUNERATION ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET CADRES DIRIGEANTS</b>	<b>335</b>
5.3.1	Rémunération des mandataires sociaux	335
5.3.2	Rémunération du Comité exécutif	340
5.3.3	Sommes provisionnées pour pensions, retraites ou autres avantages	340
<b>5.4</b>	<b>GESTION DES RISQUES</b>	<b>341</b>
5.4.1	Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques	341
5.4.2	Autres politiques contribuant à la gestion des risques	346
<b>5.5</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>348</b>
	Rapport établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Orange	348
<b>5.6</b>	<b>RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>349</b>
	L'éthique, une partie intégrante de la gouvernance du Groupe	349
	Une vision stratégique claire	349
5.6.1	Informations sociales	350
5.6.2	Informations environnementales	363
5.6.3	Engagements sociétaux	371
5.6.4	Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion	378

## 5.1 COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### 5.1.1 Conseil d'administration

Au 26 mars 2014, date d'approbation du Rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne par le Conseil d'administration, celui-ci est composé de 15 membres : le Président, sept administrateurs

indépendants, trois administrateurs représentant la sphère publique, trois administrateurs élus par le personnel et un administrateur représentant le personnel actionnaire.

#### ► PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Stéphane Richard	9 juin 2010	A l'issue de l'AG du 27 mai 2014 <sup>(1)</sup>

(1) Le Conseil d'administration du 26 mars 2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le renouvellement du mandat pour une période de quatre ans.

**Stéphane Richard**, né en 1961, est Président-Directeur Général d'Orange depuis le 1<sup>er</sup> mars 2011. Il a rejoint le groupe Orange en septembre 2009 et a exercé successivement les fonctions de Directeur Général adjoint chargé des Opérations France, de Directeur Général Délégué et de Directeur Général. Entre 1992 et 2003, Stéphane Richard a été successivement adjoint du Directeur financier de la Compagnie Générale des Eaux, Directeur Général de la Compagnie Immobilière Phénix et Président de la CGIS (Compagnie Générale d'Immobilier et

de Services) devenue Nexity. Entre 2003 et 2007, il était Directeur Général adjoint de Veolia Environnement et Directeur Général de Veolia Transport ainsi qu'administrateur d'Orange. De 2007 et 2009, Stéphane Richard était Directeur de cabinet du ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Stéphane Richard est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et de l'Ecole nationale d'administration. Il est de nationalité française.

#### ► ADMINISTRATEURS INDEPENDANTS

	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Bernard Dufau	25 février 2003 <sup>(1)</sup>	A l'issue de l'AG 2015
José-Luis Durán	5 février 2008 <sup>(2)</sup>	A l'issue de l'AG 2016
Charles-Henri Filippi	5 février 2008 <sup>(2)</sup>	A l'issue de l'AG 2016
Claudie Haigneré	21 mai 2007 <sup>(3)</sup>	A l'issue de l'AG 2016
Helle Kristoffersen	7 juin 2011	A l'issue de l'AG 2015
Muriel Pénicaud	7 juin 2011	A l'issue de l'AG 2015
Jean-Michel Severino	7 juin 2011	A l'issue de l'AG 2015

(1) Mandat renouvelé par l'Assemblée Générale le 22 avril 2005 et le 7 juin 2011.

(2) Cooptation ratifiée par l'Assemblée Générale du 27 mai 2008 et suivie d'une nouvelle nomination par la même Assemblée sur la base des nouveaux statuts. Mandat renouvelé par l'Assemblée Générale du 5 juin 2012.

(3) Mandat renouvelé par l'Assemblée Générale du 5 juin 2012.

**Bernard Dufau**, né en 1941, a rejoint IBM France en tant qu'ingénieur en 1966, puis a occupé jusqu'en 1981 différents postes dans le marketing et le management commercial en province et à Paris. Consultant à IBM Corporation aux Etats-Unis (1981-1983), Directeur commercial (1983-1988), Directeur Général des opérations (1988-1993) d'IBM France, il devient en 1994 Directeur Général du secteur de la Distribution pour IBM Europe. Du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 1<sup>er</sup> avril 2001, Bernard Dufau est Président-Directeur Général d'IBM France. De juillet 2001 à décembre 2005, Bernard Dufau a exercé des activités de consultant en stratégie. Bernard Dufau est diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité et ancien Président de l'Amicale des ingénieurs Supélec. Bernard Dufau est de nationalité française.

**José-Luis Durán**, né en 1964, est Directeur Général de la société Devanlay SA et Président de Lacoste Holding. Après des études d'économie, il a commencé sa carrière en 1987

chez Arthur Andersen. Entré chez Pryca (filiale de Carrefour) en 1991, il y exerce successivement les fonctions de contrôleur de gestion (1991-1994), contrôleur de gestion Europe du Sud (1994-1996), puis contrôleur de gestion Amériques jusqu'en 1997. Après avoir été Directeur financier de Pryca, il devient Directeur financier de Carrefour Espagne en 1999. En avril 2001, il est nommé Directeur Général finances et gestion, et organisation et systèmes de Carrefour et rejoint le Comité exécutif du groupe. José-Luis Durán a été Directeur Général du groupe Carrefour et Président du Directoire de 2005 à 2008. José-Luis Durán est de nationalité espagnole.

**Charles-Henri Filippi**, né en 1952, est Président de Citigroup France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ayant rejoint le CCF en 1987, après plusieurs années passées au sein de l'administration française et des cabinets ministériels, il est devenu Directeur Général du CCF France en 1998, puis a été nommé à la Direction générale du groupe HSBC en 2001

comme responsable des activités de Grande Clientèle pour l'ensemble du groupe. Il est devenu Président-Directeur Général de HSBC France en mars 2004, puis Président non exécutif à partir d'août 2007, responsabilité qu'il a occupée jusqu'au 31 décembre 2008. Il a également été Senior Advisor chez CVC Capital Partners France jusqu'au 31 décembre 2010, Associé chez Weinberg Capital Partners jusqu'au 31 décembre 2011, et Président et fondateur des sociétés de gestion Octagones et Alfina de 2008 à 2012. Charles-Henri Filippi est de nationalité française.

**Claudie Haigneré**, née en 1957, est, depuis février 2010, Présidente d'Universcience (Etablissement public issu du rapprochement entre le Palais de la découverte et la Cité des sciences et de l'industrie). Médecin de formation, rhumatologue, spécialiste en médecine aéronautique, docteur es sciences et astronaute du CNES puis de l'ESA (une mission spatiale à bord de MIR en 1996 et une seconde mission à bord de l'ISS en 2001), elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes de mars 2004 à mai 2005, après avoir été ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies de juin 2002 à mars 2004. De 2005 à 2013, elle a été conseillère du Directeur Général de l'ESA (*European Space Agency*) pour la politique spatiale européenne. Claudie Haigneré est également engagée dans un soutien à plusieurs associations de santé : les maisons de parents pour enfants hospitalisés, l'Alliance des maladies rares avec la fondation Groupama et l'association Kourir des enfants atteints de polyarthrite juvénile, marraine de la fondation Courtin-Arthritis. Claudie Haigneré est également administratrice de la Fondation C-Génial, de l'Académie des Technologies, de la Fondation de France, de la Fondation d'Entreprise L'Oréal, de l'ENS Paris et du PRES Hesam. Elle est membre de l'Académie des Technologies, membre de l'Académie des Sports, membre de l'Académie des Sciences et Technologies de Belgique et de IAA (International Academy of Astronautic). Elle a reçu en 2006 le prix Louise Weiss pour son action européenne. Elle est par ailleurs marraine de la Cité de l'Espace à Toulouse, de l'Institut de myologie de la Pitié Salpêtrière réalisé par l'AFM et de nombreuses écoles et promotions d'étudiants. Claudie Haigneré est Grand Officier de la Légion d'Honneur. Elle est de nationalité française.

**Helle Kristoffersen**, née en 1964, est, depuis janvier 2012, Directrice de la Stratégie et Intelligence Economique du groupe Total. Elle était auparavant Directrice adjointe au sein de cette même Direction de janvier à décembre 2011. Elle a fait l'essentiel de sa carrière depuis 1994 au sein du groupe Alcatel devenu Alcatel-Lucent. Après y avoir occupé divers

postes elle a été, entre 2005 et 2008, Vice-présidente Stratégie Groupe puis Senior Vice-président Marchés Verticaux du groupe Alcatel-Lucent de janvier 2009 à décembre 2010. Helle Kristoffersen est diplômée de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE). Elle est Chevalier de la Légion d'Honneur. Née au Danemark, elle est de nationalité française.

**Muriel Pénicaud**, née en 1955, est Présidente du Conseil national éducation-économie (CNEE) depuis février 2014, Présidente du Conseil d'administration d'AgroParisTech depuis 2013 et Présidente du Conseil d'administration du Fonds Danone Ecosystème depuis 2009. Muriel Pénicaud a débuté sa carrière en 1976 en tant qu'administratrice territoriale puis a créé et dirigé deux associations. Entrée en 1985 au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, elle y a occupé plusieurs fonctions de direction et de cabinet, dont celle de conseillère auprès du ministre du Travail. Après des fonctions de direction internationale dans les ressources humaines chez Danone de 1993 à 2002, elle devient, de 2002 à 2008, Directrice Générale adjointe de Dassault Systèmes, membre du Comité exécutif, en charge de l'organisation, des ressources humaines et du développement durable. De 2008 à 2013, elle est membre du Comité exécutif de Danone, Directrice Générale des Ressources humaines et en charge de l'innovation sociétale. En outre, Muriel Pénicaud a assuré plusieurs missions d'intérêt général dont la présidence du Conseil d'administration de l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et celle de membre du Haut Conseil du Dialogue social. Elle est coauteur du rapport au Premier ministre "*Bien-être et efficacité au travail*" (2010) et est également cofondatrice et Vice-présidente de la Web TV Management et Droit des Affaires. Muriel Pénicaud est diplômée de psychologie, d'histoire et de sciences de l'éducation ainsi que de l'INSEAD. Elle est Chevalier de la Légion d'Honneur. Elle est de nationalité française.

**Jean-Michel Severino**, né en 1957, est gérant d'Investisseurs et Partenaires, société de gestion de fonds spécialisée dans l'investissement dans les PME de l'Afrique subsaharienne. Il est également membre de l'académie des technologies. Il était jusqu'en avril 2010 Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD), et précédemment Vice-président de la Banque Mondiale pour l'Asie. Jean-Michel Severino est Inspecteur Général des Finances, diplômé de l'Ecole nationale d'administration. Il est de nationalité française.

#### ADMINISTRATEURS REPRESENTANT LA SPHERE PUBLIQUE

		Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Antoine Saintoyant	nommé par arrêté ministériel	15 mai 2013	14 mai 2017
Henri Serres	nommé par arrêté ministériel	18 février 2013	17 février 2017
Bpifrance Participations <sup>(1)</sup> représenté par Jean-Yves Gillet	nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires	28 mai 2013	A l'issue de l'AG 2017

(1) Groupe public de financement et d'investissement pour les entreprises, issu du regroupement de OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions.

**Antoine Saintoyant**, né en 1977, est, depuis juillet 2013, Directeur de Participations à l'Agence des Participations de l'Etat, sous-directeur Services Aéronautique et Défense. Il a été successivement Adjoint au Chef du bureau au service des Affaires multilatérales et du développement de la Direction générale du Trésor et de la Politique Economique du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Conseiller en charge des services financiers à la Représentation Permanente de la France auprès de l'UE (2007-2009), Chef du bureau Affaires bancaires à la Direction générale du Trésor (2009-2012) et Chef du bureau La Poste, Orange, Dexia, CNP à l'Agence des participations de l'Etat (2012-2013). Antoine Saintoyant est diplômé de l'Ecole nationale d'administration, de l'Université de Bonn (Allemagne) et de l'Institut d'études politiques de Paris. Il est de nationalité française.

**Henri Serres**, né en 1950, est Ingénieur Général des Mines au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET) au ministère de l'Economie et des Finances depuis 2009. Au cours de sa carrière, il a été successivement Directeur technique au ministère de la Défense (1981-1986), Directeur de l'Activité Radiotéléphonie publique de Matra Communication de (1986-1989), Directeur à la Direction générale de l'Industrie, chargé du Service des Industries de Communication et de Service (1989-1996). Henri Serres a été ensuite Vice-président de CSC Peat Marwick de 1996 à 2000, Directeur central de la Sécurité des systèmes d'Information au Secrétariat Général de la Défense nationale de 2000 à 2005 et Vice-président du Conseil général des technologies de l'information au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2005-2006). Avant d'être affecté au CGEJET, il était Directeur Général des Systèmes d'information et de communication du ministère de la Défense depuis 2006.

Henri Serres est diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (ENST). Il est Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'Ordre National du Mérite. Il est de nationalité française.

**Jean-Yves Gilet**, né en 1956, représentant permanent de Bpifrance Participations, est Directeur exécutif de Bpifrance Investissements depuis juillet 2013. De septembre 2010 à juillet 2013, il était Directeur Général du Fonds stratégique d'investissement (FSI) et membre du Comité de direction du groupe Caisse des Dépôts. Au cours de sa carrière, il a été successivement Adjoint au Directeur de la direction interdépartementale de l'industrie de la région Picardie au ministère de l'Industrie (1981-1984), Chef du service d'interventions industrielles et du bureau de financement de l'industrie à la Direction générale de l'Industrie (1984-1986), Directeur de cabinet du Directeur Général de l'Industrie (1986-1987), responsable de l'équipe industrielle de la Datar (1987-1988) et Directeur de cabinet du ministre de l'Aménagement du territoire et des reconversions (1988-1990). En 1990, il entre dans le groupe Usinor comme Directeur de la stratégie et du plan, puis de la stratégie, du plan et des affaires internationales (1990-1993), puis exerce des fonctions de direction au sein de la branche Inox d'Usinor (1995-2002), notamment au Brésil de 1998 à 2001. En 2002, Jean-Yves Gilet est nommé Directeur Général d'Arcelor, en charge de la Direction générale du secteur Aciers Inoxydables puis en 2006 Executive Vice-président, responsable de la branche acier inoxydable monde d'ArcelorMittal. Diplômé de l'Ecole polytechnique et ingénieur au Corps des Mines, Jean-Yves Gilet est Chevalier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite. Il est de nationalité française.

#### ADMINISTRATEURS ELUS PAR LE PERSONNEL

	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Daniel Bertho	22 octobre 2013	2 décembre 2017
Ghislaine Coinaud	3 décembre 2009 <sup>(1)</sup>	2 décembre 2017
Daniel Guillot	3 décembre 2009 <sup>(2)</sup>	2 décembre 2017

(1) Réélu le 22 octobre 2013.

(2) Réélu le 15 novembre 2013.

**Daniel Bertho**, né en 1956, est chargé d'affaires dans une Unité d'Intervention du Val d'Oise. Il a été membre du Comité de Groupe européen de 2004 à 2011. Il a siégé aux Conseils de surveillance des fonds *Dynamis Solidaire* et *Evolutis*, mandaté par la fédération SUD. Daniel Bertho est entré chez Orange en 1984 comme dessinateur. Il est de nationalité française.

**Ghislaine Coinaud**, née en 1956, est collaboratrice au sein de la Division fonctions support. Elle est entrée chez Orange en 1977 comme agent d'exploitation du service général au centre principal d'exploitation de la Courneuve. De 1995 à 2005, Ghislaine Coinaud était membre du Conseil supérieur de la fonction publique. Elle était déléguée syndicale centrale adjointe jusqu'en décembre 2009 pour la CGT. Elle était auparavant membre de la Direction fédérale de ce syndicat. Ghislaine Coinaud est de nationalité française.

**Daniel Guillot**, né en 1956, est Directeur des relations avec les collectivités locales du département de l'Ain à la Direction régionale de Lyon. Il est entré chez Orange en 1977 comme contrôleur des PTT. En 1986, Daniel Guillot est devenu attaché d'administration centrale au ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace, puis Inspecteur Principal en 1993. Dès sa création en 2005, il a exercé des responsabilités syndicales à la Fédération Communication Conseil Culture CFDT comme responsable des cadres et de l'international et enfin, depuis 2007, comme délégué syndical central et responsable du groupe Orange. Jusqu'en 2009, Daniel Guillot a siégé au Comité mondial d'UNI Télécom (syndicat mondial) et présidé le Comité européen de dialogue social des télécommunications en alternance avec le représentant des employeurs. Daniel Guillot est certifié IFA. Il est de nationalité française.

## ADMINISTRATEUR ELU PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ET REPRESENTANT LE PERSONNEL ACTIONNAIRE

	Date d'entrée en fonction	Date d'échéance du mandat
Jean-Luc Burgain	25 juillet 2012	27 mai 2014 <sup>(1)</sup>

(1) Les candidatures de Jean-Luc Burgain et Patrice Brunet au poste d'administrateur représentant le personnel actionnaire seront soumises à l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 (voir la section 6.4 Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014).

**Jean-Luc Burgain**, né en 1955, est cadre supérieur de second niveau affecté à la Direction des relations sociales. Il est entré en 1974 chez Orange en qualité d'agent d'exploitation, jusqu'à devenir par promotion interne cadre puis cadre supérieur en 1992. Il a occupé différentes responsabilités en région Lorraine au sein des agences clients et des Directions territoriales, en particulier dans la communication interne, les relations publiques et les relations avec les collectivités locales. Il est depuis 2005 chargé de missions auprès de la fédération FO COM sur les domaines de la rémunération et à la rétribution. Il est membre de la plupart des Conseils de surveillance des Fonds communs de

placement du Plan d'épargne Groupe (PEG) et du Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERCO) d'Orange. Auditeur de l'IHEDN, Jean-Luc Burgain exerce également des responsabilités associatives de niveau national dans la sécurité civile. Il est Officier de l'Ordre National du Mérite, médaille d'or des services volontaires de la défense nationale et médaille d'honneur des collectivités locales. Il est de nationalité française.

Un représentant du Comité central de l'unité économique et sociale Orange participe aux séances du Conseil d'administration.

## Evolutions dans la composition du Conseil d'administration

Au sein de la sphère publique :

- Henri Serres a été nommé administrateur en qualité de représentant de l'Etat, en remplacement de Pascal Faure par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre du Redressement Productif du 18 février 2013 ;
- Olivier Bourges a démissionné de son mandat d'administrateur le 5 mars 2013 après avoir quitté ses fonctions au sein de l'Agence des participations de l'Etat ; il a été remplacé par Antoine Saintoyant, nommé administrateur en qualité de représentant de l'Etat par arrêté du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre du Redressement Productif du 15 mai 2013 ;
- l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 a nommé le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) en qualité

d'administrateur personne morale. En juillet 2013, à la suite du regroupement d'OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions au sein de Bpifrance, la dénomination sociale du FSI est devenue Bpifrance Participations. L'Etat a informé la Société qu'en l'état actuel de l'actionnariat public, l'Etat sera représenté au sein du Conseil par deux administrateurs, la sphère publique (Etat et Bpifrance Participations) demeurant ainsi représentée au total par trois administrateurs ;

- Pierre Graff a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 28 mai 2013.

Par ailleurs, à l'issue des élections organisées en octobre et novembre 2013, Daniel Bertho a été élu, et Ghislaine Coinaud et Daniel Guillot réélus, administrateurs représentant le personnel d'Orange.

## 5.1.2 Dirigeants mandataires sociaux

### Président-Directeur Général

Stéphane Richard a été nommé Président-Directeur Général le 23 février 2011 par le Conseil d'administration, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2011. Son mandat expire à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 mai 2014. Le Conseil d'administration du 26 mars 2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le renouvellement de son mandat pour une période de quatre ans.

La biographie de Stéphane Richard est présentée à la section 5.1.1 Composition du Conseil d'administration.

### Directeur Général Délégué

Le 26 octobre 2011, le Conseil d'administration a nommé Gervais Pellissier Directeur Général Délégué à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 pour une durée expirant le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Gervais Pellissier a conservé ses fonctions de Directeur exécutif en charge des Finances et des Systèmes d'Information du Groupe et de la co-entreprise EE.

**Gervais Pellissier**, né en 1959, est Directeur Général Délégué d'Orange depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Il a rejoint le groupe Orange en octobre 2005, en qualité de chargé de mission pour l'intégration de ses entités en Espagne et la réflexion sur l'intégration géographique au sein du Groupe. En janvier 2006, il a été nommé membre du Comité de Direction générale du Groupe, en charge des Finances et des Opérations en Espagne, et en mars 2009 Directeur Général adjoint d'Orange, en charge des Finances et des Systèmes d'Information. La constitution du nouveau Comité exécutif Groupe, début avril 2010, confirme Gervais Pellissier dans ses fonctions de Directeur Général adjoint d'Orange, en charge des Finances et des Systèmes d'Information. Il est en outre, en charge de la co-entreprise avec T-Mobile UK au Royaume-Uni. Lors de sa nomination en tant que Directeur Général Délégué, il conserve l'intégralité de son périmètre d'activité. Gervais Pellissier est entré chez Bull en 1983 et a exercé différentes responsabilités dans le domaine de la Finance et du Contrôle de Gestion, en France, en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est. En 1994 il est nommé successivement Directeur financier de la Division services et intégration de systèmes, de la Division

infogérance, Directeur du contrôle de gestion du Groupe Bull et en 1998 Directeur financier du Groupe Bull. D'avril 2004 à février 2005, Gervais Pellissier a exercé les fonctions d'administrateur délégué à la Présidence du Conseil d'administration et de Directeur Général Délégué du Groupe Bull. De février 2005 à mi-2008, il était Vice-président du

Conseil d'administration de Bull. Gervais Pellissier est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), de Berkeley et de l'Université de Cologne. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite. Il est de nationalité française.

### 5.1.3 Comité exécutif

A la date de ce document, le Comité exécutif est composé, outre le Président-Directeur Général, de 10 Directeurs exécutifs, dont un Directeur Général Délégué, Gervais Pellissier, et trois Directeurs Généraux adjoints, Delphine Ernotte Cunci, Pierre Louette et Bruno Mettling.

Stéphane Richard	Président-Directeur Général
Gervais Pellissier	Directeur Général Délégué Finances, Systèmes d'Information, EE
Delphine Ernotte Cunci	Directrice Générale adjointe Orange France
Pierre Louette	Directeur Général adjoint Secrétariat Général, Orange Wholesale France, Achats, Programme Chrysalid
Bruno Mettling	Directeur Général adjoint Ressources Humaines et Communication Interne
Christine Albanel	Directrice exécutive Responsabilité Sociale d'Entreprise, Evénements, Partenariats et Solidarité
Thierry Bonhomme	Directeur exécutif Orange Business Services
Mari-Noëlle Jégo-Laveissière	Directrice exécutive Innovation, Marketing et Technologies
Béatrice Mandine	Directrice exécutive Communication et Marque
Marc Rennard	Directeur exécutif International Afrique, Moyen-Orient, Asie (AMEA)
Benoît Scheen	Directeur exécutif Opérations en Europe (hors France)

Mari-Noëlle Jégo-Laveissière dirige depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014 la Division innovation, marketing et technologies (IMT) où elle a remplacé à ce poste Vivek Badrinath. Par ailleurs, Elie Girard, Directeur exécutif en charge de la Stratégie et du Développement, a quitté le Groupe en avril 2014.

Les biographies de Stéphane Richard et Gervais Pellissier sont présentées aux sections 5.1.1 *Composition du Conseil d'administration* et 5.1.2 *Dirigeants mandataires sociaux*.

**Delphine Ernotte Cunci**, née en 1966, est Directrice Générale adjointe en charge d'Orange France depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011, après avoir été Directrice exécutive adjointe des Opérations France puis Directrice exécutive des opérations d'Orange France. Elle a débuté sa carrière chez Orange comme analyste financier puis comme ingénieur économiste au sein de la R&D. Elle a ensuite travaillé dans la distribution en tant que Directrice des boutiques de Paris et Directrice Générale de la filiale SDR entre 2000 et 2004. En 2004, elle est nommée Directrice Régionale Centre Val de Loire. En juillet 2006, Delphine Ernotte Cunci prend la Direction de la Communication commerciale et du Sponsoring France. En mai 2008, elle devient Directrice Commerciale France et assure à partir de juillet 2009 les fonctions de Directrice Grand Public France. Delphine Ernotte Cunci est administratrice de

Suez Environnement, de l'Ecole Centrale de Paris et du Centquatre. Elle est diplômée de l'Ecole Centrale Paris.

**Pierre Louette**, né en 1962, est Directeur Général adjoint en charge du Secrétariat Général, d'Orange Wholesale France, des achats et de la *supply chain* du Groupe, du programme d'efficacité opérationnelle Chrysalid et des relations Orange et les parties prenantes du Groupe dans l'univers des contenus. Il a rejoint Orange en avril 2010. En mars 2012, il a été élu Président de la Fédération Française des Télécoms et, en novembre 2013, nommé Président du Comité Transformation numérique du Medef. Pierre Louette a été Conseiller technique pour la communication, la jeunesse et les sports au cabinet du Premier ministre de 1993 à 1995, période durant laquelle il s'est particulièrement investi dans le développement des nouveaux réseaux de communication. Il est ensuite devenu Secrétaire Général et Directeur de la Communication de France Télévisions. A partir de 1996, il a participé au développement de l'internet en France, notamment à la tête de Connectworld, leader de la communication *online*, puis en tant que dirigeant d'Europatweb, fonds d'investissement créé par Bernard Arnault. Pierre Louette a été Directeur Général de l'Agence France-Presse de 2003 à 2005, puis son Président-Directeur Général de 2005 à 2010. Il est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques et de l'Ecole

nationale d'administration. Pierre Louette est Conseiller maître à la Cour des comptes. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur.

**Bruno Mettling**, né en 1958, est Directeur Général adjoint en charge des Ressources Humaines et de la communication interne. Il a rejoint Orange en avril 2010 en tant que Directeur exécutif en mission auprès du Directeur Général en charge de l'emploi, des compétences et d'Orange Campus, avant d'être nommé Directeur des Ressources humaines du Groupe en octobre 2010. Il a commencé sa carrière à la Direction du Budget du ministère des Finances. Il sera successivement chargé des questions financières au cabinet du ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Emploi en 1988 ; Directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer de 1988 à 1990 ; puis Directeur adjoint du cabinet du ministre de la Ville de 1990 à 1991. Ayant intégré le corps des Inspecteurs des Finances en 1991, il rejoint le ministère de l'Économie et des Finances. Bruno Mettling a ensuite été nommé Directeur du Contrôle de Gestion, Directeur financier adjoint du groupe La Poste. En octobre 1999, il rejoint la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne où il lance la réforme du secteur des ressources humaines, avant d'être chargé du développement commercial puis du plan stratégique et enfin d'intégrer le Groupe Banque Populaire en octobre 2004 comme Directeur Général adjoint à la Banque Fédérale des Banques Populaires. Il est promu Directeur Général Délégué en juillet 2006. Bruno Mettling est diplômé de l'Institut d'Études Politiques et de la faculté de droit d'Aix en Provence. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

**Christine Albanel**, née en 1955, est Directrice exécutive en charge de la Responsabilité Sociale d'Entreprise, des Événements, des Partenariats et de la Solidarité. Elle est également Présidente déléguée de la Fondation Orange et Présidente de l'Orange Studio. Christine Albanel a été conseiller pour la Culture et l'Éducation à l'Élysée, Présidente de l'établissement public de Versailles de 2003 à 2007, puis ministre de la Culture et l'Éducation de 2007 à 2009. Elle a été la plume de Jacques Chirac pendant de nombreuses années, et elle est notamment l'auteur du discours du Vel' d'Hiv', Christine Albanel est Conseiller d'État. Elle est agrégée de lettres modernes.

**Thierry Bonhomme**, né en 1956, est Directeur exécutif en charge d'Orange Business Services depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013. Auparavant, il a occupé successivement dans le Groupe les responsabilités de Directeur de l'exploitation technique à Paris Nord, Directeur régional à Grenoble, puis Marseille avant de devenir Directeur du Marché Entreprise France, puis Directeur de la Recherche et Développement, et de prendre en 2010 la direction de la Division *Orange Labs Networks and Carriers*. En outre, il a été de 1988 à 1990 Directeur de l'IDATE. Thierry Bonhomme est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST).

**Mari-Noëlle Jégo-Laveissière**, née en 1968, est, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014, directrice exécutive en charge de la Division innovation, marketing et technologies (IMT). Depuis qu'elle a rejoint le groupe Orange en 1996, Mari-Noëlle Jégo-Laveissière a occupé plusieurs postes de management

ou de projet : Directrice d'International & Backbone Network Factory, fusion entre France Télécom et Orange France SA, Directrice de la Recherche & Développement du Groupe, responsable de la Direction marketing Grand Public d'Orange France et Directrice de région où elle s'occupait des services techniques et commerciaux pour le grand public et pour les clients entreprises. Elle est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'école des Mines de Paris, d'un diplôme de l'École normale supérieure et a un titre de Docteur en chimie quantique de l'Université de Paris XI – Waterloo.

**Béatrice Mandine**, née en 1968, est Directrice exécutive en charge de la Communication et de la Marque depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013. Elle a rejoint Orange en mai 2007 en tant que Directrice du service de presse. Béatrice Mandine a été nommée Directrice déléguée à la communication externe en novembre 2010, puis Directrice adjointe de la Communication en charge de la Communication Externe au côté de Xavier Couture, Directeur exécutif en charge de la Communication et de la Marque en juillet 2012. Elle a commencé sa carrière en 1988 en tant que journaliste au Figaro, à Marie-Claire et à la chaîne de télévision La 5. Fin 1990, elle intègre Alcatel comme chargée de communication interne. En 1992, elle devient attachée de presse pour Alcatel Radio Space & Défense, puis, l'année suivante, intègre le service de presse d'Alcatel Alsthom. Nommée en 1998 Directrice médias d'Alcatel consumer Division, elle devient en 2000 Directrice des relations presse et publiques de la Division téléphone mobile d'Alcatel. Mi-2004, Béatrice Mandine rejoint le groupe Faurecia comme responsable des relations presse et de l'image institutionnelle. Elle est diplômée de l'École supérieure de journalisme (ESJ) et de l'Institut des hautes études internationales (IHEI).

**Marc Rennard**, né en 1957, est Directeur exécutif International Afrique, Moyen-Orient, Asie (AMEA) depuis le 15 juin 2010. Il rejoint le groupe Orange en 2003 comme Président-Directeur Général d'une de ses filiales à Madrid. En 2004, il a pris la Direction des Opérations Internationales avant d'accéder en 2006 aux responsabilités de Directeur exécutif international en charge de la zone AMEA (Afrique, Moyen-Orient et Asie). Marc Rennard est Président ou administrateur de plusieurs filiales internationales du Groupe, notamment Mobinil, Sonatel, Jordan Telecom, Côte d'Ivoire Télécom et Orange Côte d'Ivoire. Il a pris les commandes d'une entreprise de conseil avant de diriger pendant plusieurs années la société des Montagnes de l'Arc (Groupe Caisse des Dépôts), puis d'intégrer TDF en tant que Directeur Général adjoint jusqu'en 2003. Marc Rennard est diplômé de l'École de Management de Lyon. Il est Chevalier de la Légion d'Honneur.

**Benoît Scheen**, né en 1966, est Directeur exécutif en charge de l'Europe (hors France) depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2011. Il était auparavant Directeur Général de Mobistar en Belgique de 2008 à 2011, et a également occupé un certain nombre de postes de direction chez IBM, Compaq, et HP. Benoît Scheen est titulaire d'une maîtrise en informatique et bachelier en sciences économiques et sociales de l'Université de Namur. Il est de nationalité belge.

## 5.1.4 Informations sur les mandataires sociaux et cadres dirigeants

### 5.1.4.1 Mandats exercés par les mandataires sociaux

#### Stéphane Richard

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Président-Directeur Général d'Orange</li> <li>■ Administrateur d'Orange</li> <li>■ Administrateur de l'Opéra National de Paris</li> <li>■ Administrateur de la Cinémathèque Française</li> <li>■ Manager de Rieutord LLC</li> <li>■ Gérant associé de la SCI du 18 rue Philippe-Hecht</li> <li>■ Gérant de la SCI Carré Gabriel</li> <li>■ Gérant de la SARL Carré Gabriel</li> <li>■ Gérant de l'EURL Rieutord Capital</li> <li>■ Gérant de l'EURL Ginger</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur Général Délégué puis Directeur Général d'Orange</li> <li>■ Président-Directeur Général d'Orange France <sup>(1)</sup></li> <li>■ Membre du Conseil de surveillance d'Atemi SAS</li> <li>■ Membre du Conseil de surveillance de LBO France</li> <li>■ Administrateur de Nexity</li> <li>■ Administrateur d'UGC</li> <li>■ Administrateur de Sofired</li> <li>■ Directeur de cabinet du ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi</li> </ul>
<i>International</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Représentant permanent d'Atlas Services Belgium dans Médi Telecom <sup>(1)</sup></li> </ul>	

(1) Société dans laquelle Orange détient un intérêt.

#### Gervais Pellissier

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur Général Délégué d'Orange</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Membre du Conseil de surveillance de Voyages FRAM (jusqu'en janvier 2013)</li> <li>■ Administrateur de Sonaecom <sup>(2)</sup> (jusqu'en mars 2014)</li> </ul>
<i>International</i>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Administrateur de EE <sup>(1)</sup></li> <li>■ Administrateur d'Orange Polska <sup>(1)</sup></li> <li>■ Administrateur d'Orange Espagne <sup>(1)</sup></li> <li>■ Administrateur de Médi Télécom <sup>(1)</sup></li> </ul>	

(1) Société dans laquelle Orange détient un intérêt.

(2) Mandat dans une société cotée.

#### Daniel Bertho

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Administrateur d'Orange, membre du Comité Innovation et Technologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Membre des Conseils de surveillance du FCPE Evolutis et du FCPE Dynamis Solidaire du PEG Orange</li> </ul>

#### Jean-Luc Burgain

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit</li> <li>■ Président du Conseil de surveillance du FCPE Equilibris du PEG Orange</li> <li>■ Membre des Conseils de Surveillance des FCPE Orange Actions, Dynamis Solidaire (titulaire) et Evolutis (suppléant) du PEG Orange</li> <li>■ Membre du Conseil de surveillance des trois FCPE du PERCO Orange</li> <li>■ Président des associations humanitaires Solidarité Lorraine Afrique et Unass Solidarité</li> <li>■ Président national d'associations de secourisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Néant</li> </ul>

## Ghislaine Coinaud

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
■ Administratrice d'Orange, membre du Comité d'audit	■ Néant

## Bernard Dufau

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
■ Administrateur d'Orange, Président du Comité d'audit	■ Administrateur de KESA Electricals <sup>(1)</sup>
	■ Administrateur de Néo Sécurité
	■ Administrateur de Dassault systèmes <sup>(1)</sup> (jusqu'en mai 2013)

(1) Mandat dans une société cotée.

## José-Luis Durán

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
■ Président de Lacoste Holding (depuis janvier 2013)	■ Administrateur de Cyberact
■ Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit	■ Administrateur d'HSBC Holding Plc <sup>(1)</sup>
■ Administrateur d'Unibail-Rodamco <sup>(1)</sup>	
<i>International</i>	
■ Directeur Général de Devanlay	
■ Président de Gant AG	

(1) Mandat dans une société cotée.

## Charles-Henri Filippi

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
■ Président de Citigroup France	■ Associé de Weinberg Capital Partners
■ Administrateur d'Orange, membre du CGRSE	■ Senior Advisor de CVC Capital Partners France
■ Administrateur de L'Oréal <sup>(1)</sup>	■ Président de HSBC France
■ Administrateur de Piasa	■ Président du Conseil de surveillance de HSBC Private Bank France
■ Administrateur de l'Adie	■ Administrateur de HSBC Asset Management Holding
■ Membre du Conseil de surveillance d'EURIS	■ Administrateur de HSBC Bank plc
■ Membre du Conseil de surveillance de Femu Qui	■ Administrateur de HSBC Private Banking Holdings Suisse
■ Censeur de Nexity	■ Administrateur de HSBC Trinkaus & Burkhardt AG
■ Membre de l'international advisory board d'Abertis (depuis juillet 2013)	■ Président d'Octagones SAS
	■ Président d'Alfina SAS
	■ Membre du Conseil de surveillance de Viveris REIM
	■ Administrateur du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou (jusqu'en février 2013)

(1) Mandat dans une société cotée.

## Jean-Yves Gilet

### Mandats et fonctions en cours

- Directeur exécutif de Bpifrance Investissements
- Représentant permanent de Bpifrance Participations au Conseil d'administration d'Orange, membre du Comité Innovation et Technologies
- Administrateur d'Eiffage <sup>(1)</sup>
- Administrateur d'Eramet <sup>(1)</sup>

### Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Executive Vice-président, responsable de la branche acier inoxydable Monde, d'ArcelorMittal
- Directeur Général du Fonds stratégique d'investissement (FSI)
- Membre du Comité de direction du groupe Caisse des Dépôts

(1) Mandat dans une société cotée.

## Daniel Guillot

### Mandats et fonctions en cours

- Directeur des relations avec les collectivités locales du département de l'Ain pour Orange
- Administrateur d'Orange, membre du CGRSE

### Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Néant

## Claudie Haigneré

### Mandats et fonctions en cours

- Présidente d'Universcience
- Administratrice d'Orange, membre du Comité Innovation et Technologies
- Administratrice de Sanofi-Aventis <sup>(1)</sup>
- Administratrice de l'Ecole Normale Supérieure de Paris
- Administratrice de PRES Hesam
- Administratrice de la Fondation L'Oréal
- Administratrice de la Fondation de France
- Administratrice de l'IHEST (Institut des Hautes Etudes Scientifiques et Techniques)

### Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Administratrice et Présidente de la Cité des Sciences et de l'industrie
- Présidente du Conseil du Palais de la découverte

(1) Mandat dans une société cotée.

## Helle Kristoffersen

### Mandats et fonctions en cours

- Directrice de la Stratégie et Intelligence Economique du groupe Total
- Administratrice d'Orange, Présidente du Comité Innovation et Technologies

### Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

- Directrice adjointe de la Stratégie et Intelligence Economique du groupe Total
- Senior Vice-président des Marchés Verticaux du groupe Alcatel-Lucent
- Administratrice de Valeo <sup>(1)</sup> (jusqu'en juin 2013)

(1) Mandat dans une société cotée.

## Muriel Pénicaud

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Présidente du Conseil national éducation économie (CNEE)</li> <li>■ Présidente du Conseil d'administration d'AgroParisTech</li> <li>■ Présidente du Conseil d'administration du Fonds Danone Ecosystème</li> <li>■ Vice-présidente de la Web TV Management et Droit des Affaires</li> <li>■ Présidente d'honneur de l'ADAGE (Association française de Droit des Affaires et de Gestion d'Entreprises)</li> <li>■ Administratrice d'Orange, Présidente du CGRSE</li> <li>■ Administratrice de la SNCF (depuis le 7 mars 2013)</li> <li>■ Administratrice d'I&amp;P Dev (Investisseurs &amp; Partenaires Développement)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Présidente du Conseil d'administration de l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP)</li> <li>■ Membre du Haut Conseil du dialogue social</li> <li>■ Directrice Générale adjointe de Dassault Systèmes</li> <li>■ Directrice Générale des ressources humaines et membre du Comité exécutif de Danone</li> </ul>

## Antoine Saintoyant

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur de Participations à l'Agence des Participations de l'Etat</li> <li>■ Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit</li> <li>■ Administrateur de la Poste</li> <li>■ Administrateur de la Société de Financement Local (SFIL)</li> <li>■ Administrateur d'ODAS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Administrateur de la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE)</li> </ul>

## Henri Serres

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Membre du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET) au ministère de l'Economie et des Finances</li> <li>■ Administrateur d'Orange, membre du CGRSE</li> <li>■ Administrateur de l'Imprimerie Nationale</li> <li>■ Administrateur de la Française des Jeux (depuis le 8 mars 2013)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Directeur Général des Systèmes d'information et de communication du ministère de la Défense</li> <li>■ Administrateur de TSA</li> </ul>

## Jean-Michel Severino

Mandats et fonctions en cours	Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gérant d' I&amp;P (Investisseurs &amp; Partenaires)</li> <li>■ Président du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF)</li> <li>■ Administrateur d'Orange, membre du Comité d'audit et du CGRSE</li> <li>■ Administrateur de Danone <sup>(1)</sup>, Président du Comité d'audit</li> <li>■ Administrateur de Africa Capacity Building Initiative</li> <li>■ Administrateur de ACET Ghana</li> <li>■ Administrateur de la fondation Grameen Crédit Agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Administrateur de la BEI</li> <li>■ Directeur Général de l'AFD</li> <li>■ Président de Proparco</li> <li>■ Vice-président de la Banque Mondiale pour l'Asie</li> </ul>

(1) Mandat dans une société cotée.

## Mandats et fonctions exercés en 2013 par les Administrateurs dont le mandat a pris fin depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

### Pascal Faure (fin de mandat le 18 février 2013)

- Directeur Général de la Direction de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
- Vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies
- Administrateur d'Orange
- Administrateur de Renault <sup>(1)</sup>
- Administrateur d'Areva <sup>(1)</sup>
- Administrateur de La Poste
- Administrateur de La Française des Jeux
- Administrateur de Bpifrance participations
- Administrateur de Bpifrance investissement
- Administrateur de l'Institut Mines-Télécom
- Administrateur de l'Agence Nationale de la Recherche
- Administrateur de l'Ecole normale supérieure de Paris
- Administrateur de l'Ecole polytechnique
- Administrateur de Mines Paris Tech (Ecole des Mines de Paris)
- Membre du Comité exécutif de la Fondation Telecom

(1) Mandat dans une société cotée.

### Olivier Bourges (fin de mandat le 5 mars 2013)

- Directeur Général adjoint de la Direction générale des finances publiques
- Directeur Général adjoint de l'Agence des Participations de l'Etat
- Administrateur d'Orange
- Administrateur de GDF Suez <sup>(1)</sup>
- Administrateur de Thalès <sup>(1)</sup>
- Administrateur de La Poste
- Administrateur du grand port maritime de Marseille

*International*

- Administrateur de Dexia <sup>(1)</sup>

(1) Mandat dans une société cotée.

### Pierre Graff (fin de mandat le 28 mai 2013)

- Administrateur d'Orange
- Administrateur de la RATP
- Administrateur du Medef-Paris
- Président délégué de la section des questions européennes et internationales au Conseil national du tourisme

*International*

- Administrateur de TAV

### Caroline Angeli (fin de mandat le 2 décembre 2013)

- Administratrice d'Orange

L'adresse professionnelle de tous les mandataires sociaux, dans le cadre de leurs fonctions, est celle du siège social d'Orange SA (voir la section 5.1.4 *Siège social, forme juridique et législation applicable*).

### 5.1.4.2 Informations sur les titres de la Société détenus par les mandataires sociaux

#### Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux

L'Assemblée Générale du 26 mai 2009 a fixé à 1 000 le nombre minimum d'actions devant être détenues par chaque administrateur nommé par l'Assemblée Générale, à l'exception de l'administrateur représentant le personnel actionnaire, qui en est exonéré aux termes de la loi. Les administrateurs représentant l'Etat ainsi que ceux qui sont élus par le personnel n'ont pas l'obligation de détenir en propre d'action de la Société.

Les informations suivantes sont données à la date de ce document et à la connaissance de la Société :

		Nombre d'actions
■ Président-Directeur Général	Stéphane Richard	58 266
■ Administrateurs indépendants	Bernard Dufau	6 692
	José-Luis Durán	1 000
	Charles-Henri Filippi	10 001
	Claudie Haigneré	1 000
	Helle Kristoffersen	1 747
	Muriel Pénicaud	2 000
	Jean-Michel Severino	1 000
■ Administrateurs représentant la sphère publique	Bpifrance Participations	357 526 131
	Antoine Saintoyant	0
	Henri Serres	2 728
■ Administrateurs élus par le personnel	Ghislaine Coinaud	80
	Daniel Bertho	282
	Daniel Guillot	475
■ Administrateur représentant le personnel actionnaire	Jean-Luc Burgain	5 275
■ Directeur Général Délégué	Gervais Pellissier	23 701

#### Opérations des mandataires sociaux sur les titres de la Société

Le tableau ci-après détaille les opérations sur les titres Orange réalisées au cours de l'exercice 2013 par les personnes déterminées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et déclarées à l'AMF.

Nom du dirigeant	Instrument financier	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre de titres	Prix unitaire moyen	Montant de la transaction
Gervais Pellissier	Parts du FCPE Orange Actions	réinvestissement des dividendes	10 juin et 9 décembre 2013	211	8,41	1 773 €
Gervais Pellissier	Actions	Vente	9 septembre 2013	17 900	8,27	148 033 €
Gervais Pellissier	Actions	Achat	9 septembre 2013	20 000	8,50	169 918 €

A la connaissance de la Société, aucune opération n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice.

#### Restrictions concernant la cession d'actions par les mandataires sociaux

Les mandataires sociaux qui détiennent des actions à travers les fonds communs de placement du Plan d'épargne Groupe d'Orange investis en actions de la Société sont soumis aux règles de blocage résultant des dispositions de nature légale applicables aux investissements dans ce type de dispositif d'épargne salariale.

Par ailleurs, l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil d'administration interdit aux administrateurs d'effectuer toute opération sur les titres des sociétés cotées du Groupe pendant des périodes précédant la publication des résultats et, d'une manière générale, tant qu'ils détiennent des

informations privilégiées, et de procéder directement ou indirectement à des ventes à découvert de ces titres.

A la connaissance de la Société, aucun mandataire social n'a accepté d'autre restriction à sa liberté de disposer sans délai de sa participation dans le capital de la Société.

### 5.1.4.3 Autres informations

#### Condamnations et faillites

A la connaissance de la Société, au cours des cinq dernières années :

- aucun mandataire social n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude ;
- aucun mandataire social n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;

- Le 12 juin 2013, Stéphane Richard a été mis en examen dans le cadre de l'affaire CDR-Tapie. Il n'existe pas d'autre incrimination ou sanction publique officielle qui ait été prononcée par des autorités étatiques ou réglementaires à l'encontre d'un mandataire social ; et
- aucun mandataire social n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

### Liens familiaux

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de la Société ou entre les mandataires sociaux et les membres du Comité exécutif.

### Conflits d'intérêts

Aux termes de l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil d'administration (voir la section 5.2.2.4), les administrateurs doivent informer le Président du Conseil de toute situation les concernant susceptible de créer un conflit d'intérêts avec une société du Groupe.

A la connaissance de la Société et à la date du présent document de référence, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des administrateurs ou des

dirigeants mandataires sociaux à l'égard d'Orange et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs.

A la connaissance de la Société, il n'existe ni arrangement ni accord avec un des principaux actionnaires, un client, un fournisseur ou avec tout autre tiers en exécution duquel un membre quelconque du Conseil d'administration ou un dirigeant mandataire social aurait été nommé au Conseil d'administration ou à la Direction générale (respectivement).

#### 5.1.4.4 Actions et stock-options détenues par les cadres dirigeants

A la date du présent document, à la connaissance de la Société, les membres du Comité exécutif d'Orange, y compris Stéphane Richard et Gervais Pellissier, détenaient globalement 124 531 actions Orange, soit 0,005 % du capital.

A la date du présent document, les membres du Comité exécutif détenaient un total de 252 880 options de souscription d'actions (représentant 0,01 % du capital), qui leur ont été accordées par le Conseil d'administration, dont 109 280 au titre des plans octobre 2005 et mars 2006 et 143 600 au titre du plan mai 2007 (voir la section 5.6.1.2 *Rémunérations*).

## 5.2 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 5.2.1 Référence à un Code de gouvernement d'entreprise

Orange se réfère au code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées révisé en juin 2013, consultable sur les sites internet d'Orange, de l'Afep et du Medef.

#### Mise en œuvre de la règle “appliquer ou expliquer”

Dans le cadre de la règle *Appliquer ou Expliquer* prévue à l'article L. 225-37 du Code de commerce et dans le code Afep-Medef, la Société estime que ses pratiques à la date du présent document se conforment entièrement aux recommandations du code Afep-Medef.

#### Principales différences entre les règles suivies par Orange et les règles du New York Stock Exchange

Orange s'attache à prendre en compte les règles du New York Stock Exchange (NYSE) en matière de gouvernement d'entreprise. Toutefois, parce que la Société n'est pas américaine, la plupart de celles-ci ne s'imposent pas à elle, la Société étant autorisée à suivre à leur place les règles applicables en France. C'est ainsi qu'Orange a choisi de se référer au code Afep-Medef dont les recommandations

diffèrent, sur certains points, des règles applicables aux sociétés américaines cotées sur le NYSE.

En particulier, le Conseil d'administration d'Orange a choisi de suivre les règles d'indépendance définies par le code Afep-Medef, qui prévoit que, dans les sociétés contrôlées, un tiers des administrateurs soit indépendant. Les règles du NYSE prévoient au contraire que le Conseil d'administration soit composé d'une majorité d'administrateurs indépendants sans qu'il soit possible pour calculer ce pourcentage d'exclure les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire.

Orange considère que sept des 15 membres de son Conseil d'administration peuvent être considérés comme indépendants au regard des critères d'indépendance du code Afep-Medef. Orange n'a pas évalué l'indépendance de ses administrateurs au regard des règles du NYSE.

Par ailleurs, Orange a choisi de mettre en place un Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) unique, en charge des nominations et des rémunérations. Ce comité, qui est composé, à la date du présent document, de cinq administrateurs, comprend trois administrateurs indépendants. Les règles du NYSE prévoient au contraire la mise en place de deux comités distincts (un Comité des nominations et de gouvernance d'une part, un Comité des rémunérations d'autre part) composés exclusivement d'administrateurs indépendants.

## 5.2.2 Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques du Groupe et veille à leur mise en œuvre par la Direction générale.

### 5.2.2.1 Règles légales et statutaires relatives à la composition du Conseil d'administration

En application de l'article 13 des statuts, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 12 membres et d'un maximum de 22 membres. La durée du mandat des administrateurs est de quatre ans.

Conformément à la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, le Conseil comprend au minimum deux représentants du personnel et un représentant du personnel actionnaire, s'il compte moins de 15 membres, ou trois représentants du personnel et un représentant du personnel actionnaire, s'il compte 15 membres ou plus.

En application du décret-loi du 30 octobre 1935, le Conseil d'administration comprend également des administrateurs représentant l'Etat, nommés par arrêté ministériel.

### 5.2.2.2 Administrateurs indépendants

L'examen annuel de l'indépendance des administrateurs a été réalisé par le Conseil d'administration du 5 mars 2014, sur proposition du Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale. Le Conseil a pris en compte l'intégralité des critères du code Afep-Medef pour apprécier l'indépendance des administrateurs, à savoir :

- ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social de la Société, ni salarié, ou administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide, et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être dirigeant mandataire social d'une société dans laquelle Orange détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social d'Orange (actuel ou l'ayant été au cours des cinq années précédentes) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être (ni être lié directement ou indirectement) client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement significatif de la Société ou son Groupe, ou pour lequel la Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur d'Orange depuis plus de douze ans ;

- ne pas participer, en tant que représentant d'un actionnaire important, au contrôle de la Société.

Le Conseil d'administration a débattu de l'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue par les administrateurs avec la Société ou le Groupe. A cet égard, il a examiné plus particulièrement la situation de Charles-Henri Filippi en raison des relations d'affaires qui existent entre le groupe Orange et Citibank. Il a toutefois estimé, compte tenu de la nature et du volume de ces relations et de la déclaration d'indépendance effectuée par M. Filippi en 2011, que ces relations, non significatives tant pour le groupe Orange que pour le Groupe Citibank, n'étaient pas susceptibles de remettre en cause l'indépendance de M. Filippi en tant qu'administrateur de la Société.

A l'issue de ces débats, Mmes Claudie Haigneré, Helle Kristoffersen et Muriel Pénicaud, et MM. Bernard Dufau, José-Luis Durán, Charles-Henri Filippi et Jean-Michel Severino ont été qualifiés d'indépendants par le Conseil d'administration, soit sept administrateurs sur les 15 composant le Conseil.

Les trois administrateurs représentant la sphère publique et les quatre administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire ne peuvent, par construction, être qualifiés d'indépendants au sens du code Afep-Medef. Stéphane Richard, Président-Directeur Général, est par ailleurs considéré comme non indépendant du fait de ses fonctions exécutives au sein du Groupe.

Hors les administrateurs représentant le personnel ou le personnel actionnaire qui ne sont désormais plus pris en compte par le code Afep-Medef pour calculer la proportion des administrateurs indépendants, le Conseil compte ainsi sept administrateurs indépendants sur 11, soit près des deux tiers du Conseil. Cette proportion est donc largement conforme aux préconisations du code Afep-Medef qui recommande que leur part dans les sociétés contrôlées soit d'au moins un tiers.

### 5.2.2.3 Application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes

Le Conseil d'administration compte au total quatre femmes sur les 15 administrateurs. Hors les administrateurs élus par le personnel qui ne sont pas pris en compte par la loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, le Conseil compte trois femmes sur 12, soit une proportion supérieure à l'objectif actuel de 20 % fixé par la loi et recommandé par le code Afep-Medef.

### 5.2.2.4 Règlement intérieur

Le Conseil d'administration a adopté en 2003 un Règlement intérieur qui fixe les principes directeurs et les modalités de son fonctionnement et de celui de ses comités. Il peut être consulté sur le site [www.orange.com](http://www.orange.com) à la rubrique *documentation gouvernance*.

Le Règlement intérieur a été mis à jour à plusieurs reprises par le Conseil d'administration pour prendre en compte l'évolution de la gouvernance de la Société. La dernière mise à jour date du 26 mars 2014 afin notamment de prendre en compte le nouveau code Afep-Medef de juin 2013, d'introduire la faculté de désigner un administrateur référent et de créer un Comité *Innovation et Technologie*.

Le Règlement intérieur précise notamment les compétences respectives du Conseil d'administration, du Président et du Directeur Général, en prévoyant des limites aux pouvoirs de ce dernier ; il fixe par ailleurs les règles de composition, les attributions et les modalités de fonctionnement respectives des comités du Conseil.

Le Règlement intérieur précise également les règles relatives à l'information des administrateurs et aux réunions du Conseil.

### 5.2.2.5 Président du Conseil d'administration

L'article 1 du Règlement intérieur du Conseil d'administration précise le rôle et les missions du Président.

Le Président représente le Conseil d'administration et, sauf circonstance exceptionnelle, est seul habilité à agir et à s'exprimer au nom de celui-ci. Il organise et dirige les travaux du Conseil d'administration et veille à un fonctionnement efficace des organes sociaux dans le respect des principes de bonne gouvernance. Il assure la liaison entre le Conseil d'administration et les actionnaires de la Société en concertation avec la Direction générale ; il veille à la qualité de l'information financière diffusée par la Société. Lorsque les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont dissociées, il peut, en étroite collaboration avec la Direction générale, représenter la Société dans ses relations de haut niveau avec les pouvoirs publics, les grands partenaires et grands clients du Groupe tant au

plan national qu'international. Dans cette hypothèse, il est tenu régulièrement informé par le Directeur Général des événements et situations significatifs relatifs à la vie du Groupe et peut lui demander toute information propre à éclairer le Conseil d'administration et ses comités. Il peut entendre les Commissaires aux comptes en vue de la préparation des travaux du Conseil d'administration et du Comité d'audit. Il peut assister aux réunions des comités du Conseil d'administration dans les conditions prévues au Règlement intérieur.

Conformément aux articles 29-1 et 29-2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée, le Président du Conseil d'administration dispose en outre des pouvoirs de nomination et de gestion à l'égard des fonctionnaires présents dans la Société.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'administration est fixée à 70 ans par les statuts de la Société.

### 5.2.2.6 Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'appuie sur les travaux de trois comités spécialisés. Leur mission est d'éclairer les réflexions du Conseil d'administration et d'aider à la prise de décision. Ces comités se réunissent autant que nécessaire. Leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement sont déterminées par le Règlement intérieur du Conseil d'administration. Dans la logique du code Afep-Medef sur le gouvernement d'entreprises des sociétés cotées, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants. Orange considère également comme utile que chacun des comités puisse bénéficier de la présence d'au moins un administrateur représentant la sphère publique et de celle d'au moins un administrateur issu du personnel.

#### COMPOSITION DES COMITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A LA DATE DU PRESENT DOCUMENT

	Année de création	Président	Membres
Comité d'audit	1997	Bernard Dufau <sup>(1)</sup>	Jean-Luc Burgain Ghislaine Coinaud José-Luis Durán <sup>(1) (2)</sup> Antoine Saintoyant Jean-Michel Severino <sup>(1)</sup>
Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) <sup>(3)</sup>	2003	Muriel Pénicaud <sup>(1)</sup>	Charles-Henri Filippi <sup>(1)</sup> Daniel Guillot Henri Serres Jean-Michel Severino <sup>(1)</sup>
Comité Innovation et Technologie	2014	Helle Kristoffersen <sup>(1)</sup>	Daniel Bertho Claudie Haigneré <sup>(1)</sup> Bpifrance Participations (Jean-Yves Gilet)

(1) Administrateur indépendant.

(2) Expert financier du comité.

(3) Ancien Comité de rémunération, de sélection et de gouvernance.

### Comité d'audit

Aux termes du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité d'audit est composé d'au moins trois membres désignés par le Conseil. Au moins deux tiers des membres doivent être indépendants (hors les administrateurs représentant les salariés et / ou les actionnaires salariés qui ne sont pas comptabilisés). Le Président du Comité d'audit est choisi parmi les administrateurs indépendants.

La composition du Comité d'audit est conforme aux recommandations du code Afep-Medef, la part des administrateurs indépendants, hors les administrateurs représentant les salariés ou les actionnaires salariés, étant de 3 sur 4, et le comité ne comprenant aucun dirigeant mandataire social. La composition du comité est également conforme aux dispositions de l'article 14 de l'ordonnance du 8 décembre 2008 relative à la mise en place d'un comité spécialisé destiné à assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

Les caractéristiques et les missions du comité sont par ailleurs conformes aux préconisations du Groupe de travail constitué par l'AMF, formulées dans son rapport final sur le Comité d'audit de juillet 2010. Dans ce cadre, le comité s'assure de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques financiers. Il examine par ailleurs les comptes et les rapports de gestion et veille à la fiabilité et à la clarté de l'information communiquée aux actionnaires.

Les missions du Comité d'audit sont détaillées à l'article 7 du Règlement intérieur du Conseil d'administration.

#### **Expertise financière au sein du Comité d'audit**

Les membres du Comité d'audit doivent avoir ou acquérir une compétence financière ou comptable. Le Comité d'audit doit également comprendre au moins une personne ayant la qualité d'expert financier.

José-Luis Durán a été désigné expert financier du Comité d'audit en remplacement de Charles Henri Filippi par le Conseil d'administration du 10 décembre 2013 en raison de ses fonctions passées de contrôleur de gestion et de Directeur financier de plusieurs sociétés et de Directeur Général *finances et gestion et organisation et systèmes* de Carrefour.

### Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale

Aux termes du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale (CGRSE) est composé d'au moins trois membres désignés par le Conseil. Au moins la moitié des membres doivent être indépendants (hors les administrateurs représentant les salariés et / ou les actionnaires salariés qui ne sont pas comptabilisés).

Avec une majorité d'administrateurs indépendants dont la Présidente du comité, sa composition est conforme aux recommandations du code Afep-Medef.

Le comité a pour trois principaux champs de compétence les nominations et rémunérations, la responsabilité sociale d'entreprise et la gouvernance. Il exerce notamment les compétences des comités spécialisés en charge des nominations et des rémunérations des mandataires sociaux dont la mise en place est recommandée par le code Afep-Medef. A ce titre, il est notamment chargé de faire des propositions au Conseil d'administration ainsi qu'au Président et, le cas échéant, au Directeur Général. Il est en outre tenu informé par le Directeur Général des nominations au Comité exécutif du Groupe et peut sur sa demande donner un avis sur les modalités de fixation de leur rémunération.

Le comité examine par ailleurs, en lien avec la stratégie du Groupe, les orientations principales de la politique de ressources humaines et de responsabilité sociale et environnementale, issues du dialogue avec les parties prenantes du Groupe. Il examine aussi une fois par an le rapport du Comité de déontologie sur les actions réalisées au titre de la démarche éthique dans le Groupe.

L'article 8 du Règlement intérieur du Conseil d'administration détaille les missions du comité.

### Comité Innovation et Technologie

Aux termes du Règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité Innovation et Technologie, créé par le Conseil d'administration du 26 mars 2014, est composé d'au moins trois membres désignés par le Conseil.

Le comité examine notamment les grands partenariats technologiques mis en place par le Groupe, les orientations prises par ce dernier en matière d'innovation et de technologie et sa performance en la matière.

L'article 9 du Règlement intérieur du Conseil d'administration détaille les missions du comité.

### Comités ad hoc

Le Règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le Conseil peut décider qu'il y a lieu, pour certains sujets techniques relatifs à l'activité de la Société et / ou susceptibles de soulever des conflits d'intérêt et sur lesquels un avis ou une décision sont attendus du Conseil d'administration, de constituer un comité ad hoc composé d'administrateurs indépendants pour étudier ces sujets en lien avec la Direction générale.

### 5.2.2.7 Administrateur référent

Le Règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit qu'un *administrateur référent* peut être désigné par le Conseil d'administration sur proposition du CGRSE parmi les administrateurs indépendants. Cette désignation devient obligatoire lorsque les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont réunies.

#### Missions de l'Administrateur référent

L'administrateur référent a pour mission principale de s'assurer du bon fonctionnement des relations entre le Conseil d'administration et la Direction générale de la Société. A ce titre, il est en charge des sujets suivants :

- *Gestion des conflits d'intérêts* : L'administrateur référent informe le CGRSE et, le cas échéant, le Conseil d'administration, des éventuels conflits d'intérêts, potentiels ou avérés, concernant les mandataires sociaux, qu'il a pu déceler ou dont il a été informé, et leur fait en tant que de besoin des recommandations sur la gestion de ces conflits d'intérêts.
- *Situations de crise* : A la demande du Conseil d'administration, l'administrateur référent s'assure que la gouvernance de l'entreprise permet de faire face aux situations exceptionnelles de crise auxquelles elle peut être confrontée.
- *Evaluation du Conseil d'administration* : L'administrateur référent peut être interrogé *ès qualité* dans le cadre du processus d'évaluation des travaux du Conseil d'administration et de ses comités mené par le CGRSE.
- *Bilan d'activité* : L'administrateur référent rend compte de l'exécution de sa mission une fois par an au Conseil d'administration. Au cours des Assemblées Générales, le Président du Conseil d'administration peut l'inviter à rendre compte de son action.

#### Pouvoirs de l'administrateur référent

Les pouvoirs de l'administrateur référent s'exercent dans la limite de ceux du Conseil d'administration et de ses comités.

- *Convocation du Conseil d'administration / Ordre du jour* : L'administrateur référent peut demander au Président du Conseil d'administration la convocation du Conseil sur un ordre du jour déterminé ou proposer au Président du Conseil d'administration des points complémentaires à l'ordre du jour. En outre, il est proposé à l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 de modifier les statuts afin que l'administrateur référent puisse convoquer le Conseil d'administration en cas d'empêchement du Président et qu'en l'absence de ce dernier lors d'une réunion du Conseil d'administration, celui-ci soit présidé par l'administrateur référent.
- *Information des administrateurs* : L'administrateur référent veille à ce que les administrateurs soient en mesure d'exercer leur mission dans les meilleures conditions possibles, et notamment bénéficient d'un haut niveau d'information en amont des réunions du Conseil d'administration.

- *Comités du Conseil d'administration* : La qualité d'administrateur référent ne fait pas obstacle à sa nomination en tant que Président d'un Comité du Conseil d'administration. Il peut, sur proposition de leur Président, participer à certains travaux des comités en lien avec ses missions.
- *Moyens* : L'administrateur référent a accès auprès de la Direction d'Orange à tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de ses missions.
- *Rémunération* : Le Conseil d'administration fixe, lors de la nomination de l'administrateur référent, le montant de sa rémunération exceptionnelle perçue *ès qualité*. Par ailleurs, l'administrateur référent peut se voir rembourser, sur justificatifs, les sommes engagées en vue de la réalisation de ses missions, notamment ses frais de voyage et de déplacement.

### 5.2.2.8 Activité du Conseil et des comités au cours de l'exercice

#### Activité du Conseil

Le Conseil d'administration s'est réuni onze fois au cours de l'exercice 2013. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 94 %. Les informations relatives au mode de répartition et au versement des jetons de présence permettent de disposer d'une information complémentaire individualisée sur ce point. La durée moyenne d'une séance du Conseil d'administration est de trois heures.

Chaque séance est généralement précédée par la réunion d'un ou plusieurs comités du Conseil en vue de préparer ses délibérations. Les dossiers étudiés par les comités font ainsi l'objet de rapports au Conseil d'administration.

Outre les étapes régulières de la vie de la Société (examen de la performance opérationnelle, des résultats trimestriels, des comptes semestriels et annuels, examen du budget, des facteurs de risques etc.), le Conseil a étudié des opportunités de développement stratégique dans différentes géographies, ainsi que l'ouverture du capital de la filiale Dailymotion, et le projet de cession de la filiale Orange Dominicana. Le Conseil a par ailleurs procédé à des opérations de simplification de l'organisation de certaines filiales et a proposé à l'Assemblée Générale de modifier la dénomination sociale devenue Orange.

Le Conseil a pris régulièrement connaissance des indicateurs du baromètre social. Il a également pris connaissance et délibéré sur le Rapport annuel relatif à la situation en matière d'égalité salariale et professionnelle des femmes et des hommes.

Conformément aux dispositions du Règlement intérieur, une réunion du Conseil d'administration a été consacrée à l'examen de l'existence et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques financiers et non financiers. Cette réunion a été préparée par une réunion commune du Comité d'audit et du CGRSE.

Le Conseil d'administration s'est vu présenter, lors d'une réunion au premier semestre, le Bilan RSE 2012 du Groupe et le rapport détaillé RSE lui a été communiqué à cette occasion.

Il a également approuvé les informations environnementales, sociales et les engagements sociétaux du Groupe dans le cadre du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration réuni le 17 juin 2013 a examiné la situation concernant son Président dans l'affaire CDR-Tapie et a pris avis du CGRSE sur ses éventuelles conséquences pour la gouvernance de l'entreprise. Il a décidé de renouveler sa pleine confiance à Stéphane Richard.

Par ailleurs, le Conseil a confié à Bernard Dufau, administrateur indépendant, une mission spécifique ayant pour objet de s'assurer que la gouvernance de l'entreprise lui permet de faire face à certaines situations exceptionnelles de crise auxquelles elle est susceptible d'être confrontée.

Enfin, le Conseil d'administration a consacré un point de son ordre du jour à la préparation de l'évaluation de son fonctionnement et de celui de ses comités (voir la section 5.2.2.9 *Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités*).

## Activité des comités

### Comité d'audit

Le Comité d'audit s'est réuni huit fois en 2013. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 88 %.

Il a auditionné régulièrement les dirigeants de la Société et les principaux responsables de la fonction Finance ; il a notamment auditionné le Directeur de l'audit, contrôle et management des risques Groupe et les Commissaires aux comptes pour examiner avec eux leurs plans d'intervention respectifs et les suites qui leur sont données.

### Reporting financier

Le comité a analysé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2012 et du premier semestre 2013 ainsi que les résultats du premier et du troisième trimestre 2013 et s'est assuré que le processus de production de l'information comptable et financière était conforme aux exigences légales et réglementaires, notamment en termes de contrôle interne. Il a dans ce cadre revu les projets de rapports de gestion et entendu les rapports des Commissaires aux comptes. Il a également examiné le budget de l'exercice et sa mise à jour, les risques et engagements hors-bilan significatifs et leurs impacts comptables ainsi que les résultats des tests de dépréciation d'actifs.

Le comité a par ailleurs revu l'ensemble des éléments de communication financière avant leur publication.

### Contrôle interne et gestion des risques

Le comité a procédé, avant chaque arrêté des comptes, à une revue des litiges significatifs auxquels le Groupe est confronté.

Par ailleurs, il a examiné, lors d'une réunion conjointe avec le CGRSE, les résultats de l'évaluation annuelle du dispositif de contrôle interne financier qui lui ont été présentés par la Direction du contrôle interne Groupe et qui concluent à son efficacité (voir la section 5.4.1.4 *Synthèse des travaux sur le contrôle interne mis en œuvre dans le cadre de la section 404 de la loi Sarbanes-Oxley*).

Enfin, le comité a examiné les risques majeurs auxquels le Groupe peut ou pourrait être confronté. Il s'est également assuré que les recommandations formulées par la Direction de l'Audit, Contrôle et Management des Risques dans le cadre des missions d'audit interne menées sont correctement mises en œuvre. Le bilan des missions d'audit menées au cours de l'exercice 2013 ainsi que le plan des missions d'audit de l'exercice 2014 lui ont également été présentés. La description des principaux risques est présentée à la section 2.4 *Facteurs de risques* qui fait partie intégrante du Rapport de gestion du Conseil d'administration.

### Gestion de la dette et des liquidités

Le comité a régulièrement examiné la politique de refinancement de la dette du Groupe et de placement de ses liquidités.

### Projets de développement international

Le comité a examiné plusieurs dossiers de développement stratégique dans différentes géographies ainsi que la cession de la filiale Orange Dominicana.

### Commissaires aux comptes

Le comité a examiné les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2013 et les conditions financières de leur intervention au cours de l'exercice. Il a également mis à jour les règles d'indépendance des Commissaires aux comptes et d'approbation de leurs honoraires.

Ces règles internes s'inscrivent dans une politique mise en œuvre par Orange d'approbation préalable systématique des prestations d'audit et des autres prestations fournies par les Commissaires aux comptes avec comme objectif de préserver leur indépendance et leur objectivité. Elles visent à limiter les volumes de services autres que les services d'audit (ou directement liés à l'audit) et fixent par ailleurs une liste des prestations non liées à l'audit qui sont interdites compte tenu de la menace qu'elles font peser sur l'indépendance des Commissaires aux comptes. Ces règles s'appliquent à l'ensemble des réseaux du Collège des Commissaires aux comptes du Groupe et dans l'ensemble des entités du Groupe. Elles sont conformes aux réglementations européennes et américaines concernées et aux préconisations de l'AMF.

### Comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale

Le CGRSE s'est réuni huit fois en 2013. L'assiduité de ses membres, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été de 88 %.

### Rémunération des mandataires sociaux

Le comité a défini les objectifs et les modalités de calcul de la part variable de la rémunération du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué pour l'année 2013. Le calcul de la part variable des dirigeants mandataires sociaux repose sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, la qualité de service et la performance sociale. Ces indicateurs et leur pondération relative sont décrits à la section 5.3.1 *Rémunération des mandataires sociaux*.

Le comité a par ailleurs approuvé le calcul de ces parts variables pour le deuxième semestre 2012 sur la base des indicateurs retenus.

Enfin, le comité a préparé la répartition des jetons de présence des administrateurs et la définition des modalités d'attribution telles que décrites à la section 5.3.1 *Rémunération des mandataires sociaux*.

### Gouvernance et fonctionnement du Conseil

Le comité a pris connaissance du rapport 2012 du Président sur la gouvernance et le contrôle interne.

Il a aussi examiné, comme chaque année, la situation des administrateurs indépendants au regard des critères d'indépendance posés par le code Afep-Medef. Cet examen a permis de proposer au Conseil de qualifier sept administrateurs d'indépendants au sens du code Afep-Medef.

Le comité a également diligemment et piloté le lancement du processus périodique d'autoévaluation assistée des travaux du Conseil et de ses comités mis en œuvre par le Conseil d'administration en décembre 2013 et qui va se poursuivre sur le premier semestre 2014. Il a mis en œuvre un appel d'offres afin de sélectionner un consultant externe pour l'évaluation des travaux du comité (voir ci-après la section 5.2.2.9 *Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités*).

Par ailleurs, dans le but de renforcer la gouvernance du Groupe, le comité a initié une réflexion sur l'évolution du Règlement intérieur du Conseil d'administration et notamment sur la création d'un nouveau comité dédié à l'innovation et la technologie ainsi que sur la faculté pour le Conseil de désigner un administrateur référent.

### Sélection

Le comité a débattu de la composition du Conseil d'administration et proposé au Conseil de soumettre à l'Assemblée Générale la désignation du Fonds Stratégique d'Investissement en qualité d'administrateur personne morale.

### RSE, déontologie

Le comité a pris connaissance des orientations du Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale. Il a examiné les principales réalisations et le bilan 2012 en la matière et suivi la mise en œuvre des obligations d'information en matière de RSE résultant de la loi Grenelle 2. Le comité a fait rapport au Conseil d'administration de ses travaux sur ce thème.

Le CGRSE a aussi consacré deux réunions dédiées à l'examen de thématiques RSE importantes pour le Groupe, notamment les ondes radios.

Le comité a en outre examiné le Rapport annuel du Comité de déontologie sur les actions menées à travers le Groupe concourant à la mise en œuvre du programme de la démarche éthique (voir la section 5.6 *Responsabilité sociale, sociétale et environnementale - Comité de déontologie*).

L'avancement du déploiement du programme de prévention de la corruption au sein du Groupe a été présenté au comité et a fait l'objet d'un rapport au Conseil d'administration.

### Social

Le comité a suivi l'évolution des indicateurs semestriels du baromètre social. Il s'est vu présenter en détail le Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité salariale et

professionnelle des femmes et des hommes et a préparé la délibération afférente du Conseil.

### Comité stratégique

Le Comité stratégique a réuni l'ensemble des membres du Conseil d'administration en juillet 2013 puis dans le cadre d'un séminaire stratégique d'une journée avec l'ensemble des membres du Comité exécutif en décembre 2013. Ces réunions ont permis aux membres du Conseil de se voir présenter et de débattre de la situation du Groupe d'un point de vue financier, stratégique, social et réglementaire ainsi que les résultats des actions entreprises tant en France qu'à l'international. Les grandes problématiques stratégiques des différents marchés où le Groupe opère ont également été présentées et fait l'objet de débats approfondis.

Afin de prendre en compte cette évolution positive de la gouvernance d'Orange, le Conseil d'administration a prévu dans le cadre de la révision de son Règlement intérieur en mars 2014 qu'un séminaire stratégique réunirait désormais deux fois par an l'ensemble de ses membres et se substituerait formellement au Comité stratégique.

### 5.2.2.9 Revue périodique du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités

En décembre 2013, le Conseil d'administration a fait un point sur le processus d'évaluation de son fonctionnement et de celui de ses comités.

Le Conseil d'administration a décidé de poursuivre pour 2014, la méthodologie d'évaluation conduite en 2011/2012 avec une autoévaluation formalisée sur la base d'un questionnaire assistée par un consultant externe et enrichie par un nombre d'entretiens ciblés avec le Président-Directeur Général, les Présidents des différents comités et tout administrateur qui le souhaiterait.

Les conditions et les délais d'intervention de ce consultant devraient permettre la mise en œuvre d'un calendrier des différentes étapes du processus d'évaluation avec des travaux et une restitution au CGRSE et au Conseil d'administration à la fin du premier semestre 2014.

Après un processus de sélection mené par le CGRSE, le Conseil d'administration a retenu un cabinet qui dispose d'une expérience importante, d'une pratique approfondie de la gouvernance des sociétés du CAC 40 et d'une méthodologie utile dans l'évolution des travaux d'évaluation du Conseil d'administration d'Orange et de ses comités. Ce cabinet avait travaillé sur l'évaluation de 2012 et sera ainsi en mesure de mettre en perspectives les recommandations formulées à cette occasion et la situation constatée en 2014.

Les recommandations pour la période 2012-2013 étaient notamment les suivantes :

- transformer la journée d'intégration et de présentation stratégique en un séminaire stratégique annuel permettant d'avoir un échange approfondi et d'améliorer la connaissance des administrateurs sur les enjeux stratégiques, les concurrents et le positionnement stratégique des différentes lignes d'activité ; ce séminaire

devant être l'occasion pour le Conseil de rencontrer les responsables d'activité et d'avoir une meilleure connaissance de l'équipe de Direction générale. Cette recommandation a été mise en œuvre par la réunion en décembre 2013 d'un séminaire stratégique ;

- examiner la pertinence du Comité stratégique et, le cas échéant, redéfinir ses missions. Cette recommandation a été prise en compte, la réflexion autour des thématiques de la stratégie prenant la forme, au-delà des travaux du Conseil d'administration, d'un séminaire réunissant l'ensemble des membres du Conseil d'administration et mis en place au titre du Règlement intérieur du Conseil ;
- améliorer la fluidité de la communication et de l'information sur les travaux du Conseil et leur suivi, la mise en œuvre des décisions stratégiques prises antérieurement et l'évaluation a posteriori des résultats des acquisitions ou opérations réalisées. Ces sujets ont fait l'objet d'un examen à l'occasion du séminaire de décembre 2013. Par ailleurs, la révision du Règlement intérieur en avril 2014 a pris en compte cette recommandation ;
- renforcer l'articulation du CGRSE et du Comité d'audit concernant la gestion des risques et la fixation des objectifs économiques aux dirigeants mandataires sociaux. Une réunion commune du Comité d'audit et du CGRSE en avril 2013 a permis de progresser sur ces thèmes et d'aboutir à une coordination des travaux des comités qui respectivement examinent les comptes et proposent les modes de calcul des parts variables.

Tout au long de l'année 2013 et début 2014, la mise en œuvre des recommandations a été poursuivie avec l'accompagnement de l'intégration et de la formation des administrateurs et l'organisation de présentations et de visites sur des sites notamment techniques (centre d'appel, parcours fibre, antennes 4G). Certains administrateurs ont en outre poursuivi des formations spécialisées afin d'approfondir leur expertise, notamment en matière de gouvernance.

## 5.2.3 Fonctionnement de la Direction générale

### 5.2.3.1 Mode de direction

Le Conseil d'administration a décidé le 23 février 2011 de réunir les fonctions de Président et de Directeur Général et de confier à Stéphane Richard le mandat de Président du Conseil d'administration assumant la Direction générale de la Société. Ce mode de direction a été considéré par le Conseil d'administration comme le mieux adapté à l'organisation et au mode de fonctionnement de la Société car il permet de valoriser la connaissance et l'expérience des affaires du Directeur Général et d'optimiser la coordination des opérations au sein du Groupe et la mise en œuvre rapide des décisions. Dans ce contexte, la nomination d'un Directeur Général Délégué en novembre 2011 et la réunion fréquente du Conseil

d'administration (11 séances en 2013) permet de garantir un équilibre des pouvoirs. Lors du processus d'évaluation en février 2012, chacun des administrateurs a été consulté sur ce point et la fusion des fonctions de Président et de Directeur Général a été considérée comme adaptée à la situation de la Société. Cette consultation sera réitérée dans le cadre de l'évaluation du Conseil mise en œuvre au premier semestre 2014.

### 5.2.3.2 Limitation des pouvoirs du Président-Directeur Général

Le Président-Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi et le Règlement intérieur du Conseil d'administration attribuent expressément à ce dernier. Il est appuyé dans cette tâche par le Directeur Général Délégué et le Comité exécutif.

L'article 2 du Règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le Président-Directeur Général doit obtenir l'autorisation du Conseil pour engager la Société dans le cadre :

- d'investissements ou de désinvestissements d'un montant supérieur à 200 millions d'euros par opération de périmètre, et lorsque, le cas échéant, l'exposition totale consolidée dépasse le mandat préalablement accordé par le Conseil pour un tel investissement ; ou
- de tout nouvel investissement (hors acquisitions de fréquences télécoms) au titre des grands programmes pluriannuels technologiques du Groupe sur ses principales géographies (tels que FTTH, 4G, etc.) d'un montant moyen par an supérieur à 2,5 % des investissements du Groupe prévus au budget au cours de l'année considérée.

En outre, les acquisitions de fréquences télécoms par le Groupe sur les géographies représentant au moins 10 % du chiffre d'affaires consolidé peuvent faire l'objet d'une présentation préalable au Conseil d'administration qui fixera une enveloppe maximum pour les enchères.

Les investissements ou désinvestissements restent, le cas échéant, soumis à l'appréciation souveraine des organes de gouvernance des filiales concernées.

De surcroît, tout investissement ou désinvestissement qui ne s'inscrit pas dans l'orientation stratégique de la Société et dont le montant par opération est supérieur à 20 millions d'euros doit recueillir au préalable l'agrément du Conseil d'administration. Le cas échéant, le Conseil d'administration est tenu informé de tout élément significatif nouveau relatif à ces opérations.

Le Directeur Général ou, le cas échéant, le Directeur Général Délégué, doivent par ailleurs obtenir annuellement l'autorisation du Conseil d'administration, dans la limite de plafonds déterminés par celui-ci, pour procéder à l'émission par la Société d'obligations ou de titres assimilés ou pour mettre en place tout crédit bancaire syndiqué.

### 5.2.3.3 Comité exécutif et Comités de gouvernance du Groupe

Sous l'autorité du Président-Directeur Général, le Comité exécutif assure la Direction du Groupe et coordonne la mise en œuvre de ses orientations stratégiques. Il contrôle la réalisation des objectifs en matière opérationnelle, sociale, technique et d'affectation de ressources financières. Il se réunit chaque semaine.

Stéphane Richard a mis en place un ensemble de délégations de pouvoirs et de signature vers chacun des membres du Comité exécutif, chacun d'entre eux les ayant déclinées dans son domaine de compétence.

Plusieurs comités spécialisés rapportant au Comité exécutif ont été créés pour appliquer ou contrôler l'application de ses directives à travers le Groupe. Les principaux comités sur lesquels s'appuie la gouvernance du Groupe sont le Comité d'investissement Groupe, le Comité trésorerie financement, le Comité fiscal, le Comité des engagements, le Comité des risques, le Comité emploi et compétences et le Comité de l'information financière. Ils ont également pour objectif de veiller à la maîtrise des risques en matière d'engagements financiers, limitant ainsi l'exposition globale du Groupe.

**Le Comité d'investissement Groupe**, agissant sur délégation du Président-Directeur Général d'Orange, est présidé par le Directeur Général Délégué et comprend trois autres membres permanents : le Directeur Général adjoint en charge du Secrétariat Général, le Directeur exécutif en charge de l'innovation et le Directeur exécutif en charge de la stratégie et du développement. Son rôle consiste à revoir les engagements financiers du Groupe, les engagements hors bilan et les engagements extra-financiers induits. Le comité statue sur les projets d'investissement dans les systèmes d'information et les plateformes de service, ainsi que les réponses aux appels d'offre sur le marché Entreprise, supérieurs à 10 millions d'euros, et sur les autres projets d'investissement supérieurs à 30 millions d'euros (y compris dans les deux cas les dépenses opérationnelles induites). Il est par ailleurs consulté sur les opérations de croissance externe et les cessions d'actifs, ainsi que sur les accords de MVNO ou les partenariats publics privé. Ce comité se réunit aussi souvent qu'il l'estime utile et en règle générale une fois par semaine, par la saisine de l'un des membres du Comité exécutif.

**Le Comité trésorerie financement**, présidé par le Directeur Général Délégué, fixe le cadre de gestion de la dette du Groupe, notamment sous ses aspects de risques de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et de contrepartie sur les opérations financières pour les mois qui suivent. Il examine également la gestion passée (opérations réalisées, résultats financiers). Le Comité trésorerie financement se réunit trimestriellement.

**Le Comité fiscal**, placé sous l'autorité du Directeur Général Délégué, est présidé par délégation par la Directrice financière adjointe du Groupe. Il a pour mission d'examiner les principaux dossiers fiscaux, aux fins d'en déterminer le cas échéant les conséquences comptables. Le seuil de matérialité des dossiers requérant l'information du Comité fiscal est fixé à 10 millions d'euros. Ce comité se réunit semestriellement. Toutefois, des réunions spécifiques du comité peuvent avoir lieu afin d'apprécier et de valider les options fiscales à prendre sur des sujets d'importance particulière pour le groupe Orange. Le Comité fiscal s'est réuni deux fois au titre de 2013.

**Le Comité des engagements**, présidé par le Directeur Général adjoint en charge du Secrétariat Général, a pour mission d'examiner les principaux litiges et engagements du Groupe afin d'assurer notamment la prise en compte des risques associés sous la forme de provisions comptables. Le Comité a également pour mission de valider les informations relatives aux principaux litiges et engagements non comptabilisés en annexe des comptes. Le comité s'est réuni six fois en 2013 dans le cadre des processus de clôture des comptes annuels, semestriels et trimestriels.

**Le Comité des risques**, placé sous l'autorité du Président-Directeur Général d'Orange, est présidé par le Directeur Général Délégué. Son rôle est de procéder à la revue des principaux risques du Groupe, de proposer au Comité exécutif toute décision visant la maîtrise des risques et la qualité du contrôle interne, ainsi que d'aider la Direction générale à rendre compte de la gestion des risques au Comité d'audit et au Conseil d'administration. Le comité s'assure aussi de la cohérence des plans de Contrôle interne et d'Audit interne avec ces objectifs. A ce titre, il valide et suit l'exécution du programme annuel d'audit interne, et assure le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'audit et des plans d'actions correctives. Il est également informé des principaux travaux sur le contrôle interne. En 2013, le comité s'est réuni trois fois.

**Le Comité emploi et compétences**, placé sous l'autorité du Président-Directeur Général d'Orange, est présidé par délégation, par le Directeur Général adjoint en charge des Ressources humaines. Il est composé des membres du Comité exécutif ou, par délégation, de leurs représentants. Il joue un rôle privilégié dans la mise en œuvre de la politique de l'emploi pour le Groupe. Le Comité emploi et compétences examine les projets de restructuration susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'emploi et les prévisions d'emploi des filières, divisions et pays du Groupe. Il examine par ailleurs l'ensemble des projets de recrutements externes en France. Dans ce cadre, il prépare des recommandations qui sont ensuite soumises à l'approbation du Comité exécutif, et, si nécessaire, aux instances de représentation du personnel. Le comité se réunit en règle générale une fois par semaine.

**Le Comité de l'information financière** (*Disclosure Committee*), placé sous l'autorité du Directeur Général Délégué, est présidé par délégation par le Directeur comptable du Groupe et comprend les Directeurs compétents dans les domaines comptable, juridique, de l'audit interne, du contrôle de gestion, des relations avec les investisseurs et de la communication. Il a pour mission d'assurer l'intégrité, l'exactitude, la conformité aux lois et règlements applicables et aux pratiques reconnues, ainsi que la cohérence et la qualité de l'information financière du groupe Orange. Il exerce cette mission dans le cadre des procédures d'élaboration et de

validation de l'information financière, définies pour l'ensemble du Groupe. A ce titre, il examine l'ensemble de l'information financière diffusée par Orange SA, notamment les comptes consolidés, les rapports financiers annuels et semestriels et l'information financière trimestrielle, le document de référence déposé auprès de l'AMF et le Rapport annuel américain (*Form 20-F*) déposé auprès de la SEC, ainsi que les communiqués de presse comportant des éléments financiers. Le comité examine par ailleurs la communication financière diffusée par les principales filiales cotées. Il s'est réuni 18 fois en 2013.

## 5.3 REMUNERATION ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET CADRES DIRIGEANTS

### 5.3.1 Rémunération des mandataires sociaux

La Société se réfère de manière générale, et en particulier en matière de rémunération, au code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées. Les tableaux présentés ci-après suivent la nomenclature du Code.

► **TABLEAU 1 – SYNTHÈSE DES REMUNERATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUEES A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL <sup>(1)</sup>**

#### Stéphane Richard

(en euros)	2013	2012
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	1 188 811	1 520 509
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 188 811</b>	<b>1 520 509</b>

#### Gervais Pellissier

(en euros)	2013	2012
Rémunération brute due au titre de l'exercice (détaillée dans le tableau 2)	919 005	1 067 443
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>919 005</b>	<b>1 067 443</b>

(1) Les tableaux sont numérotés conformément à la recommandation de l'AMF du 22 décembre 2008 relative à l'information à donner dans les documents de référence sur les rémunérations des mandataires sociaux.

► **TABEAU 2 – RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS DE CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL**

### Stéphane Richard

Montants bruts (en euros)	2013		2012	
	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe	900 000	900 000	900 000	900 000
Rémunération variable	284 026	390 677	615 915	663 279
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Avantages en nature	4 785	4 785	4 594	4 594
<b>TOTAL</b>	<b>1 188 811</b>	<b>1 295 462</b>	<b>1 520 509</b>	<b>1 567 873</b>

(1) Stéphane Richard a renoncé à percevoir ses jetons de présence.

### Gervais Pellissier

Montants bruts (en euros)	2013		2012	
	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice	Montants versés au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe	600 000	600 000	600 000	600 000
Rémunération variable	299 170	207 779	444 755	305 379
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	NA	NA	NA	NA
Avantages en nature	19 835	19 835	22 688	22 688
<b>TOTAL</b>	<b>919 005</b>	<b>827 614</b>	<b>1 067 443</b>	<b>928 067</b>

NA : non applicable.

Les rémunérations du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué sont fixées par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de gouvernance et responsabilité sociale et environnementale (CGRSE).

### Rémunération variable

En 2013, la rémunération des mandataires sociaux a évolué avec le passage d'une part variable semestrielle à une part variable annuelle, plus cohérente avec les pratiques du marché et avec la volonté d'inscrire l'appréciation de l'action des dirigeants dans une vision moins court-terme.

Cette évolution s'est faite sans changement sur la structure de la part variable qui repose sur une moyenne pondérée de quatre indicateurs, mettant l'accent sur la croissance du Groupe, sa rentabilité, la qualité de service et la performance sociale. Ces indicateurs sont :

- le taux de croissance à base comparable du chiffre d'affaires (pour 20 %). Pour le Président-Directeur Général, l'ambition d'évolution du chiffre d'affaires pro forma est appréciée "hors impact de régulation". Pour le Directeur Général Délégué, le critère est l'évolution du chiffre d'affaires pro forma ;
- l'Ebitda retraité moins CAPEX (pour 30 %) - voir l'annexe *Glossaire financier* ;

- un indicateur composite lié à la qualité de service apportée aux clients Grand Public et entreprises du Groupe (pour 20 %) ;
- un indicateur composite de performance sociale (pour 30 %). Ce dernier indicateur est fonction des progrès constatés par rapport à cinq indicateurs de gestion liés aux ressources humaines sur la base d'un tableau de bord semestriel (pour 50 %) et à cinq thématiques sociales mesurées par des sondages semestriels (également pour 50 %).

En cas d'atteinte des objectifs, Stéphane Richard et Gervais Pellissier peuvent percevoir une part variable égale aux deux tiers de leur rémunération fixe, le dépassement de ces objectifs pouvant permettre à la part variable d'atteindre un plafond égal à 100 % de la rémunération fixe.

En 2013, le niveau de réalisation attendu de ces objectifs, s'il demeure confidentiel, a été établi de manière précise par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 a attribué à Stéphane Richard et Gervais Pellissier des parts variables au titre de 2013 en baisse très sensible par rapport à 2012, compte tenu de l'évolution des résultats. En outre, Stéphane Richard a décidé de ne pas faire supporter à Orange le coût de la taxe de 75 % instaurée par la loi de finances 2014 sur les

salaires supérieurs à 1 million d'euros attribués en 2013. Le Conseil a ainsi attribué à Stéphane Richard une part variable représentant 31,56 % de sa rémunération fixe (elle était, avant sa décision, de 47,93 %). La part variable attribuée à Gervais Pellissier représente 49,86 % de sa rémunération fixe.

Le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué n'ont droit ni à l'intéressement ni à la participation.

### Avantages en nature

Stéphane Richard et Gervais Pellissier bénéficient d'une voiture de fonction avec chauffeur, de services de conseils apportant une assistance juridique personnelle liée à leurs

fonctions dans la limite respectivement de cent heures annuellement pour le Président-Directeur Général et de vingt heures pour le Directeur Général Délégué, d'une ligne téléphonique à forfait illimité et d'équipements, notamment informatiques, nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

### Divers

Stéphane Richard et Gervais Pellissier sont affiliés au régime de prévoyance et d'assurance-maladie complémentaire du groupe Orange qui est applicable aux dirigeants mandataires sociaux.

#### ► TABLEAU 3 – JETONS DE PRESENCE ET AUTRES REMUNERATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS

### Jetons de présence

	Montants versés en 2014 (au titre de l'exercice 2013)	Montants versés en 2013 (au titre de l'exercice 2012)	Montants versés en 2012 (au titre de l'exercice 2011)
<b>Administrateurs</b>			
Daniel Bertho <sup>(1)</sup>	5 778	NA	NA
Bpifrance Participations	19 917	NA	NA
Jean-Luc Burgain	50 000	21 333	NA
Ghislaine Coinaud <sup>(1)</sup>	34 000	29 000	32 000
Bernard Dufau	58 000	53 000	59 000
José-Luis Durán	30 000	26 000	38 000
Charles-Henri Filippi	46 000	45 000	51 000
Daniel Guillot <sup>(1)</sup>	50 000	43 000	48 000
Claudie Haighneré	34 000	27 000	27 000
Helle Kristoffersen	32 000	29 000	13 667
Muriel Pénicaud	58 000	39 000	21 667
Antoine Saintoyant <sup>(2)</sup>	28 278	NA	NA
Henri Serres <sup>(2)</sup>	37 694	NA	NA
Jean-Michel Severino	46 000	33 000	15 667
<b>Anciens administrateurs</b>			
Caroline Angeli <sup>(1)</sup>	42 194	35 000	35 000
Olivier Bourges <sup>(2)</sup>	1 778	15 639	NA
Jean-Dominique Comolli <sup>(2)</sup>	NA	25 361	45 000
Pascal Faure <sup>(2)</sup>	1 278	30 000	38 000
Pierre Graff <sup>(2)</sup>	10 083	24 000	22 000
Didier Lombard	NA	NA	0
Marc Maouche	NA	23 667	46 000
Henri Martre	NA	NA	16 333
Marcel Roulet	NA	NA	26 333
Jean Simonin	NA	NA	21 333
<b>TOTAL</b>	<b>585 000</b>	<b>499 000</b>	<b>556 000</b>

(1) Jetons de présence versés, à la demande des administrateurs concernés, à leur organisation syndicale.

(2) Jetons de présence versés au Trésor public.

NA : non applicable.

Conformément à la loi, le montant maximal des jetons de présence distribuables annuellement aux administrateurs est fixé par l'Assemblée Générale des actionnaires. La résolution votée reste valable jusqu'à l'adoption d'une nouvelle résolution. L'Assemblée Générale du 27 mai 2008 a fixé ce montant à 600 000 euros. Le Conseil d'administration du 26 mars 2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 de porter ce montant à 750 000 euros en

raison notamment de l'activité croissante des comités du Conseil.

Dans la limite du montant décidé par l'Assemblée Générale, et sur proposition du CGRSE, le Conseil d'administration décide au début de chaque année le montant des jetons de présence qui sera alloué à ses membres au titre de l'exercice clos et leurs règles de répartition.

Les administrateurs reçoivent d'une part un montant fixe annuel (de 10 000 euros), et d'autre part un montant variable lié à leur assiduité aux réunions du Conseil et de ses comités et aux fonctions qu'ils exercent au sein des comités. Au titre des réunions auxquelles ils ont assisté en 2013, les administrateurs ont ainsi reçu :

- 2 000 euros par réunion du Conseil d'administration ;
- 2 000 euros par réunion du Comité d'audit ou du CGRSE ;

- 1 000 euros par réunion du Comité stratégique ;

- 1 000 euros supplémentaires par réunion du comité dont ils sont Présidents.

Les jetons de présence attribués aux administrateurs représentant l'Etat sont versés au Trésor public. En outre les administrateurs élus par le personnel ont demandé le versement de leurs jetons de présence à leur organisation syndicale.

## Autres rémunérations

Le tableau suivant présente les rémunérations versées aux administrateurs élus par le personnel et à l'administrateur élu par l'Assemblée Générale pour représenter les membres du personnel actionnaires, hors jetons de présence (déjà mentionnés ci-dessus).

MONTANTS BRUTS (en euros)	Montants versés en 2013	Montants versés en 2012
Caroline Angeli	36 629 <sup>(1)</sup>	36 202
Daniel Bertho	2 614 <sup>(2)</sup>	NA
Jean-Luc Burgain	62 392	21 977 <sup>(3)</sup>
Ghislaine Coinaud	35 704	35 062
Daniel Guillot	76 406	75 912

(1) Jusqu'au 2 décembre 2013.

(2) A compter du 3 décembre 2013.

(3) A compter du 25 juillet 2012.

Par ailleurs, Bernard Dufau a reçu une rémunération de 8 000 euros au titre de la mission spécifique qui lui a été confiée en juin 2013 par le Conseil d'administration (voir la section 5.2.2.8 *Activité du Conseil et des comités au cours de l'exercice*).

A l'exception de ces rémunérations, les mandataires sociaux non dirigeants ne perçoivent aucune rémunération autre que des jetons de présence.

En Outre, il n'existe aucun contrat liant un membre du Conseil d'administration à Orange SA ou à l'une quelconque de ses filiales qui prévoirait l'octroi d'un quelconque avantage à cet administrateur au terme de son mandat.

### ► TABLEAU 4 – OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUEES DURANT L'EXERCICE A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Orange n'a pas mis en place de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en 2013. En conséquence, au cours de l'exercice, ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont consenti d'option de souscription ou d'achat d'action aux dirigeants mandataires sociaux.

### ► TABLEAU 5 – OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVEES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Stéphane Richard ne détient aucune option d'achat ou de souscription d'actions.

Gervais Pellissier, seul dirigeant mandataire social à avoir reçu des options, n'en a levé aucune au cours de l'exercice 2013 (Voir ci-après le tableau 8).

### ► TABLEAU 6 – ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT DURANT L'EXERCICE A CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Au cours de l'exercice 2013, ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont attribué d'action de performance aux mandataires sociaux.

### ► TABLEAU 7 – ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Néant.

► **TABEAU 8 – HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS**

**Plans d'options consentis par Orange SA  
(ex France Télécom SA)**

	Plan octobre 2005	Plan mars 2006	Plan mai 2007	<b>TOTAL</b>
Date de l'Assemblée Générale ayant autorisé le plan	01/09/2004	01/09/2004	01/09/2004	
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options	26/10/2005	08/03/2006	21/05/2007	
Nombre de bénéficiaires	3 747	165	1 152	
<b>Nombre total d'options consenties</b>	<b>14 516 445</b>	<b>536 930</b>	<b>10 093 300</b>	<b>25 146 675</b>
<i>dont options consenties aux mandataires sociaux d'Orange SA :</i>				
■ Gervais Pellissier	13 570	41 430	53 000	108 000
dont options consenties aux 10 premiers attributaires salariés	645 000	121 350	605 000	1 371 350
Date de 1 <sup>er</sup> exercice possible	26/10/2008 <sup>(1)</sup>	08/03/2009 <sup>(1)</sup>	21/05/2010	
Date d'échéance	26/10/2015	08/03/2016	21/05/2017	
Prix d'exercice des options	23,46 €	23,46 €	21,61 €	
Nombre d'options exercées au cours de l'exercice 2013	0	0	0	0
<b>Nombre total d'options exercées au 31/12/2013</b>	<b>53 490</b>	<b>0</b>	<b>43 500</b>	<b>96 990</b>
<b>Nombre total d'options annulées au 31/12/2013</b>	<b>3 353 818</b>	<b>266 960</b>	<b>1 845 200</b>	<b>5 465 978</b>
<b>Nombre d'options en circulation au 31/12/2013</b>	<b>11 109 137</b>	<b>269 970</b>	<b>8 204 600</b>	<b>19 583 707</b>

(1) Pour les bénéficiaires non-résidents en France.

**Plans expirés  
avant le  
1<sup>er</sup> janvier  
2013**

**Plans d'options consentis par Wanadoo**

		Plan 2003	<b>TOTAL</b>
Date de l'Assemblée Générale ayant autorisé le plan		22/06/2000	
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options		26/11/2003	
<b>Nombre total d'options consenties<sup>(1)</sup></b>	<b>13 114 798</b>	<b>2 107 115</b>	<b>15 221 913</b>
dont options consenties aux mandataires sociaux d'Orange SA	0	0	0
Date de 1 <sup>er</sup> exercice possible		26/11/2006	
Date d'échéance		26/11/2013	
Prix d'exercice des options <sup>(1)</sup>		16,60 €	
Nombre d'options exercées au cours de l'exercice 2013		0	0
<b>Nombre total d'options exercées au 31/12/2013<sup>(1)</sup></b>	<b>5 992 256</b>	<b>431 501</b>	<b>6 423 757</b>
<b>Nombre total d'options annulées au 31/12/2013<sup>(1)</sup></b>	<b>7 122 542</b>	<b>1 675 614</b>	<b>8 798 156</b>
<b>Nombre d'options en circulation au 31/12/2013</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Après conversion en options Orange (ex France Télécom SA) sur la base d'un rapport d'échange de 7/18, et ajustement du nombre d'options et du prix d'exercice suite à l'augmentation de capital d'Orange (ex France Télécom SA) du 26 septembre 2005.

**Plans expirés  
avant le  
1<sup>er</sup> janvier  
2013**

**Plans d'options consentis par Orange (ex-Orange)**

		Plan mai 2002	Plan mai 2003 (A)	<b>TOTAL</b>
Date de l'Assemblée Générale ayant autorisé le plan		29/12/2000	29/12/2000	
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options		15/05/2002	13/05/2003	
<b>Nombre total d'options consenties<sup>(1)</sup></b>	<b>45 576 257</b>	<b>10 925 364</b>	<b>8 350 079</b>	<b>64 851 700</b>
dont options consenties aux mandataires sociaux d'Orange SA	0	0	0	0
Date de 1 <sup>er</sup> exercice possible		01/10/2002	13/05/2004	
Date d'échéance		15/05/2012 <sup>(2)</sup>	13/05/2013 <sup>(2)</sup>	
Prix d'exercice des options <sup>(1)</sup>		14,24 €	16,66 €	
Nombre d'options exercées au cours de l'exercice 2013	0	0	0	0
<b>Nombre total d'options exercées au 31/12/2013<sup>(1)</sup></b>	<b>13 813 384</b>	<b>7 292 830</b>	<b>4 544 591</b>	<b>25 650 804</b>
<b>Nombre total d'options annulées au 31/12/2013<sup>(1)</sup></b>	<b>31 762 874</b>	<b>3 613 088</b>	<b>3 789 552</b>	<b>39 165 514</b>
<b>Nombre d'options en circulation au 31/12/2013<sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>19 446<sup>(3)</sup></b>	<b>15 936<sup>(3)</sup></b>	<b>35 382</b>

(1) Après conversion en options Orange (ex France Télécom SA) sur la base d'un rapport d'échange de 0,446 action Orange (ex France Télécom SA) pour une action Orange (ex-Orange).

(2) Certains bénéficiaires en Suisse et Slovaquie disposent d'un délai supplémentaire de deux ans pour exercer leurs options.

(3) A la suite de la fusion entre Orange Holding SA (ex-Orange) et Orange SA (ex France Télécom) effective au 1<sup>er</sup> juillet 2013, Orange SA a pris l'engagement envers les bénéficiaires d'options de leur permettre de recevoir en numéraire un montant équivalent.

Les différents plans d'option de souscription ou d'achat d'actions consentis par Orange SA et ses filiales sont également décrits en note 5.3. de l'annexe aux comptes consolidés.

#### ► TABLEAU 9 – HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS

Orange a mis en place le 27 juillet 2011 un plan d'attribution gratuite d'actions portant sur 16,7 millions de titres et concernant environ 150 000 employés en France et hors France qui ont décidé d'y participer. Les dirigeants mandataires sociaux et les membres du Comité exécutif du Groupe n'étaient pas bénéficiaires de ce plan.

L'attribution définitive des actions était soumise :

- d'une part à une condition de performance : atteinte d'un agrégat cumulé (EBITDA - CAPEX) de 27 milliards d'euros sur la période 2011- 2013, hors éléments exceptionnels ; et
- d'autre part à une condition de présence dans le Groupe pendant la durée du plan.

Sous réserve que ces conditions soient remplies, l'attribution des actions devait intervenir le 27 juillet 2015. Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 a cependant constaté la non-atteinte de la condition de performance. L'attribution des actions ne sera donc pas réalisée.

#### ► TABLEAU 10 – AUTRES AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

	Stéphane Richard	Gervais Pellissier
Contrat de travail	Non <sup>(1)</sup>	Non <sup>(2)</sup>
Affiliation à un régime de retraite supplémentaire	Non <sup>(3)</sup>	Non <sup>(4)</sup>
Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Non <sup>(5)</sup>	Non <sup>(5)</sup>
Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	Non	Non

(1) Le contrat de travail de Stéphane Richard a été résilié le 1<sup>er</sup> mars 2010, lors de sa nomination en qualité de Directeur Général.

(2) Le contrat de travail de Gervais Pellissier a été suspendu le 1<sup>er</sup> novembre 2011 lors de sa nomination en qualité de Directeur Général Délégué. Cette suspension prendra fin en même temps que son mandat de Directeur Général Délégué.

(3) Stéphane Richard n'est plus éligible au régime supplémentaire de retraite instauré pour les membres du personnel classés *hors grille*.

(4) Pendant l'exercice de son mandat, compte tenu de la suspension de son contrat de travail, les droits éventuels de Gervais Pellissier à intégrer le régime supplémentaire de retraite instauré pour les membres du personnel classés *hors grille*, sont également suspendus.

(5) Stéphane Richard et Gervais Pellissier ne bénéficient d'aucune rémunération différée dans l'hypothèse où il serait mis fin à leur mandat de Président-Directeur Général ou de Directeur Général Délégué.

### 5.3.2 Rémunération du Comité exécutif

Le montant brut global, hors charges patronales, des rémunérations versées au titre de l'exercice 2013 (*prorata temporis* en cas de départ ou nomination en cours d'année) par Orange SA et les sociétés contrôlées à l'ensemble des membres du Comité exécutif d'Orange s'élève à 8 684 272 euros, contre 10 094 153 euros au titre de 2012, soit une baisse de près de 14 %.

La baisse du montant de la rémunération du Comité exécutif s'explique d'une part, par la baisse significative de la part variable, et d'autre part, par la diminution du nombre de membres du Comité exécutif. Par ailleurs, la politique de gel des plus hauts salaires du Groupe, à responsabilités inchangées, engagée en 2012, a été poursuivie en 2013.

Ce montant inclut l'ensemble des rémunérations versées au titre de l'exercice 2013 : salaires bruts, primes (y compris parts variables), avantages en nature et participation aux résultats. Il n'inclut pas en revanche l'intéressement et l'abondement éventuel des versements qui seront effectués sur les plans d'épargne salariale car ces montants ne sont pas connus à la date de ce document (l'intéressement et l'abondement versés au premier semestre 2013 au titre de 2012 se sont élevés à 175 016 euros).

Les membres du Comité exécutif n'ont pas perçu de jetons de présence au titre des mandats qu'ils détiennent dans les sociétés du groupe Orange.

Les contrats de travail des membres du Comité exécutif comportent une clause prévoyant une indemnité contractuelle

de séparation de 15 mois maximum calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute totale (incluant l'indemnité conventionnelle de licenciement).

Au cours de l'exercice 2013, les membres du Comité exécutif n'ont reçu ni option de souscription ou d'achat d'actions ni action de performance de la part d'Orange SA, ni d'aucune autre société du Groupe.

### Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Au cours de l'exercice 2013, ni Orange SA ni aucune autre société du Groupe n'ont consenti d'option de souscription ou d'achat d'action aux salariés.

Au cours de l'exercice 2013, aucune option n'a été levée par les attributaires salariés (voir ci-dessus *Tableau 8 – Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions*).

### 5.3.3 Sommes provisionnées pour pensions, retraites ou autres avantages

Voir la note 19 *Rémunération des dirigeants* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1).

Au 31 décembre 2013, aucun mandataire social ne bénéficie d'un engagement de retraite de la part d'Orange.

## 5.4 GESTION DES RISQUES

Une dynamique d'amélioration continue du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre au sein d'Orange.

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est constitué d'une organisation, de procédures et de contrôles, mis en œuvre par la Direction générale et l'ensemble du personnel sous la responsabilité du Conseil d'administration, et destinés à donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs opérationnels, la conformité aux lois et réglementations en vigueur et la fiabilité de l'information financière. Il est notamment mis en place dans le respect de la loi américaine *Sarbanes-Oxley*, de la loi de sécurité financière du 17 juillet 2003 et de l'ordonnance du 8 décembre 2008 transposant la 8<sup>e</sup> Directive européenne. Y concourent également des politiques et des dispositifs relatifs à des programmes d'assurance, à l'éthique, à la conformité et à la sécurité.

Par ailleurs, l'Inspection Générale du Groupe, directement rattachée au Président, effectue à sa demande exclusive toute enquête ou étude pouvant porter sur toute entité du Groupe. Elle est informée des travaux du Contrôle Général et de l'Audit Interne et peut demander leur concours. L'Inspecteur Général du Groupe siège au Comité des risques.

Conformément aux dispositions de la 8<sup>e</sup> Directive européenne, le Comité d'audit du Conseil d'administration est notamment chargé d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques (voir la section 5.2.2.6 *Comités du Conseil d'administration*).

Le dispositif d'Orange porte sur les Comités de gouvernance du Groupe (voir la section 5.2.3.3 *Comité exécutif et Comités de gouvernance du Groupe*), les fonctions support en charge de domaines d'environnement de contrôle pour le Groupe, et les fonctions opérationnelles.

Concernant la fiabilité de l'information financière, Orange a une organisation de contrôle interne qui s'appuie sur le référentiel COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) de 1992, méthodologie internationalement reconnue. Orange classe les cinq composantes du COSO en deux parties :

- l'environnement de contrôle (politiques et procédures globales) ; et
- le contrôle opérationnel (flux et processus).

### 5.4.1 Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques

#### 5.4.1.1 Principales fonctions impliquées dans le pilotage du dispositif de contrôle interne

La Direction de l'audit, Contrôle et Management des Risques Groupe réunit l'ensemble des fonctions d'audit et de contrôle et management des risques (Audit interne, Contrôle Général, Fraude et Revenu Assurance, Contrôle interne et Credit

Management) au sein d'une Direction unique, rattachée au Directeur Général Délégué. La Direction comptable Groupe et la Direction du contrôle de gestion Groupe qui sont également rattachées au Directeur Général Délégué, jouent par ailleurs un rôle déterminant dans ce dispositif.

#### Audit interne

L'Audit interne du Groupe compte environ 120 auditeurs qualifiés qui travaillent en service partagé pour l'ensemble des entités du Groupe et sont principalement localisés en France, en Europe, notamment en Pologne, et en Afrique.

Les activités communes avec Deutsche Telekom (EE, Buyin) font l'objet d'audits réalisés conjointement par l'Audit interne du Groupe et l'Audit interne de Deutsche Telekom. La co-entreprise EE, issue du regroupement des activités d'Orange et de Deutsche Telekom au Royaume-Uni, possède sa propre équipe d'audit interne.

Par l'intermédiaire de ses missions d'audit, l'Audit interne aide le Groupe à maintenir un dispositif de contrôle approprié en évaluant son efficacité et son efficience, et en émettant des recommandations pour son amélioration continue.

Les recommandations résultant des missions d'audit interne (167 missions effectuées en 2013) font l'objet d'un suivi systématique et donnent lieu en particulier à des plans d'actions élaborés et mis en place par les divisions et filiales du Groupe.

Ces missions comprennent notamment les diligences effectuées à la demande de la Direction du contrôle interne du Groupe dans le cadre de l'évaluation systématique du contrôle interne financier, en particulier les tests d'efficacité opérationnelle du contrôle interne et les audits cycliques du contrôle interne des filiales moins significatives.

Pour la France et la Pologne, l'Audit interne d'Orange fait l'objet d'une certification annuelle par IFACI Certification, selon le référentiel professionnel de l'audit interne (RPAI).

L'Audit interne intervient également en soutien aux Directions des opérations du Groupe dans leur démarche propre d'identification de leurs risques majeurs.

#### Contrôle Général

Le Contrôle Général réalise, à la demande de membres du Comité exécutif ou des Comités de direction de chacun des Directeurs exécutifs, des enquêtes notamment sur les cas de fraude suspectés pouvant avoir un impact au niveau du Groupe. Il a réalisé 14 missions en 2013. Les enquêtes de moindre impact sont réalisées au niveau des pays par des enquêteurs le plus souvent dédiés à cette fonction. Le réseau d'enquêteurs comprend quatre pôles territoriaux en France permettant de couvrir l'ensemble du territoire. Des structures d'enquêtes existent également dans les principaux pays et notamment en Pologne et en Espagne.

#### Fraude et Revenu Assurance

La Direction Fraude et Revenu Assurance Groupe (GFRA) définit la stratégie et la démarche du Groupe en matière de

détection et prévention de la fraude et en matière de protection du chiffre d'affaires. Pour soutenir le déploiement de cette stratégie, GFRA travaille étroitement tant avec les équipes centrales que les équipes des entités opérationnelles.

Orange a adopté une approche basée sur l'analyse des risques pour gérer la fraude. La Direction Fraude et Revenu Assurance Groupe effectue une veille permanente sur les risques de fraude existants et les nouveaux risques qui apparaissent ainsi que sur toute nouvelle législation relative à la fraude. Ceci permet ainsi à Orange de prendre en compte les évolutions en matière d'environnement sur les risques de fraude et d'adapter sa stratégie anti-fraude en conséquence. GFRA maintient à jour la cartographie des risques de fraude du Groupe, couvrant tous les risques prévus dans ce domaine (incluant, par exemple, les risques de blanchiment d'argent, la corruption, les carrousels à la TVA et le financement des terroristes).

Orange dispose de contrôles préventifs pour réduire la probabilité de survenance de fraudes susceptibles de constituer un risque majeur. La prévention ne pouvant être efficace à 100 %, le Groupe a également défini un dispositif de contrôles conçus pour détecter des cas de fraude. Tout cas ou suspicion de fraude identifié à travers ces contrôles fait l'objet d'une enquête et est traité dans le respect des lois et de nos principes éthiques.

Orange considère que pour gérer le risque de fraude et protéger le chiffre d'affaires de manière efficace, le coût de la fraude et la perte de chiffre d'affaires doivent être maîtrisés au niveau des entités et consolidés au niveau Groupe afin de permettre l'analyse et le traitement des incidents majeurs et l'identification des évolutions. Concernant la production de l'information financière du Groupe, l'approche définie par GFRA inclut les risques pertinents en la matière tels que les fraudes commises par le management ou la fraude aux états financiers.

### Contrôle interne

Le Contrôle Interne Groupe a notamment pour mission d'assurer le pilotage global et de mesurer la qualité du dispositif de contrôle interne financier pour l'ensemble du Groupe. A ce titre, il est chargé de conduire le programme d'amélioration continue des processus de contrôle interne financier.

Le Contrôle Interne Groupe élabore une méthodologie, les outils nécessaires à son application et un programme de travail annuel. Il pilote le déploiement du dispositif du contrôle interne et s'assure de son efficacité auprès de l'ensemble des managers du Groupe, en s'appuyant sur les responsables des Comités de gouvernance, les responsables Groupe des domaines de l'environnement de contrôle et les directions du contrôle interne des entités ; il suit le résultat des travaux menés dans le Groupe afin d'atteindre le niveau de qualité requis.

Dans ce cadre, le Contrôle Interne Groupe doit notamment :

- animer les directions du contrôle interne locales et les responsables Groupe des domaines de l'environnement de

contrôle, en leur apportant support et conseil dans la qualité et la maîtrise de leur dispositif ;

- s'assurer de la mise en œuvre et du suivi des plans d'actions présentés au Comité des risques puis, le cas échéant au Comité d'audit du Conseil d'administration ;
- produire les rapports requis par les réglementations en vigueur, destinés aux actionnaires et aux autorités de tutelle des marchés financiers.

Les fonctions de contrôle interne locales ont pour mission d'assister les managers opérationnels de leurs entités afin de les aider à structurer et maintenir un dispositif de contrôle interne efficace, répondant à leur besoin comme à celui du Groupe.

Dans ce cadre, elles déclinent au sein de leur entité les directives données par le Contrôle Interne Groupe, et s'assurent du bon fonctionnement du dispositif à leur niveau. Elles sont en charge de l'application de la méthodologie, de la formation, du soutien aux opérationnels ainsi que du suivi de l'avancement des plans d'actions.

### Credit Management

Le Credit Management Groupe a pour mission de minimiser les risques financiers relatifs au crédit accordé à nos clients. Il a pour objectifs de disposer d'une vision consolidée des risques de crédit avec nos clients et partenaires et de mettre en place des outils permettant de gérer ces risques. Pour ce faire, il s'appuie sur les équipes ou correspondants locaux et sur les processus en place dans chacune des entités opérationnelles.

Il déploie la culture du Credit Management au sein du Groupe et permet le partage et la circulation d'informations.

### Comptabilité et contrôle de gestion

La Direction comptable Groupe et la Direction du contrôle de gestion Groupe assument les missions essentielles suivantes :

- produire les comptes consolidés du Groupe et les comptes sociaux d'Orange SA et de certaines filiales françaises dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et aux obligations légales en garantissant que les comptes donnent une image fidèle de l'entreprise conformément aux principes comptables adoptés par le Groupe ;
- préparer les rapports sur les comptes consolidés et les comptes sociaux et produire la documentation nécessaire à la communication financière des résultats et la synthèse du *reporting* de gestion pour le Comité exécutif ;
- piloter le cycle de *reporting* mensuel et trimestriel permettant au management de mesurer sur une base régulière la performance du Groupe ;
- concevoir et mettre en place les méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du Groupe ;
- identifier et réaliser les évolutions nécessaires des systèmes d'information comptables et de gestion du Groupe.

### 5.4.1.2 Principaux éléments du dispositif

#### Identification des risques majeurs

Chaque Direction des opérations du Groupe (France, Europe dont Pologne et Espagne, AMEA, Entreprises), ainsi que chaque Direction fonctionnelle, identifie, avec une fréquence au moins annuelle, les risques majeurs de son périmètre. Cette identification est complétée s'il y a lieu par la description des plans d'actions visant à couvrir ces risques en renforçant le contrôle interne, et depuis 2012 par un recensement des incidents graves.

La liste des incidents graves, l'évolution de la liste des risques et le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions sont examinés au cours des revues de contrôle interne de chaque Direction.

En complément, chaque membre du Comité exécutif est invité à s'exprimer une fois par an sur sa vision personnelle des risques majeurs du Groupe. Cette démarche permet de valider la revue des risques décrits dans la section *Facteurs de risque* du présent document.

L'ensemble de ce qui précède est examiné une fois par an au moins par le Comité des risques du Groupe, et présenté au Comité conjoint d'audit et de gouvernance et RSE.

Une charte de gestion des risques, signée par l'ensemble des Directeurs exécutifs du Groupe a été diffusée fin 2011 au sein du Groupe. Un questionnaire d'autoévaluation portant sur les principales dispositions de la Charte est soumis à 125 filiales et entités organisationnelles.

#### Détection et traitement de la fraude interne

La détection des cas de fraude est de la responsabilité du management aidé par la Direction Fraude et Revenu Assurance Groupe et les spécialistes locaux de la détection de la fraude dans les entités du Groupe.

Un dispositif d'alerte Groupe est en place comme prévu au titre de la loi Sarbanes-Oxley. Ce dispositif permet à tout collaborateur de signaler, via une adresse de messagerie dédiée, des faits pouvant constituer des infractions ou fraudes, notamment dans les domaines de la finance, et plus spécifiquement de la comptabilité et de la trésorerie, ou pouvant révéler des cas de corruption. La procédure définie permet d'assurer un traitement confidentiel de ces alertes, indépendamment de la chaîne hiérarchique si nécessaire. Elle garantit la protection des salariés, ainsi que les droits des personnes concernées par de tels signalements.

Lorsque les soupçons de fraude interne sont suffisamment élevés, les enquêtes sont habituellement confiées à des services spécialisés, et en particulier au Contrôle Général. Les services d'enquêtes sont chargés d'établir la matérialité des faits. Dans les cas de fraude interne, la détermination des sanctions est du ressort du management de l'entreprise. Pour tous les cas détectés (fraudes internes ou externes), les suites juridiques, civiles ou pénales, sont envisagées après avis de la Direction juridique de l'entreprise.

Les cas de fraude sont analysés par la Direction Fraude et Revenu Assurance Groupe de manière à faire évoluer les

mesures de contrôle et donc de mieux prévenir et détecter des fraudes similaires.

#### Développement de l'autoévaluation du contrôle interne

L'autoévaluation est une démarche initiée par le Contrôle Interne Groupe pour évaluer la qualité et maturité du contrôle interne des entités. Cette démarche Corporate s'appuie sur un processus formalisé et normé dont les résultats sont hébergés dans un SI centralisé. Cette démarche est complétée par des dispositifs animés localement. L'objectif est d'identifier les principales améliorations à apporter en matière de contrôle interne et d'engager des actions correctrices.

Le cas échéant, des audits internes permettent de s'assurer de la qualité des résultats de l'autoévaluation et de la pertinence des plans d'actions mis en œuvre.

#### Revue de contrôle interne

Les Revues de Contrôle Interne (RCI) permettent de vérifier annuellement, pour les principales entités du Groupe, la bonne maîtrise globale de leur dispositif de contrôle interne, et plus particulièrement l'atteinte des objectifs convenus lors de la RCI de l'année précédente. Un dossier synthétique est présenté par le management de l'entité au Directeur exécutif référent en présence de la Direction de l'audit, contrôle et management des risques Groupe. Il s'organise généralement autour du plan suivant :

- rappel des enjeux et des ambitions du dispositif de contrôle interne de l'entité pour l'année N-1, ainsi que de leur traduction en objectifs pour les acteurs du contrôle interne ;
- réalisations constatées au regard des objectifs de l'année N-1, en spécifiant ce qui reste à améliorer et en justifiant ce qui n'a pas été engagé ;
- commentaire sur les événements graves et revue des recommandations majeures ;
- ambitions de l'entité pour l'année N en cours et traduction en objectifs pour l'entité et pour les acteurs du contrôle interne concernés.

### 5.4.1.3 Procédures spécifiques de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

La Direction comptable Groupe et la Direction du contrôle de gestion Groupe qui sont également rattachées au Directeur Général Délégué, jouent par ailleurs un rôle déterminant dans ce dispositif, et le contrôle interne de l'information comptable et financière s'organise autour des éléments suivants :

- le Comité de l'information financière (voir la section 5.2.3.3) ;
- la fonction Comptable et de Contrôle de gestion du Groupe ;
- le reporting comptable et de gestion unifié ; et
- le référentiel et les méthodes comptables communs au sein du Groupe.

### Reporting comptable et de gestion unifié

Toutes les entités du Groupe s'inscrivent dans le cycle de gestion et de pilotage du Groupe, qui comporte trois composantes fondamentales :

- le processus prévisionnel (plan, budget et prévisions internes périodiques) ;
- le processus de production des comptes des sociétés et des comptes consolidés du Groupe ; et
- le processus de reporting de gestion.

#### Processus prévisionnel (plan, budget prévisions internes périodiques)

Le processus budgétaire du Groupe insiste sur la nécessité d'une mise à jour régulière des prévisions internes et sur l'engagement du management. Il est décliné pour l'ensemble des pays et divisions, unités d'affaires et filiales du Groupe.

Le budget doit refléter l'ambition du Groupe à chaque niveau de l'organisation. Il se compose d'une ambition annuelle s'appuyant sur la première année du plan pluriannuel et de prévisions mises à jour en mai, incluant l'ambition actualisée du second semestre, et en octobre / novembre pour mieux apprécier le "point d'atterrissage" de l'année en cours.

Le dossier budgétaire est composé :

- des liasses alimentées des données financières (y compris les tableaux de flux de trésorerie), accompagnées des commentaires de synthèse, notamment sur les actions majeures ;
- des investissements détaillés par projet ; et
- d'une analyse des risques et des opportunités.

Dans le cadre du processus budgétaire, des indicateurs de mesure de la performance sont établis par les divisions et font l'objet d'une analyse. Le budget et les prévisions mises à jour sont mensualisés pour servir de référence au reporting mensuel du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe établit un plan pluriannuel avec les principales entités du Groupe permettant de disposer de trajectoires financières à moyen terme pour le Groupe et ses principales entités.

#### Processus de production des comptes des sociétés et des comptes consolidés du Groupe

La production des comptes d'Orange s'articule autour du respect des principes suivants :

- la réalisation de préclôtures comptables à fin mai et fin novembre ;
- l'anticipation des estimations et du traitement des opérations comptables complexes ; et
- la formalisation des processus et des calendriers de clôture.

A ce titre, documenter les processus conduisant à la production des informations financières jusqu'à la saisie des liasses de consolidation constitue un référent commun à l'ensemble des contributeurs, renforçant ainsi le contrôle

interne de la fonction de comptabilité et de contrôle de gestion.

Des notes d'instructions des Directions du contrôle de gestion et de la Comptabilité précisant le processus et le calendrier d'arrêté pour chaque clôture sont diffusées au sein du Groupe, puis déclinées au niveau des filiales.

Les liasses de consolidation sont établies mensuellement par les entités du Groupe selon les principes comptables IFRS et saisies dans l'outil de consolidation et de reporting Groupe.

Les principes du Groupe, lorsqu'ils sont compatibles avec les règles locales applicables aux comptes sociaux, sont privilégiés afin de limiter les retraitements ultérieurs. Toutefois, en cas d'application dans les comptes sociaux d'une entité de principes non homogènes avec ceux du Groupe et ayant un impact significatif sur l'appréciation des résultats et du patrimoine, des retraitements d'homogénéisation sont pratiqués par l'entité.

L'identification, la mesure périodique et le rapprochement des différences de méthodes comptables entre comptes sociaux et comptes aux normes Groupe sont sous la responsabilité de chaque entité et communiqués aux équipes en charge du pilotage financier du Groupe.

L'identification et l'évaluation des engagements hors bilan du Groupe font l'objet d'un reporting spécifique effectué à chaque clôture annuelle et semestrielle par la Direction juridique et la Direction financière en collaboration étroite.

#### Processus de reporting de gestion

Le processus de reporting est une composante majeure du dispositif de contrôle et d'information financière. Il constitue l'outil privilégié de suivi, de contrôle et de pilotage de la Direction générale du Groupe. Le rapprochement des informations comptables et des données prévisionnelles, associé à l'analyse mensuelle à chaque niveau de l'organisation du Groupe, contribue à la qualité et à la fiabilité des informations produites. Ce principe de fonctionnement, établi entre les fonctions contrôle de gestion et comptabilité, se décline à l'ensemble des entités du Groupe et à chaque niveau de l'organisation (unité d'affaires, division et Groupe).

La définition des contenus et supports du reporting Groupe qui permettent de suivre la réalisation des objectifs du Groupe, est établie sur une base régulière et homogène. Les données financières du reporting sont principalement issues de l'outil de consolidation et de reporting Groupe et les formats du reporting sont standardisés. Les reportings sont validés par les Directeurs du contrôle de gestion des pays.

Ce reporting permet le suivi des indicateurs de gestion et de performance du Groupe et s'articule autour :

- d'un tableau de bord mensuel qui a pour vocation de fournir au Président-Directeur Général et au Comité exécutif les indicateurs opérationnels clés pour le Groupe et les faits et alertes majeurs du mois ;
- des reportings mensuels détaillés par segment de publication, ligne de business et pays ; ils incluent des indicateurs financiers et opérationnels.

Des revues d'affaires au niveau du Comité exécutif sont organisées par pays sous l'autorité du Directeur Général Délégué. Elles ont pour objectif le pilotage de l'activité et la revue de la prévision actualisée de fin d'année. Elles réunissent chaque mois la Direction financière Groupe avec le Directeur et la fonction finance du pays. Le Président-Directeur Général participe aux revues trimestrielles. Ces revues s'appuient sur un reporting formalisé. La collecte des informations pour ces reportings est organisée par chaque pays selon les instructions de *reporting* du Groupe.

### Référentiel et méthodes comptables communs au sein du Groupe

Pour le processus d'élaboration des comptes consolidés prévisionnels et réalisés, le Groupe a retenu le principe d'unification, ce qui induit :

- l'homogénéité du référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation ;
- la normalisation des formats de restitution ; et
- l'utilisation d'un outil informatique de consolidation et de reporting commun au Groupe.

Le Groupe dispose d'un référentiel unique qui normalise l'ensemble des rubriques des reportings consolidés, y compris pour les engagements non comptabilisés. Ce référentiel est placé sous la responsabilité de la Direction comptable Groupe. Toutes les entités consolidées du Groupe ont adopté ce référentiel.

Au sein de la Direction comptable Groupe, la Direction des normes a pour mission de définir et de diffuser les politiques comptables du Groupe dans le cadre du référentiel IFRS. Elle assure également une veille normative et formalise de manière systématique et structurée les principes comptables Groupe IFRS au travers du manuel comptable Groupe, des instructions de clôture et de réunions d'information.

Ce dispositif est complété par la mise en place de correspondants normatifs dans les pays et divisions. Ce réseau permet d'identifier localement les problématiques comptables, de diffuser les politiques comptables du Groupe dans les divisions, pays et entités, et services comptables, et de prendre en compte les besoins de formation des personnes en charge de la bonne application des politiques comptables du Groupe.

### Certification qualité ISO 9001 de la fonction comptable

Dans le domaine du management Qualité, Orange SA a obtenu depuis 2001 la certification ISO 9001 v2000 délivrée par l'AFNOR / Afnor pour les services comptables en France. Depuis 2007 ce sont l'ensemble des départements de la Direction comptable du Groupe basés en France qui sont certifiés ISO 9001 v2000. Il a été décidé de reconduire, à compter de 2010, la démarche ISO 9001 v2008 décernée par l'Afnor pour un nouveau cycle triennal de certification.

L'approche permet, pour chacun des processus comptables, de rechercher l'amélioration, la simplification et d'adopter les meilleures pratiques, afin de produire les comptes dans les

délais et avec un niveau de qualité satisfaisant aux exigences réglementaires.

Le management de la fonction comptable décline annuellement les objectifs de la démarche qualité, à savoir : améliorer la performance et les prestations fournies, consolider la confiance des partenaires et accroître le professionnalisme des acteurs.

#### 5.4.1.4 Synthèse des travaux sur le contrôle interne mis en œuvre dans le cadre de la section 404 de la loi Sarbanes-Oxley

Orange est assujettie, en raison de sa cotation sur le New York Stock Exchange, aux dispositions de la loi américaine *Sarbanes-Oxley*. Conformément aux dispositions de l'article 404 de la loi, le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué doivent établir un rapport dans lequel ils se prononcent sur l'efficacité du contrôle interne lié à la production des états financiers du Groupe établis en normes IFRS, présentés dans le Rapport annuel (*Form 20-F*) déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux Etats-Unis. Les Commissaires aux comptes procèdent à leur propre évaluation du contrôle interne. Les rapports du management et des Commissaires aux comptes figurent chaque année dans le *Form 20-F*.

Pour mieux répondre principalement à l'article 404 de la loi, Orange met en œuvre, sous la conduite du Contrôle Interne du Groupe, un programme permanent de renforcement de la culture de contrôle interne dans l'ensemble du Groupe.

En s'appuyant sur les principes diffusés par la SEC, Orange a ciblé son dispositif de contrôle interne financier sur les zones de risques importants, ce qui a permis de le rendre à la fois plus pertinent et plus efficace et de limiter les travaux d'évaluation aux contrôles couvrant ces zones de risques.

Le programme de travail annuel, qui couvre l'environnement de contrôle et le contrôle opérationnel, est constitué des principales actions suivantes :

- la *prescoping* : identification des Comités de gouvernance Groupe, ainsi que des domaines pertinents de l'environnement de contrôle et regroupement des entités consolidées, en cohérence avec l'audit des comptes, en fonction des travaux à effectuer :
  - entités les plus importantes : évaluation de l'environnement de contrôle et du contrôle opérationnel,
  - entités d'importance moyenne : évaluation de l'environnement de contrôle ;
- la *scoping* : identification par entité des domaines d'environnement de contrôle et des flux et applications informatiques soutenant ces flux ;
- la conception du dispositif, à partir d'une analyse des risques ;
- la documentation de la séparation des tâches et de la gestion des accès aux applications, ainsi que celle des contrôles généraux informatiques ;

- l'évaluation de l'efficacité du dispositif de contrôle interne mis en œuvre.

Dans le cadre de l'environnement de contrôle, chaque domaine est piloté par une entité fonctionnelle, responsable des politiques Groupe du domaine. Dans le cadre du contrôle opérationnel, les entités procèdent à une analyse de risque sur les flux couvrant les principales données financières du Groupe. L'ensemble de ces travaux est planifié sur l'exercice.

Les informations relatives au contrôle interne financier d'Orange sont documentées dans un système d'information dédié.

### Evaluation des travaux de l'année 2013

Le dispositif de contrôle interne financier fait l'objet d'une évaluation menée essentiellement par les fonctions de contrôle interne du Groupe. Chaque lacune fait l'objet d'une analyse d'impact et d'un plan d'action correctif. Les Commissaires aux comptes réalisent par ailleurs une évaluation indépendante du dispositif de contrôle interne financier.

L'évaluation menée pour l'exercice 2013 n'a pas révélé de faiblesse majeure. Le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué ont donc conclu à l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle interne lié à la production des états financiers.

## 5.4.2 Autres politiques contribuant à la gestion des risques

### 5.4.2.1 Assurances

Les principaux risques d'Orange bénéficient d'une couverture d'assurance dans le cadre d'un plan dédié qui a été souscrit auprès des acteurs majeurs du marché de l'assurance et de la réassurance, et qui regroupe plusieurs programmes. Ce plan d'assurances est régulièrement renégocié dans le cadre d'appels d'offres qui associent étroitement les intermédiaires spécialisés et qualifiés.

Les programmes d'assurance reflètent la nature des risques d'Orange et sont ajustés aux capacités d'offres actuellement proposées par le marché de l'assurance et de la réassurance pour des groupes internationaux de taille et d'activités similaires. En complément, la solvabilité des acteurs porteurs des risques et leurs notations financières font l'objet d'une veille régulière dans le cadre d'une exigence contractuelle qui fixe le niveau de notation imposé au maintien du partenariat assureurs / assuré.

Le plan d'assurances dédié à la protection d'Orange s'inscrit dans une politique visant à optimiser les conditions du transfert du financement de ses risques au marché de l'assurance et de la réassurance. Elle combine rationalisation de la gestion des couvertures et maîtrise des budgets correspondants. Des actions d'information sont entreprises auprès des courtiers et des assureurs pour compléter leur appréciation des risques au regard de l'évolution des métiers du Groupe et de son environnement, et vérifier l'adaptation

constante des couvertures d'assurance souscrites aux besoins de l'entreprise.

Les programmes d'assurance qui constituent le plan en cours sont dévolus à la protection des risques suivants :

- risques de dommages aux biens et pertes financières consécutives (notamment pertes d'exploitation) ;
- risques de mise en cause de la responsabilité civile liée à la gestion et à l'administration de l'entreprise et à l'exercice de ses activités, tant vis-à-vis des tiers que des clients ;
- risques liés aux flottes de véhicules de l'entreprise.

Des programmes spécifiques relatifs notamment à l'assistance des collaborateurs en déplacement et mission professionnelle ou en statut d'expatriation, ou l'assurance de chantiers dans le cadre d'opérations immobilières ou de construction, viennent compléter ce dispositif.

Le coût global des couvertures d'assurances conférées par le programme Groupe d'Orange en 2013 s'élève à environ 0,04 % du chiffre d'affaires de l'exercice.

Une politique d'assurance active et volontariste a favorisé l'intégration progressive des filiales françaises et internationales au sein des différents programmes d'assurance corporate qui couvrent la quasi-totalité du chiffre d'affaires du Groupe. Ces actions prennent en compte l'évolution de l'environnement réglementaire des différentes régions d'implantation de nos actifs et de nos activités, de façon à maîtriser au mieux les risques liés à ces contraintes.

Depuis plusieurs exercices, du fait de l'absence d'offre du marché de l'assurance et de la réassurance, les risques de dommages aux poteaux et lignes aériennes du réseau téléphonique fixe, consécutifs à des événements naturels, sont auto-assurés. La part d'auto-assurance est liée à l'aléa de survenance des sinistres. Depuis la carence observée et continue du marché, le montant des sinistres qui a affecté le réseau fixe aérien n'a pas excédé en moyenne 11,5 millions d'euros par année sur les dix dernières années. En 2013, l'analyse d'instruments de financement alternatif n'a pas mis en évidence, au regard de la charge financière et de la statistique sinistres, la pertinence d'approfondir des solutions de financiarisation de ces type risques.

La gestion des assurances s'adosse elle-même à une politique de gestion des risques qui intègre des visites régulières des principaux sites du Groupe en France et à l'international. Ces travaux contribuent à un approfondissement de la connaissance des risques par les assureurs et favorisent les conditions de négociation des couvertures d'assurance dédiées à ces actifs.

En relation avec les directions intéressées, la Direction des assurances du Groupe contribue aux actions de prévention documentaire dans le cadre des accords passés avec les clients et les fournisseurs.

Par ailleurs, le Groupe, au travers de son cabinet de courtage d'assurance captif, conçoit des programmes affinitaires adossés aux produits et services destinés à enrichir les offres proposées aux clients.

La Direction des Assurances du Groupe applique à sa gestion, qui associe dans ses différentes étapes ses partenaires externes (experts, courtiers), l'évaluation des processus de contrôle interne en intégrant notamment l'environnement de contrôle, la gouvernance, et l'éthique. Certains des domaines concernés sont évalués également par les auditeurs internes et externes du Groupe, pour en vérifier la conformité.

#### 5.4.2.2 Conformité

Tenant compte des exigences croissantes des lois, règles et normes, et par sa volonté d'affirmer ses valeurs, Orange s'est dotée d'une approche de *compliance* intégrée permettant de renforcer sa démarche et de mieux se protéger contre les risques réglementaires, financiers et de réputation.

Un nouveau *Group Chief Compliance Officer* (Directeur de la conformité du Groupe) a été nommé en décembre 2013 par le Président-Directeur Général et placé sous l'autorité directe du Directeur Général Délégué, afin d'animer une organisation garante du respect des normes de *compliance* et du déploiement des programmes correspondants, en vue d'une action toujours plus socialement responsable de la part du Groupe.

Le *Group Chief Compliance Officer* coprécide le Comité de déontologie au titre de ses fonctions en matière de prévention de la corruption. Il peut être saisi directement par le Président-Directeur Général, ou le saisir directement, de tout sujet qui le nécessiterait.

Cette nomination traduit la volonté du Groupe de poursuivre le renforcement de son approche en matière de prévention de la corruption en amplifiant la politique et le programme de prévention lancé en 2013.

Un réseau de *Compliance Officers* a par ailleurs été constitué pour coordonner les missions à travers le Groupe.

#### Politique de prévention de la corruption

Orange a défini une stratégie proactive pour prévenir les risques de corruption et atténuer leurs conséquences éventuelles. Le Président-Directeur Général a annoncé le 21 décembre 2012 le renforcement par le Groupe de son approche en matière de prévention de la corruption avec la publication d'une politique validée par le Comité de déontologie du Groupe et d'un programme renforcé de prévention mis en œuvre à partir du premier trimestre 2013. Un programme de formation sur le sujet à l'attention des

salariés est mis en place et son déploiement fait l'objet d'un suivi régulier. Cette politique de prévention de la corruption est disponible sur le site [www.orange.com](http://www.orange.com) à la rubrique documentation gouvernance.

#### 5.4.2.3 Sécurité

La Direction de la Sécurité Groupe (DSEC), rattachée au Secrétariat général du Groupe, anime et coordonne les actions d'amélioration continue de la sécurité sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Le Groupe dispose d'une *Politique de Sécurité Globale* (PSG) dont l'objectif est de donner le cadre des principes génériques (techniques et organisationnels) à appliquer et de définir les responsabilités et l'organisation des différents acteurs. Cette politique vise à améliorer le niveau de sécurité de l'entreprise par une démarche d'appréciation et de gestion des risques et notamment à limiter l'impact des incidents et des crises. Elle fait l'objet d'une mise à jour régulière en fonction de l'évolution du contexte et notamment des menaces.

La politique de sécurité globale s'applique à l'ensemble du groupe Orange. Elle est au service des activités opérationnelles en permettant une prise en compte précoce des risques et en les traitant. Elle permet en outre de répondre aux obligations légales et réglementaires de chaque pays où le Groupe est présent.

La notion de *sécurité globale* est un concept incluant quatre dimensions :

- sécurité de l'information (sécurité de nos produits et services et de notre patrimoine immatériel) ;
- sécurité liée aux biens physiques ;
- santé et sécurité des personnes (clients, collaborateurs et autres parties prenantes) ;
- sécurité environnementale.

Une cartographie des risques de sécurité précisant les priorités du Groupe et les plans d'actions associés est présentée chaque année au Comité exécutif du Groupe.

La politique de sécurité Groupe fait l'objet d'un suivi et de déclinaisons dans les métiers et les entités et d'une coordination des actions de sécurité sur l'ensemble du périmètre.

## 5.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Rapport établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Orange

#### Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Orange et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le Rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

#### Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des

informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le Rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- prendre connaissance du processus d'évaluation mis en place et apprécier la qualité et le caractère suffisant de sa documentation, pour ce qui concerne les informations portant sur l'évaluation des procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le Rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

#### Autres informations

Nous attestons que le Rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,

le 26 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG Audit**  
Vincent de La Bachelerie

**DELOITTE & ASSOCIES**  
Frédéric Moulin

## 5.6 RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE

Cette section contient l'ensemble des informations à caractère social, environnemental et sociétal devant figurer dans le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite Grenelle 2 (modifiée par la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives) et du décret d'application du 24 avril 2012.

Des informations plus détaillées sur les engagements, les impacts et les performances sociales, sociétales et environnementales seront disponibles dans le rapport 2013 détaillé sur la responsabilité sociale d'entreprise. L'ensemble des indicateurs quantitatifs y sont également présentés.

### L'éthique, une partie intégrante de la gouvernance du Groupe

#### Charte de déontologie

Adoptée en 2003, la Charte de déontologie du Groupe expose les principes d'action du Groupe à l'égard de ses clients, de ses actionnaires, de ses collaborateurs, de ses fournisseurs et de ses concurrents, ainsi qu'à l'égard de l'ensemble des autres parties prenantes dans les pays où le Groupe est présent. Elle mentionne également un certain nombre de principes de comportement individuel que chaque collaborateur, administrateur et dirigeant se doit de respecter dans son activité professionnelle. La Charte est disponible sur le site [www.orange.com](http://www.orange.com) à la rubrique "gouvernance documentation".

L'engagement du Groupe s'articule autour de 4 principes fondamentaux que sont : respect, intégrité, qualité et esprit d'équipe.

Une sensibilisation aux principes d'action et aux principes de comportement individuel est périodiquement relayée par l'ensemble de la ligne managériale auprès des équipes, tant au niveau Groupe que dans les pays, afin de renforcer l'appropriation desdits principes.

Les principes et règles de déontologie boursière font l'objet d'un document spécifique qui complète la Charte de déontologie du Groupe. Ce document est destiné à appeler l'attention des collaborateurs et des administrateurs des sociétés du Groupe sur les principes et règles en vigueur en la matière et la nécessité de s'y conformer scrupuleusement, ainsi que sur certaines mesures préventives (en particulier, l'existence de périodes d'interdiction d'opérer sur les titres du Groupe pour les "initiés permanents").

#### Comité de déontologie

Le Comité de déontologie du Groupe veille à l'application homogène des principes de la Charte de déontologie et s'assure des pratiques en matière de déontologie au sein du Groupe. Il conseille les entités sur leur mise en œuvre. Le rôle du comité est précisé dans la Charte.

Il fait, chaque année, un rapport au Président-Directeur Général et à la Présidente du CGRSE sur l'accomplissement de ses missions.

En 2013, le Comité de déontologie a engagé une réflexion sur le développement de l'éthique dans les différents domaines de la relation de service afin de partager au sein du Groupe les bonnes pratiques et les axes de progrès et de conforter la confiance de nos clients et de l'ensemble des parties prenantes dans nos services et nos produits.

Le comité a par ailleurs pris acte du travail important de sensibilisation du personnel à l'éthique et à la déontologie, mis en œuvre à travers notamment la réalisation d'un nouveau module d'e-learning éthique.

Enfin, le comité a examiné l'évolution des principes et règles de déontologie boursière concernant les règles d'abstention d'opérations sur les titres des sociétés cotées du groupe Orange pour les initiés permanents. Le document a ensuite été soumis au Conseil d'administration du 5 mars 2014 qui l'a approuvé. Ces nouvelles règles sont en ligne avec les recommandations de l'AMF modifiées en juillet 2013 suite aux travaux de la mission Esambert.

#### Réseau de correspondants éthiques

Le réseau de correspondants éthiques des différents pays, entités et fonctions partage les meilleures pratiques en matière de communication et de formation sur le thème de l'éthique des affaires. Il couvre la totalité des zones géographiques d'implantation du Groupe, les thèmes de développement retenus conduisant à des déclinaisons appropriées par pays pour tenir compte des aspects réglementaires et culturels.

### Une vision stratégique claire

Depuis près de quinze ans, le groupe Orange s'est résolument engagé dans une démarche de croissance responsable. Le Groupe s'est construit sur un socle de valeurs fondatrices qui guident les principes d'action de l'entreprise vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes, et se traduisent par un engagement de longue date en faveur du développement durable. Orange a ainsi été l'une des premières entreprises à adhérer au Pacte mondial des Nations Unies, dès l'an 2000.

L'enjeu de la démarche RSE est de parvenir à une croissance équilibrée, créatrice de valeur simultanément pour toutes les parties prenantes (actionnaires, clients, salariés, société civile, pouvoirs publics...).

Cette démarche permet de mieux maîtriser les risques inhérents à l'activité et de stimuler l'innovation pour saisir les opportunités de croissance et de différenciation liées aux nouvelles attentes de la société.

Elle contribue à optimiser les processus et les modes d'organisation internes pour limiter l'empreinte environnementale des activités, réduire les coûts via

des organisations plus efficaces et productives et améliorer ainsi la performance globale du Groupe.

Elle vient également nourrir les valeurs. Elle renforce l'adhésion et la mobilisation des collaborateurs et contribue à attirer et à fidéliser les talents d'aujourd'hui et de demain.

Pour la période 2010-2013, la démarche RSE d'Orange s'est articulée sur la base de quatre engagements fondamentaux, complétés par huit priorités stratégiques. Chacune de ces priorités se décline en objectifs précis assortis d'indicateurs clefs de performance.

4 engagements	8 priorités
Reconnaître et accompagner les collaborateurs	■ Placer l'humain au cœur de l'entreprise grâce à un nouveau Contrat social pour accompagner les collaborateurs dans leur développement et répondre aux enjeux de société, notamment en matière d'égalité des chances.
Assurer transparence, qualité et sécurité aux clients	■ Être leader en matière de qualité de service sur tous nos marchés ; ■ Promouvoir et veiller à un usage sûr et responsable des produits et services, notamment en matière de protection des enfants, de respect de la vie privée et de sécurité des données.
Rendre accessible au plus grand nombre les bénéfices du monde numérique	■ Renforcer l'inclusion numérique en développant des offres et services pour le plus grand nombre, et en réduisant les fractures numériques sous toutes leurs formes ; ■ Promouvoir le développement économique et social des pays dans lesquels le Groupe est implanté, en s'appuyant sur ses services.
Innover au service d'une nouvelle écocitoyenneté	■ Mettre sur le marché des produits et services écoconçus et contribuer à réduire l'empreinte environnementale de nos clients, grâce aux offres du Groupe ; ■ Prendre une position significative dans la collecte et le recyclage des terminaux mobiles ; ■ Maîtriser la consommation d'énergie, pour faire baisser de 20 % les émissions de CO <sub>2</sub> d'ici 2020.

Orange tient compte **des principes d'inclusion, de matérialité et de réactivité** définis par la **norme AA1000 APS** (2008), référentiel international en matière de responsabilité sociale des entreprises, axé sur la prise en compte des attentes des parties prenantes. Le Groupe tient également compte des principes définis par la nouvelle **norme ISO 26000** sur la Responsabilité Sociétale des Organisations, ainsi que des lignes directrices édictées par la *Global Reporting Initiative* (GRI).

La démarche RSE du Groupe est pilotée par une **organisation dédiée** : la Direction RSE Groupe, qui rend compte au Comité exécutif.

La stratégie RSE et la feuille de route pour l'année à venir sont entérinées par le Comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise du Conseil d'administration.

Afin de piloter au mieux les actions conduites dans chaque entité, des **sponsors RSE** rattachés au plus haut niveau hiérarchique ont été nommés dans chaque fonction Groupe et entité opérant sur l'ensemble des marchés adressés par le Groupe. Réunis deux fois par an au sein du Comité de sponsors RSE, ils veillent à la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par le Comité exécutif du Groupe. Un **réseau de managers RSE** contribue au déploiement opérationnel de la démarche. Ils se réunissent tous les deux mois.

Pour s'assurer de la fiabilité des indicateurs et contrôler la bonne application des engagements du Groupe dans les entités, Orange fait réaliser depuis plusieurs années un audit externe de sa démarche RSE et de ses réalisations par l'un de ses Commissaires aux comptes.

## 5.6.1 Informations sociales

### 5.6.1.1 Emploi

#### Evolution générale des effectifs du Groupe

La dynamique, engagée par le Groupe les années précédentes dans le cadre du projet d'entreprise à cinq ans "Conquêtes 2015", s'est poursuivie sur l'année 2013.

Pendant ce temps, le marché des télécommunications a connu de multiples transformations, induites notamment par une pression concurrentielle et réglementaire accrue, et l'évolution des technologies et des usages.

Dans ce contexte, l'évolution de l'emploi dans le Groupe est marquée par une réduction globale de la force au travail interne de près de 5 000 équivalents temps plein soit - 3 % (- 2,8 % en France et - 3,3 % à l'international) qui permet au Groupe de s'adapter aux évolutions des besoins de l'activité.

En France, le Groupe a pris l'engagement de recruter en CDI 4 400 salariés sur la période 2013 - 2015, dont 400 suite à la signature du contrat de génération en fin d'année 2013, pour continuer à renforcer ses compétences dans les métiers des nouvelles technologies, et à anticiper l'impact des évolutions démographiques liées à l'accélération attendue des départs en retraites. L'année 2013 marque la première année de cette accélération.

En Pologne, les effectifs de Orange Polska ont poursuivi leur décroissance en 2013 (- 1 592 CDI en données historiques et - 1 989 CDI en données pro forma, soit - 9,2 %). L'intégration de la filiale Network Spzoo (+ 397 CDI) a été réalisée en janvier 2013. La mise en œuvre de l'accord social signé début 2012 avec les partenaires sociaux a été poursuivie. Cet accord associe à la fois un nouveau plan de départs volontaires et un programme de recrutements externes pour la période 2012/2013.

En Espagne, le niveau global des effectifs est stable en 2013 (3 957 CDI + CDD fin 2013 *versus* 3 962 CDI + CDD fin 2012) avec 126 recrutements externes en CDI et 173 départs définitifs de CDI.

Equant a poursuivi sa stratégie de positionnement de certaines de ses activités dans les pays émergents, notamment en Inde sur les activités de Global Services, et en Egypte, Ile Maurice et Russie sur celles de Sales & Marketing. Au global, les effectifs permanents d'Equant diminuent de - 274 CDI soit - 2,5 %.

Sur l'ensemble de la zone AMEA (Afrique, Moyen-Orient et Asie), les effectifs permanents affichent une légère diminution globale de - 146 CDI, soit 1,0 % résultant notamment de la mise en œuvre de départs volontaires dans certains pays (Jordanie, Egypte et Congo). Par ailleurs, au-delà des effets d'un contexte économique général difficile, certains pays de la zone (en particulier l'Egypte, le Mali et la Centrafrique) ont également été marqués par des tensions politiques, qui ont eu un impact direct sur l'évolution de l'activité.

Sur la zone Europe, le volume global des effectifs permanents diminue de 108 CDI soit - 1,3 % :

- en Roumanie, le développement de l'activité reste toujours difficile dans un contexte économique marqué par la crise. Les effectifs CDI progressent en 2013 du fait d'internalisation d'activités au bénéfice d'autres entités du Groupe ;
- dans d'autres pays, le contexte de crise conjugué dans certains cas à des dispositifs réglementaires devenant contraignants (notamment en Belgique) conduisent à des réductions d'effectifs pour adapter la force au travail aux évolutions de l'activité ;
- en République Dominicaine, les négociations pour la cession de l'activité à un partenaire externe ont abouti en 2013, ce qui conduira à une sortie de périmètre de cette filiale en 2014.

Nombre d'employés - effectif actif fin de période	2013	2012	2012 (pro forma)	2011
Orange SA <sup>(1)</sup>	95 359	95 647	98 406	95 642
Filiales France <sup>(1)</sup>	6 713	9 392	6 389	9 608
<b>Total France <sup>(2)</sup></b>	<b>102 072</b>	<b>105 039</b>	<b>104 795</b>	<b>105 250</b>
Filiales internationales <sup>(3)</sup>	63 416	65 492	65 801	66 699
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>■ 165 488</b>	<b>170 531</b>	<b>170 596</b>	<b>171 949</b>

(1) A la suite de la fusion des sociétés Orange, Orange France et Orange Distribution, les effectifs d'Orange France et Orange Distribution (2 759 employés) ont été intégrés dans Orange SA respectivement le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

(2) Périmètre de consolidation financière : exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

(3) Périmètre de consolidation financière : inclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Effectif par type de contrat	2013	2012	2012 (pro forma)	2011
Contrat à durée indéterminée (CDI)	161 932	166 944	166 866	167 704
Contrat à durée déterminée (CDD)	3 556	3 587	3 730	4 245
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>■ 165 488</b>	<b>170 531</b>	<b>170 596</b>	<b>171 949</b>

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Effectif par métier	2013	2012	2011
Commercial & relation client	48,7 %	49,1 %	48,8 %
Innovation & prospective	2,4 %	2,4 %	2,4 %
Management & supports	12,8 %	13,0 %	12,9 %
Contenu & production multimédia	0,6 %	0,6 %	0,6 %
Informatique & systèmes d'information	9,1 %	8,8 %	8,4 %
Technique & réseaux	24,5 %	24,7 %	24,3 %
Autres	1,9 %	1,4 %	2,6 %
<b>TOTAL GROUPE <sup>(1)</sup></b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

Effectif par genre	2013	2012	2011
Femmes	36,2 %	36,5 %	36,4 %
Hommes	63,8 %	63,5 %	63,6 %
<b>TOTAL GROUPE <sup>(1)</sup></b>	<b>■ 100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Effectif par âge	2013	2012	2011
Inférieur à 30 ans	11,8 %	12,9 %	14,0 %
Compris entre 30 et 50 ans	52,1 %	52,1 %	53,0 %
Supérieur à 50 ans	36,1 %	35,0 %	33,0 %
<b>TOTAL GROUPE <sup>(1)</sup></b>	<b>■ ■ 100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

■ ■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Effectif par zone géographique	2013	2012	2011
France <sup>(1)</sup>	62,1 %	62,0 %	61,6 %
Espagne	2,4 %	2,3 %	1,9 %
Pologne	12,4 %	13,0 %	13,7 %
Afrique Moyen Orient Asie	9,5 %	9,3 %	8,8 %
Europe	5,4 %	5,2 %	5,8 %
Orange Business Services	7,0 %	7,1 %	7,1 %
Reste du monde	1,2 %	1,1 %	1,1 %
<b>TOTAL GROUPE <sup>(2)</sup></b>	<b>■ ■ 100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

(1) Périmètre géographique : inclut les sociétés françaises ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

(2) Le périmètre Groupe correspond à l'ensemble des sociétés consolidées dans les comptes du Groupe.

■ ■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Les effets de périmètre les plus marquants concernent en France la sortie de périmètre de Cityvox (- 32 CDI - 2 CDD) et d'Etrali France (- 210 CDI).

A l'international, la volumétrie est plus importante avec l'intégration en Pologne de Network Spzoo (+ 397 CDI) et les sorties de périmètre d'Etrali international (- 226 CDI et 1 CDD) et d'Orange Luxembourg (- 7 CDI) et la régularisation des CDD d'Orange Dominicana à fin 2012 (+ 146 CDD).

L'évolution à la baisse du recours aux contrats à durée déterminée (- 174 CDD en données pro forma, soit - 4,7 %) résulte d'une diminution en France (- 286 CDD soit - 21,1 %), compensée en partie par une progression à l'international (+ 112 CDD soit + 4,7 %), en particulier sur les zones AMEA et Europe.

## Les entrées et les départs

Nombre de recrutements externes en CDI	2013	2012	2011
Orange SA	707	1 485	2 901
Filiales France	541	627	778
<b>Total France <sup>(1)</sup></b>	<b>■ ■ 1 248</b>	<b>2 112</b>	<b>3 679</b>
Filiales internationales <sup>(2)</sup>	4 725	6 091	6 445
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>5 973</b>	<b>8 203</b>	<b>10 124</b>

(1) Périmètre de consolidation financière : exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

(2) Périmètre de consolidation financière : inclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

■ ■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Sur le Groupe France (périmètre consolidation financière), 1 248 recrutements externes ont été effectués en 2013 (1 266 sur le périmètre géographique en France, y compris les entités présentes en France et dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international").

Ils s'inscrivent dans le cadre du nouveau plan triennal annoncé par le Groupe : 4 400 sur la période 2013, 2014 et 2015. Après la réalisation du programme précédent (10 000 sur la période 2011, 2012 et 2013), ils permettent au Groupe de poursuivre son effort pour renforcer ses compétences dans les métiers des nouvelles technologies et anticiper l'impact des évolutions démographiques, en particulier l'accélération attendue des départs en retraites (près de 3 000 en 2013 *versus* 900 en 2012).

Ces entrées concernent essentiellement les secteurs des réseaux (intervention client et réseaux), de la vente (vente

directe) et de la relation client (conseil client en centre d'appels), des services aux entreprises, de l'innovation, du développement des systèmes d'information et du multimédia.

A l'international, la diminution des recrutements externes (- 1 366) est principalement portée par l'Espagne (126 recrutements externes en 2013 *versus* 578 en 2012 soit - 452). Toutefois le résultat de l'année 2012 était exceptionnel puisqu'il résultait de l'intégration de la nouvelle filiale Orange Servicios de Telemarketing.

Dans les autres pays et zones, la tendance est aussi à la décroissance : Pologne (991 en 2013 soit - 170 par rapport à 2012), AMEA (1 303 en 2013 soit - 40 par rapport à 2012), Europe (877 en 2013 soit - 321 par rapport à 2012) et Equant (963 en 2013 soit - 320 *versus* 2012). Ces évolutions illustrent les efforts engagés par les entités pour renforcer le pilotage de ces flux afin de les adapter aux évolutions de l'activité et les orienter en priorité vers les activités en lien direct avec la satisfaction de la qualité de service perçue par le client.

Nombre de démissions de salariés en CDI	2013	2012	2011
Orange SA	216	277	356
Filiales France	221	198	215
<b>Total France <sup>(1)</sup></b>	<b>437</b>	<b>475</b>	<b>571</b>
Filiales internationales <sup>(2)</sup>	3 129	3 413	4 014
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>3 566</b>	<b>3 888</b>	<b>4 585</b>

(1) Périmètre de consolidation financière : exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

(2) Périmètre de consolidation financière : inclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Nombre de licenciements de salariés en CDI	2013	2012	2011
Orange SA	44	45	48
Filiales France	38	28	45
<b>Total France <sup>(1)</sup></b>	<b>82</b>	<b>73</b>	<b>93</b>
Filiales internationales <sup>(2)</sup>	2 913	2 286	1 960
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>2 995</b>	<b>2 359</b>	<b>2 053</b>

(1) Périmètre de consolidation financière : exclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

(2) Périmètre de consolidation financière : inclut les sociétés ayant des effectifs en France mais dont le chiffre d'affaires est consolidé sur le périmètre "international".

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

Les départs définitifs de CDI du Groupe s'élèvent à 11 429 en 2013 *versus* 8 539 en 2012 soit une progression de 33,8 %. Cette accélération du turn-over est visible surtout en France mais également sur le périmètre international. En France, la volumétrie des départs définitifs est doublée, passant de 1 920 en 2012 à 4 007 en 2013. Cette progression s'explique par l'accélération attendue des départs en retraite, en lien avec les évolutions législatives et réglementaires ainsi que la structure démographique des populations éligibles (2 996 retraites en 2013 *versus* 882 en 2012). Les autres départs tels que les démissions et les licenciements restent sur des volumétries globalement similaires.

Sur le périmètre international, l'accélération des départs est plus limitée. Ils passent de 6 619 en 2012 à 7 422 en 2013 soit + 12,1 %.

En Pologne la progression des départs s'explique par la poursuite de la mise en œuvre du plan de départs volontaires (2 947 départs définitifs en 2013 dont 1 704 au titre du plan). Ces départs volontaires sont réalisés conformément aux engagements pris avec les partenaires sociaux dans le cadre du nouvel accord social signé début 2012.

Sur la zone AMEA, les départs définitifs progressent aussi en 2013 (+ 210 départs supplémentaires soit 16,7 %). Ils prennent en compte l'impact des plans de départs volontaires mis en œuvre cette année en Jordanie (98 départs) en Egypte (100 départs) et au Congo (101 départs).

Sur la zone Europe, les départs définitifs progressent légèrement (+ 98 départs supplémentaires soit + 10,1 %) compte tenu de l'accélération du turn-over dans certains pays marqués par le contexte de crise économique qui conduit à un ajustement de nos ressources aux évolutions de l'activité.

## Insertion professionnelle des jeunes

Insertion professionnelle - Groupe en France	2013	2012	2011
Nombre d'étudiants accueillis en stage	2 873	2 600	2 917
Nombre de contrats d'alternance signés dans l'année <sup>(1)</sup>	3 362	3 491	3 106

(1) Contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Le groupe Orange poursuit sa politique volontariste d'accompagnement des jeunes dans le cadre de leur formation initiale ou en complément de celle-ci.

Cet engagement a été réaffirmé dans le cadre de l'accord conclu en février 2011 avec les partenaires sociaux. Cet accord prévoit en particulier de maintenir chaque année au sein du Groupe en France au moins 4 500 alternants et d'accueillir environ 2 500 stagiaires. Il prévoit aussi de favoriser l'intégration de ces jeunes sur les métiers nécessaires au Groupe en recrutant au moins 1 200 alternants en CDI à l'issue de leur formation, sur les trois années 2011, 2012 et 2013.

Avec plus de 5 100 contrats d'alternance en cours au 31 décembre 2013 (apprentissage et contrats de professionnalisation) soit 5,0 % des effectifs en activité (périmètre de l'accord Groupe en France), le Groupe réalise pleinement ses objectifs.

Il s'inscrit au-delà du seuil de quota d'alternance fixé par les règles législatives et réglementaires en vigueur, à 4 % de l'effectif moyen de référence pour les entreprises de plus de 250 salariés.

En 2013, 254 ex-alternants ont été recrutés en CDI, soit au total 1 441 sur les 3 dernières années, permettant d'aller

au-delà des engagements pris par le Groupe dans l'accord signé avec les partenaires sociaux.

Par ailleurs, le Groupe complète son action en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes en continuant à accueillir chaque année un volume important de stagiaires (2 873 en 2013 *versus* 2 600 en 2012).

## Main-d'œuvre extérieure

### Travailleurs intérimaires - Groupe France

	2013	2012	2011
Montant des versements effectués à des sociétés extérieures pour mise à disposition de personnel (en millions d'euros)	30,85	24,44	34,49
Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires <sup>(1)</sup>	687,0	546,0	785,0

(1) Calcul à partir des charges d'intérim enregistrées dans les résultats comptables Groupe France.

Le recours au travail temporaire permet essentiellement de faire face à des accroissements ponctuels d'activité, liés notamment au lancement des nouveaux produits et services, ainsi qu'aux campagnes de vente et aux offres promotionnelles.

Le recours à l'intérim est présenté en équivalent temps plein (ETP) et en moyenne mensuelle sur l'année. A fin décembre 2013, il représente 687 ETP *versus* 546 ETP à fin décembre 2012, soit une progression marquée (+ 28,0 %). Cette progression s'explique par la décision du Groupe d'avoir

recours par principe aux intérimaires pour les missions inférieures à 3 mois, plutôt qu'aux CDD. Le recours à cette main-d'œuvre externe représente 0,57 % de la force au travail totale du Groupe.

Il concerne essentiellement le domaine commercial, en particulier les activités de service client et dans une moindre mesure, celles de la vente et du service aux entreprises. Sur les activités de réseaux et du système d'information, il représente un volume peu significatif.

## Sous-traitance

### Sous-traitance - Groupe France

	2013	2012	2011
Montant de la sous-traitance (en millions d'euros)	1 724,4	1 813,0	1 802,8
Equivalent effectif temps plein (moyenne mensuelle) <sup>(1)</sup>	24 055	25 880	26 313

(1) Calcul à partir des charges de sous-traitance enregistrées dans les comptes sociaux des sociétés constituant le périmètre Groupe France.

Le recours à des salariés appartenant à une société extérieure se réalise dans le cadre de contrats de prestation de services.

En France, il intervient en particulier dans le domaine des réseaux sur les activités d'intervention technique (sur les réseaux et chez le client), d'études, d'ingénierie, d'architecture et dans le domaine des systèmes d'information sur les activités de conception, de développement et d'intégration. Il intervient également dans le domaine de la relation client et du service client sur les activités de service au client et d'assistance commerciale par téléphone.

Le recours à la sous-traitance représente 24 055 effectifs équivalents temps plein (en moyenne mensuelle) à fin décembre 2013 soit 20,0 % de la force au travail totale du Groupe France (Orange SA et les filiales du Groupe exerçant leurs activités en France).

Au global, cette main-d'œuvre extérieure affiche une diminution (- 7,2 %) par rapport à l'année 2012 (25 880 ETP).

L'analyse par secteur fait apparaître des situations différenciées compte tenu de l'évolution de l'activité en France en 2013. On constate une diminution globale sur les activités de services au client en centres d'appels. Sur les activités techniques réseaux le recours à cette main-d'œuvre externe

reste globalement stable avec une diminution sur la partie intervention client et réseaux compensée en partie par des progressions sur les activités liées au développement de la fibre et du haut débit. Sur les activités de services aux entreprises la tendance est à une légère progression en lien avec le développement des activités "global services".

### 5.6.1.2 Rémunérations

#### Politique de rémunération

Dans le cadre de Conquêtes 2015 et de *People Charter* (le Contrat Social en France), la politique de rémunération est un équilibre entre la performance économique et la qualité sociale. Elle vise au partage de la valeur dans tous les pays. Elle participe de fait à l'objectif d'être Employeur de Référence afin d'attirer les nouvelles compétences dont le Groupe a besoin. Elle s'inscrit dans la démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise. En cohérence avec d'autres politiques RH (recrutement, parcours professionnels, formation, conditions de travail), la politique de rémunération est un levier managérial au service des objectifs stratégiques du Groupe.

Ces orientations du Groupe sont adaptées au mieux selon les situations locales afin d'encourager les salariés à se comporter individuellement et collectivement de façon à atteindre les

objectifs business, à travers l'engagement individuel et l'esprit d'équipe <sup>(1)</sup>.

En France, les études réalisées par l'Observatoire interne des Rémunérations permettent de constater la cohérence d'ensemble des politiques de rémunération menées par les sociétés du Groupe et un positionnement des pratiques de rémunération en adéquation avec celles du marché.

Pour développer et ancrer la culture de résultat, Orange rétribue la contribution et la performance de ses collaborateurs grâce à la mise en œuvre d'une politique de rémunération dynamique. Outre les évolutions de salaire fixe liées à une meilleure maîtrise du poste ou à un changement significatif de

responsabilités, les rémunérations variables récompensent l'atteinte des résultats individuels et collectifs :

- les cadres, qui ont un rôle majeur dans la mobilisation de leurs équipes, et les agents de maîtrise bénéficient d'une rémunération variable individuelle semestrielle assise sur l'atteinte des résultats des programmes majeurs du Groupe et de leurs objectifs personnels ;
- l'ensemble des salariés bénéficie, à travers les accords d'intéressement des sociétés et de l'accord de participation du Groupe en France, d'un complément de rémunération lié à des critères de performance ou de résultat.

#### Rémunérations - Orange SA

	2013 <sup>(1)</sup>	2012	2011
Rémunération mensuelle moyenne brute (en euros)	3 642	3 558	3 460
Hommes	3 763	3 686	3 594
Femmes	3 428	3 329	3 223

(1) Les valeurs 2013 sont provisoires.

## Intéressement et Participation

### Intéressement

En France, les accords d'intéressement sont signés au niveau de chaque société. Ils associent collectivement les salariés de la Société aux résultats de l'entreprise. En 2013, 30 accords d'intéressement sont signés dans les sociétés du Groupe en France. Ces accords sont basés, pour la plupart, sur un indicateur financier et sur des priorités opérationnelles, dont la qualité de service offerte aux clients. L'enjeu de l'intéressement, à objectifs atteints, se situe le plus souvent à hauteur de 4 % des salaires.

Aux termes de l'accord signé en juin 2012 chez France Télécom SA pour les années 2012 à 2014, l'intéressement repose d'une part sur l'atteinte d'un indicateur de performance opérationnelle (IPO) pour un poids de 70 % et d'autre part sur

l'atteinte d'un indicateur de qualité de service offert aux clients pour un poids de 30 %.

L'IPO résulte du développement du chiffre d'affaires, de la maîtrise des charges opérationnelles, de l'optimisation des investissements. Il couvre les univers du fixe, du mobile et de l'internet sur l'ensemble des marchés.

L'indicateur de qualité de service mesure la satisfaction des clients sur l'ensemble des univers et sur les marchés résidentiels, entreprises et grands comptes.

Au titre de l'année 2012, un intéressement correspondant à 4,97 % des salaires, soit 2 200 euros en moyenne, a été versé en mai 2013.

Au titre de l'année 2013, une provision valorisant des résultats de Performance Opérationnelle et de Qualité de Service supérieurs aux objectifs est comptabilisée au 31 décembre 2013.

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Intéressement d'Orange SA	212 <sup>(1)</sup>	204 <sup>(2)</sup>	185

(1) Montant provisionné au 31 décembre 2013.

(2) Montant 2012 actualisé.

### Participation

Un nouvel accord de participation a été signé avec les organisations syndicales en juin 2013 en France en remplacement de l'accord précédent signé en 1997. Cet accord s'applique aux salariés d'Orange SA et de ses filiales françaises détenues à plus de 50 %. En tant que mandataire social, le Président ne perçoit pas de participation.

A travers une nouvelle formule de calcul dérogatoire, la réserve spéciale de participation de chaque société est désormais égale à 4 % de son Résultat d'Exploitation (norme française),

et la participation du Groupe correspond à la somme des réserves spéciales de participation positives des sociétés adhérentes à l'accord.

La réserve spéciale de participation du Groupe est répartie entre tous les bénéficiaires pour 20 % en fonction de leur temps de présence et pour 80 % proportionnellement au salaire annuel brut perçu par chaque bénéficiaire. Les sommes attribuées individuellement sont, au choix des salariés, perçues directement ou affectées à l'un des Plans d'épargne du Groupe.

(1) Eu égard à la diversité des environnements macroéconomiques et légaux dans les pays où le Groupe est présent, conduisant chaque entité à développer une politique de rémunération adaptée à son contexte spécifique, l'indicateur d'évolution des rémunérations n'est pas restitué au périmètre Groupe.

Le tableau ci-dessous présente le montant de la participation au titre des trois derniers exercices dans le cadre de l'accord de participation de Groupe.

(en millions d'euros)	2013	2012	2011
Réserve spéciale de participation du Groupe	173 <sup>(1)</sup>	144 <sup>(2)</sup>	197

(1) Montant provisionné au 31 décembre 2013 ; incluant 167 millions d'euros provisionnés dans les comptes d'Orange SA.

(2) Montant 2012 actualisé.

## Rémunération en actions

Le Conseil d'administration du 5 mars 2014 a constaté la non-atteinte de la condition de performance du plan "Partageons" (plan d'attribution gratuite d'actions réservée aux membres du personnel).

Pour plus d'informations sur ce plan, ainsi que sur les plans d'options de souscription d'actions, voir la section 5.3.1 *Rémunération des mandataires sociaux*.

## Offre réservée au Personnel

Le Conseil d'administration a demandé lors de la séance du 5 mars 2014, à la Direction générale d'étudier la mise en place d'une Offre Réservée au Personnel (ORP) destinée à renforcer l'actionnariat salarié du Groupe. Cette ORP serait proposée aux salariés en France dans le cadre du Plan d'épargne Groupe et ne concernerait que des actions détenues en autocontrôle par Orange.

### 5.6.1.3 Organisation du travail

#### Organisation du temps de travail

Nombre de salariés à temps partiel par quotité de temps de travail	2013	2012	2011
Inférieur à 30 %	2 830	2 901	1 703
De 30 % à 49 %	270	377	538
De 50 % à 59 %	5 139	3 582	3 707
De 60 % à 69 %	3 151	2 150	1 418
De 70 % à 79 %	597	681	609
De 80 % à 89 %	7 273	8 027	8 200
De 90 % à 99 %	1 354	1 355	1 227
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>20 614</b>	<b>19 073</b>	<b>17 402</b>

Le nombre de salariés à temps partiel dans le groupe Orange s'élève à 20 614 effectifs, soit 12,5 % des effectifs actifs du Groupe. Il poursuit sa progression en 2013 avec + 1 541 salariés, soit + 8,1 % entre fin 2012 et fin 2013 (rappel + 9,6 % en 2012).

En France, les salariés à temps partiel représentent 18 979 salariés, soit 92 % du total des temps partiel du Groupe. Ils progressent de 8,0 % en 2013 (rappel + 8,9 % en 2012).

Cette progression s'explique par la mise en œuvre des mesures en faveur des seniors et de l'aménagement des fins de carrière dans le cadre des accords signés avec les partenaires sociaux en novembre 2009, décembre 2010 et décembre 2012.

Ces accords instaurent en particulier deux dispositifs spécifiques : le Temps Partiel Senior (TPS) et le Temps Partiel Intermédiaire (TPI depuis mars 2011). Le dispositif du TPS a été prolongé suite au nouvel accord d'une durée de 3 ans, signé avec les partenaires sociaux en date du 31 décembre 2012.

En 2013, plus de 4 500 salariés ont intégré un de ces deux dispositifs (TPS et TPI), après les 2 900 entrées de 2012 et les 2 200 de 2011. Depuis leur mise en œuvre, plus de 12 200 salariés ont opté pour ces dispositifs. Ces résultats confirment le succès de ces formules permettant le maintien des seniors dans l'emploi, tout en adaptant leur fin de carrière et en assurant le transfert et le renouvellement des compétences.

Ces dispositifs d'aménagement du temps de travail de fin de carrière permettent de dégager une période de "temps libéré" avant le départ définitif en retraite du salarié. Elle peut varier entre 6 mois et 2 ans selon le dispositif concerné (le nouvel accord signé le 31 décembre 2012 ouvrant une possibilité de temps libéré pouvant aller jusqu'à 3 ans). Pendant cette période de "temps libéré" le salarié reste bien présent dans les effectifs en activité de l'entreprise. La progression constatée sur la tranche inférieure à 30 % correspond à cette phase du dispositif.

## Absentéisme

Nombre de journées d'absence des salariés pour maladie <sup>(1)</sup>	2013 <sup>(2)</sup>	2012	2011
Total Groupe	1 302 191	1 271 011	
dont Orange SA	970 091	967 857	1 000 321

(1) La définition a été revue à partir de l'exercice 2012. Elle intègre désormais uniquement des absences pour maladie maintenant le salarié en position d'activité au regard de la comptabilisation dans les effectifs, ce qui exclut notamment les absences de congé longue maladie ou de longue durée en vigueur à Orange SA. Cette définition porte sur les salariés sous contrat à durée indéterminée, sur les salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que sur les alternants. Les résultats 2011 ont été recalculés à partir de cette définition mais ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA sur 2013 est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.

Nombre de journées d'absence des salariés pour accident de travail <sup>(1)</sup>	2013 <sup>(2)</sup>	2012 <sup>(3)</sup>	2011
Total Groupe	50 208	57 141	
dont Orange SA	42 269	49 683	47 712

(1) La définition a été revue à partir de l'exercice 2012. Elle comptabilise désormais uniquement des absences pour accident du travail, ce qui exclut les absences pour accident de trajet. Cette définition porte sur les salariés sous contrat à durée indéterminée, sur les salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que sur les alternants. Les résultats 2011 ont été recalculés à partir de cette définition mais ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

(2) La valeur indiquée pour Orange SA sur 2013 est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.

(3) Les résultats 2012 ont été actualisés à partir des résultats définitifs du périmètre Orange SA.

En 2011, le Groupe avait initialisé un tableau de bord en matière de santé-sécurité et absentéisme, étendu à l'ensemble des filiales en France et à l'international l'année suivante. En 2013, les efforts ont été portés sur le suivi des quatre indicateurs clés qui le composent. De ce fait, le pourcentage des effectifs reportés s'est stabilisé au dessus des 90 % pour l'absentéisme maladie, et au-delà de 95 % pour les jours d'absences pour accident du travail. Dans certains pays (Etats-Unis, Inde, etc.), il n'y a pas de suivi des absences par cause et il n'est pas possible d'identifier pour ces pays les absences pour maladie ou pour accident du travail spécifiquement. Il est à noter une légère augmentation du nombre de jours d'absences pour congés ordinaires maladie entre 2012 et 2013 liée à une meilleure compréhension de la définition de l'indicateur. A contrario, le nombre de jours d'arrêt pour accidents du travail a légèrement baissé.

En 2013, le périmètre d'Orange SA a été modifié par l'intégration des filiales Orange France SA et Orange Distribution. La légère baisse (de - 0,5 %) du nombre de jours d'absence constatée entre 2012 et 2013 est la conséquence de ce changement de périmètre. A périmètre 2012 égal, le nombre de jours d'absence diminue entre 2012 et 2013 de 1,6 %. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse du nombre de jours d'absence pour accident du travail (- 7,6 %), mais également à une baisse de l'absentéisme pour congés ordinaires de maladie (- 1,34 %).

Cette évolution montre la poursuite de la tendance baissière amorcée en 2010 sur l'absentéisme maladie.

## 5.6.1.4 Dialogue social

## Organisation du dialogue social

## En France :

En 2012, le Comité central de l'unité économique et sociale de d'Orange (CCUES) avait siégé durant 15 séances soit 24,5 journées de réunion.

En 2013, le CCUES a siégé durant 12 séances représentant 21 journées de réunion. Au cours de l'exercice, cette instance représentative du personnel a traité à son ordre du jour

75 sujets auxquels se sont rajoutées toutes les résolutions votées quant à la gestion des Activités Sociales et Culturelles (ASC).

Les élus représentants des salariés ont été informés sur 34 dossiers et consultés sur 41 autres dossiers : 17 sur des rapports et bilans annuels prévus conventionnellement ou par le Code du travail et / ou présentés à la demande des élus, 9 relatifs à des projets d'évolution de l'organisation ou des process et 15 concernant des projets d'accord collectifs et Décisions Unilatérales.

L'année 2013 a été marquée par le renouvellement d'un grand nombre d'instances représentatives du personnel au sein du Groupe en France avec des élections professionnelles organisées au sein des filiales Générale de Téléphone, Orange Studio, Orange Promotions, Sofrecom et Orange Caraïbes.

Enfin, 58 accords et avenants à accords existants ont été conclus au sein du Groupe en 2013 dont 4 concernent Orange SA, 9 le Groupe dans son ensemble et 45 les filiales du Groupe en France.

Il convient de noter également que le Comité de Groupe France, instance conventionnelle qui regroupe les filiales du Groupe en France s'est réuni quatre fois durant l'exercice 2013, traitant de 16 sujets relatifs à l'activité, la situation financière, l'évolution de l'emploi et de la structure du Groupe.

## En Europe :

Le Comité de Groupe européen est un lieu d'échanges et de dialogue sur des questions économiques, financières et sociales qui présentent un caractère global et dépassent le cadre d'un pays (stratégie industrielle et d'innovation, grandes orientations de l'investissement, acquisitions, emploi...). En 2013, il s'est réuni cinq fois physiquement dont deux à titre exceptionnel dans le cadre de consultation sur des projets d'évolution et de cession : trois fois à Paris, une fois à Varsovie et une fois à Toulouse.

28 représentants des salariés composent ce comité qui regroupe aujourd'hui 19 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne,

Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède et Suisse.

### **Dans le monde :**

Le Comité de Groupe Monde, créé par un accord signé le 23 juin 2010, a pour objectif de renforcer l'efficacité de son dialogue social avec tous ses salariés (le Groupe compte aujourd'hui 38 % de ses effectifs hors de France et 17 % hors d'Europe) en leur permettant d'être représentés et de partager un socle commun d'informations à l'échelle du Groupe, dont la stratégie globale et les projets transnationaux au-delà de l'Europe.

La réunion du Comité de Groupe Monde s'est tenue les 14,15 et 16 mai 2013 à Dakar au Sénégal. En outre, une conférence téléphonique a été organisée en octobre 2013 pour apporter des précisions et répondre aux questions des élus sur un projet d'évolution sur la zone AMEA.

En 2013, un nouveau membre représentant la filiale Orange République Démocratique du Congo a rejoint le Comité Groupe Monde qui réunit 31 membres, représentant les 22 pays dans le monde comportant plus de 400 salariés chacun. Il se réunit une fois par an à l'initiative du Directeur Général du Groupe.

De plus, il est à noter qu'un avenant à l'accord portant sur le Comité de Groupe monde a été signé le 12 septembre 2013, permettant à toute filiale dont l'effectif dépasse les 400 salariés en cours de mandature de désigner un représentant au Comité de Groupe monde.

Les représentants des salariés sont à la fois des représentants d'Organisations Syndicales, des représentants désignés par les forums élus de salariés et des représentants des salariés désignés par un processus démocratique selon des règles définies localement.

### **Bilan des accords collectifs**

L'année 2013 a été marquée par la conclusion d'un certain nombre d'accords collectifs qui viennent compléter et renforcer la déclinaison du contrat social au sein du Groupe.

L'accord portant sur le contrat de génération chez Orange, dont la signature est parrainée par Michel Sapin, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, prévoit ou réaffirme des mesures concrètes et ambitieuses en matière d'embauche de jeunes en CDI, d'accueil de jeunes en formation ainsi que de maintien dans l'emploi des seniors et de transmission des compétences.

L'accord portant sur le télétravail favorise le développement de ce mode d'organisation du travail avec le souci de ne pas couper les personnes en télétravail de leur environnement professionnel, en maintenant un lien social fort.

De plus, de nombreux accords ont été conclus dans les filiales du Groupe en France dont près de la moitié ont pour thématique la rémunération, principalement par le biais d'accords salariaux ou d'accords d'intéressement.

Enfin, un dialogue social nourri existe au sein du Groupe dans le monde, soit dans le cadre d'instances représentatives du personnel, soit dans le cadre de forum salariés ou au travers des représentants du personnel. Parmi les principaux accords

collectifs signés dans le monde en 2013, on peut citer : un accord social signé en décembre 2013 en Pologne sur la politique de l'emploi pour les années 2014 et 2015 (incluant la politique de mobilité interne, le recrutement, le recours à la sous-traitance, les augmentations salariales et l'accompagnement des salariés amenés à quitter l'entreprise) ; un accord en Espagne sur la possibilité pour les parents d'enfants très malades de réduire leurs heures de travail ; un accord en Slovaquie qui définit les compétences et les règles du Comité d'entreprise ; un accord au Sénégal sur un nouveau mode de calcul de la prime de croissance ainsi que des accords obligatoires dans plusieurs pays concernant les augmentations salariales et les règles de part variable collective.

### **5.6.1.5 Santé et sécurité**

Dans le cadre du nouveau contrat social ("*people charter*" à l'international) et de notre politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise, Orange s'est engagé à faire de la politique Santé, Sécurité et Qualité de vie au travail un élément fondamental de son engagement. Sa politique en la matière vise à fournir à ses salariés une bonne qualité de vie professionnelle, tout en respectant et en promouvant la protection des droits de l'homme dans sa sphère d'influence.

Dans une lettre de juillet 2012, Stéphane Richard redéfinit les ambitions du Groupe en matière de santé, de sécurité et de qualité de vie au travail. L'objectif est d'intégrer la santé et la sécurité dans toutes les activités de l'entreprise et d'être employeur de référence dans le secteur.

En 2013, les efforts ont porté sur l'accompagnement dans les entités Orange du Groupe à l'international de plus de 1 000 personnes d'une démarche de déploiement d'un Système de Management Santé Sécurité au Travail au travers d'un questionnaire d'autodiagnostic. L'approche mise en place se veut souple et pédagogique et permet de faire un état des lieux, d'accompagner et de soutenir les entités tout en intégrant les démarches déjà engagées.

Le Comité stratégique Santé-Sécurité Groupe dont la mission est d'assurer un suivi du déploiement de la politique santé sécurité Groupe s'est réuni pour la première fois en mars 2013.

### **Les conditions de santé et de sécurité au travail en France**

#### **Les acteurs de la prévention**

L'accent mis depuis quelques années sur le développement d'une véritable fonction interne d'appui en matière de prévention des risques professionnels a été maintenu cette année. Dans ce cadre, une analyse particulière a été menée sur le métier de préventeur mis en place depuis plus de 10 ans dans l'entreprise. Les conclusions de ce travail vont alimenter un plan d'actions visant à maintenir un haut niveau de couverture des différentes entités, en adéquation avec les défis posés par l'évolution de l'entreprise sur les conditions de santé et de sécurité des salariés.

Au-delà des animations propres à chaque réseau d'acteurs, qui ont été très actives en 2013, le travail en pluridisciplinarité se développe de façon sensible. Les commissions

pluridisciplinaires de prévention, présidées par le Directeur de l'entité concernée, dont les acteurs (médecin du travail, infirmier, préventeur, environnement du travail) travaillent à la prise en compte de la dimension "santé sécurité et conditions de travail" au plus près des salariés, se sont réunies très régulièrement. Elles élaborent des plans d'actions relatifs aux priorités de leur territoire.

### **Le système de management santé sécurité au travail**

L'année 2013 a été consacrée à la consolidation des actions engagées par les unités pour développer leur système de management. Les quelques audits réalisés confortent la tendance générale positive constatée jusqu'alors.

En 2012, un nouveau module de formation intitulé "intégrer la santé au travail dans son management" a été déployé en France auprès de la population des managers. 855 managers ont suivi ce module.

### **La prise en compte des risques pour la santé dans les évolutions de l'entreprise**

L'analyse des impacts des évolutions et des projets de l'entreprise sur la santé des salariés se développe et se systématisent. Des outils et des formations à destination des chefs de projets ont été développés et mis à leur disposition : près de 300 chefs de projets ont été formés. Des équipes pluridisciplinaires (préventeurs, médecins et infirmiers, assistant sociaux, environnement du travail) contribuent à ces analyses aux côtés du management, pour éclairer les risques, orienter les décisions et construire les plans d'accompagnement.

Une animation régulière des équipes de ressources humaines est par ailleurs réalisée sur ces thématiques.

### **Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail**

Le dialogue social en matière de santé et de sécurité au travail est très important dans le Groupe, soit au travers d'accords signés avec les partenaires sociaux en lien avec la santé et la sécurité des salariés, soit au travers des instances légales (les 252 Comités Hygiène Sécurité et Conditions de travail) ou conventionnelles telles que le CNHSCT (Comité National Hygiène Sécurité et Conditions de Travail) et le CNPS (Comité National de Prévention du Stress) en France.

Parmi les accords collectifs signés en 2013, on peut noter l'accord méthodologique sur la conduite des grands projets immobiliers, qui s'inscrit dans une volonté commune d'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail, dans l'objectif partagé de garantir aux salariés un cadre de travail adapté à leur activité. Signé le 10 avril, il insiste sur le rôle clé que doivent jouer, dans de tels projets, les acteurs de la prévention et de la santé au travail via leurs recommandations, et sur l'étendue de la prise en compte de ces dernières.

D'autre part, les accords signés avec les organisations syndicales en France en 2010, 2011 et 2012 en lien avec notre politique santé, sécurité et qualité de vie au travail des salariés continuent de s'appliquer et de se déployer en 2013. Parmi ces accords on peut citer : l'accord évaluation et prévention des risques liés aux risques psychosociaux au travail signé le 6 mai 2010, l'accord pour de nouveaux principes généraux d'organisation du travail signé le 27 septembre 2010, l'accord équilibre vie privée-vie professionnelle signé le 5 mars 2010.

### **Les accidents du travail et les maladies professionnelles**

Les indicateurs santé sécurité, présentés dans le tableau de bord Groupe commun avec l'absentéisme, couvrent désormais, en 2013, plus de 96 % des effectifs.

<b>Nombre d'accidents de travail avec arrêt</b>	<b>2013 <sup>(1)</sup></b>	<b>2012 <sup>(2)</sup></b>	<b>2011 <sup>(3)</sup></b>
Total Groupe	859	1 013	
dont Orange SA	627	785	687

(1) L'indicateur a été collecté sur 96 % du périmètre Groupe - la valeur Orange SA est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.

(2) Les résultats 2012 ont été actualisés par la valeur définitive du périmètre Orange SA.

(3) Les valeurs 2011 ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

<b>Nombre d'accidents de travail mortels</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	<b>2011 <sup>(1)</sup></b>
Total Groupe	1	6	
dont Orange SA	0	2	3

(1) Les valeurs 2011 ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

**Taux de fréquence des accidents de travail (TFRAC) <sup>(1)</sup>**

	2013 <sup>(2)</sup>	2012 <sup>(3)</sup>	2011 <sup>(3)</sup>
Total Groupe	3,25		
dont Orange SA	4,27	5,21 <sup>(4)</sup>	4,56

- (1) Le taux de fréquence des accidents de travail (TFRAC) correspond au nombre d'accidents de travail avec arrêt par million d'heures théoriques travaillées. Ces heures théoriques travaillées sont calculées sur la base du nombre de jours théoriques travaillés annuels dans chacun des pays d'implantation du Groupe (source OIT).  
 (2) La valeur indiquée pour Orange SA sur 2013 est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.  
 (3) Les valeurs 2011 et 2012 ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.  
 (4) Le résultat 2012 a été actualisé par sa valeur définitive.

**Taux de gravité des accidents de travail (TGRAC) <sup>(1)</sup>**

	2013 <sup>(2)</sup>	2012 <sup>(3)</sup>	2011 <sup>(3)</sup>
Total Groupe	0,19		
dont Orange SA	0,29	0,33 <sup>(4)</sup>	0,32

- (1) Le taux de gravité des accidents de travail (TGRAC) correspond au nombre de jours d'arrêt pour accident de travail par millier d'heures théoriques travaillées. Ces heures théoriques travaillées sont calculées sur la base du nombre de jours théoriques travaillés annuels dans chacun des pays d'implantation du Groupe (source OIT).  
 (2) La valeur indiquée pour Orange SA sur 2013 est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.  
 (3) Les valeurs 2011 et 2012 ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.  
 (4) Le résultat 2012 a été actualisé par sa valeur définitive.

**Nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle**

	2013 <sup>(1)</sup>	2012	2011
Total Orange SA	91	116	62

- (1) La valeur indiquée pour 2013 est provisoire. Elle correspond aux données disponibles à date, celles-ci évoluant en fonction des saisies réalisées au fil de l'eau.

Le Groupe compte un accident du travail mortel en 2013. Il s'agit d'un accident de voiture mortel en Pologne d'un salarié dans le cadre de son activité professionnelle.

Le nombre d'accident et les taux de fréquence et de gravité ont légèrement diminué au niveau du Groupe, la France ayant un poids considérable sur ces indicateurs.

Sur le périmètre Orange SA, le nombre d'accidents et les taux de fréquence et de gravité sont en diminution en 2013. Les raisons de cette baisse sont à rechercher à la fois dans la réduction du nombre d'accident enregistrés et dans l'extension du périmètre d'analyse (les entités agrégées ont globalement une accidentologie plus faible).

L'indicateur "nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle" concerne

exclusivement Orange SA. Son suivi devrait s'étendre à l'ensemble du Groupe en France sur les prochains exercices. Les procédures de déclaration et de reconnaissance des maladies professionnelles étant spécifiques à chaque pays, une consolidation au niveau du Groupe ne sera, par contre, pas pertinente.

Le nombre de maladies professionnelles reconnues concerne essentiellement les fonctionnaires et se stabilise suite à l'amélioration du processus de collecte de l'information, ainsi que des délais de traitement des dossiers. Les principales maladies professionnelles reconnues sont des troubles musculo-squelettiques comme les années précédentes, conformément à ce qui est observé en France de façon générale.

**5.6.1.6 Formation****Nombre d'heures de formation (millions)**

	2013 <sup>(1)</sup>	2012	2011 <sup>(2)</sup>
Total Groupe	4,96	5,18	
dont Orange SA	3,19	3,35	3,40

- (1) Le reporting est en phase de stabilisation sur le périmètre international. Il couvre désormais plus de 96 % des effectifs.  
 (2) Sur 2011, les indicateurs ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

**Nombre d'heures de formation par salarié**

	2013 <sup>(1)</sup>	2012	2011 <sup>(2)</sup>
sur le Groupe	30,5	30,7	
sur Orange SA	33,9	35,6	35,2

- (1) Le reporting est en phase de stabilisation sur le périmètre international. Il couvre désormais plus de 96 % des effectifs.  
 (2) Sur 2011, les indicateurs ne sont pas disponibles en dehors du périmètre Orange SA.

L'année 2013 a été marquée par la poursuite de la crise en Europe et par une concurrence très forte sur la plupart de nos marchés. Cependant les usages explosent dans le domaine des communications et nous conduisent à adapter notre

modèle économique et notre organisation. L'anticipation des compétences pour demain et la formation permettent d'accompagner ces évolutions.

Dans ce contexte, le groupe Orange conserve en 2013 un niveau élevé de formation, avec plus de 30 heures de formation par salarié, et poursuit son effort de formation à l'international, avec :

- une forte progression des heures de formation sur la majorité des pays d'AMEA, où les besoins sont importants, avec 26,5 heures par salarié soit + 18,9 % par rapport à 2012 ;
- pour le périmètre Orange Business Services, 21 heures de formation par salariés en 2013, une réduction des heures de formation pour SCE en France et une poursuite de la progression sur Equant ;
- pour l'Europe, 29 heures de formation par salarié en 2013, ce qui traduit une progression des heures de formation sur la plupart des pays hors Belgique et Arménie ;
- pour la Pologne, une progression de 5 % avec 29 heures de formation par salarié, tandis que l'Espagne connaît une diminution de 21 % avec 45 heures de formation par salarié, ce qui reste le niveau le plus élevé de formation pour les pays Orange ;
- la France, pour laquelle le taux d'accès des salariés à la formation reste élevé ; les plans d'action en faveur des salariés non formés depuis 3 ans, des handicapés et des seniors se poursuivent ; les formations métiers, qui représentent 70 % des heures de formation, permettent d'adapter les compétences aux nouvelles technologies, et aux enjeux liés à l'évolution démographique.

L'année 2013 a été marquée par la poursuite du déploiement des formations managériales par Orange Campus en France, en Europe et sur AMEA en particulier sur les programmes "enjeux collectifs".

Orange accompagne la révolution digitale en mettant en place dans de nombreux domaines, des formations permettant de développer les compétences des salariés sur les nouveaux métiers du digital ou sur les métiers impactés par le digital. Ceci concerne les domaines de la relation client, les réseaux et systèmes d'information, le marketing et la communication. Plusieurs filiales cherchent à adapter leurs formations en

s'appuyant sur les nouveaux modes d'apprentissage associant les MOOC, les vidéos, le "gaming", les classes virtuelles et bien entendu les réseaux sociaux.

OBS a poursuivi en 2013 le déploiement de la Cloud Academy et la formation de plusieurs milliers de salariés.

### 5.6.1.7 Promotion de la diversité et de l'égalité des chances

Orange entend faire de la diversité et de l'égalité des chances lors du recrutement et tout au long de la vie professionnelle un axe essentiel de sa politique de ressources humaines. La politique de diversité s'articule autour de plusieurs thématiques : l'égalité professionnelle femmes / hommes, thématique transverse et commune à l'ensemble des entités du Groupe, mais aussi la lutte contre toute forme de discrimination, le recrutement et le maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap et l'égalité des chances. Chaque pays peut choisir d'ajouter d'autres thématiques, adaptées à ses problématiques locales.

En 2013, la certification *Gender Equality European Standard* a été à nouveau attribuée au Groupe et à ses filiales ou entités engagées dans la démarche : Mobistar, Orange Spain, Orange Business Services et ses filiales en Allemagne et en Italie, de même que l'ensemble du périmètre France. Le Groupe, dans son ensemble, améliore son score en obtenant la note 2 (sur 3). La politique générale en matière d'égalité professionnelle, de même que la politique de rétribution en lien avec l'égalité professionnelle Femmes-Hommes, obtiennent la note maximale.

En 2013 également, le groupe Orange a été reconnu comme la 1<sup>re</sup> entreprise du SBF 120 au baromètre de la féminisation des instances dirigeantes, diligenté par le Ministère des Droits des femmes.

Orange dispose de la certification "Top employeur" en Afrique, en France et dans plusieurs pays d'Europe. Cette certification reconnaît notre politique de ressources humaines, notamment les initiatives en faveur de la diversité et de la gestion des compétences.

## Egalité professionnelle femmes-hommes

Pourcentage de femmes - Groupe	2013	2012	2011
% de femmes dans l'effectif en activité	■ 36,2 %	36,5 %	36,5 %
% de femmes dans l'encadrement	■ 28,6 %	28,2 %	27,7 %
% de femmes dans le réseau des leaders	■ 24,4 %	23,6 %	23,8 %

■ Elément revu par Deloitte : **assurance raisonnable**.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est la thématique commune à toutes les entités du Groupe à travers quatre dimensions :

- l'égalité salariale, qui donne lieu à un diagnostic régulier par pays. En France, les écarts salariaux à même niveau de responsabilité sont minimes ;
- l'accès des femmes aux postes à responsabilité, avec notamment un objectif de 35 % de femmes dans le réseau

de management des Leaders et des Comités de Direction. En 2013, le COMEX est féminisé à hauteur de 25 %. Nos filiales au Cameroun, en Irak et en Moldavie ainsi qu'au Vanuatu sont dirigées par des femmes. Le Comité de direction de Sonatel est féminisé à hauteur de 37 %. Les réseaux féminins, le plus souvent ouverts aux hommes, se sont multipliés en France (Innov'Elles, 50/50, Odace, 364°, etc.) et se développent à l'international (sur Orange Business Services, extension du réseau "Double you" en Grande Bretagne et en Egypte). En Pologne, des mesures

ont été prises pour assurer la mixité des plans de succession sur les postes stratégiques ;

- l'équilibre de la représentation des femmes et des hommes dans tous les métiers du Groupe : les femmes représentent plus de 36 % des effectifs permanents en activité sur l'ensemble du Groupe. Les actions vers le système éducatif, afin de lever les freins à une orientation stéréotypée des jeunes filles, s'intensifient : *"Girls'day"* en Allemagne, *"Profesia day"* en Slovaquie, *"Shadowing days"* en France, en Espagne et dans les entités internationales d'Orange Business Services. En Espagne et en Belgique, l'ensemble des personnes en situation de management ont été formées et sensibilisées aux enjeux et situations de Diversité. Les formations *Handi-manager* et *HF management* ont été reconnues par un Trophée de la Diversité (catégorie formation et tutorat) : ces formations novatrices par leurs méthodes pédagogiques sont organisées en *"social learning"* : les managers forment leurs pairs et une certification est remise à l'issue de la formation ;
- l'équilibre vie privée-vie professionnelle : dans plusieurs de nos filiales internationales, les mesures liées à la parentalité sont plus favorables que ce que la réglementation locale exige (mise en place d'un congé de paternité au Botswana,

compensation salariale complète pour les congés maternité et paternité en Roumanie ou Tunisie par exemple). Orange soutient les actions de plusieurs associations féminines œuvrant en faveur de la santé et du développement de l'accès à l'éducation dans nos filiales en Afrique. Orange Mali s'est vu remettre le 1<sup>er</sup> *"GSMA Woman grant"* en mars 2013, pour un service sur mobile de micro-assurance et d'épargne, destiné à la santé des femmes et de leurs enfants. En 2013, ont été mis en place en France (déploiement décidé à l'international) les 1<sup>ers</sup> cercles *"Happy men share more"*. Les progrès en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes ne pourront se poursuivre sans l'évolution des modes de management et, dans une certaine mesure, de l'organisation du travail. Par ailleurs, l'essentiel des responsabilités familiales et domestiques repose encore sur les femmes, ce qui peut limiter leurs ambitions professionnelles. Plusieurs études indiquent que ces phénomènes ne sont pas vraiment perçus par les hommes. C'est pourquoi, l'engagement des hommes dans les initiatives en faveur de l'égalité professionnelle est primordial. Les Cercles *"Happy men"* leur permettent d'échanger sur l'articulation des temps de vie et les environnements de travail favorables à l'égalité professionnelle.

## Emploi et insertion des personnes handicapées

Travailleurs handicapés - Union Economique et Sociale	2013 <sup>(2)</sup>	2012	2011
Nombre de salariés handicapés <sup>(1)</sup>	4 297	3 939	3 936
Montant des marchés facturés au secteur protégé (en millions d'euros)	15,3	16,8	17,2
Taux d'insertion <sup>(3)</sup>	5,1 %	4,6 %	4,7 %

(1) Salariés handicapés déclarés dans la DOETH (Déclaration Obligatoire à l'Emploi des Travailleurs Handicapés).

(2) Les valeurs indiquées pour 2013 sont provisoires. Ces valeurs et celles de 2012 concernent le périmètre UES. Les valeurs 2011 portent sur le périmètre Orange SA.

(3) Taux d'insertion calculé selon les modalités DOETH.

En 2013, Orange a encore renforcé ses nombreuses actions en faveur des personnes handicapées, par la poursuite du déploiement des engagements prévus dans l'accord signé en 2011, et par la renégociation du nouvel accord sur l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap signé à l'unanimité pour la période 2014-2016.

- après la mise en place du réseau des correspondants handicap en entité en 2011 et 2012, l'année 2013 a vu la montée en puissance de l'animation de ces acteurs par les correspondants handicap des établissements principaux. Une formation a été déployée à leur attention tout au long de cette année ;
- les partenariats et actions mises en œuvre par les acteurs du recrutement ont été renforcés et optimisés, permettant de poursuivre l'augmentation du volume global de candidatures reçues. Sur la période, le déploiement du programme d'embauche et d'accueil a permis de maintenir la part de travailleurs handicapés dans les recrutements externes en CDI, et ce, malgré une baisse du volume global des recrutements. Les efforts en matière d'insertion des jeunes ont été récompensés en 2013 avec une augmentation significative de 25 % des embauches en alternance de personnes handicapées, par rapport à 2012. Par ailleurs, un nouveau cursus de professionnalisation pour former, au métier de la relation client, des personnes

handicapées sans qualification a été mis en place en France sur la région Ouest ;

- en 2013, le nombre de prestations de maintien dans l'emploi ou d'accompagnement individuel est en augmentation de presque 30 % par rapport à l'an dernier, pour satisfaire un plus grand nombre de salariés handicapés de l'entreprise ;
- les actions déployées nationalement et localement pour maintenir le recours au secteur adapté et protégé ont permis cette année encore d'atteindre 15,3 millions d'euros ;
- tous les facteurs clé du succès de la politique mise en œuvre ont été renforcés par le déploiement en 2013 de la formation dédiée aux managers et par la poursuite des programmes de labellisation des managers *via* le programme *handi management* (prix des Trophées de la Diversité 2013) ;
- à l'international, Orange a poursuivi ses actions avec les filiales du Groupe ayant choisi de développer l'axe handicap dans leur politique diversité. C'est le cas en Pologne, notamment avec un soutien apporté pour améliorer les conditions de travail des salariés handicapés. A travers le réseau *"Business and Disability Network"*, le Groupe a renforcé son partenariat avec l'Organisation Internationale

du Travail, permettant ainsi aux filiales de valoriser leurs actions et de s'informer sur les bonnes pratiques locales. Par ailleurs, la mise en ligne d'une mappemonde a permis de faire connaître et de valoriser les initiatives prises sur l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés dans une quinzaine de filiales du Groupe.

### La politique de lutte contre les discriminations

Pour favoriser l'égalité des chances, Orange a mis en place le programme "à chances égales" qui permet, aux salariés de l'entreprise qui le souhaitent, d'accompagner des jeunes des milieux modestes vers le monde de l'entreprise. Cet accompagnement, collectif ou individuel, est organisé via des associations partenaires qui sont toutes reconnues pour leur professionnalisme et leurs résultats. En 2013, Orange a aidé "Energie Jeunes", association qui lutte contre le décrochage scolaire dans les collèges, à multiplier ses implantations, notamment via le mécénat de compétences des salariés seniors. "Capital Filles" qui favorise le lien entre les lycéennes et les entreprises, via l'alternance sur des métiers d'avenir, est maintenant déployée dans 15 académies et entame un développement à l'international, tout comme "Passeport Avenir". Orange soutient également "Simplon.co", fabrique de développeurs web qui adresse les publics des quartiers défavorisés et notamment les femmes. Orange a également lancé "B'a'ba Solidarité", association qui lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme, en collaboration avec son écosystème. Cette initiative permet à des salariés d'une entreprise de nettoyage sous-traitante, de bénéficier d'une formation à la langue française et d'être accompagnés par des salariés Orange pour un meilleur apprentissage.

Orange a participé à l'édition 2013 du baromètre des diversités pour évaluer le climat de l'entreprise sur les principales questions de diversité afin d'identifier ses priorités pour rendre l'entreprise encore plus inclusive. Dans cet objectif, Orange a également participé à d'autres études innovantes (stéréotypes sur les origines avec l'IMS, relations de travail entre femmes et hommes ou encore stéréotypes et handicap). Les conclusions de ces études ont été largement partagées avec des managers, représentants de la filière RH et des organisations syndicales. Enfin, Orange a organisé une conférence sur "l'impact de l'apparence physique sur une carrière", relayée par une web tv, sujet qui n'a été que très peu abordé par les entreprises jusqu'à présent.

Orange a soutenu "Facealemploi.tv", en partenariat avec la Fondation Agir Contre l'Exclusion, qui permet à des personnes peu qualifiées de déposer un CV vidéo complétant le CV papier, où elles peuvent exprimer toute leur motivation et leur envie.

Enfin, Orange dispose de la ligne d'écoute et de conseil "Allodiscrim", qui permet à des salariés de décrire, en conservant leur anonymat, des situations qu'ils estiment discriminatoires ou inégalitaires, de les qualifier avec des experts et de trouver des conseils pour agir.

### 5.6.1.8 Respect des conventions fondamentales de l'OIT

Orange a été l'une des premières entreprises à signer le pacte mondial des nations unies en 2000. Le respect des principes fondamentaux énoncés par la déclaration universelle des droits de l'homme et l'organisation internationale du travail figure explicitement dans la Charte de déontologie du Groupe.

En 2006, Orange a signé avec l'alliance syndicale mondiale UNI un accord mondial sur les droits sociaux fondamentaux. Par cet accord, le Groupe réaffirme sa volonté de respecter les droits humains fondamentaux, tant sur le plan interne que dans ses relations avec ses fournisseurs et ses sous-traitants.

Tous les contrats avec les fournisseurs référencés au niveau du Groupe contiennent une clause d'achats responsables intitulée "pratiques éthiques – responsabilité d'entreprise". Cette clause a été renforcée depuis la signature en 2006 avec l'alliance syndicale mondiale UNI de l'accord mondial sur les droits sociaux fondamentaux au sein du Groupe, qui comporte un volet sur les fournisseurs et les sous-traitants. En vertu de ce texte, Orange veille à ce que les fournisseurs et les prestataires s'engagent à prendre en compte :

- la lutte contre toute forme de travail obligatoire ou forcé ;
- l'interdiction du travail des enfants ;
- la non-discrimination.

La mise en œuvre de ces engagements, processus complexe, est déployée progressivement dans les différents pays selon le contexte local et dans le respect de la souveraineté nationale.

Enfin, le groupe Orange s'appuie sur sa démarche de dialogue avec les parties prenantes pour identifier les enjeux prioritaires dans chaque pays et mettre en place des actions adaptées.

La Direction du Groupe, *UNI global union*, les organisations syndicales françaises adhérant à l'UNI et le représentant de l'alliance syndicale mondiale d'Orange se rencontrent une fois par an pour faire un point sur le déploiement de cet accord mondial dans le Groupe. La dernière réunion s'est tenue le 4 avril 2013.

### 5.6.2 Informations environnementales

Orange a adopté une approche proactive de gestion des risques et des impacts contribuant à préserver l'environnement et à entretenir la confiance de ses parties prenantes.

Initiée dès 1996 avec la signature de la Charte Environnement de l'ETNO (association des opérateurs européens de télécommunication), la politique environnementale du Groupe se déploie selon trois axes complémentaires :

- réduire les impacts environnementaux de nos propres opérations, en mettant l'accent sur :
  - la baisse des émissions de gaz à effet de serre et la réduction des consommations d'énergie,

- le suivi de l'impact stratégique des ressources rares et des matériaux critiques, ainsi que la protection de la biodiversité,
- l'optimisation de la gestion des déchets ;
- diminuer l'impact environnemental des produits du Groupe chez ses clients au travers de démarches d'écoconception et de promotion des usages écoresponsables ;
- développer des produits et services innovants permettant à chacun, entreprise ou particulier d'agir en écocitoyen.

Sur ces deux derniers axes, voir plus de détails dans le rapport détaillé de Responsabilité Sociale d'Entreprise.

Pour ses propres impacts, le Groupe a défini des objectifs ambitieux pour la période 2006-2020 :

- réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 20 % d'ici à 2020 (par rapport à 2006) ;
- réduire les consommations d'énergie de 15 % d'ici à 2020 (par rapport à 2006) ;
- fournir 25 % d'énergie d'origine solaire en 2015 pour les nouveaux sites mobiles éligibles au solaire dans la zone Afrique, Moyen-Orient, Asie ;
- sensibiliser l'ensemble des collaborateurs aux enjeux environnementaux en menant des campagnes "gestes verts" dans les différents pays ;
- assurer d'ici à 2015 la conformité de l'ensemble du Groupe à la directive RoHS sur les substances préoccupantes.

Le Groupe s'est également engagé à accroître fortement la collecte et le recyclage des terminaux mobiles, avec un objectif de faire croître le taux de collecte de 50 % par an, à partir d'un taux de collecte de 6,6 % à fin 2011.

### 5.6.2.1 Une démarche structurée

Une feuille de route environnementale mise à jour annuellement formalise les plans d'actions très volontaristes dont l'objectif est de permettre d'importantes économies tout en faisant face à l'explosion du trafic et des usages. Le suivi de cette politique se fait au niveau du Comité exécutif sur la base d'objectifs trimestriels.

### Système de management de l'environnement

Pour atteindre les objectifs de réduction des risques et impacts environnementaux, le Groupe déploie progressivement dans ses principaux pays des Systèmes de Management de l'Environnement (SME) suivant le référentiel ISO 14001. Cette norme internationalement reconnue décrit la façon dont les entreprises doivent s'organiser pour gérer l'impact de leurs activités sur l'environnement.

A fin 2013, le taux de certification du Groupe atteint 35 %. Le taux de certification du Groupe a triplé sur cinq ans et des plans d'actions volontaristes ont été mis en place pour accroître la part du périmètre certifié ISO 14001, et la faire passer à 60 % en 2015.

Les objectifs Groupe que nous avons pris en 2012 sur le taux de couverture des activités certifiées ISO 14001 amenant progressivement en 4 ans de 20 % à 60 % sont confirmés, mais sont décalés d'un semestre du fait de la réorganisation du pilotage SME en France : (40 % à mi 2014, 50 % à mi 2015 et 60 % à mi 2016).

Les pays du Groupe, certifiés ISO 14001 ou engagés dans la mise en œuvre d'un système de management suivant cette norme, réalisent aujourd'hui plus de 90 % du chiffre d'affaires du Groupe.

	2013	2012	2011
Importance du périmètre certifié	■ ■ 35 %	34 %	25 %

■ ■ Élément revu par Deloitte : assurance raisonnable.

#### ► ENTITES AYANT OBTENU UNE CERTIFICATION ISO 14001 A FIN 2013 :

Filiale	Périmètre
Orange Pologne	Activités mobiles
Orange Espagne	Ensemble des activités et sites (sauf le nouveau <i>data center</i> créé en juillet 2012)
Orange Slovaquie	Ensemble des activités
Mobinil (Egypte)	Ensemble des activités
Orange Marine	Ensemble des installations et navires
Orange France	6 processus métiers et 12 sites prioritaires
Orange Moldavie	Ensemble des activités
Orange Mali	Ensemble des activités
Orange Business Services	Site de Cesson-Sévigné, du Caire, et de son principal site parisien, Orange Stadium
Orange Roumanie	Ensemble des activités
Orange Sénégal	Tous sites techniques réseau

## Sensibilisation et formation des acteurs

La formation et l'information des salariés sont assurées à plusieurs niveaux, par la Direction Environnement Groupe pour les correspondants locaux et par la communication interne pour les autres salariés.

Des actions de sensibilisation et d'échanges permettent ainsi à chacun des collaborateurs d'intégrer les objectifs de croissance responsable dans leurs activités quotidiennes. Un accent particulier est mis sur la sensibilisation de l'encadrement qui joue un rôle clé de relais auprès des équipes. Des formations dédiées sont régulièrement déployées.

Par ailleurs, afin de développer les compétences métiers sur les enjeux environnementaux, une Communauté Orange Expert a été créée en 2012, et regroupe l'ensemble des experts du Groupe sur ces questions, afin qu'ils puissent échanger et partager les bonnes pratiques.

## Prévention des risques environnementaux

Le groupe Orange estime que ses activités d'opérateur de télécommunication ne présentent pas de risques majeurs pour l'environnement. En effet, ces activités ne mettent en œuvre

Indicateurs	2013	2012	2011
Nombre de sites comportant des Installations Classées (ICPE A ou D) en France	358	494	536
Nombre de tours aéroréfrigérantes humides en France	23	25	24

## Substances dangereuses

Certaines installations utilisent des produits ou des substances réglementés. Il en est ainsi des Chlorofluorocarbones (ou CFC, appellation courante) ou d'autres fluides frigorigènes (plus précisément HCFC ou HFC) contenus dans les systèmes d'air conditionné.

L'élimination du halon et son remplacement par des gaz d'extinction moins nocifs pour l'environnement, type FM 200 ou FE 13, ou même inertes, type Azote ou INERGEN, dans les systèmes d'aspersion anti-incendie ont été réalisés depuis fin 2003 conformément à la réglementation.

Depuis 2012, le Groupe a éliminé tous les transformateurs électriques contenant des biphényles polychlorés (ou PCB), conformément à la législation en vigueur en France et en Europe.

En vertu du règlement européen REACH (*Registration – Evaluation – Autorisation and Restriction of Chemicals*), le Groupe s'est engagé à informer ses clients sur la présence de substances dangereuses, telles que définies par le règlement. Des procédures adéquates sont en cours de déploiement.

## Provisions pour risque en matière d'environnement

En cohérence avec l'exposé des risques environnementaux ci-dessus aucune provision pour risque environnemental n'est constituée. Toutefois, des provisions sont constituées en matière de démantèlement et de remise en état des sites.

aucun processus de production portant gravement atteinte aux ressources rares ou non renouvelables, aux ressources naturelles (eau, air) ou à la biodiversité et ne comportent le plus souvent pas de risques létaux.

Au niveau européen, Orange n'est soumise à aucun permis d'exploiter prévu par la directive IPPC (2001/78) en vertu de ses activités. Cependant, le groupe Orange utilise certaines installations, produits ou substances qui sont susceptibles de présenter des risques (même mineurs) pour l'environnement, et dont certains font l'objet de réglementations spécifiques. C'est le cas, en France, pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ces installations font continuellement l'objet d'analyses approfondies de la part du groupe Orange et ont conduit à l'adoption de programmes d'actions et de prévention en supplément des visites périodiques prescrites par la réglementation française.

Afin de prévenir les risques liés à la santé (légionellose) et de diminuer la consommation d'eau, un mouvement important de remplacement des TAR (tours aéroréfrigérantes) par des systèmes "secs" nommés *dry cooler* se poursuit depuis 2006.

La valorisation de l'obligation de démantèlement et de remise en état des sites est fonction :

- d'un coût de démantèlement (unitaire pour les poteaux, terminaux et publiphones, par site pour les antennes mobiles), supporté par Orange pour répondre à ses obligations environnementales ;
- des prévisions annuelles de déposes d'actifs pour les poteaux et les publiphones ;
- des estimations démontage de sites pour les antennes mobiles.

Ces coûts de démantèlement sont établis sur la base des coûts connus pour l'année en cours, extrapolés pour les années à venir en fonction des meilleures estimations d'évolution (en termes d'évolution des tarifs, d'inflation, etc.), et actualisés à un taux sans risque. Les prévisions de départ des sites ou de déposes d'actifs font l'objet de révision suivant l'évolution des contraintes réglementaires ou technologiques à venir.

Dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2013, la provision pour démantèlement et remise en état des sites comprend principalement des coûts de :

- remise en état des sites des antennes de téléphonie mobile pour 395 millions d'euros (dont 225 millions d'euros concernant Orange SA) ;
- retraitement des poteaux téléphoniques déposés pour 136 millions d'euros (dont 103 millions d'euros concernant Orange SA) ;

- gestion des Déchets d'équipements électriques et électroniques pour 111 millions d'euros (dont 65 millions concernant Orange SA) ;
- démantèlement des publiphones pour 45 millions d'euros (dont 41 millions d'euros concernant Orange SA).

### Adaptation au changement climatique

Orange, en tant qu'opérateur de télécommunication, n'a pas de problèmes spécifiques liés au changement climatique autre que les variations dues aux risques d'intempéries comme les tremblements de terre et crues etc. En prévision quand cela est possible, des solutions d'enfouissement de câbles sont développées.

La technologie de *Machine to Machine* (M2M) développée par le Groupe permet d'apporter des solutions d'alerte, par exemple, en cas de crues de rivières ou d'inondations.

#### 5.6.2.2 Lutte contre le changement climatique

Le groupe Orange s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % et ses consommations d'énergie de 15 % d'ici 2020 sur la base des chiffres 2006 :

- en limitant les consommations d'énergie de ses réseaux et et systèmes d'information, ainsi que de ses bâtiments ;
- en réduisant les émissions de CO<sub>2</sub> liées à sa flotte de véhicules et aux déplacements professionnels ;
- en augmentant la part des énergies renouvelables.

Cet engagement se traduit par la mise en place de plans d'actions très volontaristes pour réaliser les importantes économies d'énergie destinées à contrebalancer l'impact de l'augmentation du nombre de clients ainsi que des nouveaux services.

La réalisation en 2010 de Bilans Carbone® des activités en France et en Belgique a permis d'affiner ces plans d'actions en identifiant les principaux postes d'émission et en évaluant l'impact des solutions disponibles pour réduire l'empreinte carbone du Groupe. Le programme s'est poursuivi en 2012 par le bilan carbone de l'Espagne et le lancement de celui de la Pologne.

Par ailleurs, le Groupe a publié en France le rapport sur les obligations tirées de l'art. 75 du Grenelle II sur ces émissions des gaz à effet de serre.

### Consommation d'énergie des réseaux

#### "Green ITN 2020"

Un vaste plan d'actions énergie a été lancé en 2008/2009 pour réduire les consommations d'énergie liées au fonctionnement des réseaux et des systèmes d'information, qui représentent les 2/3 de la consommation totale du Groupe. Ce plan d'actions baptisé "Green ITN 2020" porte en priorité sur les domaines listés ci-après.

À fin 2013, ce plan d'action énergie a été déployé dans 22 pays représentant plus de 95 % de la consommation d'énergie des réseaux et systèmes d'information du Groupe. Grâce à ce programme, plusieurs centaines de GWh ont déjà

été économisés depuis 2009 par sept à huit pays représentant plus de 80 % de la consommation d'énergie des réseaux et systèmes d'information du Groupe.

#### Amélioration du conditionnement de l'air grâce à la ventilation optimisée

La ventilation optimisée permet de réduire jusqu'à 80 % la consommation d'énergie du système de conditionnement d'air par rapport à une climatisation classique, tout en supprimant les fluides frigorigènes, nocifs pour l'environnement.

#### Optimisation des centres de calcul

Les *datacenters* (centres de calcul hébergeant les serveurs informatiques) représentent 10 % de la consommation d'énergie du Groupe et 13 % de la consommation du réseau.

Le projet "Datacenters verts" déployé depuis 2007 permet de réduire la consommation d'énergie des centres de calcul par l'amélioration de l'environnement technique (équipements électriques plus efficaces, optimisation de la circulation d'air), le remplacement de serveurs anciens par des serveurs offrant une capacité de traitement jusqu'à quatre fois supérieure, la rationalisation des systèmes d'information et la virtualisation des serveurs (concentration de plusieurs applications sur un même serveur physique).

#### Utilisation des énergies renouvelables

Orange s'implique depuis plus de 30 ans dans des recherches sur l'application des énergies renouvelables à ses activités. Aujourd'hui, le Groupe porte ses efforts en particulier sur l'alimentation en énergie solaire des stations radio mobiles en Afrique et dans les pays d'Europe du Sud. A la fin de l'année 2013, plus de 2 300 stations solaires ont été installées dans 19 pays, essentiellement en Afrique. Elles représentent une production de plus de 15 GWh d'énergie solaire, permettant chaque année d'économiser 28 millions de litres de fuel et d'éviter d'émettre 76 000 tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Environ 250 de ces sites ont été transférés à des *Tower Companies* dans le cadre du programme de partage de nos infrastructures passives des sites radio avec d'autres opérateurs sur la zone AMEA.

#### Amélioration de l'efficacité énergétique des équipements et infrastructures réseau

Depuis plusieurs années, des opérations de renouvellement d'équipements d'ancienne génération par des équipements plus efficaces énergétiques sont réalisées.

Des fonctionnalités "basse consommation" sont également progressivement introduites dans les équipements réseau.

De plus, le partage des infrastructures réseau s'opère dans quelques pays majeurs du Groupe, permettant de réduire les consommations d'énergie.

Afin de préparer de nouveaux leviers de transformation énergétique, Orange a engagé avec ses principaux fournisseurs des travaux d'innovation destinés à créer des équipements de télécommunication nettement moins énergivores que les générations actuelles. La signature d'un premier accord de partenariat avec l'un de ses fournisseurs, une première mondiale, est intervenue en décembre 2013.

## Suivi renforcé de la consommation d'énergie Installation de compteurs intelligents

Depuis 2009, des compteurs électriques "intelligents" sont progressivement installés sur les sites techniques dans les pays du Groupe pour améliorer la fiabilité des mesures de consommations d'énergie. La mise en place de ces systèmes de mesure s'est poursuivie en 2013 principalement sur les zones Europe et AMEA avec environ un millier de sites d'ores et déjà équipés.

### Réalisation de Bilans Carbone®

Orange a été le premier opérateur de télécommunications à réaliser une évaluation des émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre de ses activités sur un périmètre international, sur l'ensemble du cycle de vie de ses produits et services, selon la méthodologie Bilan Carbone® mise au point par l'Ademe. Après la France et la Belgique en 2010, une nouvelle étude Bilan Carbone® a été réalisée en 2012 en Espagne. Au-delà des émissions directes (énergie des bâtiments, carburant de ses véhicules, électricité du réseau) cette méthode permet d'identifier d'autres postes d'émissions de gaz à effet de serre associées en amont et en aval de l'empreinte directe du Groupe. Ces analyses ont largement contribué aux plans d'action décrits ci-dessus.

## Réduction des émissions liées aux bâtiments

Les bâtiments représentent près de 10 % de la consommation d'énergie du Groupe.

Sous l'égide de la Direction de l'Immobilier Groupe (DIG), un ensemble de pays qui représentent plus de 85 % de la consommation d'électricité du Groupe a mis en œuvre des plans d'action.

En France, le Plan d'actions Energie se décline sur tous les domaines techniques du bâtiment : chauffage, ventilation, climatisation, éclairage, plomberie... Le déploiement de compteurs sur ses bâtiments a progressé pour atteindre 80 des plus gros sites tertiaires (60 à fin 2012) soit plus de 900 000 m². Une démarche d'analyse des performances des installations a été déployée sur 94 bâtiments (261 000 m²). Cela a permis en 2013 de recenser 630 actions pour un potentiel d'économie de 375 kilo euros.

En 2013, à l'issue d'un pilote mené en Slovaquie, les pays de la zone Europe se sont engagés à déployer en 2014 un outil permettant de mesurer de façon détaillée les consommations d'énergie de l'ensemble des équipements au sein des *data centers* et de la bureautique (soit 100 000 équipements générant une consommation d'environ 50 GWh / an sur la zone). La mise en place de cet outil permettra de fiabiliser les mesures, de réduire le gaspillage, d'optimiser les usages et d'identifier des actions de transformation pouvant réduire les consommations dans le domaine du SI. Une économie de 4GWh / an minimum est estimée pour la période 2014-2016.

## Réduction des émissions liées au transport

Le Groupe dispose en Europe et en Afrique d'une flotte de plus de 35 000 véhicules de société, qui représente près de 9 % des émissions de CO<sub>2</sub> du Groupe. L'objectif global est de tendre vers un niveau d'émission moyen de 130 g CO<sub>2</sub> / km.

En France, le taux moyen d'émission de CO<sub>2</sub> des véhicules particulier du catalogue est de 108 g.

Plusieurs entités du Groupe ont mis en place des dispositifs visant à limiter l'usage de la voiture individuelle (plans de déplacement entreprise, dispositif de covoiturage, de partage de voitures, formations à l'écoconduite avec 2 500 salariés formés par an...).

Les collaborateurs disposent de solutions permettant de limiter les déplacements professionnels (visioconférence, téléconférence, outils de travail collaboratif à distance...). De nombreuses salles de téléprésence sont ainsi à disposition des collaborateurs dans plusieurs pays.

### 5.6.2.3 Gestion des déchets et des équipements en fin de vie

En matière de gestion des déchets, Orange se focalise sur deux enjeux majeurs :

- optimiser la gestion des déchets et des équipements en fin de vie générés en interne, en mettant en place des filières de traitement adaptées à chaque catégorie de déchets et en assurant leur traçabilité de bout en bout ;
- collecter et traiter avec des partenaires externes agréés ou des filières collectives les équipements vendus arrivant en fin de vie, une attention particulière étant portée à la collecte et au recyclage des terminaux mobiles.

La volonté du Groupe, au-delà de la réduction de ses impacts environnementaux directs et indirects, est de favoriser l'émergence de nouveaux modèles d'économie circulaire. Cela passe bien sûr par le développement du recyclage, avec des dispositifs adaptés dans les pays où il n'existe pas encore de filières structurées pour le traitement des déchets.

Par ailleurs, le groupe Orange participe activement aux initiatives internationales menées sur le sujet de la gestion des déchets électroniques en Afrique, notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP), ou encore l'UIT (Union Internationale des Télécoms), afin de favoriser le déploiement de solutions locales de collecte et de traitement.

### Optimisation des filières de traitement

Des lignes de conduite définies en 2007 structurent la mise en place dans chaque pays de filières adaptées aux différents types de déchets, selon trois grands principes :

- mesurer les quantités de déchets générés par les activités, en réalisant des inventaires dans chaque pays selon la classification définie au niveau du Groupe ;
- organiser le traitement de ces déchets dans des filières adaptées en prenant en compte le contexte local ;
- assurer la traçabilité sur le devenir de ces déchets, en réalisant progressivement dans tous les pays une cartographie des filières de traitement.

Des audits des filières DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques), incluant les équipements réseaux, le matériel informatique et les équipements des clients grand public et entreprises, ont eu lieu dans plusieurs

pays européens. Ces audits ont montré un bon niveau de conformité aux exigences de la Directive DEEE. Ces audits sont progressivement étendus aux pays de la zone AMEA avec leurs cadres réglementaires propres.

Les autres déchets, notamment les déchets dangereux (batteries, poteaux bois), sont traités au travers de filières de collecte et recyclage dédiées.

### Des équipes formées pour répondre aux enjeux de la fin de vie des équipements

Plus de 800 collaborateurs d'Orange Business Services et d'Orange France ont suivi en 2013 une formation destinée à aider les équipes à mieux répondre aux demandes de leurs clients en matière d'environnement, notamment sur les questions liées au traitement en fin de vie des équipements électroniques. Cette initiative s'est effectuée en complément de la mise en conformité du Groupe aux nouvelles obligations pour la gestion des DEEE professionnels, à la fois pour les DEEE collectés auprès des clients professionnels mais aussi ceux issus des évolutions des réseaux fixes et mobiles (voir le tableau de bilan 2013).

### Accroître la collecte et le recyclage des téléphones mobiles

Pour limiter l'impact des déchets électroniques sur l'environnement, le groupe Orange s'efforce de donner une seconde vie à ces équipements ou d'assurer leur démantèlement et leur recyclage dans le respect des normes environnementales en vigueur. Le taux de collecte est passé de 6,6 % en 2011 à 11,6 % en 2013. Pour atteindre cet objectif, le Groupe s'est engagé dans une politique volontariste : campagnes de sensibilisation régulières auprès des clients, dispositifs d'incitation financière dans pratiquement toutes les entités européennes du Groupe.

Depuis 2010, Orange est associé à Emmaüs International et aux Ateliers du Bocage, une entreprise du secteur de l'emploi social et solidaire, pour ouvrir des ateliers de collecte et de retraitement des déchets de mobiles en Afrique. Cinq ateliers ont ainsi été créés (Burkina-Faso, Niger, Bénin, Madagascar et Côte d'Ivoire). Les déchets collectés sont triés avant d'être réexpédiés par bateau vers la France, et envoyés dans des usines de recyclage en Europe. De 2010 à 2013, plus de 120 tonnes de déchets ont été déjà collectées et 30 emplois ont été créés.

#### 5.6.2.4 Biodiversité

Compte tenu de ses activités, le groupe Orange, comparé à des entreprises industrielles, a un impact limité sur la biodiversité. Pour autant, conformément à sa politique environnementale, le Groupe a néanmoins engagé plusieurs initiatives visant à réduire ses impacts internes et à développer des initiatives de protection de la biodiversité, en partenariat avec des ONG comme la Ligue de protection des oiseaux (LPO) ou le WWF.

### L'utilisation de ressources rares et critiques

Au-delà de son engagement écocitoyen, le Groupe est conscient que la préservation de la biodiversité est une

condition essentielle pour assurer la pérennité de ses activités sur le long terme. Depuis 2011, Orange a engagé une démarche visant à prendre en compte les enjeux liés aux ressources rares et critiques entrant dans la composition des produits du Groupe. Une base de données actualisée régulièrement, avec des fiches sur chaque matériau, sert de base aux analyses de risque et à la recherche de ressources de substitution. Des échanges sont menés avec les fournisseurs pour les inciter à limiter l'usage de ces ressources en favorisant la substitution et l'utilisation de ressources recyclées.

Orange a la conviction que l'enjeu dépasse le cadre de sa propre politique RSE et représente une opportunité majeure de création d'emplois pérennes et de préservation de l'environnement. C'est pourquoi le Groupe a engagé des discussions avec des industriels de différents secteurs et les pouvoirs publics afin de soutenir le développement de filières performantes pour exploiter les vastes gisements de ressources rares contenus dans les DEEE – de véritables "mines urbaines" qui pourraient renfermer jusqu'à 40 fois plus de minerais extractibles que le sous-sol de la Terre ! Outre son intérêt économique, le recyclage des ressources rares présentes dans les équipements électroniques permettrait aussi une meilleure préservation des écosystèmes, l'extraction des métaux rares étant une activité particulièrement destructive pour la biodiversité.

### Impact sur la faune et la flore

En France, Orange s'est engagé depuis plusieurs années dans le cadre de conventions régionales avec la LPO pour poser des obturateurs sur les poteaux téléphoniques métalliques et protéger les espèces cavernicoles. 93 % des poteaux métalliques en France ont ainsi été obstrués.

### Utilisation des sols

Le Groupe n'étend pas son emprise sur les sols, sauf pour les bâtiments dans lesquels il exerce ses activités (bureaux et *datacenters*).

### La prise en compte des nuisances spécifiques aux activités d'opérateur de télécommunication

Les antennes relais de radiotéléphonie mobile peuvent parfois choquer visuellement. Dans un certain nombre de pays (France, Egypte...), le Groupe procède à l'intégration environnementale et paysagère d'un certain nombre d'entre elles, en les adaptant au style et au contexte local (mise en peinture, intégration aux bâtiments...).

### Consommation de papier

Orange met en œuvre depuis plusieurs années des actions visant à réduire sa consommation de papier ou à utiliser du papier FSC et / ou recyclé.

Ainsi en France, 100 % de la documentation commerciale et 94 % du papier à usage interne est imprimé sur du papier FSC et / ou recyclé. En Espagne, 99,5 % du papier acheté est certifié ou recyclé.

### Consommation d'eau

Le Groupe a lancé une évaluation de ses impacts en matière de consommation et d'approvisionnement en eau. Le référentiel et les systèmes de *reporting* actuels ne permettent pas de produire une donnée consolidée fiable en ce qui concerne les consommations d'eau.

### Rejets dans l'air, le sol, l'eau

A l'exception des émissions de CO<sub>2</sub>, les seuls autres rejets concernent les substances (HCFC) utilisées dans les systèmes de refroidissement et libérées dans l'atmosphère. Les HCFC sont remplacés par les HFC quand cela est possible et des systèmes d'optimisation du conditionnement d'air permettant de réduire l'utilisation des climatiseurs sont mis en place, comme la ventilation optimisée, et la ventilation naturelle (*free-cooling*).

## 5.6.2.5 Chiffres clés sur les impacts liés à nos activités

		2013			Rappel 2012	Rappel 2011
Performance environnementale (énergie)	Unités	France <sup>(1)</sup>	Reste du monde	Valeurs Groupe	Valeurs Groupe	Valeurs Groupe
<b>Installations à risques</b>						
Cuves à Fioul	unités	2 391	6 149	8 540	7 901	5 666
<b>Consommation d'énergie - Scope 1</b>						
Fioul (tous bâtiments, tout usage)	m <sup>3</sup>	13 532	74 594	88 126	88 841	77 798
Gaz	m <sup>3</sup>	15 915 478	3 735 098	19 650 576	22 503 710	21 662 486
Charbon	tonnes	na	86	86	100	87
Essence-GPL véhicules société	litres	27 486	3 883 428	3 910 914	5 165 407	5 885 434
Diesel véhicules société	litres	27 682 945	14 332 929	42 015 874	45 217 595	42 733 872
<b>Total énergie scope 1</b>	<b>GWh</b>	<b>601</b>	<b>1 083</b>	<b>** 1 684</b>	<b>1 766</b>	<b>1 610</b>
Emissions de CO <sub>2</sub> fuel-gaz-charbon	tonnes CO <sub>2</sub>	69 058	207 336	276 394	284 149	253 491
Emissions de CO <sub>2</sub> dues aux véhicules	tonnes CO <sub>2</sub>	76 194	48 658	124 852	136 642	131 524
Emissions de CO <sub>2</sub> du Scope 1 (énergie seule)	tonnes CO <sub>2</sub>	145 252	255 994	401 246	420 791	385 015
Emissions de CO <sub>2</sub> des GES	tonnes eqCO <sub>2</sub>	2 136	14 644	16 780	24 633	7 536
<b>Emissions de CO<sub>2</sub> du Scope 1</b>	<b>tonnes CO<sub>2</sub></b>	<b>147 388</b>	<b>270 638</b>	<b>** 418 026</b>	<b>445 424</b>	<b>392 551</b>
<b>Consommation d'énergie - Scope 2</b>						
<b>Electrique</b>	<b>GWh</b>	<b>2 315</b>	<b>1 999</b>	<b>** 4 314</b>	<b>4 169</b>	<b>3 984</b>
dont énergie verte	GWh	-	179	179	124	123
<b>Emissions de CO<sub>2</sub> du Scope 2</b>	<b>tonnes CO<sub>2</sub></b>	<b>138 901</b>	<b>901 343</b>	<b>** 1 040 244</b>	<b>1 024 182</b>	<b>930 592</b>
<b>Total CO<sub>2</sub> émis (Scope 1 + 2)</b>	<b>tonnes CO<sub>2</sub></b>	<b>286 289</b>	<b>1 171 981</b>	<b>1 458 270</b>	<b>1 469 605</b>	<b>1 323 143</b>
<b>Consommation d'énergie - Scope 3</b>						
Distances parcourues en avion	km	155 158 114	88 296 247	243 454 361	277 542 729	290 385 071
Distances parcourues en train	km	88 757 316	12 198 503	100 955 819	112 256 755	113 164 635
<b>Emissions de CO<sub>2</sub> du Scope 3</b>	<b>tonnes CO<sub>2</sub></b>	<b>28 772</b>	<b>16 903</b>	<b>** 45 675</b>	<b>52 076</b>	<b>54 139</b>
<b>Total CO<sub>2</sub> émis (Scope 1 + 2 + 3)</b>	<b>tonnes CO<sub>2</sub></b>	<b>315 061</b>	<b>1 188 884</b>	<b>** 1 503 945</b>	<b>1 521 681</b>	<b>1 377 282</b>
<b>Performance environnementale (déchets)</b>						
<b>Papier et carton : usage interne (bureau) et externe (marketing, facturation, annuaires, emballages...)</b>	<b>tonnes</b>	<b>10 371</b>	<b>6 188</b>	<b>16 559</b>	<b>20 199</b>	<b>23 215</b>
<b>Déchets internes produits EVACUES</b>						
DEEE internes (réseau et tertiaires)	tonnes	982	1 878	2 860	3 204	2 273
Taux de valorisation	%	90 %	69 %	76 %	92 %	na
Poteaux métalliques	tonnes	1 318	53	1 371	1 259	1 153
Taux de valorisation	%	100 %	100 %	100 %	100 %	na
Poteaux bois	tonnes	15 546	72	15 618	14 329	11 903
Taux de valorisation	%	100 %	44 %	100 %	100 %	na
Câbles	tonnes	18 398	582	18 980	16 329	8 968
Taux de valorisation	%	78 %	89 %	79 %	76 %	na
Batteries	tonnes	1 341	1 598	2 939	1 942	2 402
Taux de valorisation	%	85 %	96 %	91 %	87 %	na
Papier carton	tonnes	2 635	376	3 011	3 180	3 482
Taux de valorisation	%	100 %	96 %	99 %	95 %	na
Autres déchets dangereux (PCB - cartouches imprimantes - tubes fluos inclus)	tonnes	462	37	499	654	379
Taux de valorisation	%	22 %	100 %	28 %	21 %	na
Autres déchets non dangereux	tonnes	1 197	1 202	2 399	1 007	1 052
Taux de valorisation	%	67 %	53 %	60 %	58 %	na
<b>Total déchets internes EVACUES</b>	<b>tonnes</b>	<b>41 878</b>	<b>5 798</b>	<b>47 676</b>	<b>41 903</b>	<b>31 613</b>
Taux de valorisation	%	<b>88 %</b>	<b>77 %</b>	<b>87 %</b>	<b>87 %</b>	<b>na</b>
<b>Déchets clients DEEE collectés (piles et accus inclus)</b>						
Taux de valorisation	%	<b>83 %</b>	<b>20 %</b>	<b>75 %</b>	<b>78 %</b>	<b>na</b>

nc : non communiqué.

na : non applicable.

(1) Le périmètre France couvre Orange France, le siège du Groupe, Orange Marine et les entités d'Orange Business Services opérant sur le territoire.

■ ■ Elément revu par Deloitte : assurance raisonnable.

## Note méthodologique

Le *reporting* environnemental de ce document se base sur un système d'information (Indicia). Seuls les pays consolidés dans le Rapport annuel ont participé au *reporting* RSE. Aucune évolution de périmètre par rapport à 2012 est à noter.

Le *reporting* des données environnementales est construit sur des campagnes de *reporting* trimestrielles. Les valeurs du quatrième trimestre sont théoriquement estimées par les pays et corrigées l'année suivante. Le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 s'est donc vu imputer les correctifs de 2012. Le 4<sup>e</sup> trimestre 2013 a donc été estimé, sauf pour trois pays où les données réelles sont présentées : la France, la Slovaquie, l'Arménie. L'application des méthodes d'estimation des indicateurs environnementaux mises en place pour la clôture au 31 décembre génèrent des incertitudes sur les données annuelles consolidées qui n'excèdent pas 5 % de la valeur de chaque indicateur.

L'indicateur "consommation de fioul (tout bâtiment, tout usage)" regroupe les consommations (hors véhicules) de fioul domestique, de diesel et d'essence ainsi que les consommations de fioul lourd et de diesel des navires de la filiale Orange Marine.

Les données de transport en train et en avion proviennent, pour plus de 80 %, de la société Carlson Wagon Lits qui recense les kilomètres parcourus par les salariés. Les distances parcourues sont estimées par l'intermédiaire de la route orthodromique. Les facteurs d'émission moyens de CO<sub>2</sub> sont issus du GHG Protocol (180 g CO<sub>2</sub> / km passager) pour tous les transports avion et de la méthode "Bilan Carbone"™ pour les déplacements en train, évalué à 100g CO<sub>2</sub> / km passager quand l'information est absente. Les agences locales de voyages hors Carlson Wagon Lits ayant fourni un *reporting* sont prises également en considération ainsi que les voyages des familles des expatriés.

Pour le CO<sub>2</sub> lié aux consommations d'électricité, le GHG Protocol (version 2012) est utilisé, sauf pour la France, où une réévaluation fournie par l'ADEME (60g CO<sub>2</sub> / kWh) est utilisée.

Le *reporting* des émissions de fluides frigorigènes, prises en compte dans les émissions de CO<sub>2</sub> du Scope 1, n'est pas encore exhaustif. Le Groupe travaille à l'amélioration du suivi de ces émissions.

Le *reporting* pour les déchets prend en compte les notions de déchets Evacués (i.e. déchets qui ne sont plus stockés dans les locaux du Groupe ou sous son contrôle direct et qui sont confiés à un prestataire ou à un organisme externe avec ou sans transaction financière) et de déchets Valorisés (i.e. : déchets ayant fait l'objet d'une valorisation sous la forme de réemploi, de valorisation matière ou énergétique).

Les déchets banals ne sont plus comptabilisés depuis 2012. De même, depuis 2012 la comptabilité des déchets "néon", "PCB", "cartouches imprimantes" est incluse dans "autres déchets dangereux". Dans la zone AMEA, en raison du travail en cours d'identification et pérennisation des filières de collecte et de traitement des déchets, le *reporting* n'est pas exhaustif.

En ce qui concerne le SME, l'indicateur "Importance des sites ou activités certifiés ISO 14001" se calcule en faisant le rapport entre les consommations d'électricité du périmètre couvert par la certification ISO 14001 et les consommations totales d'électricité, sauf pour la France pour laquelle cet indicateur est calculé à partir du rapport entre le nombre d'employés couverts par la certification et le nombre d'employés totaux.

Le suivi des indicateurs d'OBS est limité à 11 pays sur les 200 où elle intervient. Ces 11 pays représentent environ 70,1 % des effectifs à fin 2013. Une grande partie du *reporting*, notamment pour les déchets, est traitée de façon centralisée, et non locale. Certaines données peuvent de ce fait ne pas représenter exhaustivement les valeurs réelles du pays.

En ce qui concerne l'eau, le Groupe a lancé une évaluation de ses impacts en matière de consommation et d'approvisionnement en eau. Le référentiel et les systèmes de *reporting* actuels ne permettent pas de produire une donnée consolidée fiable en ce qui concerne les consommations d'eau.

## 5.6.3 Engagements sociétaux

### 5.6.3.1 Prévention de la corruption

Adoptée en 2003, la Charte de déontologie du Groupe expose les principes d'action du Groupe. Orange a par ailleurs renforcé son approche en matière de prévention de la corruption avec un programme de prévention qui a été mis en œuvre dès le début de 2013. Pour en savoir plus, voir la section 5.4.2.2 *Conformité*.

### 5.6.3.2 Respect des droits humains

Orange a été l'une des premières entreprises à signer le Pacte Mondial des Nations Unies en 2000, affirmant ainsi son engagement à respecter et promouvoir les droits humains fondamentaux dans ses activités et dans sa sphère d'influence. Le respect des principes fondamentaux énoncés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'Organisation Internationale du Travail figure explicitement dans la Charte de déontologie du Groupe. En 2006, Orange a donné à son engagement une nouvelle ampleur en signant avec l'Alliance Syndicale mondiale UNI un accord mondial. Par cet accord, Orange réaffirme avec force sa volonté de respecter les droits humains fondamentaux, à la fois sur le plan interne et dans ses relations avec ses fournisseurs et sous-traitants.

En 2011, le Groupe a formalisé une doctrine interne rappelant explicitement les engagements pris en matière de respect des droits humains et déclinant les principes à respecter dans trois domaines complémentaires : les ressources humaines, les achats responsables et les affaires plus sectorielles.

Dans ce cadre, et depuis 2011, Orange contribue à la mise en place d'un dialogue commun avec les parties prenantes dans le domaine des droits de l'homme, au sein d'une union d'opérateurs et de constructeurs du secteur des télécommunications. Ce groupe nommé "*Telecommunication Industry Dialogue*" s'attache plus particulièrement aux aspects

“sectoriels” des droits humains : la liberté d’expression au travers des moyens de télécommunications (téléphonie fixe, mobile, internet, réseaux). Il se fonde notamment sur le cadre international de l’ONU : “*Protect, Respect & Remedy*”.

L’“*Industry Dialogue*” a élaboré des principes directeurs qui abordent des questions relatives à la vie privée et à la liberté d’expression dans le cadre du secteur des télécommunications. Ils portent plus particulièrement sur les interactions et les limites existant entre le devoir d’un gouvernement de protéger les droits de l’homme et la responsabilité des entreprises de télécommunications en matière de respect de ces derniers. Signés en mars 2013, ils posent un cadre commun au niveau du Groupe pour l’élaboration de politiques et de processus relatifs à la liberté d’expression et au respect de la vie privée dans le secteur des TIC. En parallèle, l’*Industry Dialogue* a signé un accord de services avec la GNI (*Global Network Initiative*) pour faciliter la diffusion de ces principes et développer de nouveaux outils favorisant leur mise en œuvre.

### 5.6.3.3 Le dialogue avec les parties prenantes, au cœur de la démarche RSE du Groupe

L’écoute et l’intégration des attentes des parties prenantes constituent le fondement de la politique RSE d’Orange, en accord avec les principes d’inclusion, de matérialité, et de réactivité de la norme AA1000 et les lignes directrices sur la responsabilité sociétale définies par la norme ISO 26000.

Pour Orange, un dialogue structuré et régulier avec les acteurs concernés par le fonctionnement de l’entreprise – employés, clients, fournisseurs, actionnaires, autorités publiques, société civile...- répond à trois objectifs :

- assurer la **cohérence des projets RSE** du Groupe avec les priorités des parties prenantes ;
- cartographier les **risques et les opportunités liés aux enjeux sociétaux et environnementaux** et aux besoins des pays dans lesquels Orange exerce ses activités ;
- identifier des **opportunités d’innovation** ouvrant de nouvelles perspectives de croissance pour Orange tout en soutenant le développement économique et social des pays.

Pour les parties prenantes, ce dialogue est l’occasion de faire valoir leurs attentes les plus fortes et d’inscrire ces échanges dans le long terme.

Les trois grands pays (France, Espagne et Pologne) ont construit leur propre dispositif de dialogue avec les parties prenantes, en cohérence avec les priorités de la politique RSE du Groupe.

Depuis 2009, la Direction RSE d’Orange a mis au point un outil méthodologique destiné à aider les pays ne disposant pas encore de processus structuré de dialogue avec les parties prenantes. En 2013, cet outil a été déployé dans quatre autres pays.

Par ailleurs, Orange a engagé en 2012 un travail visant à décliner cette méthodologie soit sur une problématique spécifique d’un pays, soit sur l’identification d’axes d’innovation sur une thématique précise. En 2013, un type dialogue spécifique sur le potentiel des technologies de l’information et de la communication pour le développement de l’agriculture a été mis en place. Ce “*Dialogue Agri*” a déjà été mené dans cinq pays d’AMEA.

### Le Digital Society Forum

Orange est à l’initiative du *Digital Society Forum*, dont la vocation est d’éclairer les changements sociétaux importants induits par le numérique. Il s’agit d’une approche collaborative et participative, avec des sociologues, psychologues, chercheurs et acteurs du monde du numérique qui se penchent ensemble sur l’impact des technologies dans notre quotidien et partagent leurs visions avec celle du grand public. Cette démarche répond aux attentes de nos clients qui, de plus en plus, expriment leur questionnement voire leurs inquiétudes quant à l’impact des nouvelles technologies sur leur vie quotidienne. 3 sujets ont été traités en 2013 : les relations 2.0, la famille connectée, et les nouvelles formes d’apprentissage.

### 5.6.3.4 Sous-traitance et fournisseurs

#### Les principes d’achats responsables d’Orange

Orange met en œuvre depuis plusieurs années une politique d’achats responsables visant à inscrire les principes de responsabilité sociale dans ses relations avec les fournisseurs en renforçant la maîtrise des risques sociaux et environnementaux.

En 2013, Orange a fortement renforcé la gouvernance RSE des Achats et de la Logistique, avec la mise en œuvre d’un plan d’action RSE global et un renforcement de la politique de mise en œuvre dans les processus.

Orange, donneur d’ordre responsable est labellisé en France “relations fournisseur responsables”. L’adhésion de nos sous-traitants aux principes et engagements définis dans cette Charte est un des axes majeurs de la mise en place de la RSE en France. Orange sélectionne ses fournisseurs à travers un processus structuré en sept étapes. Ce processus inclut une évaluation des fournisseurs au moment de leur choix ou de leur référencement, mais aussi tout au long de la durée de vie du contrat. Cette évaluation tient compte, en plus des aspects de qualité, de délais, et de coûts :

- du strict respect des lois et des réglementations applicables ;
- du respect des règles de confidentialité, de loyauté, et de sous-traitance ;
- de l’existence d’engagements et de principes d’action clairement formalisés ;
- des critères environnementaux, sociaux, et sociétaux, adaptés aux typologies d’achats.

La performance globale des fournisseurs Groupe est régulièrement évaluée grâce à un outil dédié, QREDIC®, qui est progressivement déployé pour les contrats locaux des principales entités européennes. A fin 2013, QREDIC® a été déployé localement dans 17 pays. Au total, plus de 850 mesures de performance, réparties sur la majorité des domaines d'achats, ont été ainsi effectuées.

Le Groupe met également en œuvre, depuis plusieurs années, une politique d'achats visant à créer de la valeur tout en inscrivant les principes de responsabilité sociale dans ses relations avec les fournisseurs afin de renforcer la maîtrise des risques sociaux et environnementaux. Cette politique, s'articule autour de quatre axes :

- privilégier les fournisseurs qui répondent aux enjeux éthiques, sociaux, et environnementaux, définis par le Groupe ;
- promouvoir des produits et services respectueux de l'environnement et des lois sociales ;
- intégrer l'éthique dans le comportement des différents acteurs ;
- décliner la Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) dans la gouvernance et les processus internes de la Direction des achats du Groupe.

Ainsi, tous les contrats d'achat Groupe et une part croissante des contrats locaux intègrent une clause intitulée "Pratiques éthiques – responsabilité d'entreprise" précisant les exigences d'Orange dans ces domaines. Par ailleurs, un processus d'évaluation des fournisseurs est réalisé sur une base documentaire, soit *via* un questionnaire établi par Orange, soit *via* une société spécialisée dans les achats responsables (EcoVadis). A fin 2013, 240 fournisseurs à forts risques stratégiques au niveau du Groupe ou en France ont été évalués, dont 48 % des 500 fournisseurs porteurs de risques critiques ou majeurs du point de vue de la RSE.

Par ailleurs, un dispositif de mise sous surveillance et d'alerte des différents types de risques en matière d'achats et d'approvisionnement a été mis en place pour les fournisseurs, considérés comme clés ou stratégiques pour l'entreprise, dont la défaillance pourrait avoir des conséquences importantes sur l'activité du Groupe.

Ces fournisseurs sont évalués régulièrement par différents services :

- pour la partie RSE et performance (qualité, délai, innovation) par le département Développement de la performance fournisseurs ;
- pour la partie financière, par une équipe dédiée ;
- pour la partie production et approvisionnement, par le bureau des achats Orange en Chine.

### Le JAC (Joint Audit Agreement)

Afin de renforcer les audits menés précédemment en Asie Orange a été à l'initiative, en décembre 2009, de la mise en place d'un accord de coopération (*Joint Audit Agreement* – JAC) avec Deutsche Telekom et Telecom Italia. Le JAC a été rejoint en 2012 par Belgacom, KPN, Swisscom, Vodafone,

Telenor et TeliaSonera et en 2013 par Verizon. Les audits, menés selon une méthodologie commune, permettent d'évaluer l'état de conformité des fournisseurs par rapport aux standards sociaux et environnementaux SA 8000, et d'établir des plans d'action de correction. En 2013, 38 audits RSE principalement en Asie ont été effectués. Un focus très important a été fait sur la clôture des non-conformités déjà enregistrées et la préparation des "Lignes Directrices du JAC", dont l'objectif est à la fois d'améliorer la connaissance des fournisseurs sur des attentes RSE communes aux 10 opérateurs de télécommunication et de permettre une mise en œuvre effective et mesurable des mesures correctives des non-conformités.

En complément des audits réalisés dans le cadre du JAC, le Groupe a conduit une mission de conseil et d'audit des filières de management des déchets en Belgique.

### BuyIn

L'ensemble des principes d'achats responsables a également été repris dans le cadre de la co-entreprise créée avec Deutsche Telekom en 2011, BuyIn, pour mettre en commun les achats des deux groupes dans certains domaines (terminaux, réseaux de communication mobile, et une partie importante des équipements de réseau fixe et des plateformes de services). L'année 2013 a ainsi été marquée par plusieurs initiatives, dont les suivantes :

- le Comité opérationnel RSE de BuyIn a finalisé l'alignement du processus Achats Responsables de BuyIn, complètement en phase avec les exigences et pratiques des deux maisons mères. Ce processus d'intégration d'une composante RSE dans les Achats a été officiellement entériné par le Comité de pilotage RSE de BuyIn, et s'appuie notamment sur une modélisation robuste des risques & opportunités RSE sur les catégories gérées par BuyIn.
- la plateforme EcoVadis dédiée de BuyIn est opérationnelle depuis juin 2013, et la totalité des acheteurs de BuyIn y ont accès intégral. 71 fournisseurs ont ainsi été invités à répondre à un questionnaire d'autoévaluation au 2<sup>nd</sup> semestre 2013, une évaluation RSE détaillée étant désormais disponible pour 53 d'entre eux à fin 2013. La RSE est désormais incluse dans les tableaux de bord du système de Management des fournisseurs : une évaluation RSE est élaborée pour les fournisseurs stratégiques et des réunions opérationnelles RSE sont menées avec eux.

### 5.6.3.5 Contribution au développement local par l'inclusion numérique

Combattre l'exclusion numérique sous toutes ses formes, c'est bien sûr réduire la fracture géographique : Orange déploie des infrastructures sur tous les territoires et met en œuvre des solutions alternatives pour les zones isolées.

C'est aussi participer au développement économique et social, en rendant les services du Groupe accessibles aux populations à faibles revenus, en stimulant l'entrepreneuriat, et en favorisant l'émergence de nouveaux usages numériques ouvrant des perspectives innovantes dans des domaines clés comme l'agriculture, la santé.

C'est encore faciliter l'utilisation des produits et services par les personnes âgées ou en situation de handicap, et rendre les technologies toujours plus simples à utiliser même par les personnes en difficulté d'apprentissage, voire illettrées. C'est également répondre aux enjeux de la santé et de la dépendance. C'est enfin permettre l'accès à l'éducation et à la culture (voir plus de détails sur ces sujets dans le rapport détaillé de Responsabilité Sociale d'Entreprise).

### Réduire la fracture géographique

Pour apporter les bénéfices du monde numérique sur les territoires, et assurer une montée en débit pour tous, Orange a engagé un plan d'action ambitieux qui s'appuie notamment sur :

- le développement des infrastructures pour étendre la couverture des réseaux fixes et mobiles et déployer de nouvelles technologies (fibre, 4G) ;
- le déploiement de solutions alternatives innovantes pour les zones isolées innovantes comme les stations radio solaires ou les "community phones" permettant d'apporter un accès collectif à internet et à la téléphonie mobile dans les zones rurales les plus isolées. A fin 2013, Orange a déjà installé plus de 2 300 sites solaires dans des régions dépourvues d'électricité de la zone AMEA, et équipé plus de 4 350 villages avec des "community phones" ;
- l'expansion du réseau de câbles sous-marins haut débit en fibre optique permettant d'améliorer la connectivité internet des pays d'Afrique ainsi que du Moyen-Orient et du sous-continent indien.

Voir plus de détails dans la section 3.2.1 Réseaux.

### Soutenir le développement économique local

Le Groupe soutient le développement social et économique des territoires où il est présent en s'appuyant sur plusieurs leviers complémentaires :

- démocratiser l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans les pays émergents comme sur les marchés matures, en proposant des solutions répondant aux priorités de développement économique et social de chaque pays d'implantation, dans une logique de coconstruction avec les acteurs locaux ;
- favoriser le développement d'un écosystème basé sur les nouvelles technologies, qui soutient la création d'entreprises et favorise l'émergence de produits, services et contenus adaptés au marché local.

#### **Démocratiser l'accès aux technologies de l'information et de la communication et développer des produits et services innovants répondant aux priorités locales**

Contre la fracture numérique économique, Orange développe une approche dédiée aux clients à faibles ressources avec des offres et des modes de distribution adaptés. En Europe, Orange travaille actuellement avec des partenaires à la construction d'une offre dédiée aux populations vulnérables. Les études menées les années précédentes ont permis de mieux cerner les besoins de ces populations, qui ne se

retrouvent pas pleinement dans les offres "low cost" ou les tarifs sociaux proposés à ce jour. Leurs demandes portent plutôt sur des outils leur permettant de mieux contrôler leurs dépenses et gérer leur budget.

Ainsi en France, un projet expérimental a été réalisé dans un quartier d'habitat social à Nanterre afin de mieux comprendre les usages des ménages modestes en termes de télécommunications et d'énergie, et développer des solutions pour aider ces ménages à mieux maîtriser leur budget. L'Agence Nouvelle des Solidarités Actives, le partenaire choisi par Orange, a conçu des ateliers de sensibilisation pour aider les ménages à appréhender de manière globale ces nouveaux enjeux. Un cycle de 10 ateliers a rassemblé près de 150 habitants. Ils ont permis de donner des clés aux habitants pour se réapproprier leurs dépenses et mieux maîtriser leur budget, en les sensibilisant par exemple sur le fonctionnement d'un crédit renouvelable, l'efficacité des écogestes, l'accès aux tarifs sociaux d'énergie et bien sûr les différentes offres de téléphonie mobile et d'accès *multiplay*. Ces ateliers sont désormais ancrés localement dans une cinquantaine de villes et vont être plus largement diffusés en 2014. Des kits "clés en main" ont été élaborés et vont être déployés avec les acteurs du secteur social qui le souhaitent.

Dans la zone AMEA, le concept de "community phone" offre un accès collectif à faible coût tout en favorisant le développement des micro-entreprises.

La vente de téléphones d'occasion issus des programmes de collecte européens permet aussi d'offrir aux populations de la zone AMEA des produits fiables à moindre coût, tout en favorisant la seconde vie des équipements électroniques. Une solution gagnante pour l'environnement et pour le pouvoir d'achat des clients, qu'Orange commence également à développer en Europe. Des offres de mobiles d'occasion ont ainsi déjà été lancées en France, en Espagne, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Belgique.

Outre le développement de services spécifiques, comme les services bancaires mobiles, grâce à *Orange Money*, l'implication d'Orange dans le développement de services à valeur ajoutée pour les acteurs agricoles a franchi en 2013 une nouvelle étape. Après le succès des expérimentations menées depuis 2011 au Niger (service mobile Labaroun Kassoua offrant un accès en temps réel au prix des denrées agricoles), Orange a organisé en décembre 2013 son premier séminaire panafricain m-Agri à Bamako et publié un catalogue des solutions m-Agri offertes sur ses marchés africains autour de trois axes de développement :

- améliorer les revenus des agriculteurs ;
- accroître la productivité agricole ;
- renforcer la chaîne de valeur globalement.

#### **Stimuler la création d'entreprises**

Pour soutenir le développement local, Orange privilégie la voie de l'innovation ouverte (ou *open-innovation*) permettant de coconstruire avec les acteurs locaux les solutions les plus adaptées aux besoins du terrain. Dans chaque pays, Orange noue des partenariats avec des acteurs économiques locaux, des universités et écoles spécialisées pour contribuer à former et intégrer dans la vie économique les talents locaux, futurs

acteurs du développement de leur pays. Ce transfert de compétences Nord-Sud s'accompagne d'un transfert d'innovation Sud-Nord : les usages inédits des TIC (technologies de l'information et de la communication) expérimentés ces dernières années sur la zone AMEA contribuent à renforcer la contribution du Groupe au développement économique et social de l'ensemble de ses pays d'implantations, avec deux leviers prioritaires :

- favoriser la création d'emploi dans des filières d'avenir par l'innovation et le soutien aux *start-ups* de l'univers numérique. Ainsi en 2013 a été lancé au Mali le 2<sup>e</sup> incubateur. Et en Tunisie, le Programme Développeurs vise à créer un écosystème vertueux autour des applications mobiles, segment du secteur TIC à fort potentiel de croissance. Accessible à tous et totalement gratuit, il se déploie dans plus de 15 régions et offre un ensemble d'activités complémentaires qui accompagnent les jeunes talents afin de créer leur propre application mobile ;
- soutenir la croissance de l'Economie Sociale et Solidaire, via des initiatives comme le prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique ou le programme *Data for Development*. Orange a ainsi lancé en juin 2012, le concours "*Data for Development*" qui récompense des travaux de recherche sur les usages possibles des statistiques de fonctionnement anonymes des réseaux mobiles au profit du développement socio-économique. Le Comité de sélection s'est réuni en mai 2013 pour primer quatre projets parmi plus de 80 retenus :
  - le projet "Exploitation des données cellulaires pour la maîtrise des épidémies par des campagnes d'informations nationales" s'est vu remettre le prix "*First Prize*" récompensant le meilleur projet,
  - le projet "Etude des groupes sociaux par l'analyse de données de réseau mobile" a reçu le prix "*Best Scientific*" récompensant le projet ayant utilisé des méthodes d'analyse innovantes et témoignant d'une originalité dans son approche scientifique,
  - le projet "*AllAboard* : un système pour explorer la mobilité urbaine et optimiser le transport public" a reçu le prix "*Best Development*" récompensant le projet considéré comme le plus utile et susceptible d'être traduit en projet d'action concrète,
  - le projet "Exploration et analyse de données de téléphone mobile massives : une approche analytique visuelle" a reçu le prix "*Best Visualization*" récompensant la représentation visuelle la plus claire et créative.

Les chercheurs primés ont présenté leurs projets à la communauté scientifique lors de la conférence internationale NetMob 2013 ("*Analysis of Mobile Phone Datasets and Networks*"). La communauté scientifique a par ailleurs pu accéder, dans le cadre exclusif du concours, à une base de données provenant de 2,5 milliards d'informations statistiques sur le réseau mobile.

### 5.6.3.6 Le mécénat et la Fondation Orange

La Fondation Orange est l'élément central de la politique de mécénat d'Orange. Sa vocation est de favoriser la transmission, l'échange et le partage. Il s'agit de créer le lien entre les individus, en particulier de faciliter la communication à ceux qui en sont exclus pour des raisons diverses, de santé, de handicap ou du fait de leur situation économique.

La Fondation Orange intervient ainsi dans trois domaines : l'éducation et l'insertion professionnelle, la culture et la santé avec un engagement historique à la cause de l'autisme, et deux préoccupations constantes : la démocratisation de l'usage des outils numériques et l'attention particulière portée à l'éducation et à la santé des femmes.

La Fondation pratique dans 30 pays un mécénat de proximité qui s'adapte au contexte pour apporter plus de lien social et de solidarité, en s'appuyant sur des équipes locales des filiales et fondations du Groupe dans chaque pays.

Les projets musicaux et les festivals soutenus s'ouvrent désormais au jazz, à la création contemporaine et aux musiques du monde, notamment celles du continent africain. Voir plus de détails sur les actions menées par les Fondations Orange dans le monde sur le site : <http://www.fondationorange.com>.

Les salariés d'Orange sont au cœur du mécénat de l'entreprise au travers du bénévolat, du parrainage de projets, et du mécénat de compétences. La Fondation a ainsi lancé depuis fin 2010, le programme Orange Solidarité Numérique, qui s'appuie sur des salariés Orange. Ils accompagnent en dehors de leur temps de travail, les adhérents d'associations partenaires (Secours Populaire, Force Femmes, Fondation Agir contre l'Exclusion, Solidarité et Avenir...), à la découverte de la diversité des usages numériques.

Par ailleurs, la Fondation Orange lance deux fois par ans un appel à projets solidaires pour encourager l'engagement bénévole des salariés ou des retraités d'Orange en faveur d'associations.

Enfin, une politique de mécénat de compétences sur le long terme a été mise en place dans le cadre du plan senior proposé en France. Des salariés de l'entreprise sont mis à disposition d'associations auxquelles ils apportent les compétences acquises durant leur carrière. Ils effectuent des missions longues (de un à trois ans) pour des associations qu'ils ont choisies. La Croix-Rouge, l'Association Valentin Haüy, le Secours Populaire, Habitat et Humanisme, et d'autres associations plus locales profitent aussi de ce dispositif.

### 5.6.3.7 Protection de la santé et de la sécurité des clients

Le monde numérique ouvre de multiples opportunités d'interactions mais est aussi vecteur de complexité : à nouveaux outils, nouveaux écueils. L'ambition d'Orange est d'être, parmi tous les opérateurs, celui qui offre à ses clients la meilleure expérience, en les accompagnant et en facilitant leur vie numérique à chaque étape de la relation.

Au-delà des exigences fondamentales de qualité de service, Orange doit aussi apporter des réponses claires et des solutions adaptées aux préoccupations croissantes en matière de protection des données personnelles, de protection des enfants ou d'ondes radio, pour permettre à chacun d'accéder aux bénéfices du monde numérique en toute confiance.

## Communiquer en toute sérénité

### **Publication de la Charte sur la protection des données personnelles**

Le développement des usages d'internet s'accompagne de nouveaux risques qu'il convient de contrer efficacement. Conscient des responsabilités que lui confère son rôle central dans l'écosystème numérique et ses liens privilégiés avec plus de 230 millions de clients à travers le monde, Orange veut se distinguer comme un opérateur de confiance et a adopté des engagements clairs sur la protection des données privées en publiant en novembre 2013 sa Charte sur la protection des données personnelles.

Cette Charte comporte quatre engagements clairs :

- garantir la sécurité des données personnelles de ses clients à travers la fiabilité de leur traitement et la sécurité de leur conservation ;
- donner à ses clients le contrôle de leurs données personnelles et de l'utilisation qui en est faite, notamment, via un tableau de bord personnel ;
- assurer la transparence du traitement des données dans toutes les étapes de la relation ;
- accompagner ses clients pour les aider à protéger leur vie privée et à mieux gérer leurs données personnelles.

La Charte est disponible publiquement sur [orange.com](http://orange.com), rubrique responsabilité.

### **Une politique de sécurité globale**

Dans le cadre de sa politique de sécurité globale, le Groupe s'assure de la prise en compte des différents risques que le développement des usages d'internet peut accroître dès la phase de conception des offres, et met en place des outils garantissant la sécurité des données et le respect de la vie privée de ses clients. Pilotée par la Direction Sécurité Groupe, cette démarche est révisée régulièrement pour tenir compte de l'émergence de nouveaux risques.

### **Des solutions au service des clients**

Au-delà des mesures internes mises en œuvre pour protéger la sécurité et la confidentialité des données, Orange propose à ses clients toute une gamme de solutions de sécurité permettant de faciliter les échanges électroniques tout en les protégeant de bout en bout, comme la sécurisation des postes de travail (PC) et des outils communicants et la gestion sécurisée de flottes de mobiles, la sécurisation de l'accès au réseau, la protection des ressources des entreprises face aux tentatives d'écoute ou de destruction d'informations, et la détection et anticipation des attaques.

Des conseils pratiques sont régulièrement dispensés aux clients pour les sensibiliser aux risques et promouvoir des usages sûrs et responsables permettant de protéger leurs données personnelles. Les particuliers et professionnels peuvent ainsi consulter la rubrique "se protéger" du site d'Assistance sur le portail Orange. Pour les entreprises, le blog Sécurité d'Orange Business Services offre une information très complète sur les problématiques de sécurité et permet aux experts d'échanger leurs expériences et leurs meilleures pratiques. Plusieurs articles et vidéos ont notamment été mis en ligne pour sensibiliser les internautes à un usage sûr des sites de réseaux sociaux.

## Accompagner les jeunes vers des usages sûrs et responsables

La protection des enfants et des adolescents sur internet est devenue l'une des préoccupations majeures des clients. La politique d'Orange pour la protection des enfants sur internet s'articule autour de trois principes d'action complémentaires :

- promouvoir activement les usages responsables à travers une information transparente relayant le discours des institutions et associations spécialisées ;
- accompagner, former les parents et les éducateurs pour les aider à mieux comprendre les outils et à créer des réflexes responsables chez les enfants ;
- développer des outils de contrôle parental en phase avec les évolutions du monde numérique.

En partenariat avec les organisations nationales, européennes et internationales, Orange participe à la définition de principes fondateurs d'un internet plus sûr pour les enfants et les adolescents. Le Groupe est ainsi membre de plusieurs initiatives :

- la *Mobile Alliance Against Child Sexual Abuse Content* (l'Alliance mobile contre les contenus à caractère pédopornographique), initiative lancée en 2008 par la GSM Association qui représente 850 opérateurs de téléphonie mobile à travers 218 pays du monde ;
- la *"CEO Coalition en faveur d'un internet plus sûr pour les enfants"*, une initiative lancée par Neelie Kroes, Commissaire européenne en charge de la Société Numérique, qui mobilise au plus haut niveau tous les acteurs de la chaîne de valeur des technologies de l'information et de la communication ;
- la *"ICT Coalition"* regroupant 26 entreprises du secteur des TIC qui se sont engagées sur des Principes directeurs pour accroître la sécurité en ligne des enfants et des adolescents ;
- en février 2012, Orange a signé les Principes de protection de la vie privée pour les développeurs d'applications mobiles (*Privacy Design Guidelines for mobile applications*) mis au point par la GSMA.

### Devenir le “coach numérique” des parents

Bien surfer s'apprend d'abord en famille. Orange a pour ambition de devenir le compagnon numérique des parents : celui qui leur donne des clés de compréhension et d'action pour éduquer sereinement leurs enfants au bon usage des multiples opportunités d'internet.

La politique du Groupe sur la protection numérique des enfants s'articule autour de trois principes d'action :

#### Promouvoir les usages responsables

Orange se fait le relais des institutions, associations agréées et experts reconnus pour promouvoir et faire entendre leurs messages et recommandations en matière d'usages sûrs et responsables.

#### Former et accompagner les parents et les éducateurs

L'éducation est avant tout une affaire de famille. Orange s'est donc donné pour mission de devenir le compagnon numérique des parents et des éducateurs, en leur fournissant les clés des multiples usages d'internet et des outils numériques. Ainsi, dans un monde où les rapports de connaissances et de compétences sont parfois inversés entre les générations, nous permettons aux parents d'accompagner dans la sérénité leurs enfants et leurs adolescents sur les nouveaux médias. Réflexes à acquérir, maîtrise des paramétrages d'identité, appropriation des outils de protection : Orange multiplie les projets créatifs et les initiatives pédagogiques pour inculquer les principes de prudence et de responsabilité nécessaires à un usage maîtrisé du Web par tous.

Le cours des parents d'Orange France en est une parfaite illustration : ouverte à tous les clients, cette formation gratuite de 45 minutes, dispensée dans les grandes boutiques Orange, aide les parents et les grands-parents à utiliser le contrôle parental sur l'ordinateur, le mobile et la TV. Une initiative lancée en 2012 et qui rencontre un vif succès auprès des clients.

#### Développer la visibilité et l'efficacité des outils de contrôle parental

Techniquement, le contrôle parental s'impose comme la solution permettant aux parents de maîtriser l'usage que leurs enfants ont d'internet. Dans plusieurs pays, Orange développe différents systèmes de contrôle parental dans les trois univers d'Orange. Pour l'ordinateur, il s'agit de logiciels qui bloquent les contenus inadaptés aux enfants et permettent d'encadrer leur navigation (gestion de profils, d'applications, etc.). Sur le mobile, des filtres verrouillent l'accès aux sites non recommandés aux enfants.

### Répondre aux interrogations sur les ondes radio

Face aux interrogations sur les effets potentiels des ondes radio émises par la téléphonie mobile et les nouvelles technologies de communication, Orange met en œuvre une politique articulée autour de cinq grands principes :

- communiquer en toute transparence vers les différentes parties prenantes sur les ondes radio et les technologies de communication grâce à des outils d'information et de dialogue adaptés ;
- contribuer à l'effort de recherche sur les ondes radio ;
- S'assurer du respect des réglementations locales (lorsqu'elles existent) ou des recommandations internationales de l'ICNIRP <sup>(1)</sup> sur les valeurs limites d'exposition des personnes ;
- promouvoir les bons usages du mobile édictés par les pouvoirs publics et les autorités compétentes permettant de limiter l'exposition aux ondes radio ;
- mettre en œuvre une politique Groupe sur les ondes radio au travail.

Le déploiement de cette politique s'appuie sur un réseau de correspondants ondes radio au sein du Groupe et de ses filiales.

Afin de toujours mieux informer ses parties prenantes, Orange a mis en ligne en septembre 2013 un site internet thématique dédié aux ondes radio : <http://ondes-radio.orange.com>.

Disponible en quatre langues (français, anglais, espagnol et polonais), ce site pédagogique et très complet permet de répondre de façon claire et transparente aux questions que chacun se pose. Le site est régulièrement enrichi pour tenir compte de l'actualité et publie notamment les résultats des derniers travaux scientifiques ou les avis des autorités sanitaires de référence.

Les filiales Orange Pologne, Orange Egypte, Orange Mali et Orange Tunisie ont d'ores et déjà revu leurs sites web institutionnels en cohérence avec le site Groupe dédié aux ondes radio. De plus, les sites internet de ces filiales renvoient vers le site de référence. En France, le site Groupe sur les ondes radio est devenu également un site référent à travers le site “Bien Vivre le Digital”.

(1) International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection : commission internationale liée à l'Organisation Mondiale de la Santé ([www.icnirp.de](http://www.icnirp.de)). Elle a défini des limites d'exposition pour protéger les individus contre les effets des ondes radio sur la santé.

## 5.6.4 Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion

### Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'un des Commissaires aux comptes de votre société, Orange SA, désigné organisme tiers indépendant, dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le Rapport de gestion (ci-après les "Informations RSE"), établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

#### Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un Rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, conformément aux référentiels utilisés, (ci-après les "Référentiels") par la Société et disponibles sur demande auprès de la Direction de la Responsabilité Sociale d'Entreprise dont un résumé figure dans la partie "Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale" du Rapport de gestion au paragraphe note méthodologique.

#### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

#### Responsabilité du Commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le Rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;

- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE) ;

- d'exprimer, à la demande de la Société, une conclusion d'assurance raisonnable sur le fait que les informations sélectionnées <sup>(1)</sup> par la Société et identifiées par le signe (■) dans le chapitre "Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale" du Rapport de gestion ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Référentiels.

Nos travaux ont été effectués par une équipe de sept personnes entre novembre 2013 et février 2014. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé et le rapport d'assurance raisonnable, à la norme internationale ISAE 3000 <sup>(2)</sup>.

#### I. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la Société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le Rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

(1) Informations sociales : Nombre d'employés, effectif actif fin de période, par type de contrat, par genre, par âge et par zone (géographique), nombre de recrutements externes en CDI (Total France), nombre de démissions de salariés en CDI (Total France), nombre de licenciements de salariés en CDI (Total France), pourcentage de femmes dans l'effectif en activité, pourcentage de femmes dans l'encadrement et pourcentage de femmes dans le réseau des leaders.

Informations environnementales : Importance du périmètre certifié ISO 14001, Total énergie Scope 1, Consommation d'énergie électrique totale, Total CO<sub>2</sub> émis (Scope 1, 2 et 3).

(2) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la Société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans le chapitre "Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale" du Rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le Rapport de gestion des Informations RSE requises.

## II. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

### Nature et étendue des travaux

Nous avons mené les entretiens que nous avons estimé nécessaires avec environ quatre-vingt personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité, leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la Société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes <sup>(1)</sup> :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le Rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées <sup>(2)</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 80 % des effectifs et entre 54 % et 96 % des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la Société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

(1) Informations RSE matérielles :

- Indicateurs quantitatifs environnementaux : importance du périmètre certifié ISO 14001, total déchets internes évacués, taux de valorisation, Consommation d'énergie – scope 1, 2 et 3, Emissions de CO<sub>2</sub> – scope 1, 2 et 3, taux de mobiles collectés.
- Indicateurs quantitatifs sociaux : nombre d'employés - effectif actif, par type de contrat, par genre, par âge et par zone (géographique), nombre de recrutements externes en CDI, nombre de démissions de salariés en CDI, nombre de licenciements de salariés en CDI, nombre total de départs définitifs de CDI, nombre de journées d'absence des salariés pour maladie, nombre de journées d'absence des salariés pour accident de travail, nombre d'accidents de travail avec arrêt, nombre d'accidents mortels, TFRAC, TGRAC, nombre de salariés dont le dossier a fait l'objet d'une reconnaissance de maladies professionnelles, nombre d'heures de formation, % de femmes dans l'effectif, % de femmes dans l'encadrement, % de femmes dans le réseau des leaders.
- Informations qualitatives environnementales : Sensibilisation et formation des acteurs, Prévention des risques environnementaux, Substances dangereuses, Gestion des déchets et des équipements en fin de vie, Consommation d'énergie des réseaux, Réduction des émissions liées au bâtiment.
- Informations qualitatives sociales : Organisation du dialogue social, Bilan des accords collectifs, Santé-Sécurité, Formation, Emploi et insertion des personnes handicapées, Politique de lutte contre les discriminations, Respect des conventions fondamentales de l'OIT.
- Informations qualitatives sociétales : Contribution au développement local par l'inclusion numérique, Dialogue avec les parties prenantes, Les principes d'achats responsables d'Orange, Sous-traitance et fournisseurs, Protection de la santé et la sécurité des clients, Politique de la prévention de la corruption.

(2) Deux entités d'OBS (Equant au Brésil et au UK) et un échantillon d'entités juridiques dans les pays suivants : Belgique (Mobistar), Pologne (Orange Poland), France (Orange SA et FT Marine), Arménie (Orange Armenia), Kenya (Telkom Kenya), Côte d'Ivoire (Orange Côte d'Ivoire) et Mali (Orange Mali).

**Conclusion**

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

**Observations**

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

- pour le calcul des indicateurs environnementaux, la note méthodologique précise au chapitre "Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale" que l'application des méthodes d'estimation des indicateurs environnementaux mises en place pour la clôture au 31 décembre 2013 génère des incertitudes sur les données annuelles consolidées qui n'excèdent pas 5 % de la valeur de chaque indicateur ;
- pour le calcul des indicateurs de déchets, la note méthodologique précise au chapitre "Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale" qu'en raison du travail en cours d'identification et pérennisation des filières de collecte et de traitement des déchets, le reporting n'est pas exhaustif, en particulier dans la zone AMEA.

**III. Rapport d'assurance raisonnable sur une sélection d'informations RSE****Nature et étendue des travaux**

Concernant les informations sélectionnées par le Groupe et identifiées par le signe (■), nous avons mené des travaux de même nature que ceux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus pour les informations RSE considérées les plus importantes mais de manière plus approfondie, en particulier en ce qui concerne le nombre de tests.

L'échantillon sélectionné représente ainsi 80 % des effectifs et entre 54 % et 71 % des informations environnementales identifiées par le signe (■).

Nous estimons que ces travaux nous permettent d'exprimer une assurance raisonnable sur les informations sélectionnées par la Société et identifiées par le signe (■).

**Conclusion**

A notre avis, les informations sélectionnées par le Groupe et identifiées par le signe (■) ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Référentiels.

**Observations**

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments concernant l'application des méthodes d'estimation des indicateurs environnementaux qui appelle de notre part la même observation que celle formulée dans la partie 2 du présent rapport.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 6 mars 2014

L'un des Commissaires aux comptes,

**DELOITTE & ASSOCIES**

Frédéric Moulin

Associé



<b>6.1</b>	<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>382</b>
6.1.1	Montant et historique du capital social	382
6.1.2	Titres donnant accès au capital	382
6.1.3	Autorisations d'augmentation du capital	382
6.1.4	Actions propres - Programme de rachat d'actions	383
<b>6.2</b>	<b>PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</b>	<b>383</b>
6.2.1	Répartition du capital et des droits de vote	383
6.2.2	Contrôle direct ou indirect d'Orange SA	385
<b>6.3</b>	<b>PROJETS DE RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 MAI 2014</b>	<b>385</b>
	A titre ordinaire	385
	A titre extraordinaire	388
<b>6.4</b>	<b>RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 MAI 2014</b>	<b>388</b>
	Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale à titre ordinaire	388
	Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale à titre extraordinaire	392
	Modifications statutaires	392
	Autorisations financières	393
	Rapports complémentaires en cas d'utilisation des délégations	393
	Annexe	394
<b>6.5</b>	<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES RESOLUTIONS ET LES CONVENTIONS REGLEMENTEES</b>	<b>397</b>
	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	397
	Relevé du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées	398
	Attestation des Commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2013	398
	Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital	399

## 6.1 CAPITAL SOCIAL

### 6.1.1 Montant et historique du capital social

Au 31 décembre 2013, le capital social d'Orange SA est de 10 595 541 532 euros. Il est divisé en 2 648 885 383 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de quatre euros chacune. Le montant du capital n'a pas évolué au cours de l'exercice 2013.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du capital d'Orange SA au cours des trois derniers exercices :

DATE	OPERATION	Variation de capital		Capital social (en euros)	Actions en circulation
		Valeur nominale (en euros)	Prime (en euros)		
31 décembre 2011	Exercice d'options de souscriptions	107 108	313 286	10 595 541 532	2 648 885 383
31 décembre 2012	Exercice d'options de souscriptions	0	0	10 595 541 532	2 648 885 383
31 décembre 2013	Exercice d'options de souscriptions	0	0	10 595 541 532	2 648 885 383

### 6.1.2 Titres donnant accès au capital

Dans le cadre de l'accord transactionnel signé en 2002 qui a mis fin au projet de développement des activités mobile en Allemagne en partenariat avec MobilCom, Orange a émis, le 3 mars 2003, 430 705 titres à durée indéterminée remboursables en actions ("TDIRA"), d'un nominal de 14 100 euros, pour un montant global de 6 073 millions d'euros, réservés aux membres du syndicat bancaire et aux équipementiers créanciers de MobilCom. Voir la note 10.3 *TDIRA* de l'annexe aux comptes consolidés.

### Emission potentielle d'actions nouvelles

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'actions nouvelles qui seraient émises en cas de conversion ou de remboursement en actions de la totalité des titres donnant accès au capital en circulation au 31 décembre 2013 et d'exercice de la totalité des options de souscription d'actions existant à la même date, ainsi que le nombre d'actions qui composerait le capital de la Société à la suite de l'émission de ces actions.

	Actions correspondantes	% du capital (sur base totalement diluée)
Titres à durée indéterminée remboursables en actions <sup>(1)</sup>	58 264 950	2,14
Options de souscription <sup>(2)</sup>	19 619 068	0,72
<b>Sous-total</b>	<b>77 884 018</b>	<b>2,86</b>
Capital au 31 décembre 2013	2 648 885 383	97,14
<b>TOTAL</b>	<b>2 726 769 401</b>	<b>100,00</b>

(1) Voir la note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1).

(2) Voir la section 5.3.1 et la note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

La note 13.3 *Résultat par action* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1) présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives, tel que calculé en application de la norme comptable IAS 33 *Résultat par action*.

### 6.1.3 Autorisations d'augmentation du capital

L'Assemblée Générale d'Orange SA du 28 mai 2013 a autorisé le Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à augmenter le capital d'Orange SA, y compris en cas d'offre publique d'échange, par l'émission d'actions ou autres valeurs mobilières, pour un montant nominal total maximum de trois milliards et demi d'euros. Ces actions et valeurs mobilières peuvent être émises, au choix du Conseil d'administration, avec ou sans droit préférentiel de

souscription. Dans ce dernier cas, un délai de priorité pourrait être éventuellement conféré aux actionnaires.

L'Assemblée Générale a également délégué compétence au Conseil d'administration pour procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents au plan d'épargne du groupe Orange.

Les délégations en cours de validité accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital, et l'utilisation faite de ces délégations sont mentionnées au chapitre 6.4 du présent document.

### 6.1.4 Actions propres - Programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale du 28 mai 2013 a renouvelé pour une période de 18 mois le programme de rachat d'actions propres dans la limite de 10 % du montant du capital social existant au jour de cette Assemblée. Le Conseil d'administration du 26 mars 2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 le renouvellement de cette autorisation aux mêmes conditions.

Le descriptif du programme 2014 figure dans le rapport du Conseil d'administration sur la onzième résolution soumise à

l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 (voir la section 6.4 *Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions*).

En outre, le contrat de liquidité portant sur ses actions conclu par Orange le 9 mai 2007 avec un prestataire de services d'investissement a été renouvelé à sa date d'anniversaire et son exécution s'est poursuivie. Les moyens affectés au compte de liquidité lors de la mise en œuvre du contrat s'élevaient à 100 millions d'euros. Au 31 décembre 2013, ils s'élevaient à 34,7 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2013, les seuls rachats d'actions effectués par Orange l'ont été au titre du contrat de liquidité.

#### ► RECAPITULATIF DES ACHATS ET VENTES D'ACTIONS PROPRES EFFECTUES AU COURS DE L'EXERCICE 2013

OBJECTIF DES ACHATS	Nombre d'actions détenues au 31/12/2012	Nombre d'actions achetées	Prix moyen pondéré brut (en euros)	Nombre d'actions vendues	Prix moyen pondéré brut (en euros)	Nombre d'actions détenues au 31/12/2013	Part du capital
Plan AGA <sup>(1)</sup>	13 246 540	0	NA	0	NA	13 242 435 <sup>(2)</sup>	0,50 %
Stock-options	2 099 701	0	NA	0	NA	2 099 701	0,08 %
Contrat de liquidité	6 135 000	45 308 442	8,76	43 418 442	8,60	8 025 000	0,30 %
<b>TOTAL</b>	<b>21 481 241</b>	<b>45 308 442</b>		<b>43 418 442</b>		<b>23 367 136</b>	<b>0,88 %</b>

(1) Attributions gratuites d'actions.

(2) 4 105 actions ont été attribuées aux héritiers des bénéficiaires décédés au cours de l'exercice en application de l'article L. 225-197-3 du Code de commerce.

NA : non applicable.

## 6.2 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 6.2.1 Répartition du capital et des droits de vote

Détenteur	31 décembre 2013			31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Bpifrance Participations <sup>(1)</sup>	357 526 131	13,50 %	13,62 %	357 526 131	13,50 %	13,61 %	357 526 131	13,50 %	13,58 %
Etat	356 194 433	13,45 %	13,57 %	356 194 433	13,45 %	13,56 %	356 194 433	13,45 %	13,53 %
Total Secteur Public	713 720 564	26,94 %	27,18 %	713 720 564	26,94 %	27,16 %	713 720 564	26,94 %	27,10 %
Personnel du Groupe <sup>(2)</sup>	122 606 645	4,63 %	4,67 %	122 529 706	4,63 %	4,66 %	127 437 554	4,81 %	4,84 %
Autodétention	23 367 136	0,88 %	0,00 %	21 481 241	0,81 %	-	15 456 045	0,58 %	-
Flottant	1 789 191 038	67,55 %	68,15 %	1 791 153 872	67,62 %	68,17 %	1 792 271 220	67,66 %	68,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 648 885 383</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>2 648 885 383</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>2 648 885 383</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Groupe public de financement et d'investissement pour les entreprises, issu du regroupement de OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions.

(2) Comprend les actions détenues dans le cadre du plan d'épargne Groupe et celles détenues suite aux attributions gratuites d'actions (voir la section 5.6.1.2 *Rémunérations*) ; ne comprend pas les actions détenues au porteur.

A la connaissance d'Orange, aucun actionnaire autre que l'Etat et Bpifrance Participations ne possédait directement ou indirectement plus de 5 % du capital ou des droits de vote à la date de ce document.

Les statuts d'Orange SA ne prévoient pas l'attribution de droits de vote double. Les principaux actionnaires ne disposent pas de droits de vote différents des autres actionnaires.

### 6.2.1.1 Modifications dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices

A la connaissance d'Orange, les modifications substantielles de l'actionnariat intervenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 résultent des rachats par la Société de 23,4 millions d'actions dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale, afin d'honorer ses obligations liées à l'attribution gratuite d'actions et aux plans d'options de souscription d'actions ou dans le cadre du contrat de liquidité.

A la connaissance d'Orange, il n'y a pas eu de variation significative dans la répartition du capital et des droits de vote depuis le 31 décembre 2013.

### 6.2.1.2 Information sur les pactes d'actionnaires

Par courrier reçu le 27 décembre 2012, l'Autorité des marchés financiers a été informée de la conclusion, le 24 décembre 2012, d'un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert entre le FSI et la République française remplaçant le précédent pacte d'actionnaires conclu entre les mêmes parties le 25 novembre 2009. En juillet 2013, à la suite du regroupement de OSEO, CDC Entreprises, FSI et FSI Régions au sein de Bpifrance, la dénomination sociale du FSI est devenue Bpifrance Participations.

Le pacte d'actionnaires prévoit que les parties s'engagent à échanger leurs points de vue respectifs et à tout mettre en œuvre pour rechercher une position commune sur le vote des résolutions en Assemblée Générale, sans toutefois que les parties ne soient tenues d'y parvenir.

En cas de projets d'opérations sur titres et de franchissements de seuils, le pacte prévoit :

- une obligation générale d'information préalable entre les parties au pacte pour toute opération portant sur les actions ou droits de vote de la société Orange ;
- une obligation de concertation préalable en cas :
  - de projet de cession par les parties susceptibles d'intervenir à des échéances rapprochées, en application de laquelle chaque partie s'engage à ne pas réaliser un tel projet sans avoir, préalablement harmonisé avec l'autre partie, dans toute la mesure du possible, ses analyses portant sur la valeur des actions Orange et organisé de manière coordonnée, si possible, les modalités pratiques de cession desdites actions,
  - de réalisation par l'une des parties d'une opération qui conduirait à faire franchir aux parties un seuil de participation susceptible de déclencher une obligation de déclaration d'intention auprès d'Orange SA ou de l'Autorité des marchés financiers ;
- une obligation d'accord préalable de l'autre partie si l'opération envisagée par l'une des parties conduisait le concert à franchir un seuil déclencheur d'offre publique obligatoire.

Le pacte est conclu pour une durée de deux ans, tacitement renouvelable par période de deux ans.

### 6.2.1.3 Informations complémentaires sur la répartition du flottant

Orange procède de manière régulière, à travers le service "Titres au Porteur Identifiable" (TPI), à une identification de ses actionnaires. Au 31 décembre 2013, les investisseurs institutionnels et autres personnes morales détenaient 60,7 % du capital et les particuliers 6,9 %, se maintenant ainsi à peu près à leur niveau de l'année précédente.

#### ► REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS AU 31 DECEMBRE 2013

France :	25 %
Royaume-Uni :	15 %
Autres pays européens :	25 %
<b>TOTAL EUROPE :</b>	<b>65 %</b>
Amérique du Nord :	27 %
Reste du monde :	8 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

Source : enquête TPI et analyse de Nasdaq OMX.

## 6.2.2 Contrôle direct ou indirect d'Orange SA

A la date du présent document, la sphère publique (Etat et Bpifrance Participations) dispose de trois représentants sur un total de 15 membres au Conseil d'administration d'Orange (voir la section 5.1.1 *Conseil d'administration*).

L'Etat, de concert avec Bpifrance Participations (voir la section 6.2.1.3 *Information sur les pactes d'actionnaires*), pourrait, en pratique, compte tenu du faible taux de participation aux Assemblées Générales et de l'absence

d'autres blocs d'actionnaires significatifs, déterminer l'issue du vote des actionnaires sur les questions requérant une majorité simple. Orange considère qu'il n'y a pas de risque que le contrôle de l'Etat puisse être exercé de manière abusive.

Hormis l'Etat et Bpifrance Participations, aucune personne physique ou morale, directement ou indirectement, isolément, conjointement ou de concert, n'exerce ou ne peut exercer un contrôle sur Orange.

A la connaissance d'Orange, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

## 6.3 PROJETS DE RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 MAI 2014

Les projets de résolutions présentés ci-après ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 mars 2014. Des projets de résolution supplémentaires sont susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale dans les conditions prévues à l'article L. 225-105 du Code de commerce.

La version définitive des projets de résolutions proposés au vote de l'Assemblée Générale sera publiée sur le site internet du Groupe ([www.orange.com/ag2014](http://www.orange.com/ag2014)) et dans l'avis prévu à l'article R. 225-81 du Code de commerce.

### A titre ordinaire

#### Première résolution

*(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 1 513 603 272,94 euros.

#### Deuxième résolution

*(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que

les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### Troisième résolution

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tel que ressortant des comptes annuels)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de gestion du Conseil d'administration et du Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que compte tenu du bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 513 603 272,94 euros et du report à nouveau créditeur de 2 787 916 008,72 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iii) ci-après), le bénéfice distribuable s'élève à 4 301 519 281,66 euros ;
- (ii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,80 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste "Report à nouveau" ;
- (iii) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,30 euro par action mis en paiement le 11 décembre 2013, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,50 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 2 juin 2014 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 5 juin 2014.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la Société au 5 juin 2014 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende à distribuer et, en conséquence, de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste "Report à nouveau".

Il est précisé que le solde du dividende à distribuer est éligible à hauteur du montant brut perçu à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des

impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors autodétention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2010	2 647 645 604	1,40 €	100 %
2011	2 630 414 091	1,40 €	100 %
2012	2 631 731 113	0,78 €	100 %

## Quatrième résolution

*(Convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce – Rémunération de Bernard Dufau)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et approuve l'attribution à Bernard Dufau par le Conseil d'administration du 24 juillet 2013 d'une rémunération spécifique, pour l'exercice 2013, au titre de la mission exceptionnelle qu'il lui a confiée en application de l'article 5 de son Règlement intérieur.

## Cinquième résolution

*(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Stéphane Richard)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Stéphane Richard viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## Sixième et septième résolutions

*(Election de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires)*

**Avertissement :** Conformément à l'article 13.3 des statuts de la Société, seul un des deux candidats aux fonctions d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires peut être élu par la présente Assemblée. Chaque candidature fait l'objet d'une résolution particulière. Sera élu le candidat qui aura recueilli, outre la majorité requise, le plus grand nombre de voix.

## Sixième résolution

*(Election de M. Patrice Brunet en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, Monsieur Patrice Brunet, ayant pour remplaçant Madame Sophie Nachman-Ghnassia, candidats du Fonds commun de placement d'entreprise "Orange Actions" et du Fonds commun de placement d'entreprise "Evolutis", pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## Septième résolution

*(Election de M. Jean-Luc Burgain en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, élit, en qualité d'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires, Monsieur Jean-Luc Burgain, ayant pour remplaçant Madame Hélène Marcy, candidats du Fonds commun de placement d'entreprise "Orange Actions" et du Fonds commun de placement d'entreprise "Evolutis", pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## Huitième résolution

*(Jetons de présence alloués au Conseil d'administration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 750 000 euros le montant des jetons de présence alloués au membres du Conseil d'administration pour l'exercice en cours et chacun des exercices ultérieurs, et ce jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

## Neuvième résolution

*(Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Stéphane Richard, Président-Directeur Général)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Stéphane Richard au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels que présentés dans la documentation actionnaire et le document de référence de la Société.

## Dixième résolution

*(Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Gervais Pellissier au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels que présentés dans la documentation actionnaire et le document de référence de la Société.

## Onzième résolution

*(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions de la Société)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée, dans les conditions suivantes :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 18 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 4 767 993 689,40 euros ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires ;

- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;

- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

(i) d'honorer des obligations liées :

- a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société et des entités de son groupe dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ou (iii) de toute offre d'acquisition d'actions réservée au personnel du groupe Orange (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail), ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,
- b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel de la Société et des entités de son groupe,

(ii) d'assurer la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers,

(iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,

(iv) de réduire le capital de la Société en application de la treizième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, sous réserve de son adoption.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 par sa sixième résolution.

## A titre extraordinaire

### Douzième résolution

*(Modification du point 1 de l'article 15 des statuts, délibérations du Conseil)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et afin de préciser les modalités de convocation de ce dernier en cas d'empêchement du Président et de présidence des réunions en cas d'absence, décide de compléter les alinéas 1 et 3 du point 1 de l'article 15 des statuts (délibérations du Conseil) comme suit :

"Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par l'administrateur référent dont la désignation peut être décidée par le Conseil d'administration conformément à son Règlement intérieur."

(...)

"Les réunions du Conseil d'administration sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par l'administrateur Référent et à défaut, par le doyen d'âge des administrateurs présents."

### Treizième résolution

*(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales

Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la onzième résolution soumise à la présente Assemblée ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente Assemblée,
- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste "Primes d'émission" ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée,
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 par sa vingt-et-unième résolution.

### Quatorzième résolution

*(Pouvoirs pour formalités)*

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

## 6.4 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 MAI 2014

### Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale à titre ordinaire

#### Première et deuxième résolutions

##### Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés

Aux termes des première et deuxième résolutions, il est proposé à l'Assemblée Générale d'approuver les comptes annuels de votre Société ainsi que les comptes consolidés du groupe Orange au 31 décembre 2013.

Il est précisé, qu'au titre de l'exercice 2013, les dépenses ou charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts se sont élevées à 977 658,04 euros et l'impôt y afférent à 371 510,06 euros.

#### Troisième résolution

##### Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

Il est tout d'abord proposé à l'Assemblée Générale de constater que le bénéfice distribuable au 31 décembre 2013 s'élève à 4 301 519 281,66 euros.

Ce montant correspond au bénéfice de l'exercice d'un montant de 1 513 603 272,94 euros, augmenté du montant du report à nouveau qui s'élève à 2 787 916 008,72 euros. Le montant de la réserve légale étant égal au minimum de 10 % du capital social requis par les textes, aucune dotation n'est proposée à l'Assemblée Générale.

Le bénéfice distribuable est constaté avant imputation de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action payé en décembre 2013.

Il est ensuite proposé à l'Assemblée Générale de décider de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 0,80 euro par action.

Compte tenu de cet acompte, le solde à distribuer s'élèverait à 0,50 euro par action. Le solde qui serait ainsi versé est entendu net de la contribution additionnelle de 3 % à l'impôt sur les sociétés (article 235 ter ZCA du Code général des impôts), directement réglée par la Société.

Les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents (donnant droit à un abattement de 40 % en application du Code général des impôts) ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2010	2 647 645 604	1,40 €	100 %
2011	2 630 414 091	1,40 €	100 %
2012	2 631 731 113	0,78 €	100 %

Les actions de la Société détenues par cette dernière n'ouvrent pas droit à dividende.

## Quatrième résolution

### Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

Cette résolution vise à approuver l'attribution par le Conseil d'administration du 24 juillet 2013 à Bernard Dufau, administrateur, d'une rémunération de 8 000 euros pour l'exercice. Cette rémunération lui a été accordée au titre de la mission exceptionnelle qui lui a été confiée le 17 juin 2013 par le Conseil, en application de l'article 5 de son Règlement intérieur.

Cette mission a pour objet de s'assurer que la gouvernance de l'entreprise lui permet de faire face à certaines situations exceptionnelles de crise (médiatique, technique, ou autre) auxquelles elle est susceptible d'être confrontée. Bernard Dufau a rendu compte au Conseil d'administration, au cours de l'exercice passé, de la mission qui lui avait été confiée, après avoir procédé aux auditions et pris connaissance des documents qui lui semblaient utiles pour l'exercice de celle-ci. Il a relevé que les situations de crise auxquelles l'entreprise a dû faire face n'ont aucunement affecté sa bonne marche ou ses relations avec ses principales parties prenantes (salariés, clients, investisseurs, médias, etc.).

S'agissant de l'attribution d'une rémunération exceptionnelle à l'un de ses administrateurs, le Conseil d'administration a souhaité soumettre cette convention à la procédure des conventions réglementées de l'article L. 225-38 du Code de commerce, Monsieur Dufau n'ayant pas pris part au vote.

Le solde du dividende à distribuer serait mis en paiement le 5 juin 2014 au profit des titulaires d'actions ayant droit au dividende, c'est-à-dire ceux qui détiendront, à la date de détachement du dividende (date se situant, pour la France, 3 jours ouvrés avant la date de mise en paiement, soit le 2 juin 2014), des actions Orange donnant droit au dividende au titre de l'exercice 2013.

Sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende constaté au 31 décembre 2013, le montant global du solde du dividende s'élèverait à 1 312 759 123,50 euros.

Le nombre d'actions ayant droit à dividende pouvant évoluer jusqu'à la date de mise en paiement, l'Assemblée Générale conférerait tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer le montant global définitif du dividende, puis le solde du bénéfice distribuable et, en conséquence, le montant à porter au poste "report à nouveau".

Un Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées, y compris celles qui se sont poursuivies au cours de l'exercice, est communiqué à l'Assemblée Générale et il vous est demandé d'en prendre acte.

## Cinquième résolution

### Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Stéphane Richard

Le Conseil d'administration, par la présente résolution, vous propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Stéphane Richard. Ce renouvellement interviendrait dans les conditions prévues à l'article 13 des statuts, pour une période de quatre ans venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit en 2018.

Stéphane Richard, né en 1961, est Président-Directeur Général d'Orange depuis le 1<sup>er</sup> mars 2011. Il a rejoint le groupe Orange en septembre 2009 et a exercé successivement les fonctions de Directeur Général adjoint chargé des Opérations France, de Directeur Général Délégué et de Directeur Général. Entre 1992 et 2003, Stéphane Richard a été adjoint au Directeur financier de la Compagnie Générale des Eaux, Directeur Général de la Compagnie Immobilière Phénix et Président de la CGIS (Compagnie Générale d'Immobilier et de Services) devenue Nexity. Entre 2003 et 2007, il était Directeur Général adjoint de Veolia Environnement et Directeur Général

de Veolia Transport ainsi qu'administrateur d'Orange. De 2007 à 2009, Stéphane Richard était Directeur de cabinet du ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Stéphane Richard est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et de l'Ecole nationale d'administration. Il est de nationalité française.

Stéphane Richard détient 58 266 actions de la Société.

## Sixième et septième résolutions

### Election de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaires

Le mandat de Monsieur Jean-Luc Burgain, administrateur représentant les membres du personnel actionnaires élu par l'Assemblée Générale du 9 juin 2010, venant à expiration, il convient de désigner son successeur.

En application des articles L. 225-23 et L. 225-102 du Code de commerce, de l'article 13.3 des statuts et des règlements des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) concernés, les candidats à cette fonction (titulaire et remplaçant) ont été désignés par chacun des conseils de surveillance des FCPE détenant des actions Orange.

A l'issue de cette procédure de désignation, deux candidats sont proposés au vote de votre Assemblée Générale, représentant les deux FCPE concernés : Orange Actions et Evolutis.

Chaque candidature est accompagnée de celle d'un remplaçant appelé à assurer les fonctions de l'administrateur élu en cas de vacance du poste du titulaire.

Sont ainsi proposés les candidats suivants :

- Monsieur Patrice Brunet avec pour remplaçant Madame Sophie Nachman-Ghnassia ;
- Monsieur Jean-Luc Burgain avec pour remplaçant Madame Hélène Marcy.

Patrice Brunet, 43 ans, cadre commercial, a intégré Orange en 1996. Depuis 18 ans, il a effectué différentes missions commerciales au sein du Groupe et en filiales. Pendant près de 10 ans, il a été chef d'entreprise à Paris 7<sup>ème</sup>, en tant qu'agent immobilier, dans le cadre d'une disponibilité. Depuis 2010, il est affecté à la Direction Entreprises France. Il est actuellement membre des conseils de surveillance du Fonds commun de placement d'entreprise Orange actions et du Fonds commun de placement d'entreprise Evolutis, membre du Conseil de surveillance des trois Fonds communs de placement du Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERCO) d'Orange et Président de l'ADEAS (Association pour la défense de l'épargne et de l'actionnariat salariés au sein du groupe Orange) qu'il anime. Cette association développe notamment une information pédagogique régulière sur les questions de l'actionnariat salariés auprès des personnels du groupe Orange.

Patrice Brunet détient 13 parts du Fonds Commun de placement d'entreprise Orange Actions.

Jean-Luc Burgain, 58 ans, est cadre supérieur de second niveau affecté à la Direction des relations sociales. Il est entré en 1974 chez Orange en qualité d'agent d'exploitation, jusqu'à devenir par promotion interne cadre puis cadre supérieur en 1992. Il a occupé différentes responsabilités en région Lorraine au sein des agences clients et des Directions territoriales, en particulier dans la communication interne, les relations publiques et les relations avec les collectivités locales. Il est depuis 2005 chargé de missions auprès de la fédération FO COM sur les domaines de la rémunération et à la rétribution. Il est membre de la plupart des Conseils de surveillance des Fonds commun de placement du Plan d'épargne Groupe (PEG) et du Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERCO) d'Orange. Auditeur de l'IHEDN, Jean-Luc Burgain exerce également des responsabilités associatives de niveau national dans la sécurité civile. Il est Officier de l'Ordre National du Mérite, médaille d'or des services volontaires de la défense nationale et médaille d'honneur des collectivités locales. Il est de nationalité française.

Jean-Luc Burgain détient 122 actions Orange et 5 153 parts du Fonds commun de placement d'entreprise Orange Actions.

Hélène Marcy, 55 ans, a intégré Orange en 1997. Depuis 17 ans, elle a exercé différentes fonctions commerciales et marketing au sein du Groupe, avant de prendre en charge le pilotage de la communication d'une organisation professionnelle. Précédemment, elle a été consultante en marketing et communication, et a pendant 10 ans accompagné Orange dans le lancement commercial de produits et services innovants. Elle est actuellement membre du Fonds commun de placement d'entreprise Evolutis, et Vice-présidente de l'ADEAS (Association pour la défense de l'épargne et de l'actionnariat salariés au sein du groupe Orange) qu'elle a contribué à créer. Cette association développe notamment une information pédagogique régulière sur les questions de l'actionnariat salariés auprès des personnels du groupe Orange.

Hélène Marcy détient 120 actions Orange et 2 412 parts du Fonds commun de placement d'entreprise Orange Actions.

Sophie Nachman-Ghnassia, 51 ans, a rejoint le Groupe Orange en 2001 où elle a occupé des fonctions d'innovation dans le domaine des services internet et mobiles pour Wanadoo puis chez PagesJaunes. Responsable du support technique aux filiales des pays émergents au sein de la Division recherche et développement de 2006 à 2008, elle est actuellement en charge de standardisation pour le domaine du Big Data dans la Division innovation. Elle était auparavant en charge de projets de réseaux chez Thalès (ex-Thomson-CSF) dans l'industrie de Défense et de marketing & business développement chez Siemens en tant que constructeur de solutions réseaux pour le marché des opérateurs en France. Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Lyon, Sophie Nachman-Ghnassia détient différents mandats au sein de la CFE-CGC Orange et est membre depuis 4 ans du Conseil de surveillance du Fonds commun de placement d'entreprise Evolutis dont elle a pris la présidence en 2012.

Sophie Nachman-Ghnassia détient 200 actions Orange et 2 625 parts du Fonds Commun de placement d'entreprise Orange Actions.

La liste des candidats valablement désignés a été annexée aux avis de réunion et de convocation de la présente Assemblée, publiés au bulletin des annonces légales obligatoires.

Le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de voix, outre la majorité requise pour la partie ordinaire de l'Assemblée Générale, soit plus de 50 % des actionnaires présents et représentés, sera valablement désigné administrateur. La durée de ses fonctions est de 4 ans et son mandat prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit en 2018.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit, le remplaçant de l'administrateur désigné entrera immédiatement en fonctions, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

## Huitième résolution

### Jetons de présence alloués au Conseil d'administration

Il est proposé aux actionnaires de porter le montant maximum actuel des jetons de présence alloués aux administrateurs de 600 000 euros à 750 000 euros. La précédente enveloppe avait été accordée par l'Assemblée Générale du 27 mai 2008 et était demeurée inchangée depuis cette date. Cette proposition tient compte de la création d'un nouveau comité au sein du Conseil d'administration, le Comité innovation et technologie, de la possibilité de désigner un administrateur référent, de l'importance des travaux assurés par le Conseil et ses trois comités et de la fréquence de leurs réunions y compris au travers de séminaires stratégiques du Conseil d'administration (pour en savoir plus sur l'activité du Conseil et des comités au cours de l'exercice, vous pouvez vous reporter au chapitre 5 du document de référence). Sur la base de cette nouvelle enveloppe, les jetons de présence pourraient être accordés aux administrateurs en fonction à partir de l'exercice 2014, selon la répartition décidée par le Conseil d'administration. Stéphane Richard a jusqu'à présent toujours indiqué au Conseil ne pas souhaiter percevoir de tels jetons.

Le montant maximal proposé, de 750 000 euros pour l'exercice en cours et chacun des exercices ultérieurs, est, au regard notamment du nombre d'administrateurs concernés, dans le bas de la fourchette observée pour les sociétés du CAC 40.

## Neuvième et dixième résolutions

### Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Stéphane Richard, Président-Directeur Général, et Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué

Le code Afep-Medef, auquel la Société se réfère, recommande depuis sa modification en juin 2013 de présenter aux actionnaires, afin que ceux-ci émettent un avis consultatif, un projet de résolution sur les éléments de la rémunération individuelle du Directeur Général, et, le cas échéant, des Directeurs Généraux Délégués.

A ce titre, il est donc proposé aux actionnaires le vote d'une résolution sur la rémunération individuelle de Stéphane Richard, Président-Directeur Général d'Orange (neuvième résolution) et d'une résolution sur la rémunération individuelle de Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué (dixième résolution).

Il s'agit dans les deux cas, des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et portant sur :

- la part fixe ;
- la part variable annuelle et, le cas échéant, la partie variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable ;
- les rémunérations exceptionnelles ;
- les options d'actions, les actions de performance et tout autre élément de rémunération de long terme ;
- les indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions ;
- le régime de retraite supplémentaire ;
- les avantages de toute nature.

Les tableaux ci-après reprennent une synthèse de ces éléments de rémunération, sur lesquels il vous est proposé d'émettre un avis favorable.

Montants bruts (en euros)	Montants versés au titre de l'exercice à <b>Stéphane Richard</b>	Montants versés au titre de l'exercice à <b>Gervais Pellissier</b>
Rémunération fixe	900 000	600 000
Rémunération variable	284 026	299 170
Rémunération variable pluriannuelle	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	0
Jetons de présence	0 <sup>(1)</sup>	NA <sup>(2)</sup>
Attribution d'options d'actions, d'actions de performance ou d'élément de rémunération de long terme	0	0
Indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions	0	0
Régime de retraite supplémentaire	0	0
Avantages en nature	4 785	19 835
<b>Total</b>	<b>1 188 811</b>	<b>919 005</b>

(1) Stéphane Richard n'a pas souhaité percevoir de jetons de présence.

(2) Non applicable, Gervais Pellissier n'étant pas administrateur d'Orange.

Par ailleurs, la section 5.3.1 du document de référence détaille la rémunération des mandataires sociaux.

## Onzième résolution

### Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions Orange

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à racheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital et au prix maximum de 18 euros par action (ce prix pouvant être ajusté en cas d'opération sur le capital). Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est ainsi fixé à 4 767 993 689,40 euros.

Cette autorisation serait valable pour une période de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale et pourrait être mise en œuvre à tout moment sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société.

Le programme de rachat aurait pour objet (i) de permettre à la Société de couvrir ses obligations liées à des titres de créances donnant accès au capital ou à des programmes de stock-options ou toute autre forme d'attribution ou d'allocation d'actions aux salariés, (ii) d'assurer la liquidité de l'action Orange dans le cadre d'un contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement, (iii) de disposer d'actions pour remise à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe et (iv) de réduire le capital de la Société.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette délégation et en arrêter les modalités.

L'adoption de cette résolution mettrait fin à l'autorisation de rachat donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 qui n'a pas été utilisée, à l'exception des opérations réalisées par un prestataire de services d'investissement (PSI) indépendant dans le cadre du contrat de liquidité en place.

Le Conseil d'administration vous informera dans son Rapport annuel, des achats, transferts ou annulations d'actions réalisés et de l'affectation des actions acquises aux différents objectifs poursuivis.

## Présentation des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale à titre extraordinaire

### Modifications statutaires

#### Douzième résolution

##### Modification du point 1 de l'article 15 des statuts, délibérations du Conseil

Le Conseil d'administration du 26 mars 2014 a introduit dans son Règlement intérieur la notion d'administrateur référent avec pour mission principale de s'assurer du bon fonctionnement des relations entre le Conseil d'administration et la Direction générale de la Société. A ce titre, ses missions visent à mieux prévenir les éventuels conflits d'intérêt et à s'assurer, à la demande du Conseil d'administration, que la gouvernance de l'entreprise permet de faire face à certaines situations exceptionnelles de crise. En complément de cette disposition, il est proposé à l'Assemblée Générale la modification des statuts afin de permettre la convocation du Conseil d'administration par l'administrateur référent en cas d'empêchement du Président. Il est également proposé qu'en l'absence du Président lors d'une réunion du Conseil d'administration, celui-ci soit présidé par l'administrateur référent et, à défaut, comme c'était déjà le cas, par le doyen d'âge des administrateurs présents.

Le reste de l'article 15 demeurerait inchangé.

## Autorisations financières

Pour mémoire, l'Assemblée Générale du 28 mai 2013 a conféré au Conseil d'administration des autorisations lui permettant de choisir, à tout moment, au sein d'une large gamme de valeurs mobilières donnant accès à des actions, avec maintien ou non du droit préférentiel de souscription des actionnaires, l'instrument financier le plus approprié au développement de la Société, compte tenu des caractéristiques des marchés au moment considéré. A l'exception de l'autorisation d'annulation des actions telle que

prévue à la treizième résolution ci-après, et de la délégation relative à l'émission d'actions réservées aux personnes ayant signé un contrat de liquidité avec la Société en leur qualité de titulaires d'actions ou d'options de souscription de la société Orange Holding (ex-Orange SA absorbée par la Société le 30 juin 2013) devenue caduque, l'ensemble de ces autorisations demeurent en vigueur. Il n'est donc pas proposé cette année de les renouveler.

Les tableaux ci-après résument les plafonds de l'ensemble des autorisations financières actuellement en vigueur.

Plafonds (en euros)	Délégations au Conseil d'administration accordées par l'Assemblée Générale du 28 mai 2013 et toujours en vigueur				
	Emission d'actions et de valeurs mobilières <sup>(1)</sup>			Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes 19 <sup>e</sup> résolution	Augmentation de capital réservée aux adhérents du PEG 20 <sup>e</sup> résolution
	Sans suppression du DPS 11 <sup>e</sup> résolution	Avec suppression du DPS			
		12 <sup>e</sup> , 13 <sup>e</sup> <sup>(2)</sup> et 15 <sup>e</sup> <sup>(2)</sup> résolutions	16 <sup>e</sup> résolution <sup>(2)</sup>		
Montant nominal maximal d'augmentation de capital	2 milliards	1,5 milliard	1 059 554 153 (10 % du capital)	2 milliards	400 millions
Plafond global 18 <sup>e</sup> résolution	3,5 milliards			-	-
Montant nominal global de l'ensemble des titres de créances pouvant être émis	10 milliards			-	-
Date d'échéance des délégations	27 juillet 2015				

(1) La 14<sup>e</sup> résolution prévoit la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du Droit Préférentiel de Souscription (11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> résolutions) à hauteur de 15 % maximum.

(2) En cas d'utilisation, le montant nominal total d'augmentation de capital s'imputerait sur le plafond de 1,5 milliard de la 12<sup>e</sup> résolution.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des délégations accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration et de leur utilisation sur l'exercice 2013 se trouve en Annexe du présent Chapitre.

## Treizième résolution

### Autorisation d'annulation des actions rachetées

Il est proposé dans la treizième résolution d'autoriser le Conseil d'administration, pendant une période de 18 mois à compter de votre Assemblée, à annuler tout ou partie des actions Orange qui auraient été acquises, soit dans le cadre du programme de rachat d'actions qui fait l'objet de la onzième résolution soumise à votre Assemblée, soit dans le cadre de programmes de rachat d'actions antérieurs ou postérieurs à votre Assemblée, et, en conséquence, de réduire le capital.

Les actions ne peuvent être, selon la loi, annulées que dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de 24 mois.

## Quatorzième résolution

### Pouvoirs pour formalités

Il est proposé très classiquement à l'Assemblée Générale de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale en vue de l'accomplissement de toutes les formalités et dépôts et

publicité prévus par la législation en vigueur en matière d'Assemblée Générale.

## Rapports complémentaires en cas d'utilisation des délégations

### Règles applicables

Si le Conseil d'administration faisait usage des délégations que votre Assemblée lui aurait consenties, il établirait, le cas échéant, un Rapport complémentaire, ou, si un tel Rapport complémentaire n'était pas requis, vous en informerait dans son Rapport annuel, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation.

Par ailleurs, lors des émissions effectuées en vertu de ces délégations, les Commissaires aux comptes établiront un Rapport au Conseil d'administration, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation de la délégation.

### Utilisation en cours

Le tableau joint en annexe au présent Rapport comprend l'utilisation faite par le Conseil d'administration des délégations accordées dans le domaine des augmentations de capital mais également l'utilisation faite des autorisations d'options de

souscription et/ou d'achat d'actions de la Société aux membres du personnel et mandataires sociaux au cours de l'exercice 2013.

Si les propositions du Conseil d'administration vous agréent, nous vous demandons de bien vouloir les consacrer par le vote

des résolutions qui vous sont soumises, après avoir pris connaissance des rapports établis par les Commissaires aux comptes conformément aux différents textes légaux applicables.

## Annexe

### Tableau récapitulatif des délégations et autorisations accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration - Exercice 2013

A l'exception du programme de rachat d'actions propres qui fait l'objet de mentions spécifiques dans le document de référence valant Rapport de gestion, conformément à l'article L. 225-211, alinéa 2 du Code de commerce, le tableau ci-après rend compte, pour l'exercice 2013, de l'ensemble des autorisations en cours de validité données au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale, y compris les délégations accordées en matière d'augmentation de capital requises par l'article L. 225-100 du Code de commerce.

Délégations accordées par l'Assemblée Générale	Date de l'Assemblée Générale ayant accordé la délégation	Durée de la délégation et date d'échéance	Montant total de la délégation (en euros)	Utilisation faite de la délégation au cours de l'exercice	Solde (en euros)
Autorisations financières soumises à la limitation globale de 3,5 milliards d'euros (montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu de ces délégations, fixé par la dix-huitième résolution de l'Assemblée Générale du 28 mai 2013)					
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. (11 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	2 milliards	-	2 milliards
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public. (12 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	1,5 milliard	-	1,5 milliard
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. (13 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	1,5 milliard	-	1,5 milliard
Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre. (14 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	15 % de l'émission initiale	-	15 % de l'émission initiale
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société. (15 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	1,5 milliard	-	1,5 milliard

Délégations accordées par l'Assemblée Générale	Date de l'Assemblée Générale ayant accordé la délégation	Durée de la délégation et date d'échéance	Montant total de la délégation (en euros)	Utilisation faite de la délégation au cours de l'exercice	Solde (en euros)
Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital. (16 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	10 % du capital social au jour de l'AG	-	1 059 554 153
<b>Nota :</b> Les résolutions n° 13, 15 et 16 viennent s'imputer sur le plafond de 1,5 milliard fixé par la 12 <sup>e</sup> résolution.					
Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions réservées aux personnes ayant signé un contrat de liquidité avec la Société en leur qualité de titulaires d'actions ou d'options de souscription d'actions de la société Orange Holding, ex. Orange SA, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires. (17 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	18 mois 27 novembre 2014 <sup>(1)</sup>	1 000 000	Aucune action Orange n'a été émise entre le 29 mai et le 31 décembre 2013 sur la base de cette délégation	0
<b>Nota :</b> Aucune action n'a été émise du 1 <sup>er</sup> janvier au 28 mai 2013 sur le fondement de la précédente autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 5 juin 2012. Le solde mentionné concerne l'autorisation en cours.					
<b>(1)</b> Cette délégation est devenue caduque du fait de l'absorption de la société Orange Holding (ex-Orange SA) par la société Orange (ex France Télécom) effective au 1 <sup>er</sup> juillet 2013. Dans le cadre de cette opération, l'engagement a été pris par Orange SA de permettre aux bénéficiaires des 35 382 options résiduelles de recevoir en numéraire un montant équivalent à celui de leurs options restant en circulation au 30 juin 2013.					
<b>Autres autorisations financières</b>					
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes. (19 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	2 milliards	-	2 milliards
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents de plans d'épargne entraînant la suppression du droit préférentiel des actionnaires. (20 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	26 mois 27 juillet 2015	400 millions	-	400 millions
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions. (21 <sup>e</sup> résolution)	28 mai 2013	18 mois 27 juillet 2015	10 % du capital par période de 24 mois, soit 1 059 554 153	-	1 059 554 153
Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission à titre gratuit d'instruments de liquidité sur options réservée aux titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange SA ayant signé un contrat de liquidité avec la Société. (14 <sup>e</sup> résolution)	5 juin 2012	18 mois 4 décembre 2013	250 000	-	250 000
Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance. (19 <sup>e</sup> résolution)	7 juin 2011	26 mois 6 août 2013	7 milliards	-	7 milliards

Délégations accordées par l'Assemblée Générale	Date de l'Assemblée Générale ayant accordé la délégation	Durée de la délégation et date d'échéance	Montant total de la délégation (en euros)	Utilisation faite de la délégation au cours de l'exercice	Solde (en euros)
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la Société aux membres du personnel et mandataires sociaux. (13 <sup>e</sup> résolution)	9 juin 2010	38 mois 8 août 2013	1 % du capital social au jour de l'AG, soit 105 948 391 €		1 % du capital social au jour de l'AG, soit 105 948 391 €
<b>Nota :</b> Ni l'autorisation donnée le 9 juin 2010, ni celle qui était en vigueur précédemment (au terme de la 20 <sup>e</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 21 mai 2007) n'ont été utilisées. Au 31 décembre 2013, il reste 19 583 707 actions Orange pouvant potentiellement être émises compte tenu des options annulées en 2013.					
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de constater les augmentations de capital réalisées du fait de l'exercice des options de souscription d'actions de la société Wanadoo suite à la reprise des engagements de Wanadoo à l'égard des titulaires des options. (2 <sup>e</sup> résolution)	1 <sup>er</sup> septembre 2004	Durée de validité des plans d'options	Montant des plans d'options dans la limite de 48 000 000 €	Aucune action Orange n'a été émise en l'absence de levées d'options sur l'exercice	0
<b>Nota :</b> Au 31 décembre 2013 il ne restait plus de plan d'options ex-Wanadoo en cours de validité, le dernier de ces plans étant arrivé à échéance en novembre 2013.					

## 6.5 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES RESOLUTIONS ET LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos  
le 31 décembre 2013**

### **Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale**

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

#### **Avec M. Bernard Dufau, administrateur**

##### **Nature et objet**

Le 17 juin 2013, votre société a confié à M. Bernard Dufau une mission exceptionnelle. Cette mission a pour objet de s'assurer que la gouvernance de l'entreprise permet de faire face à certaines situations exceptionnelles de crise à la demande du Conseil d'administration (médiatique, technique ou d'une autre nature) auxquelles cette dernière est confrontée.

##### **Modalités**

En application de l'article 5 de son Règlement intérieur, le Conseil d'administration a autorisé le 24 juillet 2013 l'attribution d'une rémunération de 8 000 euros pour l'année 2013 à son administrateur M. Bernard Dufau.

#### **Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Avec la société Thales et la Caisse des Dépôts et Consignation ("CDC")**

##### **Personne concernée**

L'Etat, actionnaire de votre société, de la société Thales et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

##### **Nature et objet**

Le 20 avril 2012, votre société, Thales et la CDC ont décidé de créer une société commune ayant pour activité le développement, le déploiement et la commercialisation d'une gamme d'offres de Cloud Computing public, avec un lancement prévu en 2012. La convention autorisée par le Conseil d'administration du 2 mai 2012 et conclue le 6 septembre 2012 a pour objet de décrire le cadre du futur partenariat entre les parties (notamment le mode de gouvernance et les relations entre actionnaires) à travers une société commune.

##### **Modalités**

La société commune "Cloudwatt" dispose d'un financement total de 225 M€ de fonds propres. La répartition du capital est de 66,6 % pour les partenaires industriels (initialement Orange 44,4 %, Thales 22,2 %, la société étant ouverte à l'entrée de nouveaux partenaires industriels) et de 33,3 % pour la CDC.

Au 31 décembre 2013, le montant souscrit par le groupe Orange au capital de cette société s'élève à 25 millions d'euros, sur un montant total prévu de 100 millions d'euros.

### Avec la société Novalis

#### Personnes concernées

Les mandataires sociaux (Stéphane Richard, Président-Directeur Général et Gervais Pellissier, Directeur Général Délégué) pour l'année 2013.

#### Nature et objet

Deux avenants aux contrats en cours avec la société Novalis, ayant pour objet d'étendre aux mandataires sociaux le champ d'application des contrats du groupe France Télécom-Orange relatifs aux frais de santé, d'une part, et à la couverture décès, incapacité, invalidité, d'autre part, ont été conclus le 11 janvier 2010.

Ces deux avenants ont été autorisés par le Conseil d'administration du 24 mars 2010 et approuvés par l'Assemblée Générale du 9 juin 2010.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine,

le 6 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG Audit**

Vincent de la Bachelerie

**DELOITTE & ASSOCIES**

Frédéric Moulin

## Relevé du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées

Le montant global des salaires, allocations et indemnités diverses, honoraires et avantages en nature, versés aux dix personnes les mieux rémunérées pendant l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élève à 7 284 659 euros (sept millions deux cent quatre vingt quatre mille six cent cinquante neuf euros).

Fait à Paris, le 6 mars 2014

Le Président-Directeur Général

Stéphane RICHARD

## Attestation des Commissaires aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre

société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de

la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées,

figurant dans le document joint et s'élevant à 7 284 659 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du Code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,

le 21 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**DELOITTE & ASSOCIES**

Frédéric Moulin

**ERNST & YOUNG Audit**

Vincent de La Bachelerie

## Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014

*(Treizième résolution)*

## Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une période de dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une

autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense,

le 26 mars 2014

Les Commissaires aux comptes

**DELOITTE & ASSOCIES**

Frédéric Moulin

**ERNST & YOUNG Audit**

Vincent de La Bachelerie



## 7

## informations complémentaires



<b>7.1</b>	<b>PERSONNE RESPONSABLE</b>	<b>402</b>
7.1.1	Personne responsable des informations contenues dans le document d'enregistrement	402
7.1.2	Déclaration de la personne responsable	402
<b>7.2</b>	<b>CONTROLEURS LEGAUX</b>	<b>402</b>
7.2.1	Commissaires aux comptes titulaires	402
7.2.2	Commissaires aux comptes suppléants	403
<b>7.3</b>	<b>INFORMATIONS STATUTAIRES</b>	<b>403</b>
7.3.1	Raison sociale	403
7.3.2	Lieu et numéro d'enregistrement	403
7.3.3	Date de constitution et durée de vie	403
7.3.4	Siège social, forme juridique et législation applicable	403
7.3.5	Objet social (article 2 des statuts)	403
7.3.6	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	404
7.3.7	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	404
7.3.8	Règles d'admission et de convocation des Assemblées Générales	404
7.3.9	Dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	405
7.3.10	Déclarations de franchissement de seuils	405
<b>7.4</b>	<b>ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE</b>	<b>406</b>
<b>7.5</b>	<b>OPERATIONS AVEC DES APPARENTES</b>	<b>406</b>
<b>7.6</b>	<b>CONTRATS IMPORTANTS</b>	<b>406</b>

## 7.1 PERSONNE RESPONSABLE

---

### 7.1.1 Personne responsable des informations contenues dans le document d'enregistrement

Le Président-Directeur Général  
Stéphane Richard

### 7.1.2 Déclaration de la personne responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport de gestion figurant en pages 36 à 44, 205 à 264 et 306 à 312 du présent document de référence présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des

principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes, données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant aux pages 204 et 304 à 305.

Paris, le 29 avril 2014  
Le Président-Directeur Général  
Stéphane Richard

## 7.2 CONTROLEURS LEGAUX

---

### 7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

#### Ernst & Young Audit

Représenté par Vincent de La Bachelerie

Tour First

TSA 14444

1/2, Place des Saisons

92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1

Ernst & Young Audit a été nommé par arrêté interministériel du 18 septembre 1991, et a été renouvelé par arrêtés interministériels du 14 mai 1997 et du 27 mai 2003, puis par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2009 pour une période de six exercices.

#### Deloitte & Associés

Représenté par Frédéric Moulin

185, avenue Charles de Gaulle

92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte Touche Tohmatsu (devenu Deloitte & Associés) a été nommé par arrêté interministériel du 27 mai 2003 et a été renouvelé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2009 pour une période de six exercices.

## 7.2.2 Commissaires aux comptes suppléants

### Auditex

Tour First

TSA 14444

1/2, Place des Saisons

92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1

### BEAS

7-9, villa Houssay

92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Auditex et BEAS ont été nommés par arrêté interministériel en date du 27 mai 2003 et ont été renouvelés par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2009 pour une période de six exercices.

Les mandats de tous les Commissaires aux comptes expireront à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

## 7.3 INFORMATIONS STATUTAIRES

### 7.3.1 Raison sociale

Orange

L'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2013 a décidé de modifier, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013, la dénomination sociale *France Telecom* pour adopter la dénomination *Orange*.

relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, telle que modifiée.

La réglementation applicable à Orange en raison de ses activités d'opérateur de télécommunications est décrite à la section 2.2 *Réglementation*.

### 7.3.2 Lieu et numéro d'enregistrement

Registre du commerce et des sociétés de Paris

Numéro : 380 129 866

Code APE : 642 C

### 7.3.5 Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, conformément notamment au Code des postes et télécommunications :

- d'assurer tous services de communications électroniques dans les relations intérieures et internationales ;
- d'assurer les missions relevant du service public et, en particulier, de fournir, le cas échéant, le service universel des télécommunications et les services obligatoires ;
- d'établir, de développer et d'exploiter tous réseaux ouverts au public de communications électroniques nécessaires à la fourniture de ces services et d'assurer leur interconnexion avec d'autres réseaux ouverts aux publics français et étrangers ;
- de fournir tous autres services, installations, équipements terminaux, réseaux de communications électroniques, ainsi qu'établir et exploiter tous réseaux distribuant des services audiovisuels, et notamment des services de radiodiffusion sonore, de télévision ou multimédia ;
- de créer, d'acquérir, de louer, de prendre en location-gérance tous meubles, immeubles et fonds de commerce, de prendre à bail, d'installer, d'exploiter, tous

### 7.3.3 Date de constitution et durée de vie

Orange a été constituée en société anonyme le 31 décembre 1996 pour une durée de 99 ans. Sauf dissolution anticipée ou prorogation, la Société expirera le 31 décembre 2095.

### 7.3.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

78, rue Olivier de Serres, à Paris (15<sup>e</sup>), France.

Téléphone : +33 (0)1 44 44 22 22

Orange est régie par la législation française sur les sociétés anonymes sous réserve des lois spécifiques qui lui sont applicables, notamment la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990

établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'un des objets précités ;

- de prendre, d'acquérir, d'exploiter ou de céder tous procédés et brevets concernant les activités se rapportant à l'un des objets précités ;
- la participation directe ou indirecte à toutes opérations pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière ; et,
- plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un quelconque des objets précités, à tous objets similaires ou connexes et même à tous objets qui seraient de nature à favoriser ou à développer les affaires de la Société.

### 7.3.6 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

Orange n'a émis que des actions ordinaires. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions légales et statutaires. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Il n'existe pas de clause statutaire prévoyant un droit de vote double ou multiple en faveur des actionnaires d'Orange.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

### Paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle, ou, à défaut, par le Conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice. L'Assemblée Générale Ordinaire a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions, dans les conditions légales.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître qu'Orange, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes

avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'Etat français à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

### Cession et transmission des actions

Les actions sont librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

### 7.3.7 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires

Les droits des actionnaires peuvent être modifiés dans les conditions légales. L'Assemblée Générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectuées.

### 7.3.8 Règles d'admission et de convocation des Assemblées Générales

#### Accès, participation et vote aux Assemblées Générales

Les Assemblées Générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et qui ont justifié, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure (heure de Paris), de leur droit de participer aux Assemblées Générales par l'enregistrement comptable de leurs titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte lorsqu'ils n'ont pas leur domicile sur le territoire français.

L'enregistrement comptable des titres dans le délai prévu au paragraphe précédent doit s'effectuer soit dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Le Conseil d'administration peut, s'il le juge utile, faire remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles et exiger la production de ces cartes.

Pour le calcul du *quorum* et de la majorité de toute Assemblée Générale, sont réputés présents les actionnaires participant à l'Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification répondant aux conditions légales et réglementaires. Le Conseil d'administration organise, dans les conditions légales et réglementaires, la participation et le vote de ces actionnaires à

l'Assemblée Générale ; il s'assure notamment de l'efficacité des moyens permettant leur identification.

Tout actionnaire peut, dans les conditions légales et réglementaires, voter à distance ou se faire représenter par toute personne physique ou morale de son choix. Les actionnaires peuvent, dans les conditions légales et réglementaires, adresser leur formulaire de vote à distance ou de procuration, soit sous forme papier, soit par moyens électroniques de télécommunication jusqu'à 15 heures heure de Paris la veille de l'Assemblée Générale. Les modalités d'envoi sont précisées par le Conseil d'administration dans l'avis de réunion et l'avis de convocation.

Les actionnaires votant à distance, dans le délai prévu aux statuts, au moyen du formulaire mis à la disposition des actionnaires par la Société sont assimilés aux actionnaires présents ou représentés.

Les formulaires de vote à distance ou par procuration, de même que l'attestation de participation, peuvent être établis sur support électronique dûment signé dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables. A cette fin, la saisie et la signature électronique du formulaire peuvent être directement effectuées sur le site internet mis en place par le centralisateur de l'Assemblée.

Les actionnaires n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent se faire représenter par un intermédiaire inscrit qui intervient dans les conditions légales.

## Convocation des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou, à défaut, par les Commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Sauf exceptions prévues par la loi, la convocation est faite 15 jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale, et lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dix jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première.

### Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes annuels et les comptes consolidés de cet exercice, ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice. Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté à distance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. L'Assemblée statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

### Assemblée Générale extraordinaire

L'Assemblée Générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Sous réserve des dispositions légales applicables aux augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation le quart, et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous la même réserve, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

### 7.3.9 Dispositions ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Il n'existe pas de dispositions statutaires ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de la Société. Les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique, mentionnés à l'article L 225-100-3 du Code de commerce, sont décrits à la section 7.4.

### 7.3.10 Déclarations de franchissement de seuils

Outre l'obligation légale d'informer la Société et l'Autorité des marchés financiers du franchissement des seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 33 1/3 %, 50 %, 66 2/3 %, 90 % et 95 % du capital ou des droits de vote, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre d'actions, de droits de vote ou de titres émis en représentation d'actions, correspondant à 0,5 % du capital ou des droits de vote d'Orange est tenue, dans les cinq jours de Bourse à compter de l'inscription des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à Orange par lettre recommandée avec avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital qu'elle possède.

Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de 0,5 % est atteint ou franchi à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil de 5 %.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et si un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote en font la demande à l'Assemblée Générale, le ou les actionnaires concernés sont, dans les conditions et limites fixées par la loi, privés du droit de vote afférant aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration.

## 7.4 ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur les actions Orange sont, à la connaissance de la Société, les suivants :

### Structure du capital de la Société

Bpifrance Participations et l'Etat détiennent de concert 27,18 % des droits de vote d'Orange. Voir la section 6.2.1 *Répartition du capital et des droits de vote*.

Les plans d'options de souscription d'actions mis en œuvre par la Société offrent une faculté d'exercice anticipé de 50 à 100 % des options attribuées, selon les plans, en cas de changement de contrôle par offre publique d'achat ou d'échange. L'exercice de l'intégralité des options émises restant à exercer représenterait 0,7 % du capital de la Société sur une base totalement diluée au 31 décembre 2013.

### Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Les règlements des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) du Plan d'épargne Groupe investis en actions Orange prévoient que les droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif de ces fonds sont exercés par les Conseils de surveillance des fonds. En l'absence de mention expresse dans les règlements sur les cas où les Conseils de

surveillance doivent recueillir l'avis préalable des porteurs, les Conseils de surveillance décident de l'apport des titres inscrits à l'actif de ces fonds aux offres d'achat ou d'échange, conformément à l'article L. 214-40 du Code monétaire et financier. Les FCPE représentent, au 31 décembre 2013, 4,15 % du capital de la Société.

### Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Le FSI et l'Etat ont conclu le 24 décembre 2012 un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert qui a été porté à la connaissance de la Société et de l'AMF. Voir la section 6.2.1.3 *Information sur les pactes d'actionnaires*.

### Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration

Voir la section 5.2.2.1 *Règles légales et statutaires relatives à la composition du Conseil d'administration*.

## 7.5 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Voir la note 9.2 *Transactions du Groupe avec les sociétés mises en équivalence* et la note 19 *Rémunération des dirigeants* de l'annexe aux comptes consolidés (section 4.1.1), ainsi que la note 8 *Transactions avec les entreprises et les parties liées* de l'annexe aux comptes annuels d'Orange SA (section 4.7).

Orange SA a par ailleurs conclu avec certaines de ses filiales des accords-cadres, des accords d'assistance ou de licences de marques, ainsi que des contrats relatifs à des services et prestations. En outre, des conventions de trésorerie sont mises en place entre Orange SA et la plupart de ses filiales. Ces contrats ont été conclus à des conditions normales de marché.

## 7.6 CONTRATS IMPORTANTS

Le 27 janvier 2011, Orange a signé avec 28 établissements bancaires un crédit syndiqué de six milliards d'euros à échéance janvier 2016 en refinancement partiel de la ligne de crédit de huit milliards d'euros mise en place le 20 juin 2005. La marge du crédit syndiqué a été modifiée en 2013 avec l'évolution de la notation du Groupe. En décembre 2012, la maturité du crédit syndiqué a été étendue, après accord des prêteurs.

En outre, Orange a procédé à des acquisitions et cessions significatives au cours des derniers exercices (voir la note 2 *Résultat de cession et principales variations de périmètre* de l'annexe aux comptes consolidés).

En dehors des contrats visés ci-dessus, Orange n'a pas conclu de contrats significatifs autres que ceux conclus dans le cours normal des affaires.



<b>GLOSSAIRE DES TERMES TECHNIQUES</b>	<b>408</b>
<b>GLOSSAIRE FINANCIER</b>	<b>414</b>
<b>TABLES DE CONCORDANCE</b>	<b>416</b>
I - Document d'enregistrement relatif aux actions	416
II - Rapport financier annuel	418
III - Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale	419
IV - Rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne	420
V - Documents adressés aux actionnaires sur demande	420

## GLOSSAIRE DES TERMES TECHNIQUES

**4G** : 4e génération des standards pour la téléphonie mobile, successeur de la 3G et de la 2G. Elle permet le "très haut débit mobile" (débits théoriques supérieurs à 100 Mb/s) et utilise la Voix sur IP.

**3G / 3G+** : voir UMTS (3G) et HSDPA (3G+).

**ADSL (Asymmetrical Digital Subscriber Line)** : technologie de transmission de données à haut débit sur le réseau téléphonique traditionnel. Elle permet de fournir des services de transfert de données (en premier lieu l'accès à internet) à haut débit sur un câble en cuivre en paire torsadée (le fil téléphonique qui arrive dans la plupart des bâtiments).

**API ou Application Programming Interface** : interface de programmation informatique qui permet l'interaction des programmes les uns avec les autres, de manière analogue à une interface homme-machine.

**Arcep** : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes.

**Assistant personnel** : ordinateur de poche de la taille d'une calculatrice, doté d'une mémoire pouvant atteindre plusieurs méga-octets et d'un écran tactile souvent associé à un stylet pour la saisie des données.

**ATM (Asynchronous Transfer Mode)** : voir Mode de transfert asynchrone.

**B to B ou B2B** : voir Business to Business.

**Backbone** : réseau dorsal de transmission longue distance à fibre optique et à très grande capacité. Voir DWDM et SDH.

**Backhaul** : liaison de raccordement pour la transmission de la voix ou de données soit à un backbone, soit à un point depuis lequel on effectue une liaison.

**BAS (Broadband Access Server)** : voir Serveur d'accès large bande.

**Bit** : abréviation de Binary digiT. Unité élémentaire d'information codée de manière binaire (0 ou 1) utilisée par les systèmes numériques.

**Bitstream** : type d'offre de gros permettant aux opérateurs alternatifs de louer des accès haut débit qui ont été activés par l'opérateur historique. Ils sont alors en mesure de proposer des services haut débit de détail dans les zones où ils ne sont pas présents au titre du dégroupage.

**BlackBerry** : technologie sans fil développée par la société Research In Motion Limited permettant à des assistants personnels d'accéder et de se synchroniser en continu avec la messagerie électronique de l'utilisateur.

**Boucle locale** : partie du réseau téléphonique qui connecte le commutateur téléphonique local aux foyers individuels des abonnés.

**BSA (bitstream access)** : accès Bitstream. Voir Bitstream.

**Business to Business** : ensemble des activités d'une entreprise (échanges ou transactions commerciales) qui visent une clientèle d'entreprises.

**CDMA (Code Division Multiple Access)** : procédé utilisé notamment en téléphonie mobile et permettant de transmettre plusieurs signaux numériques simultanément sur la même fréquence porteuse. Il permet aux opérateurs de proposer à leurs abonnés notamment des services d'accès à l'internet à haut débit sur leur mobile.

**Centrex** : service permettant à une ou plusieurs entreprises d'utiliser un autocommutateur public en disposant de tous les compléments de service disponibles sur les PABX (Autocommutateur privé d'entreprise).

**Chat ou tchat** : voir Messagerie instantanée.

**Cloud computing** : concept qui consiste à déporter sur des serveurs distants des stockages et des traitements informatiques traditionnellement localisés sur des serveurs locaux ou sur le poste de l'utilisateur.

**Cloud Gaming ou jeu à la demande** : technologie de streaming à haut débit permettant de jouer sur son ordinateur ou sa télévision à des jeux vidéo localisés sur des serveurs distants.

**Commutateurs** : systèmes de traitement des appels téléphoniques ayant trois fonctions : l'interconnexion (entre une jonction entrante et une jonction sortante), le traitement des appels (établissement et rupture des communications), et les commandes de gestion (taxation, exploitation et maintenance).

**Dense Wavelength Division Multiplexing (DWDM)** : technologie de transmission numérique sur fibre optique par multiplexage de longueur d'ondes qui autorise l'acheminement de très hauts débits d'information (jusqu'à 10 Gigabits par seconde) sur les réseaux longue distance.

**Dégroupage** : obligation faite à un opérateur propriétaire de la boucle locale, de fournir à un opérateur tiers des paires de cuivre nues. L'opérateur tiers rémunère l'opérateur propriétaire pour cet usage et il installe lui-même ses propres équipements de transmission à l'extrémité de la boucle locale afin de relier les abonnés à son propre réseau. Une offre de colocalisation des équipements est aussi proposée aux opérateurs tiers en complément du dégroupage. On distingue le dégroupage partiel et le dégroupage total. Le dégroupage partiel permet à l'opérateur tiers de proposer un service haut débit sur la bande de fréquences haute de la ligne, tandis que l'opérateur propriétaire continue à fournir l'abonnement et le service téléphonique sur la bande basse. Le dégroupage total permet à l'opérateur tiers de raccorder l'intégralité d'une ligne à ses propres équipements, et donc de fournir à la fois la téléphonie et le haut débit.

**Docsis ou Data Over Cable Service Interface**

**Specification** : norme qui définit les conditions d'interface de communications pour un système de transfert de données à vitesse élevée sur un système existant de télévision par câble. DOCSIS emploie la méthode d'accès TDMA (Time Division Multiple Access) / SCDMA (Synchronous Code Division Multiple Access).

**DSL (Digital Subscriber Line - Ligne d'abonné**

**numérique)** : technologies qui permettent d'utiliser les lignes de cuivre raccordant les clients du "Réseau Téléphonique Commuté" (RTC) pour opérer de la transmission à haut débit en mode paquet (numérique). Voir ADSL, SDSL.

**DSLAM (Digital Subscriber Line Access Multiplexer)** :

équipements DSL qui assurent la démodulation des modems ADSL des clients et un premier niveau d'agrégation pour le transport des données sur le réseau IP. Ils servent également à filtrer la voix et les données. Installés à proximité des répartiteurs d'abonnés, ils desservent en général entre 100 et 2 000 abonnés.

**Dual play** : offre d'abonnement haut débit composée de deux services : un accès à internet, et une offre de téléphonie sur IP. Voir multiplay.

**DWDM** : voir Dense Wavelength Division Multiplexing.

**Edge (Enhanced Data rates for GSM Evolution)** :

technologie radio qui constitue une étape intermédiaire entre le GPRS et l'UMTS et qui repose sur l'utilisation des fréquences radio GSM existantes pour offrir des services internet et multimedia, avec un débit théorique allant jusqu'à 380 Kbit/s, et des débits réels jusqu'à quatre fois plus rapides que le GPRS.

**Ethernet** : technologie de raccordement de réseau local, développée à l'origine par Xerox, dans laquelle les ordinateurs sont raccordés par une combinaison de cartes d'interface réseau installées sur chaque PC et des câbles coaxiaux qui relient les stations de travail à un débit de 10 mégabits par seconde. Dans un réseau ethernet, chaque station peut, à tout moment, initialiser une transmission.

**FDD (Frequency Division Duplexing)** : mode d'allocation des fréquences UMTS qui consiste à affecter une bande de fréquence pour chacune des voies montantes (du terminal à la station de base), et descendantes (de la station de base au terminal).

**Fournisseur d'accès à internet - FAI (Internet Service Provider ISP)** : société procurant un accès à internet aux utilisateurs particuliers, aux professionnels et aux entreprises.

**Frame relay** : protocole de transmission de données qui utilise uniquement les deux premières couches du modèle de la norme internationale OSI (*Open System Interconnection*) visant à normaliser et faciliter l'interconnexion des réseaux. Il permet d'établir simultanément, par un multiplexage statistique, plusieurs communications sur un même accès et autorise des débits élevés.

**FTTB (Fiber To The Building)** : fibre optique jusqu'à un bâtiment.

**FTTC (Fiber To The Curb)** : fibre optique jusqu'au trottoir.

**FTTH (Fiber To The Home)** : liaison par fibre optique directement jusque chez l'abonné assurant de très hauts débits de transmission compatibles avec les offres triple play.

**VDSL (Very high bit-rate DSL)** : technologie de réseau consistant à créer de nouveaux nœuds de réseau plus proches des clients finaux que ne le sont les répartiteurs de lignes téléphoniques existants. Ces nœuds reliés par fibre optique aux répartiteurs abritent les DSLAM et peuvent recevoir les modems VDSL. La partie terminale allant de ces nœuds de réseau jusqu'aux abonnés reste constituée de paires de cuivre.

**FTTx (Fiber to the X)** : nom générique des différents modes de raccordements optiques.

**Full MVNO** : MVNO qui exploite lui-même ses propres éléments de cœur de réseau et ses plateformes d'applications et perçoit à ce titre une terminaison d'appel. Voir MVNO.

**Gateway** : voir Passerelle.

**Gbit/s ou Gigabit par seconde** : milliard de bits (10<sup>9</sup>) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

**GPON ou Gigabit Passive Optical Network** : architecture de réseau optique FTTH passif, exclusive de l'architecture concurrente FTTH point à point, et utilisé pour la diffusion à la demande telle que la vidéo sur IP (IPTV).

**GPRS (General Packet Radio Service)** : système de communication mobile de 2<sup>e</sup> génération qui ajoute un système paquet au réseau circuit GSM permettant des échanges de données et pouvant atteindre des débits théoriques de l'ordre de 170 Kbit/s, et des débits réels d'environ 40 Kbit/s dans des conditions optimales.

**GSM (Global System for Mobile Communications)** : norme européenne pour réseaux de téléphonie mobile de deuxième génération qui opère dans les bandes de fréquence 900-1 800 MHz.

**Hiérarchie numérique synchrone ou Synchronous Digital Hierarchy (SDH)** : standard de transmission sur fibre optique à très haut débit qui permet d'assurer le transport de flux d'informations de débits différents de manière sécurisée, et d'en faciliter la gestion.

**Hotspot** : point d'accès Wifi situé dans un lieu public à forte affluence (café, hôtel, gare, aéroport) donnant aux utilisateurs de terminaux mobiles (PC portable, assistant personnel) accès à un réseau sans fil pour se connecter à internet à un débit de 11 ou 54 Mbit/s selon la norme Wifi utilisée. Voir Wifi.

**HSDPA (High Speed Downlink Package Access)** : évolution de la norme de téléphonie mobile de 3<sup>e</sup> génération (3G) UMTS aussi appelé 3,5G ou 3G+. Il offre, grâce à une évolution logicielle, des performances dix fois supérieures à la technologie 3G (UMTS). Il supporte des hauts débits en mode paquet dans le sens descendant.

**HSPA** : voir HSDPA.

**HSUPA (High Speed Uplink Packet Access)** : équivalent du HSDPA, sur la voie montante.

**IMS** : architecture standardisée NGN (Next Generation Network) pour les opérateurs de téléphonie, qui permet de fournir des services multimédias fixes et mobiles. Ce système utilise la technologie VoIP basée sur une implémentation standardisée de SIP. Voir SIP, NGN.

**Infogérance** : contrat de service passé par une entreprise avec un opérateur, et consistant à lui confier la gestion de l'ensemble de ses besoins en matière de télécommunication ou d'informatique.

**Intranet** : réseau local utilisant les mêmes protocoles et technologies que le réseau internet, mais qui à la différence d'internet relie des ordinateurs de manière privée, c'est-à-dire sans être ouvert à la totalité des internautes. Exemples : intranet d'entreprise, intranet de communauté, etc.

**IP (Internet Protocol)** : voir Protocole IP.

**IPTV (Internet Protocol Television)** : systèmes de distribution de télévision et / ou de vidéo utilisant des connexions à haut débit sur le protocole IP.

**IPVPN** : voir VPN.

**IRU (Indefeasible Right of Use)** : contrat de long terme assurant la propriété temporaire sur la durée du contrat d'une portion des capacités d'un câble international.

**Itinérance (Roaming)** : utilisation d'un service de téléphonie mobile sur le réseau d'un autre opérateur que celui auprès duquel est souscrit l'abonnement. L'exemple type est l'utilisation d'un mobile à l'étranger à partir du réseau d'un autre opérateur.

**Joyn** : service de communications unifiée (voix, chat, vidéo, partage de documents) de type RCS conçu au sein de la GSM Association (GSMA) par les grands opérateurs mondiaux comme AT&T, China Mobile, Deutsche Telekom, Orange, Telecom Italia, Telefonica ou Vodafone. Il vise à fournir une alternative standard aux services de communications unifiés plus ou moins propriétaires des grands éditeurs de logiciels et fournisseurs de services internet tels que Google, Microsoft, Apple ou Skype.

**kbit/s ou kilobit par seconde** : millier de bits ( $10^3$ ) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

**LAN (Local Area Network) - Réseau Local d'Entreprise (ou d'établissement)** : réseau qui permet de raccorder des postes de travail ou des micro-ordinateurs d'une même entreprise sur un même site, de s'interconnecter avec d'autres réseaux locaux sur d'autres sites et d'être relié au réseau public.

**Large Bande** : technologie de transmission de données où la modulation est utilisée pour permettre le passage simultané de plusieurs canaux indépendants sur un même support physique. Expression utilisée pour désigner les réseaux à haut débit (débits de l'ordre de plusieurs Mbit/s minimum). On parle aussi pour l'ADSL d'accès haut débit (connexion individuelle à partir de 128 Kbit/s dans le sens descendant du commutateur à l'utilisateur).

**Livebox** : terminal commercialisé par Orange qui offre des fonctions de modem haut débit, de routeur et de point d'accès sans fil Wifi et Bluetooth, et donne accès via l'ADSL à l'internet, à la télévision, et à la téléphonie sur IP.

**LRIC (Long Run Incremental Cost)** : voir Coûts incrémentaux de long terme.

**LTE (Long Term Evolution)** : nom d'un projet développé au sein du 3GPP qui vise à produire les spécifications techniques de la future norme de réseau mobile de quatrième génération (4G). Par extension, LTE désigne les systèmes mobiles dits de quatrième génération, issus de ce projet.

**M2M** : voir *Machine to Machine*.

**Machine to Machine** : échanges d'informations entre machines qui s'établissent entre le système central de contrôle (serveur) et tout type d'équipement, à travers un ou plusieurs réseaux de communication.

**Mbit/s ou Mégabit par seconde** : million de bits ( $10^6$ ) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

**Messagerie instantanée** : échange instantané de messages textuels et de fichiers entre plusieurs ordinateurs connectés à internet. Contrairement au courrier électronique, les messages s'affichent en quasi-temps-réel et permettent un dialogue interactif.

**MHz** : mesure de fréquence correspondant à un million de cycles par seconde d'un courant électrique (fréquence radio), ou de cycle d'horloge d'un microprocesseur (ordinateur).

**M-Health ou mobile health** : usages des terminaux mobiles (téléphones, tablettes, PDA) dans le domaine de l'information et des services de la santé.

**MMS (Multimedia Messaging Service)** : messagerie multimédia qui constitue une extension du SMS et permet d'acheminer des images et des sons sur les réseaux et terminaux de téléphonie mobile GPRS et UMTS.

**Mode de Transfert Asynchrone (Asynchronous Transfer Mode - ATM)** : technique de transmission haut débit permettant de multiplexer des flux de données sous forme de paquets (nommés cellules ATM) en mode connecté avec une qualité de service garantie.

**MPLS** : voir *Multi Protocol Label Switching*.

**MSC (Mobile services Switching Center)** : équipement de téléphonie mobile (GSM / 2G) en charge de la commutation de la voix dans le réseau, de l'interconnexion avec les autres réseaux (réseau téléphonique classique par exemple) et de la coordination des appels.

**Multiplay** : offre d'accès de services multiples (internet, télévision, Voix sur IP) au travers d'un seul point d'accès haut débit. La Livebox est le terminal *multiplay* commercialisé par Orange.

**Multiplexage** : technique permettant d'acheminer simultanément plusieurs flux de communication sur un même canal de transmission.

**Multi-Protocol Label Switching (MPLS) :** projet de norme de l'“Internet Engineering Task Force” (IETF) qui est une communauté internationale ouverte d'opérateurs et concepteurs de réseaux dont le but est de coordonner les évolutions et résoudre les questions d'architecture et de protocole sur internet. Le MPLS améliore l'efficacité et la rapidité du réseau en permettant aux routeurs d'acheminer les informations selon des routes prédéfinies en fonction du niveau de qualité requis.

**MVNO (Mobile Virtual Network Operator) :** opérateur mobile qui utilise des infrastructures de réseaux tiers pour fournir ses propres services de téléphonie mobile. En français : opérateur mobile virtuel.

**NAS (Network Access Server) :** voir Serveur d'Accès au Réseau.

**NFC (Near Field Communication) :** technologie de communication sans-fil à courte portée et haute fréquence, permettant l'échange d'informations entre des périphériques jusqu'à une distance d'environ 10 cm.

**NGA :** réseaux d'accès de nouvelle génération (NGA) destinés à supporter les services d'internet très haut débit.

**NGN (New Generation Network, ou Next Generation Network) :** concept générique désignant les réseaux voix et données basés sur protocole IP et permettant de passer d'une simple approche de connectivité à une nouvelle approche de développement de services apportés aux clients. Voir Protocole IP.

**NRA :** nœuds de raccordement d'abonnés ou commutateur vers lesquels aboutissent les lignes téléphoniques des abonnés.

**Opérateur efficace :** concept utilisé dans le cadre de la régulation des prix des services de gros ou de détail vendus par un opérateur lorsque l'autorité de régulation lui impose d'orienter ses prix vers les coûts supportés. Si les coûts réels de cet opérateur s'avèrent plus élevés qu'ils ne devraient l'être du fait de son inefficacité, l'excédent de coût correspondant est exclu de l'assiette des coûts prise en compte pour déterminer les prix.

**Outsourcing :** voir Infogérance.

**PABX ou PBX (Private Automatic Branch eXchange) :** commutateur privé d'entreprise.

**Passerelle (ou Gateway) :** équipement permettant à deux réseaux différents de communiquer. Certaines passerelles sont bidirectionnelles, d'autres unidirectionnelles.

**Pay TV :** désignation de la Télévision payante, dont l'accès est assujéti à une commercialisation, soit par abonnement, soit en paiement à la séance.

**PDA (Portable Digital Assistant) :** voir Assistant personnel.

**Price cap :** prix plafond imposé par le régulateur pour une période donnée. L'opérateur soumis à un price cap ne peut pratiquer des prix supérieurs à ce plafond.

**Protocole IP (Internet Protocol - IP) :** un des deux principaux protocoles de communication entre les réseaux (l'autre étant l'ATM) utilisé notamment sur les réseaux internet et intranet. L'IP est un protocole de transfert spécifique à internet basé sur le principe de la commutation de paquets.

**PTS (Point de transfert sémaphore) :** routeurs du réseau sémaphore qui transmettent la signalisation entre les commutateurs.

**Quadruple play :** offre combinant l'accès à internet, à la télévision, au téléphone mobile, et au téléphone fixe.

**RBCI :** Réseau *Backbone* et de Collecte IP.

**RCS ou Rich Communication Suite :** standard de communication pour des usages enrichis et ergonomiques (carnet d'adresse enrichi, visioconférence, partage de photo ou de vidéo, tchat, SMS et MMS avec des fonctionnalités d'envoi de fichier, possibilité d'ajouter de nouvelles fonctionnalités).

**Refarming :** processus visant à autoriser des opérateurs disposant de fréquences à utiliser leurs licences pour d'autres usages ou avec d'autres technologies que celles initialement prévues. Terme utilisé notamment pour désigner la réutilisation, autorisée par la Commission européenne fin 2007, de la bande de 900 MHz affectée initialement au GSM pour l'UMTS.

**Répartiteurs :** équipements du réseau téléphonique qui permettent de concentrer les lignes ou boucles locales dédiées à chaque abonné afin de les renvoyer au commutateur téléphonique local (ou CAA).

**Réseaux de la Prochaine Génération (Next Generation Network - NGN) :** voir NGN.

**Réseau Numérique à Intégration de Service (RNIS) ou Integrated Service Digital Network (ISDN) :** réseau numérique de transmission d'informations intégrées : données, voix, vidéo. Nom commercial d'Orange : Numéris.

**Réseau Téléphonique Commuté (RTC) :** réseau de transport de la voix constitué de terminaux, de lignes d'abonnés, de circuits, et de commutateurs. Il est également utilisé pour accéder à certains services de données.

**RIM ou Research In Motion Limited :** voir BlackBerry.

**RNIS :** voir Réseau Numérique à Intégration de Services.

**Roaming :** voir Itinérance.

**Routeur :** passerelle d'interconnexion entre plusieurs serveurs installée dans un nœud de réseau, et qui a pour fonction d'optimiser la transmission des données et de donner aux utilisateurs l'accès à l'ensemble des ressources disponibles sur ce réseau.

**RTC (Réseau Téléphonique Commuté) :** réseau téléphonique classique permettant d'établir *via* des commutateurs des communications voix en mode circuit.

**SDH (Synchronous Digital Hierarchy) :** voir Hiérarchie numérique Synchrone.

**Séparation fonctionnelle :** cantonnement de certaines activités d'un opérateur dans une division disposant d'un management autonome et ayant des relations opérationnelles avec le reste des divisions de l'opérateur identiques à celles qu'elle a avec les autres opérateurs. Au Royaume-Uni, la boucle locale de BT a fait l'objet d'une séparation fonctionnelle donnant lieu à la création de l'entité Openreach.

**Serveur d'Accès au Réseau (Network Access Server - NAS) :** équipement de bordure d'un réseau IP chargé de concentrer les accès modems téléphoniques du RTC et de les connecter au réseau IP.

**Services de capacité :** services de mise à disposition par un opérateur d'une capacité de transmission dédiée à un utilisateur, et assurant une transparence par rapport aux applications supportées (exemple : service de liaisons louées).

**Service universel :** une des trois composantes du service public en matière de télécommunications, avec la fourniture de services obligatoires de communications électroniques et des missions d'intérêt général. C'est la seule composante à être financée par un fonds sectoriel. Elles se distinguent en trois composantes : le service téléphonique, l'annuaire universel, et le service universel de renseignements.

**Signalisation Sémaphore code 7 (SS7) :** échanges d'informations nécessaires pour la gestion d'une communication téléphonique (établissement et rupture, maintenance et supervision, facturation) et acheminés sous une forme numérique par un réseau distinct de celui utilisé pour la communication elle-même.

**Smartphone :** téléphone mobile disposant aussi des fonctions d'un assistant numérique personnel. La saisie des données se fait par le biais d'un écran tactile ou d'un clavier. Il fournit des fonctionnalités basiques comme : l'agenda, le calendrier, la navigation sur le web, la consultation de courrier électronique, de messagerie instantanée, le GPS.

**SMS (Short Message Service) :** service de communication de messages écrits courts sur les réseaux et terminaux de téléphonie mobile.

**SOHO (Small Office, Home Office) :** désigne le marché informatique des très petites entreprises (moins d'une dizaine de salariés).

**SS7 :** voir Signalisation Sémaphore code 7.

**Tbit/s ou Terabit par seconde :** billion de bits (10<sup>12</sup>) acheminés par seconde sur un réseau de transmission. Voir bit.

**TDD (Time Division Duplexing) :** mode d'allocation de fréquences UMTS qui consiste à séparer temporellement les deux voies montantes (du terminal à la station de base) et descendantes (de la station au terminal) sur une même bande de fréquence.

**TDSL (Turbo Digital Subscriber Line) :** offre ADSL orientée entreprise.

**Téléphonie sur IP :** voir Voix sur IP.

**Télévision de rattrapage :** service qui consiste à proposer aux téléspectateurs la possibilité de revoir sur internet un

programme peu de temps après sa première diffusion télévisée et pendant une période de quelques jours.

**Terminaison d'appel** (tarif d'interconnexion, ou de terminaison) : montant par minute payé par un opérateur téléphonique à un autre opérateur pour écouler une conversation téléphonique à travers le réseau de cet autre opérateur jusqu'à sa destination. Ces tarifs sont régulés.

**TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) :** techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations, principalement de l'informatique, de l'internet et des télécommunications.

**Triple play :** offre d'abonnement haut débit comprenant un accès internet, une offre de téléphonie et un bouquet de chaînes de télévision.

**UMTS (Universal Mobile Telecommunications System) :** norme de téléphonie mobile de troisième génération (3G) permettant une communication haut débit (jusqu'à 2 Mbit/s en débit symétrique théorique) sur la bande de fréquences 1,9 à 2,2 GHz.

**USB (Universal Serial Bus) :** norme relative à un bus informatique en transmission série qui sert à connecter des périphériques informatiques à un ordinateur et permet de connecter des périphériques à chaud (quand l'ordinateur est en marche) et en bénéficiant du Plug and Play (le système reconnaît automatiquement le périphérique).

**VDSL (Very high bit-rate DSL) :** technique basée sur la même technique que l'xDSL. Les signaux VDSL sont transportés sur une paire de cuivre, simultanément et sans interférence avec la voix téléphonique. Elle permet d'atteindre de très hauts débits.

**VGA :** vente en gros de l'abonnement téléphonique.

**Visiophonie :** technique consistant, par la transmission en temps réel du son et de l'image sur une ligne téléphonique à l'aide d'un visiophone, de téléphoner en visualisant sur l'écran son correspondant, de montrer des photos, des vidéos et d'utiliser des services MMS. "MaLigne visio" est l'offre de visiophonie d'Orange.

**VLAN ou Virtual Local Area Network :** réseau local virtuel assurant la communication entre différentes machines informatiques de façon logique et non physique grâce à des critères tels que les adresses MAC, les numéros de port.

**Voix sur IP (Voice over Internet Protocol - VoIP) :** transport de la Voix sur IP.

**VoIP :** voir Voix sur IP.

**VPN :** voir Réseau privé virtuel.

**VSAT (Very Small Aperture Terminal) :** technique de communication par satellite bidirectionnelle qui utilise des antennes paraboliques dont le diamètre est inférieur à 3 mètres et nécessite donc peu de moyens au sol. Le VSAT est utilisé pour relier un petit site aux réseaux de communication, que ce soit pour la téléphonie ou pour l'accès à internet.

**WDM (Wavelength Division Multiplexing) :** voir *Dense Wavelength Division Multiplexing*.

**Wifi (Wireless-Fidelity) :** technologie qui permet de connecter des équipements sans fil au travers de liens radio dans la bande des 2,4 GHz à un débit de 11 Mbit/s (norme 802.11b) ou 54 Mbit/s (norme 802.11g). Déclinaison d'Ethernet dans le monde radio, le Wifi offre la possibilité aux entreprises et aux particuliers de relier sans fil plusieurs ordinateurs ou périphériques partagés en réseau sur des distances pouvant atteindre quelques dizaines de mètres.

**Wimax :** standard de transmission sans fil à haut débit fonctionnant à 70 Mbit/s (norme 802.16) qui permet de connecter des points d'accès Wifi à un réseau de fibres optiques et ainsi d'accroître la portée des réseaux Wifi. Avec une portée théorique de 50 kilomètres, il devrait permettre, à terme, le développement de réseaux métropolitains (MAN) reposant sur un unique point d'accès.

**xDSL :** voir DSL.

## GLOSSAIRE FINANCIER

**Achats et reversements aux opérateurs :** voir Achats externes.

**Achats externes :** les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales et coûts de contenus** : achats de terminaux et autres produits vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

**ARPU mobile :** le chiffre d'affaires annuel moyen par client (*Average annual Revenues per User, ARPU*) mobile est calculé en divisant i) le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée et de l'itinérance (roaming) internationale, généré sur les douze derniers mois, par ii) la moyenne pondérée du nombre de clients (hors clients *Machine to Machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU mobile est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

**ARPU fixe haut débit :** le chiffre d'affaires mensuel moyen par accès haut débit (ADSL, FTTH, Satellite et Wimax) Grand Public est calculé en divisant le chiffre d'affaires des services haut débit Grand Public généré sur les douze derniers mois par la moyenne pondérée du nombre d'accès sur la même période. La moyenne pondérée du nombre d'accès est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre d'accès en début et en fin de mois. L'ARPU fixe haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par accès.

**AUPU mobile :** la consommation mensuelle moyenne par client (*Average monthly Usage Per User, AUPU*) est calculée en divisant la consommation mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (roaming), à l'exclusion du trafic des opérateurs de réseaux mobiles virtuels MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU mobile est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

**Autres achats externes :** voir Achats externes.

**Autres charges de réseau et charges informatiques :** voir Achats externes.

**Autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) :** voir Autres produits et charges opérationnels.

**Autres produits et charges opérationnels :** les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : autres produits incluant les intérêts de retard sur créances clients, les produits sur créances clients provisionnées, les produits de service universel, les produits sur dommages aux lignes, les pénalités et remboursements reçus ainsi que les redevances de marque facturées à certaines entités non consolidés ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : autres charges incluant les provisions et pertes sur créances clients, les charges de services universel et les effets des litiges.

**Autres revenus :** voir Chiffre d'affaires.

**CAPEX :** investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS et Informations sectorielles des comptes consolidés*).

**Charges commerciales et coûts de contenus :** voir Achats externes.

**Charges de personnel :** salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

**Chiffre d'affaires :** le chiffre d'affaires comprend :

- les **services mobiles** : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine* (M2M), le chiffre d'affaires de l'itinérance (roaming) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- les **ventes d'équipements mobiles** : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés, hors ventes d'accessoires ;
- les **services fixes** : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprise (à l'exception du secteur opérationnel France, pour lequel les solutions et réseaux d'entreprise sont portés par le secteur opérationnel Entreprises) et des services aux opérateurs (interconnexion nationale et internationale, dégroupage et vente en gros de lignes téléphoniques) ;
- les **autres revenus** : ventes et locations d'équipements fixes, ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus.

**Données à base comparable :** des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 4.3.5.1 *Passage des données historiques aux données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable n'ont pas pour objectif de se substituer aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

**Données contributives :** données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**Données sociales :** données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**EBITDA présenté :** résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS et Informations sectorielles des comptes consolidés*).

**EBITDA retraité :** i) résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence, ii) diminué d'éléments non récurrents (voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

**EBITDA retraité – CAPEX :** indicateur i) du résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence, ii) diminué d'éléments non récurrents (EBITDA retraité, voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*), et iii) diminué des investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (CAPEX, voir section 4.3.5.3 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

**Endettement financier net :** l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés) correspond (A) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture), diminués (B) : i) de l'ensemble des dérivés actifs, ii) des dépôts de garantie versés afférents aux dérivés, iii) de certains dépôts liés au financement, iv) des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur, et v) du prêt accordé par le Groupe à la co-entreprise EE. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, sont mis en place pour couvrir des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). En conséquence, la "part efficace des couvertures de flux de trésorerie" et la "part efficace des couvertures d'investissement net" (C) sont ajoutées à l'endettement financier net pour neutraliser cette différence temporelle.

**Impôts et taxes d'exploitation :** impôts et taxes incluant la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

**Investissements corporels et incorporels :** voir CAPEX.

**Investissements financiers :** acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

**Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) :** nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) :** moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Salaires et charges :** voir Charges de personnel.

**Services fixes :** voir Chiffre d'affaires.

**Services mobiles :** voir Chiffre d'affaires.

**Variation du besoin en fonds de roulement :** i) variation des stocks bruts, plus ii) variation des créances clients brutes, plus iii) variation des dettes fournisseurs (hors dettes fournisseurs d'immobilisations), plus iv) variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

**Ventes d'équipements mobiles :** voir Chiffre d'affaires.

## TABLES DE CONCORDANCE

### I - Document d'enregistrement relatif aux actions

Rubriques de l'annexe 1 du règlement (CE) n° 809/2004		Document de référence	
		Section	Pages
<b>1. Personnes responsables</b>			
1.1	Nom et fonction des personnes responsables des informations	7.1.1	402
1.2	Déclaration des personnes responsables	7.1.2	402
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>			
2.1	Noms et adresses	7.2	402-403
2.2	Changement éventuel	NA	
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>			
3.1	Informations financières historiques sélectionnées	1.2	8
3.2	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA	
<b>4. Facteurs de risque</b>			
4.1	Les risques juridiques	2.4.2	40-41
4.2	Les risques industriels et environnementaux	2.4.1	39-40
4.3	Le risque de crédit et/ou de contrepartie	2.4.3	42
4.4	Les risques opérationnels	2.4.1	37-39
4.5	Les risques de liquidité	2.4.3	41-42
4.6	Les risques de marché	2.4.3	42-44
<b>5. Informations concernant l'émetteur</b>			
5.1	Histoire et évolution de la Société	1.1	6
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	7.3.1	403
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	7.3.2	403
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	7.3.3	403
5.1.4	Siège social, forme juridique et législation applicable à l'émetteur	7.3.4	403
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	1.1	6
5.2	Investissements		
5.2.1	Principaux investissements réalisés	4.3.2.5	220-222
5.2.2	Principaux investissements en cours	4.3.1.4	209
		4.3.2.5	222
5.2.3	Principaux engagements et projets d'investissements	4.1 note 14.1	175-176
<b>6. Aperçu des activités</b>			
6.1	Principales activités		
6.1.1	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	3.1	46-89
6.1.2	Nouveaux produits	3.1	46-89
6.2	Principaux marchés	3.1	46-89
6.3	Événements exceptionnels	4.3.1.3-4.3.1.5	207-211
6.4	Dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA	
6.5	Position concurrentielle	3.1	46-89
<b>7. Organigramme</b>			
7.1	Description sommaire et organigramme du Groupe	1.1 ; 1.3	6-7 ; 9
7.2	Liste des filiales importantes	4.1 note 17	185-186
<b>8. Propriétés immobilières, usines et équipements</b>			
8.1	Immobilisations corporelles importantes	3.2	90-96
8.2	Contraintes environnementales pouvant influencer l'utilisation par l'émetteur de ses immobilisations corporelles	2.4.1 5.6.2	39-40 363-369
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>			
9.1	Situation financière	4.3	205-263
9.2	Résultat d'exploitation	4.3.2.1-4.3.2.2	211-218
9.2.1	Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	4.3.1.3-4.3.1.5	207-211

Rubriques de l'annexe 1 du règlement (CE) n° 809/2004

Document de référence

	Section	Pages
9.2.2 Explication des changements importants du chiffre d'affaires	4.3.1.2 ; 4.3.2.1.1	206-207 ; 211-213
9.2.3 Stratégie ou autre facteur ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations	2.3-2.4	34-44
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>	4.3.4	248-255
10.1 Informations sur les capitaux	4.1.1, note 13 ; 6.1	102-103 ; 171-174 ; 382-383
10.2 Flux de trésorerie	4.1.1 ; 4.3.4.1	104-105 ; 248-251
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	4.3.4.3 ; 4.1.1 note 10	251-255 ; 149-159
10.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	4.1.1 note 11.3	161
10.5 Sources de financement attendues	4.1.1 note 11.3	161
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>	3.3	96-98
<b>12. Information sur les tendances</b>		
12.1 Principales tendances depuis la fin du dernier exercice	4.4	263
12.2 Tendances connues et incertitudes pour l'exercice en cours	2 ; 4.5	12-44 ; 264
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>		
13.1 Principales hypothèses	NA	
13.2 Rapport élaboré par les contrôleurs légaux	NA	
<b>14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>		
14.1 Composition des organes d'administration et de direction	5.1	314-326
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale	5.1.4.3	325-326
<b>15. Rémunération et avantages</b>		
15.1 Montant des rémunérations versées et avantages en nature octroyés aux membres des organes d'administration et de direction	5.3	335-340
15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	5.3.3	340
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>		
16.1 Date d'expiration des mandats actuels	5.1.1	314-317
16.2 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages au terme de ces contrats	5.3.1 ; 5.3.2	340
16.3 Comités du Conseil d'administration	5.2.2.6 ; 5.2.2.8	328-329 ; 331-332
16.4 Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France	5.2.1	326
<b>17. Salariés</b>		
17.1 Nombre de salariés et répartition des effectifs	5.6.1.1	350-352
17.2 Participation dans le capital et stock-options détenues par les membres des organes d'administration et de direction	5.1.4.2 ; 5.1.4.4	325-326
17.3 Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital	5.6.1.2	356
<b>18. Principaux actionnaires</b>		
18.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital	6.2.1	383
18.2 Existence de droits de vote différents	6.2.1	383
18.3 Contrôle de l'émetteur	6.2.2	385
18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de l'émetteur	NA	
<b>19. Opérations avec des apparentés</b>	7.5	406
<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>		
20.1 Informations financières historiques	4.1.1 ; 4.2 ; 4.7 ; 4.8	100-202 ; 204 ; 265-305
20.2 Informations financières pro forma	NA	
20.3 Etats financiers	4.1.1 ; 4.7	100-202 ; 265-304
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	4.2 ; 4.8	204 ; 304-305
20.5 Date des dernières informations financières	31/12/2013	
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	NA	
20.7 Politique de distribution des dividendes	4.6 ; 6.3	264 ; 386
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	4.1.1 note 15 ; 4.4	179-184 ; 263
20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	4.4	263

## Rubriques de l'annexe 1 du règlement (CE) n° 809/2004

## Document de référence

	Section	Pages
<b>21. Informations complémentaires</b>		
21.1 Capital social		
21.1.1 Capital social souscrit et nombre d'actions	6.1.1	382
21.1.2 Actions non représentatives du capital	NA	
21.1.3 Actions détenues par l'émetteur ou ses filiales	6.1.4	383
21.1.4 Valeurs mobilières donnant accès au capital	6.1.2	382
21.1.5 Informations sur le capital souscrit mais non libéré	NA	
21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	NA	
21.1.7 Historique du capital social	6.1.1	382
21.2 Actes constitutifs et statuts		
21.2.1 Objet social	7.3.5	403-404
21.2.2 Dispositions statutaires ou autres concernant les organes d'administration et de direction	5.2.2	326-333
21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	7.3.6	404
21.2.4 Modification des droits des actionnaires	7-3-7	404
21.2.5 Règles d'admission et de convocation des Assemblées Générales d'actionnaires	7.3.8	404-405
21.2.6 Dispositions statutaires ou autres qui pourraient avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	7.3.9	405
21.2.7 Franchissements de seuils	7.3.10	405
21.2.8 Dispositions statutaires ou autres régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	NA	
<b>22. Contrats importants</b>	7.6	406
<b>23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	NA	
<b>24. Documents accessibles au public</b>	nota	3
<b>25. Informations sur les participations</b>	4.7 note 4.2	276

## II - Rapport financier annuel

Le Rapport financier annuel requis en application des articles L. 451-1-1 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'AMF et rendant compte des éléments mentionnés ci-après est inclus dans le présent document de référence.

**Eléments requis par les articles L. 451-1-1 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'AMF**

## Document de référence

	Section	Pages
Comptes consolidés (IFRS)	4.1.1	100-203
Comptes annuels (normes françaises)	4.7	265-304
Rapport de gestion	Voir table de concordance du Rapport de gestion	
Déclaration de la personne responsable	7.1.2	402
Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés	4.2	204
Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes annuels	4.8	304-405
Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	Annexe aux comptes consolidés, note 20	202

### III - Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale

Le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale rendant compte des éléments mentionnés ci-après est inclus dans le présent document de référence. Il a été arrêté par le Conseil d'administration d'Orange SA le 26 mars 2014.

Eléments requis par le Code de commerce, le Code monétaire et financier, le Code général des impôts et le Règlement général de l'AMF

Document de référence

	Section	Pages
<b>I. Activité</b>		
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société durant l'exercice écoulé (L. 225-100 et L. 232-1 du Code de commerce)	4.9	306-312
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Groupe durant l'exercice écoulé (L. 225-100-2 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.3	205-263
Résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité (L. 233-6 du Code de commerce)	4.3.3	222-248
Activités en matière de recherche et de développement (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	3.3	96-98
Description des principaux risques et incertitudes (L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	2.4	36-44
Politique du Groupe en matière de gestion des risques financiers, exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie (L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	4.3.4.3.3	253-254
Informations sur les délais de paiement fournisseurs (L. 441-6-1 du Code de commerce)	4.9.3.6	311
Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices (R. 225-102 du Code de commerce)	4.9.5	312
Evolution prévisible (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.5	264
Evénements importants survenus après la date de la clôture de l'exercice (L. 232-1 et L. 233-26 du Code de commerce)	4.1 note 16 4.4	185 ; 263
<b>II. Informations environnementales, sociales et engagements sociétaux</b>		
(L. 225-100, L. 225-102-1 (modifié par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 et la loi du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives) et R. 225-105-1 du Code de commerce (modifié par le décret du 24 avril 2012))		
Informations relatives aux questions de personnel et conséquences sociales de l'activité	5.6.1	350-363
Informations relatives aux questions d'environnement et conséquences environnementales de l'activité	5.6.2	363-371
Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	5.6.3	371-377
<b>III. Informations juridiques et liées à l'actionnariat</b>		
Participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice (L. 225-102 du Code de commerce)	6.2.1	383
Identité des actionnaires détenant plus de 5 % ; autocontrôle (L. 233-13 du Code de commerce)	6.2.1	383
Informations sur les rachats d'actions (L. 225-211 du Code de commerce)	6.1.4	383
Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices (243 bis du Code général des impôts)	6.4	389
Prises de participation ou de contrôle dans des sociétés ayant leur siège en France (L. 233-6 du Code de commerce)	4.9.4	311
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital et utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice (L. 225-100 du Code de commerce)	6.4	394-396
Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L. 225-100-3 du Code de commerce)	7.4	406
<b>IV. Informations concernant les mandataires sociaux</b>		
Mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice (L. 225-102-1 du Code de commerce)	5.1.4.1	320-324
Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social (L. 225-102-1 du Code de commerce)	5.3.1	335-340
Etat récapitulatif des opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société (L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-26 du RG de l'AMF)	5.1.4.2	325

## IV - Rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne

Le Rapport du Président du Conseil d'administration requis en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et rendant compte des éléments mentionnés ci-après, est inclus dans le présent document de référence.

Il a été approuvé par le Conseil d'administration d'Orange du 26 mars 2014.

Eléments requis par l'article L. 225-37 du Code de commerce	Document de référence	
	Section	Pages
Composition du Conseil d'administration	5.1.1	314-317
Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration	5.2.2.4 ; 5.2.2.9	327-333
Référence à un Code de gouvernement d'entreprise	5.2.1	326
Procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société	5.4.1	341-346
Limitations aux pouvoirs du Directeur Général	5.2.3.2	333
Principes et règles arrêtés par le Conseil d'administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux	5.3.1	335-340
Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	7.3.8	404-405
Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre au public (L. 255-100-3 du Code de commerce)	7.4	406

## V - Documents adressés aux actionnaires sur demande

Les documents requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce (documents adressés aux actionnaires qui en font la demande avant l'Assemblée Générale annuelle) inclus dans le présent document de référence sont listés ci-après. Les autres documents requis par ledit article sont inclus dans l'avis de convocation adressé aux actionnaires et sont, ainsi que le bilan social, accessibles sur le site internet dédié à l'Assemblée Générale d'Orange : <http://www.orange.com/ag2014>.

Eléments requis par l'article R. 225-88 du Code de commerce	Document de référence	
	Section	Pages
Liste des administrateurs et Directeurs Généraux et mandats exercés	5.1.1 ; 5.1.2 ; 5.1.4.1	314-318 ; 320-324
Texte des projets de résolutions	6.3	385-388
Rapport du Conseil d'administration relatif aux résolutions	6.4	388-396
Rapport du Conseil d'administration	Voir table de concordance du Conseil d'administration	
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	6.5	397-398
Rapport des Commissaires aux comptes sur les résolutions proposées à l'Assemblée Générale	6.5	399
Comptes annuels	4.7	265-304
Affectation du résultat	6.4	388-389
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	4.8	304-305
Comptes consolidés	4.1.1	100-203
Rapport sur la gestion du Groupe	4.3	205-262
Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	Voir table de concordance du Rapport du Président	
Rapport des Commissaires aux comptes sur le Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne	5.5	348
Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs en matière d'augmentation de capital	6.4	394-396

Orange

78 rue Olivier de Serres – 75015 Paris

Tél : 33 (0)1 44 44 22 22

[www.orange.com](http://www.orange.com)



Orange

78, rue Olivier-de-Serres – 75015 Paris

Tél. : (0)1 44 44 22 22

[www.orange.com](http://www.orange.com)